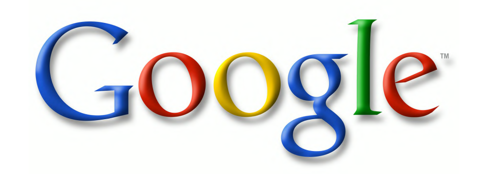


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

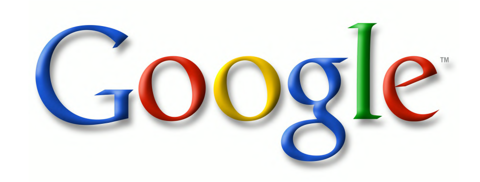
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

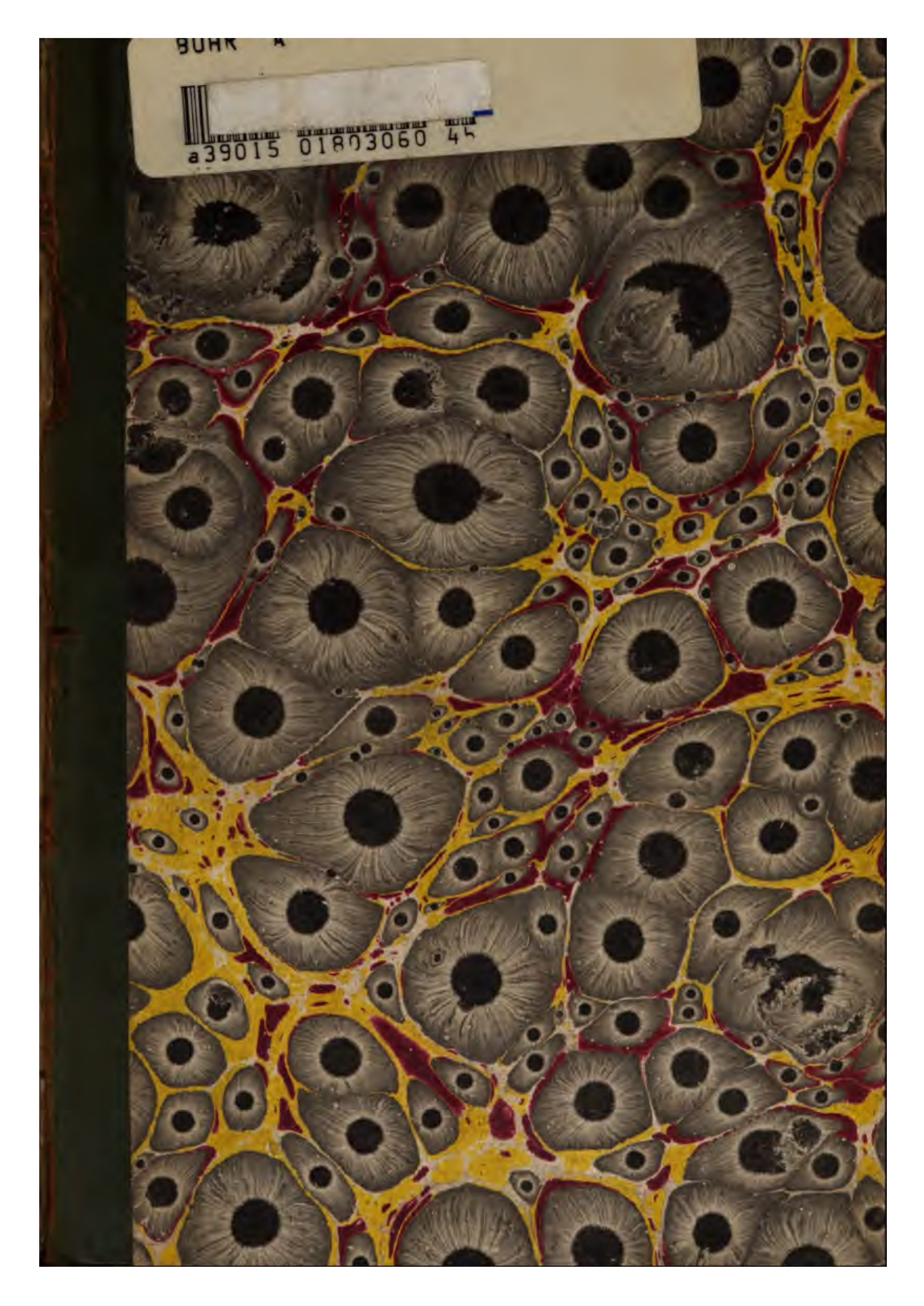
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

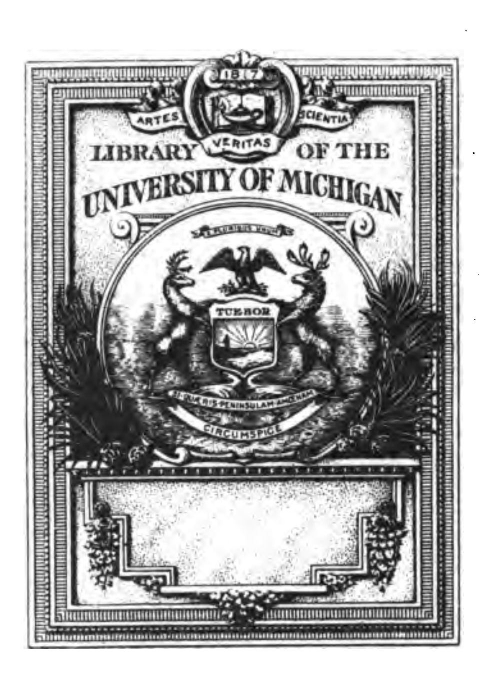
Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


BUHR A
a39015 01803060 45


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822,

Jean B. P. J. de

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

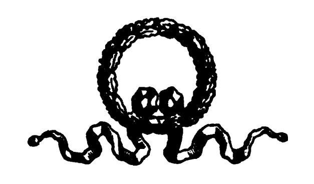
Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.

HORAT., *Od.* IX, *lib.* IV.

TOME SIXIÈME.

FAB — JEANN



A PARIS,

Chez l'AUTEUR, rue de Sèvres, nº 111, faubourg Saint-Germain.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, nº 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, nº 17.

M. DCCC. XXII.

DC
44.8
.C86
v.6

C 977321-170

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

F

FABERT (Abraham, *marquis*), *maréchal de France*, naquit à Metz, le 11 octobre 1599 (1). Destiné à l'église, contre son vœu et son inclination, il ne prit point ce parti; et, cédant au goût décidé qu'il avait pour les armes, dès qu'il fut en âge de servir, il se présenta au duc d'Épernon, qui le mit au nombre de ses pages, et le plaça ensuite dans un de ses régiments. Il entra, comme cadet, aux gardes-françaises, en 1613, et parvint à être nommé, en 1618, enseigne dans le régiment de Piémont. Devenu capitaine d'infanterie, en 1619, il servit, en 1621, au siége de Saint-Jean-d'Angely. Au siége de Royan, en 1622, il fut blessé à la main, et reçut dans ses habits deux coups de mousquet. Il marcha à toutes les attaques au siége de Montpellier, et y fit prisonnier un capitaine de la garnison. Nommé major du régiment de Rambures, en 1627, il servit au siége de la Rochelle, en 1628, et fut détaché de ce siége pour aller renforcer l'armée de M. le prince

(1) Son père, maire-échevin de Metz, était fils d'un libraire de cette ville, qui avait été anobli par Henri IV.

de Condé et du duc d'Épernon. Il rejoignit ensuite l'armée du roi devant la Rochelle, qui se rendit, le 28 octobre. Il alla, en 1629, reconnaître les retranchements du pas de Suze. Employé au siége de Privas, il se trouva à l'assaut de l'ouvrage à corne, planta son échelle au pied de la muraille, s'établit sur la brèche, écarta à grands coups d'épée les ennemis, et tint ferme jusqu'à l'arrivée des troupes que son exemple engagea à le suivre : on s'empara de l'ouvrage. Ayant reçu un coup de feu à l'attaque de la demi-lune, on le transporta à Valence, où il eut beaucoup de peine à guérir de sa blessure. En 1630, après avoir reconnu les dehors du fort d'Exiles, s'être glissé seul dans le fossé, avoir descendu sur le parapet, et s'être approché de l'enveloppe du donjon, il conduisit le lendemain un détachement, tira une tranchée jusqu'à l'enveloppe, fit mettre en batterie 2 pièces de canon, et contraignit la garnison épouvantée de battre la chamade. S'étant avancé ensuite vers la tour Carbonnière, et ayant emporté le pont à Mafrée, la tour Carbonnière capitula. Au combat de Veillane, Fabert ayant, à la tête de 20 hommes, chargé 450 Savoyards, le régiment de Rambures, posté sur la hauteur, en descendit alors avec précipitation, tomba sur les ennemis, renversa leur premier rang sur le second, et celui-ci sur le centre, en sorte que bientôt la déroute des Savoyards fut complète. Au siége de Saluces, Fabert eut son chapeau percé de deux balles, en osant, en plein jour, reconnaître les remparts de la ville et essuyer le feu de la mousqueterie des assiégés. Le roi lui donna, dans la même année 1630, une compagnie dans le régiment de Rambures, et dérogea en sa faveur au règlement qui rendait incompatible le grade de major avec la possession d'une compagnie. Fabert contribua, en 1631, à la prise de Moyenvic. Il fut employé au siége de la ville de Trèves, en 1632. Les assiégés ayant surpris le régiment de Rambures, Fabert accourut avec la brigade de Champagne, prit les ennemis en queue et en flanc, leur coupa la retraite, et tua ou fit prisonniers un grand nombre d'hommes. Avec une partie du régiment de Rambures, et secondé par Saint-Chamont, il s'ap-

procha de Nancy, en 1633; s'empara de plusieurs convois, inquiéta les faubourgs, et donna l'alarme à la ville. Il se mit à la tête des travaux au siége de la Mothe, et les poussa jusqu'à la demi-lune : la place se rendit, le 26 juillet 1634. Étant allé, par ordre du roi, prendre le plan de Thionville, il y fut arrêté par le gouverneur de cette place, et ne recouvra sa liberté que sur la demande que le roi en fit au cardinal-infant, vers la fin de la même année. Nommé commandant dans Metz, en 1635, il rétablit les fortifications de cette place, pour arrêter les courses des garnisons de Luxembourg et de Thionville, qui désolaient le pays Messin. Il visita la province, s'assura des châteaux en état de défense, les munit d'hommes, d'armes, de poudre, de provisions de bouche, et leva une compagnie de chevau-légers pour appuyer les détachements d'infanterie qui feraient des courses dans le duché de Luxembourg. Employé, comme aide-de-camp, dans l'armée qui, sous les ordres du cardinal de la Valette, emporta Binghen et ravitailla Mayence, Fabert conserva par son activité le pont de cette dernière ville, que les ennemis avaient dessein de brûler. Dans la retraite des Français et des Suédois d'auprès de Mayence, Fabert contribua puissamment à sauver les débris de l'armée française. Le 23 septembre, il fondit sur 250 Croates, les poursuivit, en tua plusieurs, et mit le reste en fuite. A Vaudrevange, le 27, il soutint, avec un renfort qu'il commandait, l'arrière-garde de l'armée conduite par le vicomte de Turenne. Après la campagne, le roi lui donna la capitainerie du château d'Ennery, le gouvernement de Baccarach, dans le Palatinat, et une compagnie de chevau-légers. Employé sous le cardinal de la Valette, en 1636, Fabert pourvut de munitions de guerre et de bouche les villes de Colmar, Kaiserberg et Schelestadt. Secondé du comte de Guiche, il ravitailla Haguenau; il assiégea et prit Clémery, le 21 février. A la tête de 200 hommes, il chargea, près de Brisack, l'arrière-garde de Ludovic, qui commandait, sous Galas, un corps de Croates. Ludovic et ses soldats, effrayés de la hardiesse de Fabert (ils étaient cinq fois plus nombreux), ne songèrent

qu'à prendre la fuite (1). Employé au siége de Saverne, qui se rendit au duc de Weimar, le 14 juillet, Fabert monta sur la brèche au troisième assaut, et s'empara d'une maison, où il se défendit pendant une heure. L'ennemi ayant mis le feu à la maison, Fabert en sortit, fut précipité dans le fossé, et blessé de trois coups. Galas ayant pénétré dans la Bourgogne, joignit le duc de Lorraine, qui entreprit le siége de Saint-Jean-de-Lône, sur la Saône. Le duc de Weimar détacha alors le duc de Rantzau, et, sous lui, 2 régiments d'infanterie, avec un régiment de cavalerie, au secours des assiégés. Fabert partit avec ce détachement, le 1er octobre. Arrivé à une demi-lieue des Impériaux, il se déguisa, et se glissa dans leur camp. Les ennemis n'étant point sur leurs gardes, et l'occasion de les surprendre étant belle, Fabert en informa le duc de Rantzau, qui se mit aussitôt en marche : le hennissement des chevaux annonça l'approche des Français aux gardes avancées, et l'épouvante se répandit aussitôt dans le camp des Impériaux. Fabert allant toujours en avant, les gardes avancées s'enfuirent; mais on les poursuivit si vigoureusement, que Français et Impériaux entrèrent, tous ensemble, dans les lignes des assiégeants. Les Français pénétrèrent jusqu'aux quartiers voisins, battirent 200 Croates, firent prisonnier le commandant, et entrèrent, avec le secours, dans Saint-Jean-de-Lône, vers le milieu de la nuit. Dès le lendemain, à la pointe du jour, ils sortirent de la place, reprirent les dehors, et minèrent les travaux des assiégeants ; ce qui obligea le duc de Lorraine de se retirer avec ses troupes, le 3 novembre. Sur la fin de la même année, Fabert reçut

(1) Fabert, qui avait été du nombre des officiers chargés d'inquiéter Galas dans sa marche sur la Champagne, arriva un jour dans un camp où l'ennemi avait abandonné une partie de ses malades et de ses blessés. Un Français cria qu'il fallait les tuer : « Voilà, dit Fabert, le conseil d'un » barbare ; cherchons une vengeance plus noble et plus digne de notre » nation. » Aussitôt il leur fit distribuer des vivres dont ils avaient le plus grand besoin, et fit transporter à Mézières les malades, qui, par reconnaissance, s'attachèrent, presque tous, au service de la France.

un coup de feu dans le collet de son manteau, au siége de Saint-Avold, qui ouvrit ses portes, après 3 jours de défense. Le roi donna à Fabert le gouvernement de Rambervilliers, une compagnie au régiment de Picardie, et les capitaineries de Viviers et Moyon. Fabert, après avoir mis, au mois de février 1637, les frontières de Picardie en bon état, se rendit à l'armée qu'on assemblait entre Rethel et Château-Porcien, et suivit le cardinal de la Valette à la prise de Bouchain et du Cateau-Cambresis. Employé au siége de Landrecies, qui capitula le 23 juillet. Fabert se jeta dans le fossé, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et conduisit les mineurs destinés à faire un logement. Au bruit que faisaient les travailleurs, l'alarme se répandit dans la garnison, qui s'arma à la hâte, et vint faire feu sur les mineurs. Ceux-ci, encouragés par la fermeté de Fabert, ne se laissent arrêter ni par le feu de mousqueterie, ni par les fascines ardentes, les pierres et les pots à feu que l'on fait pleuvoir sur eux; ils entament la muraille, la percent, et commencent la première chambre à mine. Au siége de la Capelle, qui se rendit le 19 septembre, Fabert chassa les ennemis d'une demi-lune ; fit, sur une langue de terre, de petits logements propres à contenir 10 hommes, et y plaça les plus habiles chasseurs de l'armée, le fusil couché en joue vers le parapet du bastion : ces chasseurs, tirant avec beaucoup d'adresse, eurent bientôt écarté la garnison, et les mineurs passèrent en sûreté le fossé, que l'on combla. Les mineurs ayant ouvert le bastion et le milieu de la courtine, on se prépara à un assaut, que le gouverneur prévint par une capitulation. En 1638, Fabert secourut deux fois Verceil. Avec 60 carabiniers, il attaqua, près de Pomaro, l'avant-garde de don Francesco de Melos, et la mit d'abord en désordre; mais cette troupe ayant été soutenue par un autre corps qui n'était pas éloigné, se rallia, et l'on se battit alors avec une égale fureur : Fabert eut son chapeau percé d'une balle et son cheval tué sous lui. Il combattit à pied pendant plus d'un quart d'heure, et contraignit enfin les Espagnols de prendre la fuite : ils laissèrent sur la place 40 cavaliers, et Fabert perdit de son

côté 6 soldats et un capitaine. Nommé sergent de bataille, par brevet du 20 janvier 1639, il alla au siége de Chivas, où il défendit une hauteur contre l'armée du prince Thomas et du marquis de Léganès, qui tentèrent inutilement de le déposter. Dans un moment où les ennemis faisaient un changement dans la disposition de leurs troupes, Fabert, s'apercevant que la queue de leur armée était en désordre, marcha à petit bruit le long d'une colline, pénétra à travers un bois taillis, tomba sur l'arrière-garde, commandée par le duc de Parme; et, secondé par le commandeur de Souvré, il l'attaqua, la rompit, et la défit entièrement : 2000 Espagnols y périrent, et un plus grand nombre y fut blessé. Ce combat dura depuis huit heures du matin jusqu'à trois heures du soir, le 26 juin, et Fabert y reçut deux coups de feu dans ses bottes. Le prince Thomas décampa le lendemain, et Chivas, n'espérant plus de secours, se rendit, le 28. Saluces et Bène ne firent qu'une médiocre résistance. La citadelle de Bène ayant refusé de se soumettre, on l'emporta d'assaut, et on en passa la garnison au fil de l'épée. A l'attaque de Turin, par les ennemis, le 7 août, Fabert étant sorti de la citadelle, ramena contre l'ennemi une partie des troupes qui avaient fui, força une barricade, et fondit sur la seconde, où il essuya tout le feu de la mousqueterie ennemie. Quoiqu'il eût la cuisse percée de deux balles, il parvint à la troisième barricade, et rentra dans la citadelle, où il perdit connaissance. Sa plaie étant devenue très-enflammée, fit long-temps craindre pour ses jours (1). Il fut nommé capitaine au régiment des gardes-françaises, par commission du 18 octobre, et maréchal de bataille, par brevet du même jour. Au combat de Quiers, le 20 novembre, Fabert, étant à la tête de ses chevau-légers, rompit l'élite des troupes

(1) Les chirurgiens ayant déclaré qu'il fallait faire l'amputation, le cardinal la Valette et Turenne engageaient Fabert à s'y soumettre : « Il ne » faut pas mourir pièce par pièce, leur dit Fabert ; la mort m'aura tout » entier, ou elle n'aura rien, et peut-être lui échapperai-je. » En effet il guérit assez promptement et conserva sa cuisse.

du prince Thomas, qui fut deux fois renversé dans un fossé, et ne s'échappa qu'à la faveur des ténèbres. En 1640, Fabert, travesti en paysan, s'introduisit dans la ville d'Arras, en reconnut les fortifications, revint à la cour avec de nouveaux renseignements propres à appuyer le projet qu'il avait conçu, et déjà donné, d'entreprendre le siége de cette place. Nommé aide-de-camp des armées du roi, par brevet du 22 avril 1641, il combattit à la bataille de la Marfée, le 6 juillet; servit au siége de Donchery, qu'on prit le 1er août, et au siége de Bapaume, qui se rendit le 18 septembre. En 1642, Fabert fit la campagne du Roussillon. 3000 Espagnols occupaient alors, près de Collioure, une colline d'un accès difficile, d'où il fallait les chasser, si l'on voulait approcher de la place; mais on ne pouvait aller à eux sans passer un ruisseau (1). A la tête du 1er bataillon des gardes-françaises, qu'il commandait, Fabert s'avance, joint les Espagnols, les repousse sur le haut de la colline, et les poursuit jusqu'aux portes de Collioure. Le fort d'Argillers et la tour de Sainte-Thérèse ayant ensuite été emportés, on s'empara de Collioure au second assaut, et les Espagnols se retirèrent dans la citadelle, qui capi-

(1) En apercevant les Espagnols rangés sur cette hauteur, le maréchal de la Meilleraye fit arrêter les troupes pour prendre des dispositions. Lorsqu'il passa devant Fabert, celui-ci le salua, en baissant son esponton. «Il ne s'agit pas de cérémonies, lui dit brusquement la Meilleraye, quand il faut aller à l'ennemi.» Fabert, sensible à ce reproche, s'avançait pour en demander raison; mais Turenne le retint, et parvint à le calmer, en se chargeant de l'explication. Quelques instants après, un aide-de-camp lui apporta l'ordre d'aller parler au général. Fabert, piqué de ce qui venait de se passer, et de ce que précédemment la Meilleraye avait appelé sa compagnie aux gardes *les Chanoines de Fabert*, parce qu'elle avait passé deux ans à la cour, refusa de quitter son poste, et répondit à un second aide-de-camp : «Avez-vous des ordres pour le bataillon? je »les exécuterai: je ne marche pas autrement.» La Meilleraye vint lui-même. — «M. Fabert, oublions le passé, donnez-moi votre avis; que fe»rons-nous?» — «Voilà, répondit Fabert, le premier bataillon des gar»des prêt à exécuter vos ordres; nous ne savons qu'obéir.» — «Point de »rancune, dit la Meilleraye: je viens demander votre sentiment.» — «C'est »d'attaquer, dit Fabert. — Marche, cria la Meilleraye.»

tula, le 10 avril. On fit de suite les dispositions pour le siége de Perpignan (1). Fabert quitta ce siége, pour accompagner le roi, qui en partit, le 10 juin. Il se saisit de la ville de Trévoux par stratagème, et revint ensuite devant Perpignan, où il conduisit un renfort : cette place se rendit, le 9 septembre. Il eut un brevet, du 21 septembre, qui lui assurait le gouvernement de Sédan. Il se démit de sa compagnie aux gardes, au mois d'août 1643, et leva, par commission du 10 janvier 1644, un régiment qui porta son nom, et qu'on licencia après la campagne de 1650. On l'établit gouverneur et lieutenant-général des principautés de Sédan, Raucourt et Saint-Manges, par provisions du 15 janvier 1644. Créé maréchal de-camp, par brevet du 4 février suivant, il servit, en cette qualité, en 1645, dans l'armée de Catalogne, commandée par le comte d'Harcourt. Étant entré dans le Lampourdan, à 3 lieues de Roses, il chargea un gros de cavalerie espagnole. Pendant cette action, se trouvant en avant de sa compagnie d'environ 100 pas, il entendit le bruit confus de gens qui fuyaient; bientôt il reconnut que c'étaient ses chevau-légers, que la cavalerie ennemie avait mis en désordre. Il courut aussitôt pour les rallier; mais, n'ayant pu y réussir, il fondit de nouveau sur les Espagnols, dont il tua le commandant. Il fut alors environné, fait prisonnier, et conduit à Roses. Cette place capitula, le 28 mai, et l'un des articles de la capitulation remit Fabert en liberté. Arrivé

---

(1) Louis XIII, alors malade, vint au camp, et chargea Fabert de lui rendre compte tous les matins des opérations de la veille. Un jour, le grand-écuyer, Cinq-Mars, se permit de critiquer le rapport de Fabert : «Vous avez, dit le roi, sans doute passé la nuit dans la tranchée, puisque »vous en parlez si savamment.» — «Sire, répondit le grand-écuyer, vo»tre majesté sait le contraire» — «Allez, répliqua Louis XIII, vous m'ê»tes insupportable.» Le roi accompagna cette repartie de choses très-mortifiantes pour Cinq-Mars, qui, sortit l'œil étincelant de colère, et dit à Fabert : «Monsieur, je vous remercie.» — «Que dit-il? demanda le »roi, je crois qu'il vous menace.» — «Non, sire, répondit Fabert; on »n'ose faire des menaces en présence de votre majesté, et ailleurs on »n'en souffre pas.»

à Perpignan, le 2 juin, il en partit pour se rendre dans son gouvernement de Sédan, le 1[er] juillet. En 1646, il se trouva à la prise de Piombino, le 8 octobre, et à celle de Porto-Longone, le 29; puis il revint encore dans son gouvernement (1). Il leva une compagnie de chevau-légers pour tenir garnison à Sédan, par commission du 1[er] mars 1649. Le roi érigea ses terres de la Ré et de Cérilly en marquisat, par lettres données à Paris, au mois de mai 1650, registrées au parlement de Dijon, le 30 juin. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 20 septembre, il servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal du Plessis. On lui donna, en 1652, l'inspection sur toutes les villes situées sur la Meuse, et qui étaient dépendantes de la couronne. Il leva, par commission du 20 mars, un régiment de cavalerie, qu'on licencia, le 18 avril 1661. Nommé, le 4 janvier 1654, pour commander l'armée destinée à servir au pays de Liége, dans l'intérêt de l'électeur de Cologne, il s'empara de Limbourg et des états de Liége, qu'il évacua, par ordre du roi, le 24 mars. Il revint à Sédan, le 20 avril. Il commanda l'armée qui s'assembla sur la frontière de Champagne, par pouvoir donné à Paris, le 15 juin. Il assiégea Stenai, le 18 du même mois, et donna l'exemple à ses troupes, en prenant le premier un pic pour remuer la terre; ses lignes furent achevées en moins de 6 jours, malgré les difficultés d'un sol pierreux, et il éleva des retranchements à 16 pieds de hauteur. Ce fut à ce siége que l'on vit, pour la première fois, les parallèles et les cavaliers de tranchée dont Fabert a été l'inventeur. Stenai se rendit au roi, le 6 août, et S. M. permit à Fabert de régler les

(1) Fabert fit ajouter plusieurs ouvrages importants aux fortifications de Sédan, et voulut payer une partie des dépenses avec ses épargnes. Ses parents lui ayant fait un reproche d'employer ainsi un bien qu'il devait conserver à sa famille, il leur répondit : « Si, pour empêcher qu'une place que le roi m'a confiée ne tombât au pouvoir des ennemis, il fallait mettre à une brèche ma personne, ma famille et tout mon bien, je ne balancerais pas un moment à le faire. »

articles de la capitulation (1). Fabert eut, en 1655, ordre d'attaquer, avec un corps de troupes, la ville de Mézières, où la veuve de l'ancien gouverneur s'obstinait à demeurer contre la volonté du roi. A l'approche de Fabert, madame de Bussi sortit de la place, dont Fabert eut le commandement, jusqu'à ce qu'on eût nommé un gouverneur. Il favorisa la désertion de 4 régiments lorrains, qui passèrent du service des Espagnols au service de France. Il fut créé maréchal de France par Louis XIV, par état donné à Mardik, le 28 juin 1658. Il assista, en 1660, à l'entrée de la reine. Il fit reconnaître l'autorité du roi dans Linchamp, Marienbourg, Rocroy, et dans les autres places que l'Espagne avait cédées à la France. Le roi ayant, en 1661, réformé plusieurs conseillers-d'état, conserva Fabert dans une de ces charges. Le maréchal Fabert fut nommé chevalier des Ordres du roi; mais il eut la modestie de refuser le collier (2). Par arrêt du conseil-d'état du roi, donné à Fontainebleau, le 25 août de la même année, il eut le droit de nomination et finances des offices créés, par édit du mois de mai précédent, au bailliage et au siége présidial de la ville de Sédan. Il mourut dans cette ville, le 17 mai 1662 (3). (*Chro-*

(1) « La conduite de Fabert, son courage et sa vigilance furent dignes » de l'admiration du roi, présent à ce siége. (*Gazette de France du* 16 » *août* 1654).

(2) Il motiva ce refus sur ce qu'il ne pouvait pas produire les titres exigés. On lui fit dire qu'il pouvait produire ceux qu'il voudrait, et qu'on ne les examinerait pas; il répondit qu'il ne voulait pas que son manteau fût décoré par une croix, et son âme deshonorée par une imposture. Ce fut en ce sens qu'il écrivit au roi; et Louis XIV lui répondit que ce refus lui inspirait plus d'estime pour lui, que ceux qu'il honorerait du collier, ne recevraient de gloire dans ce monde.

(3) Fabert montra dans sa dernière maladie la même fermeté d'âme que dans le cours de sa vie. Il s'était avancé dans sa carrière militaire avec beaucoup de rapidité, et cependant chacun de ses grades ne fut que le prix d'une belle action. Il affrontait tous les périls et y échappait par son sang-froid. Les témoins de ses exploits pouvaient à peine y croire; et le vulgaire, qui cherche toujours des causes extraordinaires à ce qui est au-dessus de sa portée, le regardait comme un sorcier, et n'expli-

nologie militaire, *tom. II*, *pag.* 610; *Vie de Fabert, par le Père de la Barre; Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire militaire, de M. de Quincy; l'abbé le Gendre, Bauclas, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VII, p.* 474 *et* 475; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIV, pag.* 6; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VI, pag.* 422.)

FAMICHON, *voyez* BELVALET.

DE LA FARE (Charles, *marquis*), *lieutenant-général*, naquit le 17 janvier 1613. Il entra dans la carrière militaire, en 1636, comme enseigne de la compagnie colonelle du régiment de Normandie, et servit, avec ce régiment, au ravitaillement d'Haguenau, au siége de Saverne, et à la conquête de la Franche-Comté, en 1637. Il obtint, le 24 janvier 1638, une cornette dans le régiment de cavalerie du cardinal de la Valette, et servit à l'armée d'Italie, au ravitaillement de Verceil, au secours de Casal, au siége de Chivas, et au combat de la Routte, en 1639. Devenu capitaine dans le même régiment, en 1640, il fut encore employé en Italie, et y servit à la prise et aux siéges de plusieurs places, la même année, et en 1641, 1642 et 1643. Nommé capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes du cardinal Mazarin, à sa création, par commission du 20 janvier 1644, il servit aux combats de Fribourg, au

quait que par le secours du diable les hauts faits qu'il entendait raconter de ce grand capitaine. Fabert poussait la grandeur d'âme à un très-haut degré. On prétend, dit Voltaire, que le cardinal Mazarin, proposant à Fabert de lui servir d'espion dans l'armée, « Peut-être, lui répon» dit Fabert, faut-il à un ministre des gens qui le servent de leurs bras, et » d'autres de leurs rapports; trouvez bon que je sois dans la classe des pre» miers. » Les ennemis de Fabert le peignant à la cour comme un homme dont il fallait se méfier, et qui agissait dans Sédan plutôt en souverain qu'en gouverneur, Mazarin, qui le connaissait bien, répondit : « Ah! s'il » fallait se méfier de Fabert, il n'y aurait plus d'homme en qui l'on pût » mettre sa confiance. » Fabert ne s'était jamais sérieusement appliqué à d'autre science qu'à celle de la guerre : mais la nature l'avait doué d'un grand sens et de beaucoup de jugement.

siége et à la prise de cette place. Il se rendit, en 1645, au blocus de la Mothe, en Lorraine, où il servit en qualité de maréchal-de-camp, puis aux siéges de Bourbourg et de Menin. Il obtint successivement, en 1646, le commandement du fort Brescou, le gouvernement de Hautpoul, en Roussillon, et celui de Balaguier, en Catalogne. Il se démit alors de la compagnie des gendarmes du cardinal Mazarin. On le créa maréchal-de-camp, par brevet du 15 novembre 1647, et il fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie du cardinal de Sainte-Cécile, lors de sa levée, par commission du 13 février 1648. Il servit à l'armée de Catalogne, sous le maréchal de Schomberg; se trouva au siége de Tortose, et emporta, en plein jour, une demi-lune; ce qui détermina la prise de la place, par assaut, le 10 juillet. Il obtint, par provisions du 12 août, le gouvernement de Roses, vacant par la mort du marquis de la Trousse, et se démit du gouvernement de Balaguier en faveur de son frère. Il obtint aussi, par commission du même jour, le régiment d'infanterie qui tenait garnison dans Roses : il conserva ce régiment et le gouvernement de Roses jusqu'à sa mort. On le nomma mestre-de-camp en chef du régiment de Ste.-Cécile, après la mort du cardinal de ce nom, par commission du 26 mai 1649 : ce régiment prit alors son nom, et ne fut licencié qu'après sa mort. Le marquis de la Fare eut, le 18 janvier 1650, un ordre du roi qui l'autorisait à prendre le commandement de la Catalogne, après qu'on aurait arrêté le comte de Marchin. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 juillet 1652, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, en 1653, il servit au siége de Gironne. Il mourut le 18 février 1654. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 136; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE LA FARE DE SALLES (Antoine-Hercule), *baron de la Fare, maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit le 4 février 1614. Nommé capitaine au régiment d'infanterie de Calvisson, lors de sa levée, le 20 mars 1635, il

le suivit à l'armée d'Italie, et se trouva, la même année, au siége de Valence, à la prise de Candia et du château de Sartirane. Il servit aussi à la prise de plusieurs postes, et au combat du Tésin, où il fut estropié d'un bras, en 1636; à la défense d'Ast et au combat de Montbaldon, en 1637. Il se trouva au secours de Brème et de Verceil, en 1638; au combat de Cencio, au secours de Casal, au siége et à la prise de Chivas, au combat de la Route, en 1639, et au siége de Turin, en 1640. Il se démit de sa compagnie d'infanterie, en leva une de chevau-légers, par commission du 14 mars 1641, et la commanda aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642; à la bataille de Rocroy, et au siége de Thionville, où il fut estropié de l'autre bras, et fait prisonnier, en 1643. Sa compagnie ayant été incorporée dans le régiment de la Meilleraye, le 7 janvier 1644, il commanda ce régiment au siége de Gravelines, la même année, et au blocus de la Mothe, en 1645. Après la prise de cette dernière place, il obtint le rang de mestre-de-camp de cavalerie, et le brevet de maréchal de bataille, le 20 juillet. Il commanda le régiment de la Meilleraye au siége de Dunkerque, en 1646; et quitta ce régiment pour se rendre en Italie, au siége de Porto-Longone, où il rendit de grands services. On lui donna le gouvernement de cette place, avec le brevet de maréchal-de-camp, le 30 octobre. Il mourut, au mois de décembre de la même année, âgé de 33 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *p.* 222; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *t. II; Gazette de France.*)

DE LA **FARE-SOUSTELLE** (Charles-Auguste), *chevalier*, puis *comte de la Fare*, *maréchal-de-camp*, fils de Charles de la Fare, qui précède, entra au service, comme cornette, dans un régiment de cavalerie, le 10 mars 1648; mais il n'y servit point, ayant été réformé, le 26 septembre suivant. Il passa aux mousquetaires, en 1685. Il leva une compagnie au régiment du Roi cavalerie, par commission du 20 avril 1688; servit, avec ce régiment, à l'armée d'Allemagne, en 1690, 1692 et 1693; puis en Flandre,

jusqu'à la paix. Il fut employé au camp de Compiégne, en 1689, et à l'armée de Flandre, en 1701. Devenu colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, qu'il leva, par commission du 7 mai de cette dernière année, il le commanda contre les religionnaires du Languedoc, en 1703; au secours de Chambéry, à l'attaque du passage de la Brunette, au siége de Suze, à la soumission des vallées de Saint-Martin et de Saint-Germain, à la prise et au siége de plusieurs autres villes et forteresses. S'étant particulièrement distingué au siége de Montmélian, en 1705, il obtint le grade de brigadier d'infanterie, par brevet du 23 décembre. Employé en Italie, en 1706, il servit au siége de Turin, et se distingua encore au combat qui se donna sous cette place. Étant rentré en France, à la fin de la campagne, il fut employé en Guienne, en 1707, et sur la frontière du Dauphiné, où il se trouva à l'attaque des deux Sésannes, en 1708. Il continua de servir en Dauphiné, en 1709, 1710 et 1711. Employé à l'armée de Flandre, en 1712, il se trouva à l'attaque de Denain, aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain. Son régiment ayant été réformé, par ordre du 7 octobre 1714, le comte de la Fare fut entretenu colonel-réformé à la suite du régiment de Piémont, par ordre du 24 décembre suivant. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 8 mars 1718. Il mourut le 3 juin de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 16; *annales du temps.*)

DE LA FARE (Philippe-Charles, *marquis*), *maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 15 février 1687. Il entra aux mousquetaires, en 1701, et servit à la défaite des Hollandais, sous Nimègue, le 11 juin 1702. Devenu sous-lieutenant au régiment du Roi, en 1703, il se trouva à la prise de Brisach, le 6 septembre; à la bataille de Spire, le 15 novembre, et à la prise de Landau, le 16. Pendant le siége de cette dernière place, le marquis de la Fare, détaché avec les grenadiers, attaqua les contre-gardes de la place. Nommé enseigne de la colonelle du régiment du Roi, le 16 janvier 1704, il commença, avec ce régiment,

la campagne à l'armée de la Moselle; mais, ayant obtenu, par commission du 7 juin, le régiment d'infanterie de Gâtinais, vacant par la démission du vicomte de Poudens, il alla le joindre à l'armée d'Italie, et servit aux siéges de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle, ainsi que du château. Il se trouva à la prise de Vérue, le 10 août 1705, et à celle de la Mirandole, le 11 mai. Il commanda la brigade de Vendôme, à la bataille de Cassano, le 16 août; s'empara d'une cassine retranchée sur le bord de l'Adda, attaqua, avec un détachement de grenadiers, et emporta les retranchements des ennemis, au village de Montodens. Il marcha à la réduction de Soncino, le 23 octobre; de Montmélian, le 11 décembre, et à la bataille de Calcinato, le 19 avril 1706. A l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre, il reçut une blessure à la cuisse. Employé, en 1707, à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Tessé, il se jeta dans Toulon, assiégé par le duc de Savoie et le prince Eugène, et attaqua avec succès les hauteurs de Sainte-Catherine, qui furent emportées; ce qui obligea les ennemis de lever le siége, le 22 août. Employé, en 1708, à la même armée, sous le maréchal de Villars, il eut part à la prise des deux villes de Sésanne, qu'on força, le 11 août, à la vue du duc de Savoie. Il servit, en 1709, 1710 et 1711, sous le maréchal de Berwick, à l'armée du Dauphiné, qui couvrit les frontières. Il fut fait capitaine des gardes de M. le duc d'Orléans, le 29 mai 1712, et servit encore à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Berwick, qui mit le marquisat de Saluces à contribution. Employé à l'armée d'Espagne, en 1714, il servit au siége de Barcelonne, qui se rendit à discrétion, le 12 septembre. On le destina, en 1715, pour commander 6 bataillons, qui devaient passer au secours de Malte. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1716, il se démit alors du régiment du Gâtinais. Il obtint, par commission du 15 novembre 1717, le régiment de Normandie, vacant par la mort du comte d'Angennes. On lui donna, par provisions du 8 septembre 1718, la lieutenance-générale au gouvernement de Languedoc, pour le département du Vivarais et du Vélai, sur

la démission du comte du Roure. Employé sur les frontières d'Espagne, en 1719, il servit aux siéges de Fontarabie, qui se rendit, le 16 juillet ; de Saint-Sebastien, pris le 1er août, et du château, qui capitula, le 17. Il se trouva à la prise du château d'Urgel, sur la fin de la campagne, et au siége de Roses. On le fit maréchal-de-camp, par brevet du 10 avril 1720. Il fut nommé gouverneur du château d'Alais, et des Cévennes, par provisions du 1er janvier 1721. On l'envoya, la même année, en Espagne, où il fut créé chevalier de la Toison-d'Or, par décret du 21 janvier 1722. Il commanda en chef dans le Languedoc, par commission du 22 février 1724. Le roi le fit chevalier de ses Ordres, le 13 mai 1731. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1734, il se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, le 4 mai, et au siége de Philisbourg, où il monta les tranchées, les 8 juin et 8 juillet. Il marcha ensuite au siége de Worms, qui se rendit, le 23. Créé lieutenant-général, par pouvoir du 1er août, il acheva la campagne en cette qualité. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1735, il y servit jusqu'à la paix. Il obtint la lieutenance-générale du comté Nantais, sur la démission du maréchal d'Estrées, par provisions du 29 mars 1738, et se démit alors de la lieutenance-générale et du commandement du Languedoc. Employé à l'armée de Bavière et de Bohême, par lettres du 20 juillet 1741, il passa des premiers en Autriche, et de là en Bohême. Il fut chargé, pendant l'hiver, de la garde du château de Strickna, sur la Voltava, où il eut de fréquentes escarmouches avec les ennemis. Il commanda, le 25 mai 1742, la gauche de l'armée française, au combat de Sahay. Il suivit cette armée dans sa retraite jusque sous Prague, où on le chargea de la défense du poste de la Chapelle-du-Piémont, le plus avancé du côté des ennemis. Pendant 70 jours qu'il le garda, il en passa 48 au bivouac. L'armée ayant été contrainte de rentrer dans Prague, le marquis de la Fare défendit la ville neuve. Les ennemis ayant converti le siége de Prague en blocus, le marquis de la Fare fut détaché, avec 25 bataillons et ce qui restait encore de cavalerie, pour favoriser l'entrée des vivres et

des fourrages dans la place, et pour marcher ensuite au-devant du maréchal de Maillebois, qui devait se joindre à l'armée devant Prague. Il s'avança jusqu'à Litmeritz; mais les ennemis, qui avaient un corps considérable posté à Brandeis, sur l'Elbe, étant sur le point de se placer entre lui et Prague, il résolut de se rapprocher de cette dernière ville : ce qu'il exécuta avec succès, malgré les escarmouches continuelles des ennemis. Pendant la retraite de l'armée, depuis Prague jusqu'à Égra, le marquis de la Fare fut chargé du commandement de l'arrière-garde. Constamment poursuivi par les ennemis, il ne se laissa point entamer. Employé à l'armée de la Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er août 1743, il se trouva, le 5 septembre, à la défaite du prince Charles de Lorraine, qui fut repoussé avec perte de 3000 hommes, au passage de l'île de Reignac. Employé à l'armée du Rhin, sous le même général, par lettres du 1er avril 1744, il combattit, le 5 juillet, à l'attaque des lignes de Weissembourg. Il commanda à Strasbourg, en l'absence du maréchal de Coigny, et jusqu'au départ du roi pour le siége de Fribourg. Il servit ensuite à ce siége : Fribourg capitula, le 6 novembre, et les châteaux se rendirent, le 25. Le marquis de la Fare fut créé chevalier d'honneur de madame la dauphine, par provisions du 20 décembre. Employé à l'armée du Bas-Rhin, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1er avril 1745, il la commanda jusqu'à l'arrivée de ce prince. Il concourut à la prise de Guermesheim, le 15 juillet. Il concourut aussi au passage du Rhin, que l'on effectua, le 19, en plein jour, à la vue des ennemis, et contribua à les repousser, lorsqu'ils attaquèrent l'arrière-garde de l'armée française. Employé à l'armée commandée par le même prince, par lettres du 1er mai 1746, il servit au siége de Mons, où il monta la tranchée, le 24 juin, et qui capitula, le 11 juillet. Il fit en chef le siége de Saint-Guilain, qui se rendit, le 25, et marcha à Charleroi, qui capitula, le 2 août. Réuni à l'armée du roi, par lettres du 1er septembre, il combattit à Raucoux, le 11 octobre, et commanda sur la frontière de Luxembourg, et dans les Évêchés, jusqu'à

la fin de la campagne. Créé maréchal de France, par état donné à Fontainebleau, le 19 du même mois, il prêta serment, en cette qualité, le 30 novembre : son état fut enregistré à la connétablie, le 16 septembre 1748. Il se démit, au mois de juillet 1747, de la lieutenance-générale du comté Nantais. Dans la même année, il fut envoyé à Strasbourg, pour y recevoir madame la dauphine. Il obtint le gouvernement de Gravelines, par provisions du 3 décembre 1751, et se démit alors du gouvernement d'Alais. Il mourut à Paris, le 4 septembre 1752, dans la 66e année de son âge. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 358; *mémoires du temps*, *ceux du Père d'Avrigny*, *Journal historique de Louis-le-Grand*, *par le Père Griffet*; *Histoire militaire*, *du marquis de Quincy*; *Bauclas*, *Gazette de France*.)

DE LA FARE (Antoine, *baron*, puis *marquis*), *maréchal-de-camp*, chef de la branche de la Fare-Montclar, de la même famille que les précédents, fut fait capitaine au régiment de cavalerie du Roure, le 24 janvier 1638. Il marcha, avec ce régiment, au secours de Verceil, et servit, en 1639, à l'attaque des retranchements de Cencio, au secours de Casal, au siége de Chivas, et au combat de la Routte. En 1640, il fut employé au siége de Turin. Il servit, en 1641, aux siéges d'Yvrée et de Coni, et à la prise de plusieurs places. Il se trouva, en 1642, aux combats de Villelongue, de Martoreil et de Lérida. Il fut employé au siége de Trin, en 1643. Étant passé, avec sa compagnie, dans le régiment de cavalerie de la Meilleraye, au mois de février 1644, il servit au siége de Gravelines, la même année; à celui de la Mothe, en 1645; et aux siéges de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646. Il leva un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 13 juin 1647, et servit, la même année, à l'armée de Lombardie, où il reçut un coup de mousquet, en remplissant les fonctions de maréchal-général-des-logis, au siége de Crémone. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment d'infanterie du cardinal de Sainte-Cécile, lors de sa levée,

par commission du 29 janvier 1648, il se démit alors du régiment qu'il avait, et alla servir au siége de Tortose. Il obtint, le 12 août de la même année, le gouvernement de Balaguier, sur la démission du marquis de la Fare, son frère. On lui donna, le 14 novembre suivant, le régiment de Sainte-Cécile, qui prit alors son nom, et qu'il commanda à l'armée de Catalogne, en 1649, et les années suivantes. Il contribua à la défense de Barcelonne, en 1651. Créé maréchal-de-camp, le 1er mars 1652, il continua de servir à l'armée de Catalogne, jusqu'à la prise de Barcelonne. Il servit au siége de Sainte-Ménéhould, en 1653, et fut chargé de régler les articles de la capitulation de cette place. Il fut nommé gouverneur de Roses et mestre-de-camp du régiment qui y tenait garnison, à la mort de son frère, par provisions et commission du 6 mars 1654: on incorpora ce régiment dans celui qu'il avait. Il prit alors le nom de marquis de la Fare, et se rendit dans son gouvernement. On le fit arrêter, le 15 avril 1655, et conduire à la citadelle de Montpellier, pour le punir d'être parti sans congé de la cour, où il était venu faire un voyage. Il se démit, le 5 janvier 1656, du gouvernement de Roses et du régiment qui y tenait garnison. Il obtint, le 7 juin suivant, sur la démission d'un de ses frères, un régiment de cavalerie de son nom, qu'il commanda en Italie, au siége de Valence, la même année; au siége d'Alexandrie, et à la prise des châteaux de Varas et de Novi, en 1657, et au siége de Mortare, en 1658. Après la paix, on lui donna le gouvernement du fort de Brescou et de la ville d'Agde, par provisions du 27 janvier 1661. Lors de la création des charges de lieutenant de roi dans les provinces, en 1692, le marquis de la Fare fut pourvu de celle du département du Gévaudan. Il la conserva, ainsi que son gouvernement de Brescou et d'Agde, jusqu'à sa mort, qui eut lieu au mois de septembre 1707. (*Chronologie militaire*, *t. VI*, *p.* 346; *Gazette de France.*)

DE LA FARE-TORNAC (Antoine-Denis-Auguste, *comte*), *maréchal-de-camp*, d'une autre branche de la même fa-

mille que les précédents, fut reçu page du roi, le 29 septembre 1682. Il entra aux mousquetaires, en 1685. Il servit, sous M. le dauphin, aux siéges de Philisbourg, de Manheim, et de Franckendal, en 1688; à l'attaque de Valcourt, en 1689, et à la bataille de Fleurus, en 1690. Nommé lieutenant de la mestre-de-camp du régiment de dragons de Barbesières (depuis Estrades), le 17 janvier 1691, avec rang de capitaine, du même jour, il servit à l'armée d'Allemagne, et se trouva au siége de Namur et à la bataille de Steinkerque, en 1692. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, en 1693. Devenu capitaine au même régiment, il continua de servir en Allemagne, en 1694, et les années suivantes, jusqu'à la paix. Il passa en Italie, en 1700; se trouva aux combats de Carpi et de Chiari, en 1701; à la défense de Crémone, à la bataille de Luzzara, à la prise de cette place et à celle de Borgoforte, en 1702. Nommé mestre-de-camp du second régiment des dragons de Languedoc, par commission du 3 janvier 1703, il le commanda à l'armée de Savoie, sous le duc de la Feuillade, en 1704, et en Languedoc, en 1705. Il fut fait lieutenant de roi du fort de Brescou, à la mort de son père, par commission du 28 février 1706. Il continua de commander son régiment à l'armée du Roussillon, en 1706, 1707 et 1708, et à l'armée du Dauphiné, en 1709. Créé brigadier, par brevet du 29 mars 1710, il fut employé à l'armée du Dauphiné, en 1710, et à l'armée du Rhin, en 1711, 1712 et 1713. Il se trouva, cette dernière année, aux siéges de Landau et de Fribourg, et contribua à la défaite du général Vaubonne. Le second régiment des dragons de Languedoc ayant été réformé, par ordre du 10 novembre 1713, le comte de la Fare fut entretenu mestre-de-camp-réformé à la suite du 1er régiment de Languedoc. Il servit, en qualité de brigadier de dragons, au camp de la Saône, en 1714, et fut replacé mestre-de-camp-lieutenant du régiment d'Orléans dragons, à la création de ce régiment, le 1er avril 1718. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er février 1719, il se démit du régiment d'Orléans dragons, et ne servit plus. Il obtint, le 1er janvier 1720, une

place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, dont l'expectative lui avait été accordée, le 22 novembre 1719. Pourvu du gouvernement de Villefranche, en Roussillon, par provisions du 4 septembre 1723, il le conserva jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 10 août 1740. Il était alors âgé de 75 ans. (*Chronologie militaire, t. VII, pag.* 66; *Gazette de France.*)

DE LA FARE (N...., *chevalier*), avait été major du régiment de Chabrillant cavalerie, lorsqu'il fut créé brigadier de cavalerie, le 3 janvier 1770. On le créa *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

FARGIS, *voyez* D'ANGENNES.

FARINE (Pierre-Joseph, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Daurichard, en Franche-Comté, le 2 octobre 1770. Il fit de bonnes études au collége et à l'université de Besançon, où il se fit remarquer par une grande facilité et beaucoup d'application. Il entra, le 9 octobre 1791, dans le 2e bataillon des volontaires du Doubs, où il refusa d'être nommé capitaine des grenadiers, et accepta le grade de sous-lieutenant. Détaché, avec sa compagnie, à Mayence, à la fin de 1792, il fit, au commencement de 1793, la retraite avec l'armée du général Custines, et se distingua plusieurs fois dans les affaires de guerre qui amenèrent, peu de temps après, le déblocus de Landau; entre autres, dans les bois de Saverne, où, constamment à la tête des tirailleurs, il fut blessé de deux balles, qui lui firent de fortes contusions à la tête et à la cuisse. Il se fit également remarquer à la bataille de Kaiserslautern, livrée au prince de Brunswick par le général Hoche. Nommé lieutenant de grenadiers, le 25 septembre 1794, et capitaine, le 22 février 1795, il fut appelé à l'état-major des armées, comme adjoint aux adjudants-généraux; et, en cette qualité, il fut attaché à la division Saint-Cyr, faisant partie de l'armée qui bloqua Mayence, et qui eut tant à souffrir de la faim et du froid. En 1796, le capitaine Farine fit partie de la division Delmas, et passa le Rhin avec l'armée de Moreau. Il se trouva

aux affaires de Renchen, Rastadt, Bopfingen, Nortlingen, Neubourg, etc., etc. L'armée étant sur le Leck, il fut choisi, par le général Desaix, pour aller, à la tête d'un parti de hussards, établir une communication avec l'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres du général Jourdan, auquel il porta l'avis de la marche que faisait sur elle un gros corps ennemi, détaché de l'armée autrichienne opposée au général Moreau. Le capitaine Farine avait à parcourir au moins 40 lieues à travers un pays insurgé, et battu en tous sens par des corps ennemis. Après mille dangers et plusieurs engagements, il arriva à Lichtenau, près d'Anspach, y fut accueilli par des coups de canon, et une vive fusillade tirée des murs de la ville, et eut bientôt toute la population armée du bailliage à l'entour de son bivouac. Il parvint néanmoins à remplir sa mission d'une manière qui lui attira des témoignages de satisfaction, tant de la part du général Bernadotte, commandant l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, avec lequel il se mit en communication, que de la part des généraux Desaix et Moreau, qui l'avaient envoyé. Lors de la retraite du général Moreau, le capitaine d'état-major Farine fut chargé, par ce général, de ramener, de Stockack à Huningue, le parc général de l'armée, plusieurs centaines de prisonniers de guerre, ainsi que tous les bagages des corps et de l'armée. Ayant été rencontré, le 3 octobre 1796, dans la plaine, entre Aach et Engen, par l'avant-garde autrichienne du corps du général Meerfeld, et n'ayant d'autres moyens, pour couvrir et sauver son immense et riche convoi, que de combattre à outrance, avec le peu de cavalerie à ses ordres, contre celle beaucoup plus nombreuse des Autrichiens, il fit tête à l'ennemi, et reçut, dans une mêlée très-vive, plusieurs coups de sabre à l'épaule gauche et à la tête : la calotte de fer placée sur son chapeau fut coupée de coups si violents, qu'il fut renversé de son cheval, fait prisonnier, et conduit en Bohême; mais les dispositions prises à l'avance par le capitaine Farine, et la courageuse détermination qui l'avait porté à engager le combat, sauvèrent son convoi, qui rétrograda intact sur l'armée. Après 6 mois ou environ de

captivité dans la forteresse de Thérésienstadt, le capitaine Farine revint en France sur parole, et fut bientôt échangé. Nommé aide-de-camp du général de division Michaud, le 3 décembre 1797, il suivit en Bretagne cet officier-général, appelé au commandement de la 13ᵉ division militaire. Il fut nommé chef de bataillon d'état-major, le 10 septembre 1799. En 1800, il accompagna son général à l'armée d'Italie, qui était alors sur le Var. Le 26 décembre de la même année, au passage du Mincio, par le général en chef Brune, le chef de bataillon Farine fut un des 7 ou 8 officiers d'état-major cités dans le rapport officiel de cette journée, pour avoir accompagné le général Oudinot dans la charge hardie qu'il fit sur l'artillerie ennemie, qui ébranlait un corps de la division Boudet : cette charge enleva une pièce de canon à l'ennemi, et rétablit la confiance du soldat français. Devenu chef d'escadron au 23ᵉ régiment de dragons, Farine fit la campagne de 1805, en Italie, sous le maréchal Masséna, se distingua au passage du Tagliamento, et fut cité honorablement dans les rapports de cette affaire. Dans la même campagne, il fut chargé du commandement d'un parti composé d'infanterie et de cavalerie, avec ordre d'explorer et d'observer les gorges de la Carinthie : il s'avança jusqu'au-delà de Tarvis, et sa mission lui attira des éloges de la part des généraux Mermet et Frésia, sous les ordres immédiats desquels il se trouvait. En 1806, le chef d'escadron Farine fit, avec son régiment, la campagne de Naples, sous le maréchal Masséna, et fut nommé commandant de la place et de l'arrondissement de Salerne, emploi qu'il exerça à la satisfaction de l'autorité et des habitants, jusqu'au départ de son régiment pour l'Italie supérieure. Il fut nommé major du 29ᵉ de dragons, le 7 janvier 1807, et devint, le 7 avril 1809, colonel du 4ᵉ de même arme, qui servait alors au 1ᵉʳ corps de l'armée d'Espagne, et qu'il s'empressa de joindre. Dans la nuit du 20 au 21 décembre 1809, le colonel Farine, avec l'agrément du général Victor de Latour-Maubourg, sous le commandement duquel il était, fit exécuter, par une partie de son régiment, une surprise nocturne qu'il avait conçue

contre un fort poste de cavalerie espagnole, placé au village del Visillo (Manche), et distant de trois lieues de son cantonnement : la réussite de ce coup de main fut si complète, que, sans perdre un homme ni un cheval, on ramena 22 prisonniers et 61 chevaux enlevés à l'ennemi. Cette action fut mise avec éloge à l'ordre du jour de la division Latour-Maubourg, et du 1er corps d'armée, commandé par le maréchal duc de Bellune. Après le passage de la Sierra-Morena, au commencement de 1810, le colonel Farine, avec son régiment et un bataillon d'infanterie, occupa Vejer de la Frontera et Conil, postes intermédiaires entre Cadix et Tariffa. Il observa en même temps la côte de l'Océan, et les points de Tariffa, Algésiras et Gibraltar. Le 14 mars 1810, ayant sous ses ordres le 3e bataillon du 95e régiment d'infanterie, et un escadron de son régiment, le colonel Farine fut chargé, par le général Latour-Maubourg, d'une forte reconnaissance sur Tariffa. Ayant trouvé 1500 Espagnols retranchés dans un camp sur les montagnes de la Torre-Pena, il n'hésita point, malgré l'infériorité numérique de sa troupe, à ordonner l'attaque de ce camp. Son infanterie marcha aux Espagnols au pas de charge, pendant que la cavalerie passait au galop sous les feux de la tour, pour tourner la position de l'ennemi. Plus de 150 Espagnols furent tués, et toutes les munitions et équipages furent pris et brûlés. Le colonel Farine s'étant porté rapidement, avec sa cavalerie, sous les murs de Tariffa, profita de la terreur des habitants pour s'en faire ouvrir les portes, y entrer avec sa compagnie d'élite, et y rester le temps nécessaire pour bien reconnaître la place, ses fortifications et celles de l'île Verte, qui y touche. L'ordre du jour du 1er corps s'exprima ainsi : « Cette expédition, » qui fait le plus grand honneur à M. le colonel Farine, ne » nous a coûté que 4 hommes. » Lorsqu'au commencement de 1811 le colonel Farine quitta, avec son régiment, Vejer de la Frontera et arrondissement (1), pour se rendre au

(1) Les habitants de cette contrée manifestèrent leur regret de ce dé-

siége de Badajoz, que l'on fit dans les mois de février et de mars 1811, il s'y distingua de manière à être cité honorablement dans les rapports officiels du général en chef maréchal Soult. Le 16 mai 1811, à la bataille d'Albuhera, le colonel Farine, à la tête de son régiment, fournit, sur l'infanterie anglaise, plusieurs belles charges, qui furent citées avec éloges dans le rapport officiel du même maréchal. Le colonel Farine eut, à cette affaire, un cheval blessé grièvement sous lui d'un biscayen. Le 25 du même mois, à Usagré, en Estramadure, le 4e régiment de dragons étant tête de colonne, reçut ordre du général de division Latour-Maubourg de passer le défilé de ce village, et de se porter sur les hauteurs en avant. Le colonel Farine, malgré l'artillerie ennemie qui foudroyait l'étroit défilé, parvint à le passer, et à se former de l'autre côté; mais, à peine eut-il gagné la sommité des hauteurs, qu'il vit à 10 pas de lui plusieurs escadrons anglais qui s'avançaient au pas, ayant derrière eux et sur leurs flancs toute la cavalerie anglaise, espagnole et portugaise: son cheval fut aussitôt tué d'un coup de pistolet par un officier anglais, qui n'en était pas à 4 pas. Tombé sous son cheval, le colonel Farine en fut dégagé de la manière la plus courageuse par l'adjudant-sous-officier Dumoutier, et le maréchal-des-logis Herbut, et sauta rapidement sur le cheval de ce dernier. Bientôt la mêlée eut lieu; le cheval de troupe qu'il montait ayant encore été tué d'un coup de feu, il tomba au pouvoir de l'ennemi, et fut conduit à Lisbonne, et de là en Angleterre, où il débarqua à Plimouth, le 28 juillet, après une traversée d'un mois: il y fut jeté, quoique malade, dans un cachot humide, obscur et non pavé, où il resta pendant 10 jours, avec plusieurs officiers français, prisonniers de guerre comme lui, et même quelques femmes de ces mêmes officiers. Cette conduite irrita tellement le colonel Farine, qu'il

part d'une manière fort honorable pour le colonel Farine, qui trouva en cette occasion une récompense flatteuse des soins qu'il avait mis à maintenir sa troupe dans une excellente discipline.

forma le projet de se soustraire, aussitôt qu'il le pourrait, à une captivité qui, sans aucun motif, commençait sous des auspices si étranges. Il exécuta ce projet, au prix de beaucoup d'argent, dans les derniers jours de décembre 1811 : ce fut pendant sa captivité en Angleterre que le colonel Farine fut nommé baron, le 6 août 1811. Au mois de mars 1812, le colonel Farine fut envoyé à l'armée de Russie, avec l'ordre d'y commander le dépôt général de cavalerie et des remontes de l'armée, d'abord à Varsovie, puis à Elbing, dans la Prusse-Orientale. Envoyé, à la fin de cette campagne, avec 800 chevaux de toutes les armes, organisés par lui, au-devant du maréchal Macdonald, dont il devait protéger la retraite, il le joignit au-delà de Kœnigsberg; et, après avoir pris part au combat de Braunsberg, ainsi qu'à divers autres que le corps du duc de Tarente eut à soutenir jusqu'à son entrée à Dantzick, il se jeta dans cette place, d'après l'ordre qu'il en reçut, avec la cavalerie qu'il commandait. Le baron Farine eut, dans la belle et longue défense de Dantzick, le bonheur de se distinguer plusieurs fois, et d'y rendre des services toujours utiles. Le 4 février 1813, lors de la forte reconnaissance confiée au lieutenant-général napolitain Detrez, le baron Farine commandait les 4 escadrons de cavalerie qui en firent partie. L'infanterie napolitaine s'étant engagée imprudemment, elle fut bientôt ramenée en désordre par 1500 Cosaques; « et, sans une » charge faite à propos par le colonel Farine, les Napolitains » auraient tous été infailliblement pris ou tués. » C'est en ces termes que s'xprimait le rapport officiel, et, d'après lui, la relation de la défense de la place de Dantzick, publiée, en 1813, par le capitaine d'Artois (1). Dans une sortie faite, le 27 avril, dans le Nehrung, sortie qui fut si heureuse pour le ravitaillement de la place, et qui dura 4 jours, le baron Farine fut chargé du commandement des 400 hommes de cavalerie qui y furent employés, et qui, par de belles charges sur l'infanterie russe, et par leur vigueur,

---

(1) Voyez la page 54 de cette relation.

contribuèrent si puissamment au succès de cette opération, aussi utile que glorieuse, et à l'occasion de laquelle le colonel Farine fut cité particulièrement par le gouverneur. Pendant l'armistice conclu, le 4 juin, en Silésie, après les batailles de Lutzen et Bautzen, la garnison de Dantzick ayant communiqué avec la grande-armée, le colonel Farine fut promu, le 26 juin, au grade de général de brigade, d'après les rapports avantageux faits sur son compte par ce même gouverneur. Les hostilités ayant recommencé, le 24 août, le général Farine put, par sa conduite, se montrer digne de l'avancement qu'il venait d'obtenir. Le 29 du même mois, il commandait la première ligne de cavalerie qui chargea si vivement les 4 redoutes russes établies sur le front de Pitzkendorf, et qui s'en empara, après avoir sabré ou fait prisonniers tous les fantassins qui les occupaient (1). Quelque temps après, les chevaux de la cavalerie, qui avaient survécu, ayant été mangés par la garnison, le général Farine fut chargé du commandement d'une brigade d'infanterie, en remplacement du général Breissand, mort de ses blessures. On lui donna à remplir les fonctions de chef-d'état-major-général, à la place du général d'Héricourt, atteint d'une maladie très-grave; fonctions qui, pendant les deux derniers mois du siége, firent peser sur lui tous les détails de la capitulation et de l'évacuation de la place. Le 2 janvier 1814, la garnison ayant été forcée de se rendre prisonnière de guerre, le général Farine suivit son sort, et fut emmené à Kiow, en Ukraine, d'où il envoya, le 4 juin, de concert avec les autres généraux français, également prisonniers de guerre, son adhésion à la déchéance de Buonaparte, et au retour des Bourbons. Il partit bientôt après pour rentrer en France, où, le 29 juillet, il fut nommé par le roi chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et, le 23 août, commandeur de celui de la Légion-d'Hon-

(1) Voyez les pages 229 et 230 de la relation de la défense de Dantzick, déjà citée.

neur. Au mois de février 1815, le général Farine fut envoyé en Alsace, comme adjoint à l'inspection-générale de la cavalerie, et il exerçait cette fonction, à Strasbourg, lors de la rentrée de Buonaparte à Paris, le 20 mars. Le 7 avril suivant (le roi ayant alors quitté la France depuis quinze jours), le général Farine reçut du ministre de la guerre l'ordre de prendre le commandement de la 1re brigade de la 3e division de cuirassiers, brigade composée des 5e et 10e régiments de cuirassiers, alors cantonnés en Alsace. Cette division reçut, le 6 juin, l'ordre de se rendre, à marches forcées, à Metz, puis à Mézières, et enfin à Charleroi, où elle arriva, le 15 au soir. Le lendemain, 16 juin, à la bataille de Fleurus, la brigade du général Farine, et une partie de la division Delort, firent, en avant de Ligny, une charge qui eut le plus grand succès, et décida la retraite de l'armée prussienne : ce fut dans cette charge que le prince Blucher fut terrassé et courut de si grands dangers. Le général Farine y fut blessé d'un coup de sabre à l'épaule gauche. Le 18, à Waterloo, le général Farine eut trois chevaux tués sous lui, et fut blessé d'une balle à la tête. Dans cet état, il se retira dans ses foyers, à Paris, et ne suivit point l'armée au-delà de la Loire. En décembre 1815, le général Farine fut chargé, par le ministre de la guerre, duc de Feltre, d'aller licencier plusieurs corps de cavalerie, dans la 21e division militaire. En 1816, il fut envoyé dans la 4e division militaire (à Nancy et à Lunéville), comme inspecteur de cavalerie. En 1817, il eut la même mission dans la 10e division mililitaire (à Toulouse, Auch et Carcassonne). En 1818, il prit le commandement du dépôt général des remontes de Caen, commandement qu'il exerce encore, en 1822. Le roi, en témoignage de sa satisfaction pour les services du général Farine, daigna lui accorder, le 1er mai 1821, le titre de vicomte, et le nommer, par ordonnance du 20 juin 1822, inspecteur d'armes pour la cavalerie. (*Etats militaires, annales du temps.*)

FARNÈZE (Odoart), *duc de Parme, commandant d'armée,* naquit le 28 avril 1612. Il devint duc de Parme et de

Plaisance, en 1622, à la mort de son père. S'étant brouillé avec l'Espagne, en 1635, il s'unit aux Français, et partit de Plaisance, pour les joindre, le 1er septembre, avec 5000 hommes de pied et 1000 chevaux, quelques pièces de canon, des munitions, et un grand nombre de pionniers. Dans sa route, il fut attaqué par 6000 Espagnols, auprès de Ponte-Corone. Aidé par les conseils d'un ancien capitaine du régiment de Sault, que le maréchal de Créqui lui avait envoyé, le duc de Parme, après de vives escarmouches, où il eut toujours l'avantage, obligea les Espagnols de se retirer, et joignit le maréchal de Créqui sur le bord du Tanaro, près d'Alexandrie. Ils investirent la ville de Valence, le 10 septembre; mais le duc de Savoie, qui ne voyait pas volontiers les Français faire des conquêtes en Italie, se rendit fort tard devant Valence, et contribua, par sa lenteur, à obliger le maréchal de Créqui d'en lever le siége, le 24 octobre : les Espagnols avaient ravitaillé la place par le quartier où commandait un officier savoyard. Les Espagnols, qui étaient rentrés dans Candia, la remirent aux confédérés, à discrétion, le 16 novembre. Les troupes furent alors mises en quartiers d'hiver. En 1636, le duc de Parme vint à la cour de France, pour y concerter les opérations de la campagne suivante : il arriva à Paris, le 11 février, et eut, le 10 mars, un pouvoir de lieutenant-général commandant l'armée d'Italie, conjointement avec le duc de Savoie. Cette armée des confédérés passa le Pô, vers Bremo, prit Romagnano et Ollegio, au mois de juin. Le duc de Parme se trouva au combat du Tésin, qui dura quatorze heures, le 23 juin, en 1637. Il fit, en 1644, son accommodement avec l'Espagne. Il mourut le 10 septembre 1646. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 454; *le continuateur du Père Daniel, Moréri, Mémoires pour l'histoire, depuis* 1660 *jusqu'en* 1716.)

DE FAUDOAS DE SERILLAC (Pierre), était capitaine d'une compagnie de chevau-légers, lorsqu'il fut promu au grade de *maréchal-de-camp*, le 19 juillet 1651. Nous n'avons

trouvé nulle part le détail de ses services, et la date de sa mort. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag*. 308.)

DE FAUDOAS (N...., *marquis*), *maréchal-de-camp*, parent du précédent, fut fait deuxième cornette des chevau-légers de Bourgogne, le 24 août 1759. Il devint enseigne des gendarmes de Flandre, le 20 février 1761, et passa sous-lieutenant des gendarmes d'Artois, en 1762. Après avoir parcouru successivement plusieurs autres grades, il fut nommé brigadier d'infanterie, le 5 décembre 1781, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. (*Etats militaires*.)

DE FAURE (Henri), *chevalier des Chaberts*, *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Peray, en Vivarais, le 7 septembre 1738. Il entra au service, comme cadet volontaire, au régiment de Guienne infanterie, le 1er avril 1755; devint lieutenant en second de grenadiers, le 1er novembre 1756; enseigne, le 28 janvier 1757, et lieutenant, le 25 juillet 1758. S'étant embarqué pour le Canada, avec le régiment de Guienne, en 1755, il fit toute la guerre de *sept ans*; s'y trouva à toutes les actions qui eurent lieu, notamment à la prise du fort de Niagara, situé à 5 lieues de la cataracte de ce fleuve, et y reçut trois blessures assez graves. La paix ayant été conclue, il revint en France, où il fut fait lieutenant de grenadiers, le 11 mai 1769. Il s'embarqua, la même année, pour la Corse, et y fit la campagne qui assura la conquête de cette île. Il fut fait, le 13 juin 1774, capitaine au régiment Dauphin, dans lequel on avait incorporé le régiment de Guienne. Il devint capitaine-commandant dans le régiment Dauphin, le 3 juin 1775, et passa capitaine en second dans le régiment du Perche, dédoublement de celui de Dauphin, à la formation du 11 juin 1776. Il commanda un détachement du régiment du Perche, embarqué, en 1779, sur le vaisseau *le Souverain*, et se trouva aux trois combats de mer soutenus, en 1780, par le comte de Guiche contre l'amiral Rodney. Ce fut en considération de la manière distinguée avec laquelle il s'é-

tait comporté dans ces différentes actions, et des blessures qu'il y avait reçues, qu'on lui accorda, le 4 avril 1781, le brevet d'un pension de 300 livres. Il fut nommé capitaine-commandant, le 15 mai de la même année, et créé chevalier de Saint-Louis, le 13 octobre suivant. Il s'embarqua, avec le 2e bataillon du régiment du Perche, en 1782, et fit la campagne de mer de cette année et la suivante. Il fut nommé capitaine-commandant la compagnie des chasseurs de son régiment, le 29 août 1783. Dans les premiers mois de 1791, on lui confia le commandement de 1200 hommes de diverses armes, avec 4 pièces de canon, pour apaiser un mouvement que l'on craignait à Plougerneau, en Bretagne. Il réussit parfaitement dans cette mission, et sans qu'il en résultât la moindre effusion de sang. Il émigra, dans la même année 1791 ; et, dès son arrivée au cantonnement d'Ath, on lui donna le commandement des grenadiers français qui avaient quitté la France. Nommé lieutenant-colonel, le 13 novembre 1792, il fit la campagne de cette année, d'abord comme commandant les avant-postes de l'armée de Mgr. le duc de Bourbon; et, lorsque l'organisation de cette armée fut rendue définitive, il y devint major de l'avant-garde, emploi qu'il conserva jusqu'au licenciement de ce corps. Il fut fait capitaine de grenadiers au régiment de Vioménil, en 1794. Ce régiment ayant été licencié, en 1795, le chevalier des Chaberts se rendit à l'armée du prince de Condé, où il fut nommé fourrier-major dans l'infanterie noble. Il devint ensuite lieutenant dans le même corps, où il servit sans interruption jusqu'au licenciement du 15 février 1801. A cette dernière époque, conservant son rang d'activité, il lui fut accordé, par S. M. britannique, un traitement de demi-solde, qui a cessé, le 3 mai 1814, époque à laquelle le chevalier des Chaberts, qui avait quitté Cracovie, en Pologne, rentra en France, à la suite de S. M. Louis XVIII. Il fut breveté maréchal-de-camp, le 3 janvier 1815, pour tenir rang à dater du 13 novembre 1809. Il comptait, en 1814, 89 ans 1 mois 3 jours de service, en y comprenant 22 campagnes. (*Etats militaires, Moniteur.*)

DE FAY (Jean-Hector), *marquis de la Latour-Maubourg, maréchal de France*, naquit en 1684. Il entra aux mousquetaires, en 1698; fut fait lieutenant-réformé au régiment du Roi, le 9 avril 1701, et servit, la même année, à l'armée de Flandre, qui occupa les villes gardées par des garnisons hollandaises. Nommé capitaine au régiment de cavalerie de Montperoux, le 29 mars 1702, il rétablit, avant l'entrée de la campagne, sa compagnie, qui avait été entièrement détruite à Crémone. Il leva, à ses dépens, un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 14 mai suivant. Il servit, en 1703, sous le maréchal de Tallart, au siége du Vieux-Brisack, qui capitula, le 6 septembre. Détaché de cette armée, en 1704, avec son régiment, pour renforcer l'armée de Flandre, il concourut à empêcher l'armée ennemie de forcer les lignes construites sur la frontière, pour couvrir les possessions de l'Espagne. Il servit pendant une partie de la campagne de 1705, sur la Moselle, à l'armée commandée par le maréchal de Villars. On l'en détacha pour renforcer, en Flandre, l'armée du maréchal de Villeroi. Chargé d'occuper les passages de la forêt de Soignes, il fit échouer les desseins de milord Marlboroug, qui menaçait la ville de Bruxelles. Il obtint, par commission du 23 janvier 1707, le régiment d'infanterie de Ponthieu, vacant par la démission du marquis de Céberet, qui passait au régiment du Perche. Il servit, la même année, à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Tessé. Attaqué dans les lignes de Suze, par le prince Eugène, il se fit jour à travers les ennemis, et se retira à Suze, puis à Exiles. Il servit, en 1708, à l'armée de Savoie, sous le maréchal de Villars. A la tête de deux régiments, il passa le premier le Galibier, passage difficile et jusqu'alors inconnu; empêcha le blocus de Briançon, et repoussa, au-delà du mont Genèvre, de gros détachements ennemis qui voulaient s'emparer des passages. Il servit, en 1709, à la même armée, sous le maréchal de Berwick, qui mit le duc de Savoie, quoique très-supérieur en force, hors d'état de rien entreprendre. Employé à la même armée, en 1710, 1711 et 1712, il fut chargé du commandement de toutes les avant et arrière-

gardes, soit lorsque l'armée entra en Piémont, pour y établir des contributions en forçant les barricades de la vallée de Sture et de celle de Saint-Pierre, soit en repoussant l'armée ennemie, lorsqu'elle entra en Savoie, dans le dessein de porter la guerre en Franche-Comté. Il servit, en 1713, à l'armée de Catalogne, sous le maréchal de Berwick, et se trouva au siége de Barcelonne, et à l'assaut donné, le 11 septembre 1714, à cette place, qui se rendit, le 12. Il servit, en 1715, sous les ordres du chevalier d'Asfeld, à la conquête et à la soumission de l'île Majorque. Il se démit du régiment de Ponthieu, le 17 décembre, et fut entretenu colonel-réformé à la suite du régiment de la Marine, par ordre du même jour. On le créa inspecteur-général de l'infanterie, par ordre du 15 mai 1718. Promu au grade de brigadier, par brevet du 1er février 1719, il commanda, par pouvoir du 16 mars, les troupes que le roi fit avancer sur les côtes maritimes des provinces de Picardie et de Normandie, et dans l'étendue du gouvernement du Havre-de-Grâce: ces troupes étaient destinées à passer en Angleterre, à la tête du contingent que la France devait fournir aux Anglais. Le marquis de Latour-Maubourg fut employé au camp de la Sambre, par lettres des 29 juillet 1727 et 2 août 1732. Créé maréchal-de-camp, le 20 février 1734, il fut employé, en cette qualité, à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er avril 1735. Il commanda un camp volant, à Turkeim et à Neustadt. On le nomma lieutenant-général des armées du roi, le 1er mars 1738. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 21 août 1742, il commanda pendant l'hiver à Valenciennes. Avant l'ouverture de la campagne de 1743, il fit seul l'arrangement et la distribution de 18,000 hommes, qui passèrent le Rhin pour recruter les régiments de l'armée de Bavière, commandée par le maréchal de Broglie. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er avril 1743, il fit cantonner 44 bataillons et 52 escadrons dans le Palatinat, entre la Lautern et le Spirebrack. Il s'empara de Spire, établit un pont sur le Rhin, et occupa Aschaffembourg, avec 4 brigades.

A la bataille de Dettingen, le 27 juin, il manœuvra de telle sorte, qu'il prit les ennemis par derrière. Il commanda, pendant l'hiver, à Valenciennes, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du 1er avril 1744, il servit avec distinction aux siéges de Menin, qui capitula, le 4 juin; d'Ypres, qui se rendit, le 27, et de Furnes, qui fut pris, le 10 juillet. Il marcha ensuite, à la tête de 10,000 hommes, à Strasbourg, où, avec tous les grenadiers de l'armée, il jeta un pont sur le Rhin, au-dessus de cette place. Ayant rejoint l'armée, il poursuivit les ennemis, pour les obliger de repasser le fleuve. Il suivit le roi au siége de Fribourg, qui capitula, le 6 novembre. Il commanda, pendant l'hiver, à Strasbourg, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er novembre. Au commencement de 1745, deux de ses quartiers ayant été attaqués par des troupes du Tyrol, il se porta à l'un d'eux pour le secourir, réunit ses troupes, occupa un pont sur le Necker, et favorisa la retraite du comte de Ségur, qui abandonnait la Bavière. Nommé pour servir à l'armée du Bas-Rhin, sous le prince de Conti, par lettres du 1er avril, il résista aux attaques du général Trips, lors du passage du Rhin, le 19 juillet, passa le dernier, et commanda successivement deux corps separés, l'un au-dessus de Worms, et l'autre vis-à-vis de Manheim. Employé, en 1746, à l'armée commandée par M. le prince de Conti, par lettres du 1er mai, il servit aux siéges de Mons et de Charleroi : ces deux villes capitulèrent. Il conduisit à Ramillies un convoi de 1700 chariots, que les ennemis attaquèrent près de Judoigne, et qui arriva cependant très-heureusement à sa destination. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre, le marquis de Latour-Maubourg commanda le centre de l'infanterie. Il attaqua le village de Raucoux, avec la moitié de sa division, et l'emporta, malgré le grand feu des ennemis. Il reçut dans cette action une blessure à la hanche, et plusieurs coups de feu sur sa cuirasse. Son secrétaire fut tué à ses côtés, et son cheval eut un coup de feu dans le poitrail. Ayant ensuite franchi les retranchements, il poursuivit les ennemis, la baïonnette aux reins, et ne leur donna pas le temps de se reformer

dans les jardins du village. Il commanda, pendant l'hiver, à Strasbourg, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du 1er mai 1747, il garda la personne du roi, à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet, et commanda, pendant l'hiver, dans toute la Flandre hollandaise, par lettres du 1er novembre. Créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1748, il fut reçu, le 2 février. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril, il conduisit la première colonne des troupes destinées au siége de Maestricht, ouvrit la première tranchée, et monta la dernière, où l'on devait donner l'assaut : Maestricht capitula, le 7 mai. Il se démit de son inspection, le 6 septembre 1753, et obtint le gouvernement de Saint-Malo, par provisions du 12 avril 1754. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 24 février 1757, il prêta serment, le 23 mars. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 397; *son état de maréchal de France, mémoires du temps.*)

DE FAY (Marie-Victor), *marquis de Latour-Maubourg, pair de France et lieutenant-général,* parent du précédent, naquit le 11 février 1756. Il débuta, en 1782, dans la carrière militaire, par le grade de sous-lieutenant au régiment d'infanterie de Beaujolais, et passa capitaine au régiment de cavalerie d'Orléans, en 1786. Nommé sous-lieutenant dans les gardes-du-corps du roi, il se trouvait près de la personne de S. M. Louis XVI, dans la journée du 5 octobre 1789; et il donna dans cette circonstance des preuves de son dévouement à la famille royale. Il commandait, en 1792, un régiment de chasseurs à cheval, avec lequel il combattit, le 15 juin, sous les ordres du général La Fayette, à Glisoelle, en avant de Maubeuge. Dans cette journée, il attaqua les ennemis, avec son régiment, et leur fit une centaine de prisonniers. Il émigra, après la journée du 10 août de la même année, et ne rentra en France que sous le consulat de Napoléon Buonaparte, après le 18 brumaire an 9 (9 novembre 1799). Ayant repris du service, dans son grade de colonel, il fut envoyé, en 1800, à l'armée d'expédition

d'Égypte, pour y porter au général en chef Kléber la nouvelle et les détails des événements politiques survenus en France. Il devint d'abord aide-de-camp de Kléber, et eut ensuite, en qualité de chef de brigade, le commandement du 22e régiment de chasseurs à cheval, à la tête duquel il fut blessé, en combattant avec beaucoup de valeur à la bataille d'Alexandrie (Égypte), le 22 mars 1800. Il quitta l'Égypte, avec l'armée française, après la capitulation d'Alexandrie, revint en France, et y fut fait officier de la Légion-d'Honneur. Il fit, avec son régiment, la campagne contre l'Autriche, en 1805, s'y distingua au combat d'Enns, et combattit à Austerlitz avec une telle valeur, qu'il y mérita le grade de général de brigade, auquel il fut promu, le 25 décembre. Il commanda un corps de cavalerie pendant les campagnes de Prusse et de Pologne, en 1806 et 1807; se signala aux combats de Bergfried et de Deppen, les 3 et 5 février 1807, et reçut une blessure au bras. Il fut nommé général de division, le 9 mai suivant. On le cita avec éloges dans le bulletin de l'armée, pour les charges brillantes qu'il avait fait exécuter sur l'armée russe, à la bataille de Heilsberg, le 10 juin. Avec la division de dragons qu'il commandait, et 2 brigades de cavalerie légère, il poursuivit l'arrière-garde ennemie sur la rive droite de l'Alle, et ramassa, sur la route de Bartenstein, un grand nombre de blessés russes abandonnés. Il signala de nouveau sa valeur, son activité et ses talents militaires, à la bataille de Friedland, le 13 du même mois de juin, et y fut blessé. Il obtint la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 mai 1807. Il passa, en 1808, à l'armée d'Espagne, et y commanda, jusqu'en 1812, la cavalerie de l'armée du Midi. Il se distingua, dans la même armée, aux différents combats qui précédèrent la prise de Madrid. Il commanda une partie de la cavalerie, à la bataille de Mérida, gagnée par le maréchal Victor, le 28 mars 1809, et fut du nombre des officiers-généraux cités avec des éloges particuliers. Il exécuta, avec une rare intrépidité, et à la tête de ses dragons, une charge de cavalerie contre les Espagnols, à la bataille de la Cuença. Il se distingua de nou-

veau à la bataille d'Occana, le 18 novembre. Ayant joint, avec sa cavalerie, l'armée du maréchal Soult, il se trouva aux combats de Santa-Martha et de Villalba. A la bataille de la Gebora, le 19 février 1811, il passa cette rivière à gué, et, par un mouvement rapide, déborda l'aile gauche de la ligne ennemie, en se portant sur la route de Badajoz à Campo-Mayor : il mit les Espagnols en déroute, et contribua ainsi au gain de cette bataille. En récompense de la valeur qu'il avait déployée dans cette journée, il obtint, le 20 mai suivant, la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur, que le maréchal Soult avait demandée pour lui. Il s'était emparé du fort d'Albuquerque, le 15 mars précédent. Placé en observation, près de Campo-Mayor, avec 500 chevaux et 2 bataillons d'infanterie, il se replia, le 27, sur Badajoz. Pendant cette retraite, opérée en présence de 15,000 Anglais et Portugais, il déploya une habileté et un courage qui tinrent long-temps en échec l'armée ennemie, sur laquelle il fit plusieurs charges heureuses. Le combat qui eut lieu à cette occasion fut un des plus glorieux pour les Français, et fit beaucoup d'honneur au général Latour-Maubourg, qui parvint à gagner Badajoz, sans avoir éprouvé de perte notable. Il rendit des services importants à la bataille d'Albuhera, le 16 mai 1811, en appuyant, par la belle contenance qu'il fit faire à sa division, le feu de l'artillerie française, et en tenant en respect la cavalerie anglo-portugaise, qu'il força de rentrer dans ses lignes, toutes les fois qu'elle voulut, pendant l'action, entamer quelque charge contre les Français. Il contribua ensuite à la levée du blocus de Badajoz par les ennemis. Chargé par le duc de Dalmatie de reconnaître, avec 4 régiments de dragons, la rive droite de la Guadiana, vers la forteresse d'Elvar, il arriva assez près de cette place, le 23 juin, dans le même temps que le général anglais lord Wellington avait fait pousser, de son côté, une reconnaissance de 600 chevaux sur le même point. La cavalerie ennemie, attirée dans un piége que lui tendit le colonel Lallemand, commandant du 27[e] régiment de dragons, fut écrasée, sabrée, mise en déroute, et forcée de rentrer avec

précipitation dans Elvar, après avoir perdu 400 cavaliers et autant de chevaux. Cette affaire, dirigée par le général Latour-Maubourg, eut des avantages très-réels pour l'armée française, en ce qu'elle complétait les opérations du duc de Dalmatie en Estramadure : Badajoz se trouva totalement dégagée; et l'armée anglo-portugaise, après avoir repassé en toute hâte la Guadiana, alla prendre ses cantonnements aux environs d'Albuquerque. Laissant 2 régiments de dragons en Estramadure, il partit avec 4 autres, et suivit le maréchal Soult dans ses opérations, d'abord en Andalousie, puis dans le royaume de Grenade. Le 10 août, il attaqua, à Las-Vertientes, au-delà de Baza, l'arrière-garde espagnole, la tailla en pièces, et lui prit plus de 500 cavaliers avec leurs chevaux. Appelé, en 1812, à la grande-armée de Russie, il y fut employé dans le 3[e] corps de cavalerie, commandé par le général Grouchy. Il fit attaquer, le 14 juillet, par la division de cavalerie légère de Rozniecki, l'arrière-garde du prince Bagration, qui fut forcé de plier, et de se retirer sur Romanow. Il se distingua à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre suivant. Pendant cette affaire, les cuirassiers saxons de Thielmann, conduits par le général Latour-Maubourg, et les cuirassiers français du général Saint-Germain, dirigés par le général Nansouty, chassèrent la division russe du général Basardin, qui s'avançait au secours de la redoute de Passarewo, et ramenèrent battant l'artillerie et l'infanterie ennemie sur le village de Seminskoé. Dans cette occasion, le général Latour-Maubourg fit exécuter une charge très-brillante, pendant laquelle il eut un cheval tué sous lui. Il fit la désastreuse retraite de Moskow, à la tête du corps de cavalerie qu'il commandait, et qu'il sut maintenir en aussi bon ordre que les circonstances le permettaient. Napoléon le nomma grand'croix de l'ordre impérial de la Réunion, le 3 avril 1813. Employé, la même année, à la grande-armée d'Allemagne, il y fit avec la plus grande distinction la campagne de Saxe, comme commandant le 1[er] corps de cavalerie. Il contribua au gain de la victoire remportée à Lutzen, le 2 mai. Au combat de Reichembach, le 22 du

même mois, il fit exécuter des charges brillantes sur l'arrière-garde russe, qui fut enfoncée, et obligée de quitter le champ de bataille. Il se signala de nouveau à la bataille de Dresde, le 27 août, par des charges exécutées sur le flanc de l'extrême gauche des Autrichiens. Il marcha, sous les ordres immédiats de Napoléon, qui partit de Dresde, le 3 septembre, pour aller en Lusace secourir le corps d'armée du maréchal duc de Tarente. Après cette expédition, il eut ordre de rejoindre le 6e corps d'armée, à Meissen. Il combattit avec la plus grande valeur à la bataille de Wachau, près de Léipsick, le 16 octobre. La division de cavalerie sous ses ordres venait d'enlever une batterie ennemie de 26 bouches à feu, lorsque les Cosaques de la garde russe, commandés par le général Orlow-Denisow, arrivèrent, et attaquèrent la cavalerie française. Celle-ci, qui se trouvait alors dans l'espèce de désordre qui suit toujours une charge à fond, fut ramenée, et perdit 24 des pièces qu'elle avait prises. Le général Latour-Maubourg eut la cuisse emportée par un boulet de canon, pendant cette dernière partie du combat. En 1814, après l'abdication de Napoléon, S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, le nomma, 23 avril, membre de la commission du contentieux près du ministère de la guerre, pour la cavalerie. Il fut nommé, par le roi, le 6 mai suivant, membre du conseil de la guerre attaché à la personne de S. M. Il obtint la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin, et fut créé pair de France, par ordonnance du 4 du même mois. S. M. lui accorda le grand-cordon de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août de la même année, et le nomma membre du comité de la guerre, le 18 décembre. En mars 1815, lors de l'invasion de Buonaparte en France, il fut chargé, conjointement avec M. le comte de Vioménil, de l'organisation des bataillons de volontaires royaux, qui devaient servir sous les ordres de S. A. R. Mgr. le duc de Berry. Il obtint la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Le roi lui conféra le titre de marquis, le 31 août 1817. Au mois de janvier 1819, il fut nommé ambas-

sadeur de France en Angleterre, en remplacement de M. le marquis d'Osmond. Nommé ministre secrétaire-d'état au département de la guerre, par ordonnance royale du 19 novembre de la même année, il arriva de Londres à Paris, le 30, et fut installé, le 8 décembre, dans cette charge, pour laquelle il prêta serment, le même jour. Il fut créé chevalier-commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre 1820. Remplacé au ministère de la guerre par le maréchal duc de Bellune, au mois de décembre 1821, il fut nommé gouverneur de l'hôtel royal des Invalides, le 13 août. S. M. le nomma ministre d'état et membre du conseil privé, le 15 du même mois. (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

DE LA FAYE, *voyez* DE VILLERS.

DE LA FAYETTE, *voyez* MOTIER.

DE FELTRE, *voyez* CLARKE.

DE FÉNÉLON, *voyez* DE SALIGNAC.

FERRIER (Gratien), *maréchal-de-camp*, naquit à Peyrehoarde, près de Dax, le 24 juin 1771. Avant d'entrer au service, il fit partie de la garde nationale parisienne, et se trouva aux Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août 1792, avec son bataillon (celui des Petits-Pères), qui concourut alors à défendre la personne de S. M. Louis XVI. Obligé de quitter Paris, par suite de cette désastreuse journée, Ferrier se rendit à l'armée du Nord, où le général en chef Dumourier l'admit dans son état-major. Il combattit à la bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, et fut nommé, dans cette journée, sous-lieutenant au 7ᵉ régiment de dragons (ci-devant Dauphin). Il se trouva au déblocus de Maubeuge, en octobre 1793, et enleva un obusier à l'ennemi. Cette action lui valut un certificat de bravoure, qui lui fut délivré par le général Jourdan. Le 26 avril 1794, l'armée française fit une attaque générale sur la Sambre. Malgré la retraite d'un des bataillons français, Ferrier fit, en cette occasion, à la tête d'une compagnie, une charge brillante sur un

parti de cavalerie ennemie, auquel il tua 80 hommes, et conserva ainsi une position essentielle. Sa conduite lui mérita une mention honorable et particulière, et le brevet de lieutenant, qu'on lui accorda par décret spécial, sous la date du 13 décembre. Il obtint le grade de capitaine au 7ᵉ régiment de dragons, le 28 janvier 1797. Étant passé à l'armée d'Italie, il se distingua, le 5 avril 1799, à la bataille de Véronne, en chargeant, à la tête de 2 escadrons, sur une division autrichienne, à laquelle on fit 360 prisonniers: le capitaine Ferrier eut son cheval atteint de trois coups de feu pendant cette charge. Le 8 mai de la même année, la garnison française de Mantoue fit une sortie pour repousser les attaques des Austro-Russes, qui assiégeaient alors cette place. Le capitaine Ferrier se distingua d'une manière particulière dans cette journée, pendant laquelle il marcha à la tête d'un escadron de son régiment, et d'un escadron de carabiniers piémontais, qui formèrent l'avant-garde de la colonne, et sortirent par la porte de Pradella. Lorsque le commandant de cette colonne jugea convenable de rentrer dans la place par la porte de Sérèse, Ferrier, marchant alors à l'arrière-garde, chargea impétueusement une troupe ennemie, qui voulait s'opposer à la rentrée des Français dans Mantoue, et la mit en déroute : pendant cette charge, le brave Ferrier eut son cheval tué sous lui. Bientôt l'ennemi, plus nombreux, recommença son attaque, et parvint à forcer l'infanterie française de se retirer par des chemins marécageux, coupés de fossés profonds, et où elle fut obligée de laisser ses blessés et son artillerie. Par cette retraite précipitée, le détachement du capitaine Ferrier se trouva isolé et livré à ses propres forces. Dans une position aussi difficile, Ferrier n'hésita point sur le parti qu'il avait à prendre; et, malgré la supériorité du nombre des Autrichiens, il entama sur eux une charge vigoureuse. Sabrant lui-même tout ce qui opposait quelque résistance, il s'empare d'une pièce de canon, la tourne sur-le-champ contre le gros de la colonne ennemie, et la fait servir avec succès par quelques-uns de ses cavaliers. Cette action audacieuse jette de l'incertitude parmi

les Autrichiens, et Ferrier profite de leur hésitation pour attirer à lui les tirailleurs français, qui l'aident à contenir ses adversaires. Rassemblant alors tous les blessés, il se remet en marche, non vers la porte de Sérèse, parce que l'ennemi était sur ce point, mais sur la porte de Pradella, et rentre dans la place, avec le canon qu'il a pris, les blessés, et quelques prisonniers qu'il a faits sur les Autrichiens. Cette belle action fut mise à l'ordre du jour de l'armée, et valut au capitaine Ferrier le grade de chef d'escadron, qui lui fut conféré, le lendemain 9 mai. Il fut fait prisonnier de guerre, avec la garnison de Mantoue, le 31 juillet suivant; mais, ayant été rendu à la liberté, il marcha de nouveau en Italie, en 1800, avec l'armée de réserve, et fit la campagne qui se termina par la célèbre bataille de Marengo. En 1805, le chef d'escadron Ferrier passa à l'état-major-général, comme aide-de-camp, et fut, en cette qualité, attaché, successivement, aux maréchaux Jourdan et Masséna, et à Joseph Buonaparte, pendant l'expédition de Naples et des Calabres, et le siége de Gaëte. Le 18 juillet 1806, il fut nommé major, pour organiser et commander la gendarmerie d'élite du royaume de Naples. Il devint colonel, le 29 octobre 1807, et fut créé maréchal-de-camp, le 31 août 1809. Envoyé en Espagne, dans l'année 1810, il y fut pourvu du commandement des troupes auxiliaires napolitaines. Pendant le siége de Tarragone, il fut chargé de défendre la position de Calatayud. En parcourant son arrondissement, avec 500 hommes d'infanterie d'élite et 80 chevaux, il rencontra, le 15 juillet 1811, une division espagnole (*la Numantia*), forte d'environ 2000 hommes d'infanterie et 400 chevaux. Attaqué de toutes parts par cette division, et surtout par la cavalerie, le général Ferrier parvint à se tirer de ce mauvais pas, en faisant tenir à sa troupe une contenance ferme. Il fit en cette circonstance une marche rétrograde, qui dura depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir; et, quoique harcelé sans cesse par un ennemi très-supérieur en nombre, il n'en présenta pas moins, mais inutilement, le combat, aux positions d'Ariza et d'Ecablis. Les Espagnols, fatigués à

leur tour d'une marche longue et sans résultats, lâchèrent enfin prise, et se replièrent sur Soria, d'où ils n'étaient sortis que dans l'espoir d'enlever la colonne du général Ferrier : cette dernière rentra intacte, dès le lendemain, dans ses cantonnements. Le 24 du même mois, la même division espagnole, renforcée de quelques vieilles bandes de l'ancienne armée de Catalogne, et forte alors d'environ 3000 hommes, s'avança pour attaquer les positions de Calatayud. A l'approche de cette division, le général Ferrier marcha à sa rencontre, avec 4 compagnies d'élite du régiment de la Reine, et un détachement de 100 Polonais, après avoir préalablement laissé une garnison au couvent de Calatayud, qui était fortifié, et avoir renforcé tous ses postes. A peine le général Ferrier eut-il pris position, qu'il se vit entouré et séparé de ses points d'appui. Dans cette conjoncture, il n'y avait d'autre parti à prendre que celui d'intimider l'ennemi par une marque éclatante de courage. Il s'y resolut sur-le-champ; et, se mettant à la tête de ses troupes, il fit marcher à l'ennemi au pas de charge, la baïonnette croisée. A ce mouvement impétueux, fait par les 600 hommes que Ferrier dirigait, les Espagnols, qui, en raison de leur supériorité numérique, n'avaient pas compté sur une grande résistance, furent étonnés et intimidés; et bientôt ils furent culbutés des trois positions (1). Cependant les Espagnols, revenus de leur première surprise, et considérant le petit nombre de leurs adversaires, se portèrent sur le flanc droit de la colonne du général Ferrier; et alors une vive fusillade s'engaga entre les deux partis. Sur ces entrefaites, 4 à 500 chevaux espagnols tournèrent le général Ferrier, qui se dégagea par un carré en marche rétrograde. Une de ses compagnies d'élite, qui s'était trop aventurée, ayant été enveloppée, Ferrier arrête sa retraite, fait volte-face, marche au pas de course, et fait faire un feu de file qui disperse les assaillants, et délivre

---

(1) Cette action avait lieu sous les yeux d'une population considérable, qui couronnait les montagnes environnantes.

sa compagnie (1). Les Espagnols changèrent alors leur attaque, et firent manœuvrer leur infanterie sur les flancs de la colonne du général Ferrier, tandis que leur cavalerie continuait d'être aux prises avec la portion des troupes que ce général commandait en personne. Après cinq heures de combat, Ferrier, ayant tout à craindre pour les points qu'il ne pouvait secourir, et dont un était déjà forcé, se décida à concentrer ses forces, pour défendre le couvent fortifié de Calatayud, qui garantissait l'occupation du pays. D'après ses ordres, tous les détachements rentrèrent dans cette espèce de fort, devant lequel il mit toutes ses troupes en bataille. Les Espagnols n'osèrent approcher, et finirent, au bout de quelques heures, par se retirer, n'ayant obtenu, pour résultat de leur expédition, que la perte d'un nombre assez considérable d'officiers, de soldats et de chevaux. De son côté, le général Ferrier eut un officier et 10 soldats tués, 45 blessés, et quelques hommes faits prisonniers. Il avait été démonté et blessé d'un coup de feu à la jambe droite, dès la première charge faite contre l'ennemi (2). Au mois de septembre suivant, il marcha sur Valence, avec l'armée du maréchal Suchet. Il fut employé au siége du fort d'Oropesa, qu'il enleva d'assaut, à la tête de 400 grenadiers et voltigeurs. Il servit ensuite aux siéges de Sagonte et de Valence. La conduite qu'il tint devant cette dernière place, lui valut la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, qu'il obtint, le 16 mars 1812. Au mois de juillet de la même année, il passa à la grande-armée de Russie. Employé à l'avant-garde, il se trouva, le 29 septembre, à l'affaire qui eut lieu en avant de Moskow, y fut démonté, atteint de deux coups de lance, et fait prisonnier de guerre. Il

---

(1) Cette action audacieuse eût été des plus satisfaisantes, si l'on n'avait eu à regretter la perte d'un officier et de quelques hommes atteints par le feu de ceux mêmes qui se dévouaient pour les délivrer des mains de l'ennemi.

(2) Ordre du jour de l'armée d'Arragon, journal français du royaume des Deux Siciles, imprimé à Naples. (20 *septembre* 1811).

obtint sa liberté, au mois d'octobre 1814, et rentra en France, par suite de l'ordonnance royale du 16 décembre de cette même année, qui rappelait les Français employés à l'étranger. Il donna sa démission du service de Naples, en janvier 1815, et fit sa soumission au gouvernement des Bourbons, le 10 février suivant. Il fut admis de nouveau au service de France, avec son grade de maréchal-de-camp, le 31 octobre de la même année. Il obtint de S. M. Louis XVIII la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 14 février 1816, et fut nommé lieutenant de roi à Mézières, le 7 octobre 1818. On lui donna le commandement du département de la Haute-Marne, le 21 avril 1820. (*États et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

FERRON (Pierre-Jacques-François-Louis-Auguste, Ier du nom), *comte de la Ferronays, maréchal-de-camp*, naquit en 1726. Il entra, comme cornette, dans le régiment de cavalerie de son père, le 1er juillet 1728, et fit la campagne de Flandre, en 1742. Il leva une compagnie dans le même régiment, par commission du 1er janvier 1743, et la commanda à la conquête de Nice, aux siéges de Démont et de Coni, et à la bataille de la Madona-del-Ulmo, en 1744. Il commanda encore sa compagnie à l'armée du Bas-Rhin, en 1745; aux siéges de Mons, de Charleroi et de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746; et enfin sur les frontières du Piémont, en 1747 et 1748. Il devint mestre-de-camp d'un régiment de dragons de son nom, par commission du 1er février 1749. On lui donna, le 28 janvier 1754, le gouvernement de Dôle, sur la démission du comte de Vercel, son beau-père. Il commanda son régiment au camp de Gray, la même année; sur les côtes, en 1756 et 1757; à la bataille de Crewelt, en 1758; à celle de Minden, en 1759, et aux affaires de Corbach et de Warbourg, en 1760. Créé brigadier, le 20 février 1761, il commanda la brigade du Roi dragons, à l'armée d'Allemagne, sous les ordres du maréchal de Broglie; se trouva à l'affaire près de Gromberg, le 21 février; à celle de Fillingshausen, au mois de juillet; à l'attaque et à la prise des retranchements d'Os-

terode, sous les ordres du vicomte de Belsunce, au mois de septembre, et au combat de Northeim, où il se distingua, au mois de novembre. Il continua de servir à l'armée d'Allemagne, pendant la campagne de 1762. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 25 juillet de cette dernière année, il ne fut déclaré tel qu'au mois de décembre suivant. Il se démit alors du régiment de dragons qu'il commandait. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 589; *mémoires du temps.*)

FERRON (Pierre-Jacques-François-Louis-Auguste), *vicomte de la Ferronnays, maréchal-de-camp*), et frère puîné du précédent, avait été mestre-de-camp de cavalerie, et aide-major de la gendarmerie de France, lorsqu'on le créa brigadier de cavalerie, le 1er mars 1780. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. Nous ignorons ce qu'il est devenu depuis cette époque. (*États militaires.*)

FERRON (Étienne Louis), *marquis de la Ferronnays, maréchal-de-camp*, et frère des précédents. Après avoir servi dans le régiment de dragons de Chabot, et y avoir obtenu le grade de major, il devint, en 1762, colonel du régiment de Forez infanterie. Il eut le commandement en second de la partie du nord de l'île de Saint-Domingue. On le créa brigadier des armées du roi, le 18 juin 1768, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il mourut avant le 1er décembre 1788. (*États militaires.*)

FERRON (Paul). *chevalier de la Ferronnays, maréchal-de-camp*, et frère des précédents, naquit à Angers, le 25 septembre 1740. Il servit, comme capitaine, dans le régiment de Rohan-Chabot dragons, et passa ensuite colonel-commandant de la Légion royale. Il était encore pourvu de ce commandement, en 1773. On le créa brigadier de dragons, le 1er janvier 1784, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il émigra, en 1791. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de ma-

réchal-de-camp, après 62 ans 3 mois et 10 jours de service. (*États militaires.*)

FERRON (Pierre-Jacques-François-Joseph-Auguste), *marquis de la Ferronnays*, *maréchal-de-camp*, et fils de Pierre-Jacques-François-Louis Auguste, Ier du nom, qui précède, naquit à Paris, le 7 juillet 1757. Il fut nommé sous lieutenant à la Légion royale, le 25 août 1773; passa successivement sous-lieutenant au régiment du Roi infanterie, le 9 février 1777; capitaine au régiment de Jarnac infanterie, le 28 février 1778, et colonel en second au régiment de Bretagne infanterie, le 4 février 1785. Il émigra, en 1791; fit la campagne de 1792 à l'armée des princes français, et fut nommé, le 10 juin 1796, capitaine au régiment de Waldstein, à la solde de l'Angleterre. Il servit, dans ce régiment, presque tout composé de soldats allemands, pendant près de 4 ans. Étant rentré en France, il obtint, après la restauration du trône des Bourbons, le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 23 août 1814. Une lettre du duc de Feltre, ministre secrétaire-d'état de la guerre, datée du 16 juin 1816, annonça au marquis de la Ferronnays que cette promotion au grade de maréchal-de-camp lui donnait le droit de prendre rang, à partir du 4 février 1797. Il a été admis à la retraite de ce grade, après 25 ans 4 mois et 5 jours de service. (*Etats militaires, tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre* 1817.)

FERRON (Pierre-Louis-Auguste), *comte de la Ferronnays, pair de France, et maréchal-de-camp*, fils de l'un des précédents. Après avoir servi, avant la révolution française, il émigra, en 1791, et fut fait premier gentilhomme de la chambre de S. A. R. Mgr. le duc de Berry. Il rentra en France avec ce prince, en 1814. Sa Majesté Louis XVIII le nomma maréchal-de-camp, le 4 juin de la même année, et le créa pair de France, le 17 août 1815. En 1817, le comte de la Ferronnays, alors attaché au ministère des affaires étrangères, fut nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la cour de Danemark.

Il arriva à Copenhague, le 30 décembre de la même année. Il fut compris dans la liste des comtes, pairs de France, présentée à la chambre des pairs, par ordre du roi, le 15 janvier 1818. Les lettres-patentes qui lui conféraient ce titre de comte, furent entérinées par la cour royale de Paris, le 2 mai suivant. Au mois d'octobre de la même année, il présenta au roi de Danemark, de la part du roi de France, l'ordre du Saint-Esprit. Il reçut du roi de Danemark une tabatière ornée du portrait de ce monarque. Rappelé de l'ambassade de Copenhague, en juillet 1819, il fut en même temps nommé envoyé extraordinaire près de la cour de Russie. Il arriva à Saint-Pétersbourg, au mois de novembre de la même année, et suivit l'empereur Alexandre au congrès de Troppau, au mois d'octobre 1820. Il se rendit, en janvier 1821, à Vienne, et de là au congrès de Laybach. On l'envoya, au mois de juin de la même année, auprès du roi de Sardaigne Charles-Félix, pour féliciter ce souverain sur son avénement au trône. Nommé ambassadeur en Russie, il présenta ses lettres de créance à l'empereur Alexandre, au mois de juillet. Il obtint, dans le mois de décembre suivant, la grand'croix de l'ordre de Saint-Ferdinand et du Mérite du royaume des deux Siciles. Il est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. Il remplit encore, en juin 1822, les fonctions d'ambassadeur près la cour de Russie. (*Etats militaires*, *annales du temps.*)

DE LA **FERTÉ**, *voyez* SENNECTERRE.

DE LA **FEUILLADE**, *voyez* D'AUBUSSON.

DE LA **FEUILLÉE**, *voyez* DU BAN.

DE **FIENNES** (Robert), *connétable de France.* Après avoir servi avec beaucoup de distinction, sous les rois Philippe de Valois, Jean, et Charles V, de Fiennes fut chargé, par ordre du 11 septembre 1337, d'assembler la noblesse du bailliage d'Amiens, et se rendit à cet effet à Montreuil, le 16 du même mois. Établi capitaine de Saint-Omer,

avec 60 hommes d'armes, le 7 octobre 1348, il servit en Picardie et en Normandie, jusqu'en novembre 1356. Il fut fait connétable, après la mort du duc d'Athènes, et on le paya en cette qualité, à partir du 1er octobre 1356. Nommé, en 1358, lieutenant de roi en Picardie, sous l'autorité du régent, il conserva au roi la ville d'Amiens, malgré la trahison de quelques bourgeois de cette ville, qui, séduits par les généraux du roi de Navarre, introduisirent secrètement des soldats navarrais dans la place. D'après les conventions faites avec les traîtres, on laissa sur le soir les portes de la ville ouvertes, et Jean de Piquigni s'en empara avec 700 hommes. Aussitôt les soldats, cachés dans Amiens, se réunirent à Piquigni, en criant *Navarre :* à ce bruit, la bourgeoisie s'arme, accourt au faubourg, et attaque les Navarrais; mais elle est repoussée avec perte. Les Navarrais se répandent dans le faubourg, et pillent. Le connétable de Fiennes, averti de ce qui se passait, part en toute hâte de Corbie, et entre dans Amiens par une porte opposée aux ennemis, au moment même où ils se disposaient à insulter la ville, après avoir pillé le faubourg. Il arbore à l'instant ses bannières, fait allumer des flambeaux, et se met en bataille dans la rue, sans permettre à ses gens ni aux bourgeois, que sa présence avait encouragés, de passer la porte. Ces sages dispositions ayant obligé les ennemis de se retirer, le connétable mit des corps-de-garde à toutes les portes, et défendit, sous peine de la vie, de laisser sortir personne de la ville. Le lendemain, il fit faire la recherche des traîtres, et les condamna à mort. La noblesse de Picardie, pour reconnaître le service que le connétable lui avait rendu, en sauvant Amiens, offrit de l'accompagner au siége de Saint-Valéry : ce siége fut long, opiniâtre et sanglant, et finit, en avril 1359, par la capitulation de la ville et du château. Cette même année, le connétable assiégea Melun, et pressa si vivement cette ville, que le roi de Navarre la rendit au régent. Pendant que le roi Jean était prisonnier en Angleterre, l'armée anglaise, sous la conduite de son souverain, traversa la Picardie, pour aller faire le siége de Reims. Le connétable s'enferma alors dans Amiens, dont

les Anglais furent obligés de lever le siége. Leur projet paraissant être de vouloir entrer en Bourgogne, en 1360, le connétable de Fiennes s'y opposa, en se jetant dans Auxerre. Le dauphin le chargea, la même année, d'une commission pour le roi d'Angleterre. A son retour, il fut nommé, par pouvoir du 16 janvier 1361, lieutenant de roi dans tout le Languedoc, où il commanda jusqu'au 20 septembre suivant. Dans cet intervalle, il reprit la ville du pont Saint-Esprit, et chassa les ennemis du pays. Il commanda en Champagne et en Bourgogne, du 20 août 1362 au 28 septembre 1364. Il retourna dans cette province, en 1366, en fit sortir les compagnies de Routiers, et y resta les deux années suivantes. Il se démit, au mois de septembre 1370, de la charge de connétable, et se retira dans ses terres où il mourut fort âgé, après l'an 1382. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 88; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VI; Froissart*, 1[er] *vol.*, *pag.* 215 *et suivantes*; *Histoire du Languedoc*, *tom. IV*, *pag.* 310.)

DE FIENNES DES COMTES DE LUMBRES (Maximilien, *comte*), *lieutenant-général*, et fils du précédent, fut d'abord mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, sur la démission du comte de Lumbres, son père, par commission du 18 mars 1690. Il servit à l'armée de Flandre, et combattit à Fleurus, sous le duc de Luxembourg. Il se trouva à différents siéges, batailles et combats, qui eurent lieu depuis 1691 jusqu'en 1697. On licencia son régiment, par ordre du 8 mai 1698. Il le rétablit, par ordonnance du 10 février 1701, et servit, la même année, à l'armée de Flandre, qui n'entreprit rien. Créé brigadier, par brevet du 29 janvier 1702, il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 21 avril, et contribua à la défaite des Hollandais, sous Nimègue. Employé à la même armée, en 1703, il combattit à Eckeren, marcha ensuite à l'armée d'Allemagne, et fut blessé à la bataille de Spire. Passé à l'armée d'Espagne, sous le maréchal de Berwick, par lettres du 11 décembre 1703, il entra, avec ce général, en Portugal, et contribua à la prise de plusieurs places de ce royaume. Promu au grade de maréchal-de-

camp, par brevet du 26 octobre, il se démit de son régiment. Employé, l'année suivante, à l'armée d'Espagne, sous le maréchal de Tessé, il servit au siége de Gibraltar, et au secours de Badajoz, sous le maréchal de Bervick, en 1706. Il contribua encore à faire lever aux ennemis le siége de Badajoz, et concourut à la prise de Carthagène, au mois de novembre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 28, il combattit à Almanza, en 1707, sous le même maréchal. Il servit au siége de Lérida, sous M. le duc d'Orléans et au siége de Tortose, en 1708. Il passa, par lettres du 28 juillet, à l'armée de la frontière du Piémont, sous le maréchal de Berwick, et y servit, en 1710. Il commanda l'armée du Roussillon, en 1711, en l'absence du duc de Noailles, et força les ennemis de se retirer du passage qu'ils gardaient. Il marchait à Ostalric, pour en faire le siége, lorsqu'il reçut ordre de M. de Vendôme de ne point l'entreprendre. Il continua de commander dans la même province, en 1712 et 1713. En 1712, il fit entrer dans Gironne un convoi qui mit la garnison en état d'attendre l'arrivée du maréchal de Berwick. En 1713 et 1714, il harcela continuellement les rebelles de la Catalogne, et remporta presque tous les jours quelques avantages sur eux. Il mourut à Paris, le 26 avril 1716. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 624; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE FIENNES (Maximilien), *comte de Lumbres, maréchal-de-camp*, issu d'une autre branche de la même famille que le précédent. Après avoir long-temps servi les rois d'Espagne, il s'attacha à la France, et leva, par commission du 27 octobre 1677, un régiment de cavalerie de son nom. Il obtint le grade de brigadier de cavalerie, le 4 mars 1678; servit, en cette qualité, aux siéges de Gand et d'Ypres, et combattit avec la plus grande valeur à la bataille de Saint-Denis, près Mons, la même année. Il fut employé au camp de Flandre, en 1681; au siége de Courtray, en 1683; à l'armée de Flandre, qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684, et au camp de Flandre, en 1685, 1686, 1687 et 1688. Il se trouva à l'attaque de Valcourt, en 1689. Créé

maréchal-de-camp, par brevet du 10 mars 1690, il se démit de son régiment en faveur de son fils. Employé à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, par lettres du 19 avril, il se trouva à la bataille de Fleurus, la même année. Il ne servit point depuis, et mourut au mois de juillet 1714. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 476; Gazette de France.*)

DE FIENNES (Charles-Maximilien, des vicomtes de Frages et des comtes de Lumbres, *marquis*), *maréchal-de-camp*, petit-fils du précédent, naquit en septembre 1701. Il fut fait capitaine-réformé à la suite du régiment de cavalerie d'Orléans, le 12 septembre 1718. Il obtint, le 20 janvier 1722, une commission de mestre-de-camp-réformé à la suite du même régiment, et y leva, par commission du 2 février 1727, une compagnie qu'il commanda au camp de la Moselle, en 1727; au camp de la Meuse, en 1730; aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, en 1733; à ceux de Tortone et de Novarre, à l'attaque de Colorno, et aux batailles de Parme et de Guastalla, en 1734. Il passa à une compagnie dans le régiment des cuirassiers du Roi, le 22 avril 1735, en se démettant de celle qu'il avait dans le régiment d'Orléans, et continua de servir à l'armée d'Italie, où il se trouva aux siéges de Révéré et de Reggio. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, qui servait aussi en Italie, par commission du 20 juin 1735, il en prit le commandement, et rentra en France, au mois d'avril 1736. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740, il commanda son régiment au siége et à la prise de Prague, en 1741; au combat de Sahay, au ravitaillement de Frawemberg, à la défense de Prague, en 1742; et rentra en France, avec l'armée, au mois de février 1743. Il fut employé à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er avril 1744. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 2 mai, et déclaré tel, le 7 juin, il se démit alors de son régiment, qu'on accorda à son fils. Il couvrit, avec l'armée, les siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, et finit la campagne au camp

de Courtray. Employé, en 1745, d'abord à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres de M. le prince de Conti, il passa ensuite à l'armée de Flandre, campa à Chièvres, sous les ordres du marquis de Clermont-Gallerande, pendant une partie de la campagne, et servit au siége d'Ath. Employé à l'armée commandée par M. le prince de Conti, par lettres du 1er mai 1746, il fut de la course d'Herenthals, en Brabant, sous le comte d'Estrées; servit aux siéges de Mons, de Charleroi, des ville et châteaux de Namur, et combattit à Raucoux. Ce fut sa dernière campagne. Il quitta le service, au mois de janvier 1747, et mourut le 10 février 1750. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 213*; mémoires du temps.*)

DE LA FILLOLIE, *voyez* DE BEAULIEU.

FILON (Charles-François), *maréchal-de-camp*, naquit à Paris, le 17 novembre 1757. Il entra au service militaire, le 22 janvier 1775, comme soldat au régiment de Rouergue infanterie, et y resta jusqu'au 6 août 1781, époque à laquelle il acheta son congé. Pendant ce laps de temps, il avait été fait sous-officier, et attaché à l'instruction des recrues de son régiment. Il entra, le 1er janvier 1782, dans l'administration de la marine, et fut employé, comme surnuméraire, au port de Brest, jusqu'au 3 décembre 1784. A cette dernière époque, il devint officier d'administration de la marine, et fut entretenu, au même port, jusqu'au 31 octobre 1791. Il avait, pendant ce temps, fait sur mer les campagnes de 1786, 1787, 1790 et 1791, comme officier comptable, sur les vaisseaux de l'état. Il fut nommé lieutenant-colonel, commandant en chef le 1er bataillon du département du Finistère, le 1er novembre 1791. Il fit, avec ce bataillon, les campagnes de l'armée du Nord, en 1792 et 1793, et le commanda aux siéges de Lille, d'Anvers et de Wilhelmstadt, et à la bataille de Hondscootte, où il fut blessé et renversé de cheval. Promu au grade de général de brigade, le 27 septembre 1793, il commanda, en cette qualité, le camp sous Cassel. Suspendu de ses fonctions, comme suspect, à cause de son alliance avec une famille

noble, cette suspension fut levée par arrêté du comité du salut public, du 22 avril 1795. Par un autre arrêté, daté du 29 octobre suivant, il fut autorisé à prendre sa retraite; et elle lui fut effectivement accordée, le 7 octobre 1796. Il établit son domicile à Bruges, dans le département de la Lys. En vertu du décret du 30 septembre 1805, sur l'organisation des gardes nationales, le général Filon reçut du préfet de ce département un brevet, visé par le ministre de l'intérieur, et qui le nommait chef de cohorte de la garde nationale de Bruges. Il remplit les fonctions de cet emploi jusqu'au 25 juillet 1812, époque à laquelle ses affaires personnelles le portèrent à aller s'établir à Bruxelles, chef-lieu du département de la Dyle. Pendant la durée de son service, comme chef de cohorte, le général Filon concourut, en 1806 et 1807, à la défense des côtes de Flandre. Il y commanda la garde nationale mobilisée du département de la Lys, avec laquelle il servit au camp de Saint-Omer, sous les ordres du lieutenant-général comte Rampon. En 1809, lors de l'invasion des Anglais en Zélande, il fut requis par le général Olivier, qui commandait la 16e division militaire et l'aile gauche de l'armée de l'Océan, de s'occuper de l'organisation des gardes nationales départementales, qui arrivaient en masse sur Bruges, de la diriger sur tous les points qui seraient indiqués. Il remplit cette mission avec le plus grand zèle, et sans en recevoir aucune indemnité. Lors de la première entrée des alliés en France, en 1814, le général Filon quitta la Belgique, et vint s'établir à Abbeville, où il résidait encore en 1821. Il comptait 30 ans 6 mois et 19 jours de service, campagnes comprises, lorsqu'il quitta définitivement la carrière militaire. (*Etats militaires*, *Moniteur*.)

DE FIRMAS-PÉRIÈS (Armand-Charles-Daniel, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Alais, en Languedoc (Basses-Cévennes), le 4 août 1770. Il fut nommé, le 23 septembre 1785, sous-lieutenant de remplacement au régiment de Piémont infanterie, dans lequel son père, son aïeul et son bisaïeul maternel avaient servi. Il obtint, le 18 août de la

même année, le grade de sous-lieutenant en pied au même régiment. En 1790, il se mit à la tête des *vrais Français* de la ville d'Alais (1), et devint un des chefs du camp royaliste formé à Jalès. Il fut, pour ce motif, arrêté le 17 mars 1791, et conduit au fort d'Alais, où il resta enfermé pendant 35 jours. Rendu à la liberté, il émigra, en 1791, et alla joindre, à Worms, Mgr. le prince de Condé. Honoré des ordres des princes, il rentra trois fois en France, pour remplir les missions qui lui avaient été confiées par eux. Il avait réussi à déterminer le baron de Roques, gouverneur de Neuf-Brisack, de remettre cette place importante aux princes; mais cette négociation fut ébruitée, et le gouvernement français fit arrêter M. de Roques. Le comte de Firmas-Périès crut devoir alors prendre la défense de cet officier. L'affaire fut portée devant les commissaires de l'assemblée nationale, qui bien que convaincus moralement de la culpabilité de M. de Roques, le mirent hors de cause, parce qu'ils ne purent réunir les preuves matérielles du fait sur lequel était basée l'accusation. Le comte de Firmas-Périès et M. de Roques se rendirent ensuite à Worms. Un individu étant venu de France pour assassiner le prince de Condé, il fut arrêté par les soins du comte de Firmas-Périés. Les princes de Hohenlohe signèrent, le 4 février 1792, un traité de subsides avec LL. AA. RR. les princes français, frères du roi Louis XVI. Le comte de Firmas-Périès fut alors nommé colonel attaché au régiment de Hohenlohe-Schillingsfurts. Il fut fait, le 1er juin suivant, lieutenant de roi du quartier-général de S. A. S. Mgr. le prince de Condé, ayant la police intérieure et extérieure de l'armée de ce prince. L'empereur d'Allemagne, François II, étant venu à Mayence, après son couronnement, le comte de Firmas-Périès fut chargé, par S. A. l'électeur de Mayence, de la police de cette résidence, pendant tout le temps que S. M. I. y séjourna. Pendant la campagne de 1793, le comte

(1) Les royalistes des Cévennes avaient pris la dénomination de *vrais Français*.

de Firmas-Périès, tout en remplissant au quartier-général de l'armée de Condé les fonctions de sa charge de lieutenant de roi, n'en marchait pas moins à la tête du régiment de Hohenlohe toutes les fois que l'on allait à l'ennemi. En combattant ainsi, il reçut une légère contusion, le 12 septembre, à l'affaire de Bergzeborn, et fut grièvement blessé à la poitrine, le 8 décembre suivant, au combat de Berstheim. En 1794, les régiments de Hohenlohe étant passés au service du gouvernement des Provinces-Unies (Hollande), le comte de Firmas-Périès resta à l'armée de Condé. Après la conquête de la Hollande, par les Français, les régiments de Hohenlohe furent licenciés. Le comte de Firmas-Périès négocia et conclut alors une capitulation, qui fit rentrer ces deux braves régiments à l'armée de Condé (1). La campagne de 1796 promettant de devenir très-active, le comte de Firmas-Périès sollicita et obtint sa démission de la charge de lieutenant de roi du quartier-général; cette charge fut alors donnée au général du Bois, ancien commandant du guet à Paris. Les républicains français ayant passé le Rhin, le 24 juin, le régiment de Hohenlohe fut employé à l'avant-garde du corps de Condé, sous les ordres de S. A. M. le duc d'Enghien. Ce régiment soutint et couvrit la retraite de l'armée autrichienne, jusque dans la vallée de la Kintzig. Le comte de Firmas-Périès fit prendre position au régiment de Hohenlohe, au château de Hohengeroldzegg; mais, les ennemis ayant forcé le passage du Knebis, il reçut l'ordre d'abandonner le poste important qu'il occupait. Il obéit à cet ordre, en représentant toutefois au général autrichien Giulay, duquel il l'avait reçu, qu'une retraite aussi précipitée entraînerait la perte des immenses magasins rassemblés dans la vallée, et que, d'un autre

---

(1) Le § XXI de cette capitulation stipula que le prince de Hohenlohe attacherait à ses régiments 4 pièces de canon, choisies parmi celles enlevées aux Français, dans la campagne de 1793. Par le § VI, il fut aussi stipulé que, par grâce particulière, il serait créé une place de colonel en second en faveur du comte de Firmas-Périès, mais avec condition du non remplacement de cet emploi, lorsqu'il viendrait à vaquer.

côté, le corps qui se trouvait dans le Brisgaw pouvait être compromis. Le comte de Firmas-Périès ayant de plus démontré la possibilité de se maintenir dans la vallée de la Kintzig, et d'imposer à l'ennemi par une contenance ferme, le comte de Giulay se rendit à son avis, et se décida à reprendre sa position; mais à peine le comte de Firmas-Périès avait-il réoccupé Hohengeroldzegg, que le canon des républicains se fit entendre dans la vallée. Le général Giulay fut repoussé jusque sous les murs de Zell, et, par suite de ce mouvement, le régiment de Hohenlohe se trouva coupé. Dans cette situation critique, le comte de Firmas-Périès conçut le projet hardi de tomber sur les derrières des ennemis, de les tromper sur le nombre de ses combattants, et de les forcer à la retraite. Il forma en conséquence autant de têtes de colonnes qu'il avait de compagnies à sa disposition, et déboucha ainsi dans la vallée de la Kintzig. Les républicains croyant alors que c'était le corps entier du prince de Condé, qui, par la vallée de l'Arh, venait au secours de l'armée autrichienne, se retirèrent précipitamment. Le comte de Giulay, dès qu'il avait aperçu les neuf têtes de colonnes dont nous venons de parler, avait deviné la manœuvre hardie faite par le comte de Firmas-Périès, et avait aussitôt marché pour le soutenir : leur jonction s'opéra heureusement. Le comte de Firmas Périès reçut, dans cette action, une légère contusion. Il retourna, dès le soir du même jour, prendre position à Hohengeroldzegg. Il avait, dans cette journée, fait une marche de près de 10 lieues, et remporté un succès important. Le 30 septembre suivant, il fut blessé deux fois au combat de Schaffenried. S. M. Louis XVIII daigna lui faire écrire, par son ministre de la guerre, une lettre aussi flatteuse qu'honorable. L'armée de Condé étant partie pour la Russie, en 1797, le comte de Firmas-Périès fut chargé d'en commander la première colonne, composée d'un bataillon du régiment de Hohenlohe, de la légion Roger-Damas (ci-devant Mirabeau), infanterie et cavalerie, et enfin des régiments de hussards de Baschi et de Carneville. Le comte de Firmas-Périès fut employé, par S. M. l'empereur de Russie, en

qualité de second colonel du régiment de Hohenlohe; et, lorsque ce régiment perdit le prince de Hohenlohe, son colonel, le comte de Firmas-Périès, en fut fait colonel-commandant. En 1798, il obtint la permission de venir en Souabe, pour s'y marier (1). En 1799, l'armée de Condé reçut l'ordre de partir de Russie, pour aller concourir à la défense de la Suisse, menacée par les Français; mais, lorsque ce corps arriva à sa destination, déjà presque toute la Suisse était conquise. Le comte de Firmas-Périès fut placé en avant de Constance. Il reçut, le 7 octobre, plusieurs contusions et blessures légères, en défendant cette ville, qui fut prise par les Français. En 1801, l'armée de Condé ayant été licenciée, le comte de Firmas-Périès vint se fixer en Souabe, auprès de son épouse. Il ne fut point compris dans les radiations que le gouvernement français fit faire sur la liste des émigrés. En 1802, il représenta, à la députation de l'empire, séante à Ratisbonne, son beau-frère le prince de Waldbourg-Wolfegg-et-Waldée. En 1806, il obtint une charge de chambellan de S. M. le roi de Wurtemberg. En 1807, il eut celle de grand-maître des cuisines, et quelque temps après il fut fait conseiller-d'état actuel. Il reçut sa démission, le 6 mars 1813; mais S. M. le roi de Wurtemberg lui conserva les titres, noms et rangs des charges qu'il avait exercées à sa cour. En 1814, le comte de Firmas-Périès se rendit au congrès de Vienne, pour y soigner les intérêts du prince son beau-frère. Il était encore dans la capitale des états autrichiens, lorsqu'on y apprit, en mars 1815, l'invasion de Buonaparte sur le territoire français. Le comte de Firmas-Périès, abandonnant alors la diplomatie, courut à Gand offrir ses services à S. M. Louis XVIII, qui, par son ordonnance du 30 mai 1815, le nomma maréchal-de-camp. La commission chargée de l'examen des titres des officiers de l'ancienne armée recon-

(1) Il y épousa la comtesse Joséphine de Waldbourg-Wolfegg-et-Waldlée, duchesse héréditaire du Saint-Empire romain et dame de l'ordre impérial de la Croix-étoilée.

nut au comte de Firmas-Périès les droits au grade de maréchal-de-camp, à prendre rang du 1er février 1800. En considération de 19 ans et 2 mois d'activité dans ce grade, le comte de Firmas-Périès obtint de S. M. le grade de lieutenant-général, par brevet du 30 mars 1819. Il a été admis à la retraite, le 21 juillet suivant. Il avait été créé chevalier de Saint-Louis par S. A. R. Monsieur, alors régent du royaume de France, au nom de S. M. Louis XVII. (*États et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

de FITZ-COSSÉ (François), *maréchal-de-camp*, servait dans les gendarmes de la garde du roi, dès l'an 1704. Il se trouva à la bataille de Ramillies, en 1706; à celle d'Oudenarde, en 1708; à celle de Malplaquet, en 1709, et servit en Flandre jusqu'à la paix. Devenu successivement sous-brigadier et brigadier, il fit la campagne de Philisbourg, en 1734, et celle du Rhin, en 1735. Il fut fait maréchal-des-logis de sa compagnie, le 27 juin 1736, et obtint, le 8 août 1740, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il fit toutes les campagnes de Flandre, de 1742 à 1748, et se trouva à la bataille de Dettingen; aux siéges de Menin, d'Ypres et de Fribourg; à la bataille de Fontenoy; aux siéges de Tournay et de Namur, et à la bataille de Raucoux. Créé brigadier, le 1er janvier 1748, il fit la campagne des Pays-Bas. Il obtint le brevet de maréchal-de-camp, le 10 février 1759, et quitta peu de temps après la compagnie des gendarmes de la garde du roi. Nous ignorons ce qu'il est devenu depuis cette époque. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 365.)

de FITZ-GÉRALD (Nicolas), servit, comme cadet, dans les troupes du roi d'Angleterre, dès 1675, et y devint successivement lieutenant, capitaine, major, lieutenant-colonel, et enfin colonel du régiment d'infanterie irlandaise de la marine. Il passa en France, avec ce régiment, en 1691, après la défense de Limerick, dont il était lieutenant de roi. Il servit, avec son régiment, sur les côtes de la Normandie, en 1692; à l'armée d'Allemagne, en 1693, 1694 et 1695; à l'armée de la Meuse, en 1696, et à celle

de la Moselle, en 1697. Le régiment irlandais de la marine ayant été reformé, par ordre du 26 février 1698, le sieur de Fitz Gérald fut nommé colonel-lieutenant du régiment d'infanterie irlandaise d'Albermale. Il commanda ce régiment à l'armée d'Allemagne, en 1701, et à la bataille de Luzzara, en 1702. Il obtint le grade de brigadier d'infanterie, par brevet du 1er octobre de cette dernière année. On lui donna, par commission du 10 février 1703, le régiment dont il était colonel-lieutenant, et qui vaquait par la mort du duc d'Albermale. Il continua de servir en Italie, et s'y trouva à toutes les expéditions qui s'y firent pendant l'année 1703. Il servit aux siéges de Verceil, d'Yvrée et de Vérue, et à la bataille de Turin, en 1706, et fut employé à l'armée de Flandre, en 1707. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 5 mars 1708, et employé en cette qualité à l'armée de Flandre, la même année, il combattit à la bataille d'Oudenarde, y fut blessé et fait prisonnier, et mourut à Gand, le 1er aout, des suites de sa blessure. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 590; *Gazette de France.*)

DE FITZ-GÉRALD (Jacques), *maréchal-de-camp*, et parent du précédent, entra, comme lieutenant-réformé, dans le régiment d'infanterie irlandaise de Dillon, en 1730. Il servit au siége de Kehl, en 1733; à l'attaque des lignes d'Ettingen, et au siége de Philisbourg, en 1734; sur le Rhin, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Il parvint à une lieutenance, en 1739, et servit en cette qualité à l'armée de Flandre, en 1742. Nommé capitaine-réformé au même régiment, par commission du 8 janvier 1743, il se trouva à la bataille de Dettingen, au mois de juin, et finit la campagne sur les bords du Rhin. En 1744, il servit aux siéges d'Ypres et de Furnes; fut employé au camp de Courtray, et obtint, le 6 octobre, une compagnie dans le régiment de Lally, à sa formation. Il commanda cette compagnie à la bataille de Fontenoy; aux siéges des ville et citadelle de Tournay, de Dendermonde, d'Oudenarde et d'Ath, en 1745. Il obtint, le 11 juillet de cette dernière année, une commission pour tenir rang de colonel d'in-

fanterie. Il servit sur les côtes, en 1746; combattit à la bataille de Lawfeld, en 1747; se trouva au siége de Maestricht, en 1748, et fut employé au camp de Dieppe, en 1756. Le régiment de Lally ayant été destiné pour aller aux Indes, au mois de novembre 1756, le sieur de Fitz-Gérald fut nommé pour en commander le 2e bataillon, par ordre du 10 du même mois; mais n'ayant pu s'embarquer, il quitta alors ce régiment. Il obtint, le 16 février 1757, un ordre pour servir, en qualité de colonel-réformé, à la suite du régiment irlandais de Clare, avec lequel il resta sur les côtes pendant plusieurs campagnes. On le créa brigadier, le 1er mai 1758. Il fit les campagnes de 1760 et 1761, en Allemagne, et y combattit aux affaires de Corbach et de Warbourg, en 1760, et à celle de Filingshausen, en 1761. Après la mort du comte de Thomond, le roi ayant donné le régiment de Clare au comte de Thomond fils, qui était en bas âge, le sieur de Fitz-Gérald fut nommé, par commission du 20 septembre 1761, colonel en second de ce régiment, qu'il devait commander jusqu'à ce que le jeune comte de Thomond fût en âge d'en prendre possession; mais ayant obtenu le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1762, il se démit de la place de colonel en second du régiment de Clare, au mois de décembre suivant, époque à laquelle il fut déclaré maréchal-de-camp. Il avait été employé, comme brigadier, au camp de Dunkerque, en 1762. Il mourut avant le 1er décembre 1773. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 523; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE FITZ-JAMES (Jacques), duc de Berwick, *maréchal de France,* fils naturel du duc d'York, depuis roi d'Angleterre, sous le nom de Jacques II, et d'Arabella Churschild, sœur du fameux duc de Marlborough, naquit le 21 août 1670. Il fut envoyé en France, à l'âge de 7 ans, et y fut élevé, d'abord à Juilly, puis au collége du Plessis, et ensuite à celui de la Flèche. Son éducation étant terminée, il retourna en Angleterre, où il commença à servir, en qualité d'aide-de-camp du duc d'Albermale, général de

l'armée du roi Jacques. Chargé de porter des ordres à 500 cavaliers, il profita de cette occasion pour tomber sur la cavalerie du duc de Montmouth, et la défit entièrement, à la bataille de Weston, le 16 juillet 1685. L'Angleterre étant devenue tranquille, et se trouvant pacifiée par la punition des rebelles, Fitz-James (1) partit, au commencement de 1686, pour aller apprendre l'art de la guerre sous le célèbre Charles, duc de Lorraine, général des troupes de Léopold I[er], qui faisait alors la guerre de Hongrie. Il se trouva au siége de la ville de Bude, prise le 2 septembre (2). Il se signala, pendant ce siége, par une très-grande activité, et par beaucoup de valeur. En 1687, il fut fait général de bataille des armées de l'empereur Léopold. Il se disposait à une seconde campagne contre les Turcs, lorsque les troubles d'Angleterre le rappelèrent auprès du roi Jacques, qui le créa, la même année, duc de Berwick; le nomma colonel d'un régiment d'infanterie, et d'un régiment de cavalerie. Il fut fait gouverneur de Portsmouth et de la province de Hampshire, chevalier de l'ordre de la Jarretière, et capitaine des gardes-du-corps du roi, en 1688. Il devint membre du conseil privé, et lieutenant-général des armées du roi Jacques II, en 1689. Dans la même année, il fut blessé assez grièvement dans une affaire contre les rebelles. Jacques II ayant été chassé de son trône et de l'Angleterre, par le prince d'Orange, son gendre, le duc de Berwick, passa

---

(1) Il porta ce nom jusqu'en 1687, époque à laquelle il fut fait duc de Berwick.

(2) L'auteur des Mémoires du duc de Berwick, tom. I, pag. 25, donne, après le siége de Bude, la description d'une bataille où les Turcs furent défaits à deux milles de cette place, et où il suppose que le jeune Fitz-James fut blessé, et fit prisonnier le bacha qui l'avait blessé. Cette citation est une erreur. Il ne se donna point de bataille près de Bude; et les historiens reprochent au duc de Lorraine de n'avoir point, après la prise de Bude, attaqué l'armée ottomane, qui n'était qu'à une demi-lieue de cette place, et dans la dernière consternation. L'auteur des Mémoires a voulu sans doute parler de la bataille de Mohat; mais elle ne se livra que l'année suivante, le 12 août, et le roi Jacques II avait alors rappelé le duc de Berwick près de lui.

avec lui en France. En 1690, le duc de Berwick fut nommé général d'armée, et commandant dans le royaume d'Irlande. Il marcha, avec le roi Jacques, au siége de Londonderri, qui fut levé, le 10 juin. Les rebelles ayant formé le dessein de surprendre les troupes du roi Jacques, qui était à Canan, le duc de Berwick y accourut. Pendant le combat qui eut lieu à cette occasion, et qui dura une heure, il eut un cheval tué sous lui, et fut blessé à la cuisse. Les Irlandais, qui servaient la cause du roi, ayant pris la fuite, le duc de Berwick se fit mettre sur un autre cheval, courut aux fuyards, leur reprocha leur lâcheté, les rallia, et les ramena au combat. Les rebelles, alors vainqueurs, ne s'occupant qu'à piller, on les mit en désordre et on en tua la plus grande partie. La blessure du duc de Berwick s'étant aggravée par le mouvement violent qu'il s'était donné, le sang qu'il avait perdu le réduisit à une faiblesse si grande, que l'on fut obligé de le porter, sans connaissance, dans sa tente. Ayant aperçu, le 10 juillet, un corps nombreux d'officiers de l'armée du prince d'Orange, qui formait une assez grosse troupe, il se persuada que le prince lui-même s'y trouvait, et proposa sur-le-champ l'attaque de cette troupe, afin de terminer la guerre par la mort du prince d'Orange. Suivi de plusieurs officiers que son exemple entraîna, il pénètre jusqu'à la troupe, et cherche partout des yeux le prince d'Orange, qui n'y était point. Après avoir tué ou renversé les premiers ennemis qui se présentèrent à lui, il se retira en bon ordre. À la bataille de la Boyne, le 11 juillet, le duc de Berwick commanda l'infanterie irlandaise, et fut blessé. N'ayant pu parvenir à rallier ses troupes, qui s'étaient débandées, il passa à la cavalerie, qui soutint mieux le combat, mais qui se trouvant accablée par le nombre, céda enfin, et abandonna la victoire au prince d'Orange (1). La perte de cette bataille ayant obligé le roi Jacques à repasser de nouveau

(1) À la bataille de la Boyne, qui fut très-décisive, le roi Jacques, tout brave qu'il était, fut des premiers à se retirer. Le roi Guillaume eut l'épaule effleurée d'un coup de canon.

en France, le duc de Berwick l'y accompagna, et alla servir, en 1691, comme volontaire, dans l'armée de Flandre, sous le marquis de Boufflers. Au siége de Mons, il monta à l'assaut de l'ouvrage à corne, qu'on emporta, après une demi-heure d'attaque, et eut en cette occasion son chapeau et son habit percés de balles en plusieurs endroits. Les ennemis ayant repris cet ouvrage, on l'attaqua de nouveau le lendemain, et le duc de Berwick se signala encore à cette seconde attaque : Mons capitula le 9 avril. Au combat de Leuze, le 18 septembre, au moment où le duc de Berwick marchait pour faire avancer les gendarmes de Bournonville, un Anglais vint à lui pour lui casser la tête d'un coup de pistolet; mais le duc de Berwick esquiva ce coup, et tua son adversaire de deux coups d'épée. Il combattit à Steinkerque, le 3 août 1692, à la tête du régiment de Provence; suivit, pendant l'action, M. le prince de Conti, et contribua à chasser les ennemis au delà des haies. Dans la même année 1692, il accompagna Jacques II, son père, sur les côtes de la Normandie, et eut la douleur de voir, du rivage, la destruction de la flotte de l'amiral Tourville, par les flottes anglaise et hollandaise, et toutes les espérances de Jacques II ruinées par le désastre du combat de la Hogue. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1693, il servit dans l'armée commandée par le maréchal de Luxembourg. A la bataille de Neerwinde, le 29 juillet, il attaqua avec succès le village de ce nom, et s'en empara. Les ennemis étant revenus avec fureur pour reprendre ce poste, le duc de Berwick se préparait à le défendre, lorsqu'il apprit que le prince d'Orange lui-même commandait l'attaque. Ne s'occupant alors que de la haine qu'il portait à ce prince, le duc de Berwick s'exposa, avec une témérité sans exemple; se précipita dans la mêlée, perça jusqu'à la troisième ligne des ennemis; mais, accablé par la multitude, il fut contraint de se rendre prisonnier. Ayant été échangé avec le duc d'Ormond, il rejoignit le maréchal de Luxembourg à Nivelle, le 20 août, et marcha au siége de Charleroi, qui se rendit, le 11 octobre. Employé dans l'armée de Flandre, sous M.

le dauphin, en 1694, il conduisit une colonne de l'infanterie française dans la marche de Vignamont au pont d'Espierres, le 22 août. Après la mort du maréchal de Luxembourg, il fut employé dans l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroi, en 1695. Il s'empara des châteaux d'Ingelmunster, de Meulebek, de Marckeghem, et prit à discrétion leurs garnisons, fortes de 400 hommes. Le roi Jacques le fit, en 1696, capitaine-général de ses armées. Dans la même année, on forma de nouveau un projet d'expédition en Angleterre; mais Louis XIV ayant exigé, avant de faire partir des troupes, que les partisans de Jacques II commençassent par se montrer, le duc de Berwick fut chargé de cette négociation, qui ne réussit point. Il ne fut pas employé, en 1697. La paix se fit, au mois de septembre. Il fut fait, par commission du 27 février 1698, colonel d'un régiment d'infanterie irlandaise de son nom, régiment que sa maison a long-temps possédé depuis cette époque. Nommé ambassadeur du roi d'Angleterre auprès du pape, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 14 janvier 1701, il resta peu à Rome. Il servit, comme lieutenant-général, dans l'armée de Flandre, en 1702, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, et poussa, le 11 juin, l'armée hollandaise jusqu'auprès de Nimègue, après lui avoir tué 1200 hommes. Employé en Flandre, pendant la campagne de 1703, il battit, le 9 mai, 6000 ennemis, cantonnés le long de la Roër, et les força d'abandonner tous leurs équipages. Le roi le nomma pour commander l'armée envoyée en Espagne, par pouvoir du 11 décembre 1703. Il fut naturalisé Français, par lettres du 17. Il partit de Paris, à la fin de janvier 1704; arriva à Madrid, le 15 février, et se rendit à l'armée, au mois de mars, avec le roi d'Espagne. Étant entré en Portugal, la première conquête qu'il y fit, fut la prise de Salvaterra, investie, le 7 mai, et qui se rendit à discrétion le 8 : le gouverneur et la garnison, forte de 600 hommes, furent faits prisonniers de guerre. La ville de Segura, dont la garnison était de 500 hommes, se rendit le même jour. On enleva ensuite Ponha-Garcia, Ucepedo et Cebreros. On prit, l'épée à la

main, et on pilla Idanhanovo, le 13; Monsanto fut pris le 16; le château se rendit le 17, et Castel-Branco, le 23. On jeta, le 26, un pont sur le Tage, pour le siége de Portalègre. Nissa, Puebla, Apalao, Alexico, l'île de Candelas et Cratochel se soumirent. Portalègre fut emporté, le 1er juin. Le duc de Berwick fit, le 25 du même mois, dans Castel-de-Vide, 3 bataillons anglais ou portugais prisonniers de guerre. Il se rendit maître de Montalvan et de Marvan, mit ses troupes en quartiers de rafraîchissement, et se rendit à Valence. Le roi le rappela d'Espagne, sur la fin de la même année (1). Il alla commander en Languedoc, contre les Camisards des Cévennes, par commission du 14 février 1705, et rendit à cette province la tranquillité que le fanatisme, soutenu par les ennemis de l'état, troublait depuis plusieurs années (2). Le duc de Berwick resta dans cette province jusqu'au commencement d'octobre 1705, époque à laquelle il en partit pour aller commander dans le comté de Nice. Il forma, au mois de novembre, le siége de Nice, qui capitula, le 24 : la citadelle et le château se rendirent à lui, le 4 janvier 1706, et on y trouva 110 pièces de canon, et toutes sortes de provisions. Créé maréchal de France, par état donné à Marly, le 15 février, il eut le commandement de l'armée d'Espagne, par pouvoir du 20 du même mois. Arrivé à Madrid, le 11 mars suivant, il se rendit de suite dans l'Estramadure; marcha contre l'armée portugaise, campée à 2 lieues au-dessous de Badajoz, et l'obligea de se retirer.

---

(1) « La cour d'Espagne, dit Montesquieu, dans son Éloge historique » du duc de Berwick, était infectée par l'intrigue. Le gouvernement al» lait très-mal, parce que tout le monde voulait gouverner. Tout dégéné» rait en tracasseries, et l'un des principaux points de la mission du duc de » Berwick était de les éclaircir. Tous les partis voulaient le gagner; mais, » au milieu de tant d'intérêts particuliers, il ne pensa qu'à la monarchie; » il sauva l'Espagne, et fut rappelé. »

(2) Basseville, intendant du Languedoc, et le duc de Berwick faillirent être pris par les rebelles de la ville de Nîmes. Mille conjurés avaient gardé le secret; un seul trahit, et découvrit le complot avant son exécution. Berwick fit périr dans les supplices presque tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir pris part à ce projet.

Cette armée étant devenue supérieure, par la jonction des Anglais, le maréchal de Berwick fut obligé de se tenir sur la défensive. Il prit Carthagène, le 18 novembre. Au mois de janvier 1707, il visita les places des royaumes de Valence et d'Arragon, et revint à Madrid, le 15 février. Il en partit le 16, pour marcher sur Élech, d'où il chassa les ennemis, ainsi que d'Elda et de Novelda. On lui continua le commandement de l'armée d'Espagne, par pouvoir du 1er avril. Les ennemis s'étant avancés, le 25, sur 4 colonnes, vers Almanza, la bataille de ce nom commença à trois heures après midi, et se termina à cinq, par la fuite des alliés : 13 bataillons ennemis, qui s'étaient cependant retirés en bon ordre, furent enveloppés le lendemain, et obligés de mettre les armes bas. Les ennemis perdirent en cette occasion 12,000 hommes, et le maréchal de Berwick n'en eut que 2000 tués ou blessés (1). Le duc d'Orléans étant arrivé le lendemain de l'action, on entra aussitôt dans le royaume de Valence, dont la capitale envoya faire ses soumissions : les autres places imitèrent cet exemple. Le 25 mai, les députés de Sarragosse vinrent aussi se soumettre, et la ville ouvrit ses portes. La victoire d'Almanza enleva aux ennemis les royaumes de Valence et d'Arragon. Il en coûta à ces deux royaumes reconquis de grosses sommes d'argent, et la perte de leurs anciens priviléges. Le maréchal de Berwick ayant été rappelé d'Espagne, on le nomma pour commander l'armée des frontières d'Italie, avec le maréchal de Tessé, sous M. le duc de Bourgogne, par pouvoir du 16 août. Il conduisit 4000 chevaux au secours de Toulon, que le duc de Savoie assiégeait; mais, ayant appris, à Beziers, que ce siége était levé, il ramena en Espagne ces 4000 chevaux, qui en avaient été détachés. Il rejoignit M.

(1) Il est à remarquer que le duc de Berwick, qui commandait les Français, était Anglais ; et que le lord Galloway, chef de l'armée anglaise, était Français et autrefois comte de Ruvigny. Philippe V ni l'archiduc, les deux rivaux pour lesquels la guerre se faisait, n'étaient point à cette bataille : ce qui fit dire à mylord Peterborough qu'on était bien bon de se battre pour eux.

le duc d'Orléans devant Lérida, que les ennemis abandonnèrent, le 13 octobre, et dont on permit le pillage, qui dura huit jours. Le roi d'Espagne donna au maréchal de Berwick les villes de Liria et de Xerica, au royaume de Valence, en titre de duché, avec la grandesse de première classe, tant pour lui que pour celui de ses fils qu'il voudrait désigner, et ses descendants. Le maréchal de Berwick s'empara du château de Lérida, le 11 novembre. Il obtint, par provisions du 24, le gouvernement-général du Limosin, vacant par la mort du comte d'Auvergne, et prêta serment, pour ce gouvernement, et pour la charge de maréchal de France, le 17 avril 1708. Commandant l'armée du Rhin, sous l'électeur de Bavière, par pouvoir du 7 mai, il visita les bords du Rhin et les lignes, qu'il mit hors d'insulte par de nouveaux travaux; envoya 20 pièces de canon au fort Louis, et retourna à la cour. Nommé pour commander l'armée des frontières du Piémont, par pouvoir du 26 avril 1709, il plaça les troupes dans des endroits propres à rassurer le Dauphiné contre les desseins du duc de Savoie, qui menaçait cette province; fortifia deux défilés du mont Genèvre, et couvrit Briançon. Il obligea le duc de Savoie de reprendre la route du Piémont, d'abandonner Annecy et les autres postes que ses troupes avaient occupés pendant l'été. Il passa de là en Flandre, et y commanda, en l'absence et sous l'autorité du maréchal de Boufflers, par pouvoir du 5 octobre. Il laissa un corps d'infanterie au camp de Maubeuge, pour achever les retranchements commencés sur une hauteur qui dominait cette place. Commandant l'armée des frontières du Piémont, par ordre du 24 avril 1710, et par pouvoir du 2 mai, il y tint en échec le duc de Savoie. On le créa duc et pair de France, par lettres d'érection de la seigneurie de Warti en duché-pairie, sous le nom de *Fitz-James*, données à Versailles, au mois de mai, enregistrées au parlement de Paris, le 23 du même mois. Il commanda l'armée des frontières du Piémont, par pouvoir du 16 mai 1711, et empêcha le duc de Savoie de pénétrer dans le Dauphiné. Commandant la même armée, par pouvoir du 30 avril 1712, il fit une invasion dans le mar-

quisat de Saluces, mit tout le pays à contribution, pilla quelques villages, contint, pendant toute la campagne, le égnéral du duc de Savoie sur les frontières du Piémont, et lui ôta la liberté de descendre en Savoie. Il se préparait à se rendre à la cour, lorsqu'on le chargea du commandement de l'armée sur la frontière de la Catalogne, par pouvoir du 12 novembre. Ayant eu l'ordre de faire lever le blocus de Gironne, il ravitailla cette place, le 7 janvier 1713; et, après y avoir fait entrer des munitions de guerre et de bouche, il quitta la Catalogne, et revint à Paris. Il commanda les troupes auxiliaires en Espagne, et celles qui étaient en Roussillon, par pouvoir du 4 juin 1714. Il emporta Barcelonne d'assaut, le 12 septembre, après 61 jours de tranchée ouverte, et un combat qui dura depuis quatre heures du matin jusqu'à onze. Les rebelles se retirèrent alors dans la nouvelle ville, qui n'était séparée de l'autre que par une simple muraille; mais bientôt après ils se rendirent à discrétion. Le duc de Berwick fut nommé conseiller au conseil de régence, en 1719, et général de l'armée du roi de France sur les frontières d'Espagne (1). Il prit Fontarabie, le 16 juillet; Saint-Sébastien, le 1er août, et le château, le 17. Passant ensuite, avec son armée, du côté du Roussillon, il traversa les Pyrénées, s'empara du château d'Urgel, et mit le siége devant Roses : les pluies le contraignirent de lever ce siége. La France et l'Espagne firent la paix, au commencement de 1720. Le maréchal de Berwick eut le commandement de la Guienne, du Béarn, de la Navarre, du Limosin, de l'Auvergne, du Bourbonnais, du Forez, du Roussillon, et d'une partie du Vivarais, en 1721. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724, et nommé gouverneur de Strasbourg, par provisions du

(1) Le duc de Berwick éprouva alors beaucoup de regret d'être obligé de servir contre le roi Philippe V, pour lequel il avait si vaillamment combattu, et qui avait fixé en Espagne, par ses bienfaits, un des fils du maréchal de Berwick : en entrant sur le territoire espagnol, le maréchal écrivit au duc de Liria, son fils, pour l'exhorter à bien faire son devoir, et à combattre de son mieux pour Philippe V.

11 avril 1730. Il commanda, sur le Rhin, par pouvoir du 1er avril 1733. Appelé au commandement de l'armée sur les frontières de la Sarre, des Évêchés et du Rhin, par pouvoir donné à Compiégne, le 12 août, il investit le fort de Kehl, et y fit ouvrir la tranchée, dans la nuit du 19 au 20 octobre : le commandant de Kehl battit la chamade, le 28, et capitula. Commandant en chef l'armée du Rhin, par pouvoir du 1er avril 1734, Berwick força les lignes d'Etlingen, au mois de mai, et fit investir Philisbourg, le 23. Une redoute, qui se trouvait à 500 toises de la place, ayant été prise, le 24, le maréchal quitta, le 2 juin, son camp de Kislock, et marcha, avec le reste de son armée, devant Philisbourg, où il fit ouvrir la tranchée, le 3. Il y allait tous les jours, et visitait les travaux avec le plus grand soin. Le 11 juin, au soir, il ordonna qu'on commençât une sape, et qu'on poussât en avant la tranchée plus directement contre la place. La sape fut avancée, mais non pas la tranchée, comme il l'avait ordonné, et cela parce que les deux ingénieurs qui conduisaient l'ouvrage ne purent se mettre d'accord, et disputèrent jusqu'au matin. Le maréchal, ayant eu connaissance de ce différend, monta aussitôt à cheval pour aller l'apaiser; et, s'étant rendu dans la tranchée, il y fut tué d'un coup de canon, le 12 juin 1734, à 7 heures du matin (1) (2). (*Chronologie*

---

(1) En apprenant la mort du maréchal de Berwick, Villars, qui était malade à Turin, où il mourut le 17 du même mois de juin, s'écria, dit-on : « J'ai toujours eu raison de dire que cet homme-là était plus heureux » que moi. » Villars comparait alors la mort brusque du maréchal de Berwick, tué au champ d'honneur, avec la longue agonie qui le retenait dans son lit.

(2) Le maréchal de Berwick avait commandé les armées des trois premiers monarques de l'Europe, des rois de France, d'Espagne et d'Angleterre. Il avait fait 29 campagnes, et s'était trouvé à 6 batailles rangées. « Il avait, dit le président de Montesquieu, l'air froid, sec, même un peu » sévère. Jamais personne n'a su mieux éviter les excès; et, si j'ose me » servir de ce terme, les piéges des vertus. » Milord Bolingbrocke appelle le maréchal de Berwick le meilleur grand homme qui ait jamais existé. Plusieurs tacticiens mettent les talents militaires de Berwick en parallè-

militaire, tom. III, pag. 170; *mémoires du temps, Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique, du Père Griffet; Histoire militaire, de M. de Quincy; le président Hénault, Bauclas, Mémoires du maréchal de Berwick, imprimés à Londres, en* 1738; *Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IV, pag.* 384; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VI, pag.* 591.)

DE FITZ-JAMES (Édouard, *comte*), *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 17 septembre 1715. Il n'avait pas encore servi, lorsqu'on lui donna le régiment d'Infanterie irlandaise de Berwick, par commission du 22 décembre 1729. Il le commanda au siége de Kehl, en 1733, et au siége de Philisbourg, où le maréchal de Berwick, son père, fut tué à ses côtés, en 1734. Créé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740, il servit en Flandre, en 1742: on s'y tint sur la défensive. Employé à l'armée du Mein, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er avril 1743, il combattit avec la plus grande valeur à Dettingen; finit la campagne en Basse-Alsace, sous le même général, et fut employé pendant l'hiver à Lille, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1744, et créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai, il servit, comme brigadier, au siége de Menin. Déclaré maréchal-de-camp, le 7 juin, avec des lettres de service du même jour, il servit aux siéges d'Ypres et de Furnes. Il passa à l'armée commandée par le maréchal de Saxe,

---

le avec ceux de Villars, et disent que le premier, d'un caractère froid, tranquille et réfléchi, aimait, par préférence, la guerre défensive. Le talent particulier du maréchal de Berwick était de relever les choses désespérées, et de bien connaître les ressources qu'on peut avoir dans les malheurs. Il aimait sincèrement ses amis, et se plaisait à rendre service; mais sans vouloir en rien dire. Il avait un grand fonds de religion, ne disait jamais de mal de personne, et ne louait que ce qu'il jugait digne d'être loué. Il méprisait l'argent, ne dépensait cependant rien en frivolités, et employait une partie de sa fortune à faire du bien.

par lettres du 1er juillet, finit la compagne au camp de Courtray, et retourna commander pendant l'hiver à Lille. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il servit au siége de Tournay et fut un des maréchaux-de-camp qui commandèrent à ce siége, sous M. de Brezé, pendant la marche de l'armée aux ennemis, qui furent battus à Fontenoy. Il était de tranchée, lorsque la citadelle de Tournay capitula. Il marcha ensuite aux siéges d'Ostende et de Nieuport, et commanda pendant l'hiver dans cette dernière place. On le destina, le 18 décembre, à une expédition maritime qui n'eut pas lieu, et à l'occasion de laquelle il fut cependant fait prisonnier de guerre par les Anglais. Échangé, au mois d'avril 1747, il se rendit, le 15, à Gand; fut employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai, et commanda les brigades qui attaquèrent le village de Lawfeld et l'emportèrent. Il commanda aussi, pendant l'hiver, à Dendermonde, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée des Pays-Bas, par lettres du 15 mars 1748, il marcha, avec la division de M. le comte de Graville, qui partit de Malines et des environs, le 29, et arriva devant Maestricht, le 10 avril. Il servit au siége de cette place. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai, et retourna à Dendermonde, où il commanda jusqu'au 31 janvier 1749, époque à laquelle on rendit cette place à l'impératrice. Désigné pour servir à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il la joignit, au mois de mai; combattit à Hastembeck, et se trouva à la prise de Minden, d'Hanovre, et de plusieurs autres places. Employé à la même armée, par lettres du 16 mars 1758, il la joignit, au mois d'avril, tomba malade à Cologne, et y mourut, le 5 mai 1758. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 445; *mémoires du temps.*)

DE FITZ-JAMES (Charles, *duc*), *pair et maréchal de France,* cousin du précédent, naquit le 4 novembre 1712, et fut d'abord connu sous le nom de comte de Fitz-James. Il obtint le gouvernement et la lieutenance-générale du Limosin, sur la démission du comte Henri de Fitz-James,

son frère, par provisions du 28 décembre 1729. Il entra aux mousquetaires, en 1730; obtint une compagnie au régiment de cavalerie de Montrevel, le 31 mars 1732, et un régiment de cavalerie irlandaise de son nom, par commission du 16 mars 1733. Il commanda ce régiment au siége de Kehl, la même année; au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'armée du Rhin, en 1735. Créé duc de Fitz-James, et pair de France, au mois de juillet 1736, sur la démission de son frère aîné, il en prit le titre. Nommé brigadier, par brevet du 1er janvier 1740, et employé, en cette qualité, à l'armée de la Meuse, sous les ordres du maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il marcha, avec la première division, qui partit de Sédan, le 28, et conduisit son régiment dans le pays de Juliers, où il passa l'hiver. Il marcha, avec la seconde division de l'armée, lorsqu'elle passa, au mois d'août 1742, de la Westphalie sur les frontières de la Bohême, où il n'y eut que quelques escarmouches. Il rentra en France, avec l'armée, au mois de juillet 1743, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous les ordres du maréchal de Noailles. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai 1744, il fut employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai 1745, et servit au siége de Tournay, où il resta pendant que cette armée marcha aux ennemis pour la bataille de Fontenoy. Il servit ensuite aux siéges d'Oudenarde et de Dendermonde. On le destina, par lettres du 18 décembre 1745, pour servir, avec un corps de troupes qui devait s'embarquer; mais, cet embarquement n'ayant point eu lieu, il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1746. Il couvrit, avec l'armée, les siéges de Mons, de Saint-Guilain et de Charleroi, servit à celui de Namur, et combattit à Raucoux. Il se rendit à Gand, le 15 avril 1747; eut des lettres de service pour l'armée, le même jour; combattit à Lawfeld, et couvrit, avec l'armée, le siége de Berg-op-zoom. Employé, par lettres de service du 15 avril 1748, à l'armée des Pays-Bas, il servit au siége de Maestricht. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai. On le

reçut pair de France au parlement, le 7 mars 1755. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1756, il fut reçu, le 2 février suivant. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck, contribua à la prise de plusieurs places de l'électorat d'Hanovre, et rentra en France, au mois de novembre. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 16 mars 1758, il obtint, par commission du 30 mai, le régiment d'infanterie de Berwick, vacant par la mort de son frère; se trouva à la bataille de Crewelt, au mois de juin, et conduisit au mois d'octobre, 10 bataillons et 12 escadrons de l'armée commandée par le maréchal de Contades, à celle commandée par le prince de Soubise, qu'il joignit, le 9. Il combattit avec la plus grande distinction à Lutzelberg, le 10 du même mois, et rejoignit l'armée du maréchal de Contades, le 23. Il se démit, le 10 février 1759, de son régiment de cavalerie, en faveur de son fils. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai, il y commanda plusieurs détachements considérables; se trouva à la bataille de Minden, où il chargea les ennemis à la tête de la cavalerie, et rentra en France, au mois de novembre. Le roi le nomma pour commander dans la province du Languedoc et sur les côtes de la Méditerranée, par commission donnée à Versailles, le 16 septembre 1761. En 1756, il eut le commandement du Béarn, de la Navarre et de la Guienne. Il fut pourvu, en 1771, du gouvernement de la Bretagne, dont il se démit, au mois de mars 1775. On le créa maréchal de France, par état du 24 du même mois. Il mourut, au mois de mars 1787. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 462; *Gazette de France, Fastes militaires, par M. de la Fortelle, tom. II, pag.* 8.)

DE **FITZ-JAMES** (Jean-Charles, *duc*), *maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit le 26 novembre 1743, et fut d'abord connu sous le nom de comte de Fitz-James. Après avoir été lieutenant-colonel du régiment de Berwick, il en devint colonel-propriétaire. On le fit brigadier des ar-

mées du roi, le 22 janvier 1769, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE FITZ-JAMES (Édouard-Henri, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit à Paris, le 13 septembre 1750, et fut reçu chevalier de Malte, de minorité, le 21 mars 1752. Il fut fait colonel du régiment de Berwick, au mois de juin 1758, et créé brigadier des armées, le 1er janvier 1784. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il émigra, en 1791. On le trouve compris dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp, après 48 ans 8 mois et 10 jours de service. (*Etats militaires.*)

FITZ-ROI (Jacques), *duc de Montmouth, lieutenant-général*, naquit le 9 avril 1649. Il fut conduit d'Angleterre en France dès l'âge de 9 ans, et élevé dans la religion catholique. Charles II, roi d'Angleterre, ayant été rétabli sur son trône, en 1660, rappela à lui le jeune Fitz-Roi, le créa duc d'Arking, et pair du royaume, et le fit successivement comte de Montmouth, chevalier de la Jarretière, capitaine de ses gardes, et conseiller au conseil-d'état. Le comte de Montmouth passa en France, en 1672, et fut créé, par commission du 15 février, colonel-lieutenant d'un régiment d'infanterie qu'on leva à cette époque, sous le nom de Royal-Anglais, et qui fut composé de 24 compagnies. Il marcha, la même année, à la tête de ce régiment, et eut part à toutes les conquêtes que le roi fit en Hollande. Louis XIV lui donna, le 29 janvier 1673, des lettres de nomination de général de tous les sujets du roi d'Angleterre, qui étaient alors ou qui viendraient en France. Créé lieutenant-général, par pouvoir du 20 mai suivant, il obtint, par commission du 27 juin, le régiment de cavalerie anglaise du chevalier de Jons : ce régiment fut mis, par brevet du même jour, sous le titre de Royal-Anglais. Le duc de Montmouth servit au siége de Maestricht, et retourna en Angleterre, après la campagne. Il envoya sa démission du régiment Royal d'infanterie anglaise, au mois de juin 1674. Il fut

élu chancelier de l'université de Cambridge, en 1676. On licencia, le 10 mars 1676, le régiment de cavalerie anglaise qu'il avait eu au service de France. Le duc de Montmouth entra dans plusieurs conspirations contre le roi d'Angleterre, et tenta de soulever le peuple. Il hasarda un combat contre les troupes de Jacques II; mais il fut défait, eut recours à la fuite, et se cacha dans des buissons. Ayant été découvert 3 jours après sa défaite, il eut la tête tranchée. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 254; *mémoires du temps, Moréri.*)

DD **FLAHAULT** DE LA BILLARDERIE DE SAINT-REMI (Charles-César), *marquis de la Billarderie, lieutenant-général*, entra, comme cornette, dans le régiment de Saint-Germain-Beaupré (depuis Royal-Pologne), le 10 mars 1684; servit au camp commandé par M. de Boufflers, au mois de juillet, et obtint une compagnie dans le même régiment, sur la démission de son père, le 19 février 1686. Il se trouva, avec son régiment, à la prise de Philisbourg, de Manheim, de Franckenthal et de Mayence, en 1688, et servit à l'armée d'Allemagne, en 1690 et 1691. Il se trouva au siége de Namur, au combat de Steinkerque et au bombardement de Charleroi, en 1692; au siége de Huy, à la bataille de Neerwinde, au siége et à la prise de Charleroi, en 1693. Nommé major de son régiment (alors Gournay), le 18 novembre de la même année, il servit à l'armée de Flandre jusqu'à la paix, et au camp de Compiégne, en 1698. Il devint colonel de son régiment (alors Brissac), le 1er février 1699, servit à l'armée d'Allemagne, en 1701 et 1702, et se distingua particulièrement à la bataille de Fredelingen, le 14 octobre de cette dernière année. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, sur la démission du marquis du Châtelet, par commission du 17 janvier 1703, il le commanda, la même année, au siége de Kehl, à l'attaque des lignes de Stolhoffen, à la prise des retranchements de la vallée d'Hornberg, au combat de Munderkingen, à la première bataille d'Hochstedt, et à la prise de Kempten et d'Augsbourg. Il combattit à la seconde bataille d'Hoch-

stedt, sous le maréchal de Marchin, en 1704. Il fut nommé, le 4 avril 1705, pour remplir les fonctions de maréchal-général-des-logis de l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Villars, qui se maintint au camp de Sierck, d'où il couvrit la frontière. Il remplit encore, sous le même maréchal, et par ordre du 27 avril 1706, les fonctions de maréchal-des-logis de l'armée du Rhin, qui fit lever aux ennemis le blocus du fort Louis; força les retranchements de Drusenheim, et prit cette place, ainsi que Lauterbourg, Haguenau et l'île de Marquisat. Il fut fait troisième enseigne de la compagnie de Noailles, des gardes-du-corps du roi, le 7 juillet de la même année : ce qui ne l'empêcha point de finir la campagne en Allemagne. Il combattit à Oudenarde, à la tête d'une brigade, en 1708. Créé brigadier, le 29 janvier 1709, il servit, cette année, auprès du roi; devint deuxième enseigne, le 26 juillet, et premier enseigne, le 26 mai 1710. Il fut nommé troisième lieutenant de sa compagnie, le 22 octobre 1716; maréchal-de-camp, le 1er février 1719; et deuxième lieutenant, le 1er avril suivant. On le créa commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 1er janvier 1720, et grand'croix du même ordre, par expectative, le 6 décembre 1722. Il fut pourvu du gouvernement de Saint-Venant, par provisions du 21 décembre 1725. Il obtint le grade de premier lieutenant de sa compagnie, le 11 avril 1728, et la grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, en place, le 27 janvier 1732. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 15 septembre 1733, il servit au siége et à la prise de Kehl, et resta, pendant l'hiver, en Alsace par ordre du 1er novembre. Créé lieutenant-général des armées, le 20 février 1734, il eut des lettres de service pour l'armée du Rhin, le 1er avril suivant, et monta plusieurs tranchées au siége de Philisbourg. Il servit à la même armée, en 1735; commanda plusieurs camps volants, pendant la campagne, et servit, sur la Meuse, pendant l'hiver. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 21 août 1742, il concourut à la défense de cette frontière, et commanda en Hainaut pendant l'hiver. Employé à l'armée du Rhin, par

lettres du 1[er] avril 1742, il y commanda un camp considérable, comme premier lieutenant-général de l'armée, et la maison du roi, comme plus ancien lieutenant. Il tomba malade à Weissembourg, où il mourut, le 23 mai, à l'âge de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 140; *mémoires du temps, Histoire de la maison du roi, par l'abbé de Nœufville, tom. I, pag.* 72.)

DE FLAHAULT (Jérôme-François), *chevalier* puis *comte de la Billarderie*, *lieutenant-général*, frère du précédent, naquit en 1672. Il entra au service, en 1684, comme volontaire, dans la compagnie que son père avait au régiment de Saint-Germain-Beaupré, et fut fait lieutenant-réformé à la suite de la même compagnie, alors commandée par son frère, le 27 mai 1686. Il leva une compagnie au régiment de cavalerie d'Aumont, par commission du 20 août 1688; combattit avec ce régiment, à Marche-en-Famine, en 1691; servit au siége de Namur, se trouva au combat de Steinkerque, en 1692; au combat de Tongres, à la bataille de Neerwinde, et au siége de Charleroi, en 1693. Devenu exempt de la compagnie de Duras (depuis Bauveau), des gardes-du-corps du roi, par brevet du 6 février 1694, il servit en Flandre; se trouva à la canonnade de Deinse, en 1695; au siége d'Ath, en 1697, et fut employé au camp de Coudun, près Compiégne, en 1698. Il obtint, le 1[er] juillet 1703, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, et fit la campagne de Flandre en 1704. Il devint aide-major de sa compagnie, le 14 décembre 1705; combattit à Ramillies, en 1706; à Oudenarde, en 1708, et à Malplaquet, où il fut blessé au bras, en 1709. Créé brigadier, le 29 mars 1710, il fut employé à l'armée de Flandre, en cette année et en 1712, et y servit aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain. Employé à l'armée du Rhin, en 1713, il y servit au siége de Landau, concourut à la défaite du général Vaubonne, et se trouva au siége de Fribourg. Il obtint le rang d'enseigne, le 25 juillet 1716, et la place d'aide-major-général des gardes-du-corps, le 7 décembre 1717. Il fut promu au grade de maréchal-de-

camp, le 1[er] février 1719, et devint troisième enseigne de sa compagnie, le 16 décembre 1720. On lui donna l'expectative d'une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, avec la permission d'en porter les honneurs, par lettres du 27 avril 1721. Il eut la place de deuxième enseigne de la même compagnie, le 1[er] avril 1727, et la majorité des gardes-du corps, avec rang de lieutenant, par brevet du 16 avril 1729. Il fut pourvu du gouvernement du fort de Brescou, le 2 octobre suivant; et de celui de Saint-Quentin, en remettant celui de Brescou, le 1[er] mai 1731. On le créa lieutenant-général des armées, le 1[er] août 1734, et il eut une place de grand'croix de Saint-Louis, par provisions du 5 juillet 1738. Pendant toutes les années précédentes, il n'avait point quitté le service personnel du roi, qu'il suivit encore dans toutes ses campagnes, depuis 1744 jusques en 1748. Il se démit, au mois d'avril 1750, en faveur de son neveu, du gouvernement de Saint-Quentin, et obtint celui de Saint-Venant, par provisions du 6 du même mois. Il se démit de ce gouvernement et de la majorité des gardes-du-corps, le 15 juin 1753. Il mourut le 27 avril 1761. (*Chronologie militaire, tom. V*, p. 169; *l'abbé de Nœufville, tom. I, pag.* 344; *et additions au commencement du III[e] volume* (1); *mémoires du temps.*)

DE FLAHAULT DE LA BILLARDERIE (N...., *chevalier*), *maréchal-de-camp*, et fils de Charles-César de Flahault, qui précède, fut exempt de la compagnie de Noailles des gardes-du-corps du roi, puis enseigne de la même compagnie. On le créa brigadier d'infanterie, le 10 février 1759, et maréchal-de-camp, le 16 avril 1767. Il fut pourvu du gouvernement de la ville de Saint-Venant, à la mort de son père en 1761. (*États militaires.*)

DE FLAHAULT (N....), *chevalier de la Billarderie, maréchal-de-camp*, et frère puîné du précédent, fut d'abord

---

(1) On y trouve plusieurs anachronismes que nous avons rectifiés dans notre article.

exempt de la compagnie de Villeroi des gardes-du-corps du roi. On le créa brigadier de cavalerie, le 25 juillet 1763, et maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770. (*Etats militaires.*)

DE FLAHAULT (N....), *chevalier de la Billarderie*, *maréchal-de-camp*, et frère du précédent, avait servi dans les gardes-du-corps, lorsqu'il fut créé brigadier de cavalerie, le 16 avril 1767. On le nomma maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE FLAHAULT (Auguste-Charles-Joseph, *comte*), *lieutenant-général*, et parent des précédents, naquit le 21 avril 1785. Il entra au service, en 1800, dans un corps de volontaires à cheval qui accompagna le premier consul (Napoléon Buonaparte) en Italie. Il fut ensuite attaché, comme aide-de-camp, au général Murat, et fit avec beaucoup de distinction plusieurs campagnes, pendant lesquelles il parvint au grade de chef d'escadron du 13e régiment des chasseurs. Il s'était signalé à la prise d'Ulm, en 1805, sous les ordres de Murat, et avait mérité d'être cité avec éloge dans le rapport de cette affaire. Pendant la même campagne, il s'était encore fait remarquer dans différents combats qui précédèrent la bataille d'Austerlitz. En 1807, après la bataille de Friedland, il fut nommée officier de la Légion-d'Honneur. Il fit la campagne de 1809, en Autriche, et fut blessé au combat d'Ens. Il obtint, en récompense de ses services, le grade de colonel, et devint aide-de-camp du maréchal Berthier, major-général de l'armée. Employé, en 1812, à la grande-armée de Russie, il s'y distingua particulièrement au combat de Mohilow, le 26 juillet. Il fut promu au grade de général de brigade, le 22 février 1813, et devint presqu'en même temps l'un des aides-de-camp de l'empereur Napoléon. Il fut envoyé, au mois de mai, pour recevoir le roi de Saxe sur les frontières de la Bohême et l'escorter dans sa capitale. Il fit la campagne de cette année en Saxe, et se distingua à la bataille de Dresde. Il fut l'un des commissaires envoyés par Napoléon, pour traiter, à Neumarck, au mois de juin, d'un armistice avec les armées russes et prussiennes, et fut ensuite chargé

de traiter pour une prolongation de cet armistice. Le grade de général de division lui fut accordé, le 8 octobre, en récompense de la conduite qu'il avait tenue à la bataille de Dresde. Il donna de nouvelles preuves de bravoure et de conduite, aux journées de Léipsick, les 16 et 18 octobre, et à la bataille de Hanau, les 30 et 31 du même mois. Le 23 février 1814, il se rendit à Lusigny, chargé des pleins-pouvoirs de Napoléon, pour traiter d'une suspension d'armes avec les plénipotentiaires des souverains alliés; mais la conférence qu'il eut à ce sujet n'eut aucun résultat. Après la première abdication de Napoléon, le comte Flahault (1) envoya, le 16 avril, sa soumission au gouvernement provisoire. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet suivant, et obtint la croix de commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août de la même année. En mars 1815, le général Flahault reprit du service sous les drapeaux de Buonaparte, dont il redevint l'aide-de-camp, et qui le nomma pair de France, le 2 juin. Il fut envoyé à Vienne auprès de M. de Talleyrand, par Buonaparte, pour entamer des négociations avec les souverains alliés, alors rassemblés au congrès tenu dans cette ville, et pour requérir le renvoi en France de l'impératrice Marie-Louise et du jeune Napoléon; mais il ne put dépasser la ville de Stuttgard, et fut obligé de revenir en France sans remplir sa mission. Il combattit, avec Napoléon, aux journées de Fleurus et de Waterloo, et y déploya beaucoup de bravoure et d'intrépidité. Après la perte de cette dernière bataille, il revint à Paris siéger à la chambre des pairs, où, après la deuxième abdication de Buonaparte, il appuya la proposition de reconnaître Napoléon II pour empereur des Français. Il suivit l'armée française dans sa marche de Paris au-delà de la Loire. Quoiqu'il ne fût pas compris dans l'ordonnance du 24 juillet, il quitta cependant la France, et se rendit d'abord à Genève,

(1) Il avait été créé par Napoléon, d'abord baron d'empire, puis comte.

puis à Aix en Savoie, et enfin en Angleterre, où il épousa la fille de lord Keith. Il revint en France, avec son épouse, au mois de septembre 1819. Il ne figure point dans le cadre des officiers-généraux. (*Moniteur, annales du temps, états militaires.*)

FLAMAND (Jean-François, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Besançon, en Franche-Comté, le 21 juin 1766. Il entra au service comme soldat aux gardes-françaises, le 16 avril 1785, et fut licencié avec ce corps, le 30 août 1789. Il passa comme soldat dans la garde parisienne, le 1er septembre suivant, et fut congédié, le 1er janvier 1792. Entré comme soldat dans la garde conventionnelle du roi Louis XVI, le 22 février de la même année, il y reçut son congé, le 30 mai suivant. Il entra, le 15 septembre 1792, dans les grenadiers-gendarmes, qui devinrent grenadiers de la garde de la représentation nationale, et par suite garde consulaire et garde impériale. Il y fut fait sergent, le 31 juillet 1795; sergent-major, le 29 novembre 1796; adjudant-sous-lieutenant, le 10 décembre 1799; lieutenant en premier, le 2 décembre 1800, et capitaine-adjudant-major, le 9 décembre 1801. Il devint chef de bataillon, le 20 octobre 1806; passa en cette qualité au 1er régiment de tirailleurs de la garde, le 1er février 1809, puis au 1er régiment de grenadiers à pied de la même garde, le 11 avril suivant. Il fut fait colonel-major du 2e régiment de tirailleurs de la garde, le 29 mai 1809, puis du régiment des fusiliers-grenadiers de la garde, le 13 avril 1813. Napoléon le nomma général de brigade et adjudant-général de la garde, au corps des grenadiers à pied, le 14 septembre suivant. Le général Flamand a fait toutes les campagnes depuis 1792 jusqu'en 1815, aux armées de l'Ouest, d'Italie, au camp de Boulogne et à la grande-armée en Prusse, en Espagne, en Autriche, en Saxe et en France. Il a été blessé d'un coup de feu à l'épaule droite, à l'affaire de Laval, le 18 octobre 1793, et d'un autre coup de feu à la cheville du pied gauche, au combat de Duren, près d'Anvers, le 1er février 1814. Sous le règne de Napoléon, il

il a été nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804; officier de cette légion, le 14 mars 1806; commandant de la même légion, le 3 juin 1813, et chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer d'Italie, le 22 janvier 1814. S. M. Louis XVIII l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 juillet 1814. (*États et brevets militaires.*)

DE FLAMANVILLE, *voyez* BAZAN.

LE FLAMENC (Raoul), *maréchal de France*, se trouve qualifié tel, au voyage que le roi fit en Arragon, en 1285. Un état de la maison de Philippe le Bel indique que Le Flamenc exerçait la charge de maréchal de France, conjointement avec Jean de Harcourt, en 1287. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 113.)

DE FLAVIGNY, *voyez* DE LA BROSSE.

DE FLEURY, *voyez* D'ARGOUGES.

DE FLEURY DU BUAT (Charles), *maréchal-de-camp*, fut payé en cette qualité, à partir du 26 avril 1589. Employé dans l'armée du roi, il servit, la même année, au siége de Paris et à la bataille d'Arques. Il combattit à Ivry, en 1590, et se trouva aux siéges de Charenton, de Noyon et de Rouen, en 1591. Il n'est plus parlé de lui depuis cette époque. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 30.)

DE FLEXELLES (Nicolas), *comte de Brégy, lieutenant-général.* Il n'a pas été possible de découvrir les premiers services du comte de Brégy; cependant il paraît qu'après avoir été conseiller au parlement, il eut une lieutenance dans le régiment des gardes - françaises; qu'il fut ensuite ambassadeur en Pologne, et capitaine des gardes de la reine Christine, de Suède. On le fit maréchal-de-camp, par brevet du 1er août 1651, dans lequel il est qualifié de ci-devant ambassadeur en Pologne. Il obtint, par commission du 8 juillet 1652, un régiment de cavalerie, vacant par la mort du marquis de Saint-Mégrin; mais il n'y servit point.

Il fut promu au grade de lieutenant-général, par pouvoir du 16 juin 1655, pour servir à l'armée d'Italie, sous les ordres du prince Thomas et du marquis de Saint-André-Montbrun. Il paraît qu'il ne rejoignit pas cette armée. Il fut ensuite ambassadeur en Suède. On licencia son régiment, le 18 avril 1661. Nous ignorons ce qu'il est devenu depuis cette dernière époque, et la date de sa mort. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 213.)

DE FLORENSAC, *voyez* DE CRUSSOL.

DE FOIX (Odet), *seigneur de Lautrec*, *maréchal de France*, suivit Louis XII au siége de Gènes, en 1507, et fut du nombre des seigneurs qui, au refus des Suisses, montèrent à l'assaut du fort de Castel-Laccio, sur la montagne de Gènes: ce fort ne fut emporté qu'après un combat de plusieurs heures, pendant lequel Lautrec fut blessé à la cuisse. La ville de Gènes ayant été réduite, le 17 avril, le roi y fit son entrée, le 28, et Lautrec l'y accompagna. Il fut nommé chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et obtint une charge de maréchal de France, après la mort du maréchal de Chaumont, au mois de mars 1511. Au mois d'octobre de la même année, Lautrec conduisit, avec 300 lances et quelque infanterie, les prélats au concile de Pise. Il défendit, au mois de janvier 1512, contre les troupes du pape et du roi d'Espagne, la ville de Bologne: le duc de Nemours força les alliés d'en lever le siége au commencement de février. A la bataille de Ravenne, le 11 avril suivant, Lautrec, couvert de vingt blessures qu'il avait reçues en défendant le duc de Nemours, resta pour mort sur le champ de bataille. Le roi lui donna, au mois de mai suivant, le gouvernement-général de Guienne, qu'il a conservé jusqu'à sa mort. Lautrec, étant passé d'Italie en Guienne, marcha, au mois d'octobre suivant, sous les ordre du comte d'Angoulême (depuis François Ier), au secours de Jean d'Albret, roi de Navarre. Ce prince rentra dans son royaume, força Burgui, soumit Mirande, Tafalla, Aurillo, Sainte-Carre, Stella et toutes les forteresses des vallées de Ronçal et de Sennazar. Le duc d'Albe, étant entré dans

Pampelune, y mit une forte garnison; mais le roi de Navarre n'en forma pas moins le siége de cette ville, et fut bien secondé par Lautrec. Dans un premier assaut, donné à la place, Lautrec perdit un grand nombre des Français qu'il commandait. On se préparait à un second assaut, lorsqu'une nombreuse armée espagnole parut sur les hauteurs de Pampelune. La rigueur de la saison, le défaut de vivres, et la bravoure du gouverneur de Pampelune ayant obligé le roi de Navarre d'abandonner le siége, les Français enclouèrent leurs canons et rentrèrent en France. Au passage des Alpes, en 1513, Lautrec commandait le corps de bataille que conduisait François Ier. L'entrée de ce prince en Italie répandit la consternation parmi les alliés, qui croyaient le passage des Alpes d'autant plus impossible, qu'il était défendu par les Suisses; mais le roi avait pris une route regardée jusqu'alors comme impraticable, et que Lautrec avait été reconnaître. On pensa alors à gagner les Suisses qui s'étaient déclarés pour Maximilien Sforce, et cet accommodement ayant été conclu, le roi envoya le maréchal de Lautrec avec 400 hommes à Bufarola pour y porter l'argent qu'on était convenu de donner aux Suisses. Le roi comptant sur la paix avec ces derniers, s'avançait vers Milan, pour en prendre possession, lorsque les intrigues et la fureur du cardinal de Sion firent oublier aux Suisses leur ancienne droiture. Ils manquerent de foi au roi, et résolurent d'enlever le convoi d'argent que Lautrec conduisait à Bufarola et de surprendre l'armée: ils attaquèrent en effet François Ier à Marignan, le 13 septembre; mais la vigilance de Lautrec sauva le convoi. Instruit de l'infidélité des Suisses, il rebroussa chemin, revint par des détours à Galeras, ou le traité s'était fait, et fit avertir le roi de se tenir sur ses gardes. Il rejoignit l'armée après la victoire remportée par le roi à Marignan. Il forma, par ordre du connétable, en 1516, le blocus de Bresse; mais l'armée de l'empereur, forte de 30,000 hommes, l'obligea de lever ce blocus; cependant la retraite des Suisses ne permit plus à l'empereur de tenir la campagne. Lautrec commanda l'armée du Milanais en l'absence du connétable de

Bourbon. Il assiégea et prit Bresse, et fit sur Véronne une tentative qui ne réussit point, cette ville ayant été secourue avec un grand corps de cavalerie que lui donna Lautrec, le pape conquit le duché d'Urbin. La ville de Véronne fut consignée, le 15 janvier 1517, par ordre de l'empereur, entre les mains du maréchal de Lautrec, qui la remit depuis aux Vénitiens: François I[er] avait, au commencement de cette année, fait la paix avec l'empereur. En 1521, le pape et l'empereur se liguèrent pour enlever le Milanais aux Français. Dans le même temps les peuples de ce duché pensaient eux-mêmes à secouer un joug que la hauteur, la cruauté et l'avarice des gouverneurs avaient rendu insupportable. Le maréchal de Foix, se voyant attaqué de toutes parts dans le Milanais, envoyait au roi courriers sur courriers, pour annoncer le danger où il était, et la révolution qui se préparait. Lautrec eut alors ordre de se rendre dans le Milanais. Comme il n'y avait point d'argent dans le trésor royal, on lui en promit, et il partit sur cette assurance : mais il n'en reçut point, et ce défaut de secours mit Lautrec dans le plus grand embarras (1). La douceur eût pu ramener le Milanais ; mais Lautrec débuta par des exemples propres à inspirer la terreur. Son dessein étant d'intimider la noblesse qui pourrait être tentée de se révolter contre la France, il fit écarteler le seigneur Palavicini, qui avait été pris à l'attaque de la ville de Côme par le maréchal de Foix son frère, et confisqua tous les biens de Palavicini au profit de ce maréchal. Lautrec, fort inférieur en forces à l'armée des confédérés, espérait cependant pouvoir se soutenir en temporisant, et en ne hasardant rien. Prosper Colonne, général des troupes papales, paraissant résolu à assiéger Parme, Lautrec y fit entrer 400 gendarmes : le siége ne fut point entrepris. Colonne, ayant été renforcé par des troupes espagnoles, reprit ses desseins sur Parme. Cette

(1) La duchesse d'Angoulême, mère de François I[er], toute-puissante à la cour, et dont Lautrec avait encouru la haine par son indiscrétion et des railleries indécentes, détourna l'argent que le roi lui destinait.

place, serrée de près, ne pouvait tenir plus de trois jours; mais une bonne partie de l'infanterie de l'armée de Colonne ayant déserté, l'autre vint camper sur le Taro à deux lieues et demie de Parme, et Colonne fit sa retraite en désordre. Lautrec, content d'avoir sauvé Parme, ne chargea point les ennemis, comme il aurait dû le faire dans une conjoncture aussi favorable. Il s'empara de quelques châteaux, et repassa le Pô pour aller couvrir le Milanais. Il reçut alors un renfort de 12,000 Suisses. L'avant-garde de Prosper - Colonne avait passé le Pô, à Bersella, le 1er octobre : mais cette avant-garde, séparée du gros de son armée qui n'avait pu effectuer son passage le même jour, aurait été défaite, si Lautrec, campé au-dela du Pô dans le Crémonais, l'avait attaquée. Il différa encore, et contre l'avis des autres généraux, de charger l'armée des confédérés, et manqua, par cette raison, de les battre à Rebec sur l'Oglio. Le cardinal de Sion, toujours passionné contre la France, avait séduit 12,000 Suisses, qui se joignirent à Prosper-Colonne : Lautrec en avait autant dans son armée; mais les cantons suisses, indignés que 24,000 Suisses fussent tous les jours à la veille de s'entr'égorger, leur envoyèrent ordre de quitter le service. L'habile cardinal de Sion corrompit le courrier qui portait l'ordre aux Suisses de l'armée de Colonne; et Lautrec, qui n'avait ni les ressources ni le génie du cardinal, se vit tout à coup abandonné par les Suisses, d'ailleurs ennuyés d'une campagne pénible, faite au mois de novembre, dans un pays que les pluies inondaient. Pour surcroît de mécontentement, ils n'étaient point payés, et Lautrec ne put en retenir que 4000. Le cardinal de Sion non-seulement eut l'adresse de retenir ceux des Suisses qui servaient dans l'armée de Colonne; mais encore, malgré l'ordre des cantons, il engagea ceux de l'armée française qui se retiraient à suivre Colonne. Lautrec, affaibli et déconcerté par toutes ces diverses circonstances, mit quelques troupes dans Crémone et dans Pizzighitone, et se posta à Cassano pour défendre le passage de l'Adda et l'entrée du Milanais. Colonne l'y surprit quelques jours après, passa l'Adda, et fit avancer vers Milan le marquis de Pescai-

re, qui se rendit maître de cette ville, le 23 novembre. Lautrec, après avoir rassemblé ses soldats sur l'esplanade du château de Milan, laisse dans cette forteresse autant de troupes qu'on pouvait y en nourir pendant quelques mois, et prend le chemin de Côme avec 500 hommes d'armes et 4000 Suisses. A Côme, les 4000 Suisses quittèrent Lautrec et retournèrent dans leur pays : presque toutes les places du Milanais se rendirent alors, sans opposer aucune résistance aux ennemis. Lautrec conduisit à Crémone les 500 hommes d'armes qui lui restaient, entra par le château, et remit dans le devoir les habitants qui s'étaient révoltés. En 1522, Lautrec ayant reçu 10,000 Suisses que le roi lui avait envoyés, passa l'Adda le 1er mars, et marcha sur Milan; mais, jugeant que ce serait une témérité d'attaquer les retranchements des ennemis, il se borna à faire ruiner tous les moulins des environs, et vint camper à Cassano, sur l'Adda, pour en disputer le passage à François-Marie Sforce. Ce dernier, sous les auspices de l'empereur, et à la tête d'une armée d'Allemands et d'Italiens, parvint à pénétrer dans le Milanais, en évitant Lautrec, et en gagnant Pavie par des chemins détournés et beaucoup plus longs. Lautrec, n'ayant pu empêcher la jonction de Sforce avec Prosper Colonne, tomba sur Pavie, et y donna un assaut qui fut vaillamment soutenu par la garnison. Colonne ayant pendant la nuit jeté un secours d'hommes dans la place, Lautrec se retira, en présence de l'armée ennemie, qui tenta inutilement d'entamer son arrière-garde. Il alla se poster à la petite ville de Monza; et de son côté Prosper-Colonne vint camper entre Milan et Monza, dans un vieux château nommé *la Bicoque:* c'était un camp inaccessible, entouré de larges et de profonds fossés, défendu par des cavaliers de distance en distance et flanqué d'artillerie. Lautrec était bien éloigné de vouloir attaquer cette formidable position; mais les Suisses, fatigués de servir depuis long-temps sans être payés, le contraignirent à livrer le combat, en demandant avec fureur, ou leur solde, ou l'attaque des retranchements de Colonne, et en menaçant en même temps de quitter le service, si on ne cédait à leurs

volontés : ces Suisses composaient la moitié de l'armée. Lautrec, après leur avoir vainement remontré qu'il ne lui fallait que quelques jours pour affamer les ennemis et les forcer de se rendre, finit par leur dire : « Eh bien! combat- » tez donc : » l'attaque eut lieu, et Lautrec fut battu complétement. Les Suisses, qui d'abord avaient fait des prodiges de valeur, finirent par quitter le champ de bataille, au moment où la gendarmerie française, qui avait forcé la chaussée, prenait les ennemis à dos et les mettait en désordre. Dans cette affaire, qui eut lieu le 27 avril 1522, 3000 Suisses périrent, et ceux qui restaient reprirent la route des cantons. Lautrec revint en France, au mois de mai, et rendit compte au roi de cette malheureuse expédition. Le roi le reçut d'abord fort mal, mais le jugea moins coupable, lorsqu'il sut qu'il n'avait point touché les 400,000 écus qui avaient dû lui être envoyés (1). En 1523, Lautrec força les Espagnols de lever le siége de Bayonne, qu'ils espéraient emporter d'emblée. Ils assaillirent cette place par mer et par terre: mais tous les assauts qu'ils donnèrent pendant quatre jours furent toujours repoussés, et la présence de Lautrec anima jusqu'aux femmes et jusqu'aux enfants, qui suppléèrent à la faiblesse de la garnison, composée d'une poignée de soldats. Nommé pour commander en Languedoc, cette même année, Lautrec fit son entrée à Toulouse, le 5 septembre, et y commanda jusqu'au mois de mars 1526, époque à laquelle Anne de Montmorency, maréchal de France, obtint le gouvernement de cette province. Lautrec fut nommé amiral de Guienne par provisions du 31 janvier 1526. En 1527, il eut le commandement en chef de l'armée d'Italie, dite de la *ligue-sainte*. Cette armée fut composée, au mois d'août, de 26,000 hommes d'infanterie, de 1000 hommes d'armes et de quelque cavalerie légère. Lautrec

(1) On découvrit alors que la reine-mère avait touché cette somme. Elle nia cependant les avoir reçus du surintendant des finances, Jacques de Beaune, seigneur de Semblençay, chez lequel elle fit enlever la quittance qu'elle avait donnée. Cette affaire ne fut pas éclaircie alors ; mais, cinq ans après, Semblençay fut pendu, à la suite d'un procès qui dura deux ans.

assiégea Bosco, au territoire d'Alexandrie, et prit cette forteresse à discrétion. Il acheva d'affamer Gènes, déjà bloquée par terre et par mer, y entra par capitulation, et nomma Théodore Trivulce pour y commander au nom du roi : le doge Adorne rendit le château peu de jours après. Alexandrie capitula aussi, faute de secours. Lautrec soumit Vigevano, la Lommeline, Biagrassa, et emporta d'assaut la ville de Pavie (1). Ayant reçu, vers la fin du mois de septembre, l'ordre de marcher à Rome pour délivrer le pape que les Impériaux tenaient en prison, il décampa, passa le Pô, le 18 octobre, et parvint à détacher du parti de l'empereur le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue. La marche de Lautrec rendit la liberté au pape, qui lui adressa un bref de remercîment, au mois de décembre. Lautrec ayant tout disposé pour une expédition contre le royaume de Naples, arriva dans ce pays vers la fin de février 1528. Rien ne lui ayant résisté sur la frontière de l'Abruzze, il passa dans la Capitanate, où il se fit compter les 100,000 ducats que cette province fournit tous les ans aux rois de Naples. Il s'y empara du haras de l'empereur, et se servit des chevaux qu'il y trouva pour remonter une partie de sa cavalerie. Il entra dans Troja, où il trouva une abondante provision de vivres et de munitions, dont il avait grand besoin. Il prit Melphes d'assaut, y passa 7000 hommes au fil de l'épée, et fit prisonnier de guerre le prince de Melphes, la princesse et leurs enfants. Trani, Barlette et Venose se rendirent. Lautrec se mit en marche, le 3 avril, et se dirigea vers Naples. A son passage, Capoue, Nose, Acera, Averse ouvrirent leurs portes. L'armée française parut enfin, le 29 avril, à la vue de la ville de Naples, qui était défendue par l'élite de l'armée impériale et par le vice-roi lui-même. Lautrec prit le parti de la bloquer et de l'affamer. Pendant plus de trois mois que dura ce siége,

(1) « Il ne voulut, dit Brantôme, entrer dedans par les portes, mais par » la brèche et tout à cheval, la faisant un peu aplanir, pour manifester un » plus grand triomphe. »

les Impériaux furent battus dans une infinité de petits combats. La défaite et la mort du vice-roi, tué dans un combat naval; la consternation des Napolitains après la prise de Pouzoles, d'où les assiégés tiraient de temps en temps des vivres, tout concourait pour assurer à Lautrec la conquête de Naples, lorsque la contagion se répandit dans l'armée de Lautrec, qui en fut lui-même atteint, et mourut le 15 août 1528 (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 201 ; *Histoire de France du Père Daniel, Mézeray, le président Hénaut, Dupleix, Histoire du Languedoc, Histoire militaire des Suisses, Brantôme, Dictionnaire des maréchaussées, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VII, pag.* 39)

DE FOIX-LESCUN (Thomas), *maréchal de France*, frère puîné du précédent, renonça à l'état ecclésiastique, auquel on l'avait destiné dès son enfance, et embrassa la profession des armes. Il passa dans le duché de Millan, à la suite de François Ier, en 1515. Lors de la retraite de l'empereur, d'auprès de Milan, en 1516, Lescun donna sur son arrière-garde, et lui défit quelques troupes. Le maréchal de Lautrec lui confia un grand corps de cavalerie, qu'il joignit à l'armée du saint-siége; et le pape, avec ce secours, conquit le duché d'Urbin. Lescun reçut le collier de l'Ordre. La mort du maréchal de Trivulce ayant procuré au maréchal de Châtillon la place qu'il attendait, Lescun eut celle de ce dernier, par état donné à Paris, le 6 décem-

(1) Son corps fut porté en Espagne par un Espagnol qui espérait en tirer de l'argent; mais, 20 ans après, le duc de Sena, petit-fils de Gonzalve de Cordoue, le fit placer dans le tombeau de son grand-père, avec cette inscription : « Ferdinand Gonzalve, petit-fils du grand capitaine, a rendu les derniers honneurs à la mémoire d'Odet de Foix-Lautrec, quoiqu'il fût ennemi de sa nation. » Le maréchal de Lautrec était fier et dédaigneux, et d'un caractère très-impétueux. Son orgueil le portait à ne consulter que ses propres lumières, et jamais il ne sentit le prix d'un bon conseil. Il était très-brave, hardi et vaillant, mais plus propre à bien combattre qu'à bien commander.

bre 1518 (1). Commandant dans le Milanais, en 1521, pendant l'absence de Lautrec, son frère, il aliéna la noblesse, et aigrit les peuples par une sévérité déplacée. Sous prétexte d'arrêter les bannis de Milan, il tenta, contre la foi des traités, de surprendre Reggio, qui appartenait au pape (2). Lescun, se voyant attaqué de toutes parts, et à la veille d'une révolution, dépêcha courriers sur courriers au roi, qui se détermina enfin à envoyer le maréchal de Lautrec en Italie. Prosper Colonne, avec les troupes du pape et celles des bannis de Milan, paraissant vouloir menacer Parme, le maréchal de Lescun entra dans cette ville à la tête de 400 hommes d'armes. Colonne remit le siége devant Parme, et le continua jusqu'à la jonction des confédérés. Cette jonction faite, Colonne serra Parme de plus près; mais Lescun s'y défendit, et donna à Lautrec le temps de venir à son secours : les confédérés levèrent le siége. Au passage de l'Adda, vers Cassano, lorsque Prosper Colonne surprit Lautrec, le maréchal de Lescun accourut au bruit des arquebusades, et soutint d'abord une rude escarmouche; mais, les troupes ennemies grossissant à tous les instants, il se vit contraint de se retirer dans Milan. Il était au lit, accablé par la fatigue des travaux du jour précédent, et Lautrec parcourait dans la ville tout désarmé, lorsque les confédérés attaquèrent et emportèrent le faubourg de Milan : les Vénitiens, qui gardaient ce faubourg, l'abandonnèrent. La ville eut le même sort que le faubourg, et les ennemis s'en emparèrent, le 23 novembre. Lescun, qui avait été envoyé en France par Lautrec, revint dans le Mi-

(1) L'auteur du Dictionnaire des maréchaussées, toujours timide dans ses décisions, insinue, *tom. II*, *pag.* 182, que Lescun de Foix fut fait maréchal avant 1521, ou, suivant d'autres, en 1522; il eût été plus simple de dire qu'il ignorait l'époque de cette promotion. Le Père Anselme, dans son Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, et après lui ses continuateurs, disent aussi que Lescun fut fait maréchal de France avant 1521. Ce sont autant d'erreurs très-propres à répandre de l'obscurité sur la chronologie.

(2) Léon X l'excommunia pour avoir tenté de surprendre cette ville.

lanais, au mois de mars 1522, avec quelques troupes et de l'argent. Il se joignit à Montmorency, et tous deux marchèrent sur Novarre, dont le château tenait encore pour les Français. Novarre fut emporté d'assaut; et le gouverneur, qui s'était fait connaître plus par sa cruauté que par sa bravoure, fut puni de mort. Au combat de la Bicoque, le 27 avril, le maréchal de Lescun commandait l'avant-garde française, composée de la gendarmerie. Pendant que les Suisses faisaient des efforts inutiles pour assaillir le château, Lescun découvrit un pont de pierres qui y conduisait, y pénétra, et mit d'abord l'ennemi dans un grand désordre; mais la retraite des Suisses ayant donné aux Impériaux un nouveau courage, ils tombèrent, avec toutes leurs forces, sur le maréchal, et le contraignirent, ainsi que ses 400 gendarmes, de repasser le pont. Lescun eut, dans cette action, un cheval tué sous lui, et reçut une large blessure au visage. On lui reproche de n'avoir pas tenu assez long-temps dans Crémone, et d'être convenu, par capitulation, avec Prosper Colonne, non-seulement de rendre cette ville au mois de juillet, mais encore de faire évacuer toutes les autres places où les Français avaient garnison : le capitaine Cassanit, qui commandait la ville de Lecco, refusa de souscrire à cette capitulation. Le maréchal de Lescun combattit, avec beaucoup de valeur, à la bataille de Pavie, le 24 février 1525, fut blessé d'une arquebusade au bras, et d'un coup de feu dans le bas-ventre, et fut fait prisonnier avec le roi. Il avait conseillé ce monarque de lever le siége de Pavie, et de ne point risquer une bataille, avec une armée affaiblie par un gros détachement, et épuisée depuis quatre mois de siége, contre des troupes fraîches, et qui seraient appuyées par la garnison de Pavie, forte de 5000 hommes; mais quoique le maréchal de Foix eût désapprouvé le combat, il le soutint cependant avec une intrépidité héroïque; il servit de bouclier à son roi contre les coups qu'on lui portait, et ne cessa de le défendre que lorsque, tombant en défaillance, il fut enlevé par les ennemis. Il mourut des suites de ses blessures, le 3 mai 1525. (*Chronologie militaire*; *tom. II*, *pag.* 221; *Mézeray*, *le*

président Hénaut, Brantôme, Histoire de France, du Père Daniel; Dictionnaire des maréchaussées, Histoire militaire des Suisses, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV.)

DE FOIX, *voyez* D'ARJONY.

DE FONTENAY, *voyez* ANDREY *et* BONDOIS.

DE FONTENILLE, *voyez* LA ROCHE.

DE FORBIN (Joseph), *marquis de Janson, maréchal-de-camp*, leva d'abord une compagnie dans le régiment de la Roquevieille, par commission du 20 octobre 1683, et servit au siége de Luxembourg, en 1684. Sa compagnie ayant été réformée, par ordre du 26 septembre de cette dernière année, il en leva une nouvelle dans le régiment Royal, par commission du 20 août 1688, et servit, la même année, aux siéges de Philisbourg, de Manheim et de Franckenthal. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, en 1689, et sous M. le dauphin et le maréchal de Lorges, en 1691 et 1692. Il obtint, au mois de juillet 1692, le gouvernement d'Antibes, vacant par la mort de son père. Nommé premier enseigne de la première compagnie des mousquetaires, par brevet du 1er février 1693, il eut, le 4 avril suivant, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il combattit avec la plus grande valeur à Neerwinde, se trouva au siége de Charleroi, et devint deuxième sous-lieutenant de sa compagnie, le 1er novembre. Il continua de servir en Flandre jusqu'à la paix de Riswick, en 1698, et se trouva au camp de Compiégne, la même année. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702, il combattit, la même année, à Nimègue, et à Eckeren, en 1703. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 26 octobre 1704. Il combattit à la bataille de Ramillies, y enfonça les ennemis jusqu'à leur troisième ligne, et reçut une blessure qui l'empêcha de continuer son service. Il se démit de la sous-lieutenance des mousquetaires, au mois d'avril 1710,

et se retira dans son gouvernement d'Antibes, où il mourut, au mois de janvier 1728 (1). (*Chronologie militaire*, *t. VI*, *pag.* 577; *Gazette de France du* 21 *février* 1731.)

DE FORBIN (Michel), *marquis de Janson*, *maréchal-de-camp*, fils du précédent, avait servi pendant un an dans les mousquetaires, lorsqu'il fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie de Bretagne, par commission du 12 août 1717. Il commanda ce régiment aux siéges de Saint-Sébastien, de Fontarabie et d'Urgel, en 1719. Il obtint, par provisions du 1er décembre 1721, le gouvernement des ville et citadelle d'Antibes, en survivance de son père. Il servit, au camp d'Aimeries-sur-Sambre, en 1727, et entra en possession du gouvernement d'Antibes, à la mort de son père, au mois de janvier 1728. Il commanda son régiment, au camp de la Haute-Meuse, en 1730; à la prise de Nancy et de la Lorraine, en 1733. Créé brigadier, le 20 février 1734, il servit, en cette qualité, au camp de Stenay, d'où il se rendit en Alsace, au mois d'août. Il fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, et se trouva à l'affaire de Clausen. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1738, il se démit alors du régiment de Bretagne, et ne servit plus. Il possédait encore le gouvernement d'Antibes, en 1764. (*Chronologie militaire*, *tom VII*, *pag.* 157; *Gazette de France*, *mémoires du temps*.)

DE FORBIN (Michel-Palamède), *marquis de Janson*, *lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 23 octobre 1746. Il servit d'abord, comme capitaine de cavalerie, dans un régiment de cuirassiers. Nous ne connaissons pas ses autres services, ni la date de sa promotion au grade de lieutenant-général; mais nous le trouvons porté, pour la retraite de ce grade, après 30 ans 2 mois 7 jours de ser-

(1) L'abbé de Nœufville s'est trompé, lorsqu'il a donné à la mort du marquis de Janson la date du mois de novembre 1715.

vice, dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817.

DE FORBIN (Louis, *chevalier*, puis *baillif*), *lieutenant-général*, et issu d'une autre branche de la même famille que celle des précédents, naquit en 1632. Il servit d'abord sur les vaisseaux de Malte, et s'attacha ensuite au duc de Guise. Il obtint une compagnie dans le régiment de cavalerie de ce prince, lors de la levée de ce régiment, par commission du 22 octobre 1653. Étant allé à Naples, avec le duc de Guise, en 1654, il s'y distingua à la prise de Castellamare, le 15 novembre, et revint en France avec les troupes, en 1655. Il passa à l'armée d'Italie, en 1656, et y servit au siége et à la prise de Valence. Il se trouva au secours de cette place, au siége d'Alexandrie, à la prise des châteaux de Véras et de Novi, en 1657; au siége et à la prise de Mortare, en 1658. Il était premier capitaine du régiment de Guise lorsque ce régiment fut licencié, le 12 avril 1661, à la réserve de la compagnie mestre-de-camp, que l'on donna au chevalier de Forbin. Il passa avec cette compagnie en Hongrie, en 1664, et combattit avec distinction à Saint-Godard, le 1er avril. Il fut fait enseigne de la troisième compagnie française des gardes-du-corps du roi, le 27 octobre 1664, et major-général des 4 compagnie des gardes-du-corps, à la création de cette charge, par brevet du 15 décembre 1665. Il eut, en cette qualité, un brevet du 22 janvier 1666, pour tenir rang de lieutenant, à partir du jour de son brevet de major; et on lui donna, le 8 juillet 1667, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il accompagna, la même année, le roi dans sa campagne de Flandre, et servit aux siéges et à la prise de Tournay, de Douai et de Lille : il fut blessé dans la tranchée devant cette dernière place. Il fut employé à la conquête de la Franche-Comté, en 1668; sur les côtes et aux Pays-Bas, en 1670 et 1671; à la conquête de la Hollande, en 1672, et au siége de Maestricht, en 1673. Il obtint, par provisions du 3 juillet de cette dernière année, la charge de capitaine-lieutenant de la première compagnie des

mousquetaires, vacante par la mort du marquis d'Artagnan; se démit de la majorité des gardes-du-corps, finit la campagne à la tête de sa compagnie de mousquetaires, et servit le roi en Lorraine et dans la Haute-Alsace. Créé brigadier, le 13 février 1674, il servit au siége de Besançon. Commandant un détachement destiné à soutenir les fourrageurs, il eut un cheval tué sous lui. Il commanda sa compagnie à l'attaque de la citadelle; fit plus de 200 pas à découvert pour arriver à la première palissade, qu'il emporta; poussa jusqu'aux maisons de St.-Jean, et les força. Il marcha à la seconde palissade, qu'il enleva, et se rendit maître de l'église de Saint-Étienne. Cette action brillante, à laquelle la seconde compagnie des mousquetaires et 100 grenadiers eurent part, força la citadelle de Besançon de capituler, dès le lendemain. Le chevalier de Forbin fut ensuite employé au siége de Dôle. Il servit, en 1675, à l'armée du roi qui couvrit les siéges de Dinant, de Huy et de Limbourg, et qui, en 1676, prit Condé, après en avoir fait le siége. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1677, il commanda sa compagnie de mousquetaires à l'assaut de Valenciennes: ce fut elle qui emporta la place. Il marcha ensuite au siége de Cambray. Il se trouva à la bataille de Cassel, y combattit à pied, à la tête de sa compagnie, et défit le régiment des gardes du prince d'Orange. Après la victoire remportée dans cette journée, il monta à cheval, avec sa troupe, et poursuivit les ennemis à plus de deux lieues au-delà du champ de bataille. Il servit aux siéges de Gand et d'Ypres, en 1678. Pendant ce dernier siége, il attaqua, à la tête de sa compagnie, le chemin couvert, qui était défendu par un corps d'officiers ennemis, et l'emporta après le combat le plus vif: ce fut sa dernière campagne. Le roi le nomma, la même année, à l'abbaye de Preully. Il fut créé lieutenant-général, le 27 avril 1684, et mourut à Péronne le 2 mai suivant (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 319, *mémoires du temps*, *l'abbé de Nœufville*, *tom. II*, *pag.* 155; *Gazette de France.*)

DE FORBIN (Joseph), *marquis de Janson*, issu de la même famille que les précédents, fut promu au grade de *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1780. Il avait d'abord servi dans les mousquetaires, et avait été créé brigadier de cavalerie, le 16 avril 1767. (*Etats militaires.*)

DE LA FORCE, *voyez* DE CAUMONT.

FORNIER D'ALBE (N...., *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Nîmes, le 11 avril 1769. Il fut fait sous-lieutenant au régiment des chasseurs des Vosges, en septembre 1784, et passa capitaine au régiment des chasseurs de Champagne, en octobre de la même année. Il devint aide-de-camp du chevalier de Grave, en 1791, et fit, en cette qualité, le commencement des campagnes des armées du Nord et du Centre. Nommé, au mois de mai 1792, lieutenant-colonel du 18 régiment de dragons (ci-devant régiment du Roi), il devint aide-de-camp du général marquis de Montesquiou, au mois de novembre suivant, et fut fait colonel du même régiment, au mois de décembre de la même année 1792, pendant laquelle il fit les campagnes du comté de Nice et de la Savoie. Nommé adjudant-général, en mai 1793, il fit la première campagne de l'armée des Pyrénées-Occidentales, et y fut blessé d'un coup de sabre. Il fut destitué, au mois de septembre 1793. En 1795, il devint aide-de-camp-colonel du général Menou, et fit la campagne d'Égypte. Il fut réintégré dans son grade d'adjudant-général, en 1799. Il fit, en cette qualité, les campagnes de 1800 et 1801, à l'armée du Rhin, et toutes celles de la grande-armée, depuis 1805 jusqu'en 1814. Il reçut un coup de feu à la bataille d'Iéna. Il fut promu au grade de général de brigade, en 1809. Il eut le gouvernement de la place de Custrin, en Prusse, pendant un blocus de 13 mois, qui se termina au mois de mai 1814. Il fut un des inspecteurs-généraux de l'infanterie, pendant les années 1814 et 1815, et obtint ensuite la retraite du grade de maréchal-de-camp. Il est commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats militaires*, *Moniteur.*)

DE FORTIA (1) (Pierre-Paul), *baron de Pilles, maréchal-de-camp*, fut d'abord page du dauphin, qui devint roi sous le nom de Louis XIII. En 1611, quoiqu'il ne fût âgé que de 11 ans, on le pourvut d'une compagnie franche,

---

(1) La maison de Fortia, l'une des plus anciennes de la Catalogne, s'est établie en France dans le 14e siècle, et y a acquis beaucoup d'illustration par ses services civils et militaires. La branche aînée, dite d'Urban, a donné aux armées du roi un officier-supérieur, très-distingué dans la personne de François de Fortia, *seigneur* d'Urban, qui naquit au mois de mai 1631. Il commença à servir, dans le régiment de la marine, dès l'an 1651, et obtint la même année une compagnie qu'il commanda, en 1652, au combat du faubourg Saint-Antoine, où l'on vit Condé et Turenne se disputer opiniâtrément la victoire. Il se trouva ensuite au siége d'Étampes où il fut blessé; au forcement des lignes d'Arras et au siége de Montmédy, où il eut le bras cassé d'un coup de mousquet. En 1658, il commanda sa compagnie à la bataille des Dunes, et aux siéges de Dunkerque, de Bergues, d'Ypres et de Gravelines. Il passa avec sa compagnie dans le régiment Dauphin-Infanterie, le 15 juin 1667, et la commanda aux siéges de Tournay, de Douai, et de Lille, la même année, et à la conquête de la Franche-Comté, en 1668. Il fut fait colonel du régiment de Vermandois, le 8 juin 1671, et commanda ce régiment à tous les siéges de la campagne de Hollande, en 1672, et au siége de Maestricht, en 1673. Créé brigadier, le 12 mars 1676, il eut, le 24 du même mois, un ordre pour aller servir à l'armée de Catalogne, et se jeter dans les places du Roussillon qui pourraient être assiégées et y commander. Il fut employé à l'armée du Roussillon, par lettres du 8 avril, et nommé visiteur de l'infanterie dans la Guienne, par commission du 24 octobre suivant. Il passa l'hiver dans cette province, et se démit de la lieutenance-colonelle du régiment de Vermandois, au mois de décembre. En 1676, il retourna servir en Roussillon, où l'on se tint sur la défensive. Il fut nommé visiteur de l'infanterie dans la généralité de Bordeaux et de Montauban, et dans le pays de Foix, par ordre du 1er octobre. Il servit encore en Roussillon pendant la campagne de 1677, et combattit avec la plus grande valeur à la bataille d'Espouilles. Il commanda le régiment Dauphin, avec lequel il se trouva aux siéges de Bellegarde et de Puicerda. Il se distingua à ce dernier siége, en remplissant les fonctions d'ingénieur avec la plus grande capacité. Après la prise de la place, François de Fortia commanda le régiment de Sault, qui y fut placé en garnison. Ayant ainsi le commandement de cette place, jusqu'à ce que le roi y eût pourvu, il en fit sauter toutes les fortifications avant la conclusion de la paix. Le roi, ayant ordonné la construction de la forteresse de Mont-Louis, en donna le gouvernement à M. de Fortia,

en garnison au château d'If, et de la survivance de tous les gouvernements de Paul Fortia, son père. Il obtint, en 1614, le commandement de la galère qu'avait son père. Il servit, comme volontaire, dans les guerres de Guienne, en 1621; se distingua par son zèle et sa bonne conduite au siége de Montauban, et faillit y périr sous un tas de terre et de pierres enlevées par un fourneau de mine que l'ennemi avait fait jouer. Il obtint, la même année, à la mort de son père, le gouvernement de Marseille, et des châteaux d'If, Pomègue et Ratonneau. En 1627, il servit au siége de la Rochelle, que le duc d'Angoulême commença, le 10 août. Il se trouva à l'attaque du Pas-de-Suze, et aux siéges de Privas et d'Alais, en 1629. Il leva, par commission du 27 mars 1630, un régiment d'infanterie, qu'il commanda aux combats de Veillane et de Carignan, et au siége de Saluces. Son régiment fut licencié, au mois de janvier 1631; mais il le rétablit, le 16 août 1632, pour la guerre du Languedoc, après laquelle ce régiment fut encore licencié. Il le rétablit de nouveau, le 16 février 1655, et le conduisit en Italie, où il servit au siége de Valence. Le baron de Pilles se retira ensuite dans son gouvernement. On licencia son régiment, pour la troisième fois, le 22 juin 1636. Le baron de Pilles fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 9 mai 1649, et eut un ordre pour commander en Provence, où il résida jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 13 juin 1682. (*Chronologie militaire, tom. VI, p.* 261; *les historiens de la Provence, mémoires du temps, Histoire de la maison de Fortia, Paris*, 1808, *p.* 227 *et suivantes.*)

DE **FORTIA** (Alfonse-Toussaint-Joseph), *comte de Pilles, maréchal-de-camp,* et issu au 4e degré du baron de Pilles, qui précède, naquit le 23 novembre 1735. Il entra, en

---

par provisions du 25 mai 1679, et le chargea de la direction de tous les travaux. François de Fortia se trouva, en 1693, au siége de Roses, sous le maréchal de Noailles. Il mourut dans son gouvernement de Mont-Louis, au mois de février 1701. (*Chronologie militaire, tom. VIII, pag.* 21; *Histoire de la Maison de Fortia.*)

1750, dans le régiment d'infanterie du Roi, et fut pourvu, en 1754, de la charge de capitaine-gouverneur-viguier de la ville de Marseille, en survivance de son père (1). Du régiment du Roi, il passa, en 1762, dans celui des grenadiers de France, où il eut rang de colonel. En 1770, il fut nommé gouverneur de Balaguier; et, en 1774, il fut adjoint à son père, dans le gouvernement de Marseille. Lors de la réforme des grenadiers de France, en 1771, il avait obtenu le régiment provincial d'Aix, qu'il quitta, le 1er mars 1780, pour passer brigadier des armées du roi. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781, et mourut, en 1791, avant son père. (*Etats militaires*, *Histoire de la maison de Fortia*, *Paris*, 1808, *p.* 250 *et* 251.)

FOUCAUD DE MERLE (N....), *maréchal de France*, obtint cette charge, en juillet 1302, en même temps que Miles, seigneur de Noyers, en reçut également une : toutes deux étaient alors vacantes par la mort de Guy de Nesle, et de Simon de Melun. L'année suivante, le maréchal Foucaud de Merle sortit de Tournay, défit quelques troupes de la garnison de Lille, et fit plusieurs prisonniers. Le roi lui donna, et à ses héritiers en ligne directe, par lettres du mois de février 1304, 200 livres de rente. Par autres lettres données à Loches, en 1307, ce prince lui assigna tous les fruits et revenus de la terre de Guillaume de Clisson, dont il avait la garde. Le roi l'envoya dans le Lyonnais, en 1310, et à Vienne, en 1311. Il servit à l'armée de Flandre, en 1314. Nous ne savons pas ce qu'il devint depuis cette époque. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 115.)

DE FOUCAULT (Louis), *comte du Daugnon*, *maréchal de France*, fut élevé page du cardinal de Richelieu, et s'attacha ensuite au duc de Brezé, par le crédit duquel il ob-

---

(1) Toussaint-Alfonse, d'abord marquis, puis duc de Fortia, père du comte de Pilles, était le quatrième de sa maison qui fut capitaine-gouverneur-viguier de Marseille.

tint la charge de vice-amiral. Il servit, en cette qualité, dans l'armée navale, en 1640, et concourut, le 22 juillet, auprès de Cadix, à la défaite des Espagnols, qui eurent deux vaisseaux brûlés : les autres rentrèrent dans le port, à la faveur des ténèbres. En 1641, il monta sur la flotte destinée à secourir le roi de Portugal. Il se trouvait, en 1642, sur la flotte française, qui canonna celle des Espagnols d'abord, le 30 juin, à la vue de Barcelonne, et ensuite le 1er juillet, sur les côtes de Catalogne. Dans le premier combat, nous perdîmes un vaisseau, et les Espagnols en perdirent deux. Au second, il n'y eut aucun avantage de part ni d'autre. Le comte du Daugnon fut nommé lieutenant-général au gouvernement de Brouage, d'Oléron et des îles adjacentes, sur la démission du duc de Brezé, par provisions données à Paris, le 12 juin 1643. Il continua, en 1644, le service dans l'armée navale, qui commença le blocus de la place de Tarragone, que le maréchal du Plessis-Praslin avait investie par terre, et dont il leva le siége pour marcher contre l'armée espagnole. Le comte du Daugnon fut nommé, la même année, lieutenant-général au gouvernement d'Aunis et de la Rochelle, sur la démission du comte de Jonsac, par provisions données à Paris, le 2 juin. Il servit, en 1645, sur l'escadre qui bloqua Roses : cette plaee capitula, le 26 mai. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 9 mai 1646, il combattit, le 14 juin, sur la flotte qui mit en fuite les Espagnols, sur les côtes de Toscane. Le duc de Brezé, amiral, monté sur le tillac de son vaisseau, encourageait les Français à la poursuite de sa victoire, lorsqu'un boulet de canon lui emporta la tête. Le comte du Daugnon se retira promptement sur Toulon, pour s'assurer de Brouage, des îles de Ré, d'Oléron, et des tours de la Rochelle, où il commandait, sous le duc de Brezé. Sa retraite fit manquer la prise d'Orbitello, dont on leva le siége, au mois de juillet. Il leva, par commission du 6 juin 1648, un régiment d'infanterie, qui porta le nom de Brouage, et fut destiné à tenir garnison dans cette place. S'étant déclaré en faveur du parti du prince de Condé, on le destitua de ses charges, au mois de décembre 1651, et on licencia son régiment. Il se soumit,

en 1653, au roi, qui lui rendit la lieutenance-générale du pays d'Aunis, par provisions du 20 mars. On le fit maréchal de France, par état donné à Paris, le même jour, registré à la connétablie, le 16 mars 1654. Il quitta alors le nom de comte du Daugnon, et prit celui de maréchal de Foucault. Il se démit, au mois de juin, de la lieutenance-générale du pays d'Aunis, et ne servit plus jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Paris, le 10 octobre 1659. Il était alors âgé de 43 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 604; *Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire militaire, de M. de Quincy; Dupleix, l'abbé le Gendre, le président Hénaut, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Gazette de France.*)

FOUCQUET (Charles-Louis-Auguste), *duc de Belle-Isle, pair et maréchal de France,* naquit à Villefranche, en Rouergue, le 22 septembre 1684 (1), et porta le nom de comte de Belle-Isle jusqu'à sa promotion au grade de maréchal de France. Il entra dans les mousquetaires, au mois de janvier 1701. Nommé capitaine dans le régiment Royal-cavalerie, le 7 janvier 1702, il servit, en cette qualité, la même année, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Catinat, et passa, au mois de septembre, à celle que le marquis de Villars commandait, et qui devait joindre l'électeur de Bavière. Le comte de Belle-Isle eut un cheval tué sous lui à la canonnade d'Huningue, le 13 octobre, et fut blessé, le 14, à la bataille de Friedlingen. Il marcha, le 15, avec un détachement qui battit les ennemis, et eut encore un cheval tué sous lui. Employé, en 1703, dans l'armée du Rhin, commandée par le maréchal de Villars, il se trouva à l'attaque des retranchements, et au passage

(1) Il était petit-fils du célèbre et malheureux Nicolas Foucquet, surintendant des finances de Louis XIV, qui fut arrêté à Nantes, par ordre du roi, le 5 septembre 1661, et qui, après avoir été conduit successivement dans plusieurs prisons d'état, mourut dans celle de Pignerol, en 1680.

de la Kintzig, le 19 février. Il fut légèrement blessé, le 6 mars, en montant, comme volontaire, à l'assaut de l'ouvrage à corne du fort de Kehl. Il se trouva à la tentative faite contre les lignes de Stolhoffen, au mois d'avril; à la prise des retranchements de la vallée d'Hornberg, au commencement de mai; au combat de Munderkingen, le 30 juillet; à la bataille d'Hochstedt, le 20 septembre; à la prise de Kempten, le 14 novembre; au siége et à la prise d'Augsbourg, par l'électeur de Bavière et le maréchal de Marchin, le 14 décembre. Il servit encore, en 1704, en Allemagne, sous les mêmes généraux, et se trouva au combat de Donawert. Il reçut un coup de sabre et eut son cheval tué sous lui, à la bataille d'Hochstedt, le 13 août. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de dragons de son nom, sur la démission du comte d'Estrades, par commission du 11 janvier 1705, il le joignit aussitôt au siége de Vérue, que le duc de Vendôme faisait alors. Ayant marché au lieu dit *le Paradis*, où les ennemis avaient commencé à établir leurs ponts, il en arrêta la construction, et donna le temps au duc de Vendôme d'avancer. Il combattit à la journée de Cassano, le 16 août. Il commanda la place de Valeggio, pendant l'hiver de 1705 à 1706; battit les ennemis à la bataille de Calcinato, le 19 avril 1706, et y fut blessé. Il défit, avec son régiment, un bataillon de grenadiers de Brandebourg, et lui enleva ses drapeaux. Il battit aussi un détachement conduit par le général baron de Walkenstein, qu'il fit prisonnier. Le duc d'Orléans, qui avait employé le duc de Vendôme dans le commandement de cette armée, chargea le comte de Belle-Isle d'observer les ennemis au-delà du Pô. Belle-Isle surprit un camp de 3 régiments de cuirassiers, et fit plus de 300 prisonniers, dont 27 officiers. Au siége de Turin, il fut chargé de l'attaque de la contre-garde de la gauche, et l'emporta, à la tête de 800 dragons. Il contribua à la défense des lignes que les ennemis attaquèrent, le 7 septembre. Il passa, en 1707, de l'armée d'Italie à celle du Rhin, sous le maréchal de Villars, et y battit un corps de cavalerie, près du Necker. Employé, en 1708, à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, il chassa

de la Picardie un corps ennemi qui avait pénétré jusqu'à Doulens, et fit un bon nombre de prisonniers. Il entra, le 12 août, avec son régiment, dans la place de Lille, que le prince Eugène investit, le 13. Chargé de la défense du chemin couvert, à l'attaque de la gauche, il repoussa les ennemis, après le combat le plus vif; les empêcha de pénétrer dans la place d'armes, où déjà ils étaient entrés, et les en chassa. Il fut blessé dangereusement à la poitrine, dans une action qui eut lieu quelques jours après. On le vit cependant, au bout de 13 jours, reprendre son service, et entrer dans la citadelle. Lorsque le maréchal de Boufflers reçut du roi l'ordre de capituler pour la place de Lille, il donna le comte de Belle-Isle pour otage au prince Eugène. La brillante conduite que Belle-Isle avait tenue pendant la défense de Lille, lui valut le grade de brigadier de dragons, qui lui fut accordé, le 12 novembre. Employé, en 1709, à l'armée du Rhin, sous le maréchal d'Harcourt, il obtint la charge de mestre-de-camp-général des dragons, sur la démission du marquis de Hautefeuille, par provisions du 5 juillet. Il continua de servir, sur le Rhin, en 1710, 1711 et 1712. Pendant ces trois campagnes, il commanda toujours une réserve, avec laquelle il se signala dans plusieurs actions, et notamment en 1712, où, avec le corps des dragons et 30 compagnies de grenadiers, il défit l'arrière-garde ennemie, au passage du Rhin, près de Hagenbach. Après la campagne de 1712, il marcha, avec le maréchal de Berwick, au secours de Gironne; revint, au mois d'avril 1713, faire la campagne en Allemagne, et servit au siége de Landau : la paix se fit en 1714. Le comte de Belle-Isle fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 mars 1718, et nommé gouverneur d'Huningue, sur la démission du marquis de Puisieux, par provisions du 22 mars 1719. Employé, la même année, comme maréchal-de-camp, dans l'armée commandée par le maréchal de Berwick sur les frontières d'Espagne, il servit aux siéges de Fontarabie, de Castel-Léon, des ville et châteaux de Saint-Sébastien, du fort du Passage, et des ville et château d'Urgel : ces

places et châteaux tombèrent au pouvoir des Français (1). Le comte de Belle-Isle commanda, par lettres du 6 juillet 1727, le camp de la Moselle, qui fut assemblé, le 10 du même mois, et dissous, le 9 août. Il commanda aussi, par lettres du 8 août, celui de la Haute-Meuse, assemblé, le 29, et dissous, le 28 septembre. On lui donna le commandement dans les trois Évêchés, en l'absence du maréchal d'Alègre, par commission du 6 septembre : les provisions de ce commandement lui furent délivrées à Fontainebleau, le 13 octobre de la même année. Il entreprit, en 1728, de fortifier Metz, et suivit sans relâche l'exécution de ce projet qu'il avait conçu, et qui fut couronné d'un plein succès. Il n'oublia rien de ce qui pouvait rétablir la discipline militaire, et procurer la sûreté des frontières des trois Évêchés. Il commanda le camp de la Haute-Meuse, par lettres du 1er mars 1730. Créé lieutenant général des armées du roi, par pouvoir du 22 décembre 1731, il commanda le camp de la Moselle, par lettres du 2 août 1732. Il fut établi gouverneur et lieutenant-général des pays Messin et Verdunois, et gouverneur particulier de la ville et citadelle de Metz, à la mort du maréchal d'Alègre, par provisions données à Versailles, le 9 mars 1733. Il prêta serment, en ces diverses qualités, le 17, et se démit du gouvernement d'Huningue. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Berwick, par lettres du 15 septembre, il en fut détaché pour aller prendre possession de la Lorraine, et entra dans Nancy, le 13 octobre. On joignit à son commandement, dans les trois Évêchés et dans la Lorraine, le commandement sur la Meuse et la frontière de Champagne, par commission donnée à Fontainebleau, le 9 novembre. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1734, le maréchal de Berwick l'en dé-

(1) Revenu en France, à la paix, et le duc de Bourbon ayant alors succédé au duc d'Orléans, régent, dans le ministère principal, le comte de Belle-Isle se trouva enveloppé dans la disgrâce du ministre de la guerre Leblanc, et fut mis à la Bastille, d'où il ne sortit que pour être exilé dans ses terres.

tacha encore, avec 22 bataillons et 30 escadrons. Ayant jeté un pont sur la Sarre, le comte de Belle-Isle s'empara de Trèves, le 8 avril, et du château de Traerback, le 2 mai, après 7 jours de tranchée ouverte. Il partit de Traerbach, le 16 mai; arriva, le 26, à Spire, et se rendit au siége de Philisbourg. On fit, sous ses ordres, le 15, un logement sur la crête du chemin couvert de l'angle saillant de l'ouvrage à corne, à la gauche de l'attaque du Bas-Rhin, et un second logement à la droite de la même attaque, sur l'avant-chemin couvert. Le 28, à onze heures du matin, le comte de Belle-Isle commanda l'attaque de la brèche de l'ouvrage à corne : on établit un logement de 40 toises sur la crête de l'angle saillant de cet ouvrage. Il joignit, le 2 juillet, le duc de Duras, près d'Haguenbach, pour observer les mouvements du prince Eugène. Il monta la tranchée, le 9, devant Philisbourg, qui se rendit, le 18. Le comte de Belle-Isle fut encore détaché, le 23, pour observer la marche du prince Eugène. Pendant l'hiver, on lui donna le commandement du Hundsruck, sous les ordres des maréchaux du Bourg et de Noailles, par commission du 2 décembre 1734. Il avait été nommé chevalier des Ordres du roi, le 13 juin 1734, et fut reçu, le 1er janvier 1735. Il servit dans l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er mai, et commanda pendant cette campagne un corps détaché. Au mois de septembre, le comte de Seckendorff, qui avait formé le dessein de s'emparer de Trèves, y eût réussi par l'habileté de ses marches, sans la diligence du comte de Belle-Isle. Les ennemis fortifiaient Bingen; Belle-Isle les fit attaquer, le 27 septembre, les battit, et détruisit les ouvrages. Le comte de Seckendorff ayant marché de nouveau pour exécuter son projet sur Trèves, le comte de Belle-Isle se rendit, avec sa réserve, à Kaiserslautern, le 27, et arriva à Trèves en quatre jours d'une marche forcée, sans laisser aucun traîneur, par suite des précautions qu'il avait prises. Ayant rassemblé son armée, composée de 30 bataillons et de 66 escadrons, il se posta si avantageusement sur la Röer, qu'il donna au maréchal de Coigny le temps de marcher

à lui avec 40 bataillons et 36 escadrons. Ces dispositions déconcertèrent Seckendorff, qui se retira, après quelques escarmouches : les préliminaires de la paix furent signés en octobre; on publia un armistice, et les hostilités cessèrent, le 5 novembre. Le comte de Belle-Isle, uniquement occupé à mettre la frontière qui était sous ses ordres au point de ne rien craindre des états voisins, consacra le loisir que lui donnait la paix au perfectionnement des ouvrages des villes de Metz, de Thionville et de Sédan ; et, connaissant les avantages qu'on retirerait en temps de guerre du poste de Bitche, il le fit fortifier, et dirigea lui-même la construction des ouvrages dont il avait formé le plan. Il se démit, au mois de juin 1736, de la charge de mestre-de-camp-général des dragons, et obtint, par lettres-patentes données au mois de février 1737, tant pour lui que pour ses descendants, la permission d'orner l'écusson de ses armes des étendards de dragons. Après la mort de l'empereur Charles VI, le comte de Belle-Isle fut nommé, le 25 janvier 1741, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Allemagne, afin d'y négocier en secret la nomination de l'électeur de Bavière au trône impérial (1). Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 11 février, il prêta serment le 12 : son état ne fut enregistré à la connétablie que le 29 mars 1749. Il partit de Paris, le 4 mars 1741, et après avoir visité les cours des électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, il arriva à l'armée du roi de Prusse, en Silésie, le 26 avril, et eut, dès le 28, une audience du grand Frédéric (2). Il se rendit ensuite à Dresde, et engagea les rois de Prusse et de Pologne à soutenir l'électeur de Bavière, auquel la France s'était obligée

(1) Il se conduisit dans cette circonstance avec tant d'adresse et de dignité, que le grand Frédéric disait de lui avec admiration : « Il faut » convenir que ce maréchal de Belle-Isle est le législateur de l'Alle- » magne. »

(2) Frédéric l'ayant reçu à la tête de son armée, le maréchal de Belle-Isle, après avoir examiné le camp du roi, lui dit : « Sire, je viens d'ap- » prendre enfin l'art de camper. »

de fournir des troupes auxiliaires. De Dresde, il se rendit, au mois de juin, à Francfort-sur-le-Mein, où l'élection de l'empereur devait se faire. Nommé commandant de l'armée de France, sous l'électeur de Bavière, par pouvoir du 20 juillet, il demeura à Francfort jusqu'en novembre. Il en partit pour l'armée de Bohême, et tomba malade à Dresde, d'où il conduisit le projet de la prise de Prague, qu'il fit exécuter par le chevalier de Belle-Isle, son frère. Il se fit transporter en litière à Prague, où il arriva, le 28. Il détacha de son armée, réunie dans cette place, plusieurs corps de troupes, éloigna les ennemis, et conquit les deux tiers de la Bohême. L'état de sa santé l'ayant obligé de demander un successeur, en cas d'événement, le maréchal de Broglie fut envoyé pour prendre le commandement de l'armée. Le maréchal de Belle-Isle quitta Prague, le 27 décembre, et se rendit à Francfort, où il fit son entrée, le 28 janvier 1742. L'électeur de Bavière, protégé par la France, fut élu empereur, le 24, sous le nom de Charles VII, et cette élection fut l'ouvrage du maréchal de Belle-Isle, qui, dans ce conseil de rois, parut avec tout l'appareil d'un souverain. Il assista à la cérémonie du couronnement, où il déploya une grande magnificence. Étant revenu à la cour, le roi érigea sa terre de Gisors en duché, par lettres données au mois de mars 1742. Le maréchal de Belle-Isle repartit ensuite pour Francfort. Le roi d'Espagne le nomma chevalier de la Toison-d'Or, le 5 avril. Il eut un pouvoir, du 1er mai, pour commander l'armée de Bohême, sous l'empereur Charles VII, qui le créa prince de l'empire, par diplôme donné à Francfort-sur-le-Mein, le 12 mai. Parti de Francfort, dans la vue de concerter les opérations de la campagne avec les rois de Prusse et de Pologne, il arriva, le 20, à Pilzen, où il apprit que le maréchal de Broglie rassemblait les troupes, pour faire lever le siége de Frawemberg. Il joignit le maréchal à Pisseck, le 22, et ils campèrent, le 23, à Protivin, où ils séjournèrent, le 24. Pendant ce séjour, les grenadiers et les piquets de cavalerie et de dragons, avec 6 pièces de canon, s'avancèrent à Vodnian, dont ils s'emparèrent, après quelques heures d'escarmouches. On ré-

tablit aussitôt le pont que les ennemis avaient rompu, et l'infanterie s'en servit, ainsi que l'artillerie, pour passer la Blanitz : la cavalerie passa à gué. Le 25, après avoir fait 5 grandes lieues, coupées de marais, de rivières et de fossés, pour gagner Sahai, on rencontra les ennemis, qui étaient sortis de cette place, et qui avaient fait halte dans les bois, bien persuadés que les Français, n'apercevant aucunes troupes dans la plaine, y pénétreraient sans précaution. L'armée française s'étant rangée en bataille, ils parurent aussi en bon ordre ; mais on parvint à les forcer, et on rentra aussitôt qu'eux dans Sahai, d'où on les chassa. Les Autrichiens furent obligés de rentrer dans les bois, tandis que le maréchal de Broglie, avec la cavalerie et les dragons, battait leur cavalerie. Par suite de ce combat, le siége de Frawemberg fut levé, et le maréchal de Belle-Isle revint à Prague. Il en partit, le 31 mai, pour se rendre au camp du roi de Prusse, et de là à Dresde, d'où il rejoignit l'armée sous Prague. Sur ces entrefaites, le roi de Prusse avait traité en particulier avec la reine de Hongrie. Ce traité, conclu à Breslau, le 11 juin, eut lieu dans un temps où l'empereur avait le plus besoin du secours de la Prusse, et la défection des Prussiens donna aux Autrichiens une grande supériorité. Le prince Charles de Lorraine prit alors la route de Prague, avec une armée grossie des troupes que la reine de Hongrie retirait de la Silésie. Dans une conférence qui lui fut demandée, et qu'il eut, le 2 juillet, avec le maréchal de Konigseck, au château de Komorzan, à une demi-lieue de Prague, le maréchal de Belle-Isle rejeta la proposition qui lui fut faite de remettre la ville de Prague, et de se rendre à discrétion, ainsi que Marie-Thérèse l'exigeait. Le maréchal consentait cependant à se retirer, mais sous la condition que l'armée française aurait la liberté d'emmener son artillerie, ses armes et ses bagages. L'armée du prince Charles de Lorraine, qui investissait Prague, était forte de 75,000 hommes, tandis que les Français et les Bavarrois, soit dans le camp du maréchal de Broglie, soit dans la ville, n'étaient qu'au nombre de 35,000. Ce nombre, et la quantité de bouches inutiles qui avaient suivi

l'armée française, devaient empêcher que, faute de subsistances, on pût faire une longue défense. Cependant le maréchal de Belle-Isle, placé entre la honte de se rendre et les horreurs de la disette, ne transigea point avec l'honneur, et résolut de tenir jusqu'à la dernière extrémité. L'investissement de la ville de Prague et du camp français avait été complété, le 5 juillet. Le 1er septembre suivant, les ennemis, instruits que le maréchal de Maillebois marchait au secours des assiégés, demandèrent une nouvelle conférence au maréchal de Belle-Isle : elle se tint sur le chemin de Konigsgratz. Le maréchal de Konigseck ayant renouvelé les propositions qu'il avait déjà faites au maréchal de Belle-Isle, celui-ci répondit que ses troupes ne devraient leur liberté qu'à leur valeur, et rompit la conférence. Les attaques redoublèrent, et les ennemis continuèrent de battre en brèche. De leur côté, les assiégés faisaient des sorties avec succès. Le 12 septembre, les canons et les mortiers des assiégeants ayant cessé de tirer, sur les huit heures du soir, l'armée française, infanterie et cavalerie, coucha pendant la nuit au bivouac sur le rempart : les Autrichiens se retirèrent, le 13, vers deux heures du matin. Le 22, les maréchaux sortirent de Prague, et établirent des quartiers dans les environs. Le maréchal de Broglie ayant reçu ordre d'aller prendre le commandement de l'armée de Bavière, le maréchal de Belle-Isle resta seul en Bohême. Le prince Charles avait laissé aux environs de Prague, pour la bloquer, 4000 hussards, qui furent bientôt chassés de leurs postes, et contraints de s'éloigner à plus de 6 lieues de la ville; mais, après la retraite que fit le maréchal de Maillebois, le prince de Lobkowitz conduisit devant Prague 20,000 hommes, qui interceptèrent la communication des Français avec la Saxe. Les hussards ennemis reprirent alors les postes qu'ils avaient abandonnés, et la ville se trouva bientôt plus étroitement bloquée qu'elle ne l'avait encore été. L'hiver était rude, le pays ruiné, et l'on était obligé d'arracher aux ennemis, l'épée à la main, le peu de vivres qui restaient dans les environs. Le maréchal de Belle-Isle ayant reçu du roi l'ordre d'évacuer Prague, et de sauver l'armée

à quelque prix que ce fût, se prépara à exécuter cet ordre. La retraite cependant pouvait être jugée impraticable, puisqu'il fallait traverser 30 grandes lieues d'Allemagne, dans un pays dont les habitants, malintentionnés et épuisés eux-mêmes, n'étaient pas disposés à favoriser sa marche. Le froid d'ailleurs était excessif, et l'armée était affaiblie par les travaux d'un long siége : 6000 hussards voltigeaient sans cesse autour de Prague, et devaient, au moment du départ des troupes françaises, en instruire le prince Lobkowitz, qui campait à 5 lieues de là. Ajoutons à cela que chaque habitant de Prague était un espion, tout prêt à trahir les Français, et que le maréchal de Belle-Isle était alors atteint d'un rhumatisme douloureux, qui ne lui permettait pas de monter à cheval. Avant l'arrivée du prince Lobkowitz devant Prague, il avait remonté 2000 cavaliers, dragons ou hussards, et avec ce secours il avait fait des fourrages, amassé des subsistances, et s'était formé des attelages pour l'artillerie, les caissons et les vivres. Sous prétexte d'aller fourrager dans quelques villages, le maréchal de Belle-Isle sortit de Prague, dans la nuit du 16 au 17 décembre, et marcha sur une colonne fort serrée, pour assurer ses bagages et son artillerie. Le 17, sur les cinq heures du soir, il surprit, à Tucklowitz, un quartier de cuirassiers ennemis dont plusieurs furent tués, et le reste fait prisonnier. Marchant jour et nuit, il déroba, pendant vingt-quatre heures, sa marche au prince Lobkowitz. Il traversa dix lieues d'une plaine dans laquelle était ce prince, qui, avec toute sa cavalerie, n'osa l'attaquer, vu ses bonnes dispositions. Lobkowitz comptait cependant pouvoir arrêter le maréchal, par l'un des deux grands chemins dans lesquels il le croyait obligé de passer, et à cet effet il y avait posté toute son infanterie et rompu tous les ponts; mais le maréchal de Belle-Isle prit un troisième chemin intermédiaire, et arriva à Égra avant qu'on pût l'atteindre. Dans cette pénible retraite, qui dura 10 jours, et qui fut faite à travers des défilés, au milieu des glaces et des neiges, le froid emporta un grand nombre d'officiers et de soldats. Le maréchal, ne pouvant monter à cheval, se faisait porter

dans tous les lieux où sa présence était nécessaire, et les ennemis ne purent l'entamer : aussi les Français ne perdirent-ils d'hommes que ceux qui moururent de froid, ou qui n'eurent pas la force de suivre l'armée (1). Le maréchal de Belle-Isle, pour mieux couvrir le secret de son départ, faciliter sa première marche, et pourvoir à la conservation des malades qui restaient dans les hôpitaux, avait laissé une garnison dans Prague, et en avait emmené 40 otages pris parmi les trois ordres. En partant, il avait donné à M. de Chevert, dont il connaissait la capacité, le plan de la conduite à tenir; et cet officier, qui sut en profiter, obtint la capitulation la plus honorable. D'Égra, le maréchal de Belle-Isle mena ses troupes à Amberg, et les plaça dans des quartiers de rafraîchissement. Arrivé à Francfort, il y reçut, le 11 février 1743, l'ordre de la Toison-d'Or des mains du prince royal et électoral de Bavière, autorisé, à cet effet, par le roi d'Espagne. Au mois de juin 1744, le maréchal de Belle-Isle, étant dans son gouvernement des trois Évêchés, convint d'une neutralité, pour cette frontière, avec le commandant de Luxembourg. Il eut un pouvoir, du 1er août suivant, pour commander l'armée du Rhin, sous le roi, et conjointement avec les maréchaux de Noailles, de Coigny et de Maillebois. Il fut créé lieutenant-général au gouvernement des duchés de Lorraine et de Bar, par provisions du roi de Pologne, données à Lunéville, le 1er octobre : le roi lui permit d'accepter cette charge, par brevet du même jour. Le maréchal de Belle-Isle servit ensuite au siége de Fribourg, qui capitula, le 6 novembre : les châteaux se rendirent, le 25. Après ce siége, il fut envoyé par le roi à Munich, et de là à Berlin, pour régler, avec l'empereur et le roi de Prusse, les opérations de la campagne suivante. A son passage sur le territoire d'Hanovre, on l'arrêta, le 20 décembre, sous prétexte qu'il n'avait point de passe-port, et on le conduisit en Angleterre,

(1) Cette retraite de Prague fit le plus grand honneur au maréchal de Belle-Isle; l'Europe l'admira et la compara à celle des *Dix-mille*.

où il arriva, le 23 février 1745. Detenu dans le château de Windsor, il y demeura prisonnier jusqu'au 13 août, époque à laquelle on le déclara libre. Il partit de Londres, le 17, et arriva à Calais, le 25. Nommé général de l'armée du Piémont, sous l'infant don Philippe, par pouvoir du 10 novembre 1746, il chassa les ennemis de plusieurs postes, et arrêta leurs progrès en Provence. Il leur enleva, le 21 janvier 1747, la ville de Castellanne, après un assaut de trois heures, et sauva Antibes. Après avoir forcé les alliés de repasser le Var, il attaqua leur arrière-garde, le 3 février, au moment de son passage, en culbuta une partie dans le fleuve, et fit 9 à 10,000 prisonniers. Il continua de commander cette armée, par pouvoir du 1er juin de la même année. Dans le courant du mois de mai précédent, on avait repris, sous ses ordres, les îles de Sainte-Marguerite. Il passa le Var, le 3 juin; et, à son approche, 5 bataillons qui étaient dans Nice abandonnèrent cette place. Le maréchal fit ouvrir la tranchée devant le fort de Montalban, le 4, et détacha plusieurs corps qui s'emparèrent de la Turbie, de Luceran, et des hauteurs de Lescarennes: les ennemis en désordre se jetèrent alors les uns vers le col de Tende, les autres sur Vintimille. La garnison de Montalban se rendit, le 5, prisonnière de guerre. On dressa, le 6, les batteries contre Villefranche, qui capitula, le 11, et dont la garnison se rendit prisonnière de guerre. Vintimille eut le même sort, le 1er juillet. Pour obliger les ennemis à lever le siége de Gênes, qui était l'objet le plus important de cette campagne, le maréchal de Belle-Isle se détermina à une diversion du côté du Dauphiné, et envoya un détachement qui se porta dans la vallée de Sture. Le roi de Sardaigne, plus intéressé à se défendre qu'à inquiéter les Génois, rappela les troupes qu'il avait fournies au comte de Schullembourg; et ce général ennemi, privé du secours des Piémontais, décampa de devant Gênes, le 3 juillet. Les ennemis bloquant le château de Vintimille, le maréchal de Belle-Isle les attaqua, le 20 octobre, sur les hauteurs qu'ils occupaient, et les força de plier, de prendre la fuite, de repasser le vallon de Late, d'abandonner les postes de Castel

et d'Appio, et de passer la Roya, dont ils rompirent le pont. Les armées combinées ravitaillèrent alors le château de Vintimille. Le maréchal de Belle-Isle, nommé commandant de l'armée d'Italie, par pouvoir du 1er juin 1748, ne fit aucune expédition : les préliminaires de la paix avaient été signés, le 30 avril, et le traité fut conclu, le 18 octobre. Le maréchal resta en Italie jusqu'au mois de février 1749, époque à laquelle on évacua tout ce qu'on y avait conquis. Il fit achever, en maçonnerie, le retranchement devant Toulon, pour mettre cette ville à couvert du côté de la terre. Louis XV récompensa les importants services du maréchal de Belle-Isle, en le créant pair de France, le 24 avril. On le reçut à l'académie francaise, le 20 juin. Il se démit, le 9 mai 1753, du gouvernement de Metz, en faveur du comte de Gisors; mais le roi lui en conserva la survivance, ainsi que les appointements et le commandement. Il se démit aussi, le 9 juillet suivant, en faveur de son fils, de la lieutenance-générale des duchés de Lorraine et de Bar, dont le roi de Pologne lui réserva la survivance. Il fut nommé commandant sur toutes les côtes de l'Océan, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, par pouvoir du 30 décembre 1755. Devenu ministre d'état, le 16 mai 1756, il prit séance au conseil-d'état, le même jour. Il fut pourvu de la charge de secrétaire-d'état au département de la guerre, par provisions données à Versailles, le 3 mars 1758. Pendant les trois années que dura son administration, il fit rendre les ordonnances les plus sages et les plus utiles, ordonnances parmi lesquelles on remarque celle qui régla les nominations aux régiments, et qui arrêta l'abus de mettre à la tête des corps des enfants de douze ans, fils de grands seigneurs. Il empêcha, pour l'avenir, ces nominations de *colonels à la bavette*. L'école Militaire dut au maréchal de Belle-Isle son accroissement et ses embellissements; et ce fut sous ses auspices que l'on fonda, en 1759, l'ordre du Mérite militaire, pour les officiers qui professent la religion protestante. Il fonda, à Metz, en 1760, une académie qu'il dota de mille écus de revenu. Usé par l'âge et le travail, il mourut à Versailles, le 26 janvier 1761, à l'âge de

77 ans, sans laisser de postérité (1). Comme général, comme ministre, et comme homme privé, le maréchal de Belle-Isle avait réuni sur sa personne tous les genres de gloire et de respect. Il eut, comme presque tous les grands hommes, des calomniateurs et des envieux. (*Chronologie militaire, tom. III, p.* 333; *Mémoires pour servir à l'histoire de l'Europe, mémoires du temps, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII et IX*; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VII, pag.* 100; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IV, pag.* 164.)

FOUCQUET de la Bouchefolière (René-François), *comte* de Foucquet, *lieutenant-général*, fut fait lieutenant réformé au régiment mestre-de-camp général des dragons, le 6 octobre 1721; passa successivement par plusieurs grades, et obtint, le 29 novembre 1728, dans le même régiment, une compagnie qu'il commanda à la conquête de la Lorraine, en 1733, aux siéges de Traerbach et de Philisbourg, en 1734, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 21 février 1740, il fut nommé, par ordre du 20 juillet 1741, pour remplir les fonctions de maréchal-des-logis de la cavalerie de l'armée de Bohême. Il se trouva à la prise de Prague, au fameux bivouac de Pisseck, au combat de Sahay, au ravitaillement de Frawembeg, à la défence de Prague, à la brillante sortie de cette ville, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, et rentra en France, avec l'armée, au mois de février 1743. Il servit à l'armée de la Moselle, en 1744, et y contribua à la défaite du général Nadasty, sur les hauteurs de Saverne. Ayant ensuite suivit l'armée du Rhin, il servit au siége de Fribourg et passa l'hiver en Souabe, sous les ordres du maréchal de Coigny.

(1) Le duc de Gisors, son fils unique, jeune officier de la plus haute espérance et colonel du régiment de Champagne, avait reçu, en combattant avec la plus grande valeur à la bataille de Crewelt, une blessure, dont il était mort, le 26 juin 1758, à l'âge de 27 ans.

Il servit, en 1745, à l'armée commandée par le prince de Conti, qui se tint sur la défensive. Il commença la campagne de 1746, sous le même prince; mais, après le siége de Mons, il reçut l'ordre de conduire son régiment à l'armée des frontières du Piémont, et finit la campagne en Dauphiné. Créé brigadier, le 20 mars 1747, il remplit les fonctions de maréchal-général-des-logis, de la cavalerie de l'armée d'Italie, par ordre du 13 avril; se trouva à toutes les expéditions de cette campagne et exerça sa charge à la même armée jusqu'au dernier jour de février 1749. Déclaré alors maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été capédié, dès le 10 mai 1748, il se démit de son régiment. Employé à l'armée d'Allemagne, par titres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck, ainsi qu'à la conquête de quelques places de l'Électorat de Hanôvre, et revint en France au mois de novembre. Nommé lieutenant-général au pays messin, par provision du 25 mars 1758, il y fut employé, par lettres du 1er avril suivant, et y résidait encore en 1763. Il fut créé lieutenant-général des armée du roi, par pouvoir du 25 juillet 1762. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 9; *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE FOUCQUET (Jean-Gabriel-René-François), *marquis d'Auvillars*, naquit à Metz, le 13 mai 1751. Il fut fait colonel du régiment de Brie, le 13 avril 1780, et obtint, vers le même temps, la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. On le créa maréchal-de-camp, le 20 mai 1791, en vertu de la loi du 25 février précédent. Il a été admis à la retraite de ce dernier grade, après 26 ans 7 mois et 6 jours de service. (*Etats militaires, tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du* 1er *septembre* 1817.)

DES FOURNEAUX, *voyez* BIGOT.

FOURNIER (Jean-Louis, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Melle, en Poitou, le 2 juillet 1774. Il entra au service, le 18 août 1792, à l'âge de 18 ans, dans le 3e bataillon

des volontaires nationaux de son département (les Deux-Sèvres), et y fut promu, le même jour, au grade de sous-lieutenant. Il devint lieutenant au même bataillon, le 18 août 1793, et capitaine, le 6 juillet 1794. Le 3ᵉ bataillon des Deux-Sèvres fit partie de la 63ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne; et lorsque celle-ci éprouva, le 26 juillet 1798, une nouvelle organisation, le capitaine Fournier se trouva mis à la suite de ce corps. Il avait alors fait toutes les campagnes, depuis 1792, aux armées de l'Ouest, des Pyrénées-Occidentales et d'Italie; s'était trouvé aux batailles ou combats de Bressuire, Cholet, Thouars, Luçon et Chantonay, dans la Vendée; à la prise de la fonderie d'Orbescette, et à celle de Bilbao; à plusieurs combats et enlèvements de redoutes, en Espagne, sous les ordres des généraux Villot et Merle. Il avait également combattu en Piémont, dans plusieurs engagements entre les troupes françaises et les *Barbets*. En l'an 1798, il fit partie de l'expédition d'Irlande, et fut embarqué, avec sa demi-brigade, sur le bâtiment *la Loire*. Il fut nommé adjudant-major-capitaine au 65ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 28 octobre de la même année. En 1800, lors de la retraite de Bruchsal, il ramena 4 compagnies de ce régiment, qui avaient été oubliées sur les derrières de l'ennemi; se battit pendant un jour entier, et essuya plusieurs charges de cavalerie. Après la bataille de Jéna, le capitaine Fournier fut nommé, le 16 septembre 1806, chef de bataillon au 85ᵉ régiment de ligne, avec lequel il se trouva à la bataille de Pultusk. Le colonel de ce régiment (M. Duppelin), ayant été blessé au commencement de l'action, fut obligé de se retirer, et le chef de bataillon Fournier prit alors le commandement du corps, au moment même où une division de dragons russes entamait une charge, qui fut renouvelée jusqu'à quatre fois, et toujours repoussée avec succès par le 85ᵉ de ligne. A la bataille d'Eylau, le 8 février 1807, le chef de bataillon Fournier, étant à la tête de son bataillon, délogea les Russes d'un bouquet de sapins qui se trouvait au milieu du champ de bataille. Cette position fut disputée toute la journée, avec un acharnement extraordinaire. Fournier fut créé membre

de la Légion-d'Honneur, le 14 avril suivant. Pendant la campagne d'Autriche, en 1809, il commanda le 85ᵉ de ligne aux batailles de Tann, d'Eckmülh et de Ratisbonne. Il pénétra le premier dans cette dernière ville, après en avoir escaladé le rempart au moyen d'une échelle, et y fit mettre bas les armes à plusieurs centaines d'Autrichiens. Dans ces différentes affaires, il déploya un sang-froid et une bravoure qui furent remarqués et honorablement cités par le général de division Gudin, sous les ordres duquel il servait alors. A la bataille de Wagram, le 6 juillet 1809, le chef de bataillon Fournier, marchant à la tête du 1ᵉʳ bataillon du 85ᵉ de ligne, parut le premier sur le plateau à la gauche du village de Graffen-Neuziedel; il s'y maintint pendant toute la journée, malgré le feu terrible de l'ennemi, qui lançait sur ce point une grêle de mitraille et de boulets : le cheval que montait Fournier fut blessé en plusieurs endroits. Le chef de bataillon Fournier passa major au 17ᵉ de ligne, le 17 septembre de la même année 1809. Il fut fait colonel du 142ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 16 janvier 1813, et obtint la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, le 15 février suivant. Employé, la même année, à la grande armée, il y fit la campagne de Saxe. Il commanda son régiment à la bataille de Lutzen, le 2 mai, et enleva, sur le soir, le village de Kaïa, où l'on s'était battu toute la journée avec une opiniâtreté sans égale. Il chassa encore l'ennemi de deux autres villages situés dans la direction de Léipsick: dans cette affaire, le 142ᵉ de ligne perdit 900 hommes et 46 officiers, et le colonel Fournier eut son cheval tué sous lui, dans le village de Kaïa. A la bataille de Wurstchen, les 21 et 22 mai, il débusqua l'ennemi d'une position très-importante; le 142ᵉ de ligne perdit encore, dans cette affaire, 400 hommes et 10 officiers. Après ces deux batailles, et en récompense de ses services ainsi que de la bravoure qu'il y avait déployée, Fournier fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 10 août, et élevé au grade de général de brigade, par décret du 30 du même mois. Employé, en cette qualité, dans la 8ᵉ division du 3ᵉ corps de la grande-armée, par lettres du 20 septembre, il commanda la

1re brigade de la division Brayer, aux journées de Léipsick. A celle du 16, il fit mettre bas les armes à 7 ou 800 Autrichiens. Le 18, il fut détaché pour aller soutenir la division polonaise chargée de défendre le faubourg de Halle. Cette division était repoussée au moment où le général Fournier arriva; mais on reprit l'offensive, et l'ennemi fut rejeté dans la plaine. Le soir même, la brigade du général Fournier prit position à la gauche de la porte de Halle, en avant de l'hôpital militaire, sur la rive droite de l'Elster. L'île de Rosenthal, à laquelle on communiquait par un pont de bois, se trouvant derrière cette position, le général Fournier fit établir, pendant la nuit, une espèce de tête de pont, au moyen d'une grande quantité de soliveaux entassés les uns sur les autres. Le 19 octobre, vers neuf heures du matin, les ennemis commencèrent à attaquer avec beaucoup de vigueur le point important qu'occupait Fournier; mais la brigade de ce général les reçut à bout portant, et soutint un feu des plus vifs pendant plus de cinq heures. Quoique le général Fournier fût instruit, pendant cette action, de l'explosion qui avait détruit le pont de pierre de l'Elster, il ne songea cependant à effectuer sa retraite que long-temps après l'abandon de la porte de Halle par les troupes françaises. Enfin, il se retira en bon ordre par le pont de l'île de Rosenthal, auquel il fit mettre le feu en sa présence, et devant lequel il resta assez de temps pour s'assurer que le but qu'il se proposait était atteint. Il joignit ensuite la chaussée de Lindenau, sans être obligé de rentrer dans Léipsick (1). L'armée française opérant sa retraite

(1) La bonne contenance que fit le général Fournier pour se maintenir dans le poste qu'il occupait, rendit un grand service à l'armée française; car, si ce général eût dès le matin évacué l'espèce de tête de pont derrière laquelle il s'était retranché, il est probable que les désastres de cette fatale journée eussent encore été plus grands, puisque alors l'ennemi se serait porté directement sur la chaussée de Lindenau, et que les troupes françaises, encore encombrées dans Léipsick par suite de l'explosion prématurée du pont de pierre sur l'Ester, se seraient trouvées totalement coupées, et auraient infailliblement été prises par l'ennemi.

vers le Rhin, le général Fournier protégea sa marche, en occupant, le 20, les hauteurs de Weissenfelds, avec 10 bataillons. Sa brigade prit part à la bataille de Hanau, le 30 octobre. Après le passage de l'armée française sur la rive gauche du Rhin, le général Fournier passa à la 8ᵉ division du 6ᵉ corps d'armée, le 14 décembre. Il y reçut le commandement de la 1ʳᵉ brigade de la division Ricard, et le conserva jusqu'au 30 mars 1814. A la seconde bataille de Brienne, le 1ᵉʳ février 1814, le général Fournier forma, avec sa brigade, l'arrière-garde de l'armée, au village de Dienville. Il s'y battit pendant une partie de la nuit, et empêcha l'ennemi de s'emparer de ce village, jusqu'au moment où il reçut l'ordre de rejoindre l'armée. A la bataille de Champ-Aubert, le 10 février, la brigade du général Fournier fit sur l'ennemi 800 prisonniers. Le soir même de cette bataille, le général Fournier eut ordre de se porter sur Montmirail, avec la cavalerie légère, aux ordres des généraux de division Colbert et Nansouty. Il reçut, de Napoléon lui-même, les instructions relatives à cette expédition. Le 11 février au matin, et sans aucune autre troupe d'infanterie que sa brigade, il engagea, en face du village de Marchais, un combat avec la tête de colonne de l'armée ennemie. Le gros de l'armée française était alors en arrière de plus de quatre heures de marche; mais la brigade du général Fournier parvint à contenir l'ennemi sur le point de Marchais, et à l'empêcher de prendre une ligne de bataille plus avantageuse. Le général Fournier eut son cheval tué sous lui, et ses habits criblés de balles. A l'arrivée de l'armée française, le village de Marchais fut enlevé à la baïonnette par la division Ricard, qui se trouvait alors réunie, et par un régiment de la garde de Buonaparte (1). Le 14 du même mois de février, le général Fournier, marchant en tête de

(1) Quoiqu'une portion de la gloire acquise dans cette affaire appartînt au général Fournier, pour sa vigoureuse résistance aux efforts d'un ennemi supérieur en nombre, cet officier ne fut point mentionné dans le rapport adressé au maréchal duc de Raguse, commandant en chef le 6ᵉ

sa brigade, attaqua des premiers les colonnes ennemies à Vauxchamps ; son cheval reçut trois coups de feu dans les flancs : 3000 Prussiens furent forcés de mettre bas les armes, par suite d'une charge de cavalerie faite par la garde impériale. Le général Fournier prit part, avec sa brigade, à toutes les affaires que le 6ᵉ corps eut avec les ennemis, jusqu'à son arrivée sous les murs de Paris. Le 29 mars, le 6ᵉ corps prit position à Saint-Mandé ; et l'état-major-général de ce corps s'étant rendu à Paris, le général Ricard, qui l'y suivit, remit alors le commandement de sa division au général Fournier. Le 30 au matin, les généraux Pelleport et Fournier attaquèrent de concert et avec vigueur les troupes ennemies qui se trouvaient dans les bois de Romainville, et les repoussèrent jusque dans le village de ce nom. Pendant cinq heures, les 8ᵉ et 20ᵉ divisions françaises, commandées par ces deux généraux, firent sur ce point des efforts incroyables, ayant affaire à des forces plus que décuples. L'ennemi n'était cependant point encore parvenu à obtenir aucun avantage prononcé, lorsque le général Fournier fut mis hors de combat par une balle qui lui fit une blessure très-grave, en traversant de part en part la partie supérieure de sa cuisse droite. Obligé de quitter le champ de bataille, il remit le commandement de la division Ricard au major Polasson, du 144ᵉ de ligne ; et de ce moment il ne put prendre aucune part aux opérations militaires qui terminèrent la campagne de 1814. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 11 octobre de cette même année. En 1815, pendant les *cent jours*, le général Fournier fut employé, par commission du 29 avril, dans la division des grenadiers des gardes nationales faisant partie du 9ᵉ corps d'armée, sous les ordres du maréchal Brune. On le trouve

---

corp. Plus tard, le général Ricard a réparé cet injuste oubli, en délivrant au général Fournier un certificat, dans lequel se trouve une mention honorable de la conduite de ce général aux affaires de Champ-Aubert, Marchais, Vauxchamps et Montmirail.

classé, en 1822, parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats et brevetsmilitaires, Moniteur, annales du temps.*)

FOURNIER (François) *comte d'Aultanne, maréchal-de-camp,* naquit le 10 août 1659. Il servait depuis 1677, lorsqu'il leva, par commission du 20 février 1684, une compagnie de cavalerie, qui fut réformée par ordre du 26 septembre suivant. Le comte d'Aultanne fut alors entretenu capitaine réformé à la suite du régiment de Bartillac, par ordre du 1er octobre. Il leva, par commission du 20 août 1688, une compagnie dans le régiment de cavalerie de Cayeu, et la commanda à l'armée d'Allemagne, en 1690, 1691, 1692, 1693, 1694 et 1695. Devenu lieutenant-colonel de son régiment, par commission du 22 janvier 1696, il servit au siége de Valence, en Italie, et à l'armée de Flandre, en 1697; aux combats de Carpi et de Chiari, en 1701; à l'armée d'Allemagne, en 1702, et reçut à la bataille de Friedelingen plusieurs blessures, dont il resta estropié. En considération de ses services et de ses blessures, on lui accorda, le 3 décembre suivant, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il se trouva au siége de Kehl, à la bataille de Munderkingen, et à la première bataille de Hochstedt, en 1703, et combattit à la seconde bataille de Hochstedt, en 1704. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 17 septembre de cette dernière année, il le commanda à l'armée du Rhin, en 1705; à la prise de Drusenheim, de Lauterbourg et du fort Louis, en 1706; aux expéditions du maréchal de Villars, en Souabe et en Franconie, en 1707, et à l'armée du Rhin, en 1708. Il accepta, en 1708, avec la permission du roi, un régiment de cuirassiers des troupes du pape, et fut crée, par S. S., sergent de bataille, le 29 juillet. Le saint-père lui donna aussi la capitainerie de Vaison, par provisions du 20 avril 1709. Le comte d'Aultanne fut nommé brigadier des armées du roi, le 21 avril suivant, et combattit la même année à Malplaquet. Il servit en Flandre, en 1710 et 1711. Ayant été créé colonel-général des chevau-légers du pape, par commission du

10 novembre 1711, il se démit de son régiment en faveur de son fils, et quitta le service. Il fut cependant créé maréchal-de-camp, par brevet du 18 novembre 1721 : mais il ne servit point en cette qualité. Il mourut, le 2 décembre 1729. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 78, *Gazette de France, mémoires du temps.*)

FOURNIER (Esprit-Bruno), *comte d'Aultanne, lieutenant-général*, et parent du précédent, fut d'abord connu sous le nom de chevalier d'Aultanne. Il entra, au mois d'avril 1706, cornette dans le régiment dont son père était mestre-de-camp, et se trouva, la même année, à la levée du blocus du Fort-Louis, par les ennemis ; à la prise des retranchements de Drusenheim, et à celle de la ville de ce nom, de Lauterbourg, de Haguenau, et de l'île de Marquisat. Il combattit, en 1707, à l'attaque des lignes de Stolhoffen ; à Etlingen, à Pfortzheim, Winhing, et à Schondorff ; à la défaite du général Janus, à la prise de Suabe-Gemund, et à l'affaire de Seckingen. Il prit part aux courses que le maréchal de Villars fit faire depuis le lac de Constance jusqu'au Mein, et depuis le Rhin jusqu'à Nuremberg. Il continua de servir à l'armée du Rhin, en 1708 ; passa en Flandre, en 1709 ; combattit à Malplaquet, et devint lieutenant de la compagnie mestre-de-camp de son régiment, le 24 décembre de la même année. Il obtint, le 8 mars 1710, une commission pour tenir rang de capitaine ; servit en Flandre, s'y trouva à l'attaque d'Arleux, en 1711 ; au combat de Denain, et aux siéges du Quesnoy et de Douay, en 1712. Il passa à l'armée du Rhin, en 1713, et y servit aux siéges de Landau et de Fribourg. Après la réforme du régiment d'Aultanne, qui eut lieu par ordre du 10 novembre 1713, le chevalier d'Aultanne fut incorporé dans le régiment de Gesvres, avec lequel il fit la campagne d'Espagne, en 1719. Devenu major du même régiment, par brevet du 6 octobre 1724, il servit au camp de la Moselle, en 1727 ; au camp de la Sambre, en 1730 ; au siége de Kehl, en 1733 ; à l'attaque des lignes d'Etlingen et au siége de Philisbourg, en 1734 ; et à l'affaire de Clausen, en 1735.

Il obtint, le 13 avril 1740, une commission pour tenir rang de lieutenant-colonel de cavalerie ; et, le 20 juillet, on lui donna un ordre pour remplir les fonctions d'aide-maréchal-général-des-logis de l'armée qui passait en Bavière. Il marcha, avec cette armée, en Autriche, puis en Bohême ; se trouva à la prise de Prague, au bivouac de Pisseck, à la bataille de Sahai, à la levée du siége de Frawemberg, par les ennemis ; à la défense de Prague, et à la fameuse retraite que les Français firent de cette ville, au mois de décembre 1742. Il entra en France, avec l'armée, au mois de février 1743. On lui accorda, le 22 mars suivant, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il servit, la même année, à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles ; combattit à la bataille de Dettingen, le 27 juin ; devint lieutenant-colonel de son régiment, le 28 août, et finit la campagne en Basse-Alsace. Il fut fait maréchal-des-logis de la cavalerie de l'armée du Rhin, par ordre du 1er avril 1744. Créé brigadier, par brevet du 2 mai, il ne fut déclaré tel que le 13 août. Il concourut à la défense du Rhin, contribua à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern ; se trouva à l'attaque des retranchements de Suffelsheim et à l'affaire d'Haguenau, et servit à la prise des ville et château de Fribourg. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il combattit à Fontenoy, et servit aux siéges des villes et citadelles de Tournay et d'Ath. Il fut déclaré, le 13 août, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été accordé dès le 1er mai précédent, et se démit alors de la lieutenance-colonelle de son régiment. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il y servit, sous les ordres de M. le comte de Clermont, au siége de la citadelle d'Anvers, et combattit à Raucoux. Il passa, par lettres du 10 novembre, à l'armée d'Italie, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle ; joignit cette armée, au mois de décembre ; concourut à la défense de la Provence, d'où les ennemis furent chassés, et fut employé sur la frontière jusqu'à l'ouverture de la campagne suivante. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin 1747, il commanda, pendant une partie de la campagne, le camp

de Tournoux, sous les ordres du marquis de Villemur; joignit ensuite la grande-armée, marcha au secours de Vintimille, se trouva au combat livré sous cette place, et servit sur la frontière du comté de Nice pendant l'hiver et jusqu'au premier avril 1749. Créé lieutenant-général des armées du roi, le 21 avril de cette dernière année, il ne servit point en cette qualité. L'époque de sa mort ne nous est point connue. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 565; *Gazette de France.*)

FOURNIER-SARLOVÈSE, (François, *comte*), *lieutenant-général*, naquit dans la province du Périgord, en 1775. Il entra au service, en 1792, à l'âge de seize ans, comme sous-lieutenant de dragons, et passa successivement, lieutenant et capitaine dans la même arme. Devenu chef d'escadron de chasseurs à cheval, il commanda un régiment de cette arme à la bataille de Fleurus, le 26 juin 1794. Après les campagnes de l'armée de Sambre-et-Meuse, pendant lesquelles il s'était signalé par beaucoup de bravoure, d'intrépidité et de talents militaires, il fut nommé, en 1798, chef de brigade du 12e régiment de hussards: il n'était alors âgé que de 23 ans. Employé, en 1800, dans l'armée de réserve destinée à marcher en Italie, il y servit à l'avant-garde commandée par le général de division Lannes. Il se trouva, le 18 mai, à l'attaque des ennemis à Châtillon, y chargea à la tête de 100 hommes de son régiment, donna des preuves de la plus grande intrépidité, et mérita d'être cité avec éloge, dans le rapport du général en chef Alexandre Berthier: ce fut à l'impétuosité de la charge faite par les hussards du 12e régiment, que l'on dut le succès du combat de Châtillon. Après l'affaire de la Chiusella, le premier consul Buonaparte, étant venu passer la revue de l'avant-garde de l'armée de réserve, à Chivasso, ordonna au chef de brigade Fournier, de dire au 12e régiment de hussards qu'il était très-content de sa conduite, que la cavalerie allait être réunie, et qu'à la première bataille il voulait qu'elle chargeât la cavalerie autrichienne, pour rabaisser la morgue et la prétention de cette dernière. Effec-

tivement, le 12ᵉ de hussards, ainsi que son chef, le colonel Fournier, furent cités très-souvent dans les bulletins de l'armée, pour leur conduite pendant tout le reste de cette mémorable campagne de 1800, qui se termina par la bataille de Marengo. Les opinions du colonel Fournier étaient, disent les auteurs de la biographie des hommes vivants, fortement empreintes des idées républicaines : et ce fut probablement la crainte de l'influence que ce chef de corps pouvait exercer sur sa troupe, qui fut le motif pour lequel on le mit en arrestation, au moment où la proposition du consulat à vie de Buonaparte allait être soumise au vote de l'armée. Après avoir été enfermé au Temple pendant quelque temps, un ordre d'exil le confina en Périgord; et un second ordre l'envoya bientôt après en Amérique, sur les vaisseaux de l'expédition commandée par l'amiral Villeneuve. Les événements de la guerre maritime l'ayant ramené en France, il fut employé à la grande-armée d'Allemagne, et s'y trouva à la bataille d'Eylau, le 8 février 1807. Après la bataille de Friedland, gagnée sur les Russes, le 14 juin de la même année, le colonel Fournier, qui s'y était distingué, fut promu au grade de général de brigade, et nommé membre de la Légion-d'Honneur. Employé à l'armée d'Espagne, il y servit, pendant la campagne de 1808 et 1809, dans le corps du maréchal Ney. Il commandait à Lugo, en 1809, lorsqu'un corps de 18 à 20,000 hommes, tant du corps de ligne de la Romana, que de l'insurrection galicienne, sous les ordres du général de Mahi, vint presser vivement cette place. Malgré la faiblesse du nombre des troupes qui composaient la garnison de Lugo, le général Fournier résista aux efforts de ses nombreux adversaires. Cependant, après avoir épuisé tous ses moyens de subsistance, il se serait trouvé forcé de capituler, lorsque l'avant-garde de l'armée du maréchal Soult arriva, le 22 mai, devant Lugo, et força les assiégeants de se retirer. Cette belle défense de Lugo valut au général Fournier le titre de comte, et la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. En 1812, il fut employé dans le 9ᵉ corps de la grande-armée, et fit la campagne de Russie. Pendant la retraite de

Moskow, il se signala particulièrement au passage de la Bérésina, le 28 novembre, en faisant exécuter à la cavalerie qu'il commandait, plusieurs charges brillantes. Il fut nommé général de division vers la même époque. Il fit en cette qualité la campagne de Saxe, en 1813, et donna de nouvelles preuves de valeur et de talents, à la bataille de Léipsick, les 16 18, et 19 octobre. Il avait été nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juillet précédent. Après les désastres de cette campagne, et pendant la retraite de l'armée française vers le Rhin, le général Fournier tint, sur les continuels projets de guerre de Napoléon, un langage que celui-ci improuva, et par suite duquel il fit arrêter le général Fournier, qui fut aussitôt remis entre les mains des gendarmes, pour être conduit à Mayence. Quelques Cosaques russes, ayant paru sur la route, menacèrent l'escorte, et le général Fournier profita de cette circonstance pour recouvrer sa liberté. Il se rendit volontairement à Mayence, où il demanda des juges. Napoléon le destitua bientôt après, et ordonna sa mise en surveillance illimitée. Le comte Fournier était, en Périgord, dans cette espèce d'exil, lorsque la restauration du trône des Bourbons vint, en 1814, le rendre à la liberté et à son emploi militaire. Il fut créé, par S.M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 août de la même année. En 1815, pendant les *cent jours*, il refusa de remplir aucunes fonctions civiles ou militaires. Après la seconde restauration, il fut nommé candidat à la chambre des députés par l'arrondissement de Sarlat (Dordogne). Il fut aussi chargé du licenciement du 9ᵉ régiment de chasseurs à cheval. En 1816, il fut nommé inspecteur-général de cavalerie et employé en cette qualité dans la 10ᵉ division militaire. En 1818, on le choisit pour être l'un des membres de la commission chargée d'organiser le système de défense de la France. En 1819, il eut l'inspection-générale de la cavalerie dans la 13ᵉ division militaire. On le trouve compris, en 1822, dans le tableau des lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

FOY (Maximilien-Sébastien, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Ham, en Picardie, le 3 février 1775. Il entra, en qualité d'aspirant, dans le corps royal d'artillerie, à l'école de la Fère, le 1er novembre 1790; devint élève sous-lieutenant d'artillerie, le 1er mars 1792, et passa lieutenant en second au régiment d'artillerie à pied, le 1er novembre suivant. Il fit en cette qualité la campagne de 1792, dans l'armée du Nord, commandée par le général Dumourier. Après la retraite de la Belgique, il fut nommé, le 15 avril 1793, capitaine dans la 12e compagnie d'artillerie à cheval, dont il devint capitaine-commandant, le 1er septembre suivant. Il fit, avec cette compagnie, les campagnes de 1793 et 1794, dans l'armée commandée successivement par les généraux en chef Dampierre, Custines, Houchard, Jourdan et Pichegru. Traduit au tribunal révolutionnaire du représentant du peuple Joseph Le bon, dans le mois de juin 1794, il dut sa mise en liberté à la révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), et alla prendre alors le commandement de la 5e compagnie du 2e régiment d'artillerie à cheval, qui servait à l'armée de la Moselle. Il fit avec cette compagnie les campagnes de 1795, 1796 et 1797, et se distingua au passage du Lech. Il se trouva, le 13 août 1796, au combat de Kamlach, où sa compagnie, ainsi que le 4e régiment de dragons, marchèrent, sous les ordres immédiats du général Abatucci, à la poursuite du corps des émigrés commandé par le prince de Condé. A l'assaut de la tête du pont de Huningue par les Autrichiens, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 1797, les grenadiers hongrois ayant escaladé la demi-lune avancée, l'infanterie française se retira; le capitaine Foy, qui ne pouvait plus faire diriger le feu de ses pièces sur les ennemis, déjà maîtres des fossés, fit allumer des obus et les fit rouler dans ces fossés, qui se trouvaient remplis d'Autrichiens. Cette action hardie fit échouer l'escalade, et la demi-lune ne fut abandonnée que lorsque l'ennemi, très-supérieur en nombre, y fut entré par la gorge. Au passage du Rhin, à Diersheim, le 21 avril 1797, le capitaine Foy porta, de son propre mouvement, sa compagnie d'artillerie légère dans une île du Rhin,

à 100 toises du rivage ennemi, et attira ainsi sur lui le feu de la mousqueterie et de l'artillerie des Autrichiens, auxquels il fit cependant éprouver de grandes pertes en hommes et en chevaux. Cette diversion favorisa l'embarquement des troupes françaises, leur passage, et leur établissement sur la rive gauche du fleuve. Le capitaine Foy fut très-grièvement blessé dans cette affaire, à la suite de laquelle il fut nommé chef d'escadron au 2e régiment d'artillerie à cheval, le 23 du même mois de juin. Il servit, en 1798, avec son régiment, à l'armée d'Angleterre, et vint, à la fin de la même année, faire la campagne de Suisse, sous les ordres du général Schauenbourg. Il servit, en 1799, à l'armée du Danube, sous les ordres du général Masséna, et fit la campagne en Suisse. Au passage de la Limath, le 25 septembre, le chef d'escadron Foy, qui commandait l'artillerie de la division Lorges, reçut, avec 9 pièces de canon, une charge de 2000 chevaux russes. Sous le sabre de l'ennemi, il fit tirer à mitraille sans discontinuer, et fut dépassé de plus de 200 toises dans la mêlée; mais, par sa fermeté et ses bonnes manœuvres, il parvint à sauver ses pièces, après avoir fait un carnage horrible des Russes, qui avaient voulu empêcher le débarquement des troupes françaises. Les dispositions qu'il avait faites, et la manière habile dont il avait placé plusieurs batteries contribuèrent beaucoup au succès de cette journée. Nommé adjudant-général chef de brigade, il fit en cette qualité le commencement de la campagne de 1800 à l'armée du Rhin. Il marcha ensuite avec le corps d'armée aux ordres du général Moncey, qui traversa la Suisse pour aller joindre l'armée d'Italie vers Marengo. Il commanda, comme adjudant-général, une brigade d'infanterie d'élite formant l'avant-garde de l'armée d'Italie, en 1801, et remporta, à la tête de cette brigade, un avantage considérable sur les troupes autrichiennes à Peri, à l'entrée du Tyrol. Après la paix d'Amiens, il rejoignit le 5e régiment d'artillerie à cheval, dont il avait été nommé colonel. En 1803, il fut chargé du commandement des batteries flottantes destinées à la défense des côtes de la 16e division militaire, et fut nommé membre de la Lé-

gion-d'Honneur, le 1er décembre. Il fut employé comme chef d'état-major d'artillerie au camp d'Utrecht, en 1804, et obtint, le 14 juin de la même année, la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Il fit, comme colonel d'artillerie, la campagne de 1805, en Allemagne et en Autriche, au 2e corps de la grande-armée. Il commanda, en 1806, l'artillerie du corps d'armée stationné dans le Frioul. Au commencement de 1807, le colonel Foy fut envoyé en Turquie, pour y commander un corps de 1200 canonniers que Napoléon Buonaparte prêtait au sultan Sélim, pour les employer contre les Russes et les Anglais. Les canonniers revinrent sur leurs pas, par suite d'une révolution survenue dans l'empire ottoman; mais le colonel Foy continua sa route, et servit avec quelques officiers français dans l'armée turque, chargée de la défense des Dardanelles. A la fin de 1807, il passa à l'armée de Portugal. Chargé par le général Junot, commandant en chef de cette armée, de l'inspection-générale des forts et places de guerre du royaume de Portugal, le colonel Foy donna dans cette mission de nouvelles preuves du zèle et de la capacité que déjà il avait déployés en d'autres occasions. Employé à l'armée du Portugal, en 1808, il y eut le commandement de l'artillerie de la division de réserve. Il commanda cette artillerie et celle de la division Loison à la bataille de Vimeiro, le 21 août; contribua à foudroyer les lignes et le centre de l'armée ennemie, et fut blessé pendant l'action. Devenu général de brigade, il fut employé à la même armée, en 1809, sous les ordres du maréchal Soult, et se trouva, au mois de mars, à la bataille et à l'attaque d'Opporto. Chargé, le 27 mars, par le maréchal d'aller sommer l'évêque d'Opporto de faire ouvrir les portes de cette ville, le général Foy faillit perdre la vie en allant remplir cette mission. Les milices portugaises, après l'avoir horriblement maltraité et l'avoir dépouillé de tous ses vêtements, le jetèrent dans un cachot, d'où il ne parvint à s'échapper que le lendemain, au moment où les Français attaquèrent la ville. Il continua de commander une brigade à la même armée, jusqu'au 29 novembre 1810, époque à laquelle il fut promu au grade de général de divi-

sion. En mars 1811, il fut envoyé en France par le maréchal Masséna, prince d'Essling, pour y apporter à l'empereur Napoléon des rapports sur la situation de l'armée de Portugal : il arriva à Paris, le 26. Étant retourné à cette armée, il y commanda en qualité de général de division, et se distingua dans plusieurs occasions. Il combattit, le 22 juillet, à la bataille de Salamanque ou des *Arapiles* (1), où il commanda la droite, composée de la 1re division d'infanterie et d'un corps de cavalerie. Il fit tous les efforts possibles pour arrêter, ou au moins pour ralentir le mouvement d'attaque des Anglais; et sa division, formée en colonnes par bataillons, essuya, avec une intrépidité et une contenance héroïques, et jusqu'à une heure après le coucher du soleil, des charges de cavalerie et des feux exécutés à brûle pourpoint. Après la perte de la bataille, le général Foy fit avec sa division l'arrière-garde de l'armée, et repoussa vigoureusement toutes les attaques faites par l'ennemi, quoique sa marche et ses mouvements fussent continuellement entravés par 5000 blessés ou traînards qui se trouvaient à l'arrière-garde. La bonne contenance de cette arrière-garde et l'obscurité de la nuit obligèrent enfin les Anglo-Portugais de renoncer à poursuivre l'armée française, qui repassa la Tormès. Le maréchal duc de Raguse, en rendant compte au ministre de la guerre de l'affaire des *Arapiles*, dit, dans son rapport du 12 juillet 1812, « que le général » Foy et sa division y ont mérité les plus grands éloges. » Pendant la retraite de l'armée de Portugal, le général Clauzel, qui la commandait depuis que le duc de Raguse avait été blessé à la bataille des Arapiles, envoya, le 10 août, le général Foy au secours d'Astorga, qu'il savait être alors entouré et menacé par un corps de 12,000 Galiciens; mais cette place, dont la garnison était forte de 1200 hommes, avait ouvert ses portes la veille du jour où le général Foy put arriver pour la délivrer. Le général Foy, à la tête de la

(1) La perte de la bataille des *Arapiles* fut le premier signal du déclin des armées françaises en Espagne.

1re division de l'armée, poussa, le 26 septembre, une reconnaissance sur Poza, où il détruisit un bataillon espagnol. Le 21 octobre suivant, en se dirigeant avec 2 divisions sur Villahoz, il fit une centaine de prisonniers, s'empara de 2 canons du calibre de dix-huit et d'une vingtaine de voitures d'artillerie que l'ennemi s'était hâté de briser. L'armée française, réunie, le 22 octobre, entre Burgos et Santianez, reprit l'offensive et marcha, dès le lendemain, à la poursuite de l'armée Anglo-Portugaise. Le général Foy continua à commander la droite de l'armée française, et se porta, le 24, sur Palencia, occupée par des troupes anglaises et quelques corps galiciens. A la première sommation qu'il fit faire, les anglo-espagnols répondirent qu'ils ouvriraient leurs portes, si le général Foy se présentait lui-même. Celui-ci envoya un de ses aides-de-camp, précédé d'un trompette; mais, égarés par le profond sentiment de haine qui les animait, les Galiciens laissèrent approcher le parlementaire et firent sur lui, à bout portant, une décharge de mousqueterie qui ne blessa cependant que le cheval du trompette. Indigné de cette perfidie, le général Foy fit enfoncer à coups de hache les barricades, s'empara de la ville, et fit poursuivre les Anglo-Espagnols, qui éprouvèrent une perte assez considérable. Il se rendit maître, le 25, de Simancaz, d'où il chassa 2 bataillons de la légion allemande et le régiment de Brunswick-Oels. Il opéra le passage de Duero à Tordesillas, le 29 du même mois (1). Il partit, le 22 décembre, de Benavente avec

---

(1) Le pont de Tordesillas avait été rompu par l'ennemi, qui, au moyen d'un poste établi dans une tour élevée sur la partie de ce pont du côté des Anglo-Portugais, rendait très-difficiles et fort dangereux les travaux que les Français avaient à faire pour rétablir ce pont : 11 officiers et 40 sous-officiers et soldats, tant de la division Foy que du corps des sapeurs du génie, s'offrirent pour passer le Duero à la nage. Protégés par l'artillerie et ayant réuni leurs armes et leurs gibernes sur une espèce de radeau, ils se jettent dans le Duero, parviennent au bord opposé, après avoir essuyé une vive fusillade, combattent nus, enlèvent la tour, et font 11 prisonniers. Cette audacieuse entreprise eut tout le succès désirable, et l'ennemi, quoique très-supérieur en nombre, se

une brigade de dragons et 2 bataillons d'infanterie, et se porta sur Astorga, où les ennemis avaient une compagnie de mineurs qui travaillaient à détruire les fortifications de cette place. Prévoyant que ces mineurs se sauveraient à son approche, il leur fit couper la retraite par sa cavalerie, et fit prisonniers 6 officiers et 90 hommes. Le 1er janvier 1813, il envoya un détachement contre plusieurs cavaliers de la bande de Marquinez, qu'il savait être établis dans le village de la Mota-de-Toro, où l'on prit un officier, 13 hommes et 22 chevaux. Détaché dans la Biscaye avec 2 divisions, il résolut de faire le siége de Castro-Urdiales; fit bloquer cette place, le 4 mai, et s'en empara par assaut, le 11 du même mois. Il mit en déroute les bandes de Mina, de Longa et autres chefs qui infestaient la province de Biscaye. Après la perte de la bataille de Vittoria par les Français, le 21 juin, le général Foy se hâta de réunir à Bégara 2000 hommes, tant de ses divisions que des troupes restées sans direction par suite de cette bataille. Il battit avec une partie de ces forces les corps espagnols qui formaient la gauche de l'armée ennemie. Il marcha sur Tolosa, où il arriva en même temps que le général anglais Graham, qui s'avançait pour lui couper la retraite. Après s'être défendu quelque temps dans cette ville, dont il avait fait barricader les rues, et avoir fait payer cher aux Anglais l'occupation de Tolosa, le général Foy réussit à effectuer sa retraite sur Irun, dont il fit sauter le pont; puis il entra sur le territoire français, après avoir renforcé la garnison de Saint-Sébastien, et sans avoir laissé un homme, un canon, un fusil au pouvoir de l'ennemi. L'armée française d'Espagne ayant repris l'offensive, au mois de juillet 1813, sous les ordres du maréchal duc de Dalmatie, le général Foy y fut employé à l'aile gauche. Posté dans la vallée d'Offès, il reçut ordre d'attaquer l'ennemi

---

mit en pleine retraite, à l'approche des intrépides Français, qui venaient de braver les rigueurs du froid et les dangers de la traversée d'une rivière très-large et très-profonde.

par Bidarray, afin de faire diversion : cette opération eut un plein succès. Le général Foy culbuta les troupes ennemies, franchit les Pyrénées, pénétra jusqu'à Maya, répandit l'alarme sur les divers points qui servaient d'appui à la droite des Anglo-Portugais, et se replia ensuite, emmenant des prisonniers, des bagages et des troupeaux capturés à l'ennemi. Il se distingua de nouveau aux affaires sur la Nive et à la bataille de Saint-Pierre-d'Irube, du 9 au 13 décembre. Il combattit avec la plus grande valeur à la bataille d'Orthez, le 27 février 1814, et y reçut une blessure qui d'abord fut jugée mortelle. En juin de la même année 1814, après la restauration du trône des Bourbons, il fut nommé inspecteur-général chargé de l'organisation de l'infanterie dans la 14ᵉ division militaire. Sous le règne de Napoléon Buonaparte, le général Foy avait été créé comte d'empire, et il avait reçu la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, le 9 janvier 1813. S. M. Louis XVIII le nomma chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet 1814, et grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 29 du même mois. En 1815, pendant les *cent jours,* il commanda une division d'infanterie dans l'armée de Napoléon Buonaparte, et se trouva aux batailles de Ligny et de Waterloo : il fut blessé à cette dernière (1). En 1818 et 1819, il a rempli les fonctions d'inspecteur d'infanterie dans les 16ᵉ et 2ᵉ divisions militaires. En 1819, il a été élu membre de la chambre des députés par le département de l'Aisne. On le trouve compris, en 1822, dans le tableau des lieutenants-généraux disponibles. (*Etats milit.*, *Monit.*, *ann. du temps.*)

DE FRANCE (François DAUPHIN), *commandant d'armée,* fils du roi FRANÇOIS Iᵉʳ, naquit le 28 février 1517. Il servit d'otage, ainsi que son frère Henri, pour la délivrance de François Iᵉʳ, fait prisonnier à la bataille de Pavie, le 24 fé-

---

(1) Cette blessure était la 15ᵉ qu'il recevait à l'ennemi depuis son entrée au service.

vrier 1525, et qui était retenu en Espagne par l'Empereur Charles-Quint. Les deux jeunes princes restèrent ainsi en otage depuis le mois de mars 1526, jusqu'au mois de juin 1530. Le dauphin fut nommé gouverneur de Normandie, à la mort du comte de Maulevrier, par provisions du 8 août 1521, enregistrées au parlement de Rouen, le 15 novembre suivant. Il fit son entrée dans la ville de Rouen, le 4 août, et fut reçu au parlement de cette même ville, le 19 février 1532. Nommé pour commander l'armée du Dauphiné, par pouvoir du 2 juin 1536, il se rendit à Valence, où il fut attaqué d'une maladie aiguë, qui l'emporta en moins de quatre jours. Toute la France, en deuil de ce jeune prince orné des plus belles qualités, crut qu'il avait été empoisonné, et les soupçons se portèrent sur Catherine de Médicis, épouse de Henri frère de François, ou sur Charles-Quint. Un comte italien, nommé Sébastien Montecuculli, fut arrêté, et interrogé à Lyon. Il déclara qu'à l'instigation d'Antoine de Lève, et de Ferdinand de Gonzague (1), généraux de l'empereur, il avait empoisonné le jeune prince, en mêlant de l'arsenic dans sa boisson. Montecuculli fut tiré à quatre chevaux. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 184; *Histoire de France par Anquetil, tom. IV.*)

DE FRANCE (Henri), monseigneur le Dauphin, *commandant d'armée*. Il était fils du roi François Ier, et frère puîné du précédent. Il naquit à Saint-Germain-en-Laye, le 31 mars 1519, porta d'abord le nom de duc d'Orléans (2),

---

(1) « La mémoire de Ferdinand de Gonzague, dit Anquetil dans son » *Histoire de France, tom. IV, pag.* 356, n'est pas restée entachée du » soupçon; mais celle d'Antoine de Lève n'en doit pas être exempte, si » l'on croit ce qui se lit de lui dans un récit abrégé de sa vie. » — « Entre» tenant un jour l'empereur des affaires d'Italie, il osa lui proposer de se » défaire, par des assassinats, de tous les princes qui avaient des posses» sions dans ce pays. — *Eh! que deviendrait mon âme?* lui dit Charles» Quint. — *Vous avez une âme?* repartit Lève, *abandonnez l'empire.* »

(2) N'étant encore que duc d'Orléans, il fut conduit en Espagne comme otage de François Ier, son père, fait prisonnier à la bataille de Pavie.

devint dauphin de France, à la mort de son frère aîné, le 10 août 1536, et parvint au trône de France sous le nom de *Henri II*, le 31 mars 1547. Il accompagna François I[er] son père à la campagne de 1536, et joignit au camp d'Avignon, l'armée commandée par le maréchal de Montmorency. Il eut le gouvernement de Normandie vacant par la mort du dauphin son frère aîné, par provisions du 10 novembre de la même année, registrées au parlement de Rouen, le 22 mars 1537 : il conserva ce gouvernement jusqu'à son avénement à la couronne. Nommé pour commander l'armée de Picardie et d'Artois par pouvoir donné à Fontainebleau, le 15 juin 1537, il eut sous lui le maréchal de Montmorency. Il empêcha alors les ennemis de prendre Térouanne, et n'eut point d'autres succès à cause de la trève qui fut conclue, le 30 juillet, pour la Picardie et les Pays-Bas. Les dégâts que les Espagnols avaient faits en Italie ayant obligé le roi d'envoyer dans ce pays l'armée de Picardie et d'Artois, M. le Dauphin fut nommé pour la commander, par pouvoir donné à Lyon, le 8 octobre 1537. Il força le Pas-de-Suze, prit la ville et le château de Veillane, fit lever le blocus de Pignerol, et s'empara de Montcalier ainsi que de plusieurs autres petits forts. Ces conquêtes obligèrent les ennemis de conclure, pour l'Italie, une trève qui fut signée, le 16 novembre : elle devait finir, le 22 février suivant, mais on la prolongea pour plusieurs années. Mgr. le dauphin fut déclaré commandant dans les provinces de Bresse, Dauphiné, Lyonnais, Provence et autres en-deçà du Rhône, par pouvoir donné à Ligny, le 10 juillet 1542. En vertu de ce pouvoir, il commanda l'armée du Roussillon, et entreprit le siége de Perpignan, qu'il fut obligé de lever. En 1543 il commanda l'armée de Picardie et de Flandre, et s'empara du château d'Aimeries, qu'il fit raser. Il fut fait lieutenant-général par tout le royaume, par pouvoir donné à Saint-Maur-les-Fossés, le 11 juillet 1544, et commanda en cette qualité l'armée de Hainaut. Il ne put secourir la ville de Boulogne, qui se rendit trop tôt; mais il en surprit la basse-ville, qu'il ne put conserver, parce que Taix, colonel-général de l'infanterie, y ayant été blessé, ses troupes

prirent la fuite. Le Dauphin succéda à François Ier son père, le 31 mars 1547. Il fut blessé mortellement par Montgommery, capitaine de la compagnie Écossaise de ses gardes, dans un tournoi donné à Paris, rue Saint-Antoine, le 30 juin 1559, à l'occasion des mariages de sa fille et de sa sœur. Il mourut des suites de cette blessure, le 10 juillet suivant, dans la 41e année de son âge, et la 13e de son règne. (1) (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 188; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, le Président Hénaut, le Père Daniel*; *Histoire de France par Anquetil, Biographie universelle ancienne et moderne, tom. XX, pag.* 85.)

DE FRANCE (Alexandre-Édouard), *duc d'Anjou, commandant d'armée*, et fils du précédent, naquit le 19 septembre 1551. On lui donna au baptême les noms d'Alexandre-Édouard, et à la confirmation celui de *Henri,* qu'il a toujours porté depuis. Il fut d'abord connu sous le nom de *comte du Maine*, et prit celui de duc d'Anjou, le 8 février 1566. Il fut élu *roi de Pologne*, le 9 mai 1573, et devint *roi de France,* sous le nom de *Henri III,* le 30 mai 1574. Il servit, en 1563, au siége du Havre-de-Grâce, sous le roi et le connétable de Montmorency. Charles IX, son frère, lui donna pour apanage les duchés d'Anjou et de Bourbonnais, le comté de Forez et la seigneurie de Senonchaux, par lettres datées de Moulins, le 8 février 1566, registrées au parlement de Paris, le 21 mars suivant, et dès ce jour Henri prit le titre de duc d'Anjou. Après la mort

---

(1) Henri II excellait dans les joutes, et était jaloux d'y montrer son adresse. Il sortait du tournoi avec les honneurs du combat, lorsqu'il vit deux lances qui restaient suspendues sans avoir été employées. Il en prit une, et ordonna à Montgommery de s'armer de l'autre. Montgommery résista d'abord, puis il finit par obéir au roi. Le premier choc entre les combattants fut terrible, et Montgommery y rompit sa lance. Par une imprudence que la chaleur de l'action explique, il oublia de jeter le tronçon brisé qui lui restait dans la main, et le roi en fut frappé avec tant de force, que la visière de son casque se levant, laissa un passage au bois de la lance, qui creva l'œil droit du prince et pénétra dans la tête.

du connétable de Montmorency, le roi déclara le duc d'Anjou lieutenant-général du royaume, par pouvoir donné à Paris, le 12 novembre 1567, registré au parlement de Paris, le 17 du même mois. En vertu de ce pouvoir, le duc d'Anjou commanda les armées jusqu'à l'époque du siége de la Rochelle, en 1573 : son quartier-général fut assigné à Nemours. Il en partit, le 12 décembre 1567, et entra, le 13, dans Montereau, que le prince de Condé venait d'abandonner. Condé fut alors suivi de si près, dans sa retraite sur Châlons en Champagne, qu'on lui tua, le 26, 300 hommes, dans les environs de cette ville. L'armée du duc d'Anjou passa la Marne, le 8 janvier 1568, et revint sous Paris, le 19 février : la paix que négociait alors la reine-mère fut conclue, le 13 mars, et publiée à Paris, le 23. Les troubles ayant recommencé dans la même année 1568, le duc d'Anjou conduisit, le 30 octobre, son armée à Orléans. Il arriva à Châtelleraut, le 3 novembre; fit jeter, au-dessous de cette ville, un pont de bateaux sur la rivière de Vienne, et se retrancha, le 10, au faubourg de Jaseneuil. Le prince de Condé, qui commandait les religionnaires, campait de l'autre côté de la Vienne, et le village de Pamprou se trouvait entre les deux camps, et à une distance égale de l'un et de l'autre. Les généraux des deux partis désirant également de s'emparer de ce village, pour y loger leur avant-garde, on s'en disputa l'occupation pendant plusieurs heures; mais il resta enfin au pouvoir des huguenots. Ceux-ci, fiers de l'avantage qu'ils venaient de remporter, poursuivirent les chevau-légers de l'armée royale qui se retiraient; mais 600 lanciers détachés de l'armée catholique les firent reculer à leur tour. Les religionnaires, très-inférieurs en forces à leurs adversaires, s'adossèrent avec tant d'art à une colline, près du village de Pamprou, et couvrirent leur cavalerie avec une telle adresse, que l'armée catholique, persuadée que celle des huguenots était tout entière sur ce point, manqua l'occasion de rompre la ligne du prince de Condé et de l'obliger à se retirer. Bientôt après, Condé et l'amiral de Coligny parurent avec toutes leurs troupes. Le duc d'Anjou, qui

n'avait avec lui que son avant-garde, la fit retirer insensiblement auprès d'un grand bois où il la rangea en ordre. Il fit éteindre les premiers feux, et plaça les arquebusiers bien loin les uns des autres, couverts par les arbres, en sorte qu'à leur tour les capitaines huguenots y furent trompés, et crurent voir toute l'armée royale en bataille; et, comme le jour était alors sur son déclin, ils remirent l'attaque au lendemain. Pour continuer à donner le change aux calvinistes, le duc d'Anjou fit battre tous les tambours à la manière des Suisses jusqu'à minuit. Il fit aussi jeter des mèches allumées dans les bois et sur les buissons, pour imiter les feux d'un camp, et après toutes ces précautions prises, il effectua sa retraite en silence, et regagna heureusement le camp de Jaseneuil. Le 18, les calvinistes marchèrent à Poitiers. Les catholiques se portèrent à Mirebeau, qu'ils prirent d'assaut, le 11 décembre : ils y firent main basse sur la garnison. Le duc d'Anjou ayant campé près de Loudun, le 15, les calvinistes, pour venir au secours de cette place, abandonnèrent le siége de Saumur. Les deux armées restèrent en bataille, le 17; mais le froid excessif qu'il faisait alors obligea le duc d'Anjou de décamper, le 19, de devant Loudun. Il marcha, le 23 janvier 1569, de Chinon à l'île Bouchard, entra en Angoumois, le 18 février, et le 21, dans Verteuil. Il prit Russec et Mesle, et attaqua, le 9 mars, la ville de Châteauneuf, sur la Charente, qui se rendit. Le pont sur la Charente était alors rompu, et comme les calvinistes prétendaient disputer le passage de cette rivière, le duc d'Anjou s'avança, le 11, vers Cognac, en longeant la rivière. L'amiral de Coligny, après avoir posté des détachements de cavalerie à tous les gués, s'éloigna d'une lieue, et mena son avant-garde à Bassac : le prince de Condé était alors à Jarnac avec le corps de bataille. Le duc d'Anjou feignit de chercher un lieu propre à passer la rivière, et de vouloir forcer les gardes calvinistes; mais la résistance que celles-ci lui opposèrent l'obligea de continuer sa marche jusqu'à la fin du jour. Sachant que l'amiral était retourné à Bassac, le duc d'Anjou reprit promptement le chemin de Châteauneuf, où il

passa la rivière, tant sur les ponts que l'on avait rétablis, que sur un pont de bateaux construit depuis qu'il était parti. Il rangea son armée en bataille, le 13, et il était déjà plein jour que les vedettes ennemies ignoraient encore ce qui se passait à l'armée catholique. L'amiral fut au désespoir d'avoir été trompé par les manœuvres du duc d'Anjou, et il se vit, contre son inclination, dans la nécessité de combattre : c'était où le duc d'Anjou avait voulu l'amener. Le duc d'Anjou fit d'abord avancer sa cavalerie légère, qui chargeant les ennemis en queue, retarda leur marche. Coligni, faisant halte, commande à deux de ses capitaines de soutenir le choc des chevau-légers du duc d'Anjou, jusqu'à ce qu'il ait passé un lieu qu'il montra à sa troupe, et qui était environné d'eau et coupé de fossés. Il espérait pouvoir se maintenir dans cet endroit jusqu'à l'arrivée du prince de Condé, auquel il avait donné avis du péril extrême dans lequel il se trouvait; mais les catholiques serrant bientôt de près les deux capitaines calvinistes, les firent prisonniers après avoir mis leur troupe en fuite. Le duc d'Anjou, auquel ce premier succès semblait promettre la victoire, se prépara à combattre, et de leur côté les huguenots, quoique surpris, se disposèrent à se défendre avec vigueur. Le choc fut des plus rudes; et l'avant-garde des calvinistes, toute composé de noblesse, fut mise en déroute après un combat très-opiniâtre : leur arrière-garde montra la même intrépidité, et eut le même sort. Pendant l'action, le prince de Condé combattit plusieurs fois contre l'escadron du duc d'Anjou. Ce jeune prince assaillit plusieurs fois Condé, et le poussa hors des rangs, mais Condé se remit toujours en ordre. Enfin poussé et pressé de toutes parts par les catholiques victorieux, accablé par le nombre, Condé fut obligé de se rendre : il fut cependant tué d'un coup de pistolet par Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou. Dans cette bataille, dite de *Jarnac*, les calvinistes perdirent 700 hommes, tous gentilshommes et cavaliers de réputation. Le duc d'Anjou poursuivit les fuyards et entra le même soir dans Jarnac. Il partit de cette ville, le 15 mars, avec son armée, dans le

dessein d'enlever l'amiral qui s'était réfugié à Cognac; mais Coligni avait pris, dès le jour précédent, la route de la Rochelle, et ayant été renforcé par les Reitres et les Lansquenets du duc de Deux-Ponts, il s'était emparé du petit Limoge. Le duc d'Anjou força l'amiral d'abandonner ce poste, le suivit et le joignit le 25. Par sa jonction avec les Allemands, l'amiral, qui se trouvait alors avoir des troupes supérieures en nombre à celles du duc d'Anjou, défit près de la Roche-Abeille 2 régiments de l'armée catholique qui avaient voulu, contre les ordres du duc d'Anjou, camper dans un poste avancé où ils étaient hors d'état d'être secourus. Ce combat fut sanglant : les catholiques y perdirent 25 capitaines et près de 400 hommes : la perte y fut à peu près égale du côté des calvinistes. Le duc d'Anjou jeta, le 22 juillet, un secours considérable dans Poitiers pour obliger l'amiral à en lever le siége. Le roi lui donna le duché d'Auvergne, par lettres du 17 août. Il assiégea Châtellerault, le 7 septembre. Les calvinistes ayant levé le siége de Poitiers, le 8, le duc d'Anjou repassa la Creuse au port de Piles, et ravitailla Poitiers. Les deux armées s'étant rencontrées à Montcontour, le 3 octobre, le duc d'Anjou remporta sur les calvinistes une victoire complète. Pendant l'action, il se trouva toujours au plus fort de la mêlée, essuya la décharge de cent arquebusiers à cheval, qui abattirent plusieurs de ceux qui entouraient sa personne, et eut son cheval tué sous lui. Il se saisit de Parthenay, assiégea ensuite Saint-Jean-d'Angely, sous les ordres du roi, qui vint en personne, et prit cette ville par composition, le 2 décembre. La paix fut signée avec les huguenots, au mois d'août 1757. Le duc d'Anjou obtint du roi le comté de la Marche, par lettres du mois de septembre suivant. La guerre de religion ayant recommencé, en 1573, le duc d'Anjou se rendit au camp devant la Rochelle, dont il forma le siége. Il fit donner cinq assauts à cette place; mais sans pouvoir réussir à l'emporter. En visitant un jour les travaux entre la place et le camp, il essuya deux coups de fauconneau, dont l'un l'atteignit au cou, aux mains et à la cuisse, et il ne fut garanti des effets du second que par

le dévouement de de Vins, un de ses favoris, qui se jeta en devant du prince, et reçut le coup dans l'estomac. La paix fut faite avec les Rochelais, le 25 juin, et le duc d'Anjou retourna alors à Paris. Il avait appris, dès le 17 du même mois, son élection au trône de Pologne, faite à Varsovie, le 9 mai (1). Il partit donc de Paris, le 12 novembre (2), arriva en Pologne, au mois de janvier 1574, et fut couronné à Cracovie, le 15 février suivant. Ayant reçu la nouvelle de la mort de Charles IX, son frère, il quitta la Pologne dans la nuit du 18 au 19 juin de la même année 1574, arriva à Lyon, le 6 septembre, et fut sacré à Reims, le 15 février 1575. Les historiens contemporains, et ceux qui depuis se sont occupés de l'histoire de France, ont fait connaître toutes les particularités du règne de Henri III, le caractère de ce prince (3), ses qualités et ses faiblesses, la guerre qu'il eut à soutenir contre les étrangers, contre ses propres sujets et contre Henri IV, et enfin l'empire que les Guises exercèrent dans l'état comme chefs de la ligue. Victime des fureurs du fanatisme, Henri III fut assassiné dans son camp de Saint-Cloud, près Paris, le 1er août 1589, par Jacques Clément, jeune religieux de l'ordre des jacobins, qui le frappa d'un coup de couteau dans le bas-ventre (4).

---

(1) Le duc d'Anjou, devenu roi de France, sous le nom de Henri III, créa, vers la fin de 1578, l'ordre du Saint-Esprit, en mémoire de cette élection, et de ce qu'ensuite il était parvenu à la couronne de France le jour de la Pentecôte.

(2) L'historien des *Grands-Officiers de la Couronne* s'est trompé, en donnant à ce départ la date du 28 septembre. Une lettre écrite par le roi au parlement de Paris, le 12 novembre, annonce que le nouveau roi de Pologne est parti le même jour pour se rendre dans ses états.

(3) Anquetil, dans son *Histoire de France, tom. V, pag.* 281, dit que, « selon l'esprit du temps, Henri, écrivant de Pologne à la belle » Renée-de-Rieux-Château-Neuf et à la princesse de Condé, qu'il aimait, » tirait du sang de son doigt, et que Souvray rouvrait et fermait la pi» qûre à mesure qu'il fallait remplir la plume. »

(4) Henri retira lui-même le couteau de sa blessure, et en frappa Clé-

Henri III mourut dès le lendemain des suites de cette blessure, dans la 39e année de son âge et la 16e de son règne (1). Henri de Bourbon, roi de Navarre lui succéda sous le nom de Heri IV. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 236; *le président Hénault, le Père Daniel, Histoire militaire des Suisses, la Popelinière, Davila, mémoires du temps, Histoire de France par Anquetil, tom. V, Biographie universelle; ancienne et moderne, tom. XX, pag.* 89.)

DE FRANCE (François), *duc* d'Alençon, puis duc d'Anjou, *commandant d'armée.* Il était fils de Henri II et de Catherine de Médicis, et frère des rois François II, Charles IX et Henri III. Il naquit le 18 mars 1554, fut d'abord appelé Hercules, puis François duc d'Alençon, depuis 1566 jusqu'en 1576, époque à laquelle il prit le titre de duc d'Anjou. Il accompagna son frère le duc d'Anjou, depuis Henri III, au siége de la Rochelle, en 1573. Dès l'année 1574, le duc d'Alençon, livré à de mauvais conseils, pensait déjà à se joindre aux calvinistes (2). Le duc d'Alençon mécontent de la Saint-Barthélemy, et qui, d'ailleurs, avait l'intention d'être commandant des armées et lieutenant-général du royaume, comme son frère le duc d'Ajou l'avait

---

ment, qui fut aussitôt massacré par les courtisans avec une telle rapidité, qu'on ne put pas connaître par quels ordres le meurtrier avait agi.

(1) Anquetil, rapportant les paroles de Cheverine, l'un des ministres les plus affidés de Henri III, dit : « Que ce prince n'avait pas le jugement bon; qu'il sentait mieux qu'il ne pensait; qu'il avait trop bonne opinion de sa suffisance; qu'il méprisait les conseils des autres, et que ses voluptés le firent mépriser. » Henri III était fort brave, mais sujet à rebuter, et ne supportant volontiers de la guerre que le moment de l'action. (*Anquetil, tom. V, pag.* 292 *et* 293.)

(2) Le duc d'Alençon manifestait hautement pour l'amiral de Coligny une estime dont Catherine de Médicis lui fit souvent des reproches. Après la fin tragique de l'amiral, le duc d'Alençon continua à faire paraître les mêmes sentiments d'affection, et s'attacha par ce moyen beaucoup des anciens partisans de Coligny.

été, se mit à la tête d'un parti, ou plutôt d'une cabale qui prit le nom de *politiques* ou *mal-contents*, parmi lesquels figuraient le roi de Navarre et le prince de Condé, alors retenus malgré eux à la cour de Charles IX. Le duc d'Alençon fut arrêté, ainsi que le roi de Navarre, et conduit au château de Vincennes, où on lui donna des gardes. Henri III, à son avénement à la couronne, le mit en liberté dans la même anné 1574. Le duc d'Alençon, toujours chef de la cabale des *mal-contents*, s'échappa de la cour le 15 septembre 1575, et gagna le Poitou, où il fut bientôt joint par un grand nombre de séditieux, tant catholiques que protestants. Le prince de Condé lui amena 20,000 Allemands sous les ordres de Jean Casimir, fils de l'électeur Palatin. Cependant Catherine de Médicis s'étant abouchée avec le duc d'Alençon son fils, il y eut des conférences pendant le mois d'octobre et de novembre, à Champigny sur Vède, et on y convint enfin d'une trève de six mois, mais à des conditions très-dures pour le roi : elle fut publiée, le 23 décembre. Au commencement de mars 1576, le duc d'Alençon fit la jonction de ses troupes avec le prince de Condé et les Allemands proche de Vichy. Le prince de Condé lui céda le commandement de cette armée, forte de 30,000 hommes. Le duc d'Alençon, pour lequel un semblable commandement était un fardeau trop pesant, envoya à la cour des députés pour exposer ses griefs et ceux de ses confédérés. La reine-mère vint le trouver à une lieue de Sens, où la paix fut conclue. On donna, en conséquence, à Paris, au mois de mai, un édit de pacification très-favorable aux calvinistes. Par lettres du même mois de mai, on ajouta à l'apanage du duc d'Alençon les duchés de Touraine, d'Anjou et de Berry. Il prit alors le nom de duc d'Anjou. La guerre civile ayant recommencé, le duc d'Anjou fut nommé lieutenant-général commandant les armées du roi en Berry et en Auvergne, par pouvoir du 1er avril 1577. Agissant alors contre les huguenots, dont il avait été le chef dans la guerre précédente, il prit sur eux la Charité-sur-Loire et Issoire, en Auvergne. Cette dernière ville, qui s'était rendue à discrétion, le 12 juin,

fut pillée. Ambert se rendit sans résistance. En 1578, les Flamands, ayant résolu de secouer le joug des Espagnols, envoyèrent au roi de France des députés pour lui demander des secours; mais Henri III, alors occupé de la guerre civile qui se faisait dans son royaume, refusa d'accéder aux propositions des Hollandais. Le duc d'Anjou leur fit offrir, sous main, ses services, qui furent acceptés. Ce prince était alors presque gardé à vue; mais il parvint cependant à tromper ses gardes (1) et à gagner les Pays-Bas. Il arriva à Mons, au mois de juillet, et traita avec les états, qui lui décernèrent le titre de défenseur de la liberté belgique. Il repassa aussitôt en France, et, avec la permission du roi, qui avait alors consenti à son expédition, il y assembla des troupes qu'il conduisit en Hainaut. Il s'empara de Binche, le 7 octobre, après deux assauts et treize jours de siége, et il se mit en possession de la place de Maubeuge : là se bornèrent ses conquêtes. Il s'était flatté de se faire une souveraineté dans la Flandre, mais il éprouva des difficultés qui portèrent son ambition vers un autre objet, et dès lors il conçut le dessein d'épouser la reine Élisabeth d'Angleterre. Il revint à Paris, en 1579, et le roi, ainsi que la reine, lui ayant promis de seconder ses vues, il passa en Angleterre, et y vit Élisabeth, qui le flatta de l'espérance de l'épouser. En 1580, le duc d'Anjou offrit au roi d'engager le roi de Navarre à terminer la guerre civile. Son dessein, en cas de réussite, était d'employer à son entreprise sur les Pays-Bas les troupes que le roi occupait alors dans les provinces. Le duc d'Anjou se rendit en Guienne auprès du roi de Navarre, avec lequel il négocia, au château de Flex, près de Bergerac, un traité qui fut signé le 26 novembre, et que Henri III ratifia le 26 décembre. En 1581, les états de Hollande déférèrent la souveraineté des Pays-Bas au duc d'Anjou, qui l'accepta.

---

(1) Il descendit avec une échelle de soie par une fenêtre du Louvre, fut conduit par Bussy d'Amboise, son favori, à l'abbaye Saint-Germain, d'où il sortit de Paris par un trou fabriqué aux murs de la ville.

Il obligea le duc de Parme, qui faisait alors le siége de Cambrai, de le lever le 18 août. Il fit serment, le 20, de protéger cette ville, et de la gouverner selon ses priviléges. Le 21, il chassa les ennemis d'Arleux et de l'Écluse. Quelques jours après, le Cateau-Cambrésis se rendit à discrétion. Il retourna en Angleterre pour y conclure, avec la reine Élisabeth, son mariage, qui avait été négocié par la cour de France. Cette princesse, qui voulait alors se liguer avec la France, vint au-devant du duc d'Anjou jusqu'à Cantorbéry, et donna au prince un anneau comme gage de sa foi; mais bientôt après, elle s'en repentit, et rompit le mariage. Le duc d'Anjou quitta l'Angleterre, revint aux Pays-Bas, fut élu solennellement souverain de ce pays, en février 1582, et couronné duc de Brabant, le 19 février 1582. Bientôt après, il fut aussi couronné, à Gand, comte de Flandres. Revêtu de ces beaux titres, le duc d'Anjou n'en voyait pas moins avec beaucoup d'impatience l'autorité et les finances entre les mains du prince d'Orange, qui s'était contenté du titre de lieutenant-général. Livré à des conseils téméraires, il voulut réaliser, mais trop tôt, le projet de se soustraire à cette espèce de servitude, et de faire valoir ses droits et sa dignité. Pour arriver à son but, il voulut se rendre maître de quelques-unes des principales villes du pays, et en conséquence, il ordonna, en 1583, aux commandants français des places de Dunkerque, Bruges, Dendermonde, Ostende, Nieuport, Dixmude et Vilworden, d'y exciter secrètement quelque tumulte, et, sous prétexte de le réprimer, d'assembler les compagnies françaises, et de se rendre maîtres des portes confiées à la garde de la bourgeoisie. Ce projet devait s'exécuter en même temps sur tous les points, le 16 janvier 1583. Le duc d'Anjou, qui s'était chargé de s'emparer de la ville d'Anvers, marcha vers cette ville dans le dessein apparent de passer en revue celles de ses troupes qui étaient postées dans le voisinage de cette ville. Par son ordre les gens de sa maison ayant fait main-basse sur la garde se saisirent de l'entrée, et aussitôt 300 cavaliers accourent suivis de 3000 hommes de pied, s'emparent des portes, des remparts,

ainsi que de la bourse, et se répandent dans la ville pour piller. Au bruit que cause cette surprise, le prince d'Orange arme à la hâte ce qu'il peut réunir de gentilshommes et de soldats; on tend les chaînes dans les rues, et par toutes les fenêtres les habitants, hommes et femmes, font feu sur les Français, ou les assomment à coups de pierres. Bientôt le duc d'Anjou n'a plus que le temps de fuir, et de se retirer derrière la Dyle, après avoir perdu 250 gentilshommes, 1200 soldats tués, et 2000 faits prisonniers. L'expédition avait également mal réussi à Ostende, Bruges et Nieuport, d'où les Français furent chassés par les habitants. Le duc avait cependant conservé Dunkerque, Dendermonde, Dixmude et Vilworden; mais les États jetèrent une garnison dans le Sas-de-Gand, firent rompre les levées de quelques rivières, fermèrent tous les passages, et rendirent presque impossible le retour de l'armée du duc d'Anjou en France. Ce ne fut qu'à travers une plaine immense d'eau, et à la faveur de mille détours, que ce prince put parvenir à Ruremonde, où il rallia les débris de son armée, dont il perdit encore une partie à Staemberg. Ayant enfin traité avec les États, auxquels il remit Vilworden, on lui rendit les prisonniers faits à Anvers, et on lui laissa les chemins libres. Il partit de Dunkerque sur la fin du mois de juin, pour rentrer en France, et vint ensevelir, à Château-Thierry, sa confusion et ses regrets. Il y passa six mois dans une entière solitude, ne pouvant même souffrir la vue de la reine, sa mère. D'abord négligé à la cour parce qu'il était malheureux, on finit par le rechercher comme héritier présomptif de la couronne, et le duc de Guise l'attira dans le parti de la ligue. Cependant le duc d'Anjou se déclara contre cet ennemi de sa maison, et contribua à ajouter à la haine du roi contre les princes lorrains. Attaqué par une sorte de phthisie, la violence de la toux lui rompit une veine, et il vomit le sang. Il mourut le 10 juin 1584, à l'âge de 29 ans (1). Le

(1) Le duc d'Anjou était, dit Anquetil, vif, emporté, turbulent, mais

roi rendit, le 29 août suivant, une déclaration portant réunion à la couronne de toutes les terres qu'avait possédées le duc d'Anjou, et chacune d'elles au gouvernement dont elle dépendait avant sa distraction. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 302; *de Thou, le président Hénault, Histoire de France, du Père Daniel; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil, tom. V; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. II, pag.* 185.)

DE FRANCE (Louis), appelé MONSEIGNEUR, ou le GRAND DAUPHIN, *commandant d'armée*, fils de Louis XIV et de Marie-Thérèse d'Autriche, naquit à Fontainebleau, le 1er novembre 1661. Il eut le duc de Montausier pour gouverneur, et le célèbre Bossuet pour précepteur (1). Il fut fait chevalier des ordres du roi en naissant, et ne fut reçu que le 1er janvier 1682. On créa, pour lui, la compagnie des chevau-légers Dauphin, le 28 janvier 1663; la compagnie des gens-d'armes, le 13 décembre 1665; le régiment Dauphin infanterie, le 15 juin 1667; celui de Dauphin cavalerie, le 24 mars 1668; celui de Dauphin-dragons, le 14 septembre 1673, et enfin celui de Dauphin-Étranger, le 12 mars 1674. Il assista, en cette dernière année, au siége de Dôle, que le roi faisait en personne. Au mois d'octobre 1681, monseigneur accompagna le roi son père en Alsace. Il le suivit aussi en Flandre, en 1684, lorsque S. M. alla prendre

---

il avait peu de moyens. Il était d'ailleurs plein de bonne foi, de candeur et de générosité. Il aimait la gloire : cette passion l'éloigna souvent de son devoir.

(1) C'est à ce prince que l'évêque de Meaux adressa son discours sur l'histoire universelle. Si l'on en croit les contemporains, le grand-dauphin était d'un caractère insouciant et très-inappliqué. Les efforts de ses maîtres pour le porter à l'étude lui inspirèrent le plus grand dégoût pour les livres. On cite de lui cette anecdote : « Faites-vous des thèmes ? » disait-il, étant encore enfant, à une dame très-malheureuse, qui lui » exposait ses souffrances. — Non, monseigneur, lui répondit-elle, — Eh » bien, répliqua le prince, vous n'avez qu'une idée imparfaite du mal» heur. »

le commandement de l'armée, qui devait soutenir celle occupée alors à faire le siége de Luxembourg. La guerre ayant recommencé, en 1688, monseigneur fut nommé généralissime des armées du roi, en Allemagne, par pouvoir du 22 septembre de cette même année (1). Il investit Philisbourg, ayant sous ses ordres le maréchal de Duras. Le prince donna, à ce siége, des preuves de son courage et de son intrépidité, visita les travaux, les tranchées, disposa les attaques et exposa souvent sa personne. Philisbourg se rendit le 29 octobre, et la garnison en sortit le 1er novembre. Mgr. s'empara ensuite de Manheim, de Spire, de Worms et d'Oppenhein. Trèves ne fit aucune résistance, et Franckendal se rendit le 18 novembre. Nommé général de l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 2 mai 1690, le dauphin couvrit cette frontière et empêcha les ennemis de rien entreprendre : c'était tout ce que l'on voulait alors. Général de l'armée du Hainaut, par pouvoir du 14 mars 1691, il se rendit maître de Mons, le 9 avril. Général de l'armée de Flandre, par pouvoir du 30 avril 1692, il assiégea la ville de Namur, la prit le 5 juin, et se rendit maître du château, le 30 du même mois. Nommé général des armées de Flandre et de la Meuse, par pouvoir du 13 mai 1693, il ne fit à ces armées aucune opération. Les ennemis s'étant fortifiés en Alsace, il se rendit dans cette province, et y prit le commandement de l'armée, par pouvoir du 13 juin. Il passa le Necker, et marcha contre le prince de Bade, qui était campé sous Heilbronn; mais, ayant reconnu l'impossibilité d'attaquer les ennemis dans leur camp, et ne pouvant les attirer au combat, monseigneur revint à Paris, vers la fin du mois d'août. Général de l'armée de Flandre, par pouvoir du 28 avril 1694, et ayant sous ses ordres le maréchal de Luxembourg, il rompit tous les projets du prince d'O-

---

(1) « Mon fils, lui dit le roi à son départ, en vous envoyant commander nos armées, je vous donne occasion de faire connaître votre mérite; allez le montrer à toute l'Europe, afin que quand je viendrai à mourir, on ne s'aperçoive pas que le roi soit mort. »

range. Ce prince et le duc de Bavière, étant à la tête de 80,000 hommes, se proposaient alors de surprendre les troupes françaises qui étaient au pont d'Espierres, de se saisir de nos lignes et d'assiéger Dunkerque : la flotte qu'ils avaient dans la Manche, devait favoriser la conquête de cette place. Dans cette circonstance, monseigneur, qui n'avait sous ses ordres que 50,000 hommes, parvint à déjouer les desseins de ses adversaires. Il partit du camp de Vignamont, prévint les alliés, quoiqu'ils eussent déjà deux marches sur lui, fit faire à ses troupes quarante lieues en quatre jours, passa cinq rivières, et parut sur l'Escaut, avant l'arrivée du prince d'Orange. Ce dernier fut bientôt informé que les détachements qu'il avait envoyés pour jeter des ponts sur l'Escaut étaient attaqués par les Français, et, surpris d'une diligence qui tenait du prodige, il prit le parti de retirer ses pontons. Monseigneur ne commanda plus depuis cette campagne, et se retira à Meudon, où il vécut dans l'éloignement le plus absolu des affaires. Il mourut de la petite vérole, le 14 avril 1711. (1) (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 557; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXV, pag.* 239; *Mémoires du Père d'Avrigni, le président Hénaut, de Larrey, le continuateur du Père Daniel, Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne; Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII.*)

DE **FRANCE** (Louis), appelé MONSEIGNEUR LE DAUPHIN, *duc de Bourgogne, commandant d'armée*, fils du GRAND DAUPHIN, qui précède, et petit-fils de Louis XIV, naquit le 6 août 1682. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le même jour, et ne fut reçu en cette qualité que le 22 mai 1695. Il porta le nom de duc de Bourgogne jusqu'au 14 avril

---

(1) Le traité de la Haye, conclu le 16 octobre 1698, avait assigné au grand-dauphin une part dans la succession de Charles II, roi d'Espagne. Ce fut Philippe d'Anjou, son second fils, qui fut appelé, en 1699, à recueillir entièrement cette succession.

1711, époque à laquelle il prit celui de dauphin, à la mort de MONSEIGNEUR, son père (1). Le régiment de cavalerie de la Roche-Suyron fut mis sous son nom, par ordonnance du 5 juin 1685. On créa pour lui la compagnie des gendarmes, et celle des chevau-légers de Bourgogne, par ordonnance du 30 août 1690. Nommé, par pouvoir du 13 août 1698, général en chef des troupes que l'on assembla au camp de Coudun, près Compiègne, il eut sous lui le maréchal de Boufflers : ce camp ne fut formé que pour apprendre au duc de Bourgogne les mouvements et les différentes manœuvres militaires. Général de l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 19 juin 1701, le maréchal de Villeroi commanda sous lui : il ne se fit aucune expédition pendant cette campagne. Le duc de Bourgogne commanda

(1) « Il naquit terrible, dit Saint-Simon, et dans sa première enfance » fit trembler. Dur, colère, opiniâtre à l'excès, passionné pour tous les » plaisirs, porté à la cruauté, barbare en raillerie, saisissant les ridicu- » les avec une justesse qui assommait.... L'esprit, la pénétration brillaient » en lui de toutes parts. Ses réponses tendaient toujours au juste et au » profond, même dans ses fureurs. » A l'âge de sept ans, son éducation fut confiée à Fénélon, son précepteur, à Fleury, sous-précepteur, et à Beauvilliers, gouverneur. De tels hommes étaient bien capables de lutter contre les difficultés, et ils parvinrent à diriger vers le bien des penchants aussi dangereux, surtout dans un prince appelé à régner. « Le » prodige est, ajoute Saint-Simon, qu'en très-peu de temps la dévotion » et la grâce firent du jeune prince un autre homme, et changèrent tant » et de si redoutables défauts en vertus parfaitement contraires. De cet » abîme sortit un prince affable, humain, patient, modeste et austère » pour soi, tout appliqué à ses obligations, et les comprenant immen- » ses. » A l'âge de dix ans, le duc de Bourgogne écrivait élégamment le latin, et traduisait avec exactitude les auteurs les plus difficiles. A onze ans il avait lu Tite-Live tout entier, traduit les commentaires de César, et commencé une traduction de Tacite, qu'il acheva dans la suite. Ce fut pour l'instruction de son royal élève que Fénélon conçut le plan de *Télémaque;* mais les disputes du *quiétisme* interrompirent l'exécution de ce projet, et Fénélon n'acheva son ouvrage que lorsqu'il fut exilé dans son évêché de Cambrai. Le duc de Bourgogne, qui avait alors 15 ans, se jeta aux pieds du roi pour obtenir la grâce de son précepteur, et ne put réussir. Fénélon lui fit passer, par l'entremise de Beauvilliers, de sages instructions, dont le prince profita.

l'armée de Flandre, par pouvoir du 21 avril 1702, ayant le maréchal de Boufflers sous ses ordres. Il poussa, le 11 juin, l'armée hollandaise jusqu'aux portes de Nimègue, où elle se jeta en désordre, après avoir perdu 1200 hommes : le duc de Bourgogne déploya beaucoup de courage et de vigueur dans cette affaire. Il renforça ensuite les garnisons de la Gueldre espagnole, qui étaient menacées par le duc de Marlborough, arrivé avec des renforts, et revint à Versailles. En 1703, il fut nommé général de l'armée de Flandre, par pouvoir du 12 avril, devant avoir sous ses ordres les maréchaux de Villeroi et de Boufflers; mais il ne se rendit point à cette armée, et prit, par pouvoir du 4 mai suivant, le commandement de l'armée du Rhin, ayant sous lui le maréchal de Tallart. Après avoir mis le Palatinat à contribution, et fait détruire les lignes des ennemis du côté de Weissembourg, il entreprit le siége de Vieux-Brisack : le maréchal de Vauban dirigea les attaques de ce siége. La tranchée fut ouverte, le 23 août; et Brisack se rendit, le 6 septembre. Le duc de Bourgogne s'était souvent fort exposé pendant ce siége, en allant visiter les travaux et donner ses ordres. Après la prise de Brisack, il fut rappelé à la cour, et remit le commandement de l'armée au maréchal de Tallart. Il ne servit point les années suivantes. Il eut, par pouvoir du 16 août 1707, le commandement des armées du roi sur toutes les frontières d'Italie, devant avoir sous ses ordres les maréchaux de Berwick et de Tessé; mais ce dernier maréchal ayant obligé les ennemis de lever le siége de Toulon, et de se retirer en Piémont, le duc de Bourgogne n'alla point prendre possession de son commandement. En 1708, dans les circonstances les plus difficiles, après la bataille de Hochstedt et celle de Turin, il fut nommé généralissime de l'armée de Flandre, par pouvoir du 7 mai 1708, ayant sous lui le duc de Vendôme et le maréchal de Matignon. Il surprit, le 5 juillet, la ville de Gand, dans laquelle il avait des intelligences; se fit ouvrir les portes de Bruges, et emporta Plassendal, l'épée à la main. Il résolut de faire le siége d'Oudenarde; mais la mésintelligence qui s'éleva entre lui et le duc de Vendôme

entraîna dans les mouvements de l'armée des incertitudes, dont le duc de Marlborough et le prince Eugène profitèrent pour faire leur jonction, passer l'Escaut, et venir attaquer les Français : il fallut donc combattre. La bataille se livra près d'Oudenarde, le 11 juillet, et ne fut, à bien dire, qu'une multitude de combats et d'affaires de postes, qui n'eurent rien de décisif, et dans lesquels la perte en hommes tués fut égale de part et d'autre; mais les alliés firent sur les Français un grand nombre de prisonniers. Le duc de Vendôme voulait coucher sur le champ de bataille, et recommencer le combat le lendemain; mais, de l'avis des autres généraux, le duc de Bourgogne ordonna la retraite, qui fut faite sur Gand, et qui eut des effets assez funestes pour l'armée française. Ce fut la dernière campagne que fit ce prince. Il devint dauphin, le 14 avril 1711, par la mort de son père, et eut alors tous les régiments du nom de dauphin, et toutes les autres troupes, sous ce titre. Ce fut alors que, sortant de l'état de contrainte dans lequel il s'était tenu, il fixa les regards de la cour, et que Louis XIV l'associa aux soins de l'empire, ordonnant à ses ministres de travailler avec son petit-fils. Toute la France attendait les plus heureux résultats des talents administratifs du nouveau dauphin, lorsqu'il fut enlevé, le 18 février 1712, par une maladie violente et inexplicable. Cette mort eut lieu 6 jours après celle de son épouse, et 20 jours avant celle de son fils aîné, tous frappés de la même maladie (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 577; *Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; de Larrey, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, le président Hénaut, Mémoires du Père d'Avrigny, le continuateur du Père Daniel, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Biographie universelle, ancienne et moderne, t. V, p.* 376.)

(1) Voltaire a dit du duc de Bourgogne que c'était un *philosophe chrétien*, et s'est indigné de ce qu'il n'y avait pas un seul volume consacré à la mémoire d'un prince « qui aurait, dit-il, mérité d'être célébré, s'il » n'eût été qu'un simple particulier. »

DE FRANCE (Charles-Philippe), MONSIEUR, *comte d'Artois, colonel-général de toutes les gardes nationales de France,* ainsi que *des Suisses et Grisons*, est fils de Louis, dauphin de France, et frère puîné de S. M. Louis XVIII. Il naquit à Versailles, le 9 octobre 1757, fut nommé chevalier de la Toison-d'Or, en 1761, et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le 1er janvier 1771. Il fut pourvu, dans cette dernière année, de la charge de colonel-général des Suisses et Grisons. S. M. Louis XVI, son frère, le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Au mois de mai 1777, il alla visiter les ports de l'Ouest, et contribua par sa présence à encourager la marine. En septembre 1782, il se rendit, comme volontaire, au camp de Saint-Roch, devant Gibraltar, visita tous les travaux, encouragea les travailleurs et partagea leurs dangers (1). Il quitta ce camp, le 15 octobre suivant, et revint en France. A son retour à Versailles, il fut reçu chevalier de Saint-Louis. Dès le commencement de la révolution française, S. A. R. Mgr. le comte d'Artois se prononça contre les novateurs. Il donna le premier le signal de l'émigration, en se rendant, en juillet 1789, avec sa famille, auprès du roi de Sardaigne, son beau-père. En 1790, il eut, à Mantoue, une entrevue avec l'empereur d'Autriche Léopold. En 1791, il se rendit à Worms, avec le prince de Condé et le maréchal de Broglie : ce qui détermina l'émigration d'un grand nombre d'officiers français. Il eut, à Pilnitz, une conférence avec l'empereur Léopold et le roi de Prusse; et ce fut dans cette réunion que l'on jeta les bases de la première coalition, qui arma contre le nouveau gouvernement de la France. Au commencement de 1792, le comte d'Artois retourna à la cour de Turin, d'où il vint joindre les

(1) Le duc de Crillon-Mahon, qui commandait le camp de Saint-Roch, accompagna le jeune prince dans la périlleuse reconnaissance qu'il fit des batteries et des ouvrages les plus avancés, et voulut modérer son ardeur. « A quoi servirait ma présence ici, dit S. A. R., si je n'encourageais ces braves travailleurs, en partageant leurs dangers? »

coalisés, au moment où ils préparaient leur invasion en Champagne. Pendant cette expédition, S. A. R. commanda un corps de cavalerie composé d'émigrés. En 1793, après la mort du roi Louis XVI, le comte d'Artois fut nommé, par le régent de France, son frère (aujourd'hui roi de France), lieutenant-général du royaume. Il se rendit ensuite à Saint-Pétersbourg, où l'impératrice régnante, Catherine II, lui fit l'accueil le plus distingué, et lui promit une armée auxiliaire de 20,000 Russes, que le gouvernement anglais promit de transporter et de solder. Ce corps était destiné à aider les armées royales vendéennes; mais l'hésitation du ministère anglais fut telle, que ces dernières ne purent être secourues, et qu'elles éprouvèrent plusieurs défaites. A la fin de 1794, le gouvernement anglais ayant assuré un traitement au comte d'Artois, ce prince s'embarqua, le 6 juillet 1795, à Cuxhaven, et se rendit à Londres. Le dauphin, fils de Louis XVI, étant mort à Paris, dans la prison du Temple, le 8 juin 1795, S. A. R. le comte d'Artois prit alors le nom de MONSIEUR. Dans la même année, S. A. R. s'embarqua, le 25 septembre, à Portsmouth, à bord du vaisseau *le Jason*, croisa d'abord sur les côtes de France, sous la protection d'une escadre anglaise, commandée par le commodore Waren, et vint aborder à l'Ile-Dieu, le 29 du même mois. L'expédition était composée de plusieurs régiments anglais, et de différents corps d'émigrés français, et était abondamment pourvue d'artillerie, de chevaux, d'armes, de munitions, d'habillement et d'argent. S. A. R. concerta aussitôt, avec les chefs vendéens, et particulièrement avec Charrette, les moyens d'opérer un débarquement en France; et tout était prêt pour l'exécution de ce projet, lorsque le conseil anglais, assemblé à bord de l'escadre, décida que l'expédition resterait en observation devant l'Ile-Dieu, et que le débarquement serait ajourné. Cette étrange résolution prise par les Anglais, et qui faisait échouer les espérances du prince et des Vendéens, fut suivie, deux mois après, du départ de l'escadre, et de sa rentrée dans les ports de l'Angleterre. A la suite de cette expédition, le comte d'Artois

se retira à Édimbourg, où il séjourna long-temps dans le palais des anciens rois d'Écosse. En 1799, ce prince devait aller en Suisse joindre le corps du prince de Condé, qui arrivait en Allemagne, venant du fond de la Russie. Il se rendit d'abord à Londres dans cette intention, et envoya un de ses agents au général en chef russe Souwarow; mais, lorsque cet agent arriva sur le continent, déjà l'armée austro-russe avait été forcée par les Français d'évacuer la Suisse. Le comte d'Artois resta alors à Londres, d'où il dirigea les opérations des royalistes de la Bretagne. Il signa, le 23 avril 1803, de concert avec les autres princes de la maison de Bourbon, une déclaration très-énergique sur la proposition que Napoléon Buonaparte venait de faire à S. M. Louis XVIII, pour en obtenir une renonciation à la couronne de France. Il retourna ensuite à Édimbourg, se rendit, en 1804, à Calmar en Suède, où il eut une entrevue avec son frère et le duc d'Angoulême, son fils aîné, et revint encore en Angleterre. Réuni, en 1809, avec toute sa famille, au château d'Hartwel, il ne quitta cette retraite qu'en 1813, époque à laquelle il se rendit en Allemagne, pour être plus à portée de profiter des chances de la guerre que les souverains alliés faisaient alors à Napoléon Buonaparte. En suivant les progrès des armées coalisées, il arriva à Bâle, en Suisse, dans le mois de février 1814; et, sur divers avis qu'il reçut de la France, il se détermina à venir à Vesoul, où il fut accueilli d'une manière qui confirmait ses espérances. Cependant, les souverains n'ayant pas encore pris de résolution positive sur la restauration du trône des Bourbons, traitaient avec Napoléon, par l'entremise de commissaires respectivement envoyés au congrès de Châtillon. S. A. R. fut en conséquence obligée de suspendre sa marche; et ce ne fut que vers la fin du mois de mars qu'elle put de nouveau s'avancer vers la capitale. Le prince arriva à Nancy, le 23 de ce mois, et y resta jusqu'au 8 avril. L'abdication de Napoléon Buonaparte et le traité qui réglait sa condition future ayant été signés, le 11 avril, S. A. R. le comte d'Artois fit son entrée à Paris, le 12 avril, au milieu d'une population immense, et escorté par un déta-

chement de la garde nationale de cette ville. Il fut complimenté par le prince de Bénévent, président du gouvernement provisoire (1), et fut déclaré, par décret du sénat, daté du 14 du même mois, lieutenant-général du royaume, en attendant que S. M. Louis XVIII prît les rênes du gouvernement. Le roi étant entré à Paris, le 3 mai, S. A. R. le comte d'Artois fut nommé colonel-général de toutes les gardes nationales de France. Par ordonnance royale, datée du 15 du même mois, S. A. R. reprit le titre de colonel-général des Suisses. En 1815, pendant l'invasion de Buonaparte, il suivit le roi à Gand, et revint en France, au mois de juillet, avec Sa Majesté, lors de la seconde restauration du trône des Bourbons. (*Etat de la France, par Waroquier, Paris,* 1789, *tom. I, pag.* 280; *Moniteur, annales dut emps.*)

DE FRANCE (Louis-Antoine), MONSEIGNEUR, *duc d'Angoulême, colonel-général des cuirassiers et des dragons,* et *amiral de France.* Il est fils aîné de S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois, et est né à Versailles, le 6 août 1775. Il fut nommé grand-prieur de France, en 1776, et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, en 1787. Il accompagna le prince son père à Turin, en 1789, et séjourna pendant plus d'un an auprès du roi de Sardaigne, son aïeul. Pendant ce temps, le jeune duc suivit, avec une application et des succès remarquables, un cours théorique d'artillerie. Au mois d'août 1792, il passa en Allemagne, où il commanda un corps d'émigrés. Il se rendit ensuite à Édimbourg, avec son père; puis alla joindre son oncle (alors MONSIEUR, et maintenant roi de France), à Blanckenbourg, petite ville des états de Brunswick, et de là à Mittau, en Courlande (2).

(1) Le comte d'Artois remercia le prince de Bénévent de ce que lui et ses collègues avaient fait pour la France, et ajouta : « Plus de divisions; » la paix et la France! Je la revois, et rien n'est changé, si ce n'est qu'il » y a un Français de plus. »

(2) Ce fut dans cette dernière ville qu'il épousa, le 10 juillet 1799, sous les auspices de Paul Ier, empereur de Russie, Marie-Thérèse-Charlotte de France, MADAME, fille unique du roi Louis XVI.

En 1800, il se rendit à Varsovie, avec S. M. Louis XVIII, qu'il accompagna ensuite en Russie, puis en Angleterre. Il ne quitta la résidence de Hartwelt, où la famille royale de France s'était réunie, qu'au mois de janvier 1814, époque à laquelle il se porta sur la côte occidentale de l'Espagne, au moment où l'armée anglaise, commandée par lord Wellington, était sur le point de pénétrer en France. Le duc d'Angoulême, suivi de quelques sujets fidèles à la cause des Bourbons, arriva à Saint-Jean-de-Luz, le 2 février, et adressa de suite à l'armée française une proclamation, pour l'engager à quitter les drapeaux de Napoléon Buonaparte, et à se ranger sous les bannières du petit-fils de Henri IV. Au bout de quelques semaines, pendant lesquelles le concours des événements vint confondre les dernières espérances de Buonaparte, le duc d'Angoulême prit la route de Bordeaux, précédé par une colonne anglaise, commandée par le maréchal de Béresford, et qui fit son entrée dans cette ville, le 12 mars (1). La déchéance de Napoléon Buonaparte ayant été prononcée, et le rappel des Bourbons sur le trône de France en ayant été la suite (2), le duc d'Angoulême partit de Bordeaux, le 15 mai, et arriva à Paris, le 27. S. M. Louis XVIII l'avait nommé colonel-général des cuirassiers et des dragons, le 15 du même mois, et amiral de France, le 18. Le duc d'Angoulême alla, en cette dernière qualité, visiter les ports de l'Océan, et partit à cet effet de Paris, le 21 juin. Au mois de janvier 1815, le duc et la duchesse d'Angoulême firent un voyage dans les provinces méridionales de la France, et arrivèrent à Bordeaux, le 6 mars. Trois jours après leur arrivée dans cette ville, le duc d'Angoulême reçut de S. M.

---

(1) Le duc d'Angoulême répondit à la harangue que lui adressa M. Lynck, maire de Bordeaux : « L'oubli du passé, le bonheur pour l'avenir. » La ville de Bordeaux institua une fête, dont la célébration fut fixée au 12 mars, jour anniversaire de l'entrée du duc d'Angoulême dans ses murs.

(2) A cette nouvelle, le duc d'Angoulême s'écria : « Dieu soit loué ! le sang français ne coulera plus. »

l'avis de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français; et le roi lui donnait en même temps, avec le titre de lieutenant-général, les pouvoirs les plus étendus pour repousser cette invasion. Confiant la duchesse, son épouse, à la fidélité et à l'amour des Bordelais, le prince partit, dans la nuit du 9 au 10, pour se rendre à Nîmes, à l'effet d'y opérer le rassemblement d'une armée royale. En passant à Toulouse, il s'y concerta avec le général de la Borde, gouverneur par *interim* de la 10e division militaire. En arrivant à Nîmes, le prince fut informé que Napoléon Buonaparte était entré dans Lyon. Ce fut à Nîmes que le duc d'Angoulême reçut les pouvoirs du roi, qui lui conféraient le gouvernement-général des 7e, 8e, 9e, 10e et 11e divisions militaires. Le 13 mars, il assembla un conseil de guerre, dans lequel on arrêta le mélange des troupes de ligne avec les gardes nationales, et la formation de trois corps d'armée, qui devaient manœuvrer de concert depuis les Alpes jusqu'aux montagnes de l'Auvergne, en remontant vers Lyon. De toutes parts arrivèrent alors des volontaires royaux, qui furent organisés promptement en bataillons, et dirigés successivement sur le Pont-Saint-Esprit, lieu désigné pour leur rassemblement. Le duc d'Angoulême, après avoir donné tous ses soins à cette organisation, qui dans les circonstances où l'on se trouvait était sujette à des entraves et à des contrariétés inévitables, se rendit, le 17 mars, au Pont-Saint-Esprit; et, sur la nouvelle qu'il y reçut que le département de la Drôme avait reconnu Napoléon, S. A. R. chargea le vicomte d'Escars, l'un de ses aides-de-camp, d'observer les buonapartistes, et d'interrompre toute communication avec les pays qu'ils occupaient. Il partit ensuite pour Marseille, où il espérait trouver le noyau de l'armée active qu'il lui fallait créer pour accomplir ses desseins. A peine fut-il arrivé à Marseille, que 12 à 15,000 volontaires armés s'offrirent, pour servir sous ses ordres. Le duc se rendit à Toulon, y visita les arsenaux, qui étaient assez mal pourvus, et dirigea sur Nîmes des armes, des munitions de guerre, et de l'artillerie. Il revint de nouveau à Marseille, où il organisa en peu de jours 15 com-

pagnies franches de 100 hommes chacune, et formées par les hommes qui avaient répondu à l'appel adressé aux habitants des départements des Bouches-du-Rhône et du Var. Il confia au général Ernouf le commandement de l'aile droite de l'armée royale. Étant retourné à Nîmes, où était son quartier-général, il y reçut, par le baron de Vitrolles, l'avis que le roi avait quitté la capitale, et un ordre verbal de S. M. qui lui donnait le titre de son lieutenant-général dans le midi de la France. Le même ordre prescrivait au duc d'Angoulême l'établissement d'un gouvernement central à Toulouse : ce furent MM. le lieutenant-général comte de Damas-Crux et M. le baron de Vitrolles que S. A. R. choisit pour établir ce gouvernement provisoire. Le premier se chargea de diriger les affaires militaires, et le second d'organiser les autorités administratives. Pendant que l'armée royale se composait, le prince reçut, par la voie de Turin, la déclaration des puissances réunies au congrès de Vienne, à la date du 13 mars ; et il dut se flatter que ce manifeste, dirigé contre Napoléon, accroîtrait le nombre et le courage des royalistes du Midi. Enfin, l'armée royale fut formée, et composée du 1er corps ou aile droite, aux ordres du général Ernouf, fort de 2000 hommes de troupes de ligne, 2500 gardes nationaux et 4 pièces de campagne ; du corps du centre, dirigé par le duc d'Angoulême en personne, formé du 10e régiment de ligne, d'une partie du 14e régiment de chasseurs à cheval, de 8 bataillons incomplets de gardes nationaux, ce qui offrait au total 4000 combattans avec 10 pièces de campagne, dont 4 seulement attelées, et 2 obusiers également attelés ; du troisième corps ou aile gauche, aux ordres du général Compans, formé des gardes nationales des 9e et 10e divisions militaires ; et enfin d'une colonne intermédiaire, aux ordres du général A. G. Rey, aussi composée de gardes nationaux des départements de l'Ardèche et de la Haute-Loire. Le prince avait donné à tous ces corps une destination et des ordres de marche parfaitement bien combinés. Sur ces entrefaites, presque tous les régiments de ligne qui se trouvaient dans l'armée royale commencèrent à mani-

fester des dispositions peu rassurantes. Le prince prit le parti de les faire stationner à Avignon, Nîmes et Montpellier. Le 10ᵉ régiment de ligne se montra seul entièrement fidèle à la cause des Bourbons. Le prince partit de Nîmes, le 29 mars, pour se rendre au Pont-Saint-Esprit, où venaient d'arriver quelques bataillons et compagnies de volontaires royaux, le 14ᵉ régiment de chasseurs à cheval et le 1ᵉʳ régiment étranger. L'armée royale se mit alors en campagne, et le duc d'Angoulême vint joindre, à Montelimart, son avant-garde, qui, sous les ordres du vicomte d'Escars, était entrée, le 29, dans cette ville. Il la fit soutenir par un bataillon de gardes nationaux et 2 pièces de canon, et retourna au Pont-Saint-Esprit, pour mettre en état de défense ce poste, qui pouvait devenir essentiel pour s'assurer une retraite, si le sort des armes n'était pas favorable à la cause royale. Le 30 mars, l'avant-garde du prince fut attaquée, à Montelimart, par une colonne de gardes nationales des campagnes, que commandait le général Debelle. Les royalistes, quoique inférieurs en nombre, restèrent maîtres du terrain, que les troupes de Debelle cédèrent dans la crainte d'avoir bientôt à combattre le gros de l'armée du prince. S. A. R. envoya à Saint-Andeols un détachement de 500 gardes nationaux, pour arrêter quelques mouvements insurrectionnels qui venaient d'éclater dans les départements de la Lozère et de l'Ardèche, où un parti de buonapartistes venait de pénétrer. Le duc d'Angoulême, qui avait établi son quartier-général à Montelimart, ayant été informé que le général Debelle avait pris position de l'autre côté de la Drôme, pour couvrir et défendre Valence, résolut de lui présenter le combat, et donna en conséquence ordre au général Ernouf de se porter en avant. Le 2 avril, le prince mit en mouvement les troupes qui étaient sous ses ordres immédiats, et marcha contre le général Debelle, dont l'avant-garde fut rencontrée à Mirmende, sur la route de Loriol. Cette avant-garde se replia sur Loriol, d'où elle fut chassée par les royalistes. Cependant le général Debelle était posté, avec le gros de sa troupe, sur les hauteurs de Livron; le prince

s'y porte, et fait avancer de l'artillerie. Il ordonne en même temps à un bataillon d'effectuer le passage de la Drôme, à gué, à un quart de lieue au-dessous de Livron, et fait marcher sur ce dernier point 4 compagnies d'élite du 10e de ligne, en leur prescrivant de se diriger sur le pont, et de l'enlever au pas de charge. La mêlée de quelques voltigeurs royalistes avec les soldats du général Debelle ayant occasioné un colloque assez long et une espèce de désordre, le vicomte d'Escars profita de cette circonstance pour tomber, avec les 4 compagnies d'élite du 10e de ligne sur les napoléonistes, qu'il culbuta, et auxquels il prit des canons et un certain nombre d'hommes : le duc d'Angoulême soutenait cette attaque, avec le reste du 10e de ligne et 50 chevaux. La déroute des troupes du général Debelle fut complète ; et ce général, blessé dans l'action et entraîné par ses soldats, vivement poursuivi, prit la route de Valence, où le duc d'Angoulême entra le lendemain, 30 avril. Il ne laissa dans cette ville qu'un bataillon du 10e régiment, et 2 pièces de canon prises la veille à Loriol, et se porta, avec le reste de ses troupes, au pont de Romans, qu'il fit occuper sans résistance. Il fit en même temps pousser des reconnaissances sur les deux routes de Lyon et de Grenoble, et revint à Valence pour y recevoir les troupes qui devaient arriver de divers points. Il adressa une proclamation aux habitans de la Drôme; mais elle ne produisit que peu d'effet dans ce pays, où les esprits étaient travaillés par les émissaires de Napoléon, qui y colportaient les journaux de Paris. Informé que Lyon n'était défendu que par quelques dépôts, et que 800 hommes, placés à Saint-Rambert, pouvaient seuls disputer l'entrée de cette ville, le duc d'Angoulême n'attendait plus, pour effectuer le passage de l'Isère, que le résultat des opérations du corps d'armée dont il avait confié le commandement au général Ernouf. Ce dernier avait marché pour exécuter les ordres du prince; mais la défection d'une partie des troupes sous ses ordres l'obligea d'abandonner ses projets d'attaque du côté de Grenoble, et il fut obligé de se replier sur

Sisteron (1). Ce mouvement rétrograde, joint aux mesures déjà prises par Buonaparte, pour paralyser le mouvement insurrectionnel des royalistes dans le Midi, détermina le duc d'Angoulême à renoncer ou du moins à suspendre son mouvement offensif contre les napoléonistes. Sur ces entrefaites, des agents furent envoyés de Paris par le nouveau gouvernement, afin de rendre nuls les efforts tentés par les commissaires du roi pour le maintien de l'autorité royale dans le Midi. Par suite de ces mesures, les deux commissaires du roi furent arrêtés à Toulouse, dans les premiers jours d'avril; et la cocarde tricolore fut arborée dans cette ville par la garnison, qui, ainsi que son chef, se prononça pour Napoléon. Bientôt les villes et les garnisons de Nîmes et de Montpellier suivirent cet exemple; et, les nouvelles les plus alarmantes se succedant rapidement, le prince apprit presqu'en même temps que les départements de la Corrèze, de la Haute-Loire, de l'Aveiron, du Lot et de la Lozère, s'étaient soumis au gouvernement de Buonaparte. Du côté de Lyon, tout était en armes; et des forces imposantes en troupes de lignes comprimaient l'élan des royalistes. Les habitants de Romans, de Valence et d'Avignon, ou refusaient de reconnaître l'autorité royale, ou chancelaient déjà dans leur fidélité. Le général buonapartiste Piré ayant débarqué à Tain, le duc d'Angoulême, qui déjà se trouvait pressé de toutes parts, prit le parti de rétrograder, et de prendre des positions plus sûres. En conséquence, il fit évacuer Romans, le 5 avril, et brûler le pont sur l'Isère. En rentrant à Valence, il apprit encore que Carcassonne et Perpignan étaient subjugués, et que les napoléonistes marchaient de Montpellier et de Nîmes sur le Pont-Saint-Esprit. Dans cette position embarrassante, le prince assembla les généraux qui l'entouraient, et qui adoptèrent l'avis qu'il ouvrit de faire replier rapidement l'armée derrière la Durance, et de la porter dans la Provence, pays qui

---

(1) Voyez l'article biographique du général Ernouf, tom. V, du Dictionnaire des généraux français.

offrait encore des ressources à la cause royale. En conséquence, le prince ordonna la retraite, pour le lendemain 5 avril. Il envoya au général Ernouf des ordres pour qu'il suivît ce mouvement, et distribua les troupes de manière à s'emparer des défilés, et à assurer la marche de l'armée. Il quitta la ville de Valence, le 7 avril, et arriva bientôt sur la Drôme, sans être inquiété par les troupes des généraux Grouchy et Piré, qui le suivaient déjà de très-près. Lorsqu'il fut arrivé à Montelimart, il apprit que le Pont-Saint-Esprit était tombé au pouvoir des napoléonistes. Cette occupation rendant ces derniers maîtres de la navigation du fleuve, le duc d'Angoulême allait se trouver enfermé, avec ses faibles troupes, entre le Rhône, les Alpes, la Drôme et la Durance. Une seule issue restait ouverte au duc d'Angoulême, celle de la vallée d'Aspres, où il eût trouvé le général Ernouf avec les Provençaux, et d'où il aurait pu gagner le Piémont ou Marseille. Mais ce généreux prince refusa pour la seconde fois d'abandonner ceux qui s'étaient dévoués à la cause royale, et se détermina à entrer en négociation. Il envoya à cet effet son chef d'état-major, le général d'Aultanne, qui, après une conférence avec le colonel Saint-Laurent, obtint que le prince pourrait se rendre à Marseille, avec le 10ᵉ régiment de ligne : cette convention renfermait d'autres articles relatifs à l'artillerie et aux officiers de l'état-major du prince, qui devaient être envoyés au Pont-Saint-Esprit, et stipulait la rentrée des gardes nationaux dans leurs départements respectifs. Le général Gilly, que Napoléon avait investi du commandement en chef du 1ᵉʳ corps de son armée, et de celui des 8ᵉ et 9ᵉ divisions militaires, occupait alors, avec ses troupes, la route d'Avignon. Il refusa de ratifier la convention conclue avec le colonel Saint-Laurent ; et le duc d'Angoulême fut obligé d'envoyer à la Pallu le baron de Damas, qui y arrêta une nouvelle convention, d'après laquelle l'armée royale dut être licenciée. Un des articles de ce traité portait que le duc d'Angoulême se rendrait au port de Cette, et qu'il s'y embarquerait pour telle destination qu'il lui plairait de choisir. Le général Grouchy, commandant en chef les troupes de Napoléon dans les pro-

vinces méridionales, refusa de ratifier cette capitulation, avant d'avoir pris les ordres de Buonaparte, et le prince fut obligé de s'arrêter au Pont-Saint-Esprit, où il fut gardé à vue, supportant cette nouvelle disgrâce avec autant de calme que de fermeté. Enfin la décision de Napoléon arriva, et le duc d'Angoulême ayant eu la liberté de partir, il se mit en route, le 15 avril, accompagné du lieutenant-général de gendarmerie Radet, prit la route de Cette, et s'embarqua, dans la soirée du 16, à bord d'un navire suédois, qui aborda, le 18 au matin, sur les côtes de la Catalogne, et qui débarqua le prince à Barcelonne. Ainsi fut terminée l'expédition du Midi, dans laquelle le duc d'Angoulême avait fait tout ce que l'on devait attendre de son rang et de sa valeur, et qui n'échoua que parce que des circonstances impérieuses concoururent à détruire l'effet des excellentes dispositions que le prince avait prises, et à paralyser le zèle et le dévouement de ses amis et de ses serviteurs. De Barcelonne, le duc d'Angoulême se rendit à Madrid, où le roi d'Espagne, son cousin, l'accueillit avec tous les honneurs dus au malheur et au sang royal. Il ne tarda pas à se rapprocher des frontières de France; et déjà il était à Puycerda, le 10 juillet, lorsqu'il y apprit que Marseille avait secoué le joug de la domination de Buonaparte. Il se disposait à entrer en France, à la tête d'un corps royaliste qu'il avait organisé sur les frontières d'Espagne, lorsque l'issue de la bataille de Waterloo vint rouvrir à la famille des Bourbons les portes de la France. Il rentra alors seul sur le sol de sa patrie, et se rendit à Bordeaux, puis à Toulouse, où, en vertu des pouvoirs qu'il avait précédemment reçus, il rétablit le gouvernement royal. Il fut rappelé à Paris, par S. M., au mois d'août, et repartit, le 15 de ce mois, avec la duchesse son épouse, pour aller à Bordeaux présider aux élections du collége électoral du département de la Gironde. Pendant l'invasion de Napoléon, l'Espagne avait levé une armée, qui, d'après l'ordre de son souverain, se préparait encore à franchir les frontières, pour pénétrer en France; mais le duc d'Angoulême

ayant été envoyé à Perpignan, y eut, avec le général en chef Castanos, quelques conférences, à la suite desquelles les troupes espagnoles rétrogradèrent : ce fut un important service que le prince rendit à la France entière, et plus particulièrement aux départements du Midi, qui auraient été les premières victimes de l'invasion des Espagnols sur leur territoire. Depuis sa rentrée en France jusqu'à ce moment, S. A. R. le duc d'Angoulême a constamment déployé toutes les vertus et tous les talents d'un grand prince, et a signalé sa bienfaisance dans de nombreuses circonstances. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE FRANCE (Charles Ferdinand), *duc* de *Berri, colonel-général des chasseurs à cheval et des chevau-légers-lanciers*. Il était second fils de Charles-Philippe *comte d'Artois* MONSIEUR, et frère puîné de Louis-Antoine *duc d'Angoulême*, qui précède. Il naquit à Versailles, le 24 janvier 1778. Il accompagna son père à Turin, en 1789, et y continua ses études, ainsi que son frère, sous la direction de M. le duc de Sérent, gouverneur de LL. AA. RR. Au mois de juillet 1792, lors de l'expédition des Prussiens en Champagne, le duc de Berri fit sa première campagne, sous les ordres de son auguste père. Après cette entreprise infructueuse, l'armée des princes français ayant été licenciée, le duc de Berri accompagna son père à Ham en Westphalie. Il se rendit ensuite à l'armée du prince de Condé, dont il joignit le quartier-général à Rastadt, le 18 juillet 1794, et dans lequel on lui donna le commandement d'un corps de gentilshommes. Il alla, le 31 du même mois, faire la visite des différents postes qui étaient sur la rive droite du Rhin. Bientôt il devint l'idole des soldats de l'armée de Condé, et se fit estimer des chefs par l'empressement qu'il mettait à s'instruire et par les talents militaires qu'il développait chaque jour. Il continua, en 1795 et 1796, à faire l'apprentissage de la guerre, sous les yeux de son illustre parent, le prince de Condé. Il se trouva, le 13 août 1796, au combat d'Ober-Kamlach, et se signala dans l'attaque de ce vil-

lage (1). Le 25 du même mois, jour de la fête de Saint-Louis, il reçut à la tête de 120 nouveaux chevaliers la décoration de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Avide de s'instruire, il en saisissait toutes les occasions. Lors du siége de Kehl par les Autrichiens, dans la même année 1796, le duc de Berri, qui voulait acquérir des connaissances dans ce genre d'opérations militaires, se rendit auprès de l'archiduc Charles, et passa huit jours à suivre assidument tous les travaux que l'armée autrichienne faisait pour réduire Kehl. Il rejoignit ensuite le quartier-général du prince de Condé. Il visita aussi, en janvier 1797, les ouvrages auxquels les Autrichiens travaillaient depuis deux mois pour l'approche de la tête du pont d'Huningue. Pendant qu'il parcourait les tranchées, il arriva plus d'une fois que les bombes éclatèrent à ses pieds, sans qu'il en éprouvât la moindre émotion. Après la reddition de cette tête de pont, qui eut lieu le 1er février, le duc de Berri se rendit auprès de S. M. Louis XVIII son oncle, qui résidait alors à Blankenbourg. Il revint bientôt après joindre l'armée de Condé, et arriva à Engen, le 12 mai. Le prince de Condé, ayant été invité vers cette époque à aller conférer avec l'archiduc Charles d'Autriche, à Schwetzingen, remit, en son absence, le commandement de son armée au duc de Berri. Lorsque cette armée partit, deux mois après, pour aller en Russie, le duc de Berri reçut ordre de se rendre auprès du roi son oncle. Il alla ensuite trouver Mgr. le comte d'Artois son père, à Édimbourg en Écosse, où il séjourna pendant quelques mois, après lesquels il repassa sur le continent et

(1) Le jeune duc de Berri réalisait chaque jour les hautes espérances que l'on avait conçues de lui. Parmi les qualités qui le distinguaient éminemment, il faisait voir une valeur à toute épreuve, un courage plein d'audace, et un élan qui entraînait tout après lui. Un général étranger lui ayant un jour adressé de prudentes représentations dans une circonstance où le prince avait devancé avec quelques-uns des siens le mouvement de la ligne de troupes qu'il commandait, et qui s'ébranlait trop lentement à son gré, le duc fit cette réponse noble et fière : « Que ceux » qui sont en arrière courent, s'ils veulent arriver avec moi ; un fils de » France ne sait pas attendre la gloire : il doit voler au-devant d'elle. »

se rendit à Mittau auprès du roi. Avec l'autorisation de S. M., le duc de Berri alla joindre, le 29 octobre 1798, à Dubno en Wolhynie, le corps du prince de Condé. Il s'établit, le 20 novembre suivant, à Locatzé, où était cantonné le corps de gentilshommes français connu sous le nom de *chasseurs nobles*, et qui prit alors la dénomination de *régiment de Berri*. Il se fit remarquer à la tête de ce corps par la précision des manœuvres qu'il commandait, et par la sévère discipline qu'il y faisait régner (1). En 1799, l'armée du prince de Condé ayant reçu l'ordre de se tenir prête à marcher pour soutenir les nouveaux efforts des puissances coalisées contre Napoléon Buonaparte, le duc de Berri fut désigné pour commander la seconde colonne de cette armée. Il arriva, le 26 août, sous les murs de Prague, avec sa division, après avoir donné dans une marche longue et pénible un grand exemple de constance en tout genre. L'armée de Condé arriva en Suisse, le 1er octobre, à l'époque où les Russes venaient de perdre la bataille de Zurich. Pendant le reste de cette campagne, le duc de Berri trouva l'occasion de se signaler plus d'une fois, et de mériter les éloges du maréchal Souwarow, général en chef de l'armée russe. Le 2 janvier 1800, sur la demande de S. M. Louis XVIII, l'empereur de Russie nomma le duc de Berri à la place de grand-prieur de France, devenue vacante par le mariage de Mgr., duc d'Angoulême. Vers la fin du mois de mars de la même année, l'armée de Condé ayant passé à la solde de l'Angleterre, le duc de Berri, dont on

(1) Un jour il lui arriva de reprendre trop vivement un officier de mérite, employé sous ses ordres. Bientôt après, le prince, sentant sa faute, prit à l'écart ce gentilhomme, et l'assura qu'il n'avait pas eu l'intention d'insulter un homme d'honneur; puis il ajouta : « Ici je ne suis pas un » prince; je ne suis comme vous qu'un gentilhomme français. Si vous » exigez une réparation, je suis prêt à vous donner toutes celles que » vous pourrez désirer. » Il tira aussitôt son épée. L'officier, touché jusqu'aux larmes, répondit, en découvrant sa poitrine : « Frappez, prin» ce, tout mon sang est à vous et à votre famille. » Le duc se précipita alors dans les bras de l'officier, et lui voua un attachement qui ne s'est jamais démenti.

négociait alors le mariage avec une fille du roi de Naples, partit pour se rendre à Palerme. Il était à Rome, lorsque les événements militaires vinrent susprendre l'union projetée. Il revint alors à l'armée de Condé pour servir dans le régiment de cavalerie noble qu'il avait formé, et auquel le duc d'Angoulême son frère venait de donner son nom, en en prenant le commandement. Le licenciement de l'armée de Condé ayant interrompu la carrière militaire du duc de Berri, ce jeune prince quitta le quartier-général, le 30 avril 1801, et se rendit en Angleterre, où toute sa famille se trouvait réunie. Il y séjourna jusqu'en 1814. La chute de Napoléon Buonaparte ayant amené la restauration du trône des Bourbons, le duc de Berri s'embarqua sur la frégate anglaise *l'Eurotas*, débarqua à Cherbourg le 13 avril, fit son entrée à Paris le 21, et fut complimenté à la barrière de Clichy par le corp municipal, et par les chefs de l'armée. S. M. le nomma colonel-général des dragons et des chevau-légers-lanciers, par ordonnance du 15 mai suivant. Le duc de Berri, porté par ses inclinations vers l'art de la guerre, se plaisait à passer en revue les différents corps de troupes, et à visiter tous les établissements militaires (1). Il partit, le 1er août, pour aller visiter les départements du Nord, se rendit en Angleterre, y fit un court séjour, en repartit le 21 septembre, et alla parcourir les anciennes provinces de l'Alsace, de la Lorraine et de la Franche-Comté. En 1815, il se disposait à visiter les départements de l'Ouest, lorsque Napoléon fit une invasion sur le territoire français, dans les premiers jours de mars.

---

(1) Il lui échappa souvent des mots heureux, propres à gagner le cœur des soldats : « Nous commençons à nous connaître, dit-il dans une occasion : et, quand nous aurons fait quelques campagnes, nous nous connaîtrons mieux. » Un jour, en passant la revue d'un régiment de l'ex-garde impériale, à Fontainebleau, il croit entrevoir parmi les soldats quelques regrets de ne pas combattre sous Buonaparte : « Que faisait-il donc de si remarquable? leur dit le prince. — Il nous menait à la victoire, répondit un soldat. — Parbleu! répliqua le prince, voilà un beau mérite, avec des hommes tels que vous! »

Dès le 12 de ce mois, S. M. avait nommé le duc de Berri commandant de tous les corps de troupes qui se trouvaient dans la capitale et aux environs. Ces différents corps devaient former bientôt un corps d'armée, dont l'organisation fut arrêtée et rendue publique par un ordre du jour en date du 16. Buonaparte étant arrivé à peu de distance de Paris, le roi se détermina à quitter la capitale, dans la nuit du 19 au 20 mars, et à se rendre dans les provinces du nord de la France. Le duc de Berri fut chargé de protéger la retraite de S. M. à la tête de la maison militaire du roi, et des volontaires royaux qui le suivirent en assez grand nombre. Il fit prendre à sa troupe la route de Beauvais et d'Abbeville (1). Lors de l'entrée du duc de Berri et de sa troupe à Béthune, 300 soldats firent entendre le cri de *vive l'empereur*. Le prince pouvait facilement, avec les 4000 hommes qu'il commandait, anéantir cette troupe; mais, arrêtant les effets de l'indignation de tout ce qui l'accompagnait, il se précipita seul au milieu des soldats rebelles, et leur proposa de crier *vive le roi*. Ses exhortations et ses menaces étant vaines : « Vous voyez bien, malheureux, leur » dit-il, que nous pourrions vous exterminer tous, sans » qu'il restât un seul d'entre vous. Vivez et disparaissez (2) ». A la sortie de Béthune, 200 lanciers parurent vouloir harceler son arrière-garde; en faisant volte-face, on pouvait aisément les écraser : le prince s'y opposa. Il arriva enfin à Ypres, après avoir perdu la majeure partie de ses équipages, et rejoignit le roi à Gand, le 28 mars. Le lendemain de la bataille de Waterloo, perdue par Napoléon Buonaparte, le 18 juin, le duc de Berri, fut chargé par S. M. de porter un secours de 500,000 francs pour les premiers besoins des

(1) Chemin faisant, un officier de cuirassiers, que l'on rencontra, cria *vive l'empereur!* La maison du roi voulait faire justice de cet officier. Le prince s'y opposa, et dit : « Comment voulez-vous frapper des gens » qui ne se défendent pas? »

(2) Un de ces soldats se mit à crier *vivent l'empereur et le duc de Berri*. Tous les autres répétèrent ce cri, qui était tout à la fois celui de la révolte et de la reconnaissance.

blessés et des prisonniers français. Le prince voyant un militaire blessé que l'on avait oublié, tira un mouchoir de sa poche, et enveloppa la main du soldat, en lui disant : « Va, » mon ami, rentre dans ta patrie, et apprends à tes cama- » rades que c'est le duc de Berri qui, le premier, a pansé ta » blessure. » Tous les obstacles étant levés pour la seconde rentrée du roi en France, l'armée royale se mit en marche, le 21 juin, sous les ordres du duc de Berri, et arriva, le 24, à Bavay, première ville du royaume. Le duc de Berri fut nommé par le roi pour présider le collége électoral du département du Nord, et en fit l'ouverture le 13 août. Il reçut des mains de S. M., le 24 septembre suivant, le collier de l'ordre de la Toison-d'Or, que le roi d'Espagne lui avait envoyé. En 1816, il épousa Caroline-Ferdinande-Louise, princesse des Deux-Siciles; et, de ce moment, il s'éloigna de la direction des affaires publiques. Le 13 février 1820, il fut assassiné, à dix heures et demie du soir, en sortant de l'Opéra, par un scélérat nommé Louvel, qui lui enfonça un poignard dans le côté droit, au-dessous du sein. Le duc de Berri mourut le lendemain matin, vers six heures et demie, après avoir témoigné à ses derniers moments une profonde piété et une bonté telle, qu'il sollicita à plusieurs reprises la grâce de son assassin. Il ne laissait qu'une fille; mais la princesse, son épouse, étant alors enceinte, mit au monde, le 29 septembre 1820, un fils, auquel S. M. a donné le nom de duc de Bordeaux. (*Moniteur, mémoires du temps.*)

DE **FRANCE**, *voyez* ORLÉANS et VENDÔME.

DE **FRANCIÈRES**, *voyez* DE CHOISEUL.

DE **FRANCKFORT** (le grand-duc), *voyez* DE BEAUHARNAIS.

DE **FRANQUETOT** (Jean-Antoine, *marquis*), *comte de Coigny, maréchal-de-camp*, commença à servir, en 1618, dans une compagnie de gendarmerie. Il se trouva, en 1620, à l'attaque du pont de Cé; aux siéges de Saint-Jean-d'Angely, de Clerac, de Montauban et de Monheurt, en 1621;

à ceux de Saint-Antonin et de Montpellier, en 1622, et de la Rochelle, en 1627 et 1628. Il marcha à l'attaque du Pas de Suze et aux siéges de Privas et d'Alais, en 1629; à la conquête de la Savoie, en 1630; au siége de Nancy, en 1633; à la bataille d'Avein, en 1635; aux siéges de Corbie, en 1636, de Landrecies et de la Capelle, en 1637, de Saint-Omer, en 1638, d'Hesdin, en 1639, d'Arras, en 1640, et d'Aire, en 1641. Il fut fait enseigne de la compagnie des gendarmes de la reine-mère, le 30 juin de cette dernière année. Nommé capitaine-lieutenant de la même compagnie, à la mort du comte d'Interville, par provisions du 4 avril 1642, il la commanda aux siéges de Collioure et de Perpignan, la même année, et à l'armée de Picardie, en 1643. On lui accorda, par brevet du 27 septembre de cette année, en considération de vingt-cinq ans de service, une pension de 4000 livres. Il servit aux siéges de Gravelines, en 1644, de Béthune et de Saint-Venant, en 1645. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 26 mai 1646, il servit, la même année, au siége de Dunkerque; aux siéges de la Bassée et de Lens, en 1647; au siége d'Ypres, et à la bataille de Lens, en 1648. Employé comme maréchal-de-camp à l'armée de Flandre, sous le prince de Condé, par lettres du 10 septembre, il y passa l'hiver. Il se démit de la compagnie des gendarmes de la reine, et quitta le service, au mois de juillet 1649. Il obtint l'érection de sa terre de Coigny en comté, vers l'an 1650. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 211; *Gazette de France, Nobiliaire universel de France, par M. de Saint-Allais, tom. X, pag.* 28.)

DE FRANQUETOT (Robert-Jean-Antoine), *comte de Coigny, commandant d'armée*, et fils du précédent, commença à servir, en 1667, dans les mousquetaires. Nommé cornette de la colonelle-générale de la cavalerie, le 6 décembre de cette même année, il s'en démit, le 4 mai 1671. Il servit comme volontaire dans l'armée du roi, en 1672, et se trouva à tous les siéges que l'on fit pendant cette campagne. Devenu mestre-de-camp lieutenant du régiment

Royal-Étranger, par commission du 19 février 1673, il servit, la même année, dans l'armée de MONSIEUR, et s'y trouva au siége de Maestricht. Employé, en 1674, à l'armée d'Allemagne, sous le vicomte de Turenne, il y combattit le duc de Lorraine et le comte Caprara, qui furent défaits à Sintzheim, près de Philisbourg, au mois de juin. Il concourut à la retraite des ennemis au-de là du Necker et du Mein, et à la défaite de leur arrière-garde à Ladembourg, au mois de juillet. Il se trouva à la bataille d'Ensheim, près de Strasbourg, où le duc de Lorraine fut défait, au mois d'octobre, et à la défaite de 6000 chevaux ennemis à Mulhausen, au mois de décembre. Il fit la campagne de 1675, dans l'armée d'Allemagne, commandée successivement par le vicomte de Turenne et par M. le prince de Condé. Il combattit, en janvier 1675, à l'affaire de Turkeim, où l'électeur de Brandebourg, le duc de Lorraine et le duc de Bournonville, furent forcés d'abandonner leur camp et de repasser le Rhin. Il contribua à faire lever par les ennemis les siéges d'Haguenau, au mois d'août, et de Saverne, en septembre. Employé en Allemagne, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676, il se trouva à la prise de Montbelliard, en décembre. Il servit en Allemagne, sous le maréchal de Créqui, en 1677; se trouva au combat de Kokersberg, au mois d'octobre, et à la prise de Fribourg, en novembre. Il eut part, sous le même maréchal, en 1678, aux combats de Rinfeld, de Gegemback, et à la prise du fort de Kehl, au mois de juillet. Il marchait, en 1679, avec l'armée du même maréchal, sur le Bas-Rhin, lorsque l'électeur de Brandebourg fut deux fois battu près de Minden, au mois de juin. Il fut nommé gouverneur de Caen, sur la démission du duc de Montausier, par provisions du 15 janvier 1680, et obtint, par autres provisions du 20, la charge de grand-bailli de cette ville, sur la démission du sieur de la Croisette. Il servit, en 1681, au camp du comte de Sourdis, en Artois, et fut fait inspecteur-général de la cavalerie, par ordres des 22 octobre 1682 et 1683. Il fut employé, en 1684, en Flandre, sous MONSIEUR et le maréchal de Schomberg, commandant l'armée

d'observation destinée à couvrir celle du maréchal de Créqui, qui assiégeait alors la place de Luxembourg. Il servit, en 1685, au camp de la Saône, commandé par le marquis de la Trousse. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 26 février 1686, il fut employé au camp de la Saône, sous le comte de Sourdis, en 1688. A l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, en 1689, il se trouva à la prise de Bretten, de Stafurt, de Dourlach et d'Etlingen, au mois de juin. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 10 mars 1690, il fit la campagne d'Allemagne, sous M. le dauphin et sous le maréchal de Lorges; mais il ne s'y fit aucune expédition. Il se démit, au mois de janvier 1690, du régiment Royal-Étranger, en faveur de son fils. Il se rendit, la même année, en Allemagne, sous les ordres du maréchal de Lorges, qui se tint sur la défensive. En 1692, il fit la campagne de Flandre, sous M. le dauphin et le maréchal de Luxembourg, et se trouva à la prise de Namur, en juin, et au combat de Steinkerque, au mois d'août. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1693, il en fit les fonctions d'abord pendant cette campagne, et la suivante, à l'armée de Catalogne, sous le maréchal de Noailles. Il se trouva, dans cette dernière campagne, à la prise de Roses et du fort de la Trinité, au mois de juin; au passage du Ter, à la vue des Espagnols, et à leur défaite, près de Bergès, au mois de mai 1694. Le comte de Coigny fit dans cette affaire plusieurs belles charges contre les ennemis. Il se trouva à la prise de Palamos, qui fut emporté d'assaut, et à celle de Gironne, du château d'Ostalric et de Castel-Follit, et à la levée du siége d'Ostalric par les Espagnols, au mois de septembre. Il fut nommé directeur-général de la cavalerie, à la création de cette charge, par ordre du 22 décembre de la même année, et conserva cet emploi jusqu'à sa mort. Il continua de servir, en 1695, dans la Catalogne et le Roussillon, d'abord sous le maréchal de Noailles, et ensuite sous le duc de Vendôme. Les ennemis assiégeant Castel-Follit, le comte de Coigny, que l'on avait chargé d'y conduire un convoi, força, le 29 mai,

les passages, après un long combat, pendant lequel le convoi entra dans la place. Le comte de Coigny eut dans cette affaire un cheval tué sous lui. Il eut part à la levée du siége de Palamos par les Espagnols, au mois d'août. Il servit, en 1696 et 1697, sous le duc de Vendôme, général de l'armée de Catalogne et de Roussillon, et contribua à la défaite d'un corps de cavalerie du prince de Darmstadt, à Ostalric, dans la Catalogne, en juin 1696. Il concourut aussi à la victoire remportée sur Velasco à Saint-Felice, pendant le siége de Barcelonne, en juillet 1697, et à la prise de Barcelonne, au mois d'août suivant. Le comte de Coigny obtint du roi le gouvernement de cette ville, par provisions du 20 : la paix se fit en 1697. La guerre ayant recommencé, en 1701, le comte de Coigny fut nommé pour commander dans les pays de Gueldres, Venloo, Ruremonde et Stevensvert, sous l'électeur de Bavière, par lettres du 27 février, et dans l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, par autres lettres du 28 juin : il ne se fit aucune hostilité. Il servit à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, en 1702, et sous les maréchaux de Villeroy et de Boufflers, en 1703. Il se trouva à l'affaire de Nimègue, lorsque les ennemis furent poussés sous le canon de cette place, au mois de juin 1702; puis à la prise de Tongres, au mois de mai 1703. Il commanda en chef, par pouvoir donné à Versailles, le 28 mars 1704, l'armée de la Moselle, dont la destination était de se porter en Flandre ou sur le Rhin, suivant le besoin. Il mourut à Königsmarken, près de Thionville, après trois jours de maladie, le 10 octobre 1704, étant encore investi de ce commandement. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 584, *le président Hénaut, Mémoires du Père d'Avrigny, le continuateur du Père Daniel, Histoire militaire de Louis-le-Grand, par M. de Quincy, Gazette de France.*)

DE FRANQUETOT (François), *duc de Coigny, maréchal de France,* fils du précédent, naquit le 16 mars 1670, et fut d'abord connu sous le nom de marquis de Coigny. Il

entra dans les mousquetaires, le 19 octobre 1687, et marcha, en 1688, à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Frankendal. Devenu cornette de la compagnie mestre-de-camp du régiment Royal-Étranger, par brevet du 15 janvier 1689, il servit à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, et se trouva à la prise de Bruchsal, de Bretten, des châteaux de Staffurt, de Hochsheim, de Dourlach, d'Etlingen et de Pforzheim. Nommé capitaine au même régiment, par commission du 23 juin 1690, il servit à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers; se trouva à l'assaut et à la prise de la ville et du château de Cokum, et fut du détachement que le marquis de Boufflers envoya au duc de Luxembourg, qui combattit les ennemis à Fleurus, le 1er juillet. Le marquis de Coigny se distingua dans cette affaire, et y fut blessé. Mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, sur la démission de son père, par commission du 16 janvier 1691, il servit au siége de Mons, qui se rendit, le 9 avril. Pendant ce siége, on le détacha, sous les ordres du comte d'Auger, lieutenant-général, pour reconnaître les mouvements des ennemis. Il se trouva au bombardement de Liége, le 5 juin. Il servit au siége de Namur, à la prise du château de cette ville, au combat de Steinkerque, en 1692, et au siége et à la prise d'Heidelberg, en 1693. Il fut employé, en 1694 et 1695, à l'armée d'Allemagne, où l'on se tint sur la défensive. Il servit à l'armée d'Italie, en 1696, et se trouva au siége de Valence, qui finit au mois d'octobre, l'empereur ayant alors accepté la neutralité. Il servit au siége d'Ath, en 1697, et au camp de Coudun, près Compiégne, en 1698. Employé, en 1701, à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, il fit fortifier Ruremonde, Wenloo et Stephenswerth. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702, il servit à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, et contribua à l'échec que l'on fit éprouver aux Hollandais, sous les murs de Nimègue, le 11 juin. Il introduisit un secours dans Kayserwerth, dont les ennemis avaient formé le siége. Employé à la même armée, en 1703, sous les maréchaux de Boufflers et de

Villeroi, il fit prisonniers de guerre, le 14 juin, en allant fourrager, un grand nombre d'officiers ennemis du camp de Saint-Servalon. S'étant embarqué à l'entrée de la nuit, avec 300 chevaux, à l'endroit dit la Tombe-de-Vaux, il tomba le lendemain à la pointe du jour sur une troupe de 400 chevaux, qu'il attaqua et battit, et à laquelle il prit 1 colonel, 7 officiers et 300 dragons. Il combattit, le 30, à l'affaire d'Eckeren, où les Hollandais furent battus. Il servit, en 1704, à l'armée de la Moselle, commandée par le comte de Coigny, son père, qui observa seulement les ennemis. A la mort de son père, il prit le titre de comte. Il fut fait gouverneur et grand-bailli de Caen, le 10 octobre. On le nomma inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, par ordre du 22, et maréchal-de-camp, par brevet du 26. Pourvu de la charge de colonel-général des dragons, sur la démission du duc de Guiche, par provisions données à Versailles, le 7 décembre, il prêta serment, le 10, et se démit alors de son inspection-générale, et du régiment Royal-Étranger. Employé, en 1705, à l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Villars, il se trouva à l'attaque des lignes de Weissembourg, le 3 juillet. Dans cette affaire, il enleva, avec 500 grenadiers et 4 régiments de dragons, la redoute du village des Picards, poursuivit les ennemis, et battit leur arrière-garde. Lors de la retraite de l'armée française, après la surprise des lignes d'Haguenau, le 28 septembre, il forma l'arrière-garde, arrêta le prince de Bade, et soutint le poste de Belem contre les attaques de l'armée ennemie, pendant que le maréchal de Villars passait le Rhin. Employé, en 1706, à l'armée commandée sur le Rhin par le maréchal de Villars, il se trouva à la levée du blocus du fort Louis par les ennemis, le 1er mai; à la prise des retranchements de Drusenheim et de la ville de ce nom, le 2; à celle de Lauterbourg, le 3; de Haguenau et de l'île de Marquisat, le 20. Employé, en 1707, à l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme, il fit, avec 2000 grenadiers et 2 régiments de dragons, l'arrière-garde de l'armée, depuis Seneff jusqu'à Mariemont, en présence de 100,000 hommes des ennemis, qui le harce-

lèrent sans pouvoir parvenir à l'entamer. A la même armée, sous M. le duc de Bourgogne et le duc de Vendôme, en 1708, il commanda tous les dragons de l'armée, et contribua à la surprise de Gand, le 5 juillet. Il combattit, le 11, à Oudenarde, conduisit dans cette journée une des arrières-gardes, et se retira le dernier. Il fit encore la retraite de Willendal, et emporta, à la tête des grenadiers, Leffingen et ses retranchements, dans lesquels il prit ou tua 1500 hommes. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 18 juin 1709, il fut employé, en cette qualité, par lettres du même jour, à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villars. Il marcha au siége de Warneton, qu'on força, le 4 juillet. Il chargea plusieurs fois les ennemis, à la tête du régiment Royal-Piémont, pendant la bataille de Malplaquet, le 11 septembre. Commandant la cavalerie de l'arrière-garde, il sauva plusieurs pièces de canon, passa l'Aunau en bon ordre, quoique toujours poursuivi par les ennemis, et rejoignit l'armée. Employé à la même armée, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou, en 1710, il conduisit, sans perte, à Arleux une des deux colonnes de l'armée, qui avait été obligée d'abandonner les bords de la Scarpe, à la vue des ennemis qui la poursuivaient. Employé sous les mêmes généraux, en 1711, il attaqua, le 12 juillet, de concert avec le comte de Gassion, le camp des ennemis, près de Douay : ils leur tuèrent 950 hommes, en blessèrent 1800, et enlevèrent 1000 chevaux. Il attaqua aussi le fort d'Arleux, le 23 juillet; passa le fossé, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, emporta ce fort d'assaut, et fit la garnison prisonnière de guerre. Le 31 août suivant, avec 700 dragons, le comte de Coigny défit, vers Landrecies, un corps de 1500 hommes de pied et de 1300 chevaux, qui couvraient un fourrage que les ennemis faisaient à Poix et à Vaudigiès-aux-Bois : la plupart des fourrageurs ennemis furent pris, ainsi que le comte d'Herbach, lieutenant-général, et le comte de Vassenaer, major-général. Employé dans la même armée, en 1712, le comte de Coigny, pour dérober aux ennemis la marche du maréchal de Villars contre les retranchements de Denain, marcha, le

23 juillet, à la tête de sa réserve, inquiéta l'ennemi du côté du village d'Or, l'arrêta par ses manœuvres, et le tint en échec par son audace. Le prince Eugène, qui lui-même y fut trompé, rappela son infanterie. Sur ces entrefaites, le maréchal de Villars passa l'Escaut, et battit les alliés à Denain, le 24. Le comte de Coigny fit ensuite sa retraite, en présence du prince Eugène. Après avoir été détaché pour couvrir la Picardie, il revint devant Douay, qui capitula, le 8 septembre. Il servit à la prise du Quesnoy, y emporta les lunettes, le 4 octobre, et enleva le chemin couvert de la place de Bouchain, le 19. Employé, en 1713, à l'armée du Rhin, commandée par le maréchal de Villars, il contribua à la soumission de Spire, de Worms et de Kayserslautern. Il servit au siége de Laudan, investi, le 22 juin, et qui se rendit, le 20 août. Étant de tranchée devant cette place, il emporta, l'épée à la main, un ouvrage avancé. Il suivit l'armée au siége de Fribourg, y fut chargé de l'une des attaques, et, à la tête des dragons à pied, repoussa les ennemis. Détaché pour commander dans la vallée de Saint-Pierre, il s'avança jusqu'à Rotheweil, où il dispersa un corps de troupes du général Vaubonne. Il revint ensuite devant Fribourg, qui capitula, le 1er novembre : le fort et les châteaux se rendirent, le 16. Il commanda le camp de la Basse-Meuse, par lettres du 22 mai 1714. Il se démit du gouvernement des ville et château de Caen, et du grand-bailliage de la ville, le 8 mai 1719, en faveur de son fils. Employé, la même année, à l'armée sur la frontière d'Espagne, il servit aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien et de son château : ces forteresses se rendirent. Il commanda en chef les siéges de Castel-Ciudad et d'Urgel, au mois d'octobre, s'en empara, et y fit deux bataillons prisonniers de guerre. Il fut nommé, la même année, conseiller au conseil de guerre, et créé chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Il obtint, à la mort du maréchal de Médavy, le gouvernement-général de la principauté de Sédan, par provisions du 23 novembre 1725. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il commanda le siége de Pizzighitone, qu'il prit, le 29 novembre, et celui

du château de Milan, dont il s'empara, le 29 décembre. Il se trouva à la prise de Trezzo, de Lecco, de Fuentes et de Serravalle, dans les premiers jours de janvier 1734. Il fit seul le siége des places de Novarre et d'Aronna, dont il se rendit maître. Il se démit, le 15 du même mois de janvier, de la charge de colonel-général des dragons, en faveur de son fils. Il marcha à la prise de Tortone, le 28, et à celle de son château, le 4 février. Il commanda en chef l'armée d'Italie, pendant la maladie du maréchal de Villars, qui lui remit ce commandement comme au plus ancien des lieutenants-généraux. Après la mort de ce maréchal, le commandement de cette armée fut donné au comte de Coigny, par provisions du 29 mai. Il passa le Pô, le 3 juin, et vint camper entre Sacca et Colorno. Il fit attaquer, le 4, les ennemis dans Colorno, et les força, après un combat qui dura trois heures, de se retirer dans le château, d'où ils continuèrent de tirer toute la nuit. Ils sortirent, le 5, de leurs retranchements, mais on les repoussa encore, et le comte de Coigny entra le soir dans Colorno, où les ennemis eurent plus de 700 hommes tués. On le créa maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14, et qui fut enregistré à la connétablie, le 14 septembre 1748. Le comte de Mercy, qui commandait les Impériaux, ayant passé la Parma, le 28 juin 1734, au-dessus de la ville de Parme, marcha, le 29, avec son armée pour attaquer le maréchal de Coigny. Celui-ci alla reconnaître les ennemis, et bientôt les deux armées se trouvèrent en présence, près des murs de Parme, sur une chaussée qui va de cette ville au chemin de Crémone. Pendant le combat, qui commença à onze heures du matin et qui ne finit qu'à neuf du soir, les ennemis perdirent 9000 hommes, abandonnèrent le champ de bataille, leurs blessés et 5 drapeaux : le comte de Mercy fut du nombre des morts. Le maréchal de Coigny perdit de son côté 50 officiers et 2,500 soldats, tués ou blessés : il reçut lui-même une légère blessure. Après cette bataille, il obligea les Impériaux de repasser la Parma, la Lenza, le Crostolo et la Secchia. Il prit dans sa marche la ville de Guastalla, dont il fit la garnison pri-

sonnière de guerre, le 5 juillet. Le roi d'Espagne le nomma chevalier de la Toison-d'Or, le 22. La pénurie des fourrages ayant obligé la cavalerie française de s'éloigner, le général ennemi, comte de Konigseck, profita de cette circonstance, rassembla les débris de l'armée impériale, passa la Secchia, et surprit dans son camp le lieutenant-général de Broglie, auquel il fit 3000 prisonniers. Le maréchal de Coigny, avec sa seule infanterie et 2 régiments de dragons, fit alors sa retraite en bon ordre vers Guastalla, où il attendit les Impériaux. Ceux-ci étant venus l'attaquer, le 19 septembre, le maréchal de Coigny se porta à la tête de la cavalerie de la gauche, où était le fort du combat, et fit de sa main un officier prisonnier. Durant la mêlée, la cavalerie ennemie s'étant repliée à colonne renversée, le maréchal profita de ce mouvement pour faire attaquer l'infanterie impériale, qui était dans un bois, et qui fut entièrement défaite. Les Impériaux laissèrent les Français maîtres du champ de bataille, et eurent 2000 morts et 7000 blessés (1). Le maréchal de Coigny prêta serment comme maréchal de France, le 14 janvier 1735. Nommé commandant de l'armée du Rhin, par pouvoir du 1er avril suivant, il partit de Paris, le 16; arriva, le 11 mai, à Manheim, et se disposa de suite à passer le Rhin, à la vue du prince Eugène : mais les mouvements du général Seckendorff l'obligèrent de conduire à Trèves une partie de ses troupes. Les armées étaient déjà en présence, lorsque les préliminaires de la paix, signés le 2 octobre, vinrent mettre un terme aux hostilités. Le maréchal de Coigny obtint le gouvernement-général de l'Alsace, à la mort du maréchal du Bourg, par provisions du 26 janvier 1739. Il se démit du gouvernement de Sédan, et eut le commandement-général dans cette province, par ordre du 19 juillet 1743. On lui donna le commandement de l'armée en

---

(1) En parlant de cette guerre d'Italie, dans son précis de l'histoire de Louis XV, Voltaire dit que : « C'est la seule qui se soit terminée » avec un succès solide pour les Français depuis Charlemagne. »

Haute-Alsace, par pouvoir du 1er août suivant. A cette époque, les troupes qui étaient venues d'Allemagne se trouvaient réduites à 11,000 hommes d'infanterie, faible ressource pour défendre le Rhin depuis Huningue jusqu'à Strasbourg contre 50,000 ennemis, commandés par le prince Charles de Lorraine. Celui-ci entreprit de passer le fleuve, le 5 septembre, à l'île de Reignac et à la redoute de Rhinvillers, mais il perdit 3000 hommes tués, noyés ou pris, et ne put effectuer le passage. Le maréchal de Coigny eut le commandement de l'armée du Rhin, par pouvoir du 1er avril 1744. Ayant appris que les ennemis avaient passé le Rhin, il rassembla les troupes, et se mit en marche, pour s'opposer aux desseins du prince Charles. En arrivant à portée de Weissembourg, il sut que les ennemis s'en étaient emparés, ainsi que de Lauterbourg et de toute la partie gauche des lignes de la Lautern. Il résolut aussitôt d'attaquer tous ces postes et les lignes, et forma à cet effet 3 attaques, le 5 juillet; elles commencèrent en même temps, vers 5 heures du soir, et les troupes marchant avec une ardeur égale, Weissembourg fut emportée l'épée à la main : l'attaque du moulin eut un succès pareil. La défense des ennemis fut plus opiniâtre dans le village d'Alstadt, qu'ils furent cependant obligés d'abandonner. Le maréchal de Coigny, étant enfin entré dans les lignes par trois endroits, campa avec toute l'armée française dans la plaine. Les troupes de la reine de Hongrie eurent dans cette action 3000 hommes tués : on fit sur elles 600 prisonniers dans Weissembourg, et on leur prit 2 drapeaux. Le maréchal de Coigny commanda, la même année, sous le roi, par pouvoir du 1er août. Chargé des préparatifs et de la conduite du siége de Fribourg, il fit donner l'assaut au bastion du roi, dans la nuit du 2 au 3 novembre. On se logea, pendant la nuit du 4 au 5, dans une des demi-lunes de la place, qui capitula le 6. Les châteaux de Fribourg capitulèrent le 25, et la garnison de ces châteaux se rendit prisonnière de guerre. Le maréchal de Coigny fit démolir cette place. Il eut pendant l'hiver le commandement en Souabe, par pouvoir du 1er novembre. Il n'a point

servi depuis 1745. Il fut créé duc de Coigny, par lettres données à Versailles, au mois de février 1747, enregistrées au parlement, le 18 août suivant. Son fils étant mort le 4 mars 1748, il rentra en possession du gouvernement de Caen et de la charge de colonel-général des dragons. Il se démit de nouveau de cette dernière charge, en faveur du duc de Chevreuse, le 28 janvier 1754. Il donna aussi sa démission, en faveur de son petit-fils, du gouvernement de Caen, le 16 mai 1755, et de son duché, au mois de février 1756. Il conserva cependant les honneurs de duc jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Paris, le 18 décembre 1759. Il était alors dans sa 90ᵉ année (1). (*Chronologie militaire, tome III*, *pag.* 280; *mémoires du temps, Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Bauclas, le président Hénaut, Gazette de France, par Anquetil, tom. VIII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 195.)

DE FRANQUETOT (Jean-Antoine-François), *marquis de Coigny, lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 27 septembre 1702. Il fut successivement mousquetaire, en 1719; capitaine-lieutenant de la colonelle-général des dragons, le 6 avril 1718, et mestre-de-camp réformé, à la suite du même régiment, par commission du 1ᵉʳ août suivant. Il fut fait gouverneur et grand-bailli des ville et château de Caen, sur la démission de son père, par provisions du 8 mai 1719. Il leva une compagnie dans le régiment de Dragons-d'Orléans, par commission du 1ᵉʳ mars 1727, en conservant son rang de mestre-de-camp, et servit avec ce régiment, au siége de Kehl, en 1733. Il obtint, par provisions du 15 janvier 1734, la charge de colonel-général des dragons, sur la démission de son père. Créé

---

(1) Le maréchal de Coigny, homme aimable et plein d'esprit, avait eu pour secrétaire, pendant ses campagnes, l'auteur de l'*Art d'aimer*, le *Gentil* Bernard.

brigadier, par brevet du même jour, il se démit alors de sa compagnie au régiment d'Orléans. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du même jour, 15 janvier 1734, il servit aux siéges et à la prise de Novarre, du fort d'Arona, de Tortone et de son château. Il combattit à Parme, au mois de juin, et fut crée maréchal-de-camp, le 1er août. Il se trouva, en cette qualité, à la bataille de Guastalla, au mois de septembre. Il fut employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, son père, par lettres du 1er mai 1735. Il obtint le gouvernement de Choisy, par provisions données à Fontainebleau, le 1er novembre 1739. Il servit, en 1741, à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, et marcha, au mois d'août 1742, avec la 2e division de cette armée, lorsqu'elle se rendit en Bohême. Il fut crée chevalier des ordres du roi, le 2 février 1743, et lieutenant-général, le 20 du même mois. Il servit à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Broglie, par lettres du 1er avril suivant; revint en France, à la tête de la 3e division, au mois de juillet, et finit la campagne en Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal son père, en 1744, il contribua à la défense de l'Alsace; se trouva à l'attaque de Weissembourg, au combat d'Haguenau, et servit au siége et à la prise de Fribourg. Employé à l'armée du prince de Conti, par lettres des 1er avril 1745 et 1er mai 1746, il servit au siége de Mons en 1746, joignit ensuite l'armée du roi, et combattit à Raucoux, la même année. Employé à l'armée du roi, en 1747, il combattit à Lawfeld. Il fut fait capitaine des chasses de la garenne du Louvre, en mars 1747, et mourut, le 4 avril 1748, dans la 46e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 266; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE **FRANQUETOT** (Marie-François-Henri), *duc de Coigny, pair et maréchal de France,* fils du précédent, fut connu d'abord sous le nom de *marquis de Coigny*. Il eut le gouvernement de Choisy, à la mort de son père, par provisions du 16 avril 1748. Il entra aux mousquetaires, le 4 novembre 1752, et fut pourvu de la charge de mestre-

de-camp-général des dragons, par provisions du 24 janvier 1754. On lui donna le gouvernement des ville et château de Caen et du grand-bailliage de cette ville, sur la démission du maréchal de Coigny son aïeul, par provisions du 16 mai 1755. Il fut créé duc, aussi sur la démission de son grand-père, par brevet du 17 février 1756; et prit alors le nom de duc de Coigny. Il obtint le grade de brigadier, par brevet du 23 juillet de la même année. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il servit pendant toutes les campagnes de cette époque, excepté celle de 1759, et se trouva à la bataille d'Hastembeck, à la prise de Minden et d'Hanovre et à la marche vers Zell, en 1757. Il combattit à la bataille de Crewelt, en 1758; et aux affaires de Corback et de Warbourg, en 1760. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1761, il servit en cette qualité, cette année et la suivante, et commanda plusieurs corps séparés. Il fut créé lieutenant-général, le 1er mars 1780. Il fut député de la noblesse de Caen aux états-généraux de 1789, et signa toutes les protestations de la minorité. Il émigra en 1792, fit les campagnes de l'armée des princes français, et fut chargé pendant l'émigration de plusieurs missions diplomatiques, dont il s'acquitta avec un zèle bien propre à prouver son dévouement à la famille des Bourbons. Il passa au service du Portugal, où il devint capitaine-général, grade équivalent à celui de maréchal de France. Étant rentré en France, en 1814, à la suite de S. M. Louis XVIII, il fut créé pair de France, le 4 juin, nommé gouverneur de l'hôtel-royal des Invalides, et de ses succursales, en janvier 1816, et installé en cette qualité le 27 du même mois. Il obtint le grade de maréchal de France, le 3 juillet de la même année. Un précieux établissement, connu sous le nom *d'Association paternelle des chevaliers de Saint-Louis*, s'étant formé, en 1814, le duc de Coigny fut choisi pour le présider. Il mourut dans son gouvernement, à l'hôtel royal des Invalides, le 19 mai 1821 (1).

---

(1) Dans son éloge prononcé à la chambre des pairs, le 28 juin 1821,

(*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 452; *Moniteur, annales du temps.*)

DE FRANQUETOT (Augustin-Gabriel), *comte de Coigny, lieutenant-général*, et frère puîné du précédent, naquit le 23 août 1740. Il fut fait mestre-de-camp du régiment de Bourbon cavalerie, en 1761, puis des dragons de son nom, en 1763, et enfin de la légion royale, en 1765. On le créa brigadier de dragons, le 20 avril 1768, et il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il fut fait chevalier des Ordres du roi et chevalier d'honneur de madame Élisabeth, sœur de S. M. Louis XVI. On le créa chevalier du Saint-Esprit, le 1er janvier 1786. Il obtint le grade de lieutenant-général pour prendre rang du 1er janvier 1801. (*Etats militaires.*)

DE FRANQUETOT (Jean-Philippe), *chevalier de Coigny, maréchal-de-camp*, et frère du précédent, naquit le 14 décembre 1743. Il fut reçu chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, le 12 janvier 1756. Il devint guidon des gendarmes en 1762, et fut fait successivement colonel et inspecteur du régiment de la Reine-Dragons. Il obtint le grade de brigadier de dragons, le 1er mars 1780, et celui de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août de cette dernière année. (*Etats militaires.*)

DE FRANQUETOT (François-Marie-Casimir), *marquis de Coigny, lieutenant-général*, et fils de Marie-François-Henry de Franquetot, maréchal de France, qui précède, naquit le 2 septembre 1756. Il était colonel d'un régiment d'infanterie, lorsqu'il obtint, le 5 juin 1783, la charge de

---

par M. le vicomte de Rosambo, on trouve le paragraphe suivant : « Noble sans orgueil, affable avec dignité, doué d'une aménité que rien ne pouvait altérer, rendant heureux tout ce qui l'entourait, indulgent par caractère, sévère quand le devoir l'exigeait, fidèle à son Dieu, fidèle à son roi, tel fut celui qui nous laisse tant de regrets et de si nobles exemples. »

premier écuyer du roi, en survivance de son père. Il avait fait les campagnes de la guerre d'Amérique, depuis 1780 jusqu'en 1782. Il obtint, le 14 septembre de cette dernière année, le grade de brigadier des armées du roi, et celui de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il est mort le 22 janvier 1816, étant alors revêtu du grade de lieutenant-général. (*Etats militaires.*)

DE **FREMEUR**, *voyez* DE LA PIERRE.

DU **FRENOY**, *voyez* DE MAZANCOURT.

FRÈRE (Georges, *comte*), *lieutenant-général*, naquit le 2 octobre 1764. Il entra au service, en 1791, dans le 2e bataillon du département de l'Aude, où il fut fait capitaine, le 28 septembre 1792, après une action très-vive contre les ennemis, action dans laquelle il s'était distingué. Il servit en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Occidentales, où il fut nommé chef de bataillon, le 9 mai 1793. Étant passé avec son bataillon à l'armée des Pyrénées-Orientales, il s'y fit de nouveau remarquer par sa bravoure (1). Il fit les campagnes d'Italie, en 1794 et 1795, et fut blessé à l'attaque des redoutes de Serra, lorsque l'armée française pénétra dans le Piémont. Employé à l'armée d'Italie avec son bataillon, en 1796, il concourut aux opérations militaires qui eurent lieu dans la vallée de la Brenta, au mois de septembre, y fut blessé et s'y distingua de manière à être du nombre des officiers cités particulièrement dans le rapport du général en chef Buonaparte. Ce général le proposa au directoire-exécutif pour chef de la 4e demi-brigade de ligne, dont son bataillon faisait alors partie. Ayant obtenu ce grade, il rentra en France, après la paix de Campo-Formio, et fut employé avec sa demi-brigade à l'armée de l'Ouest, contre les Vendéens. En

---

(1) Un de ses frères (Jean), qui servait à la même armée en qualité d'adjudant-général, fut tué, en avril 1794, à l'attaque d'une redoute, sur la montagne de Louis XIV.

1798, il fit partie de l'expédition qui partit du port du Havre-de-Grâce, dans la nuit du 7 au 8 avril, pour aller attaquer les îles de Saint-Marcouf. Il passa ensuite à l'armée de Hollande, se trouva avec sa demi-brigade aux différents combats livrés dans la Nord-Hollande, et donna dans toutes les occasions de nouvelles preuves de valeur et de conduite. Il fut employé ensuite à l'armée du Rhin, d'où on l'appela à Paris, pour commander les grenadiers de la garde des consuls. Nommé général de brigade, le 13 septembre 1802, il continua de commander les grenadiers de la garde consulaire. En 1803, il commanda une brigade dans le corps d'armée du général Mortier, qui s'empara du Hanovre. Le général Frère, dont les troupes occupaient, à l'époque du 7 juin, les places de Stade et de Haarbourg, se mit alors en mouvement pour se rendre à Cuxhaven, à l'effet d'intercepter le passage de tous les bâtiments anglais qui se trouvaient encore sur l'Elbe. Employé à la grande-armée, il y fit avec distinction les campagnes de 1805, 1806 et 1807, en Autriche, en Prusse et en Pologne. Le 6 novembre 1806, il concourut à la prise de Lubeck. Il était attaché, en 1807, au corps du prince de Ponte-Corvo, et le commandement de la tête de pont de Spanden sur la Passarge (Pologne) lui avait été confié par ce maréchal. A l'ouverture de la campagne, les Russes dirigèrent, le 4 juin, deux fortes colonnes, soutenues par de l'artillerie, pour attaquer cette tête de pont, dont la conservation était très-importante pour l'armée française. Le lendemain, ces colonnes, ayant été renforcées par un corps de 3000 chevaux, commencèrent à neuf heures du matin leur mouvement offensif. Aux premières démonstrations qu'elles avaient faites, le général Frère en avait donné avis au prince de Ponte-Corvo, qui lui envoya l'ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité, et de périr même, s'il le fallait, avec tous les braves du 27ᵉ régiment d'infanterie légère, plutôt que de laisser forcer le passage de la rivière par les ennemis. Le général Frère, dont l'énergie et le dévouement étaient au-dessus de tout éloge, n'avait pas attendu les ordres du maréchal pour prendre la résolution de defendre jusqu'à

la mort le poste qui lui était confié. Ses dispositions furent promptement arrêtées et parfaitement exécutées par des soldats pleins de confiance dans leur chef. On laissa approcher les Russes jusqu'à bout portant, et alors une fusillade terrible, jointe au feu de mitraille des pièces de la redoute, foudroyèrent les assaillants et jetèrent le désordre dans leurs rangs. Sept fois consécutives les Russes revinrent à la charge, avec un acharnement incroyable; et chaque fois ils furent repoussés par les inébranlables chasseurs du 27e léger. Enfin les Russes furent obligés de se retirer, laissant dans les abattis de la tête de pont 300 morts et 200 blessés : ils transportèrent en outre environ 700 blessés dans les villages voisins. Cette affaire fit le plus grand honneur au général Frère. Les services importants qu'il avait rendus dans les campagnes que nous venons de citer lui méritèrent la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, qui lui fut accordée, le 14 juin 1804, le titre de comte d'empire, et le grade de général de division, que Buonaparte lui conféra, le 6 mars 1808. Il fut envoyé en cette dernière qualité à l'armée d'Espagne, et y fut employé dans le corps d'armée du général Dupont. Au mois de juin 1808, il marcha avec une colonne sur la ville de Ségovie, où venait de s'organiser un rassemblement de 5000 insurgés, avec une trentaine de pièces d'artillerie. Le chef de cette troupe ayant répondu par des coups de canon à la sommation qui lui fut faite de mettre bas les armes, le général Frère ordonna l'attaque de la ville, et elle fut emportée de vive force, malgré la résistance opiniâtre des insurgés, qui perdirent beaucoup d'hommes tués, toute leur artillerie, et 600 hommes ou environ faits prisonniers. Le général Frère vint ensuite appuyer le corps d'armée du maréchal Moncey, qui s'était porté sur Valence. Se trouvant à Requina, le général Frère sauva sa division par la prompte détermination qu'il prit d'ordonner une retraite, qu'on exécuta avec le plus grand ordre. Il servit en qualité de chef de l'état-major du maréchal Lannes, au siége de Sarragosse. Appelé à la grande-armée, en 1809, il fit la campagne contre l'Autriche, se signala à la bataille

de Wagram, et y fut blessé. Étant retourné à l'armée d'Espagne, en 1810, il y concourut aux siéges de Hostertin, Tortose et Tarragone, pendant lesquels il déploya sa valeur accoutumée. Il rentra en France avec l'armée française, lorsqu'elle évacua l'Espagne. Il fut nommé, en 1813, au commandement de la 13e division militaire à Rennes, et passa ensuite à celui de la 16e division militaire à Lille. Il adhéra, en avril 1814, à la déchéance de Napoléon Buonaparte, et fut créé par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet. Il commandait encore, en 1815, la 16e division, lors de l'invasion de Buonaparte, et se conduisit alors avec la plus grande réserve. Il est classé, depuis 1816, dans le tableau des lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

FRETAT (Louis), *comte de Boissieux, lieutenant-général*, fut d'abord aide-de-camp du maréchal de Villars son oncle, en 1704, et le suivit la même année dans son commandement du Languedoc. Il fit encore, en la même qualité, la campagne de l'armée de la Moselle, en 1705. Il obtint, par commission du 21 octobre, une compagnie dans le régiment d'infanterie de Lorraine, et la commanda à la prise des retranchements et de la ville de Drusenheim, et à celle de Lauterbourg, d'Haguenau et de l'île de Marquisat, en 1706. Nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 16 février 1707, il le commanda à l'armée du Rhin, en 1708, et à celle du Dauphiné, en 1709 et 1712. Ce régiment ayant été réformé par ordre du 10 décembre 1714, le comte de Boissieux fut placé colonel réformé à la suite du régiment de Normandie, par ordre du 18 du même mois. On lui donna le régiment d'infanterie des Landes, par commission du 3 août 1716. Créé brigadier, le 1er février 1719, il obtint, le 15 septembre 1730, le régiment d'infanterie de la Sarre, en se démettant de celui des Landes. Employé à l'armée d'Italie, en 1733, il y servit aux siéges de Gerra-d'Adda et de Pizzighitone. Détaché de l'armée, il se rendit maître des villes et châteaux

de Trezzo, de Lecco et de Fuentès, dont il fit les garnisons prisonnières de guerre. Il rejoignit ensuite l'armée, et servit au siége du château de Milan, qui se rendit le 29. Il fut employé aux siéges de Novarre, du fort d'Arona et de Tortone, en janvier et février 1734. Créé maréchal-de-camp, le 20 février, il se démit alors du régiment de la Sarre, continua de servir à l'armée d'Italie, et combattit à Parme, où il reçut une légère blessure. Il obtint, le 31 juillet, une place d'inspecteur-général de l'infanterie, se trouva à la bataille de Guastalla, au mois de septembre, et y chargea les ennemis à la tête de l'infanterie, la baïonnette au bout du fusil. Employé à la même armée, en 1735, il contribua à la prise du château de Gonzague, à celle de Reggiolo et de Reveré, et rentra en France après la paix, en 1736. Nommé, par pouvoir du 2 décembre 1737, pour commander les troupes que le roi envoyait en Corse, il partit, le 1er février 1738, avec 6 bataillons. Arrivé à la Bastie, il employa tous les moyens possibles de négociation pour engager les rebelles à se soumettre à la république de Gênes. Il fut créé lieutenant-général, le 1er mars suivant, et mourut à la Bastie, le 1er mai 1739, sans avoir pu déterminer les Corses à la soumission. Il était alors âgé de 51 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 238; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE FREUDENTHAL, *voyez* ALLIX.

DE FREYTAG (N...., *comte*), *lieutenant-général,* entra fort jeune au service militaire, passa par tous les premiers grades, et devint lieutenant-colonel du régiment de la Marck infanterie. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. Il obtint la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août 1785. Il émigra au commencement de la révolution française, et fut créé lieutenant-général. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, S. M. Louis XVIII le nomma grand'croix de l'ordre de Saint-Louis. (*États militaires.*)

DE FREYTAG (François-Xavier-Jacob, *comte*) *lieutenant-général*, et neveu du précédent, naquit à Marckolsheim, en Alsace, le 22 septembre 1749. Son père, avocat au conseil souverain d'Alsace, lui fit faire des études propres à lui ouvrir la carrière du barreau; mais le jeune de Freytag préféra embrasser celle des armes, et entra au service militaire, le 4 mars 1767, comme sous-lieutenant dans le régiment d'infanterie allemande de la Marck, dont son oncle était alors lieutenant-colonel. Il fit les campagnes de l'île de Corse, pendant les années 1768, 1769 et 1770, et fut fait sous-aide-major, le 21 janvier 1769. Il passa lieutenant en second, à la formation du 17 juin 1776; devint premier lieutenant, le 15 juillet 1777, et capitaine en second, le 7 août 1781. Ce fut en cette qualité qu'il s'embarqua, la même année, avec son régiment, pour les Indes-Orientales, où il fit les pénibles campagnes de 1782, 1783 et 1784, sous M. de Bussy. Il obtint le grade de capitaine-commandant, le 17 juin 1783. Il s'était trouvé à la bataille de Gondelour, où l'un de ses cousins reçut à côté de lui une blessure qui lui fracassa la cuisse. On le nomma chevalier de Saint-Louis, sur le champ de bataille, à l'âge de 17 ans. Le capitaine de Freytag revint en France avec son régiment, qui avait perdu dans l'Inde les trois quarts de son monde. La réputation d'officier très-distingué, que Freytag s'était acquise, engagea le prince Maximilien de Deux Ponts (aujourd'hui roi de Bavière), à le demander pour major du régiment d'infanterie allemande d'Alsace, dont ce prince était colonel propriétaire. Cette promotion eut lieu, le 4 juin 1786; et elle fut suivie, le 4 juillet suivant, de la nomination de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Le major de Freytag devint lieutenant-colonel du même régiment en juin 1790. Il passa colonel du 74ᵉ régiment d'infanterie de ligne (ci devant Beaujolais), le 5 février 1792, et fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 8 mars 1793. Il fit les campagnes de ces deux dernières années à l'armée de Flandre. Les représentants du peuple en mission près de cette armée lui conférèrent, provisoirement, le grade de général de division, le 5 septembre 1793,

et lui firent prendre le commandement de la division des Vosges, qui faisait partie de l'armée de la Moselle, en attendant que le général Merlin (de Thionville), vînt prendre ce poste, que le conseil exécutif lui avait assigné. A cette époque, le gouvernement républicain faisait destituer une foule d'officiers recommandables par leur mérite. Le général Freytag, qui avait beaucoup d'estime et d'amitié pour quelques-uns d'entr'eux, eut le courage de prendre leur défense près des représentants du peuple. Cette franchise pouvait alors être très-dangereuse : mais le général Freytag en fut quitte pour être suspendu de ses fonctions, le 24 du même mois de septembre. Il reçut l'ordre de se tenir éloigné de 20 lieues des frontières, et fut placé sous la surveillance des autorités de Vandœuvre, près de Nanci, lieu qu'il avait choisi pour sa résidence. Après la révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), il sollicita sa remise en activité, fut réintégré dans ses fonctions, le 13 février 1795, et envoyé en cette qualité à l'armée d'Italie. Il passa ensuite à l'armée des Alpes. Après la révolution du 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), il commanda une division de l'armée d'Allemagne, sous le général en chef Jourdan. Il commanda également une division pendant les campagnes de 1798, 1799 et 1800, sous les ordres du général en chef Moreau, partagea les travaux et les périls de ses compagnons d'armes, et se distingua dans plusieurs occasions. Il fut chargé de plusieurs commandements, dans les pays occupés par l'armée, et eut la direction des ouvrages des forts de Cassel et d'Ehrensbreitstein. Il commanda aussi successivement les places de Mayence, Grenoble et Strasbourg, et signala son administration militaire par le plus noble désintéressement, la plus scrupuleuse justice, et l'exactitude la plus rigide à faire observer la discipline. Il a laissé dans la Hesse des souvenirs honorables, s'étant toujours attaché à faire aimer et respecter le nom français partout où il put le faire. Il obtint sa retraite du grade de lieutenant-général, en 1801, et alla se fixer à Vandœuvre, où il s'était marié, en 1793, pendant sa suspension de service. Quoique absent de la province qui l'avait vu naître, il n'y

fut pas mois porté à la candidature pour la députation aux assemblées législatives, et fut même nommé par Napoléon Buonaparte pour présider le collége électoral de l'arrondissement de Baer, département du Bas-Rhin : mais il préféra la vie des champs aux occupations politiques, dont son âge et ses goûts le détournaient. Cependant, en 1814, lors de l'invasion des troupes alliées en France, l'amour de son pays porta le général Freytag à aller offrir ses services au maréchal Ney, qui le nomma, le 13 janvier, gouverneur de la ville de Nanci : cette nomination fut universellement approuvée dans le pays. Nos troupes ayant évacué Nanci dès le lendemain, l'ennemi vint occuper cette ville, et le général Freytag fit alors tout ce que la difficulté des circonstances put lui permettre pour adoucir les malheurs attachés à l'occupation étrangère. En 1815, à l'époque de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, on offrit au général Freytag le commandement de la garde nationale de Nanci, qu'il ne se détermina à accepter que lorsque le préfet du département de la Meurthe lui eut adressé, à Vandœuvre, une invitation d'autant plus pressante qu'elle renfermait l'assurance que ce serait donner au roi une nouvelle preuve de dévouement que d'accepter cette nomination. Après la seconde restauration, le général Freytag déposa ce commandement, et se retira de nouveau dans ses foyers, d'où il ne comptait plus sortir, lorsqu'il reçut l'ordonnance royale, datée du 27 mars 1816, qui le nommait prévôt en la cour prévôtale du département du Bas-Rhin. Il mourut à Strasbourg dans l'exercice de cette fonction, le 2 février 1817, âgé de 68 ans. Sa Majesté Louis XVIII l'avait nommé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 23 août 1814. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

FRIANT (Louis, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Villers-Morlancourt, en Picardie, le 18 septembre 1758. Après avoir passé sa première jeunesse à Amiens, pour y faire ses études, il se sentit du goût pour la carrière des armes, et s'engagea, le 9 février 1781, dans les gardes-

françaises, où son aptitude le fit distinguer, et lui valut, dès la première année, le grade de caporal des grenadiers, puis celui de sous-officier instructeur du dépôt. Il quitta le service, le 7 février 1787, en achetant son congé. Il reprit les armes, le 4 septembre 1789, époque à laquelle il entra comme sous-officier dans les troupes de Paris dites *du centre*. Il passa adjudant-major du bataillon de l'Arsenal, et devint bientôt après lieutenant-colonel du 9e bataillon de volontaires parisiens, qu'il conduisit à l'armée de la Moselle, en 1793. Sa première expédition militaire, à la tête de ce bataillon, fut la surprise de l'abbaye d'Orval, près de Montmédy. Il commanda son bataillon, la même année, à la bataille de Kayserlautern; aux combats des lignes de Weissembourg et au déblocus de Landau. Pendant ce déblocus, il chassa deux fois les ennemis d'une hauteur près de Lemberg, et fut blessé par une balle qui lui traversa la jambe. Il combattit ensuite à Arlon, puis à Charleroy et à Fleurus. A cette dernière bataille, le bataillon que commandait Friant fut entouré par un corps nombreux de cavalerie autrichienne; mais Friant, ayant formé sa troupe en carré, se fraya avec beaucoup d'audace un passage à travers les ennemis. Cette action brillante le fit remarquer par le général Championnet, qui lui confia le commandement de l'avant-garde de sa division. Peu de jours après, on ajouta à ce commandement celui de l'avant-garde de la division Morlot. Friant eut avec l'ennemi quelques affaires de partisans, en avant de Gembleus et à Herstat, près de Liége. Sa réputation militaire s'en accrut beaucoup et lui valut l'estime du général en chef Jourdan, qui le fit nommer général de brigade, le 3 août 1794. Il passa en cette qualité sous les ordres du général Kléber, qui commandait l'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse. Kléber lui confia une division, forte de plus de 12,000 hommes, avec lesquels Friant fut employé au siége de Maestricht, où il fit partie de la grande attaque. Friant déploya beaucoup d'activité pendant toute la durée de ce siége, après lequel il remit sa division au général Chapsal. Ce dernier ayant été obligé, pour cause de maladie, de

quitter cette division, on en confia de nouveau le commandement au général Friant, qui servit avec elle au siége de Luxembourg, sous les ordres du général Hatry. La part que Friant avait prise à la reddition de cette importante forteresse lui valut l'honneur d'y entrer le premier avec sa division. Le général Jourdan lui donna alors le commandement de la province de Luxembourg et du comté de Chiny. Les revers éprouvés par l'armée de Sambre-et-Meuse ayant fait craindre que Luxembourg ne fût attaqué, le général Friant donna tous ses soins à l'approvisionnement de cette place; et, malgré tous les obstacles qu'il eut à surmonter, il réussit en mois d'un mois à la pourvoir de subsistances pour une garnison de 12,000 hommes pendant huit mois. Il quitta le commandement de Luxembourg, pour aller avec ses troupes se placer en ligne à l'armée de Sambre-et-Meuse, où il fut employé dans la division du général Poncet, stationnée dans le Hunsdruck. Il passa ensuite sous les ordres du général Marceau, prit part au passage du Rhin à Neuwied, et fut employé au siége d'Ehrenbreitstein. Pendant ce siége, le général Friant courut plusieurs fois de grands dangers dans les tranchées. Le siége d'Ehrenbreitstein ayant été suspendu, le général Friant alla garder les gorges de Braubach, d'où il protégeait la retraite des troupes employées au siége de Mayence, et assurait les communications sur les derrières de l'armée. Vers la fin de 1796, le général Friant suivit à l'armée d'Italie le général Bernadotte, qui venait d'y être appelé. Il se trouva au passage du Tagliamento, le 16 mars 1797, et se distingua à la prise de Gradisca, le 18 du même mois. Il fut placé à Laybach pour assurer les derrières de l'armée qui marchait à la poursuite des Autrichiens, et pour tenir en même temps tête à un corps de 5000 Hongrois. La paix fut signée dans le temps où le général Friant se préparait à en venir aux mains avec un ennemi très-supérieur en forces. En 1798, il fit partie de l'expédition d'Égypte, commandée par Napoléon Buonaparte, et se trouva aux batailles de Chebreisse et des Pyramides. Il concourut ensuite à l'expédition de la Haute-Égypte, sous les ordres du général Desaix. Il combattit

avec distinction à la bataille de Sediman, le 8 octobre 1798, et au combat de Samanhout, le 22 janvier 1799. Il défit un corps d'Arabes d'Yambo et de Meckains au village d'Abou-manah, et eut ensuite l'ordre de balayer toute la rive droite du Nil, en descendant jusqu'à Girgé, où il arriva effectivement le 23 février. S'étant établi dans les terres qui séparent le Nil du désert, il prit des mesures pour empêcher la jonction des beys Mohammed et Mourad. Il défit, à Souhama, un rassemblement considérable d'Houharas, d'Arabes, de Fillahs et de Mameloucks, qui faisaient partie des troupes de Mourad-bey. Chargé par Desaix d'une expédition dans les Oasis, Friant remontait vers Siout, lorsque arrivé à Minieh, il apprit que Mourad avait quitté sa retraite dans les Oasis, à la nouvelle de l'apparition d'une flotte turque dans les parages d'Alexandrie, et qu'il s'était porté de ce côté pour soulever le pays contre les Français, et réunir ses troupes à celles des Arabes, afin de tenter une diversion favorable aux Turcs, en se portant dans la Basse-Égypte. Friant se mit alors à la poursuite de Mourad, qu'il harcela pendant 39 jours, et qu'il empêcha de rien faire de favorable à l'armée turque. Le général Kléber, successeur du général Buonaparte dans le commandement de l'Égypte, donna à Friant le grade de général de division. Après la rupture de la convention d'El-Arisch, Kléber appela près de lui le général Friant, qui combattit avec sa valeur accoutumée, le 20 mars 1800, à la bataille d'Héliopolis, où il commanda les grands bataillons carrés qui formaient la droite de la ligne française. Il contribua ensuite à la prise de Belbeys. Il fut envoyé par le général Kléber contre la ville du Caire, au moment où elle était en pleine insurrection; et, quoiqu'il n'eût sous ses ordres que 5 bataillons, il n'hésita point à attaquer les rebelles, sur lesquels il remporta quelques avantages. Cependant, les forces qu'il avait à sa disposition n'étant pas suffisantes pour tenter un coup décisif, il s'occupa, en attendant l'arrivée du général Kléber, d'arrêter les progrès des insurgés, fit occuper les principales issues de la ville, fortifia le poste du quartier-général, et établit des

batteries qui foudroyaient la ville. Pendant qu'il faisait toutes ces dispositions, le général Kléber arriva devant le Caire avec une partie de son armée. Le 15 avril, Friant attaqua Boulack, et s'en empara, malgré la vive résistance des rebelles. Le 18 du même mois, jour de l'attaque et de la prise du Caire, la division Friant fut chargée de trois des principales attaques. Le général Friant en conduisit deux en personne, et contribua puissamment aux succès remportés dans cette journée. L'Égypte se trouvant une seconde fois conquise par suite de ces diverses affaires, le général Kléber la divisa en huit arrondissements, et donna au général Friant, le 7 mai 1800, le commandement du 3e arrondissement, composé des provinces d'Aufyehhly et de Gyseh. Friant fut confirmé dans son grade de général de division, par arrêté des consuls de la république française, daté du 6 septembre de la même année. Dans les premiers jours de mars 1801, il envoya deux courriers pour prévenir le général en chef Menou, successeur du général Kléber, que les Anglais étaient débarqués à Alexandrie. Le 8 mars, une multitude de chaloupes et d'embarcations ennemies se dirigèrent vers la côte entre l'ouverture du lac Madieh et le fort d'Aboukir; mais Friant, qui avait préparé tous ses moyens de défense, fit tous les efforts possibles pour empêcher le débarquement des Anglais, et n'ordonna la retraite qu'après avoir donné de nouvelles preuves de ses talents militaires et de son intrépidité pendant un combat qui dura trois heures, et qu'il soutint contre des forces bien supérieures. Ayant reçu quelques renforts, Friant prit des positions sur les hauteurs d'Alexandrie. Il fut attaqué, le 13, et ne put empêcher les Anglais d'occuper le hameau de Bedah, sur le canal d'Alexandrie, et de commencer le siége du fort d'Aboukir. Le général en chef Menou arriva à Alexandrie, le 18 mars au soir. Le 21 du même mois, fut livrée la bataille d'Alexandrie, ou le général Friant combattit encore avec la plus grande valeur. Après la capitulation d'Alexandrie, le général Friant revint en France, avec les débris de l'armée d'Orient. Il fut, peu de temps après son arrivée, nommé inspecteur-général d'infanterie, em-

ploi dont il remplit les fonctions pendant deux ans, après lesquels il fut appelé au commandement d'une division dans l'armée destinée à une expédition contre l'Angleterre. On le créa grand officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Il fut employé, en 1805, dans le corps du maréchal Davout, faisant partie de la grande-armée d'Allemagne. Il fit, avec ce corps, la campagne contre l'Autriche, et s'y distingua particulièrement, le 2 décembre, à la bataille d'Austerlitz, où il eut quatre chevaux tués sous lui. Il fut fait grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 26 du même mois. En 1806, il fit, également sous les ordres du maréchal Davout, la campagne contre les Prussiens, et mena vaillamment sa division au combat d'Auerstaedt, le 14 octobre, jour de la bataille d'Iéna. Il fit la campagne de 1807, en Pologne; culbuta les Russes au combat de Nasielsk, le 24 décembre, leur fit bon nombre de prisonniers, et s'empara de plusieurs pièces d'artillerie. Il se distingua de nouveau au combat de Golymin. En 1809, le général Friant fit la campagne d'Autriche dans le corps d'armée du maréchal Davout. Il se trouva à la bataille de Tann, et au combat sur la Laber, près de Paering, où il eut un cheval tué sous lui. Sa division fut une de celles auxquelles Buonaparte témoigna spécialement sa satisfaction, dans une revue passée à Ratisbonne, vers la fin du mois d'avril. Il combattit à la célèbre bataille de Wagram, le 6 juillet. En 1811, il passa au commandement des grenadiers à pied de la garde impériale. En 1812, il commanda, sous les ordres du maréchal Davout, une division du 1er corps de la grande-armée, et fit la campagne de Russie. Il combattit avec distinction à la prise de Smolensk, le 17 août. A la bataille de la Moskowa, le 7 septembre, sa division fut chargée de l'attaque du village de Seminskoe, dont elle s'empara. Elle se porta ensuite contre le corps du prince russe Bagration, qui voulait reprendre ce village, et parvint à arrêter et à écraser la colonne ennemie: le général Friant fut blessé dans cette mémorable journée. Il fit la campagne de Saxe, en 1813, à la tête de la 4e division de la jeune garde, et se distingua particulièrement à la bataille de Hanau, le 30

octobre. En 1814, il commanda l'une des divisions d'infanterie de la vieille garde, et fit la campagne de France contre les troupes des alliés. Il déploya encore, dans cette campagne, toutes les ressources de son talent militaire, et particulièrement aux batailles de Champ-Aubert et de Montmirail, et au combat de Vauxchamps. Le 3 mars, au moment où Napoléon avait passé la Marne, la division Friant fut lancée à la poursuite des Prussiens, qui se retirèrent sur l'Aisne. Le général Friant combattit à la bataille de Craone, les 6 et 7 du même mois. Il contribua à la reprise de Reims, le 13; fut de la marche de Napoléon sur l'Aube, le 17, et se trouva aux combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry, les 18 et 19. Après la déchéance de Napoléon, et la restauration du trône des Bourbons, le général Friant fut créé, par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 2 juin 1814. On lui donna, dans la même année, le commandement des grenadiers royaux à pied (ex-garde), qui furent envoyés en garnison à Metz. En 1815, pendant l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le général Friant fut créé pair de France, le 2 juin. Il commanda une division de la garde de Buonaparte, le 18 juin, à la bataille de Waterloo, et y fut grièvement blessé, en chargeant, à la tête de sa division, contre l'armée anglaise. Il fut admis, le 4 septembre de la même année, à la retraite du grade de lieutenant-général, après 23 ans de service. Sous le règne de Napoléon, il avait été créé comte d'empire, et commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps, tableau des pensions.*)

FRIRION (Joseph-Mathias, *baron*), *maréchal-de-camp*, né à Vandière, en Lorraine, le 24 février 1752, entra au service comme soldat au régiment d'infanterie d'Artois, le 25 mai 1768. Il y devint sergent, le 20 septembre 1770, et fut fait quartier-maître trésorier, le 16 juin 1776. Il obtint le grade de capitaine, le 30 mai 1788, en conservant son emploi de quartier-maître, et fut nommé capitaine-commandant d'une compagnie au même régiment, le 1er jan-

vier 1791. C'était à son propre mérite et à ses qualités personnelles qu'il avait dû tous les grades par lesquels il avait passé. Le régiment d'Artois ayant reçu, en 1792, l'ordre de se diriger sur Mayence, se trouva placé sous les ordres du général Custines, commandant en chef l'armée du Rhin; et le capitaine Fririon eut alors occasion de se distinguer dans les premières affaires qui eurent lieu à cette armée, particulièrement au combat de Hocheim, le 6 janvier 1793. La bravoure et le sang-froid qu'il déploya dans cette campagne mémorable le firent remarquer par le général en chef, qui le nomma adjudant-général chef de bataillon, le 17 août 1794: cette promotion fut confirmée par le gouvernement, le 27 septembre suivant. Employé en cette qualité à l'état-major-général de l'armée du Rhin, Fririon rendit des services signalés en diverses occasions, surtout lors de la retraite des lignes de Weissembourg. Il s'était acquis la confiance du général en chef, qui le nomma chef de l'état-major-général de l'armée du Rhin, et qui lui fit obtenir quelque temps après le grade d'adjudant-général chef de brigade. Dans ce dernier grade, Fririon fut employé à l'armée de Rhin-et-Moselle. La valeur que cet officier avait déployée depuis le commencement de la guerre, et plus encore, peut-être, les soins continuels qu'il avait pris à l'état-major-général de l'armée, pour maintenir l'ordre dans l'administration pendant les circonstances difficiles des premières campagnes, avaient fixé sur lui les yeux de tous les chefs de l'armée, et même ceux du ministre de la guerre. Ce ministre, par une lettre remplie de témoignages flatteurs de considération, appela près de lui l'adjudant-général Fririon, et lui confia le secrétariat-général de son ministère. Dans ce poste important et difficile, Fririon se livra à toutes les fonctions qui en dépendaient, avec un zèle et une ardeur infatigables. L'esprit d'ordre et d'équité qui dirigea constamment sa conduite fut de la plus grande utilité aux innombrables armées que la France avait alors, et acquirent à Fririon l'estime de ses chefs, ainsi que l'amitié des officiers avec lesquels il avait des relations de service. Il fut récompensé de ses utiles travaux par le grade de général de

brigade et par celui d'inspecteur aux revues, qu'il obtint le 7 février 1799. On l'employa successivement en cette qualité à l'armée du Rhin, dans la 3ᵉ division militaire, et aux camp de Bruges et de Saint-Omer. Il fut ensuite envoyé comme intendant dans le pays de Munster, et dans les royaumes de Wurtemberg, de Saxe et de Bavière. Son administration dans ces divers pays lui concilia le suffrage des divers souverains, l'estime des autorités civiles et militaires avec lesquelles il eut des rapports; et il se fit aimer des habitants de ces contrées par son intégrité, son équité, et le noble désintéressement dont il donna de nombreuses preuves. Les ministres français, les maréchaux de France, et les commandants en chef des armées, se plurent aussi à lui donner des témoignages de leur satisfaction et de leur haute considération. Il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1804, et devint officier de la même légion, le 26 décembre 1805. Il fut promu au grade d'inspecteur en chef aux revues, le 30 janvier 1810, et obtint le titre de baron, le 29 décembre 1812. Après avoir rempli une carrière honorable pour lui, et utile à sa patrie, le général Fririon demanda sa retraite, qui lui fut accordée en 1815. Il fixa alors son domicile à Pont-à-Mousson, où il mourut, le 12 mai 1821, emportant les regrets de ses compatriotes et de tous ceux qui avaient pu juger de ses vertus civiles et militaires. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

FRIRION (François-Nicolas, *baron*), *lieutenant-général*, et neveu du précédent (1), naquit à Vandières, en Lorraine, le 7 février 1766. Ayant manifesté de bonne heure un goût prononcé pour l'état militaire, son père lui

---

(1) La famille Fririon a fourni de nombreux défenseurs à l'état. Sur dix individus qu'elle lui a donnés, et qui ont tous été généraux, officiers supérieurs ou simples officiers, cinq ont été tués au champ d'honneur, et deux sont morts par suite des fatigues de la guerre. Nous n'avons pas compris dans ce nombre de dix officiers un fils du général Fririon, actuellement officier dans le 27ᵉ régiment d'infanterie de ligne.

fit donner une éducation analogue à cette vocation. A peine âgé de 16 ans, le jeune Fririon entra au service, le 23 avril 1782, dans le régiment d'Artois infanterie, où deux de ses oncles étaient officiers. Il fut nommé sous-officier, le 1er juin 1784, et passa successivement quartier-maître-trésorier, le 1er janvier 1790; lieutenant, le 31 mai 1792, et capitaine, le 24 septembre 1793. Le régiment d'Artois faisait, à cette dernière époque, partie de l'armée du Rhin. Il s'y trouva dans des positions difficiles, dont le capitaine Fririon profita pour signaler sa bravoure, et pour inspirer une telle confiance dans ses talents militaires qu'on lui confia le commandement d'un bataillon de son régiment, dont le chef avait été fait prisonnier, le 6 octobre 1794, dans une affaire près de Kaiserslautern. A la tête de ce bataillon de l'ex régiment d'Artois, devenu 62e d'infanterie de ligne, Fririon se distingua de nouveau pendant la campagne de 1795, et particulièrement au siége de la tête de pont de Manheim. Il avait introduit parmi la troupe sous ses ordres une sévère, mais juste discipline, et il était parvenu à faire de bons soldats, en donnant lui-même l'exemple de l'exactitude à remplir les devoirs militaires, ou celui du courage et de la résignation, lorsqu'il fallait supporter les souffrances et les privations que fit naître l'hiver rigoureux de 1794 à 1795. Les revers éprouvés par l'armée du Rhin condamnèrent les troupes à rester pendant quelques mois dans une inaction que Fririon ne partagea point. Appelé pendant ce temps à une inspection-générale d'infanterie, sous les ordres du général Schauembourg, il remplit ses nouvelles fonctions, de manière à prouver que les connaissances administratives lui étaient déjà familières. La campagne de 1796 ayant été ouverte sur le Rhin, Fririon se hâta d'aller reprendre le commandement de son bataillon, à la tête duquel il se fit remarquer par la bravoure qu'il y déploya, et par la discipline qu'il y entretint. Le 19 octobre de la même année, l'armée française de Rhin-et-Moselle venait de quitter son camp devant Fribourg, en Brisgaw, pour repasser sur la rive gauche du Rhin, près de Vieux-Brisach; et elle était

momentanément en position près du pont d'Amwasser, lorsque le général Beaupuy remarqua un bataillon ennemi qui s'était avancé dans la plaine. Ce général ordonna alors au chef de bataillon Fririon de prendre un détachement de cavalerie, qui formait son escorte, et d'aller inquiéter le bataillon ennemi, en tournant un mamelon, afin de couvrir sa marche. Fririon, à la tête de 25 dragons, tomba avec impétuosité sur les derrières du bataillon autrichien, et le mit promptement en déroute. Après l'armistice conclu à la fin de cette campagne, Fririon fut appelé de nouveau à une inspection-générale d'infanterie, et obtint, le 9 mars 1797, le grade d'adjudant-général chef de brigade, comme récompense de sa conduite distinguée dans la campagne de 1796. Employé, en 1797, à l'armée d'Helvétie, dans la brigade commandée par le général Lorges, il fut chargé de faire la reconnaissance d'une position occupée par les ennemis, qui défendaient les approches de la ville de Sion. La seule avenue qui fût praticable était la grande route; mais, comme elle était défendue par des troupes qui couronnaient les hauteurs à droite et à gauche du chemin, il fallait beaucoup de résolution et d'audace pour tenter cette opération. L'adjudant-général Fririon, ayant sous ses ordres un petit détachement du 8e régiment de hussards, se lance sur cette grande route à travers les coups de fusils de l'ennemi. Après avoir parcouru au galop une centaine de toises, il aperçoit une batterie, et se précipite aussitôt sur les canonniers. Ceux-ci n'eurent que le temps de faire, à petite portée, une décharge à mitraille, qui tua ou blessa le tiers des hussards français. Fririon enleva cependant la batterie, et sur ces entrefaites, le général Lorges ayant attaqué avec son infanterie, à laquelle il fit gravir les hauteurs escarpées, l'ennemi fut mis en déroute, et la ville de Sion ouvrit ses portes. Le directoire-exécutif, auquel on rendit compte du beau fait d'armes de l'adjudant-général Fririon, lui écrivit, le 28 mai 1798, et lui témoigna sa satisfaction dans les termes les plus flatteurs et les plus honorables. Après la campagne d'Helvétie, Fririon fut employé à

l'armée de Mayence, par lettres de service du 23 juillet 1798. Il passa ensuite à l'armée d'Italie, par ordre du 22 novembre suivant. Il se trouva aux diverses et malheureuses affaires qui eurent lieu à cette armée, et y fut souvent chargé du commandement de l'arrière-garde, qu'il préserva toujours par les vigoureuses dispositions qu'il sut faire à propos. Le général en chef Moreau l'employa comme sous-chef de son état-major-général, au moment où l'armée traversa les Apennins par des chemins jugés jusqu'alors impraticables, et se rendit à Gènes, d'où elle alla débloquer Tortone et Alexandrie. L'adjudant-général Fririon reçut, le 4 décembre 1799, l'ordre de passer à l'armée du Rhin, où le général Moreau l'employa encore en qualité de sous-chef de son état-major général. Fririon se distingua de nouveau, soit par le zèle infatigable qu'il mit à remplir ses fonctions administratives, soit par sa valeur sur les champs de bataille, et principalement à la bataille de Hohenlinden. Sa conduite lui mérita le grade de général de brigade, qui lui fut conféré le 17 juillet 1800. Pendant l'armistice qui précéda la paix de Lunéville, le général en chef lui confia le commandement de Saltzbourg et des pays voisins. Fririon s'y acquit l'estime des habitants par la sagesse et l'équité de son administration. Il obtint, à la paix, le commandement du département du Bas-Rhin, par lettres du 6 octobre 1802. A la création de la Légion-d'Honneur, il fut récompensé de ses services militaires, le 15 juin 1804, par le grade de commandant de cette légion. Les hostilités ayant recommencé, en 1805, le général Fririon se rendit, par ordre du 11 septembre, à l'armée d'Italie, commandée par le maréchal Masséna. Il se trouva au passage de l'Adige, sous Véronne, et aux autres affaires qui eurent lieu pendant cette campagne. Après la signature de la paix qui fut la suite de la bataille d'Austerlitz, le général Fririon remplit pendant quelque temps les fonctions de chef de l'état-major-général de l'armée, aux ordres du prince Eugène, vice-roi d'Italie. Il commanda ensuite la place de Venise, où il fit aimer le nom français, et d'où il emporta l'estime et les regrets des habi-

tants. En 1806, il reçut l'ordre de prendre le commandement d'une brigade de la division Boudet, qui fut formée à Véronne. Aussitôt après son organisation, cette division passa en Allemagne, et de là en Prusse, où la brigade Fririon se fit remarquer par sa valeur, en enlevant de vive force des ouvrages avancés, défendus par le canon de la place de Colberg : le 93ᵉ régiment de ligne, qui en faisait partie, se couvrit de gloire dans cette affaire. De là, la brigade Fririon, dans laquelle était aussi le 3ᵉ régiment d'infanterie légère, fut envoyée au siége de Stralsund. Après la prise de cette ville, qui se rendit après quelques jours de tranchée ouverte, le maréchal Brune résolut de se rendre maître de l'île de Rugen; mais, pour y parvenir, il fallait préalablement s'emparer de la petite île de Dannholm, située entre l'île de Rugen et la terre ferme, et dans laquelle était un fort armé de 14 pièces de canon, défendu par 650 Suédois, et protégé par des chaloupes canonnières. Le général Fririon fut désigné par le général en chef pour commander les troupes destinées à prendre cette île. Il avait sous ses ordres, pour cette expédition, un bataillon du 3ᵉ d'infanterie légère, 2 compagnies de sapeurs et quelques marins de la garde, le tout formant ensemble environ 900 hommes. Ses moyens de transport consistaient en 200 petites barques pouvant contenir au plus 6 hommes chacune, et qui devaient presque toutes être conduites par les soldats eux-mêmes, attendu qu'il n'y avait alors à Stralsund qu'un très-petit nombre de marins de la garde qui purent prendre part à l'affaire, mais qui d'ailleurs se conduisirent avec une grande bravoure. Le général Fririon, qui avait examiné attentivement l'île et le fort de Dannholm, avait remarqué que les soldats suédois descendaient fréquemment dans le fossé et remontaient sur la contrescarpe; il en conclut que le fossé n'était point palissadé, et dès-lors il projeta d'entrer dans le fort par les embrasures, s'il trouvait la porte de ce fort fermée. Il le fit canonner pendant la journée du 25 août, afin de fatiguer la garnison et de lui faire user ses munitions. Un orage violent, qui éclata entre 9 et 11 heures du soir, fit croire

aux Suédois que les Français ne feraient dans la même nuit aucunes tentatives : mais, la pluie ayant cessé vers minuit, le général Fririon fit embarquer sa troupe, qui, en une demi-heure de trajet, arriva à l'île de Dannholm. Le fort ne commença à tirer que lorsque les barques allaient aborder : mais alors les boulets passaient par-dessus la tête des Français. Un capitaine du génie, M. Thuillier, qui s'était porté sur la droite de l'île avec quelques sapeurs, se pricipita avec vigueur sur les premiers postes ennemis qu'il rencontra ; et pendant ce temps le général Fririon, qui conduisait personnellement l'attaque de gauche, sauta un des premiers dans la mer, avec ses aides-de-camp, MM. Ponçot et Parade, marcha sans hésiter sur le fort avec le petit nombre d'hommes qui l'environnaient, se jeta dans le fossé et pénétra dans le fort par une des embrasures. Le fort une fois escaladé, et se remplissant de Français, le commandant suédois, qui vit que toute résistance serait désormais inutile, se rendit prisonnier de guerre avec ses troupes: la reddition de l'île de Rugen suivit, peu de jours après, la prise de Dannholm. Après cette expédition, la division Boudet reçut ordre de se rendre entre l'Elbe et le Weser, et la brigade du général Fririon occupa d'abord Bremen et ses environs, puis Apenrade. Le prince de Ponte-Corvo ayant à envoyer un corps de troupes en Séelande, fit choix du général Fririon pour commander ce détachement, qui fut composé de 6 bataillons espagnols, auxquels devaient se joindre la cavalerie et l'artillerie nécessaires. Ces bataillons furent campés près de Roskeld, à 7 lieues de Copenhague, et le général Fririon les y exerça aux manœuvres et aux évolutions françaises. Ces troupes témoignaient beaucoup de dispositions, et firent des progrès tellement rapides, qu'ils méritèrent au général Fririon les éloges du prince royal de Danemark, qui était venu les voir manœuvrer. Rien n'annonçait que ces Espagnols eussent l'intention de s'insurger : mais, lorsqu'ils furent instruits de la défection du général de leur nation, le marquis de la Romana, ils se révoltèrent contre le général Fririon, dont ils n'avaient point à se plaindre, investirent sa maison et menacèrent de le mettre en

pièces. Ils préludèrent à cette tentative d'assassinat par celui de M. de Marabail, jeune officier du 3ᵉ léger, plein de mérite et de bravoure, qu'ils percèrent de coups de fusils et de baïonnettes dans la cour de l'habitation de son général, au moment où il venait pour partager son sort ou le sauver. Un autre officier, M. Lalci, fut également assailli dans le même endroit, et fort maltraité; mais il parvint à s'échapper. Le général Fririon, après avoir fait fermer les portes de ses appartements, se disposait à vendre chèrement sa vie, lorsque M. Torigny, officier danois, plein de bravoure et de loyauté, comme le sont les officiers de cette nation, et momentanément officier d'ordonnance du général Fririon, eut la généreuse prévoyance de faire introduire chez le général plusieurs uniformes de soldats danois. Ce fut à l'aide de ces travestissements que le général Fririon et 3 officiers français, qui se trouvaient avec lui, parvinrent à échapper à une mort certaine. La conduite que le général Fririon tint en Danemark, lui concilia l'estime générale et lui valut le suffrage particulier de S. M. danoise, qui lui conféra la grand'croix de l'ordre de Danebrog. En 1809, la division Boudet, dans laquelle le général Fririon était revenu prendre le commandement de sa brigade, fut employée à la grande-armée, dans la guerre contre l'Autriche. Après le passage du Danube, dans la journée du 21 mai, la brigade Fririon fut destinée à couvrir le village d'Esling. Animée par le calme et la fermeté de son général, elle fit une si belle contenance contre des forces infiniment supérieures; qu'elle conserva son terrain et que, tout accablée qu'elle eût été pendant plusieurs heures par une grêle de boulets et d'obus qui ravageaient ses rangs, elle soutint et repoussa même une vigoureuse charge de la cavalerie ennemie qui cherchait à l'enfoncer. Le général Fririon sut, en cette circonstance, contenir l'impatience du soldat, et ne lui permit de faire feu, que lorsque la cavalerie ennemie fut à portée de le recevoir. Cette fusillade, bien dirigée, arrêta tout court l'inpétuosité des cavaliers autrichiens, qui perdirent beaucoup d'hommes et de che-

vaux (1). Au déclin du jour, la brigade Fririon reçut ordre de se rapprocher d'Essling et de couvrir ce village. Elle exécuta ce mouvement par bataillons en échiquier à cent pas, sous le feu le plus vif et le plus meurtrier, et ses manœuvres furent aussi régulières qu'elles auraient pu l'être dans un polygone. Pendant ce mouvement, le brave capitaine Parade, aide-de-camp du général Fririon, fut blessé à mort à côté de lui, et deux ordonnances eurent, l'un une cuisse et l'autre une jambe emportées auprès du général. Le feu terrible que faisait l'ennemi enlevait des files entières dans les rangs des 93ᵉ de ligne et 3ᵉ léger; mais le sang-froid imperturbable et le dévouement du général, qui était parfaitement secondé par le capitaine Ponçot, son aide-de-camp, se communiquèrent aux braves soldats des 2 régiments, et l'ennemi ne put, malgré sa supériorité numérique, parvenir à enlever le village d'Essling. La journée du lendemain, 22 mai, ne fut pas moins honorable pour le général Fririon, dont la brigade était en position près d'Essling, faisant face à la petite ville d'Enzersdorff. Remarquant un grand mouvement dans les colonnes ennemies qui se trouvaient vis-à-vis de lui, Fririon jugea que les Autrichiens voulaient tenter encore de le forcer dans sa position; et, convaincu qu'il fallait dans cette circonstance payer d'audace, il simula lui-même un mouvement d'attaque qui arrêta celui de l'ennemi. Il ramena ensuite sa brigade dans sa première position, et s'y maintint, sans la laisser entamer, jusqu'au moment où l'armée reçut ordre de se replier dans l'île de Lobau, pendant la nuit du 22 au 23 mai. Vers la fin du mois de juin suivant, le général Becker, chef de l'état-major-général du 4ᵉ corps de la grande-armée, ayant été appelé à d'autres fonctions,

(1) Le maréchal Lannes, sous les ordres duquel Fririon servait pour la première fois, et qui parut au moment où la cavalerie ennemie était repoussée, aborda Fririon, et lui dit : « Général, vous et votre brigade, vous vous couvrez de gloire aujourd'hui, et j'en rendrai compte à l'empereur. »

le maréchal Masséna, qui avait apprécié les talents militaires et administratifs du général Fririon, le demanda et l'obtint pour son chef d'état-major général. Fririon signala de nouveau son zèle et son courage à la bataille d'Essling, au second passage du Danube, à la bataille de Wagram, aux combats de Hollabrunn, etc., etc. Il couronna tous ses faits militaires dans cette campagne par une action d'éclat au pont de Znaïm. Après la bataille de Wagram, le maréchal Masséna poursuivait avec vigueur les corps autrichiens qui lui étaient opposés; mais une chute qu'il avait faite dans l'île de Lobau l'empêchait de monter à cheval, et il donnait ses ordres dans sa voiture. Le général Fririon, qui était aux avant-poste, voit une forte colonne ennemie sortir de Znaïm, s'avancer en masse vers le pont de la Taya, et repousser la ligne de nos tirailleurs. Il rassemble aussitôt tout ce qu'il trouve de soldats, en forme 2 pelotons, se met à leur tête, et, avec ce petit nombre d'hommes, marche contre la colonne autrichienne pour la repousser, ou du moins pour retarder sa marche, et l'empêcher d'arriver au point où était le maréchal Masséna. En même temps, il fait prévenir le maréchal du mouvement des ennemis et des efforts qu'il va tenter pour l'arrêter. A cet avis, Masséna, oubliant ses douleurs, monte à cheval, et se met à la tête du régiment de cavalerie commandé par le général l'Héritier. Sur ces entrefaites, le général Fririon, qui s'était engagé avec l'ennemi sur le pont de la Taya, est renversé à coups de crosse de fusil, et son cheval lui est enlevé. Des torrents de pluie qui tombaient alors avaient mis tous les fusils hors d'état de faire feu. Le général Fririon, voyant arriver la cavalerie conduite par le maréchal, se dégage des mains de l'ennemi, se précipite du haut du pont dans la Taya, gagne le bord, monte le cheval d'un chasseur qui se trouve près de lui, prend part à la brillante charge que fait exécuter le général l'Héritier, et rejoint ensuite le maréchal (1).

---

(1) Masséna, qui croyait le général Fririon tué ou prisonnier, le serra

Quelques instants après, Fririon, apercevant dans la mêlée le cheval que les Autrichiens lui ont enlevé, s'élance, et va le reprendre. La colonne autrichienne fut obligée de rentrer dans Znaïm, et l'on eut alors connaissance de l'armistice conclu entre les armées belligérantes. Fririon fut nommé général de division, le 21 juillet 1809, et reçut le titre de baron, avec un supplément de dotation, le 31 janvier 1810. Les fatigues de la campagne de 1809 avaient fortement altéré la santé du général Fririon, et il était à peine convalescent, lorsqu'il reçut, par la voie du télégraphe, un ordre, daté du 21 avril 1810, pour se rendre en Espagne, et y remplir les fonctions de chef de l'état-major-général de l'armée de Portugal, commandée par le maréchal Masséna. Quoiqu'il eût à redouter l'influence du climat espagnol sur sa santé encore faible, il exécuta de suite l'ordre qui lui était donné. Après la prise de Ciudad-Rodrigo et celle d'Almeida, l'armée de Portugal se dirigea sur Lisbonne par la rive droite du Tage; mais lorsqu'elle eut épuisé toutes les ressources que purent lui offrir les environs d'Atenquer, Torrès-Novas, Santarem, Tomar, etc., et supporté toutes sortes de privations, le maréchal la ramena en Espagne. Le général Fririon, après avoir enduré toutes les fatigues que son emploi rendait excessives, se trouva encore à la bataille de Fuentes-de-Onoro (1). Il recueillit le reste de ses forces pour suivre l'armée, lorsqu'elle traversa l'Estramadure. Cette armée se mit en marche pour faire lever le siége de Badajoz, et, après cette opération, terminée heureusement, elle se rendit près du col de Bannos. Arrivé à Naval-Moral, Fririon tomba dans un tel état de faiblesse, que le maréchal duc de Raguse, qui avait

---

alors dans ses bras, en lui disant : « J'ai voulu, mon cher général, m'ac» quitter envers vous. »

(1) Dans cette affaire, Joseph Fririon, frère du général, fut blessé à la tête du 69e de ligne, dont il était colonel, et qu'il commanda cependant pendant toute la journée. Un autre Fririon, parent du général, et lieutenant au même régiment, fut tué dans une charge contre les Anglais.

succédé au maréchal Masséna dans le commandement de l'armée, lui accorda un congé pour venir rétablir sa santé en France. Le général Fririon se rendit à Paris, où il fut nommé inspecteur-général de l'infanterie dans la 10ᵉ division militaire. Il conserva ces fonctions jusqu'à l'époque de la restauration du trône des Bourbons, en 1814. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet. Dans la même année, le général Fririon fut chargé de l'organisation des régiments d'infanterie stationnés dans la 2ᵉ division militaire. Le général Fririon fut encore employé, pendant les années suivantes, comme inspecteur-général d'infanterie, et fut membre de divers comités créés près du ministère de la guerre. Le zèle et le dévouement qu'il montra dans l'exercice de ses fonctions lui méritèrent la croix de grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, que S. M. lui a accordée, le 1ᵉʳ mai 1821. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

FRIRION (Joseph-François, *baron*), *maréchal-de-camp*, et frère du précédent, naquit à Pont-à-Mousson, en Lorraine, le 12 septembre 1771. Il s'enrôla, comme soldat volontaire, dans le régiment d'Artois infanterie, le 1ᵉʳ février 1791, y obtint le grade de sous-lieutenant, le 15 septembre suivant, et celui de lieutenant, le 13 mai 1792. Il commença à faire la guerre, avec son régiment, à l'armée du Rhin; mais, étant resté bloqué à Mayence avec un détachement de son régiment, il y fit le service dans un bataillon du département de l'Ardèche, pendant tout le temps du mémorable siége de cette place. Il s'y distingua en plusieurs occasions, et particulièrement lorsque le village de Kosteim fut pris et repris plusieurs fois. Le lieutenant Fririon et sa troupe étaient postés dans les trous d'un bivouac qui flanquait l'attaque des Prussiens sur Kosteim : il s'y maintint, quoiqu'il eût été enveloppé par l'ennemi, et que les troupes chargées de la défense du village s'en fussent éloignées deux fois. Dans une autre circonstance, le lieutenant Fririon, étant de garde à une porte de Mayence, du côté du front

d'attaque des Prussiens, apprit que les bombes lancées par l'ennemi venaient de mettre le feu à la maison dans laquelle se trouvait la caisse de son régiment, qui était restée à Mayence. Il pouvait être destitué s'il quittait son poste; et, d'un autre côté, il craignait d'être blâmé, s'il ne faisait rien pour sauver cette caisse; il ne balança point : quitter sa garde, arracher la caisse à l'incendie, la déposer chez le commissaire-ordonnateur, en prendre un reçu, et rejoindre son poste, tout cela fut fait en un moment. Il suivit l'armée de Mayence, lorsqu'elle fut envoyée dans la Vendée, y servit pendant six mois, se fit remarquer par sa bravoure dans les combats et par son humanité envers les habitants, à plusieurs desquels il sauva la vie. A l'affaire de Saint-Philibert, la colonne mobile dont il faisait partie se trouvant adossée à un étang, n'avait d'autre ressource que celle de se faire jour à travers les assaillants. Fririon, armé seulement de son sabre, s'étant porté trop en avant de la colonne, se trouva en face de trois Vendéens armés de fusils et marchant directement à lui. Exécutant alors des mouvements rapides, il parvint à désarmer ces trois hommes, et à se dégager. Lorsque le détachement commandé par Fririon était arrivé dans la Vendée, il comptait 107 hommes; il ne se composait plus que de 25, lorsque Fririon vint rejoindre le régiment à l'armée du Rhin : le reste avait été tué ou blessé dans cette malheureuse guerre civile. Fririon fut nommé, le 23 décembre 1794, capitaine au choix dans son régiment, formant alors le noyau de la 95ᵉ demi-brigade, devenue ensuite 62ᵉ régiment de ligne. Pendant le siége de la tête de pont de Manheim par les Français, l'ennemi ayant fait une grande sortie, le capitaine Fririon, qui était de garde à une redoute à peine ébauchée, conserva ce poste avec quelques hommes seulement, et quoique les lignes de la tranchée fussent momentanément dégarnies de troupes françaises. Au commencement de 1795, la 62ᵉ demi-brigade, occupant un bois devant Guermersheim, près de Nider-Lustadt, reçut ordre de faire une attaque devant son front. L'ardeur qu'elle mit à se précipiter sur l'ennemi l'ayant entraînée trop loin, elle se trouva

bientôt entourée par la cavalerie autrichienne. Le capitaine Fririon, ralliant alors sa compagnie, lui fit prendre position dans une vigne, à quelque distance, et de là lui fit faire un feu si bien dirigé que les ennemis furent chassés des derrières de la 62ᵉ demi-brigade, qui, par ce moyen, put faire sa retraite. Après cette affaire, un conseil de guerre fut assemblé pour juger les militaires accusés d'avoir été la cause de la perte de deux canons, pris par l'ennemi sur un point très-rapproché de la 62ᵉ demi-brigade. Le capitaine Fririon fut nommé rapporteur près de ce conseil, et parvint à prouver que les griefs imputés au général Frimont et aux officiers d'artillerie étaient mal fondés. Par le résultat d'une nouvelle organisation de l'infanterie, les capitaines les moins anciens de grade furent réformés, et Fririon, qui se trouvait dans ce cas, se rendit à Strasbourg, où le général Schauembourg l'attacha à son inspection-générale. Ayant appris, quelque temps après, qu'un emploi de son grade vaquait dans la 62ᵉ demi-brigade, Fririon se hâta d'aller rejoindre ce corps, où il arriva, le 10 août 1796, veille de la bataille de Neresheim, à laquelle il se trouva, ainsi qu'aux autres affaires de cette campagne, et à la belle retraite qui la suivit. Il servit au siége de Kehl, en 1796 et 1797, et y fut nommé capitaine de grenadiers, en récompense de la bravoure qu'il avait déployée à ce siége et à la campagne d'outre-Rhin. Après la paix de Campo-Formio, le général Lecourbe s'avança avec confiance vers la tête de pont de Manheim, que les Badois occupaient encore, mais qui devait être remise aux Français. La tête de sa colonne étant arrivée, à l'entrée de la nuit, à portée de pistolet du fort, fut assaillie par une grêle de coups de canon et de fusils, qui fit un grand ravage dans les rangs français: les grenadiers de la 62ᵉ demi-brigade étaient alors en tête de la colonne. Fririon et ses camarades se déterminèrent sur-le-champ à prendre le parti le plus audacieux. Ils se glissèrent furtivement jusqu'à la barrière du fort, l'ouvrirent, appelèrent leurs grenadiers, et pénétrèrent dans le fort, pendant que les Badois continuaient leur feu sur le rempart: cette entreprise hardie fut exécutée sous les yeux

du général Oudinot. Fririon essaya ensuite d'entrer à Manheim de la même manière, et traversa le pont avec sa compagnie; mais, ayant trouvé les portes de la ville fermées, il ne put accomplir ce dessein. A la fin de 1797, la 62ᵉ demi-brigade passa à l'armée d'Italie. Fririon y servit au siége de Civita-Vecchia, en 1797; au combat de Tolfa, en 1798, et à la bataille de la Trebia, le 19 juin 1799. Après cette dernière affaire, un détachement de 400 hommes, dont la compagnie du capitaine Fririon faisait partie, fut envoyé de Bologne à San-Giovani, sous les ordres du chef de bataillon Labbé, et avec une seule pièce de canon et un obusier. On se disposa à envelopper cette petite ville, que l'on ne savait pas être défendue par 3000 Autrichiens, qui s'avancèrent, attaquèrent le détachement, et lui prirent son artillerie. La cavalerie ennemie, chargeant alors vigoureusement, aurait écrasé le détachement, si Fririon n'eût rallié sa compagnie, barré la route, et repoussé les continuelles attaques de cette cavalerie. La bonne contenance de Fririon et de ses soldats permit au détachement de faire une retraite sûre et tranquille. En 1800, le capitaine Fririon fut appelé à l'armée du Rhin, comme adjoint à l'état-major du général en chef Moreau. Il combattit à la bataille d'Engen, le 3 mai. Pendant celle de Moeskirch, le 5 du même mois, au moment où la victoire paraissait vouloir favoriser les Autrichiens, qui déjà avaient tourné le flanc gauche de l'armée française, Fririon fut chargé de porter au général Richepanse l'ordre de faire avancer sa division, restée à plusieurs lieues en arrière du champ de bataille. Il dirigea cette division vers le lieu du combat, auquel il prit une part très active : les Français furent vainqueurs. Le général Moreau voulant récompenser la bravoure et l'intelligence du capitaine Fririon, le nomma chef de bataillon sur le champ de bataille, et lui donna un bataillon de grenadiers à commander. Fririon se trouva à la tête de ce corps, au combat de Biberach, le 22 mai; à la bataille d'Hochstedt, le 17 juin; au combat de Salzbourg, à celui de Verfen, au mois de décembre. Après cette campagne, il passa dans la 38ᵉ demi-brigade. Il fut nommé major, avec rang de lieutenant-

colonel, dans le 39ᵉ régiment d'infanterie, le 22 décembre 1803, et créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1804. On le nomma, le 10 février 1807, colonel du 69ᵉ régiment de ligne, qui faisait alors partie de la 1ʳᵉ division du 6ᵉ corps de la grande-armée d'Allemagne. Il fit, à la tête de ce régiment, la campagne de cette même année, contre les Prussiens et les Russes; combattit à Guttstadt et à Duppen, et fut blessé d'un coup de biscayen dans le flanc gauche, à la bataille de Friedland, le 14 juin (1). Il obtint, en récompense de ses services, la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, le 18 février 1808, et le titre de baron, ainsi qu'une dotation en Westphalie, le 19 mars suivant. Son régiment ayant reçu ordre de se rendre en Espagne, il ne voulut point en quitter le commandement, quoiqu'une maladie des plus graves exigeât qu'il prît des soins particuliers pour le rétablissement de sa santé. Employé dans le 6ᵉ corps, il fut dirigé sur Madrid, d'où il fit une marche des plus pénibles, en poursuivant les Anglais jusque dans la Galice. Pendant l'occupation de cette province, où le 6ᵉ corps resta jusqu'au 1ᵉʳ juillet 1809, le 69ᵉ régiment eut plusieurs affaires avec les insurgés, et fut constamment victorieux. Nous citerons seulement la suivante. Le 26 avril 1809, le colonel Fririon fut détaché, avec 8 compagnies, pour disperser des rassemblements d'insurgés. Il rencontra 2400 hommes de troupes réglées, qui, sous le commandement de Morillo, occupaient en ordre de bataille la montagne qui domine Carracedo, près de Caldar-de-Rey. Remarquant que l'ennemi n'était pas gardé sur sa droite, Fririon détacha 4 de ses compagnies, avec ordre d'arriver dans cette direction sans être aperçues de l'ennemi, de s'y former perpendiculairement, et de marcher aussitôt au pas de charge. Cette disposition fut exécutée; et, le colonel Fririon attaquant en même temps de front avec ses 4 autres compagnies, la ligne espagnole fut enfoncée, mise en déroute, et perdit 300 hommes, tués ou blessés. Il se trou-

(1) Son frère puîné, alors capitaine, fut tué à cette bataille.

vait, au mois de mai, enfermé dans Lugo, ville très-étendue et mal retranchée, avec une très-faible garnison, lorsque 14 mille Espagnols vinrent attaquer cette place, à la défense de laquelle il contribua beaucoup. Il combattit à Sanmunnoz, près de Salamanque; à Banovarès, à Tamanès, à Alba-de-Tormès, et à Bolsau, en septembre, octobre, novembre 1809, et janvier 1810. Il servit ensuite au siége de Ciudad-Rodrigo, du 7 mai au 10 juillet 1810, et à celui d'Almeida, du 25 juillet au 24 août de la même année. A la bataille de Busaco, en Portugal, le 27 septembre 1810, l'attaque des Français n'ayant pas réussi, le 69ᵉ régiment de ligne resta, seul de toute l'armée, à mi-côte pendant la journée entière sous le feu de l'armée anglo-portugaise, et cette ferme contenance eut l'avantage de maintenir l'ennemi dans l'opinion que les Français projetaient de reprendre l'offensive sur ce point, tandis qu'ils manœuvraient pour tourner la position. Du 11 au 15 mars, le colonel Fririon se trouva aux combats du Val-d'Ovos, de Pombal, de Rediuha, et près Condexa. Pendant la retraite de Portugal, l'armée française étant, le 15 mars 1811, à Foz-d'Arunce, au passage du pont de la Ceira, des ordres mal compris occasionèrent un moment de confusion. Le 69ᵉ régiment commandé par Fririon, et le 6ᵉ léger, se trouvèrent recevoir momentanément et tout à la fois la fusillade des Anglais et celle de nos propres troupes, qui par erreur tirèrent sur ces 2 régiments : mais ces derniers, s'étant formés en ordre de bataille, marchèrent aux Anglais, et portèrent dans les rangs ennemis un désordre pire que celui qui existait dans quelques rangs français. Le colonel Fririon fut cité avec éloges pour sa conduite à la bataille de Fuente-d'Onoro, où il fut blessé au bras gauche le 5 mai 1811 (1). Le maréchal Masséna, qui déjà avait sollicité pour Fririon le grade de général de brigade, ayant réitéré sa demande à l'occasion de cette dernière affaire, la

---

(1) Le lieutenant Fririon, cousin du colonel de ce nom, et qui servait dans le 69ᵉ de ligne, fut tué à cette bataille.

promotion de Fririon à ce grade eut lieu le 22 juin. Lorsqu'il quitta son régiment pour passer au commandement de la brigade qui lui était assignée, il emporta des témoignages de regrets unanimes de la part des officiers, sous-officiers et soldats du 69ᵉ. Il se trouva au combat de Novès-Estramadure, le 20 octobre 1811; près d'Alicante, le 16 janvier 1812; d'Yepès, le 2 mai; de Castelleros, le 20 juin; et de Huerta, devant Salamanque, le 23 juin. A la malheureuse bataille des Arapiles, le 22 juillet, Fririon ne quitta sa position à l'entrée du bois qu'à dix heures du soir, quoique sa brigade, seule en ligne, fût alors sans appui sur ses deux flancs, et qu'elle eût constamment combattu jusqu'à cette heure contre les Anglais. Ceux-ci ayant cessé leur feu, le général Fririon ramena vers le gros de l'armée sa brigade, avec les canons de sa division, moins un obusier qu'il fut obligé d'abandonner, faute de chevaux pour pouvoir le faire traîner. Il se trouva, dans les mois d'octobre et de décembre, aux combats de Florès-d'Avila, et de Villadrigo, et à ceux près de Cavion et de Saldanna. Du mois de décembre 1812 au mois d'août 1813, le général Fririon commanda la 4ᵉ division de l'armée stationnée dans la province de Palencia. Il avait ordre de contraindre cette province à l'acquittement d'une contribution de 8 millions de réaux en argent, et il remplit cette mission avec autant d'intégrité que de zèle. Il ne perdit pas un seul homme pendant toutes les marches qu'il fut obligé de faire pour la levée de cette contribution; et cela fut d'autant plus étonnant, qu'il agissait dans un pays tout en insurrection, où la guerre était nationale, et où plus de 10,000 hommes pouvaient se réunir pour agir contre lui. A la bataille de Vittoria, le 21 juin 1813, la brigade du général Fririon combattit, et se maintint dans l'ordre le plus parfait. La perte de cette bataille entraîna pour l'armée française la perte de l'Espagne. Cette armée fut repoussée, et aurait perdu tout son matériel, si la brigade Fririon n'eût sauvé 2 pièces de canons, et 9 caissons. Elle couvrit la retraite de toute l'armée, en formant deux carrés qui opérèrent leur marche rétrograde par échelons. L'un de ces deux carrés, for-

mé par le 2ᵉ léger, manœuvra sous les ordres du général Reille; et le second carré se composa du 36ᵉ de ligne, commandé par le général Fririon. Ils reçurent plusieurs charges de la cavalerie anglaise, dont les hommes et les chevaux vinrent expirer sous les baïonnettes de ces deux régiments : le général Fririon eut son cheval blessé sous lui. Les armées françaises étant revenues de l'Espagne dans les Pyrénées, furent organisées en une seule, et le général Fririon passa alors dans la première division, commandée par le général Foy. L'armée marcha de nouveau en avant, et le général Fririon se trouva au combat près de Lindour, le 25 juillet 1813; à celui de l'Azuzale, le 27; et à la bataille livrée à deux lieues de Pampelune, le 30. Le 10 novembre suivant, l'armée française fut attaquée dans son camp de Sarré. Le général Foy, voulant alors faire une diversion, ordonna au général Fririon de repousser avec sa brigade une division espagnole, en position au mont Gorospile, sur les derrières de l'armée anglaise. Cette division espagnole fut effectivement culbutée par un mouvement rapide qui découvrit ses parcs et ses bagages, et les mit à la disposition du général Fririon. Mais comme l'armée française battait alors en retraite, et que par conséquent la position de la brigade Fririon devenait critique, le général Foy lui ordonna de se replier sans délai, et d'abandonner les bagages dont on s'était saisi. Le général Fririon commanda sa brigade au combat d'Halson, le 12 novembre; à celui de la Nive devant Bayonne, le 10 novembre; à celui près de Carrical, le 13 du même mois, et enfin à celui de Martinolles, près de l'Adour, le 18 janvier 1814. A la bataille d'Orthez, le 27 février suivant, le général Foy ayant été blessé au commencement de l'action, le général Fririon prit le commandement de sa division, et défendit sa position pendant deux heures contre des forces quadruples. Il n'opéra sa retraite que sur un ordre précis du général en chef. Il combattit à Cascrès, le 2 mars. Le 19 du même mois, l'infanterie et la cavalerie furent dirigées par des chemins impraticables pour l'artillerie; et celle-ci, ainsi que les bagages, durent nécessairement prendre la grande rou-

te par Vic-de-Bigorre; mais il y avait à craindre que les Anglais n'arrivassent dans cet endroit avant ou en même temps que le convoi. La première division de l'armée ayant été chargée d'aller occuper ce point important, la brigade Fririon fut détachée en avant de la ville, avec ordre d'y tenir ferme jusqu'à deux heures après midi. Elle fut attaquée par l'ennemi vers une heure, se défendit opiniâtrément jusqu'à quatre heures contre des forces très-supérieures, et ne céda le terrain que lorsque ses deux flancs furent tournés. Le général Fririon se trouva, le 10 avril, à la célèbre bataille de Toulouse, et fut chargé de défendre le pont Matabiau avec le 69ᵉ de ligne et 6 pièces d'artillerie. Une division espagnole s'avança sur ce point, en colonne, jusqu'à demi-portée de mitraille; elle fut aussitôt foudroyée et mise en déroute avec une perte énorme. Le général Fririon combattit encore à Montgaillard, le 12 avril, et à Avignonet, le 13. La restauration du trône des Bourbons ayant amené la fin des hostilités, le général Fririon se retira dans ses foyers. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, il fut appelé dans l'armée de Napoléon Buonaparte, et se trouva à la bataille devant Strasbourg, le 28 juin. Après cette courte campagne, le général Fririon sollicita et obtint sa retraite, que l'état de sa santé et l'épuisement de ses forces physiques rendaient indispensable. Il s'était trouvé à 64 combats, 15 batailles rangées, et 6 siéges. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE FRIOUL (*le duc*), *voyez* DUROC.

FROMENTIN (Jacques-Pierre), *lieutenant-général*, naquit à Alençon, le 3 août 1754. Il entra au service, au mois d'avril 1777, dans le régiment de l'Ile-de-France, alors commandé par le colonel de Cassignies. Il fit, avec ce régiment, quatre campagnes dans les Grandes-Indes, de concert avec les troupes du nabab Tippoo-Saïb. Il s'embarqua, le 6 décembre 1781, sur l'escadre du bailli de Suffren, et se trouva au combat naval de Negapatnam. Il

combattit, le 17 février 1782, au combat naval de Madras, second de ce genre, devant l'île de Ceylan. Il se trouva, le 26 mars 1782, à la prise de Porto-Novo, sur la côte de Malabar, par les troupes de Tippoo-Saïb et les auxiliaires français. Il servit, le 10 avril, au siége de Gondelour, sur la côte de Coromandel. Il se trouva au siége de Parmacoul, le 17 juin; au combat de Negapatnam, le 6 juillet, et à la bataille de Lanjivarou, le 10 août. Il servit ensuite aux siéges et à la prise de Chaudernagor et de Nagard. Il se trouva, le 20 avril 1783, au siége et à la prise de Talicheri. Étant revenu en France, il y fut nommé, le 20 septembre 1791, lieutenant-colonel au 1er bataillon du département de l'Orne. Il commanda ce bataillon pendant deux ans, et coopéra, avec lui, au siége de Valenciennes, en 1793. Il fut pourvu, le 17 février de cette dernière année, du commandement de la citadelle d'Anvers, que lui confia le général-en-chef Dumourier. Lorsque les Autrichiens forcèrent le passage de la Sambre, pour faire le siége de Maubeuge, le colonel Fromentin, qui combattit en cette occasion, reçut plusieurs blessures graves. Il fut promu au grade de général de brigade, le 15 septembre 1793, et obtint celui de général de division, le 22 du même mois. Il commanda en cette qualité, et se distingua dans différentes affaires qui eurent lieu entre Landrecies et Ors. Il coopéra à la défense des avant-postes de Koosbruch, Oost-Capelle et Hondscootte. A l'époque du blocus de Dunkerque, par les Anglais, en septembre 1793, il reçut encore plusieurs blessures graves. Vers la même époque, il fut nommé commandant en chef de la ville de Bergues. Les 14, 15, 16 et 17 octobre, lors du déblocus de Maubeuge, le général Fromentin commanda l'aile gauche de l'armée de Jourdan. Il la commanda également aux affaires de l'abbaye de Lobbes, de Château-Grammont (Haute-Sambre), de Charleroy, etc. Il fut pourvu du commandement de Landrecies, le 17 juillet 1794, et du commandement supérieur des places de Landrecies, le Quesnoy, Saint-Quentin et Beaumont-sur-Oise, le 28 février 1795. Il obtint sa retraite du grade de général de division, le 7 janvier 1801, après 20

ans 7 mois et 24 jours de service. Il fut nommé chef de la 10ᵉ légion des gardes nationales du département du Nord, le 12 novembre 1806. Il est maintenant fixé à Marbaix, dans le département du Nord. (*États militaires*, *Tableau des pensions*.)

DE FRONSAC, *voyez* DU PLESSIS.

DE FRONTEBOSC, *voyez* DE TOUSTAIN.

DE FROULAY (René), *comte de Tessé*, *maréchal de France*, fut d'abord aide-de-camp du maréchal de Créquy, en 1669. Il devint enseigne au régiment Royal-la-Marine, à la création de ce régiment, le 24 décembre de la même année. Il servit en Lorraine, en 1670; se trouva au siége d'Epinal, pris à discrétion, le 25 septembre, et y fut blessé. Il suivit le roi en Hollande, en 1672; se trouva à la prise d'Orsoy, le 3 juin; à celle de Rhimberg, le 6, et se signala au passage du Rhin, le 12. Nommé capitaine au régiment de cavalerie de Beauvezé, par commission du 26 du même mois, il servit, sous le vicomte de Turenne, en 1673, et fut employé aux siéges et à la prise de plusieurs places. Mestre-de-camp d'un régiment de dragons de son nom, qu'il leva par commission du 25 mars 1674, il combattit à Saint-Jean-de-Pagès, en Roussillon, le 26 juin. Il commanda la cavalerie à Messine, par commission du 9 janvier 1675. Il commanda aussi, en 1677, le corps des dragons dans l'armée du maréchal de Créquy, par commission du 10 mai, et eut part à la défaite de l'arrière-garde de l'armée impériale, et à celle du prince de Saxe-Eisenack, au mois de juin. Il concourut à la prise de Fribourg, qui se rendit, le 14 novembre. Créé brigadier de dragons, par brevet du 20 janvier 1678, il servit à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créquy; fut blessé d'un coup de pique au combat de Rhinfeld, le 6 juillet, et reçut, le 23, un coup de mousquet au passage de la Kintzig. On l'employa, en 1669, comme brigadier dans le corps des troupes campées sur la Sarre. Nommé lieutenant-général au gouvernement du Maine, du Perche et de Laval, à la mort du marquis de

Beaumanoir, par provisions données à Versailles, le 9 octobre 1680, il prêta serment, en cette qualité, le 24 décembre. Il commanda en Dauphiné, en 1681; ce qui ne l'empêcha pas de servir comme brigadier au camp de la Sarre, en 1681 et 1682; au camp de Saône, en 1683, et au siége de Luxembourg, qui se rendit, le 4 juin 1684. Il acheta, la même année, la charge de mestre-de-camp-général des carabins, qui fut ensuite supprimée par édit donné à Versailles, au mois de décembre. La charge de mestre-de-camp-général des dragons ayant été créée par le même édit, le comte de Tessé en fut pourvu, le 17. Il prêta serment entre les mains du marquis de Boufflers, colonel-général des dragons, le 10 mars 1685, et son régiment prit le nom de mestre-de-camp-général des dragons. Il commanda le camp de la Quinche, par ordre du 16 avril, pendant la maladie du marquis de Beaupré. Il commanda en Dauphiné, d'abord en l'absence de Saint-Ruth, par commission du 29 avril 1686, et ensuite en chef, à la place de Saint-Ruth, qui passait au commandement de la Guienne, par autre commission du 8 août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 24 août 1688, il commanda, pendant l'hiver, dans le Palatinat, par commission du 22 octobre. On le fit chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant. Il leva un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 28 mai 1689, et servit dans l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges, qui ne fit aucune hostilité. Il passa de l'armée d'Allemagne à celle de la Moselle, et fut employé, l'hiver, sous le marquis de Boufflers, par ordre du 31 octobre. Il servit encore dans l'armée de la Moselle, en 1690; commanda un corps séparé, avec lequel il fit des courses jusqu'aux portes de Cologne; obligea les généraux allemands de se retirer, et mit à contribution le pays de Julliers et d'Aix-la-Chapelle. Il commanda pendant l'hiver à Sédan, par ordre du 28 octobre. Employé, en 1691, dans l'armée d'Italie, il se trouva à la prise du château de Villefranche, le 21 mars, et de celui de Nice, le 2 avril. Il commanda, le 30 mai, l'attaque du château de Veillane, qu'il emporta, l'épée à la main, et y fut blessé d'un éclat de grenade, qui

lui perça la hanche. Il obtint le gouvernement d'Ypres, vacant par la mort du marquis de la Trousse, par provisions du 17 octobre. Il eut, pendant l'hiver, le commandement de la frontière de Piémont, de la Savoie et de Pignerol, par ordre du 26. Il fut nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 17 avril 1692, et colonel-général des dragons, par provisions du 29 avril. Il fut destiné à suivre le roi Jacques II en Angleterre; mais les vents contraires firent échouer cette entreprise. Il eut le commandement de la Rochelle, au mois de mai, et celui des troupes en Béarn, par pouvoir du 17 août. Il servit en Italie, en 1693. Attaqué dans le fort de Sainte-Brigitte, peu éloigné de la citadelle de Pignerol, il le défendit, avec le chevalier de Tessé, son frère, pendant quinze jours de tranchée ouverte, et tua un grand nombre des soldats du duc de Savoie. Cependant, la place étant ouverte par deux grandes brèches, le comte de Tessé pensa à se retirer dans la citadelle de Pignerol, avec laquelle il s'était conservé une communication. Avant d'évacuer le fort de Sainte-Brigitte, il le fit miner en plusieurs endroits; et, dans la nuit du 14 au 15 août, sa garnison et son canon, excepté une seule pièce, passèrent dans la citadelle de Pignerol. Pour cacher sa retraite, il fit entretenir le feu de la mousqueterie, et les ennemis continuèrent de leur côté de jeter des bombes; mais les mèches qu'on avait à dessein laissées aux mines ayant pris feu, une partie du fort sauta en l'air. Le duc de Savoie commença à bombarder Pignerol, le 25 septembre; mais le comte de Tessé répondit au feu de l'ennemi avec le canon de la place, jusqu'au 1er octobre, époque à laquelle le maréchal de Catinat marcha au secours des assiégés. Le duc de Savoie abandonna aussitôt le siége de Pignerol, laissant devant la place 12,000 boulets et une grande quantité d'outils. Ce siége, et celui de Sainte-Brigitte, lui avaient coûté 5000 hommes. Le comte de Tessé eut, pendant l'hiver, le commandement sur la frontière du Piémont et de Pignerol, par ordre du 14 novembre. On le nomma ministre plénipotentiaire pour traiter de la paix avec le duc de Savoie, par pouvoir donné à Versailles, le 31 décembre. Il servit, en

1694 et 1695, à l'armée d'Italie, qui se tint sur la défensive, et eut, pendant l'hiver, le commandement sur la frontière du Piémont et à Pignerol. Il leva un régiment de fusiliers de son nom, par commission du 22 août. Il eut un pouvoir, du 29 du même mois, pour traiter des conditions de la reddition de Casal. Il fut encore chargé du commandement de la frontière du Piémont pendant l'hiver, et servit en Italie, en 1696. Nommé ministre plénipotentiaire pour traiter de la paix d'Italie, par pouvoir donné à Versailles, le 17 août, il la conclut avec le duc de Savoie, le 29. Il assiégeait Valence, de concert avec ce prince, lorsqu'il signa une suspension d'armes avec l'empereur, le 7 octobre. Employé, en 1697, à l'armée de la Lys, sous le maréchal de Catinat, il servit au siége d'Ath : cette place fut prise, à l'attaque du comte de Tessé, le 5 juin, jour où il était de tranchée. On le fit premier écuyer de la duchesse de Bourgogne, depuis dauphine, par provisions données à Versailles, le 28 octobre, et il prêta serment, en cette qualité, le 1er janvier 1698. Il se démit, au mois de février suivant, de son régiment de fusiliers, et de son régiment d'infanterie, en 1699. Il commanda dans le Milanais, par lettres du 26 décembre 1700. Employé à l'armée d'Italie, sous le duc de Savoie et le maréchal de Catinat, par lettres du 23 mars 1701, il fit, le 9 juillet, jour du combat de Carpi, au pas de course et par des défilés, les trois grandes lieues qui, du camp de San-Pietro-de-Legnago, où il était, le séparaient de Carpi. Il n'avait avec lui qu'un piquet ; mais il avait donné ordre à son infanterie et à sa cavalerie de le suivre. Étant arrivé vers la fin de l'affaire, il se mit à la tête d'un régiment ; et, soutenu par un autre régiment que commandait Saint-Fremont, ils chargèrent trois fois deux escadrons de cuirassiers, qu'ils renversèrent, et qui ne se rallièrent que sous le feu de leur infanterie. Cependant, le comte de Tessé, se voyant près d'être enveloppé de tous côtés par les troupes ennemies, qui grossissaient toujours, fit sa retraite jusqu'à son camp de San-Pietro. Dans le fort de la mêlée, un officier ennemi vint, la bride entre les dents, décharger ses deux pistolets sur le comte de

Tessé, qui reçut une balle dans ses cheveux ; mais il chargea à son tour sur cet officier, et le reconduisit à coups de canne jusqu'à son escadron. Le prince Eugène menaçant Goïto, le comte de Tessé fut envoyé, avec des troupes, pour secourir cette place, le 21 novembre. Commandant dans le Mantouan, il partit, le 10 décembre, avec 800 chevaux et 400 grenadiers, dans le dessein de s'emparer de Borgo-Forte ; mais il apprit, dans sa route, que le baron de Mercy, détaché par le prince Eugène, avec un gros corps de cavalerie, s'avançait vers le Mantouan. Le comte de Tessé se posta alors dans un défilé, au-delà duquel il fit avancer une partie de ses troupes, pour attirer les ennemis. Le baron de Mercy, ne soupçonnant pas cette ruse de guerre, marcha sans hésiter contre les Français qu'il voyait ; ceux-ci rentrèrent aussitôt dans le défilé, et le baron de Mercy les y ayant suivis, on lui tua, dès la première décharge, 200 hommes. La cavalerie française acheva la défaite des ennemis. Le baron de Mercy, ainsi que 8 autres officiers, furent faits prisonniers. Le comte de Tessé se rendit à Mantoue, au mois de décembre, et eut un pouvoir, du 9 février 1702, pour traiter avec le duc de Mantoue. Il engagea ce prince dans le parti du roi, et obtint qu'il recevrait des troupes françaises dans sa capitale, et que les Vénitiens demeureraient neutres. Bientôt après, le comte de Tessé se trouva bloqué dans Mantoue, sans argent et sans vivres : il parvint cependant à se maintenir pendant plus de six mois dans cette place, où se trouvaient le duc et la duchesse de Mantoue, une garnison assez forte, et 40,000 habitants. Il fit de fréquentes sorties, jeta dans Goïto dix convois, enleva plusieurs quartiers des ennemis, les battit en plusieurs rencontres, et particulièrement, le 22 mars, à la journée de Saint-Antoine, où il défit le général Trautmansdorff. Dans cette dernière affaire, le comte de Tessé fut blessé de trois coups de feu : cette action fut suivie de la prise de Castiglione. Le duc de Vendôme ayant fait lever le blocus de Mantoue, le comte de Tessé servit dans son armée, dont il commanda la droite, à la bataille de San-Vittoria, le 26 juillet. Il combattit à Luzara, le 15 août, y comman-

da la gauche de l'armée, et y fut blessé. Il se renferma une seconde fois dans Mantoue, et malgré les maladies contagieuses qui y régnaient, en sortit à la tête de 1500 hommes, pour attaquer Borgo-Forte. Il emporta, l'épée à la main, les premiers retranchements de cette place, insulta ensuite les forts, qu'il enleva avec le même succès, et fit 500 prisonniers : cette conquête facilita celle de Governolo, qui fut pris, au mois de décembre. Le comte de Tessé fut créé maréchal de France par état donné à Versailles, le 14 janvier 1703, et prêta serment, le 8 février. Il eut le commandement en Dauphiné, sur la frontière du Dauphiné et de la Savoie, et le commandement de l'armée de Lombardie, sous le roi d'Espagne, par pouvoir du 18 octobre, et sous le duc de Vendôme, par autre pouvoir du 29 novembre. Il tint en échec l'armée impériale, commandée par le comte de Stahremberg, sur la Secchia. Il commanda l'armée de Savoie, par pouvoir du 14 février 1704, et l'armée d'Espagne, à la place du duc de Berwick, par pouvoir du 4 octobre. Il arriva au camp devant Gibraltar, le 10 février 1705, pour commander, à la place du marquis de Villadarias, qu'on accusait de n'avoir pas assez pressé les attaques. Il les continua, quoiqu'il n'esperât pas d'y réussir. Philippe V le fit grand d'Espagne, par décret donné à Madrid, le 16 mars. Le maréchal de Tessé leva le siége de Gibraltar, le 23 avril, et se retira, ne remportant, comme il l'avait prévu, que l'honneur d'avoir obéi et de s'être présenté à une entreprise impossible, avec une armée tellement affaiblie, tellement ruinée, qu'elle n'était plus désormais en état de faire tête aux Portugais pendant le reste de la campagne. Il passa la Guadiane, le 14 octobre; canonna, le 15, pendant trois heures, le camp du marquis Das-Minas, qui assiégeait Badajoz. Pendant cette canonnade, 1000 Français étant entrés dans la place par le pont de Chevora, le marquis Das-Minas leva le siége de Badajoz, le 16. Dès le mois de janvier 1706, le maréchal de Tessé prit des mesures pour couper la communication du royaume de Valence avec la Catalogne. Il attaqua la ville de Calazeire, où se trouvaient réunis 1500 montagnards, qu'il

força de se réfugier dans leurs montagnes, après leur avoir tué 150 hommes : il pilla et brûla la ville. Val-de-Robles, intimidé par ce traitement, se soumit sans résistance, et Horta se rendit aussi. Bientôt après, le maréchal de Tessé emporta d'assaut Baltea, place située à l'entrée de la Catalogne, et qui couvre le pays jusqu'à l'Èbre et jusqu'à Tortose : plusieurs autres places reconnurent l'autorité du roi d'Espagne. Le maréchal de Tessé descendit ensuite vers Tortose, attaqua la ville et le château de Miravet, occupés par les rebelles, battit ces deux postes avec quelques pièces de canon, et les obligea de se rendre : toute cette contrée, jusqu'à Tortose, se soumit à l'obeissance de Philippe V. Ces conquêtes du maréchal rassuraient la Catalogne contre les efforts que les ennemis faisaient du côté du royaume de Valence. Nommé commandant de l'armée de Catalogne, par pouvoir du 20 février, le maréchal de Tessé se trouvait, le 8 mars, à Alcanitz, lorsqu'il fut joint par le roi d'Espagne. Ils entreprirent le siége de Barcelonne, avec 18,000 hommes, mais ils eurent à combattre une forte garnison, 30,000 bourgeois, et tous les Catalans animés par la fureur qu'inspire la révolte : ce siége fut levé, le 3 mai, et le maréchal ramena l'armée dans le Roussillon. Il entra dans la Navarre, avec 9 bataillons et 3 régiments de dragons, pour couvrir cette frontière. Il commanda successivement l'armée en Dauphiné, dans l'absence du duc de la Feuillade, par pouvoir du 31 janvier 1707; celle de la frontière du Piémont, par pouvoir du 1er août, et enfin, celle établie sur toutes les frontières d'Italie et du Piémont, sous Mgr. le duc de Bourgogne, par pouvoir du 16 août : il travailla à fermer aux ennemis le passage du Dauphiné et de la Provence. Ayant emporté, l'épée à la main, la hauteur de Sainte-Catherine, dont le duc de Savoie et le prince Eugène s'etaient emparés, il les obligea, par cet échec, de lever le siége de Toulon. En 1708, on le nomma successivement ambassadeur à Rome, et vers les princes d'Italie, avec mission de ménager une ligue qui ne se forma point. Il fut fait général des galères à la mort du duc de Vendôme, par provisions du 7 décembre 1712, registrées au parlement de

Paris, le 22 juillet 1713. Nommé conseiller au conseil de marine, au mois de septembre 1715, il se démit de la charge de général des galères, au mois d'août 1716. Le dégoût du monde inspira au maréchal de Tessé le dessein de se retirer aux Camaldules, en 1722; mais il fut tiré de sa retraite, en 1723, pour se rendre en Espagne, en qualité d'ambassadeur. Il fut nommé premier écuyer de l'infante, par provisions données à Versailles, le 2 janvier 1724, et se démit de cette dignité, au mois de novembre suivant, en faveur de son fils. Étant revenu en France, en 1725, il rentra dans sa solitude, et y mourut, le 30 mai, à l'âge de 74 ans, avec la réputation d'un excellent courtisan et d'un négociateur adroit. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 141; *Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis XIV, par M. deQuincy; le président Hénaut, Bauclas, Gazette de France, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XVII, pag.* 44; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII.*)

FUZIER (Louis), *maréchal-de-camp*, naquit à Mounès, en Rouergue, le 30 octobre 1757. Il entra au service, le 11 septembre 1769, dans le 56e régiment d'infanterie (ci-devant Bourbon), où il fut fait caporal, le 26 décembre 1779; sergent, le 21 mars 1780; fourrier, le 7 juin 1784; sergent-major, le 16 mars 1788; adjudant-sous-officier, le 23 juin 1790; adjudant-major, le 12 janvier 1792, et capitaine, le 28 avril suivant. Il fit avec son régiment les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée du Nord. Il se trouva au bombardement de Lille, et au siége de la citadelle d'Anvers, en 1792, et au siége de Maestricht, en 1793. Il combattit, les 18 et 19 mars de cette dernière année, à la bataille de Nerwinde; se trouva au combat de la montagne de Fer, près de Louvain, et à la bataille du 10 mai près de Valenciennes. L'armée française étant au camp de César, Fuzier se trouva cantonné avec sa compagnie au village d'Ording. Forcé par l'armée anglaise de quitter sa position, il détruisit, seul, le pont de bois qui se trouvait

sur l'Escaut, malgré une grêle de balles parties des rangs ennemis, et parvint à conduire jusques à Arras 4 pièces de canon, ainsi que leurs caissons. Il se trouva, la même année, au déblocus de Dunkerque et à celui de Maubeuge. Nommé chef de bataillon provisoire, le 10 janvier 1794 (1), il combattit en cette qualité dans la forêt de Nouvion, où, pendant deux jours, il fit avec sa troupe tous les efforts possibles, afin d'ouvrir la communication que l'armée autrichienne interceptait entre Maubeuge et Landrecies. Il fut promu, le 4 mai de la même année, au grade de général de brigade, par les représentants du peuple en mission près de l'armée. Cette promotion fut confirmée par le gouvernement, le 13 juin suivant. Employé à l'armée de Sambre-et-Meuse, dans la division du général Kléber, il combattit, le 16 du même mois, à l'affaire de Trassigny, près de Charleroi, et y fut blessé d'un coup de canon à mitraille qui lui fracassa l'avant-bras droit, et le priva en grande partie de l'usage de ce bras. Il fut obligé alors de se retirer à Philippeville, pour se faire guérir de cette blessure, à la suite de laquelle et pour cause d'infirmité, le gouvernement l'employa, toujours comme général de brigade, dans les 1re et 16e divisions militaires, pendant les années 1794 et 1795. Dans le temps où il exerçait ce commandement, le général Fuzier fut envoyé par le gouvernement dans le district de Saint-Pol, à l'effet d'y calmer une effervescence populaire qui s'y était manifestée. Il remplit cette mission à la satisfaction du directoire-exécutif, qui lui écrivit pour l'en remercier. Le général Fuzier fut réformé, le 15 mars 1797, par suite de l'arrêté du directoire-exécutif, daté du 13 février précédent, et relatif à la composition des états-majors des armées. Remis en activité, le 25 août 1799, il fut employé à l'armée de Hollande, sous les ordres du général en chef Brune. Il se trouva, avec la di-

---

(1) Il avait pris le commandement de ce bataillon, en arrivant au camp de César, comme étant le plus ancien capitaine du corps, et ce corps n'ayant point alors de chef.

vision du général Vandamme, aux différentes affaires de cette campagne, et particulièrement aux batailles ou combats de Schoreldam, Berghem et Kastricum. Il eut un cheval tué sous lui à cette dernière affaire, en conduisant deux bataillons de réserve sur le centre de l'armée. Les hostilités ayant cessé en Hollande, entre les Français et les Anglo-Russes, le général Fuzier continua de servir dans l'armée gallo-batave, sous les ordres du général en chef Augereau. Il suivit cette armée dans la campagne suivante, en Franconie; fut employé dans la division du général Barbou, et se trouva à la prise de Schweinfurth, au combat de Burg-Eberach, et à celui de Fischbach, sur la route de Nuremberg à Feucht. De retour en Hollande, après la paix, il reçut, au mois de novembre 1801, l'ordre de rentrer dans ses foyers. On l'employa dans la 12[e] division militaire, par lettres du 28 mars 1802; et il fut envoyé à la Rochelle pour commander le département de la Charente-Inférieure, ainsi que les îles qui en dépendent. Il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 11 décembre 1803, et commandant de la même légion, le 14 juin 1804. Il servit au camp volant de la Vendée, établi à Poitiers, sous les ordres du général Gouvion, et fut ensuite employé au camp de Napoléon, commandé par le général Travot. Il fit partie du corps d'observation de la Gironde, commandé par le général Junot, puis de l'armée de Portugal, en 1807 et 1808. Il quitta l'armée de Portugal, et revint en France après la convention de Cintra. Ayant demandé sa retraite pour cause d'infirmités, elle lui fut accordée, le 3 mars 1809. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

G

DE GACÉ, *voyez* DE MATIGNON.

DE GADAGNE, *voyez* DE GALÉAN.

DE GALARD (Pierre, *chevalier*), *grand-maître des arbalétriers*, exerçait cette charge dès l'an 1310, et la conserva

jusqu'à sa mort. Il servit en Flandre, comme capitaine, depuis le mois de juin 1311, jusqu'au mois de septembre 1315. Il y servit encore, en la même qualité, en 1318, avec le comte d'Évreux, et sous le connétable de France. En septembre 1319, le roi lui ayant donné l'ordre de signifier un ajournement personnel au comte de Flandre, il se rendit auprès de ce dernier prince. Trois ans après, le chevalier de Galard alla, par ordre du roi, en Poitou, pour amener prisonnier l'archevêque Jean, seigneur de Parthenay. Il fut envoyé en Flandre, en 1326, pour consommer le traité de paix qui se négociait alors avec les Flamands. Il servit l'année suivante en Guienne, avec le maréchal Bertrand de Briquebec, et se trouva au siége de Madaillan. En 1327, il servit dans la guerre contre les Flamands. On le trouve encore qualifié grand-maître des arbalétriers, en 1331. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 471; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VIII*, *pag.* 3.)

DE GALARD DE BÉARN (Jean), *comte de Brassac*, *maréchal-de-camp*, et parent du précédent. Après avoir servi en 1594, 1595, 1596 et 1597, et s'être trouvé à divers siéges et combats, il obtint la lieutenance de roi de Saint-Jean-d'Angély, en 1606. Il portait alors le nom de la Rochebeaucourt, et prit celui de comte de Brassac, quelques années après. Ayant été chassé de Saint-Jean-d'Angély par le duc de Rohan, en 1612, il se rendit à la cour, et obtint une compagnie de 100 hommes d'armes et le brevet de conseiller-d'état. Il suivit le roi en Guienne, en 1615 et 1616; marcha à l'attaque des retranchements du pont de Cé, en 1620, et au siége de Saint-Jean-d'Angély, dont le roi lui donna le commandement après la prise de cette place, le 24 juin 1621. Nommé, le 15 janvier 1622, lieutenant-général au gouvernement du Haut et Bas-Poitou, et gouverneur particulier de Châtellerault, il se démit du gouvernement de Saint-Jean-d'Angély, et commanda dans cette province, jusqu'en 1628, époque à laquelle il se rendit à Rome, en qualité d'ambassadeur ordinaire du roi. Il en partit, le 21 novembre 1632, pour revenir en France. Il

fut créé ministre-d'état, le 10 février 1633, et obtint le gouvernement-général de Saintonge et d'Angoumois, à la réserve de Saujeon et de Tonnay-Charente, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 8 mars. Il fut fait chevalier des ordres du roi, le 14 mai. Il suivit le roi à la conquête de la Lorraine, et eut le gouvernement de Nancy, après la prise de cette ville, le 30 septembre. Il se démit de la lieutenance-générale du Poitou, et du gouvernement de Châtellerault, et fut nommé gouverneur et lieutenant-général du Barrois, le 30 novembre 1634. Il s'en démit, en 1635; revint à la cour, et fut fait surintendant de la maison de la reine, en 1640. Il assista aux conseils-d'état jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 14 mars 1645. Il était alors âgé de 66 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 86; *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE GALARD DE BEARN (René), *marquis de Brassac*, *lieutenant-général*, et parent des précédents, fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Brassac. Il entra au service comme cornette au régiment de cavalerie du Maine, le 4 février 1713; passa dans les mousquetaires, en octobre 1714; fut fait capitaine en second dans le régiment de Cayeu, le 10 mars 1719, et devint mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, le 24 août 1743, puis mestre-de-camp d'une brigade de carabiniers, dans la même année. Il avait alors fait toutes les campagnes, depuis 1713, aux armées d'Allemagne et d'Espagne, en Westphalie et en Bavière, et s'était trouvé à plusieurs batailles, combats, siéges et prises de places. Il fut créé brigadier, le 1er mai 1745; combattit à Fontenoy, et servit aux siéges de différentes villes, la même année, et en 1746 et 1747. Il combattit à Lawfeldt, en 1748, et fut déclaré, au mois de décembre, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, le 10 mai précédent. On le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 5 mars 1756, et il fut employé en cette qualité sur les côtes de la Normandie. Promu au grade de lieutenant-général, le 17 décembre 1759, il servait encore sur les côtes de Normandie,

en 1762. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 672; Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE GALARD (N....), *comte de Brassac, maréchal-de-camp*, avait été colonel du régiment de Bresse infanterie, lorsqu'on le créa brigadier d'infanterie, le 5 décembre 1781. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. (*États militaires.*)

DE GALDEMAR (Anne-Jacques-Jean-Louis, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Cahors, en Quercy, dans l'année 1770. Il entra au service le 1er juillet 1792, comme sous-lieutenant au 2e bataillon du département du Lot : ce bataillon fit ensuite partie de la 108e demi-brigade d'infanterie de ligne. Il fut fait lieutenant, le 29 octobre 1793; passa, avec le même grade, quartier-maître trésorier de son bataillon, le 26 novembre suivant, et fut nommé capitaine, le 25 avril 1794. En cette dernière qualité, il fut chargé, le 13 août 1799, de l'organisation du 1er bataillon auxiliaire du département des Bouches-du-Rhône. Il passa capitaine-adjoint aux adjudants-généraux, le 7 septembre 1800; fut fait adjoint à l'état-major-général, et attaché au 18e régiment de dragons, le 6 décembre de la même année. Il devint adjoint à l'état-major-général du gouvernement de Paris, le 1er mai 1804, et fut placé comme adjoint à l'état-major-général de la cavalerie, le 17 septembre 1805. On le créa membre de la Légion-d'Honneur, le 29 mai 1806. Il obtint le grade de chef-d'escadron, le 7 février 1807, et fut fait chevalier d'empire, avec dotation, le 8 février 1808. Il devint chef de l'état-major de la deuxième division de cuirassiers, le 12 juillet de cette dernière année. Il passa officier supérieur, adjoint à l'état-major-général de l'armée française au service du royaume de Naples, le 1er février 1809, et y fut fait adjudant-commandant, le 12 décembre de la même année. Il devint maréchal-de-camp au service du même royaume, par ordre du 29 avril 1812, et obtint le grade de lieutenant-général au même service, le 11 mai 1815. Étant rentré en France dans

le courant de cette dernière année, il fut admis au traitement de non activité du grade de maréchal-de-camp, après avoir été confirmé dans ce grade, par ordonnance de S. M. Louis XVIII. Il resta en non-activité jusqu'au 7 octobre 1818, époque à laquelle S. M. le nomma lieutenant de roi de la place de Thionville : il occupe encore cet emploi en 1822. Le général de Galdemar a fait, depuis le commencement de la guerre de la révolution, les campagnes des armées françaises en Italie, sur le Rhin, en Allemagne, en Prusse, en Pologne, et dans le royaume de Naples. Il s'est distingué dans différentes occasions, a reçu plusieurs blessures, et n'a dû qu'à ses talents militaires et à son zèle, les divers grades qu'il a successivement obtenus. Pendant son service dans le pays de Naples, il y fut fait commandeur des ordres de ce royaume, et chef d'état-major du gouvernement, sous les ordres du maréchal Pérignon; puis chef d'état-major du corps d'armée envoyé dans les Calabres, et enfin chef de l'état-major-général de l'armée napolitaine. Il est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et chevalier de l'ordre royal, militaire et hospitalier du Saint-Sépulcre de Jérusalem. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE GALEAN (Charles-Félix), *duc de Gadagne, commandant d'armée.* Dès l'âge de 14 ans, il fut fait enseigne au régiment des galères, en 1635. Il signala dans la même année, son courage et son intrépidité. On le vit passer à la nage dans les îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat, et, quoique blessé de six coups d'épée, défendre une redoute entre le fort Ragon et Sainte-Marguerite. Il se trouva, en 1637, à la prise de ces mêmes îles; à la levée du siége de Leucate et à l'attaque des retranchements, où il reçut un coup de sabre, le 8 septembre. Devenu enseigne au régiment de la marine, en 1638, il servit au siége d'Hesdin, en 1639; au siége d'Arras, en 1640, et à la défense des lignes de Rautzau: il y fut blessé de deux coups d'épée et de deux coups de pique, et fait prisonnier. Après

son échange, il obtint une compagnie dans son régiment. Il reçut un coup de feu à l'épaule et un coup de pique à la cuisse, en 1641, et obtint, la même année, une place de capitaine. En 1643, il suivit le duc d'Enghien à la bataille de Rocroy et à la prise de Thionville et de Sierck. Il passa avec son régiment à l'armée de Catalogne, en 1644, et y servit jusqu'en 1647. Il fut blessé d'un coup d'épée et eut la jambe cassée d'un coup de mousquet, au siége de Roses, en 1645. Il fut fait aide-de-camp de M. le prince de Condé, au siége de Lérida, en 1647. Il se trouva à la prise et à la bataille de Lérida, en 1650. Devenu premier capitaine du régiment de la marine, il obtint ensuite la lieutenance-colonelle de ce régiment, sur la démission du chevalier de la Trousse, par commission du 16 janvier 1651, et servit, la même année, dans l'armée du roi, qui agissait contre les mécontents. Il eut, la même année, le gouvernement de Pont-à-Mousson, et obtint le brevet de maréchal-de-camp, le 23 décembre. Il se distingua au siége d'Étampes, en 1652, et au combat du faubourg Saint-Antoine, le 2 juillet de la même année. Il fut employé dans l'armée commandée par le maréchal de la Ferté, en 1653, et dans l'armée de Flandre, en 1654. Il se trouva, cette dernière année, au siége de Stenay, où, à la tête du régiment de la marine, il parvint, le 22 juillet, à se loger sur le chemin couvert, après une action très-vive. Il reçut un coup de mousquet à la tête, en marchant au siége d'Arras, le 25 août. Il fut fait commandant à Roses, le 2 février 1655. Nommé lieutenant-général des armées du roi, le 16 juin suivant, il servit en cette qualité à l'armée de Catalogne, sous le prince de Conti. Employé dans l'armée de Flandre, en 1656, il fut blessé et fait prisonnier au siége de Valenciennes, le 16 juillet. Il se trouva à la bataille des Dunes et à la prise de Dunkerque, au mois de juin 1658. Lors de la prise d'Ypres, au mois de septembre suivant, il fut détaché avec un corps d'infanterie, contre le château de Commercies, dont il se rendit maître, et près duquel il défit le prince de Ligne. Il fut employé, en août 1663, comme lieutenant-général, sous le maréchal

de la Ferté, commandant l'armée de Lorraine. Les différends entre le roi et le duc de Lorraine, furent terminés dès le mois de septembre. Le comte de Gadagne commanda, par pouvoir du 21 mars 1664, et comme lieutenant-général, l'armée envoyée en Afrique, pour l'expédition de Geyeri. Il contribua à la prise de cette place, qu'il fit fortifier, et défit les Maures, au mois de juillet. Sur la démission du duc de Nevers, il fut nommé, le 4 février 1667, colonel du régiment de la marine, dont il se démit lui-même, le 8 juillet suivant. Il contribua, en 1668, à la conquête de la Franche-Comté, et fut blessé au siége de la ville de Dôle, dont on lui donna le commandement, le 14 février. Employé à l'armée du roi en Hollande, comme lieutenant-général, par lettres du 20 avril 1672, il accompagna le vicomte de Turenne, dans toutes les conquêtes qu'il fit, et se trouva au siége de Doesbourg, où il ouvrit la tranchée, le 20 juin. Il eut le commandement dans le pays d'Aunis, par pouvoir du 20 avril 1673. Le pape Clément X le créa depuis duc de Gadagne, et la république de Venise le choisit pour généralissime de ses armées. Nous n'avons pas pu découvrir la date de sa mort. (*Chronologie militaire, t. I, p.* 541; *Gazette de France, Toscane française de l'Hermite Solier, Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy, le président Hénaut.*

DE GALLERANDE, *voyez* DE CLERMONT-DE GALLERANDE *et* DE CLERMONT-D'AMBOISE.

DE GALLES (François), *baron de la Buisse, colonel-général des Italiens*, succéda au marquis de Vaux dans la charge de colonel-général de l'infanterie italienne, par provisions du 4 mai 1612. On le trouve payé en cette qualité, à raison de 300 livres par mois, dans le département de Provence, jusques et y compris le 31 décembre 1638. Après cette époque, on ne voit plus personne employé ni payé pour cette place. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 588.)

DE GALLIFFET (Philippe Christophe-Amateur, *comte*), *maréchal-de-camp*, fut fait lieutenant réformé au régiment d'infanterie du Roi, le 3 février 1728. Depuis cette époque jusqu'en 1742, il passa par divers grades, et parvint à celui de capitaine. Il se trouva aussi pendant le même laps de temps, à de nombreux combats, batailles, siéges, prises de place, et autres opérations militaires, dans lesquelles il se montra toujours avec beaucoup de distinction. Il fut fait mestre-de-camp lieutenant du régiment de cavalerie de la Reine, le 6 mars 1743, et commanda ce régiment pendant les campagnes de 1743, 1744, 1745, 1746 et 1747. Créé brigadier, le 18 janvier 1748, il resta à Anvers, pendant le siége de Maëstricht. Il fut pourvu de la lieutenance-générale du gouvernement du duché de Bourgogne au département du Mâconnais, du gouvernement particulier de la ville de Mâcon, et de la capitainerie de la tour de Mâcon, par provisions du 28 mars 1754 : il prêta serment pour ces charges, le 8 septembre suivant. Nommé inspecteur-général surnuméraire de la cavalerie, le 14 février 1757, il fut employé à l'armée d'Allemagne, dans la même année, et se trouva à la prise de plusieurs places de l'électorat de Hanovre, et à la bataille de Rosbach, où il reçut une forte contusion. Il obtint, le 15 mars 1758, la place d'inspecteur-général, qui vaquait par la promotion du comte de Bercheny à l'état de maréchal de France. Il continua d'être employé à l'armée d'Allemagne, et combattit à Crewelt, au mois de juin. Créé maréchal-de-camp, le 10 février 1759, il se démit du régiment de la Reine; se trouva à la bataille de Minden dans les premiers jours d'août, et mourut le 13 du même mois, d'une attaque d'apoplexie. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 371 ; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE GALLIFFET (Louis-François, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Marseille, le 3 avril 1745. Il entra à l'École-Militaire, en qualité d'élève, en 1755, et fut fait sous-lieutenant au corps des grenadiers de France, en 1761. Il passa capitaine au régiment de cavalerie de Royal-Lor-

raine, en 1769; y devint capitaine-commandant, en 1776; major, en 1778, et lieutenant-colonel, en 1782. Il obtint la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en cette dernière année. On le nomma colonel du régiment de Noailles dragons, en 1788. Il émigra, en 1791, et joignit, au mois de septembre, le corps de l'armée des princes cantonné à Ath, où on lui donna le commandement de l'escadron dit de Bourbon. Il fit, à la tête de cet escadron, la campagne de 1792, dans le corps d'armée aux ordres de Mgr. le duc de Bourbon. Il fut créé maréchal-de-camp, en 1797, et lieutenant-général, en 1814. On l'admit à la retraite de ce dernier grade, en 1815. S. M. Louis XVIII lui a accordé, par ordonnance du 1er mai 1821, la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats et brevets militaires.*)

DE LA GALLISSONNIÈRE, *voyez* BARRIN.

DE GALMOY, *voyez* DE BUTTLER.

DE GAND-VILAIN (Louis), *prince d'Isenghien, maréchal de France,* naquit le 16 juillet 1678. Il entra aux mousquetaires, en 1695, fit la campagne de Flandre, la même année, et se trouva au bombardement de Bruxelles, les 13, 14 et 15 août. Il servit encore, en 1696, à la même armée, où il ne se fit aucune expédition. Il obtint, le 23 avril de la même année, un brevet qui lui accorda les honneurs de duc. Il eut, par commission du 11 février 1697, le régiment d'infanterie wallonne de Flamechon, qui prit alors son nom. Il servit à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Harcourt, jusqu'à la paix de Riswick. Employé à l'armée de Flandre, en 1702, sous le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, il combattit contre les Hollandais, à Nimègue, le 11 juin. Ayant été détaché pour aller en Allemagne, sous les ordres du marquis de Villars, il se trouva à la surprise de Neubourg, le 11 octobre, et à la bataille de Fredelingen, le 14. Employé à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Villars, il servit au siége de Kehl, en mars 1703, et fut créé brigadier, le 2 avril. Il combattit, le 20

septembre suivant, à Hochstedt, à la tête des grenadiers, fit un grand nombre de prisonniers, et enleva aux ennemis plusieurs canons. Chargé d'assiéger Kempten, il s'en rendit maître, le 14 novembre. Il contribua ensuite à la prise d'Augsbourg, que le prince de Bade abandonna, le 14 décembre, à l'approche des Français. Employé, en 1704, à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Marchin, il en fut détaché pour aller attaquer, près d'Ulm, un château qu'il força, et dans lequel il fit 700 prisonniers. Il se signala à la seconde bataille d'Hochstedt, le 13 août. Il servit, en 1705, à l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Villars, qui tint en échec le duc de Marlborough. Il passa ensuite au camp de Rethel, avec 12 bataillons sous ses ordres, pour les joindre à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Villeroy. Il combattit, sous ce maréchal, à Ramillies, le 23 mai 1706; et on le destina ensuite pour défendre la ville de Menin, qui fut rendue aux alliés, le 21 août. Il servit, en 1707, à l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme, qui ne fit aucune expédition. Employé, en 1708, à la même armée, sous les ducs de Bourgogne et de Vendôme, il contribua à la prise de Gand, le 5 juillet; combattit à Oudenarde, le 11, et défendit Gand, que les alliés reprirent, le 30 décembre. Créé maréchal-de-camp, le 20 mars 1709, il servit en Flandre, sous le maréchal de Villars, au siége de la ville de Varneton, qui fut prise, le 4 juillet, et se trouva à la bataille de Malplaquet, le 11 septembre. Il fut employé à la même armée, en 1710, 1711 et 1712: en 1710, on s'y tint sur la défensive. Il attaqua les ennemis, le 12 juillet 1711, près d'Arleux, et les battit: le comte de Gassion et le marquis de Coigny étaient de cette attaque. Le prince d'Isengheim emporta le poste d'Arleux, le 23 juillet, et y fit 700 prisonniers. Sous les ordres du maréchal de Villars, il marcha à l'attaque des retranchements de Denain, le 24 juillet 1712. Il commanda la gauche des troupes françaises au siége de Douay, et emporta la demi-lune et le chemin couvert : les assiéges capitulèrent à son attaque, le 8 septembre. Il concourut à la prise du Quesnoy, le 4 octobre, et à celle de Bouchain, le

19 du même mois. Employé, en 1713, à l'armée du Rhin, sous les maréchaux de Villars et de Bezons, il eut part aux opérations qui amenèrent la soumission de Spire, de Worms et de Kayserslautern : ces villes ouvrirent leurs portes, sans faire aucune résistance. Il se trouva à la prise de Landau, et s'y distingua à l'attaque du chemin couvert : Landau, investi le 22 juin, se rendit le 20 août. Il passa le Rhin, avec l'armée, et contribua à forcer, le 20 septembre, les retranchements du général Vaubonne, qui défendait le passage du fleuve. Il marcha ensuite au siége de Fribourg et de ses châteaux, qui se rendirent, les 1er et 16 novembre. Il se démit de son régiment d'infanterie, en 1717. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, le 8 mars 1718, et reçu chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. On le pourvut de la lieutenance générale du pays d'Artois, à la mort du duc de Melun, par provisions du 20 septembre suivant. Il obtint le gouvernement d'Arras, à la mort du maréchal de Montesquiou, par provisions du 16 septembre 1725. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1734, il servit au siége de Philisbourg, où il monta la tranchée, les 10 et 24 juin, 6 et 15 juillet. Il concourut ensuite à la prise de Worms, le 23 juillet. Il fut employé, par lettres du 1er avril 1735, sous le maréchal de Coigny, à l'armée du Rhin, qui ne fit aucune hostilité. On le détacha, avec 40 bataillons, vers Spire, d'où il rejoignit ensuite le gros de l'armée, près de Trèves : la paix fut publiée quelque temps après. Le prince d'Isenghiem fut créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 11 février 1741. Il prêta serment, en cette qualité, le 5 mars suivant : son état fut enregistré à la connétablie, le 14 septembre 1748. Il mourut avant l'année 1758. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 313; *Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire, par M. de Quincy; Bauclas, mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE GANGES, *voyez* VISSEC.

DE LA GARDETTE, *voyez* ANSELME.

DE GARLANDE (Ancel), *sénéchal de France*. Il était favori de Louis le Gros, qu'il servait avec une grande fidélité, lorsque ce prince le fit sénéchal, en 1108. Il commanda, sous ce roi, la cavalerie au siége et à la bataille de Gournay, en 1109. Après la prise de cette place, le roi la donna aux deux frères Garlande. Ancel de Garlande commanda encore la cavalerie, sous le roi, à la bataille du Puiset, gagnée par le roi, qui prit cette place à discrétion. Il fut tué d'un coup de lance au troisième siége du Puiset, en 1118. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 54; *Recueil des ordonnances de Secousse, tom. IV, pag.* 138.)

DE GARLANDE (Guillaume), *sénéchal de France*, et frère du précédent, obtint la charge de sénéchal, à la mort de son frère, en 1118. Il commanda, en 1119, les troupes du roi à la bataille de Brenneville, et mourut en 1120 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 55.)

DE GASSENDI (2) (Jean-Jacques-Basilien, *comte*), *lieutenant-général d'artillerie*, naquit le 18 décembre 1748. Il entra au service comme aspirant, dans le corps royal de l'artillerie, en février 1767, et passa élève d'artillerie, le 6 novembre de la même année. Il fut fait lieutenant, le 9 mai 1768; et capitaine, le 3 juin 1779. Il avait déjà la réputation d'officier d'artillerie fort distingué, lorsque la révolution française éclata en 1789. Ses talents, et les connaissances qu'il avait acquises dans son arme, le firent passer rapidement par les grades supérieurs: il fut fait chef de bataillon, le 8 mars 1793, et colonel ou chef de brigade,

---

(1) Un troisième Garlande, Étienne, frère de Guillaume, fut alors nommé sénéchal de France. Il eut ordre, en 1126, de se démettre de cette charge; mais il désobéit au roi, et ce monarque le força par les armes à donner cette démission. Il mourut en 1150.

(1) Il est de la famille de Pierre Gassendi, qui s'est rendu célèbre comme antiquaire, historien, biographe, physicien, naturaliste, astronome, géomètre, anatomiste, prédicateur, métaphysicien, helléniste, dialecticien et écrivain habile.

le 3 mars 1796. Il fit en ces diverses qualités et avec beaucoup de distinction, les premières campagnes de la révolution. Il fut promu au grade de général de brigade, le 18 mars 1800, et désigné dans le même temps pour commander le parc d'artillerie au camp de réserve formé à Dijon. On le nomma inspecteur-général d'artillerie, le 14 mars 1805, et général de division, le 19 septembre suivant. Il fut fait conseiller-d'état, le 18 février 1806. Élu candidat au sénat-conservateur, au mois de février 1811, par le collége-électoral du département du Var, il fut nommé sénateur, le 5 avril 1813. Après la restauration du trône des Bourbons, le comte de Gassendi fut créé pair de France, le 4 juin 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, Napoléon Buonaparte le comprit, le 2 juin, dans l'organisation de sa chambre des pairs. Cette circonstance fut cause que le comte de Gassendi ne fut point appelé à la chambre des pairs, recomposée après la seconde restauration. Ce ne fut que par ordonnance du 21 novembre 1819, que S. M. fit rentrer le comte de Gassendi dans cette chambre. Le général de Gassendi a été fait chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 4 mai 1791. Dans l'ordre de la Légion-d'Honneur, il a été créé membre de cette légion, le 12 décembre 1803; officier, le.....; commandant, le 15 juin 1804; et grand-officier, le 30 juin 1811. Napoléon le nomma grand'croix de l'ordre de la Réunion, le 3 avril 1813. Le comte de Gassendi a été admis au maximum de la retraite de lieutenant-général, le 2 juin 1813. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE GASSION (Jean, *comte*), *maréchal de France*, naquit le 20 août 1609. Il fut d'abord gendarme dans la compagnie du prince de Piémont, en 1625, puis lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Saint-Affrique, en 1628. Après la paix d'Alais, accordée par le roi, le 27 juin 1629, il retourna servir en Piémont. Il passa ensuite en Allemagne, au service du roi de Suède, où il obtint un régiment de cavalerie. Il se trouva au combat de Léipsick, le 7 septembre 1631, et chargea trois fois le général des Impériaux;

mais, s'étant laissé emporter par son cheval, il se trouva presque seul au milieu des ennemis : son cheval y fut blessé, et Gassion, après avoir reçu deux coups de sabre sur la tête, fut bientôt après renversé par deux coups de mousquet. Les ennemis, qui le crurent mort, passèrent outre; et Gassion, après avoir repris ses sens, se releva, rejoignit le roi de Suède, qui menait la seconde ligne au combat, et reprit son poste. Déjà l'aile gauche de l'armée saxonne avait été défaite, et les Impériaux comptant sur la victoire, s'étaient jetés sur le bagage des Suédois; mais le roi se porta de ce côté, suivi de Gassion; et celui-ci s'apercevant que dans l'ardeur du pillage les Impériaux n'avaient laissé auprès de leur artillerie qu'une faible garde, y marcha avec 200 chevaux, se rendit maître du canon, le fit pointer contre les vainqueurs, et les mit en fuite. En 1632, il contribua à la prise de Donawert et d'Augsbourg. Au siége d'Ingolstadt, le même boulet qui emporta la croupe du cheval du roi de Suède, terrassa aussi Gassion. Il battit, le 5 juillet, près de Nuremberg, 300 Croates, en tua 200, et fit le reste prisonnier. Quelques jours après, il enleva un convoi aux Impériaux, fit prisonnière de guerre la garnison de la ville de Fristadt, et attaqua les quartiers du général Walstein. Le cheval de Gassion ayant été tué à cette attaque, il fut lui-même jeté à terre, foulé aux pieds, et fait prisonnier. Confié à la garde de 2 cavaliers, il en tua un avec un éperon qu'il avait à la main, se débarrassa de l'autre, remonta sur son cheval, passa au milieu des corps-de-garde, et, malgré une grêle de mousquetades, rejoignit un gros de Suédois. A la bataille de Lutzen, le 16 novembre, le premier coup que tirèrent les ennemis tua le cheval de Gassion, qui en perdit jusqu'à trois dans cette journée. Pendant le blocus de Brisack, en 1673, il défit 500 dragons commandés par le colonel Fiston, près de Neuhausen, blessa ce colonel, tua ou prit ses dragons, et leur enleva tout le butin qu'ils avaient fait en pillant Neuhausen. Il fut mis hors de combat d'un coup de pistolet, auprès de la ville d'Urlingen, et se retira alors à Strasbourg. Il attaqua, en 1634, à Lindau, l'avant-garde du duc de Feria, enleva et surprit deux

de ses quartiers, lui tua 250 hommes, et fit un grand nombre de prisonniers. En 1635, le roi de France prit à sa solde le régiment de Gassion, qui en fut fait mestre-de-camp, par commission du 16 mai. Il servit à l'armée de Lorraine, sous le maréchal de la Force; défit en 3 combats 1400 Lorrains; ravitailla le château de Chaté, et enleva le quartier du baron de Clinchamp. Il prit les villes de Charmes et Neufchâteau, en Lorraine, la première par composition et la seconde d'assaut. Au siége de Dôle, en 1636, dès le second jour, il chassa les ennemis d'un pont, brûla le faubourg, se logea dans les ruines, et dressa une batterie de 4 canons. Il rallia le régiment de Nanteuil, qui avait été surpris dans une sortie, repoussa les assiégés, et s'empara d'un moulin à eau, dont la perte incommodait beaucoup les habitans. Pendant le siége de Landrecies, qui se rendit, le 26 juillet 1637, il défit plusieurs corps de troupes espagnoles, et enleva 3 cornettes à un de leurs commandants, qu'il fit prisonnier. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 23 juin 1638, il servit au siége de Saint Omer; fut employé à l'armée de Picardie, en 1639, et marcha au siége d'Hesdin. Il battit les Espagnols à Saint-Nicolas, près la rivière d'Aa, les 2 et 5 août. Après avoir tué 300 paysans séditieux, proche d'Avranches, il dissipa les restes des rebelles, les 30 et 31 novembre; désarma les bourgeois d'Avranches, et s'avança ensuite vers Rouen: la terreur de son nom avait déjà jeté l'épouvante dans cette ville, où il fut reçu sans résistance, le dernier jour de décembre. Commandant en Normandie, en 1640, sous les ordres du chancelier, il arrêta le feu de la sédition qui commençait à s'allumer dans cette province. On le fit lieutenant-général au gouvernement de Touraine, sur la démission de M. d'Hauterive, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 4 septembre, registrées au parlement, le 9 avril 1641. Pendant le siége d'Arras, dans la même année, Gassion désola les ennemis par des courses toujours hardies, et toujours heureuses. Escortant un jour un convoi, avec 500 chevaux et 600 fantassins, il se vit chargé par 4000 chevaux et 2000 hommes de pied. Par une

manœuvre adroite, il sépara sa cavalerie en deux colonnes, et mêla par pelotons son infanterie dans les intervalles de cette cavalerie. Ayant ordonné à la droite de tenir ferme sans combattre, il attaqua les ennemis avec la gauche, et les renversa : 14 nouveaux escadrons étant survenus, il commanda à sa droite de donner sur ces escadrons, dont les plus avancés plièrent, et portèrent le trouble et le désordre parmi les autres : tout prit la fuite. En 1641, Gassion se rendit maître de Lillers, sous les ordres du maréchal de la Meilleraye. Il revint ensuite devant Aire, enleva les quartiers des Croates, et prit 600 chevaux, ainsi que leurs équipages, sans avoir perdu un seul homme. Aire capitula, le 27 juillet. Le maréchal de la Meilleraye étant allé, au mois d'août, avec plusieurs seigneurs, reconnaître l'armée ennemie, aurait été infailliblement enlevé par 1500 chevaux, si Gassion n'eût accouru au camp. Après y avoir donné l'alarme, il marcha, avec 30 chevaux assemblés à la hâte, contre les ennemis, qu'il arrêta quelques moments à la faveur d'un fossé, et donna aux troupes françaises le temps de se réunir et de repousser les Impériaux. On le fit mestre-de-camp-général de la cavalerie, à la mort du marquis de Praslin, par provisions du 10 décembre. En 1642, il accompagna, jusqu'à Lyon, le roi, qui marchait au siége de Perpignan, et alla servir dans l'armée de Flandre, commandée par le comte d'Harcourt, qui se tint sur la défensive. Employé, en 1643, comme maréchal-de-camp, dans l'armée commandée par Mgr. le duc d'Enghien, il entreprit de jeter du secours dans Rocroy, chargea à cet effet les ennemis par la tête, et attira toutes leurs forces sur lui : pendant l'action, 100 fusiliers et 50 gardes du roi entrèrent dans la place par le derrière du camp. M. le duc d'Enghien s'avança alors avec son armée ; mais, comme il fallait qu'elle passât par un défilé où on pouvait la surprendre ou la charger, Gassion, avec 1000 chevaux, chassa tout ce qu'il rencontra au-delà du défilé, balaya la plaine, poussa jusqu'à la tête des troupes ennemies, et les amusa assez long-temps par de longues escarmouches, pendant que les Français passèrent le défilé, et se mirent en bataille.

Le duc d'Enghien combattit les Espagnols, le 19 mai. Gassion commanda l'aile droite, qui rompit tout ce qu'elle rencontra devant elle, contraignit les ennemis de fuir, et d'abandonner leur canon, leurs drapeaux, et tous leurs bagages. Gassion fut dangereusement blessé au siége de Thionville d'un coup de mousquet à la tête. Créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 17 novembre, il prêta serment le même jour, et fut fait conseiller-d'état, par brevet du 27 du même mois. Commandant l'armée qui devait se réunir à celle de Flandre et de Champagne, par pouvoir du 22 avril 1644, il prit les forts de Bayette, de la Capelle et de Folquien, et joignit l'armée de MONSIEUR pour le siége de Gravelines. La prise d'une demi-lune qu'il emporta, et où il fut blessé, décida de la reddition de la place. Le gouverneur battit la chamade à l'attaque du maréchal de Gassion. Gravelines se rendit le 28 juillet. Après ce siége, MONSIEUR étant revenu à Paris, Gassion commanda seul l'armée jusqu'au mois d'août, époque à laquelle il fut adjoint au duc d'Elbeuf. Il se démit, dans le même mois, de la lieutenance-générale de Touraine. Il commanda l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, par pouvoir du 16 mai 1645; se présenta devant Cassel, soutint une sortie des assiégés, les repoussa, et entra avec les fuyards dans la place, dont il s'empara. Il prit Mardik, le 10 juillet, après vingt jours de siége. Il fut blessé à l'attaque du fort de Link. Gassion soumit seul Menin et Armentières. Secondé par le maréchal de Rantzau, il s'empara de Béthune, Lillers et Saint-Venant. Il contraignit le général Lamboy de sortir du Brabant. Après cette expédition, on mit les troupes en quartier d'hiver; et les ennemis ayant alors profité de l'éloignement des Français pour réparer leurs pertes, Gassion revint aussitôt en Flandre, rassembla les troupes, marcha vers les villages de Renest et d'Alving, où il apprit qu'étaient postés 5 régiments d'infanterie espagnole, et 6 de cavalerie. Sa marche fut si secrète, qu'il les surprit, leur fit 600 prisonniers, prit 1200 chevaux, 19 drapeaux et 8 étendards. Commandant l'armée de Flandre, sous MONSIEUR et sous le duc d'Enghien, par pouvoir du 24 a-

vril 1646, il se démit, le 30 mai, de la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie. Avant que les princes eussent joint l'armée, Gassion, qui était resté sur la frontière pendant l'hiver, ayant été instruit que quelques troupes ennemies descendaient le long du canal qui va de Bruges à Dunkerque, résolut de les attaquer. Pour cela, il sépara sa cavalerie en deux corps, dont l'un tomba sur plusieurs compagnies, qu'il enleva sans aucune résistance, parce que les soldats et les officiers se livraient au sommeil. La cavalerie ennemie ayant eu le temps de monter à cheval, au moyen de ce que son quartier était bien retranché, le maréchal de Gassion mit pied à terre avec ses gardes et une partie de sa cavalerie, et fit tomber de tous les côtés à la fois sur les retranchements, qui furent forcés. Le surplus de sa cavalerie poursuivit les ennemis, et les défit entièrement. Le 13 juin, Gassion fut détaché, par MONSIEUR, pour aller investir Courtray du côté de la Lys. La tranchée fut ouverte à l'attaque du maréchal, le 15; et, une demi-lune ayant été prise et reprise jusqu'à trois fois, le gouverneur capitula, le 28. Gassion obtint le même jour le gouvernement de la place. Bergues-Saint-Vinox lui ouvrit ses portes, le 31 juillet. Gassion repoussa, le 10 août, une sortie des ennemis assiégés dans Mardik, qui se rendit pour la seconde fois, le 24. Furnes fut pris à discrétion, le 7 septembre, et Dunkerque capitula, le 7 octobre. Après ces conquêtes, le duc d'Enghien chargea Gassion de conduire un convoi dans Courtray. Les Espagnols lui ayant opposé 6 régiments d'infanterie et 5 de cavalerie, ils perdirent dans le combat qui eut lieu, environ 1000 hommes dont 500 furent tués sur la place, et 500 faits prisonniers de guerre; on leur prit aussi 19 étendards, 9 drapeaux, et 1200 chevaux. Le maréchal de Gassion leva un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 1er février 1647. Commandant l'armée de Flandre, par pouvoir du 27 avril, il battit, le 6 juillet, 800 chevaux des troupes du duc de Lorraine, près de la Bassée, et défit, peu de jours après, un corps de 2000 hommes, à Estaire. Il marcha, le 12, à la Bassée. L'archiduc de Lorraine détacha alors 2500 chevaux, portant

chacun en croupe un mousquetaire, pour secourir cette place; mais elle était si bien investie, que le secours n'y put entrer, et qu'elle se rendit à Gassion, le 19. Aussitôt qu'il fut rétabli d'une maladie dont il avait été attaqué, il s'avança vers Lens. Quoique les Espagnols y eussent jeté quelques secours, il fit ouvrir la tranchée. Les travaux devant cette place avaient été si heureusement avancés, que la conquête semblait assurée au maréchal de Gassion, lorsque, étant sur le chemin couvert, il reçut à la tête, le 28 septembre un coup de mousquet, dont il mourut peu de jours après. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 543; *Mémoires du P. d'Avrigny, Histoire de Louis XIII, par le P. Griffet, le président Hénaut, l'abbé Legendre, Dupleix, le P. Anselme, Gazette de France; Histoire militaire, par M. de Quincy, Bauclas.*)

DE GASSION DE BERGERÉ (Jacob), *maréchal-de-camp.* Il était frère du maréchal de Gassion, qu'il suivit en 1628 et 1630, et avec lequel il se trouva à différents combats, aux siéges et à la prise de plusieurs villes. Devenu capitaine dans le régiment que son frère avait au service du roi de Suède, il fit les campagnes de l'armée suédoise en Allemagne, depuis 1631 jusqu'en 1633. Il entra au service de France en même temps que son frère, en 1635; servit la même année, et en 1336, au siége et à la prise de plusieurs places de la Franche-Comté, et se trouva, en 1637, 1638, et 1639, à différents siéges faits par les Français dans la Flandre, le Hainaut et l'Artois. Il devint lieutenant-colonel du régiment de son frère, en 1641, et le commanda au siége d'Aire la même année, et aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, en 1643, il le commanda à la bataille de Rocroy, et au siége de Thionville. Il servit à la tête de ce régiment à la prise des forts Bayette, de la Capelle, de Folquien, ainsi qu'au siége de Gravelines, en 1644. Il fut fait aide-de-camp des armées du roi, et sergent de bataille, le 20 avril 1645, et se trouva aux siéges de Cassel, Mardick, Lens, Bourbourg, Menin, Béthune et Saint-

Venant. Promu au grade de maréchal de-camp, le 8 mai 1646, il contribua à la prise de Courtray, dont on lui donna, le 28 juin, la lieutenance de roi, en même temps qu'on en confiait le gouvernement à son frère. Il servit au siége et à la prise de Dixmude, en 1647, et mourut peu de temps après. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 208, *Gazette de France.*)

DE GAUDECHARD (Adolphe), *marquis de Bachevilliers, lieut.-général*, entra cornette de la comp° mestre-de-camp du régiment de Choiseul, en 1667, et leva, le 26 août de la même année, une compagnie dans ce régiment, avec lequel il fit les campagnes de 1671, 1672 et 1673, en Flandre et dans les électorats de Cologne et de Brandebourg. Il passa avec sa compagnie dans le régiment du Chevalier-Duc, par ordre du 1er mars 1674, et servit, la même année, et en 1675, à l'armée du Roussillon. Il devint capitaine, puis major de son régiment, en 1675. Il continua de servir en Roussillon, en 1676; passa à l'armée de Flandre, en 1678; campa en Haute-Alsace, en 1681; fut employé au siége de Gironne, en 1684, et au camp de l'Adour, en 1685. Il fut fait lieutenant-colonel de son régiment, le 20 février 1686; obtint le grade de brigadier, le 24 août 1688; et eut un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 27 septembre 1689. Employé à l'armée de Roussillon, en 1690, il y commanda la cavalerie, contribua à la reprise de plusieurs places et au blocus de Gironne, et passa en Dauphiné, par lettres du 12 juin, pour y commander en l'absence du marquis de Lazzay. Employé en Roussillon, en 1691, il servit au siége d'Urgel, et retourna en Dauphiné, après avoir concouru à faire lever aux ennemis le siége du Prats-de-Molliou. Créé maréchal-de-camp, le 2 mai 1692, il se démit, au mois de juin, de son régiment en faveur de son frère; fut employé à l'armée d'Italie, qui se tint sur la défensive, et retourna commander en Dauphiné pendant l'hiver. Employé à l'armée de Piémont, en 1693, et détaché, le 1er octobre, il fit brûler les maisons de plaisance

des environs de Turin, en représailles de ce que le duc de Savoie avait fait couper 900 arpents de vignes dans les environs de Pignerol. La Bulghera et la Vennerie furent pillées et brûlées le même jour : le château de Rivoli fut emporté le 2, et brûlé ; on pilla et on détruisit toutes les cassines du territoire de Turin. Le marquis de Bachevilliers commanda la cavalerie de l'aile droite à la bataille de la Marsaille, fit plusieurs charges sur l'ennemi, et reçut un coup de sabre sur l'épaule. Il commanda en Savoie, pendant l'hiver. Il servit à la même armée, en 1694 et 1695. Promu au grade de lieutenant-général, le 3 janvier 1696, il fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 17 avril, et servit au siége de Valence, qu'on leva après la trève conclue avec l'empereur. En 1697, il obtint le gouvernement du fort Barrault, par provisions du 21 janvier ; et servit, sous M. de Catinat, au siége d'Ath. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 26 décembre 1700, il combattit à Carpi et à Chiari, en 1701 ; et à Luzzara, en 1702. Il ne servit plus depuis, et se démit du gouvernement du fort Barrault, en faveur de son frère, au mois d'octobre 1718. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 419, *mémoires du temps.*)

GAUDIN (Jean-Olivier), *maréchal-de-camp*, naquit à Malestroit, en Bretagne, le 1er décembre 1746. Il entra au service, comme cavalier dans le 16e régiment (ci-devant Bourgogne), le 1er mai 1766 ; fut fait maréchal-de-logis, en 1768, et porte-étendard, le 8 mai 1774. Il passa sous-lieutenant au même régiment, le 23 novembre 1784 ; lieutenant en 2e, le 23 mai 1787, et lieutenant surnuméraire, le 1er mai 1788. On le créa chevalier de Saint-Louis, le 19 juin 1791. Il fut promu au grade de capitaine, le 25 janvier 1792, et à celui de lieutenant-colonel, le 1er octobre suivant. Il fit la campagne de 1793, à l'armée de la Moselle. Devenu chef de brigade du 16e régiment de cavalerie, le 12 février 1794, il servit avec ce régiment, à l'armée du Nord, sous les ordres du général de division Balland. Il s'y distingua par beaucoup de bravoure et d'intelligence, en

diverses occasions, et particulièrement au combat de Cateau Cambresis, le 29 mars. A l'affaire de Castillon, le 17 avril suivant, il chargea, à la tête de 2 escadrons de son régiment, sur des colonnes ennemies, très-supérieures en nombre, et qu'il obligea cependant à reculer : cette charge hardie sauva 2 pièces de canon qui seraient tombées au pouvoir de l'ennemi. Le chef de brigade Gaudin protégea la retraite que les Français effectuèrent après cette affaire, et qui se fit en bon ordre. Il se distingua de nouveau, au combat de Nouvion, le 27 du même mois d'avril. Il fut créé général de brigade dans cette même année 1794, et passa en cette qualité à l'armée de Sambre-et-Meuse, dans laquelle il fit la campagne de 1795. Il a été admis à la retraite, après 33 ans de service (1). (*Etats militaires.*)

GAULOIS, *voyez* MANIGAULT.

GAUSSART (Louis-Marie, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Châtillon-sur-Marne, le 7 novembre 1773. Il fut d'abord destiné à suivre la carrière du barreau; mais il s'enrôla, comme volontaire national, le 15 juillet 1792, dans une compagnie du district d'Épernay, avec laquelle il alla servir à l'armée de la Moselle. Sa compagnie ayant été incorporée dans le 5e bataillon de la Moselle, il y fut nommé sergent-major des grenadiers, le 6 octobre de la même année, et fit, avec ce bataillon, une campagne à l'armée des Ardennes. Il fit partie d'une compagnie de flanqueurs, tirée de tous les corps de la garnison de Philippeville, et qui fut chargée de s'emparer des avant-postes que les ennemis avaient à l'abbaye de Florennes. Il coopéra fortement à la prise de ces divers postes. Il fut nommé, le

(1) Dans le rapport joint au tableau des officiers-généraux, présenté à la convention nationale, au nom du comité de salut public, par Dubois de Crancé, le 26 avril 1795, le général Gaudin est ainsi noté : « Officier de mérite, susceptible d'avancement, ayant beaucoup de bravoure, de capacité et d'exactitude. »

8 juillet 1793, lieutenant dans le 7e bataillon du département de la Marne, qui fut incorporé plus tard dans la 152e demi-brigade d'infanterie de ligne. Il fit, avec ce corps, les campagnes de 1793 et 1794, et partie de celle de 1795, aux armées des Ardennes, de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, et se trouva aux différentes affaires qui y eurent lieu. A la suite des bivouacs, il éprouva des douleurs sciatiques, qui le privèrent momentanément de l'usage du bras gauche; mais elles ne l'empêchèrent point de se trouver à la prise des lignes de Weissembourg, où il commanda un détachement de tirailleurs, qui gravirent les premiers la montagne de Klimbach. Il fut blessé dans cette action, et faillit être fait prisonnier. Il se trouva à la prise de Lauterbourg, au déblocus de Landau et à la prise de Spire : il fit partie de l'avant-garde française qui força les ennemis de se retirer dans Manheim. Il se trouva aux affaires de Saint-Vandel et de Kayserslautern. Après avoir bivouaqué, pendant l'hiver de 1794, sur les bords du Rhin, il se rendit aux eaux de Bourbonne-les-Bains, et de là dans ses foyers, pour y rétablir sa santé. Nommé, le 24 août 1795, aide-de-camp du général Pinon, il fit, avec ce général, la campagne de l'armée du Nord, et le suivit ensuite dans les différentes subdivisions qu'il commanda. Il fut, ainsi que son général, réformé, le 22 septembre 1796, lors de la suppression de l'armée de l'intérieur. Nommé capitaine à la 75e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 25 février 1797, il passa, de nouveau, aide-de-camp du général Pinon, le 25 octobre de la même année, et fit, en cette qualité, les campagnes de l'armée de l'Ouest, à la suite desquelles il obtint, le 7 août 1800, le grade de chef de bataillon. Il commanda, en cette qualité, la 1re subdivision de la 20e division militaire, dont le général Pinon avait le commandement en chef. Il passa premier aide-de-camp du général de division Desjardins, le 23 septembre 1801, et fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 juin 1803. Il fit, avec le général Desjardins, les campagnes de 1803, 1804, 1805, 1806 et 1807, à la grande-armée d'Allemagne. Il combattit à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806,

et s'y distingua de manière à faire demander pour lui de l'avancement. Il fut blessé d'un coup de biscayen à la cuisse gauche, au combat de Golymin, en Pologne, le 26 décembre suivant. Il eut un cheval tué sous lui, le 8 février 1807, à la bataille d'Eylau, où le général Desjardins fut blessé mortellement à ses côtés. Après la mort de son général, il fut employé au grand quartier-général de l'armée jusqu'au 5 mars suivant, époque à laquelle il fut nommé major au 96e régiment de ligne, dont il alla joindre le dépôt à Landau. Il obtint la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, le 10 septembre de la même année. Il reçut, le 10 novembre suivant, l'ordre de se rendre à Metz, pour y prendre le commandement du 4e régiment provisoire, qui fit partie de la 2e brigade de la 1re division du corps d'observation des côtes de l'Océan. Il fit, avec ce régiment, la campagne de 1808, en Espagne; se trouva, le 27 juin, au passage de la rivière de Quarck, et se jeta le premier à la nage, pour donner l'impulsion à son régiment. Il eut, dans cette affaire, un cheval tué sous lui. Le lendemain, 28 juin, à l'affaire de Valence, étant à la tête du 3e régiment, dont il avait pris le commandement, après que le chef de ce corps eut reçu une blessure mortelle, il eut lui-même le corps traversé par une balle, et fut obligé de quitter l'armée pour aller prendre les eaux de Barèges. A la suite du traitement qu'il y reçut, il ne put marcher qu'avec des béquilles : ce qui l'obligea de rejoindre, à Thionville, le dépôt de son régiment. Il fut nommé, le 31 mars 1809, colonel en second de la 13e demi-brigade provisoire qui s'organisait à Metz, et avec laquelle il se rendit à Vienne en Autriche. Il fut nommé, le 15 août 1809, chevalier de l'empire, avec une dotation annuelle de 2000 fr. Après la dislocation de la 13e demi-brigade il fut nommé, le 29 août de la même année, colonel en second de la 2e demi-brigade d'infanterie de ligne, faisant partie du corps du maréchal Oudinot. Il passa, le 21 septembre suivant, colonel titulaire du 18e régiment d'infanterie légère, avec lequel il fit la campagne d'Illyrie. Il le commanda aussi, en 1812, à la grande-armée de Russie. Pendant la retraite de Moskow, le colonel Gaus-

sart combattit, le 24 octobre 1812, à la bataille de Maloïaroslawetz, et y fut blessé d'un coup de biscayen qui le frappa au pied droit. Il eut un cheval tué sous lui à l'affaire de Smolensk, le 16 novembre suivant, et fut encore blessé à l'œil droit au combat de Krasnoï, en commandant la 1re brigade de la 14e division du 4e corps d'armée, avec lequel il fit toute la retraite jusqu'à Glogau en Silésie. Après avoir organisé deux compagnies dans cette place, le colonel Gaussart se rendit, avec quelques officiers et sous officiers, à Grenoble, où se trouvait le dépôt de son régiment. Le jour même de son arrivée dans cette dernière ville, il y reçut l'avis de sa promotion au grade de général de brigade, datée du 12 avril 1813. On lui donnait en même temps l'ordre de se rendre en poste à la grande-armée d'Allemagne. Il fit le commencement de la campagne de Saxe, et fut nommé baron d'empire, avec dotation de 2000 francs, le 24 juillet. Souffrant toujours de ses blessures, il sollicita, pendant l'armistice, la permission d'aller prendre les eaux de Tœplitz; mais, par des considérations politiques, le major-général de l'armée l'engagea à se rendre à celles d'Aix-la-Chapelle. Lorsque l'époque de la reprise des hostilités approcha, le général Gaussart sollicita l'ordre d'aller rejoindre l'armée; mais le ministre de la guerre, qui connaissait le mauvais état de sa santé, jugea plus convenable de lui donner un commandement dans l'intérieur, et lui expédia, le 28 septembre, l'ordre d'aller prendre le commandement du département de Lot-et-Garonne. Le général Gaussart parvint, en 1814, à préserver ce département de l'invasion de l'armée anglaise, avec laquelle il eut plusieurs engagements, particulièrement à la Réole et à Marmande. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut confirmé dans son commandement, et obtint la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 février 1815. Il commandait encore le département de Lot-et-Garonne lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars de la même année. Il n'adhéra au gouvernement de Buonaparte que le 7 avril suivant, époque à laquelle les villes de Bordeaux et de Toulouse s'y étaient également sou-

mises. Il reçut alors l'ordre de se rendre à Paris, où on lui donna, le 10 mai, le commandement d'une brigade de gardes nationales dans le corps d'observation du Jura. Chargé de la défense du passage des Rousses, en avant de Moret, il y fut attaqué, le 2 juillet, par un corps de 7 à 8000 Autrichiens. Il défendit sa position avec 300 hommes du 81ᵉ régiment de ligne, et quelques compagnies de gardes nationales, et soutint pendant douze heures un combat des plus opiniâtres. Ayant perdu beaucoup d'hommes de sa troupe, et craignant d'être tourné par l'ennemi et de perdre son artillerie, il crut devoir profiter de la nuit pour effectuer sa retraite sur Moret, d'où il se rendit à Salins. Après la capitulation de cette place, il fut chargé, par le lieutenant-général Laplane, de porter à Paris la soumission de la 4ᵉ division du corps d'armée au gouvernement de S. M. Louis XVIII. Il reçut alors, du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, ministre de la guerre, la permission de se rendre dans ses foyers, pour y attendre la réorganisation de l'état-major de l'armée. Il fut mis en activité, le 1ᵉʳ janvier 1816, et y fut maintenu jusqu'au 1ᵉʳ janvier 1819, époque à laquelle son rang d'ancienneté le fit classer dans le cadre de l'état-major-général. (*Etats milit.*, *Monit.*, *ann. du temps.*)

GAUSSELIN D'ANISY (Louis), *maréchal-de-camp*, fut fait lieutenant-colonel du régiment d'Anjou, le 25 mars 1646, et mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, le 20 décembre 1647. Il servit à l'armée de Catalogne, en 1646, 1647, 1648 et 1649, et s'y trouva aux siéges et à la prise de plusieurs places. Il fut employé au siége de Bordeaux, en 1650. Créé maréchal-de-camp, le 11 juin 1651, il se trouva à la levée du siége de Cognac par le prince de Condé. Il contribua à la défense de Barcelonne, en 1652; au siége de Gironne, en 1653; à la prise de Villefranche et de Puycerda, en 1654, et à celle du Cap de Quiers, en 1655. Il continua de servir en Catalogne, où on se tint sur la défensive jusqu'à la paix. Il se démit de son régiment, au mois de mars 1655, et ne servit plus. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 302.)

DE GAUST, *voyez* DE BONNET.

GAUTHERIN (Pierre Edme, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Troyes, en Champagne, le 12 août 1770. Il entra au service, comme soldat, au 10ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 20 octobre 1788, et resta dans ce régiment jusqu'au 29 septembre 1792, époque à laquelle il passa caporal dans la légion des Allobroges, où il fut fait sergent, le 4 octobre suivant, et lieutenant, le 6 décembre de la même année. Il devint adjoint de l'adjudant-général provisoire Montmeau, le 14 juillet 1793, et aide-de-camp du général Carteaux, le 24 septembre suivant. Il fut nommé capitaine des guides à l'armée des Alpes, le 15 novembre de la même année, et chef d'escadron au régiment des hussards des Alpes, le 31 janvier 1795. Il fut incorporé, avec son grade de capitaine, dans le 1ᵉʳ régiment de hussards, le 20 mai 1796, et devint chef d'escadron dans le même corps, le 20 octobre suivant. Employé à l'armée de Naples, il se fit remarquer dans plusieurs circonstances, et devint chef de l'état-major de la ville de Naples. A la bataille de Monte Creto, il rallia les troupes, et arrêta les progrès de l'ennemi. Il se trouva à la prise de Naples, et fut nommé adjudant-général, sur le champ de bataille, le 20 janvier 1799, par le général en chef de l'armée de Naples. Il fut confirmé dans ce grade par arrêté du gouvernement, en date du 15 février suivant. Le général en chef Masséna l'attacha à son quartier-général, pendant la durée du siége de Gènes. On l'autorisa à se retirer dans ses foyers, avec le traitement d'activité, le 1ᵉʳ juillet 1801; et il fut mis en non activité, le 23 septembre suivant. Remis en disponibilité, le 20 juillet 1803, il fut employé dans la 2ᵉ division militaire, par lettres de service du 21 septembre suivant. En 1806, il fit partie de l'état-major du maréchal Lannes. Nommé colonel du 9ᵉ régiment de hussards, le 16 octobre, il combattit avec beaucoup de valeur à la bataille de Friedland, le 14 juin 1807, et y fut blessé d'un coup de feu à la tête. Il se distingua de nouveau pendant la campagne de 1809, contre l'Autriche, et notamment au

combat de Karasco, où, après plusieurs charges réitérées contre des forces supérieures, il fit beaucoup de prisonniers. A la bataille de Wagram, il enfonça deux carrés autrichiens, et fit 1600 prisonniers. Créé général de brigade, le 21 septembre de la même année, il reçut aussitôt un commandement en Italie. Il fit la campagne de 1812 à la grande armée de Russie, et fut fait prisonnier de guerre pendant la retraite de Moskow, le 19 novembre. Il rentra en France, le 6 août 1814, et fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 30 août. En 1815, pendant la durée de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le général Gautherin servit sous ses drapeaux, fut employé dans la 5ᵉ division de réserve de cavalerie, qui faisait partie du 4ᵉ corps d'armée de la Moselle, et fit la campagne en Belgique et en France. Il a obtenu, sous le gouvernement de Napoléon Buonaparte, la croix d'officier de la Légion-d'Honneur et le titre de baron. Il a été employé, en 1820, dans l'inspection-générale de la cavalerie. Il est maintenant classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

GAUTHIER (Étienne, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Balême, en Champagne, le 12 août 1761, et entra au service dans le 17ᵉ régiment d'infanterie (ci-devant Auvergne), le 24 mars 1782. Il fut fait capitaine au 2ᵉ bataillon dit *de la république*, le 20 septembre 1792; et passa chef de bataillon au 46ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 25 juillet 1800 On le nomma colonel du 120ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 13 novembre 18 8. Il fut fait maréchal-de camp, le 7 février 1812. Employé en cette qualité à l'armée d'Espagne, il enleva des positions aux Espagnols, près de Prodanos. Il delogea aussi les ennemis de Monasterio. Il fit la campagne de 1812, en Espagne; celle de 1813, en Italie, et celle de France, en 18 4. Pendant les *cent jours*, en 1815, il fut attaché au 7ᵉ corps de l'armée des Alpes. On l'admit à la retraite, le 2 août de cette dernière année. Il a été créé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804; officier

de la même légion, le 18 octobre 1810, et titré baron d'empire, le 30 décembre 1812. S. M. Louis XVIII lui a accordé la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 5 octobre 1814. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

GAY (Louis, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Lyon, le 23 août 1772. Il entra au service, en septembre 1791, comme volontaire, dans le 1er bataillon du département de Rhône-et-Loire, formé à Lyon. Lors de l'organisation du 1er bataillon du département du Mont-Blanc, il y fut fait capitaine, le 5 avril 1793. Il fit, avec ce corps, les campagnes de 1793, 1794 et 1795, à l'armée des Pyrénées-Orientales, et celles de 1796, 1797, 1798, 1799, 1800 et 1801, en Italie, en Suisse, en Égypte et en Syrie. Il fut blessé d'un coup de feu, au siége de Saint-Jean-d'Acre, en 1799. Nommé chef de bataillon, par le général en chef de l'armée d'Orient, le 31 mai 1801, il fut confirmé dans ce grade, par arrêté du premier consul Buonaparte, daté du 5 juillet 1802. On le fit major du 35e régiment d'infanterie de ligne, le 3 novembre 1803, et membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mai 1804. Il servit à l'armée de Hollande, en 1804 et 1805, et à celle d'Italie, en 1806. Un décret impérial du 31 mars 1809, le nomma pour commander la 14e demi-brigade provisoire. Il fit la campagne de cette année, à la grande-armée d'Allemagne, et combattit à Wagram. En récompense de ses services, il fut créé chevalier d'empire, avec dotation, le 15 août de la même année. Il passa colonel du 79e régiment d'infanterie de ligne, le 24 septembre suivant. Il fut employé en Illyrie, en 1810, puis à l'armée d'Espagne, en 1811, 1812 et 1813. Il obtint la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, le 10 février de cette dernière année. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 26 février 1814, il fut employé en Espagne, puis à Lyon, et enfin, à l'armée de la Garonne. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août 1814. On le trouve classé, en 1822, parmi les

maréchaux-de-camp disponibles. (*États militaires, Moniteur.*)

GAY DU PUY D'ANCHÉ (Arnaud, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, servait, dès l'an 1635, en qualité d'enseigne du régiment de la Frezelière, avec lequel il fit toutes les campagnes de la Valteline. Il fut blessé à la prise du fort d'Andrecie, au mois de juillet de la même année. Embarqué sur la flotte du marquis de Brézé, gouverneur de la Rochelle, il se distingua d'une manière très-remarquable dans le combat naval, livré le 22 août 1640, à la vue du port de Cadix, et où les Espagnols furent battus. Employé, en 1646 sous le duc de Brézé, il se trouva, au mois de juin, à la prise du fort de San-Stefano, sur les côtes de Toscane et au siége d'Orbitello. Il était devenu capitaine au régiment de Piémont infanterie, en 1648; et en cette qualité, il se signala, au mois de septembre, à l'attaque des retranchements des Espagnols devant Furnes. Il servit avec distinction, au siége de Rethel, en décembre 1650. Il fut fait maréchal de bataille des armées du roi, et capitaine d'une compagnie entretenue pour le service de S. M. dans le régiment Royal-Piémont. Il était gouverneur des ville et château du Pont-de-Cé, en 1655. Le grade de maréchal-de-camp lui fut accordé avant 1667: mais nous ne pouvons préciser la date de cette promotion. (*Etats militaires.*)

DE GELAS-DE-VOISINS-D'AMBRES (Daniel-François), *vicomte de Lautrec*, *maréchal de France*, naquit en 1686. Il fut reçu chevalier de Malte de minorité, et connu d'abord sous le nom de chevalier d'Ambres. Il entra aux mousquetaires, en 1701, et se rendit, en 1702, à Malte, où il séjourna pendant trois ans (1). Nommé capitaine au régiment de Lautrec-dragons, le 11 octobre 1705; il alla joindre ce régiment en Italie, où il servit, en 1706, en qualité d'aide-de-camp du duc d'Orléans, avec lequel il se trouva

(1) A son retour en France, il présenta au roi les faucons que l'ordre de Malte lui envoyait tous les ans.

au siége de Turin et à la bataille livrée sous cette place, le 7 septembre. Employé à l'armée du Rhin, en 1707, il combattit à l'attaque des lignes de Bihel et de Stolhoffen, qui furent forcées le 22 mai. Il combattit aussi, le 22 août 1709, à la bataille de Rhumersheim, en Alsace, où le comte du Bourg battit l'armée impériale, commandée par le général Mercy. Nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, sur la démission du marquis d'Urban, par commission du 8 mars 1710, il servit la même année, à l'armée de Flandre, qui se tint sur la défensive. Il fut fait colonel-lieutenant du régiment d'infanterie de la Reine, sur la démission du marquis de Béthune, par commission du 28 avril 1711, et servit à l'armée de Flandre. Il se trouva, en 1712, au combat de Denain, le 24 juillet; au siége de Marchiennes, pris le 30 du même mois, et à la prise du fort de Scarpe, et des villes de Douay et du Quesnoy. Employé à l'armée du Rhin, en 1713, il concourut à la prise de Landau, le 20 août, et à la défaite du général Vaubonne, le 20 septembre. Au siége de Fribourg, il repoussa, à la tête du régiment de la Reine, la sortie que les ennemis firent le lendemain de l'ouverture de la tranchée. Il servit, en 1714, à l'armée de Catalogne, commandée par le maréchal de Berwick, et se trouva au siége de Barcelonne. A l'assaut qui fut donné à cette ville, le 11 septembre, il marcha à la tête de l'une des 4 colonnes qui pénétrèrent dans la place : Barcelonne capitula, le 12. En 1715, tous les membres de l'ordre de Malte ayant reçu l'ordre de se rendre dans cette île pour la défendre contre les Turcs qui la menaçaient, le chevalier d'Ambres y alla, et fut nommé par le grand-maître, et par brevet du 17 mai, brigadier des troupes qui avaient été levées à cette occasion. Employé, en 1719, sur la frontière des Pyrénées, sous les ordres du marquis de Bonac, il servit au siége de Castel-Léon, dont la garnison fut faite prisonnière de guerre, le 11 juin. Il fut créé brigadier des armées du roi, le 3 avril 1721. En 1723, il quitta la croix de Malte, fut fait chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et prit le nom de vicomte de Lautrec. Nommé lieutenant-général dans la Haute-Guienne, sur la démission

du marquis d'Ambres, son frère, par provisions données à Versailles, le 8 mars 1727; il prêta serment en cette qualité, le 16 du même mois, et fit enregistrer ses provisions au parlement de Toulouse, le 23 août suivant. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il servit au siége de Gerra-d'Adda; monta la tranchée, les 20 et 25 novembre, au siége de Pizzighitone; et, après la prise de cette place, marcha au siége de Crémone. Il combattit, à Parme, le 29 juin 1734. Créé maréchal-de-camp, le 1er août de cette dernière année, il se démit alors du régiment de la Reine. Il contina de servir, en sa nouvelle qualité, à l'armée d'Italie, et se trouva à la surprise de la Secchia, le 15 septembre. Il marcha à l'arrière-garde de l'armée qui se rassembla à Luzzara, et le lendemain sous Guastalla : il avait été continuellement harcelé dans sa retraite, jusqu'à Portiollo. A la bataille de Guastalla, le 19 septembre, il commanda la gauche de l'infanterie, y fut blessé, et eut un cheval tué sous lui, en repoussant plusieurs fois les ennemis qui voulaient pénétrer à l'angle d'une chaussée qu'il était chargé de défendre. Il fut détaché, en 1735, par le maréchal de Noailles, avec un corps de troupes considérable, pour former le blocus de Mantoue, dont on avait projeté le siége. Il se porta ensuite à Rivoli, près de la montagne de Ferrare, où il commanda un corps de 6000 hommes; et de là il s'avança jusqu'à Gussolingo, sur l'Adige, pour s'opposer au dessein qu'avaient les ennemis de passer la rivière, et de pénétrer dans le Milanais par le Véronais. Il eut, le 20 novembre, un pouvoir du maréchal de Noailles pour régler avec le prince de Saxe Hildbourghausen, les limites du pays que les armées devaient réciproquement conserver pendant la durée de la suspension d'armes, qui venait d'être conclue entre les cours de France et de Vienne. Il se rendit ensuite à Bologne, pour engager le général commandant les armées de l'empereur, à évacuer les quatre légations papales occupées par les troupes impériales, et alla de même à Livourne auprès du duc de Montemar, pour presser l'évacuation de la Toscane. Le vicomte de Lautrec fut nommé inspecteur-général de l'infanterie, par

ordre du 30 janvier 1737. Envoyé comme plénipotentiaire à Genève, par pouvoir donné à Fontainebleau, le 8 octobre, il arriva à sa destination le 18 du même mois, et y rétablit la tranquillité qui avait été troublée par la mésintelligence survenue entre les magistrats et la bourgeoisie. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, le 1er mars 1738; quitta Genève le 21 juin suivant, et revint en France. Employé à l'armée de Westphalie, sous les ordres du maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il commanda pendant l'hiver dans les ville et évêché d'Osnabruck; il passa avec cette armée en Bohême, au mois de septembre 1742, et ramena en France, au commencement de l'année 1543, 6 bataillons, et 12 escadrons de gendarmerie et de cavalerie. Il fut nommé chevalier des ordres du roi, le 2 février, et ambassadeur extraordinaire auprès de l'empereur Charles VII, le 15 mai suivant. Il eut, par brevet du 2 juin, la permission de porter la marque de l'ordre du Saint-Esprit, en attendant que sa réception eût lieu. Il resta auprès de l'empereur jusqu'au commencement du mois de février 1744. Employé à l'armée du Piémont, par lettres du 1er du même mois, il y servit sous les ordres du prince de Conti. A l'attaque générale des barricades de la vallée de Meyre, le 18 juillet, le vicomte de Lautrec pénétra, à la tête du corps qu'il commandait, par les retranchements de Prettz. Ayant ensuite pris position sur les hauteurs de Stroppio, il observa l'armée piémontaise. Après la prise de Demont, qui eut lieu le 17 août, il joignit l'armée devant Coni. Pendant la bataille de la Madona-del-Ulmo, le 30 septembre, il commanda les troupes restées entre les deux rivières de la Stura et de Gesse, et celles qui étaient dans les tranchées devant Coni. Il repoussa alors 6000 Barbets ou Vaudois qui étaient venus attaquer le poste de Burgos, où se trouvait le dépôt des munitions de guerre. L'intention des ennemis, en exécutant cette attaque, était de faire une diversion pendant la bataille, de s'emparer du parc d'artillerie, de prendre ensuite à revers dans les tranchées, et de rompre les ponts de la Stura, qui établissaient la communication de l'armée française avec les

troupes postées entre les deux rivières. Le vicomte de Lautrec fut reçu chevalier des ordres du roi, le 2 février 1745, et nommé, par commission du 25, pour commander dans les provinces du Lyonnais, Forez, Baujolais, et dans la ville de Lyon, où il apaisa une émeute populaire, et rétablit l'ordre et le calme. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er avril, il eut le commandement d'un corps de troupes françaises et espagnoles, pour faire une diversion du côté des Alpes, et tenter, s'il était possible, le siége d'Exiles. Il battit et défit complétement, le 11 octobre, à Jossau, dans la vallée de Pragelar, 4000 Piémontais, commandés par le comte de Roffy, maréchal-de-camp, qui fut fait prisonnier avec 28 officiers et 450 soldats. Il prit aussi aux ennemis 2 drapeaux, et quelques pièces de canon. Employé, par lettres du 1er mai 1746, à l'armée qui était sous les ordres du prince de Conti, il commanda, pendant le siége de Mons, un corps de cavalerie qui couvrait les assiégeants. Après la prise de Mons, qui capitula le 11 juillet, il marcha sur Charleroi, qu'il investit. Il se porta ensuite, avec un gros corps de cavalerie, dont la gendarmerie faisait partie, et quelques bataillons, à Herpignai, pour protéger le siége de Charleroi; s'empara de la redoute de Marcenille, et fit prisonnières de guerre les troupes qui la défendaient : cette expédition accéléra la prise de Charleroi, qui capitula le surlendemain, 2 août. Il combattit à Raucoux, le 11 octobre, y commanda la cavalerie de l'aile gauche de la seconde ligne, et soutint l'infanterie dans l'attaque des villages de Vauroux et de Raucoux. On le chargea, sur la fin de la campagne, de conduire à Mézières les troupes de l'armée distribuées en quatre divisions, et de leur faire donner des quartiers. Il commanda pendant l'hiver à Longwy, et sur la frontière du duché de Luxembourg. Il alla commander à Namur au commencement de la campagne de 1747. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai, il sortit de Namur avec une partie des troupes qui étaient sous ses ordres, et joignit au camp de Linter, dans la plaine de Saint-Tron, la réserve que commandait le comte de Clermont. A la bataille de Lawfeld, le 2 juil-

let, il attaqua le village de ce nom avec 15 bataillons, et par trois endroits à la fois : un coup de feu lui fracassa la main droite. Il obtint le gouvernement de la ville et de la prévôté du Quesnoy, par provisions du 11 septembre; se démit alors de son inspection, et commanda pendant l'hiver à Ostende, par lettres du 1[er] novembre. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril 1748, il servit au siége de Maëstricht, qui se rendit le 7 mai. Après la prise de cette place, il commanda à Anvers, qu'il remit aux Impériaux, le 11 décembre, lorsque l'armée française évacua les Pays-Bas autrichiens. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 24 février 1757; il prêta serment en cette qualité, le 13 mars, et fit enregistrer son état à la connétablie, le 21 du même mois. Il était marquis d'Ambres, et l'un des barons de Languedoc. Il mourut, à Paris, le 14 février 1762, âgé de 79 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 403, *mémoires du temps, Gazette de France.*)

LE GENDRE DE BERVILLE, *lieutenant-général*, entra au service dans le régiment de Héron dragons, en 1694, et passa enseigne aux gardes-françaises, le 24 février 1697. Il obtint une sous-lieutenance, le 25 janvier 1698; devint mestre-de-camp du régiment colonel-général des dragons, le 15 février 1702, et fut fait brigadier, le 29 janvier 1709. On le créa maréchal-de-camp, le 1[er] février 1719; et il obtint l'expectative d'une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 1[er] août 1721. Il fut promu au grade de lieutenant-général, le 20 février 1734, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie. Il avait fait alors toutes les campagnes qui avaient eu lieu depuis 1695 en Flandre et en Allemagne; s'était trouvé à différents combats, batailles et siéges, et s'était distingué en plusieurs occasions. Il mourut le 7 avril 1746, à l'âge de 68 ans et 6 mois. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 134; *mémoires du temps.*)

DE LA GENESTE, *voyez* DU CHAMP.

DE GENOUILLAC (Jacques-Richard), *grand-maître d'artillerie*, obtint cette charge à la mort de Busserade,

par provisions données à Blois, le 16 mai 1512. Il l'exerça jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1546. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 180.)

DE GENSAC, *voyez* BARDOUIN.

DE GENTILE, *voyez* AVOGARI.

DES GENTILS (Jean-Baptiste), *comte de Bessay, maréchal-de-camp*, leva une compagnie au régiment de Boissac, le 14 février 1645, et la commanda, la même année, au siége de Roses, à la prise d'Agramont et de Saint-Aunais, à la bataille de Livières et au siége de Balaguier. Il servit au siége de Lérida, en 1646; à celui de Crémone, en 1647; au siége et à la bataille de Crémone, en 1648; et à l'armée de Catalogne, où on se tint sur la défensive, les années suivantes. Il fut créé maréchal-de-camp, le 6 novembre 1651. On ne trouve point qu'il ait été employé en cette qualité. (*Chronologie militaire, tom. VI, p.* 322.)

DE GESVRES, *voyez* POTIER.

DE GHAISNE (Louis-Auguste-Victor), *comte de Bourmont, lieutenant-général*, naquit au château de Bourmont, le 2 septembre 1773. Il fut nommé enseigne au régiment des gardes-françaises, en 1778, et passa sous-lieutenant aux hommes d'armes à pied, en 1791. Il émigra vers la même époque, fut aide-de-camp du prince de Condé, et fit la campagne de 1792, en Champagne. Il entra dans la cavalerie de l'armée de Condé, escadron du Roi, en 1793, et fit, avec ce corps, la campagne de 1793, et partie de celle de 1794. Il passa ensuite dans la Vendée, où le vicomte de Scepeaux le nomma major-général de l'armée royale dans la Basse-Bretagne et le Bas-Anjou. Le comte de Bourmont devint alors membre d'un conseil supérieur créé par les *chouans* du Maine. Au mois de septembre de la même année, le vicomte de Scepeaux l'envoya en Angleterre, et le chargea de presser, auprès du ministère anglais, l'envoi des secours promis à son armée. Le comte de Bourmont

remplit cette mission en habile négociateur, et alla en même temps trouver, à Édimbourg, S. A. R. Mgr. le comte d'Artois, qui le décora de la croix de Saint-Louis, et l'arma lui-même chevalier. Il fut nommé colonel d'infanterie, par S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, au mois de janvier 1796. D ns la même année, et après la soumission de tous les chefs royalistes au gouvernement républicain, le comte de Bourmont obtint du général en chef Hoche un passe-port pour se rendre en Angleterre. Il fut créé maréchal-de-camp, par S. M. Louis XVIII, en 1797. S. A. R. Monsieur l'ayant nommé, en janvier 1799, commandant en chef dans les provinces du Maine, du Perche, du pays Chartrain et des pays adjacents, il revint en Bretagne, débarqua d'abord sur les côtes du Nord, et passa de là dans le Maine, où il se mit à la tête des royalistes. Il remporta, à Louverné, un succès important sur les républicains, très-supérieurs en nombre : ce succès lui fit trouver de nouveaux partisans. A la tête de 2000 hommes mal armés et sans artillerie, il marcha sur le Mans, entra dans cette ville, après avoir repoussé toutes les troupes qui lui étaient opposées, et s'empara de l'artillerie et des munitions que les républicains furent obligés d'y abandonner. Pour éviter une surprise, il se retira dans le faubourg de Saint-Jean, au-delà de la Sarthe. Vers le même temps, 800 Bretons étant venus le joindre, il envoya attaquer la ville de Morlaix, qui fut prise. Avec 1000 hommes, il marcha sur le bourg de Balay, dont les habitants s'étaient retranchés dans leurs maisons, échoua dans son attaque, perdit beaucoup de monde, et surtout plusieurs officiers distingués. La non réussite de cette expédition ayant fait beaucoup de tort aux royalistes, et ranimé le courage des républicains que la perte du Mans avait consternés, le comte de Bourmont se retira au château de Bonère, où il établit son quartier-général. Il marchait de nouveau en avant, et s'était déjà rendu maître du bourg Saint-Denis, lorsqu'il eut connaissance de la capitulation conclue entre le chef royaliste la Prévalaye et les généraux républicains. Apprenant en même temps la défection du comte de Châtillon, battu à Balay

par le général Chabot, et se trouvant abandonné par presque tous les autres chefs vendéens, il se soumit au gouvernement consulaire, et se rendit à Paris. Devenu suspect à Buonaparte, après l'événement du 3 nivôse an 8 (24 décembre 1799) (1), il fut arrêté, en janvier 1800, enfermé au Temple, et mis au secret. En 1803, il fut tranféré dans la citadelle de Dijon, et de là à Besançon, d'où il parvint à s'évader, en juillet 1805. Il reçut, la même année, la permission de se retirer en Portugal, et le séquestre qui avait été mis sur ses biens fut levé. Il se trouvait à Lisbonne, avec sa famille, lorsque le général français Junot s'empara de cette ville, en 1808. Ce général le fit comprendre dans la capitulation, qu'il signa avec le général en chef de l'armée anglaise, au mois d'août de la même année; et le comte de Bourmont rentra en France, avec l'armée de Portugal, au mois d'octobre suivant. A son arrivée, il fut mis en prison à Nantes, puis en surveillance dans une commune du département de Maine-et-Loire. Il fut nommé, par Napoléon Buonaparte, adjudant-commandant, en 1810, et alla joindre l'armée française à Naples. Il passa, par ordre, à l'état-major du corps d'armée du prince Eugène, vice-roi d'Italie, en 1812, et fit la campagne de Russie avec ce corps, qui avait alors le n° 4 des corps composant la grande-armée. En 1813, il fut employé dans le 11ᵉ corps, et se trouva aux batailles de Dresde. Nommé général de brigade, en octobre de la même année, il eut, en janvier 1814, le commandement d'une brigade du corps de réserve. Vers la fin du même mois, il fut détaché, à Troyes, avec cette brigade. Il fut chargé, le 11 février, de la défense de Nogent, afin de retarder la marche des alliés. Ayant fait créneler les maisons de la ville et barricader les portes, il se défendit dans ce poste pendant deux jours, et y fut blessé au genou. Il obtint le grade

(1) L'explosion d'une machine infernale dans la rue Saint-Nicaise, à Paris, au moment où le premier consul y passait pour se rendre à l'Opéra.

de général de division, le 13 du même mois de février. Après la restauration du trône des Bourbons, Sa Majesté Louis XVIII le nomma, le 20 mai 1814, commandant de la 18e division militaire, et lui accorda la croix de commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août suivant. Il se trouvait à Besançon, chef-lieu de son commandement de la 18e division militaire, lorsque Buonaparte fit son invasion sur le territoire français, en mars 1815; et il fut chargé du commandement d'une division du corps d'armée que le maréchal Ney devait faire marcher sur Lyon, pour s'opposer à la marche de Buonaparte. Après la défection du maréchal, le comte de Bourmont se rendit à Paris, et sut encore inspirer à Buonaparte assez de confiance pour en obtenir le commandement d'une des divisions du 4e corps d'armée, aux ordres du maréchal Ney. Le 14 juin, l'armée de Napoléon allait commencer son mouvement contre les Prusso-Saxons, lorsque le comte de Bourmont passa dans les rangs opposés (1), et se rendit à Gand, auprès du roi, qui le chargea du commandement de la frontière du Nord. Après la bataille de Waterloo, perdue par Buonaparte, le comte de Bourmont marcha, avec une partie de la population de la frontière du Nord, et avec le dessein de s'emparer de la ville de Lille : le général Lapoype, qui commandait dans cette place, se soumit à l'autorité du roi; et le comte de Bourmont fut bientôt maître de plusieurs autres villes importantes de la Flandre. Il fut nommé gouverneur de la 16e division militaire, le 3 juillet de la même année. Il obtint, au mois d'octobre suivant, le commandement de la 2e division d'infanterie de la garde royale. Il fut fait commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août 1817. En 1821, S. M. l'envoya présider le collége électoral du 4e arrondissement

(1) A la nouvelle de cette défection, Buonaparte reprocha au maréchal Ney d'avoir recommandé le comte de Bourmont, qu'il n'avait placé qu'à sa considération, et ajouta : « Allez! monsieur le maréchal, ceux » qui sont bleus restent bleus, et ceux qui sont blancs restent blancs. »

du département de la Loire-Inférieure. Il commande encore aujourd'hui la 2ᵉ division d'infanterie de la garde royale. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

GIGAULT, *voy.* DE BEAUMONT.

GIGAULT (Bernardin), *marquis de Bellefonds, maréchal de France*, fut fait capitaine au régiment de Piémont, le 5 avril 1645. Il servit en Flandre la même année, et s'y trouva à la prise des forts de Vandreval, de Guesta, et de Dringhen, et à celle des villes de Cassel, de Mardick, de Link, de Bourbourg, de Menin, de Béthune, de Lillers, et de Saint-Venant. Il concourut, en 1646, à la prise de Courtray; à celle de Bergues-Saint-Vinox; à la reprise de Mardick, et à la réduction de Furnes et de Dunkerque. Il servit à la prise de Dixmude, de la Bassée, de Lens, en 1647; et d'Ypres, en 1648. Il combattit à la bataille de Lens, et eut part à la conquête de Furnes. Employé en Normandie, en 1649, il empêcha que cette province n'envoyât du secours aux rebelles de Paris, et se défendit dans le château de Valognes jusqu'à la publication de la paix. Devenu mestre-de-camp du régiment de Champagne, sur la démission du comte de Broglie, par commission du 29 juin, il alla joindre ce régiment à l'armée de Catalogne, où il servit en 1650 : on s'y tint sur la défensive. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 10 mai de la même année, il servit dans l'armée de Guienne sous le comte de Harcourt; défendit la ville de Cognac, et enleva plusieurs places aux rebelles. Employé, en 1653, à l'armée de Catalogne, il suivit le maréchal de Hocquincourt au siége de Gironne, et au combat de Bordilly. Il aborda, en 1654, à Castellamare, dans le royaume de Naples; se jeta du vaisseau qui le portait, à la mer; aborda le premier, et chargea la cavalerie ennemie. Il marcha ensuite aux attaques, où il fut blessé. Le vice-roi de Naples, ayant été averti de cette descente, mit sous les armes ce qu'il put ramasser de troupes, et défit les Français, qui furent obligés de se rembarquer. Le marquis de Bellefonds se démit à cette époque du régiment de Champagne. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pou-

voir du 16 juin 1655; il se trouva à la prise du cap de Quiers, en Catalogne, et à celle de Castillon, de Cadagnes, et à la levée du siége de Solfone par les Espagnols. Il obtint, la même année, le gouvernement de Castillon : on resta sur la défensive dans la Catalogne, en 1656 et 1657. Il leva un régiment de cavalerie, par commission du 5 mai 1658. Il commanda 3 bataillons anglais à la bataille des Dunes, le 14 juin, et y fut légèrement blessé. Il se trouva à la prise de Dunkerque, de Bergues-Saint-Vinox, de Funtz, et de Dixmude. Le marquis de Bellefonds investit Gravelines, sur la fin de juillet; attaqua le fort Philippe, et celui de l'Écluse, et les emporta l'épée à la main. Il fut blessé dans la tranchée devant Gravelines, qui se rendit le 30 août. On licentia son régiment de cavalerie après la campagne. Commandant en Flandre un corps de troupes, en 1659, il défit, le 11 janvier, un parti ennemi qui voulait se jeter dans Tournay : la paix se fit, le 7 novembre, par le traité des Pyrénées. Nommé gouverneur du Catelet, le 9 mars 1661, il se démit de ce gouvernement au mois de mai 1662. Appelé en Italie comme lieutenant-général, sous le maréchal du Plessis et sous le marquis de Créqui, par lettres du 25 septembre 1663, il hiverna dans les états du duc de Parme et de Modène, pour leur aider à recouvrer quelques places que le pape refusait de leur restituer. De retour en France, au mois d'avril 1664, on l'envoya, au mois d'octobre 1665, complimenter Charles II, roi d'Espagne, sur la mort de Philippe IV, son père. Envoyé en Hollande, en 1666, pour y concerter avec les états-généraux, la jonction de leur flotte avec celle des Français, il joignit l'armée navale commandée par le duc de Beaufort, et contribua par ses avis à la sauver. Il obtint alors la charge de premier maître d'hôtel du roi. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi et le maréchal de Turenne, par lettres du 6 mai 1667, il commanda un quartier au siége de Tournay, que le roi prit le 25 juin : la citadelle se rendit le lendemain. Douay et le fort de Scarpe ouvrirent leurs portes, le 6 juillet. Après la reddition de Lille, qui avait eu lieu le 27 août, le roi, ayant appris que le comte de Marchin et le prince de Ligne s'a-

vançaient pour secourir cette place, dont ils ignoraient la capitulation, le marquis de Bellefonds et le marquis de Créquy furent détachés à la tête d'un gros corps de cavalerie pour marcher à la rencontre des ennemis. Le comte de Marchin cherchait à éviter le combat; mais le marquis de Créquy tomba sur son arrière-garde, et la défit. De son côté le marquis de Bellefonds, soutenu par les troupes que le roi commandait en personne, battit, le 31 août, le corps qui marchait au secours de cette arrière-garde : les ennemis perdirent dans cette affaire 1500 prisonniers, 18 étendards, et 5 paires de timbales. Le marquis de Bellefonds servit, en sa qualité de lieutenant-général, dans l'armée des Pays-Bas, sous le vicomte de Turenne, par lettres du 30 mars 1668 : la paix se fit à Aix-la-Chapelle, le 2 mai. Promu au grade de maréchal de France, par état donné à Saint-Germain-en-Laye, le 8 juillet, il prêta serment, le 9, et fit enregistrer son état à la connétablie, le 6 avril 1669. Il commanda un corps de troupes qui s'assembla vers Sainte-Menehould, par pouvoir du 23 janvier 1669. On l'envoya comme ambassadeur extraordinaire en Angleterre, au mois de juillet 1670. Il commanda conjointement avec le maréchal d'Humières, le corps qui s'assembla près de Sedan sous les ordres du prince de Condé, par pouvoir du 18 avril 1672. Il reçut un autre pouvoir, du 26 juin 1673, pour commander les troupes à Tournay, et partout où serait la reine. Il fut nommé pour commander en chef, en Flandre et en Hollande, pendant l'hiver de 1673 à 1674, par pouvoir du 4 novembre 1673. En la même année, 1674, il ramena de Hollande en France les troupes du roi; et chemin faisant, il força la ville d'Erkéleus, dans la Gueldre, le 10 mai; le fort d'Argenteau, sur la Meuse, le 16; et Novagne, sur la même rivière, le 22. Il se démit, au mois de juillet 1676, de la charge de premier maître-d'hôtel du roi. Il fut nommé premier écuyer de madame la dauphine, au mois de janvier 1680. Il commanda en chef l'armée du Roussillon, par pouvoir du 2 mars 1684; passa la rivière du Ter, en présence de l'armée d'Espagne, commandée par le duc de Bournonville; le battit, le 12 mai, à Pont-Mayor, en Ca-

talogne, lui tua 800 hommes, lui fit 400 prisonniers, et lui prit une partie de ses équipages. Les Français eurent 300 hommes tués, noyés, ou blessés, dans ce combat, qui se donna en partie sur le Pont-Mayor, et en partie au passage du Ter. Après cette action, le maréchal entreprit le siége de Gironne, et emporta la place d'assaut. Mais ses troupes s'étant répandues tumultuairement jusqu'au milieu de la place, sans précaution et sans ordre, les habitants les contraignirent d'en sortir, et le maréchal leva le siége, le 26 mai, sixième jour de l'attaque. On le créa chevalier des ordres du roi, le 31 décembre 1688 (1). Il commanda l'armée de Normandie, pour la défense des côtes, par pouvoir du 30 avril 1692. Il mourut à l'âge de 64 ans, dans le château de Vincennes, dont il était gouverneur, le 5 décembre 1694; laissant après lui une grande réputation de courage et de vertu (2). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 630.)

GIGAUX (André), *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Lignières, arrondissement de Niort, le 22 février 1753. Il entra au service, le 15 mars 1768, comme soldat au 49e régiment d'infanterie de ligne, où il fut fait caporal, le 20 février 1770; sergent, le 27 août suivant; sergent-major, le 11 novembre 1774; adjudant, à la formation du 11 juin 1776, et porte-drapeau, le 12 février 1780. Pendant le temps qui s'écoula depuis son entrée au service, jusqu'à cette

---

(1) L'historien des *Grands-Officiers de la Couronne* s'est trompé, en disant que le maréchal de Bellefonds fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, au mois de mars 169[illegible]. Il ne l'a point été : il n'était que chevalier des Ordres du roi, lorsqu'il mourut.

(2) La faveur dont il avait joui fut altérée par deux disgrâces qu'il supporta avec beaucoup de résignation : la première, lorsque, commandant en second sous M. de Créquy, il voulut, contre les ordres de son général, profiter d'une mauvaise position des ennemis pour les attaquer, ce qui engagea une bataille, où, heureusement, les Français furent vainqueurs : la seconde, lorsqu'il s'opiniâtra à défendre deux places qu'on lui avait ordonné d'évacuer, et qu'il réussit à conserver : cette dernière disgrâce fut plus longue que la première.

dernière époque, il fut employé aux écoles d'instruction de son régiment, d'abord à l'instruction pratique des soldats, puis à celle théorique des officiers, et s'en acquitta avec beaucoup de zèle et d'intelligence (1). Il servit aussi, en 1770, 1771 et 1772, contre les rebelles de l'île de Corse. Il fut nommé sous-lieutenant de grenadiers, le 11 juin 1784; devint lieutenant de grenadiers, le 3 décembre 1785, et passa adjudant-major, à la formation du 1er mars 1791. Il fut fait capitaine de grenadiers, le 15 septembre de la même année, et fut nommé lieutenant-colonel du 5e régiment d'infanterie, le 12 mars 1793. Il fut employé avec son régiment, à l'armée du Nord, et servit dans la première expédition du général en chef Biron, sur Mons. Ayant reçu de ce général, le commandement de 14 compagnies de grenadiers, et d'une compagnie de cavalerie, il s'empara d'un village situé en avant de l'aile droite de l'armée. Attaqué dans ce poste, par 4 escadrons de hulans, et par 300 chasseurs du Tyrol, il força les ennemis de se retirer, avec une perte assez considérable en hommes et chevaux, tués ou blessés. Le lendemain de cette affaire, il défendit le même village, pendant près de deux heures, pour donner le temps à l'armée de faire un mouvement rétrograde, et fit ensuite l'arrière-garde de cette même armée, jusqu'à une lieue de Quiévrain, s'opposant, par une fusillade continuelle, aux approches des troupes légères ennemies. Le cheval qu'il montait pendant cette action, fut blessé de deux coups de carabine. Le jour même de cette retraite, les troupes qui gardaient Quiévrain ayant abandonné ce village, l'ennemi s'en était emparé. Le 1er bataillon du 49e

(1) En 1787, lors du rassemblement d'un conseil de guerre à Douay, il présenta au ministre, de Puiségur, par l'entremise de M. d'Esterhazy, des observations critiques sur les manœuvres de l'infanterie, et y joignit un projet de nouvelle castramétation. Après l'examen de ce projet, on l'appela à Paris, pour y être employé aux travaux du conseil de la guerre. Un mémoire, qu'il adressa au comité militaire, contribua à faire abroger, le 22 février 1793, l'ancien mode d'avancement aux grades militaires.

régiment d'infanterie de ligne, reçut alors l'ordre de reprendre ce poste important. Le capitaine Gigaux concerta avec le colonel Casa-Bianca l'attaque de Quiévrain, qui fut pris après un combat de trois heures et des plus opiniâtres. Il se distingua à cette affaire, de manière à être cité en termes très-honorables, dans le rapport du général en chef Biron. Le 1[er] bataillon du 49[e] ayant été envoyé à Maubeuge, le capitaine Gigaux marcha à plusieurs reprises, avec les 2 compagnies de grenadiers qui en faisaient partie, et chassa deux fois du territoire français, les troupes légères ennemies qui y étaient venues incendier les habitations et lever des contributions. Il se trouva à la prise de Courtray, et, quelques jours après, à la défense du village de Querne. Il combattit à l'affaire du 20 septembre 1792, et y mérita les éloges de ses chefs. Il eut le commandement du 2[e] bataillon des grenadiers, formant l'avant-garde de l'armée de la Moselle, et se trouva, à la tête de ce bataillon, aux différentes attaques des retranchements des Autrichiens, près de Trèves. A la dernière de ces attaques, le 15 décembre 1792, il fut blessé d'un coup de canon, au genou droit, et reçut deux fortes contusions, l'une au défaut de l'épaule gauche, et l'autre au côté droit. Nommé colonel du 5[e] régiment (ci-devant Navarre), le 12 mars 1793, il attaqua et prit Embeck. Après la bataille de Hondscootte, il fut chargé de prendre la ville de Furnes, dont il s'empara avec les troupes qu'on avait placées, à cet effet, sous ses ordres. Nommé général de brigade, le 30 septembre 1793, il fut employé en cette qualité, à l'armée du Nord, et prit le commandement de 18 bataillons qui se trouvaient à Hondscootte, et dans les environs. Avec cette troupe, il défendit le poste de Hondscootte, et empêcha les ennemis de le reprendre. Il fut chargé du commandement provisoire d'une division, près de Maubeuge, par ordre du 26 février 1794. Nommé commandant de la ville de Bergues, il s'acquitta de cette fonction, alors difficile, de manière à mériter l'estime des habitants et des militaires. Le général Gigaux, dont la santé était fortement altérée, par suite des blessures qu'il avait reçues, et des fatigues de la guerre,

demanda et obtint sa retraite, le 25 août 1796, après 31 ans 4 mois et 5 jours de service, y compris 4 campagnes. Il fixa alors sa résidence à Hondscootte; fut nommé maire de cette commune, le 4 juin 1803, et donna, le 15 septembre 1814, sa démission de cette charge, qu'il ne pouvait plus remplir à cause de ses infirmités. Il mourut à Hondscootte, le 28 février 1817, honoré de l'estime et des regrets de tous les gens de bien. (*Etats militaires*.)

DE GISCARO, *voyez* DE LA BARTHE.

DE GISORS, *voyez* DE BELLE-ISLE.

DE GIVRY, *voyez* D'ANGLURE *et* DU BOIS-OLIVIER.

DE GOAS, *voyez* DE BIRAN.

GODART (Roch, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Arras, le 19 mars 1761. Il entra au service, le 1er mars 1778, comme soldat, au régiment d'infanterie d'Orléans, où il fut fait caporal, en avril 1782. Il prit son congé, le 6 octobre 1786, et rentra dans ses foyers. Il fut nommé capitaine au 6e bataillon du département du Pas-de-Calais, en septembre 1792, et devint chef de ce bataillon, au mois d'octobre suivant. Il fit la campagne de cette année, en Belgique, sous les ordres du général Dumourier. Il servit pendant la campagne de 1793, entre Furnes et Dunkerque, soutint le siége de cette dernière place, et y eut un cheval tué sous lui. Il obtint une carabine d'honneur, pour récompense de sa conduite devant l'ennemi. Après le déblocus de Dunkerque, il marcha, sous les ordres du général Jourdan, à celui de Maubeuge, où il commanda 3 bataillons réunis. Il se trouva, en 1794, au siége de Maestricht; et, lorsque cette place fut prise, il fut envoyé sur les bords du Rhin, avec son bataillon. Il servit au blocus de Mayence, en 1795. Lors de la formation des demi-brigades, il fut nommé, le 20 avril 1795, chef de celle qui fut composée de son bataillon, du 8e bataillon du Pas-de-Calais, et du 10e bataillon de Paris. On l'envoya, quelque temps après, garder

les bords du Rhin, entre Strasbourg et Neuf-Brisack. En 1796, on incorpora quelques bataillons dans sa demi-brigade, qui reçut alors le n° 79. Ayant passé le Rhin, avec l'armée du général Moreau, il fit la campagne en Souabe et dans le Tyrol. Sa demi-brigade eut constamment à combattre, de concert avec la 38ᵉ, une division autrichienne, forte de 10 à 12,000 hommes, et perdit, pendant cette campagne, 64 officiers et 1600 sous-officiers ou soldats, tués, blessés ou faits prisonniers de guerre. Il repassa le Rhin à Huningue, vers la fin de septembre 1796, et alla servir au siége de Kehl. Après la prise de ce fort, la 79ᵉ demi-brigade fut envoyée en Italie, où elle prit part aux opérations militaires jusqu'à l'époque de la signature du traité de Campo-Formio. Dans ce dernier temps, le chef de brigade Godart fut envoyé, avec sa troupe, à Corfou. Il eut, vers le milieu de l'année 1797, le commandement de la place et de l'île de Corfou, et le conserva pendant les années 1798 et 1799. Dans le courant de cette dernière année, les îles de Céphalonie, de Zanthe, et plusieurs autres dépendantes de Corfou, furent successivement prises par les Russes et par les Turcs. Après avoir soutenu un siége de 4 mois, la place de Corfou fut elle-même obligée de capituler, et la garnison rentra en France. La 79ᵉ demi-brigade avait perdu, pendant la durée de son séjour dans les îles du Levant, 800 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Elle reçut, en arrivant à Lyon, l'ordre de venir tenir garnison à Paris Le chef de brigade Godart fit, à la tête de son corps, les campagnes de 1799 et 1800, à l'armée de l'Ouest, sous les ordres des généraux Brune et Bernadotte: sa demi-brigade fournit, vers ce temps, un détachement de 1400 hommes pour les expéditions de Saint-Domingue et de la Guadeloupe. En 1803, elle fit partie du camp sous Bayonne, commandé par le général Augereau. Les 77ᵉ et 79ᵉ demi-brigades de ligne ayant été amalgamées, formèrent le 79ᵉ régiment d'infanterie, dont le chef de brigade Godart fut fait colonel, le 23 novembre 1803. Ce régiment fut alors envoyé au camp de Saintes, sous les ordres du général Lagrange. Vers la fin de 1804, le colonel Godart

reçut l'ordre de quitter le camp de Saintes, avec 3 bataillons de son régiment (le 4ᵉ bataillon avait été détaché en Espagne), et de se rendre à l'armée d'Italie, sous les ordres du maréchal Masséna. Il se trouva à la bataille de Caldiero, en 1805, et s'y distingua, en prenant à propos en flanc une colonne hongroise, forte de 5 à 6000 hommes, qui poursuivait les divisions Duhesme et Gardanne. Il mit cette colonne en déroute, lui fit environ 1200 prisonniers, et rétablit ainsi le combat à l'avantage des Français. Après cette campagne, et la paix qui fut la suite de la bataille d'Austerlitz, le colonel Godart fut envoyé, avec son régiment, en Dalmatie, sous les ordres du général Molitor. La ville de Raguse étant bloquée par 6000 Monténégrins et 3000 Russes, le colonel Godart marcha au déblocus de cette place, avec son régiment, composé de 1420 hommes; 4 compagnies de grenadiers et de voltigeurs du 81ᵉ régiment, fortes d'à peu près 300 hommes; 78 chasseurs d'Orient, et une vingtaine de Morlaques : cette expédition eut lieu, le 6 juillet 1806, sous les ordres des généraux Delgence et Molitor. Après une charge hardie et à la baïonnette que fit exécuter le colonel Godart, l'ennemi fut culbuté, de manière à ne pouvoir se rallier, et on débloqua la place de Raguse, dans laquelle le général français Lauriston se trouvait enfermé : l'artillerie de siége, les munitions et les bagages de l'ennemi tombèrent au pouvoir des Français. En septembre et octobre suivants, le colonel Godart commanda son régiment aux affaires qui eurent lieu dans le Canali et près de Castel-Nuovo, entre le corps d'armée du maréchal Marmont, les Monténégrins et les Russes. Il séjourna, en 1807 et 1808, dans les états de Raguse, et fit, pendant ce temps, différentes expéditions contre les insurgés, Turcs et Dalmates. En 1809, la guerre ayant de nouveau éclaté entre la France et l'Autriche, le colonel Godart quitta le pays de Raguse, avec son régiment, pour marcher, sous les ordres du maréchal Marmont, contre l'armée autrichienne. Il se trouva à différents combats, où il se distingua, et particulièrement à la bataille de Gospich, où son régiment se mesura contre l'armée ennemie, qui vou-

lait s'opposer au passage des Français dans la Croatie. Le colonel Godart combattit aussi, à la tête du 79[e] régiment de ligne, aux affaires de Gratz, en Styrie, et à la bataille de Wagram. La conduite qu'il tint dans cette dernière affaire, lui mérita le grade de général de brigade, qui lui fut conféré, le 11 septembre (1). Il fit, en cette qualité, les campagnes de 1810 et 1811, aux armées d'Espagne et de Portugal, et fut employé aux siéges d'Astorga, de Ciudad-Rodrigo et d'Alméida. Il revint en France vers la fin de 1811, et obtint, au commencement de 1812, le commandement du département du Tarn. Il reçut, au mois d'août de cette dernière année, l'ordre de se rendre en poste à la grande-armée de Russie, et y fut nommé gouverneur de la ville et de la province de Wilna. Il fit la campagne de 1813, en Saxe, et commanda la brigade d'avant-garde du corps d'armée qui se porta sur les frontières de la Bohême. Le général Godart s'établit, le 18 août, sur cette frontière, avec environ 1500 hommes d'infanterie, une demi-compagnie d'artillerie, 2 pièces de 8, et 200 chasseurs à cheval. Le 22 du même mois, il fut attaqué par l'avant-garde ennemie, forte d'environ 4000 hommes d'infanterie, d'un régiment de cavalerie légère, et de 6 pièces de canon. Après avoir vaillamment soutenu le premier choc des Autrichiens, il effectua sa retraite sur Dresde, en combattant pendant toute la journée. Il eut en cette occasion 2 chevaux tués sous lui, et reçut une forte contusion d'un coup de feu au bras droit : 600 hommes de sa brigade furent tués, blessés ou faits prisonniers. A la bataille de Dresde, le 26, le général Godart ayant reçu un coup de feu qui lui traversa la cuisse, on fut obligé de l'enlever du champ de bataille, et de le transporter dans Dresde, où il resta jus-

(1) Il y avait alors 15 ans que le colonel Godart commandait le 79[e] régiment, et il avait souvent reçu des généraux et maréchaux les plus grands éloges, tant pour la bonne conduite et la bravoure de ce régiment devant l'ennemi, que pour l'instruction et la discipline qui l'avaient toujours fait remarquer.

qu'au moment de la capitulation, qui portait que les Français rentreraient en France. Cette capitulation ne fut pas ratifiée par les puissances alliées; et, les Français ayant été considérés comme prisonniers de guerre, le général Godart fut, ainsi que ses compagnons d'armes, conduit en Hongrie, où il resta jusqu'après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, et la paix générale qui en fut la suite. S. M. Louis XVIII l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet de la même année, et commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août suivant. Sous le gouvernement de Napoléon Buonaparte, le général Godart avait été créé baron d'empire. (*Etats militaires, Moniteur.*)

DE GOGUELAT (François, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Château-Chinon, en Nivernais. Il entra dans le corps des ingénieurs-géographes, en 1767, et fut employé, en cette qualité, au dépôt de la guerre, puis à la reconnaissance des côtes de Bretagne, et successivement à celle des frontières du Hainaut et des deux Évêchés. Il quitta le corps des ingénieurs-géographes, pour entrer, comme capitaine, dans le régiment d'Artois-dragons, d'où il sortit peu d'années après, pour servir dans le corps de l'état-major-général de l'armée. A l'époque de la révolution française, étant alors aide-maréchal-des-logis de l'armée, il fut employé près des troupes rassemblées à Versailles, sous les ordres du maréchal de Broglie. Il eut, à la même époque, l'honneur d'être admis dans la confiance particulière de LL. MM. le roi Louis XVI et la reine Marie-Antoinette, qui le chargèrent de leurs correspondances secrètes. La reine lui donna la charge de secrétaire de son cabinet, emploi qu'il exerça sans quitter le service de l'état-major. LL. MM. lui confièrent aussi, à diverses époques, plusieurs missions importantes et délicates, tant auprès de François II, empereur d'Autriche, qu'à la cour de Londres, et auprès du prince de Condé, qui se trouvait alors à Worms. Le roi ayant pris, en juin 1791, la résolution de quitter Paris, choisit le baron de Goguelat pour porter au marquis de

Bouillé les ordres relatifs à l'exécution du projet qu'avait S. M. de se retirer dans une des places fortes où commandait cet officier-général. Montmédy ayant été le point désigné, le marquis de Bouillé chargea le baron de Goguelat de placer, sur la route que devait parcourir le roi, des détachements tirés des régiments de Damas, Royal Dragons, Royal Allemand cavalerie, et Lauzun-hussards : ces détachements devaient assurer la retraite de S. M. Après avoir rempli cette mission, le baron de Goguelat allait en rendre compte au marquis de Bouillé, lorsqu'il trouva le roi arrêté à Varennes. Il tira alors de leurs quartiers une cinquantaine de hussards de Lauzun, et se mit à leur tête, afin de dissiper l'attroupement qui compromettait la sûreté de la famille royale. Dans cette occasion, il reçut une blessure grave. Arrêté peu de temps après, il fut jeté dans les prisons de Mézières, où il essuya des persécutions de toute espèce, et d'où il fut transféré dans celles d'Orléans. Son procès fut instruit; et il eût inévitablement été condamné, si l'acceptation de la constitution par Louis XVI n'avait amené l'élargissement de toutes les personnes qui avaient concouru à l'évasion de S. M. Rendu à la liberté, le baron de Goguelat vint à Paris, où il reçut de nouvelles preuves de confiance de LL. MM. Il reçut des mains du roi la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il resta constamment attaché à la personne de ses souverains, et partagea tous leurs dangers, particulièrement dans la journée du 20 juin 1793. A celle du 10 août, il ne quitta pas le roi, et accompagna S. M. lorsqu'elle se rendit à l'assemblée nationale, où elle fut placée, ainsi que la famille royale, dans la tribune du logographe. Le baron de Goguelat ne se sépara de LL. MM. que lorsqu'elles lui en eurent donné l'ordre, et après qu'elles eurent été conduites dans la prison du Temple. Il continua cependant de rester à Paris, dans l'espoir d'être encore utile à son souverain; mais, s'étant trouvé impliqué dans le procès du roi, et voulant éviter à l'infortuné monarque les désagréments d'une confrontation, il prit le parti de sortir de France, et de passer en Angleterre, où il ne demeura que peu de temps. Il repassa en-

suite sur le continent, et se rendit à Ham, auprès de S. A. R. MONSIEUR (aujourd'hui S. M. Louis XVIII). Ayant obtenu de ce prince la permission de servir dans l'armée autrichienne, il alla joindre le prince de Cobourg, qui faisait alors le siége de Valenciennes. Le baron de Goguelat avait été recommandé au général autrichien par le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur de la cour de Vienne près celle de France. Après avoir pris les ordres de l'empereur, le prince de Cobourg plaça M. de Goguelat dans le régiment de Bercheny-hussards. Le brevet impérial porte la date du 12 juin 1793, et relate que l'emploi accordé au baron de Goguelat est une récompense des services qu'il a rendus au feu roi de France et à la reine. Il joignit son régiment au siége de Condé; et, après la prise de cette place, il alla servir au siége du Quesnoy. Il fit toutes les campagnes de cette époque, et se trouva à toutes les affaires auxquelles le régiment de Bercheny prit part, notamment aux trois batailles de Fleurus, les 3, 16 et 26 juin 1794. Il commanda les avant-postes du corps aux ordres de M. le baron de Risé, devant Maubeuge; ceux du corps de M. le prince de Wurtemberg, sur la Sieg, et ceux de M. le comte de Kaunitz, devant Maubeuge. A l'époque de l'incorporation du régiment de Bercheny-hussards dans celui de Rosemberg-dragons, le baron de Goguelat passa, avec son grade, dans ce dernier régiment. Il alla ensuite servir à l'armée d'Italie, en qualité de second colonel du régiment des chasseurs de Bussi. Il se distingua en plusieurs occasions, et particulièrement aux combats que livrèrent les Autrichiens, lorsque les Français effectuèrent le passage du Mincio. Il fut élevé, le 5 juin 1801, au grade de général-major; et comme tel, il eut le commandement de la Bukowine et des frontières de la Moldavie. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, il quitta le service d'Autriche, pour rentrer à celui de France, et fut créé maréchal-de-camp, le 10 septembre de la même année. Lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars 1815, le baron de Goguelat, n'ayant pu obtenir l'autorisation de suivre le roi à Gand, retourna en Autriche,

où il séjourna jusqu'après la seconde restauration, époque à laquelle il revint de nouveau en France. S. M. le nomma au commandement de la place de Brest, le 3 juillet 1816. Il conserva ce commandement jusqu'au 1er janvier 1819, époque à laquelle il en fut privé par suite des mesures générales d'ordre et d'économie que le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, ministre de la guerre, avait fait adopter par le roi. Il fut mis alors à la retraite. Par ordonnance royale du 10 novembre de la même année 1819, il reçut le grade de lieutenant-général. Il fut nommé membre du conseil d'administration des Invalides, le 7 janvier 1821, et élevé à la dignité de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er mai de la même année. Le baron de Goguelat a été fait commandeur de 1re classe de l'ordre du Phénix de Hohenlohe, en 1801. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE GOMBAULT (Charles), *comte d'Auteuil, maréchal-de-camp*, naquit le 11 février 1701. Il fut nommé lieutenant, au régiment d'infanterie de Flandre, au mois de février 1712; passa lieutenant en second des grenadiers du même régiment, le 2 mai 1718; capitaine en second, le 22 mai 1720, et capitaine en pied, le 8 avril 1722. Il devint capitaine de grenadiers, le 2 octobre 1741; obtint, le 19 mai 1744, une commission pour tenir rang de lieutenant-colonel; fut fait lieutenant-colonel de son régiment, le 10 septembre suivant, et fut créé brigadier, le 10 mai 1748. Il avait alors fait les campagnes de l'armée du Dauphiné, de 1712 à 1739, celle de l'île de Corse, en 1741, et celle de l'armée d'Italie. Il s'était trouvé à de nombreux combats, siéges et batailles; avait été blessé, en 1744, au siége de Coni, où il avait eu le bras cassé d'un coup de feu, et avait été fait prisonnier de guerre, en 1746, dans la ville d'Asti, qu'il avait concouru à défendre. Il fut employé, comme brigadier, au camp de Gray, en 1753, et sur les côtes, depuis 1756 jusqu'en 1760. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 20 février 1761, il se démit alors de la lieute-

nance-colonelle du régiment de Flandre, et ne fut pas employé depuis. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 441.)

DU GOMMIER, *voyez* COQUILLE.

DE GONDRIN, *voyez* DE PARDAILLAN.

DE GONDI (Albert), *comte*, puis *marquis*, et ensuite *duc* de Retz, *maréchal de France*, naquit à Florence, le 4 novembre 1522. Il parut à la cour d'Henri II, à son avénement à la couronne, en 1547; et eut, vers 1550, une compagnie de chevau-légers. Il servit à la bataille de Renty, le 13 août 1554. Henri II le fit bientôt après gentilhomme de la chambre, et maître de la garde-robe de Charles de France (depuis Charles IX). Il continua d'exercer ces charges sous les rois Charles IX et Henri III. En 1555, il s'acquit beaucoup de réputation en Italie, aux siéges d'Ulpiau, de Coni, et à la prise de Verceil. Il servit aussi avec beaucoup de distinction dans les expéditions que l'on fit en Piémont et en Corse. Il se trouva à la bataille de Saint-Quentin, le 10 août 1557, et au combat de Gravelines, le 13 juillet 1558. Nommé, en 1559, capitaine d'une compagnie de gendarmes, il combattit à Saint-Denis, le 10 novembre 1567; à Jarnac, le 13 mars 1569; et à Moncontour, le 3 octobre suivant. On le choisit pour porter au roi, à Tours, la nouvelle de cette dernière victoire. Il fut nommé, dans ce même mois d'octobre, capitaine de 50 hommes d'armes. Créé chevalier de l'ordre du roi, il obtint une place de conseiller-d'état. Employé comme ambassadeur à la cour de Vienne, en 1570, pour le mariage de Charles IX avec Élisabeth d'Autriche, il épousa cette princesse, au nom du roi, le 22 octobre. A la mort du maréchal de Vieilleville, le comte de Retz fut établi gouverneur et lieutenant-général au pays Messin, et gouverneur de la ville de Metz, par provisions données à Duretal, le 30 novembre 1571. On le fit capitaine de la première compagnie des gentilshommes de la maison du roi, après la mort du duc de Roannois, par provisions du 12 décembre de la même année. Il fut chargé,

sur la fin de l'année 1572, d'une mission auprès d'Élisabeth, reine d'Angleterre. Il réussit à empêcher l'arrivée des secours que les protestants attendaient d'Angleterre. Revenu de Londres, au commencement de 1573, le comte de Retz commanda une escadre, et força le comte de Montgommméry d'abandonner Belle-Isle. Le roi érigea cette ville en marquisat, et la donna au comte de Retz, qui partit ensuite pour le siége de la Rochelle, où il reçut une blessure. Il fut pourvu d'une charge de maréchal de France, vacante par la mort du maréchal de Tavanes, par état donné au château de Boulogne, le 6 juillet 1573(1), enregistré à la connétablie, le 2 août 1574. On le pourvut du gouvernement de Provence, par provisions données au même lieu et le même jour, 6 juillet 1573 : elles furent enregistrées au parlement de Provence, le 22 août 1574. Le maréchal de Retz se démit alors du gouvernement du pays Messin. Il accompagna le duc d'Anjou (Henri III) en Pologne, revint en France avec lui, et représenta le connétable au sacre de ce prince, qui l'admit à son conseil secret. Il se démit de sa compagnie des 100 gentilshommes, au mois de janvier 1575. Commandant en chef l'armée de Provence, il soumit au roi les villes et châteaux qu'y tenaient les factieux, et remit sous l'obéissance du pape la ville de Menerbe. Pourvu du gouvernement des ville et château de Nantes, et de la lieutenance-générale au pays Nantais, le 12 février 1578, il se démit du gouvernement de Provence, le 1er juin suivant. Créé chevalier des ordres du roi, le 31 décembre de la même année, il obtint, le 24 juin 1579, la charge de général des galères, pour Charles de Gondi, marquis de Belle-Isle, son fils aîné, avec une commission du même jour pour exercer cette charge pendant la minorité de son fils. En 1580, l'esprit de discorde ayant divisé le gouverneur-général du marquisat de

(1) Cet acte est rapporté dans l'histoire généalogique de la maison de Gondi, tom. II, pag. 560; dans les comptes de l'ordinaire des guerres et dans les registres de la connétablie. Moréri et l'historien des Grands-Officiers de la Couronne se trompent donc, lorsqu'ils datent cette nomination, le premier de 1567, le second de 1574.

Saluces, et les gouverneurs particuliers des places de ce gouvernement, le maréchal de Retz y fut envoyé avec un plein pouvoir, daté de Fontainebleau, le 27 septembre, pour pacifier, accommoder, et même réduire par force les gouverneurs particuliers dans tout le pays, les destituer, en mettre d'autres, faire de nouvelles levées, assembler une armée; enfin faire et exécuter tout ce qui conviendrait le mieux pour le service du roi. Il répondit à l'idée qu'on avait de ses talents, parvint à réunir ces gouverneurs, et, après avoir rendu le calme à cette province, il revint à la cour. Le roi érigea en sa faveur, pour lui et ses descendants, le comté de Retz en duché-pairie, par lettres données à Paris, au mois de novembre 1581; enregistrées au parlement de Paris, le 20 mars, et à celui de Rennes, le 20 avril 1582. Il fut reçu en cette qualité, et en celle de conseiller d'honneur, au parlement de Paris, le 20 mars de la même année. Il prêta serment le même jour pour la charge de maréchal de France. Au sacre de Henri IV, en 1594, il représenta le comte de Toulouse. Le 25 avril 1598, on accorda à son second fils la survivance de la charge de général des galères. Le maréchal se démit du gouvernement de Nantes, et de la lieutenance-générale du comté Nantais. Il se trouva, le 16 octobre 1596, à Rouen, à la suite du roi, lors de l'ouverture de l'assemblée des notables que ce monarque avait réunis dans cette ville. Il servit ce prince avec fidélité jusqu'à sa mort, arrivée le 22 avril 1602. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 322; *Histoire généalogique de la maison de Gondi*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*; *de Thou*, *et Moréri.*)

DE GONTAUT (Charles), *baron,* puis *duc de Biron*, *pair, maréchal et amiral de France* (1), naquit vers l'an 1552.

---

(1) Il était fils aîné du célèbre maréchal de Biron, que Henri IV surnommait son bras droit, et dont la valeur et les grands talents militaires affermirent la couronne sur la tête de ce monarque. (Voy. le tom. II de l'*Histoire généalogique et héraldique des Pairs de France, des Grands-Dignitaires de la Couronne, des principales Familles nobles du royaume, et des Maisons princières de l'Europe, par M. de Courcelles, in-4°, art.* DE GONTAUT-BIRON, *pag.* 24.)

Il fut élevé dans la maison paternelle. Son goût dominant pour la carrière militaire détermina le maréchal de Biron, son père, à l'emmener avec lui, dès l'âge de 15 ans. Il fit ses premières armes dans l'armée que son père commandait en Guienne, en 1580. Le maréchal s'étant cassé la cuisse dans un pas glissant, et sa blessure ne lui permettant pas de conduire les troupes, celles-ci choisirent unanimement le jeune Biron pour leur général : ce choix fut dès-lors regardé comme un présage de sa future élévation. Dans la campagne que le maréchal de Biron fit en Flandre, en 1582, les Suisses demandèrent pour leur colonel le jeune Biron : celui-ci fut en conséquence nommé colonel et surintendant des Suisses, qui étaient au service de François de France, duc d'Anjou, par provisions de ce prince, données à Ruremonde, le 25 mars 1583. Il préta serment, en cette qualité, entre les mains du maréchal, son père, le 3 avril suivant. Nommé capitaine d'une des compagnies d'ordonnance que le roi, par ses lettres, données à Blois, le 6 février 1589, appelait auprès de sa personne, pour le servir contre ses sujets calvinistes rebelles, il se rendit à ce nouveau poste, le 12 mars, et fut nommé pour commander l'armée d'Orléanais, par pouvoir du 6 avril. Il conduisit, au mois de décembre, les troupes du roi devant Vendôme; et, en moins de trois heures, il emporta les faubourgs, la ville et le château. Lorsqu'en 1589, Henri de Bourbon eut été reconnu roi de France, sous le nom de Henri IV, Biron suivit l'exemple de son père, et servit ce prince avec autant de dévouement que d'intrépidité. Il se couvrit de gloire à la bataille d'Arques, où il commanda un détachement de cavalerie, qui avait 2 coulevrines dans son centre. Ce détachement s'étant ouvert à propos vis-à-vis de 2 escadrons ennemis, les coulevrines tuèrent une grande partie des hommes dont se composaient ces 2 escadrons, et mirent le reste en fuite. Créé maréchal-de-camp, en 1590, Biron se signala de nouveau à la bataille d'Ivry, où il commanda un escadron de 250 chevaux. Combattant à côté du roi, il reçut deux blessures, l'une au bras, l'autre au visage. La cavalerie légère du roi courait risque

d'être mise dans une entière déroute, par un escadron de lances wallonnes : Biron chargea cet escadron en queue, pendant que le duc de Montpensier le chargeait en tête. Dans un combat opiniâtre, qui eut lieu au passage de la rivière d'Aisne, lorsque le duc de Parme se retirait en Artois, Biron rompit et dissipa les colonnes ennemies. Après la levée du siége de Paris, le baron de Biron s'engagea tellement en avant au milieu des bataillons espagnols, qu'il aurait perdu la vie, ou tout au moins la liberté, si le roi n'était accouru en personne à son secours. Il fut fait capitaine de 50 hommes d'armes, en 1591. Il eut part à la défaite d'un détachement commandé par le duc d'Aumale, qui s'approchait pour secourir Noyon. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Il servit au siége de Rouen, en 1592. Le duc de Parme avait posté 3000 hommes dans un bois, près de son camp, et avait bordé ce bois de retranchements qui communiquaient à ce même camp; le baron de Biron, en trois heures de combat, força et emporta ce bois : il fut blessé pendant l'action. Il reçut encore une blessure au siége d'Épernay, où son père fut tué (1). On le fit maréchal-de-camp-général, à la mort du marquis de la Valette, par provisions du 21 août. Il fut pourvu de la charge d'amiral de France et de Bretagne, vacante par la mort de la Valette, et sur la démission du duc d'Épernon, par provisions données au camp de Champs, le 4 octobre de la même année; et il prêta serment, pour ces charges, le lendemain. En 1593, il marcha vers la Loire, et se saisit de Meun. Il forma ensuite l'attaque de Dreux, qui se rendit au roi, après cinq semaines de siége. Il se démit de la charge d'amiral, et fut pourvu de celle de maréchal de France, devenue va-

---

(1) « Le roi, dit Mézeray, aurait eu une plus grande peine à se con» soler de la mort du maréchal, s'il n'eût cru que le baron de Biron, son » fils, étant façonné de sa main, pouvait lui rendre d'aussi grands ser» vices, d'autant plus qu'il avait toute l'expérience du père. Nul, disait » Henri IV, en parlant du baron de Biron, n'a l'œil plus clair à recon» naître l'ennemi, et la main plus prompte à disposer une armée. »

cante par la mort de son père, par état donné à Mantes, le 26 janvier 1594. Il prêta serment, en cette qualité, le 8 février suivant. Il assiégeait, la même année, la ville de Laon, lorsque Mansfeld, général espagnol, tenta d'y faire entrer un convoi. Le maréchal de Biron, qui prétendait couper ce convoi, partit de son camp, pendant la nuit du 17 juin, cacha sa cavalerie à une lieue de la Fère, dans deux petits bois qui séparaient le grand chemin, se plaça avec son infanterie dans des blés, qui le dérobaient aux yeux des passants, et resta dans son embuscade durant toute la journée du lendemain. Vers le soir, les chariots des ennemis s'avancèrent à la faveur de l'obscurité : Biron contint alors ses troupes, et ne permit l'attaque que lorsque tout le convoi eut défilé. Les Anglais et les fantassins français tombèrent alors de concert sur l'avant-garde italienne, qui soutint le choc avec fermeté ; mais l'arrière-garde espagnole ayant pris la fuite du côté de la Fère, la cavalerie de Biron sortit du bois, et la tailla en pièces. Cependant, le reste de l'escorte se défendant avec opiniâtreté, et se retranchant derrière les chariots, Biron fait descendre de cheval la noblesse qui l'accompagne, marche à la tête des Suisses, charge les ennemis, et les force d'abandonner le convoi. Le maréchal fait brûler 400 chariots, prend une partie des chevaux, et rejoint le roi dans la même nuit. Cette action hardie consterna tellement les ennemis, qu'ils ne pensèrent plus à secourir la ville de Laon, qui se rendit, le 20 juillet. Le maréchal de Biron fut nommé pour commander l'armée de Bourgogne, par pouvoir du 27 janvier 1595. Il prit, le 4 février, par intelligence, la ville de Beaune, dont le château se défendit pendant 28 jours : Auxonne lui ouvrit ses portes, à la fin d'avril. Le maréchal de Biron fut pourvu du gouvernement de la province de Bourgogne, sur la démission supposée du duc de Mayenne, par provisions données à Paris, le 20 avril. Autun se rendit le 15 mai, et Dijon reçut le maréchal avec ses troupes, sur la fin du même mois. Le roi, arrivé à Dijon, le 4 juin, fit commencer le siége des châteaux par son infanterie, et partit ensuite, accompagné de Biron, pour marcher avec sa cavalerie jusqu'à Fontaine-

Française, au-devant des Espagnols qui venaient au secours des deux châteaux. Le 5 juin, le roi envoya à la découverte 100 cavaliers, qui revinrent en désordre, poursuivis par 400 chevaux, et sans avoir pu reconnaître l'armée espagnole. Biron offrit d'aller faire cette reconnaissance, et partit à cet effet avec 300 chevaux. Ayant rencontré une garde avancée de 60 hommes, il l'écarta, et découvrit les ennemis en ordre de bataille. Bientôt après, 150 chevaux de l'armée royale se trouverent vivement pressés par 400 cavaliers ennemis, qui, à la vue du maréchal de Biron, se séparèrent en deux corps, et se portèrent, les uns sur la droite, les autres sur la gauche, pour découvrir s'il était soutenu. Biron, pour les empêcher de reconnaître ses derrières, partagea sa troupe en trois corps; mais, sur ces entrefaites, 900 cavaliers ennemis se joignirent aux premiers, et chargèrent la troupe de Biron. Un des combattants de cette troupe, abattu sous son cheval, allait tomber au pouvoir des Espagnols. Biron, accouru à son secours, le dégage, et repousse les Espagnols à quelque distance. De nouveaux escadrons paraissant pour l'envelopper, il se retirait, lorsqu'il reçut un coup de sabre sur la tête, et un coup de lance dans le bas-ventre. Pour faciliter la retraite du maréchal, Henri IV détacha 100 chevaux, les suivit en personne pour les appuyer, et chargea avec succès les troupes de la ligue. Déjà le roi avait culbuté 2 escadrons, et dans cette mêlée terrible, le combat devenait très-hasardeux pour S. M., quand Biron, que l'on croyait hors d'état de combattre après la blessure qu'on lui avait vu recevoir, revint sur le champ de bataille avec 120 chevaux qu'il avait ralliés, et acheva la déroute des ligueurs (1). Le

(1) L'émulation de bravoure était telle entre Henri IV et Biron, que, dans cette rencontre, un serviteur du roi ayant représenté à ce monarque qu'il y avait trop de risque à se jeter aveuglément au milieu des ennemis : « Il est vrai, dit Henri; mais, si je ne le fais, et que je ne » m'avance, le maréchal s'en prévaudra toute sa vie. » Lorsque Biron, devenu coupable, osa plus tard accuser son roi d'ingratitude, Henri, se

général espagnol prit alors le parti de retourner en Franche-Comté, et les châteaux de Dijon se rendirent au roi. On réunit en faveur de Biron, et en celle de ses successeurs, le gouvernement de Bresse et celui de Bourgogne, par lettres-patentes données à Lyon, le 1er septembre. Le maréchal de Biron se rendit en Artois, sur la fin du mois d'août 1599. Les troupes qu'il avait alors à sa disposition, consistaient seulement en 400 cavaliers, dont il se servit pour harceler l'ennemi par des courses continuelles. Au commencement de septembre, Biron n'ayant auprès de lui que 60 cavaliers, en rencontra 600 des ennemis près de Saint-Pol, commença l'action, pendant laquelle Montécuculli et Varambon lui disputèrent quelque temps la victoire; mais le reste de la cavalerie de Biron étant arrivé, les ennemis prirent la fuite : ils perdirent 200 hommes, tués ou prisonniers. Montécuculli et Varambon furent du nombre de ces derniers, et on les conduisit à Rouen. La ville de Saint-Pol fut prise et pillée. De là, étendant ses courses jusqu'à Douay, Biron finit la campagne, et fit un butin considérable. Les Espagnols ayant surpris Amiens, en 1597, Biron eut ordre d'aller, avec 4000 hommes, former le blocus de cette place. Il se fortifia à quelque distance de la ville, tira des lignes de circonvallation, arrêta ou rendit inutiles les sorties que tentèrent les Espagnols, et donna aux troupes royales le temps de venir les renforcer. Le roi, s'étant rendu au mois de juin devant Amiens, on commença les attaques, et le maréchal de Biron y fit des prodiges de valeur : Amiens capitula le 25 septembre. Le roi créa Biron duc et pair de France, par lettres d'érection de la baronnie de Biron en duché-pairie, données à Paris au mois de juillet 1598, et registrées au parlement de Paris, le 30. Dans le courant de ce même mois, Biron assista, au nom du roi, à la cérémonie du serment que fit à Bruxelles l'archiduc Albert, pour cinq des articles de la paix de Vervins qui con-

---

rappelant plusieurs circonstances, et entr'autres le combat de Fontaine-Française, s'exprima ainsi : « Je sais qu'il m'a bien servi : mais il ne peut nier que je lui ai sauvé la vie trois fois. »

cernaient les Pays-Bas espagnols. La guerre se renouvela en 1600. Le duc de Savoie retenait alors le marquisat de Saluces. Le maréchal de Biron ayant reçu l'ordre de s'emparer de la Bresse, emporta d'assaut, le 13 août, la ville de Bourg, capitale de la province, et envoya le lendemain au roi, qui était à Chambéri, 7 drapeaux et 1 étendard. Pendant qu'on faisait continuer le siége de la citadelle, il alla se saisir du pont d'Ains, de Pontçain, des Alimes, d'Ambronai, de Saint-Denis, de Chausson, de Saint Rambert, du Bellay, de Pierre-Châtel, en Bugey; du fort de la Cluse, et du pays de Gex. Le roi donna la paix au duc de Savoie, le 17 janvier 1601. Le maréchal de Biron fut envoyé, cette même année, complimenter, de la part du roi, Élisabeth, reine d'Angleterre. Il fut envoyé, en janvier 1602, à Soleure, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour autoriser par sa présence le traité d'alliance conclu avec les cantons suisses par les ambassadeurs ordinaires. Depuis long-temps le roi était instruit que Biron entretenait des liaisons coupables avec les ennemis de l'état. Un nommé Lafin, son conseiller et son confident, trahit le maréchal, dévoila le complot, et nomma tous les complices. Il produisit même des preuves matérielles, telles que le roi crut devoir assembler un conseil secret, dont le résultat fut qu'il fallait arrêter le maréchal. En conséquence, Biron fut arrêté à Fontainebleau, le 14 juin, et conduit à la Bastille, le lendemain. L'obstination qu'il mit à tout nier au roi, qui faisait tout pour l'amener au repentir, fut cause que l'on commença l'instruction de son procès (1). Les juges le condamnèrent à mort, et il fut décapité dans l'intérieur de la Bastille, le 31 juillet 1602 (2). (*Chronologie mi-*

(1) « Il me fait pitié, disait le bon Henri à Sully; j'ai envie de lui pardonner, d'oublier tout ce qui s'est passé, et de lui faire autant de bien que jamais: toute mon appréhension est que, quand je lui aurai pardonné, il ne pardonne ni à moi, ni à mes enfants, ni à mon état. »

(2) Biron était d'un caractère bouillant, d'une activité extrême, brillant à la cour et sur les champs de bataille, prodigue et magnifique. Ses

litaire, tom. II, pag. 22; Histoire militaire des Suisses, Mémoires de Sully, Histoire de France du P. Daniel, le président Hénaut, le président de Thou, Vie des Hommes illustres, tom. XX; Mémoires de Castelnau, Davila, d'Aubigné, la Popelinière, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IV, pag. 518.)

DE GONTAUT (Louis-Antoine), *comte*, puis *duc* de Biron, *maréchal de France*, arrière-petit-neveu du précédent (1), naquit le 2 février 1701, et fut d'abord connu sous le nom de comte de Biron. Il entra au service comme garde-marine, en 1716, et obtint, le 1er janvier 1719, une commission de colonel réformé, à la suite du régiment de Chartres. Il leva, le 2 février 1727, une compagnie de cavalerie, au régiment de Noailles. On le fit colonel-lieutenant du régiment Royal-Roussillon infanterie, sur la démission du marquis de Ximenès, par commission du 22 juillet 1729. Il marcha en Italie, au mois de septembre 1733, à la tête de ce régiment; força, l'épée à la main, le chemin couvert de Pizzighitone, qui capitula le 29 novembre. Il ser-

---

premiers succès le rendirent fougueux, opiniâtre et présomptueux. Henri IV disait, en parlant des jactances et rodomontades, dans lesquelles Biron n'épargnait pas même son roi : « Il faut en supporter, » comme d'un homme qui ne peut pas plus s'empêcher de dire du mal » d'autrui, et de se vanter excessivement lui-même, que de bien faire, » lorsqu'il se trouve à une occasion, le cul sur la selle et l'épée à la main.» Le père de Biron disait quelquefois à son fils : « Baron, je te conseille, » quand la paix sera faite, d'aller planter des choux dans ta maison; au- » trement il te faudra perdre ta tête en Grève. » Biron avait lui même pressenti sa destinée, lorsque, effrayé de ses pertes énormes au jeu, il avait dit : « Je ne sais si je mourrai sur un échafaud ; mais je sais bien » que je mourrai à l'hôpital. »

(1) Il était le cinquième fils de Charles-Armand de Gontaut, duc de Biron, pair et maréchal de France, chevalier des Ordres du roi, dont les services militaires sont relatés, ainsi que ceux de 11 lieutenants-généraux des armées, et de 8 maréchaux-de-camp de cette maison, dans le tom. II de l'*Histoire généalogique des Pairs de France, Grands-Officiers de la Couronne*, etc., etc.

vit à l'attaque du château de Milan, qui se rendit le 29 décembre, et y fut blessé. Il se trouva au siége de Cortone, qui capitula le 18 janvier 1734, et à la prise du château de cette place, le 4 février. Créé brigadier des armées du roi, par brevet du 20 du même mois, il combattit aux deux attaques du château de Colorno, les 4 et 5 juin; et à la bataille de Parme, où il fut blessé, le 29. Après cette dernière affaire, il battit un corps de troupes qui protégeait un château, dans lequel il prit le général de la Tour, et 400 officiers. On le fit inspecteur-général de l'infanterie, par ordre du 31 juillet. A la surprise de la Secchia, le 15 septembre, étant chargé du commandement de l'arrière-garde et de toute l'artillerie, il soutint plusieurs attaques de la part des ennemis, et parvint à joindre l'armée à Luzzara, sans avoir été entamé. A la bataille de Guastalla, le 19, il commanda la brigade d'Auvergne. Les officiers-généraux qui étaient à portée de lui ayant été tués, il marcha alors à la tête du régiment du Roi et de deux régiments de dragons, battit les ennemis, et prit leur canon. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 18 octobre suivant, et devint colonel-lieutenant et inspecteur de son régiment d'infanterie, à la mort du marquis de Pezé, par commission du 15 janvier 1735. Il se démit alors de l'inspection générale de l'infanterie, et continua de servir à l'armée d'Italie. Voulant prendre les ennemis à revers, il fit passer le Mincio à la nage par une partie des troupes qu'il commandait, et chassa les Autrichiens de Gorto, le 15 juin. Il commanda sur l'Adige, et dans le Véronais. Il devint duc de Biron, sur la démission de son frère, le 29 février 1740. Il obtint, par commission du 6 août suivant, le gouvernement de Landrecies. Employé à l'armée de Bohême, par lettres du 20 juillet 1741, il y marcha avec la première division, et combattit à l'assaut qui emporta Prague, le 26 novembre. Il fit la guerre en Moravie pendant le reste de l'hiver. Il se rendit à Pissek, en 1742; combattit à Sahai, le 25 mai, et fit l'arrière-garde de l'armée qui, dans sa retraite sous Prague, fut continuellement harcelée par les Autrichiens. Il concourut à la défense de Prague,

et se signala, les 19 et 22 août, dans deux sorties que firent les Français. A la première, il pénétra l'épée à la main jusqu'à la batterie royale, défendue par plusieurs bataillons, qu'il défit; encloua le canon et les mortiers, détruisit les ouvrages, et fit prisonnier le chef du génie. Dans la seconde, il prit toutes les pièces de campagne des ennemis, et tua tout ce qu'il rencontra et qui ne prit pas la fuite. Sur la fin de l'action, il reçut un coup de fusil qui lui cassa la mâchoire, et une balle qui lui entra dans la tête, et l'obligea de se faire trépaner. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 20 février 1743, il rentra en France avec l'armée. Il combattit à Ettingen, sous le maréchal de Noailles, le 27 juin, et y commanda les brigades de Navarre, d'Auvergne, et du Roi. Il conduisit l'arrière-garde de l'armée entière, lorsqu'elle passa le ravin d'Ettingen. Il continua de servir à l'armée, commandée par le maréchal de Noailles, par lettres du 1er août, et marcha ensuite sur le Haut-Rhin, dont le maréchal de Coigny lui donna le commandement, depuis Neuf-Brisach jusqu'à Strasbourg. Il rendit inutiles les différentes tentatives que le prince Charles de Lorraine fit sur ce point. Il fut reçu chevalier des ordres du roi, le 1er janvier 1744. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du 1er avril suivant, il servit avec distinction au siége de Menin, dont il prit le chemin couvert, et qui capitula, le 4 juin. Au siége d'Ypres, qui capitula, le 27, il s'empara de la basse ville. Au siége de Furnes, rendu le 10 juillet, il fit rompre les écluses sous le feu de la place. Il passa ensuite en Alsace; fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 19 juillet; combattit à Haguenau, le 23 août, et finit la campagne, au siége de Fribourg, dont il attaqua le chemin couvert de la gauche: Fribourg capitula le 6 novembre. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du 1er avril 1745, il servit au siége de Tournay, et y prit le chemin couvert. Il combattit à la bataille de Fontenoi, le 11 mai, et défendit le village de ce nom, d'où il repoussa trois fois les ennemis. Il reçut, pendant l'action, plusieurs coups de feu dans sa cuirasse, et eut 3 chevaux tués sous lui et 2

blessés. Il fut nommé colonel du régiment des gardes-françaises, à la mort du duc de Grammont, par provisions du 26 du même mois, et se démit alors du régiment du Roi. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1746, il commanda la réserve, à la bataille de Raucoux, le 11 octobre. Il servit à la même armée, par lettres du 1er mai 1747. Étant lieutenant-général de jour, à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet, il conduisit la dernière attaque, fit avancer le canon qui favorisa cette attaque, et eut un cheval tué sous lui. Il fut reçu au parlement, comme pair de France, le 29 août 1749. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 24 février 1757, il prêta serment en cette qualité, le 13 mars suivant. Il mourut, doyen des maréchaux de France, le 29 octobre 1788. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 410, *mémoires du temps.*)

DE GONZAGUE (Louis), *duc de Nevers, commandant d'armée,* naquit le 18 septembre 1539. Il était fils puîné de Frédéric, duc de Mantoue, et fut connu d'abord sous le nom de prince de Mantoue, puis sous celui de duc de Nevers, qu'il prit, le 4 mars 1565, jour de son mariage avec Henriette de Clèves, héritière du duché de ce nom. Il vint en France, en 1549, et fut naturalisé par lettres de Henri II, données à l'Ile-Adam, au mois de septembre 1550, registrées à la chambre des comptes, le 15 novembre suivant. En 1557, il fut fait capitaine de 100 hommes d'armes des ordonnances du roi. Il servit à l'armée de Picardie, pendant le siége de Saint-Quentin, fut blessé à la journée de Saint-Quentin, le 10 août de la même année, et demeura prisonnier de guerre. Il servit au siége du Havre, en 1563. Le 22 juin 1566, on le reçut au parlement, en qualité de pair de France. Il eut, à la même époque, le gouvernement du Nivernais. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général du Piémont et du marquisat de Saluces, à la mort du maréchal de Bourdillon, et commandant l'armée au même pays, par provisions données à Fontainebleau, le 5 avril 1567 : il alla aussitôt en prendre possession. Il

revint, la même année, en France, et arriva à Lyon avec 13,000 hommes. La garnison de Mâcon incommodant tout le Lyonnais, il résolut de s'emparer de cette ville, et y entra, par composition, le 4 décembre. De là il se rendit en Champagne, où il réunit ses troupes à celles du duc d'Anjou. Au mois de février 1568, étant auprès de Donzy, avec un détachement de 60 hommes, il tomba sur la garnison d'Autrain, qu'il enfonça, et défit de plus 60 cavaliers protestants, accourus pour soutenir cette garnison : le duc, blessé au genou, se ressentit toute sa vie de sa blessure. En 1573, il servit au siége de la Rochelle, et suivit Henri III en Pologne. N'ayant pu persuader à ce monarque que la cession qu'il se proposait de faire au duc de Savoie des places du Piémont serait funeste à la France, qui par-là se verrait fermée pour toujours l'entrée de l'Italie, il se démit de son gouvernement du Piémont et du marquisat de Saluces, et il en fut déchargé, par lettres-patentes données à Lyon, le 19 octobre 1574. Il eut le commandement de l'armée en-deçà de la Loire, en Vendômois et au pays Chartrain, par pouvoir donné à Paris, le 16 septembre 1575 : cette armée était destinée à marcher contre le duc d'Alençon, qui avait quitté la cour. Le roi se trouvant alors dans les conjonctures les plus tristes, et sans argent, le duc de Nevers, touché des besoins de son souverain, vendit une partie considérable de son patrimoine, dont il prêta le produit au roi. En 1577, il assiégea et prit Issoire, en Auvergne, sur les protestants. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, à la première promotion de l'ordre, le 31 décembre 1578. En 1585, il crut devoir embrasser le parti de la ligue, dont il ne pénétrait pas alors les vues secrètes, que les chefs coloraient adroitement du voile de la religion. En conséquence, il tâcha de faire livrer Marseille aux ligueurs : son entreprise échoua, le 12 avril. Il partit alors pour Avignon ; et, ayant fait de mûres réflexions sur ses engagements avec un parti contraire à l'autorité royale, il écrivit au cardinal de Bourbon qu'il renonçait à la ligue. Nommé gouverneur et lieutenant-général en Picardie, à la mort du prince de Condé, par provisions données à

Paris, le 2 avril 1588, registrées au parlement de Paris, le 7 mai, il fit son entrée à Amiens, le 27 du même mois. Il commanda l'armée du Poitou et de la Saintonge, par pouvoir donné à Blois, le 18 octobre de la même année 1588; et, malgré la rigueur de la saison, depuis le 8 décembre jusqu'au mois de mars de l'année 1589, il prit Mauléon, Montagut, la Garnache, et 36 forteresses, dans le Bas-Poitou. Le gouvernement de Champagne et de Brie étant devenu vacant par la mort du duc de Guise, fut accordé au fils du duc de Nevers, par provisions données à Blois, le 18 janvier 1589, portant que le père exercerait, comme s'il était gouverneur: Gonzague se démit alors du gouvernement de Picardie. Après la mort du duc de Guise, Henri III, se trouvant en butte, et aux catholiques et aux protestants, et n'ayant d'autres ressources que celles que lui présentait la fidélité du duc de Nevers, il le rappela, avec l'armée qu'il commandait en Poitou. Le duc vint joindre le roi à Blois, l'accompagna à Tours, le servit et le soutint jusqu'à l'événement funeste qui enleva ce monarque à la France. Après la mort de Henri III, Henri IV étant dans une grande disette d'argent, le duc lui prêta 33,000 écus d'or. En 1590, il vint offrir ses services à Henri IV, à la tête d'une compagnie de gentilshommes. Il commanda en Champagne, en 1591 et 1592, et maintint cette province dans la tranquillité. En 1593, le roi ayant abjuré le calvinisme, songea à envoyer au pape une ambassade solennelle, et la confia au duc de Nevers, comme à l'un des seigneurs les plus propres à remplir cette importante mission. Le duc de Nevers eut, par pouvoir donné à Troyes, le 30 mai 1595, le commandement de l'armée de Picardie, de Normandie, de Champagne, et de l'Isle-de-France. Après la prise de Doullens, il se chargea de visiter les places des deux côtés de la Somme, et de les approvisionner. Il assura Amiens, s'enferma dans Corbie, et n'en sortit que lorsqu'il l'eut mise en état de soutenir un siége. Il prit les mêmes soins pour Saint-Quentin et pour Péronne. Ayant appris, à Saint-Quentin, que les Espagnols assiégeaient Cambray, il y envoya un secours, commandé par son fils, qui y entra

le 15 août. Il tomba malade à Nesle, et y mourut, le 23 octobre 1595. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 231; *Mémoires de Nevers*, *Histoire de M. de Thou*, *Histoire du Père Daniel*, *le président Hénaut*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE LA GORCE, *voyez* DE MERLE.

DE GORGUETTE (François-Pantaléon), *chevalier d'Argœuves*, *maréchal-de-camp*, naquit le 29 janvier 1729. Il avait été lieutenant-colonel du régiment de Chartres-dragons, lorsqu'on le créa brigadier de cette arme, le 1er mars 1780. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. Il était alors décoré de la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats militaires.*)

DE GORHEY, *voyez* DU HOUX.

DE GOUFFIER DE BONNIVET (François), *colonel-général de l'infanterie delà les monts*, servit presque toujours en Piémont; combattit à Cerisolles, le 11 avril 1544, et accompagna ensuite Taix, colonel-général de l'infanterie, à la prise de Montcallier, de Saint-Damien, de Vignon et de plusieurs autres places du Montferrat. La paix fut faite la même année, avec l'empereur. Après la destitution de Taix, et la division de sa charge de colonel-général en deux parties, Bonnivet fut établi colonel-général delà les monts, par provision du 29 avril 1547. Il contribua à la défense de Metz, en 1552, et au rétablissement de Thérouanne, en 1553. Il fut fait chevalier de l'ordre du Roi, cette dernière année, et alla servir en Piémont, en 1554. Il y défendit Santia, où il commandait, en 1555; et les vigoureuses sorties qu'il fit, toujours avec succès, déconcertèrent le duc d'Albe, qui n'osa tenter un assaut, quoiqu'il y eût une brèche considérable faite au corps de la place : cette belle défense donna le temps à un secours d'arriver, et le duc d'Albe fut obligé de lever le siége. Bonnivet

marcha ensuite au siége d'Ulpian, que le maréchal de Brissac commença au mois d'août de la même année. Il y fut dangereusement blessé, et revint alors en France, où il mourut, des suites de sa blessure, à Saint-Germain-en-Laye, au mois de novembre 1556. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 512; *Brantôme, Histoire de France du Père Daniel; Mémoires de du Belloy; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

GOUGUET (Cybard), *maréchal-de-camp*, né le 2 mai 1752, entra au service, le 24 avril 1768, comme soldat, au régiment d'Aquitaine, où il fut fait sergent, le 1er octobre 1771. Il fit avec ce régiment, les campagnes de 1768 et 1769, en Corse. Nommé lieutenant dans le régiment provincial de Poitiers, le 5 mai 1772, il passa, le 18 août de la même année, lieutenant au régiment de la Martinique, et fut employé, en cette qualité, sous le maréchal de Broglie. Il obtint le grade d'exempt de maréchaussée, avec rang de lieutenant de cavalerie, le 15 juillet 1775; devint sous-lieutenant de maréchaussée, et fut breveté lieutenant de cavalerie, le 20 août 1779. On l'employa, dans ce grade, au camp de Bayeux. Il fut nommé capitaine de gendarmerie, le 15 juin 1791, et obtint, au mois d'août suivant, la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il devint colonel-commandant de la 1re division de gendarmerie, le 13 novembre 1792; fut créé général de brigade, en 1793, et fit successivement, en ces deux qualites, les campagnes de 1792, 1793, 1794 et 1795, à l'armée du Rhin. On le nomma inspecteur de la 7e division de gendarmerie, en 1797. Il fut admis à la retraite du grade de général de brigade, équivalent à celui de maréchal-de-camp, en 1802. (*États militaires.*)

DE GOULET, *voyez* DES BROSSES.

DE GOUVERNET, *voyez* DE LA TOUR-DU-PIN.

GOUVION-SAINT-CYR (Louis, *comte*), *pair et maréchal de France*, naquit à Toul, le 13 avril 1764. Peu de temps

avant la révolution française, il entra au service, comme volontaire. Il passa rapidement par tous les premiers grades; et il était parvenu à celui d'adjudant-général, lorsqu'il servit, en 1793, à l'armée de la Moselle, où il se distingua aux combats d'Esback et de Kayserslautern. Nommé bientôt après général de brigade, il fut employé, en cette qualité, à l'armée des Alpes. Le 14 septembre 1793, il chassa les Piémontais de la Maurienne. En 1794, il remporta encore d'autres avantages sur les Piémontais, et se distingua à l'attaque de la Rocmasse. Nommé général de division, le 16 juin 1794 (1), il fut employé, comme tel, à l'armée de Rhin-et-Moselle, avec laquelle il fit la campagne de 1795. Il s'y fit remarquer en diverses occasions, et particulièrement au siége de Mayence, où il commandait l'attaque du centre. En 1798, il fut fait général en chef provisoire de l'armée de Rome, dont Masséna eut ensuite le commandement; et il servit, sous ce dernier, pendant la campagne de cette année. Destitué, en 1799, il fut bientôt réintégré, et employé, comme général de division, à l'armée d'Italie. Il commanda le corps de droite à la bataille de Novi, le 16 août de la même année; arrêta les efforts des Autrichiens, fit prisonnier le général Lusignan, et donna le temps d'évacuer Novi, et de retirer les troupes qui se trouvaient encore engagées dans la plaine. Il attaqua et battit complétement l'ennemi à Pasturanna, Bezalozzo et Bosco, le 24 octobre, et eut un cheval tué sous lui dans cette affaire, qui fut très-brillante, et dans laquelle il prit 3 canons et fit 2000 prisonniers, dont 300 de cavalerie. Attaqué, le 6 novembre, à Coni, par des forces considérables, il s'y défendit vaillamment, repoussa les Autrichiens, leur fit 400 prisonniers, et s'empara de 5 bouches à feu. Le succès de cette affaire empêcha le général Kray

(1) Dans le rapport présenté à la convention nationale, le 26 avril 1795, on trouve que la promotion de Gouvion-Saint-Cyr au grade de général de division a été motivée sur ce qu'il avait été reconnu un bon officier, et s'était distingué par son activité, sa bravoure et ses talents.

de secourir le fort de Serravalle. Il commanda l'aile droite de l'armée de Championnet, lorsqu'elle fit sa retraite sur Gènes; et, par un mouvement habilement combiné, il empêcha alors cette ville d'être investie. Il se couvrit de gloire par la retraite qu'il fit faire à l'aile droite de l'armée d'Italie. Pour le récompenser de ses brillants faits d'armes contre l'aile gauche de l'armée autrichienne, le premier consul lui décerna, le 26 décembre, un très-beau sabre d'honneur, et lui fit expédier le brevet de premier lieutenant de l'armée. Appelé, au mois de novembre de la même année, à l'armée du Rhin, il en prit le commandement, jusqu'à l'arrivée du général en chef Moreau. Il s'empara de Fribourg, le 26 avril 1800. Il se porta, le 1er mai, à Smelingen, y prit position, après un combat assez vif, fit des prisonniers, et enleva un magasin à l'ennemi. Au mois de juin suivant, il fut obligé de quitter momentanément l'armée, pour aller prendre les eaux, et remit le commandement de sa division au général Grenier. De retour à l'armée du Rhin, il concourut à la victoire remportée à Hohenlinden, le 3 décembre. Il avait été nommé conseiller-d'état, et attaché à la section de la guerre, par décret du 22 septembre. Le 22 mars 1801, on le porta sur le tableau des conseillers-d'état en service extraordinaire. Napoléon ayant, dans la même année, résolu la guerre contre le Portugal, pour obliger cette puissance à se détacher de son alliance avec l'Angleterre, fit choix du lieutenant-général Gouvion-Saint-Cyr, pour commander l'armée gallo-espagnole destinée à cette expédition. Après le traité de paix que l'Espagne conclut particulièrement, à Badajoz, avec le Portugal, le premier consul Buonaparte nomma le général Gouvion-Saint-Cyr ambassadeur extraordinaire de la république française près de la cour d'Espagne. Quoique remplacé par le général Leclerc dans le commandement de l'armée destinée à agir contre le Portugal, le général Gouvion-Saint-Cyr resta spécialement chargé de diriger les opérations, pour l'exécution du plan de guerre déjà arrêté. Il fut nommé colonel-général des cuirassiers, en 1804, et obtint la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur,

le 1[er] février 1805. Commandant en chef, dans la même année, le corps d'armée qui occupait le royaume de Naples, il eut ordre de venir observer le littoral de l'Adriatique, depuis les embouchures de l'Adige jusqu'à Venise, et de se tenir prêt à repousser les Russes et les Anglais, s'ils tentaient d'effectuer un débarquement sur les côtes italiennes. Un corps autrichien, fort d'environ 7000 hommes, commandé par le prince Rohan, émigré français, après avoir descendu les Alpes-Rhétiennes, dans la vallée de la Brenta, vint se jeter, le 22 novembre, sur Bassano, où il enleva un poste de 150 hommes, et se dirigea ensuite sur Castel-Franco. Informé de cette marche de l'ennemi, le lieutenant-général Saint-Cyr fit promptement ses dispositions pour l'arrêter, et fit avancer des colonnes qui rencontrèrent les Autrichiens près de Castel-Franco. Il s'y engagea un combat opiniâtre, à la suite duquel la troupe du prince de Rohan se débanda, et se retira dans le plus grand désordre jusqu'à Castel-Franco, où les Français entrèrent pêle-mêle avec leurs adversaires. Ces derniers furent obligés de capituler; et le résultat de cette brillante affaire fit tomber au pouvoir des Français 6000 hommes d'infanterie et 1000 chevaux. Ce combat ajouta à la réputation que le général Gouvion-Saint-Cyr s'était déjà si justement acquise. En 1816, il commanda le 3[e] corps de l'armée confiée au maréchal Masséna, et destinée à une expédition contre le royaume de Naples. Il déboucha dans ce pays, vers le 12 février, par les montagnes d'Itri. Après la reddition de Naples, le corps du général Gouvion-Saint-Cyr fut chargé d'occuper l'Apulie, la presqu'île d'Otrante, Tarente, et le littoral de l'Adriatique. Ce général s'établit, sans rencontrer beaucoup d'obstacles, dans tout ce pays, où il parvint à maintenir la tranquillité. Appelé à la grande-armée d'Allemagne, en 1807, il fit avec distinction la campagne de Prusse et de Pologne, et fut chargé du gouvernement-général de Varsovie. Après la paix de Tilsitt, il passa de nouveau en Espagne, en 1808. Il s'empara, par capitulation, dans la même année, de la place de Roses, après un siége qu'il conduisit avec beaucoup d'habileté. Il

se rendit maître de Barcelonne, en 1809, et dirigea avec succès les opérations militaires en Catalogne. Il culbuta, près d'Igualada, le corps d'armée espagnol commandé par Castro, et s'empara de la ville de Valls, le 21 mars. Dans une affaire où son avant-garde attaqua les Espagnols, elle leur fit 500 prisonniers. Il fit attaquer, le 3 juillet, la ville de Saint-Félix-de-Quipols : on y prit 7 pièces de canon, et on tua environ 200 hommes aux ennemis. Le 4 et le 5 du même mois, il fit marcher contre le port de Palamos, dont on s'empara, et dans lequel on se saisit de 16 pièces de canon, et d'environ 1000 fusils. Employé, en 1812, à la grande-armée de Russie, il y eut le commandement en chef du 6e corps, composé des troupes bavaroises, aux ordres des généraux de division Deroi et de Wrède. Le maréchal duc de Reggio ayant été blessé, le 17 août, dans un combat sur la route de Walyntzy, céda au général Gouvion-Saint-Cyr le commandement du 10e corps d'armée. A la tête des deux corps alors placés sous ses ordres, Gouvion-Saint-Cyr attaqua et battit complétement, à Polotsk, le 18 du même mois, le corps du général russe Wittgenstein. Cette affaire fit le plus grand honneur au général Gouvion-Saint-Cyr, qui avait eu à combattre des forces supérieures : les Russes firent jouer pendant cette action 120 pièces de canon qu'ils avaient en batterie. La perte de l'ennemi s'éleva à 1000 prisonniers, 2000 morts, 4000 blessés, parmi lesquels se trouvaient plusieurs généraux, et 20 pièces d'artillerie. Les Français eurent près de 2500 hommes hors de combat. Gouvion-Saint-Cyr fut créé maréchal de France, le 27 du même mois. Lors de la retraite de Moskow, le 6e corps d'armée fut attaqué, à Polotsk, par le général russe Wittgenstein. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr tint vaillamment tête à l'ennemi, auquel il fit éprouver une perte considérable en hommes tués ou faits prisonniers (1). Blessé

(1) Les officiers russes furent les premiers à admirer la conduite du maréchal Saint-Cyr, à Polotsk. Le jour même de leur rentrée dans cette ville, tout l'état-major russe étant réuni à un grand dîner, le général

au pied gauche pendant cette action, et ne pouvant marcher ni monter à cheval, il remit le commandement de son corps au général de division Legrand. Après sa guérison, il reprit son service. Il se trouvait, dans les premiers jours de janvier 1813, auprès du prince Eugène, vice-roi d'Italie, qui commandait en chef les débris de la grande-armée. Il fit la campagne de Saxe, dans la même année 1813, et se signala, les 26 et 27 août, à la bataille de Dresde. Il attaqua, quelque temps après, le corps russe du général Tolstoï, à Plauen, prit 20 pièces de canon avec leurs caissons, fit 300 prisonniers, et poursuivit les débris de ce corps presque sur les fontières de la Bohême. Resté à Dresde, avec son corps, après que la grande-armée se fut portée vers Léipsick, il fut contraint, à la suite des batailles livrées et perdues par les Français sous cette dernière ville, de signer, le 11 novembre (1), une capitulation, dans laquelle il fut stipulé qu'il rentrerait en France avec son corps d'armée et une partie de son artillerie. Cette capitulation ayant été violée, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr demeura prisonnier de guerre, avec toute sa troupe, forte d'environ 16,000 hommes. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, il rentra en France, et reçut de S. M. Louis XVIII un accueil distingué. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin; élevé à la dignité de pair de France, le 4 du même mois, et à celle de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 24 septembre suivant. En 1815, lors de

---

Wittgenstein, après avoir fait l'éloge de la bravoure des soldats français, se leva et porta la santé du *brave Gouvion*. Les officiers russes couvrirent d'acclamations honorables le toast de leur général.

(1) Il avait conçu le projet de forcer la ligne de blocus de l'ennemi, sur la droite de l'Elbe, et de se porter sur Torgau et Wittemberg; mais les corps ennemis des généraux Tolstoï et Klenau arrêtèrent la marche de ses têtes de colonnes, et il fut obligé de rentrer dans Dresde, ou des considérations d'humanité le portèrent à offrir une capitulation, pour ne pas entraîner dans une ruine certaine les braves qu'il commandait.

l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le maréchal Saint-Cyr accompagna S. A. R. MONSIEUR, qui partit de Paris pour se rendre à Lyon, afin d'y prendre des mesures propres à arrêter la marche de l'usurpateur. Il se dirigea ensuite sur Orléans, où commandait le général Dupont, afin d'organiser une armée, pour le roi, sur les bords de la Loire; mais la défection successive des troupes l'empêcha de réussir dans ce projet, et il courut même risque de perdre la vie, en voulant empêcher les régiments d'aller joindre Buonaparte. Il resta dans la retraite pendant tout le temps que dura le gouvernement de ce dernier. Après la seconde restauration, il fut nommé, le 9 juillet, ministre secrétaire-d'état au département de la guerre. Il fut remplacé, dans ce ministère, au mois de septembre suivant, par le duc de Feltre, et devint ministre d'état, par ordonnance du 28 de ce mois. Il fut nommé, le 5 octobre, membre du conseil de S. M. Il obtint, le 10 janvier 1816, le gouvernement de la 5ᵉ division militaire, et fut créé grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai suivant. S. M. le nomma ministre secrétaire-d'état au département de la marine et des colonies, le 23 juin 1817, et lui conféra le titre de comte, en 1818 : ses lettres-patentes furent enregistrées à la chambre des pairs, le 15 janvier. Il fut de nouveau chargé du portefeuille du département de la guerre, par ordonnance du 12 septembre de la même année. Il fut élevé à la dignité de marquis, au mois de juillet 1819. Enfin, il fut remplacé au ministère de la guerre par le marquis de Latour-Maubourg, le 19 novembre suivant. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE GOUY, (N....), *comte d'Arcy, lieutenant-général*, avait été mestre-de-camp du régiment de garnison du roi, lorsqu'il fut créé brigadier d'infanterie, le 1ᵉʳ mars 1780. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 1ᵉʳ janvier 1784, et à celui de lieutenant-général, avant le 1ᵉʳ mai 1791. (*Etats militaires.*)

DE GOYON (Jacques), *comte de Matignon, maréchal de France*, naquit le 26 septembre 1525, et fut élevé enfant d'honneur du dauphin (depuis Henri II). Il fit la première campagne, en 1552, sous le roi, et se trouva à sa prise de Metz, Toul, Verdun, Danvilliers, Yvoy, Montmédy et Glayon. Après ces conquêtes, le roi, ayant mis ses troupes en quartier de rafraîchissement, au mois de juillet, donna à Matignon, qui s'était signalé aux siéges de ces diverses places, une compagnie de 100 chevau-légers. Le comte de Matignon, au mois d'octobre suivant, s'enferma dans Metz, que Charles V assiégeait. Le duc d'Albe ayant marché pour investir la place, Matignon sortit avec la garnison, alla au-devant des ennemis, les attaqua, et renversa un escadron de Reîtres : les Français se retirèrent ensuite en bon ordre. Pendant cette affaire, Matignon, fatigué de la poursuite d'un colonel de cuirassiers ennemis, s'échappe de sa troupe, court au colonel, le pistolet à la main, et lui casse la tête. En juillet 1553, pendant que le duc de Bouillon parlementait, les troupes du duc de Savoie prévinrent la capitulation de la ville de Hesdin, et forcèrent cette ville. Matignon, qui s'y trouvait, se glissa par la brèche dans le fossé, se mêla parmi les ennemis, et se sauva dans la forêt voisine. Il fut fait prisonnier à la bataille de Saint-Quentin, le 10 août 1557, et demeura entre les mains des Espagnols jusqu'à la paix de Cateau-Cambresis, signée le 3 avril 1559. Il fut nommé, le même jour, à la charge de lieutenant-général en Basse-Normandie, vacante par la mort de Martin du Bellay, sieur de Langey. Il assista au sacre de Charles IX, en 1561. Il reprit Vire et Saint-Lô, sur les calvinistes, en 1562, et sauva, en 1563, la ville de Cherbourg, que le gouverneur voulait livrer aux calvinistes. Il parcourut, avec un corps de troupes, les côtes voisines du Havre, pendant le siége de cette place, et empêcha la descente des Anglais. Il fut créé comte de Thorigny, par lettres d'érection données, au mois de septembre 1565, et nommé chevalier de l'Ordre du roi, le 18 septembre 1566. On le fit capitaine de 50 hommes d'armes et lieutenant-général, en l'absence du duc de Bouillon, des pays et du-

ché de Normandie, excepté des bailliages de Rouen, d'Évreux, de Caux et de Gisors. A la tête de 2000 hommes, il arrêta, en 1567, au passage de la Seine, 5000 calvinistes, commandés par d'Andelot, qui allait joindre le prince de Condé. A la bataille de Jarnac, le 13 mars 1569, le comte de Matignon et le duc de Guise tombèrent sur l'arrière-garde de l'amiral, conduite par Lanoue, et la défirent : Lanoue, blessé dangereusement, fut fait prisonnier. Le comte de Matignon défit, avec le même avantage, l'avant-garde du prince de Condé, au mois de juin. Il se rendit maître de Lassay dans le Maine, et de la Ferté dans le Perche, et obtint le grade de maréchal-de-camp. A la bataille de Montcontour, le 3 octobre, il remplit les fonctions de premier maréchal-de-camp. Dans la mêlée, il couvrit de son corps le duc d'Anjou, dont le cheval avait été tué, releva le prince; et, ayant aussitôt reformé un escadron, fondit sur celui qui pressait le duc d'Anjou, et le dégagea. Gagnant ensemble un gros de cavalerie, ils enfoncèrent et mirent en fuite les calvinistes : 3000 hommes d'infanterie de ces derniers se retiraient encore en bon ordre; mais le duc d'Anjou, suivi de Matignon, les enveloppa, et les força de se rendre. Après la journée de la Saint-Barthélemi, le 24 août 1572, Matignon préserva du massacre les calvinistes qui habitaient dans ses gouvernements d'Alençon et de Saint-Lô. Nommé commandant de l'armée du roi, en 1574, il prit les villes de Falaise et d'Argentan. Il donna la chasse à Montgomméry, qui était descendu en Normandie, avec 6000 Anglais, et l'investit dans Saint-Lô, d'où Montgomméry parvint néanmoins à s'échapper, et à gagner Domfront. Matignon, laissant alors ses maréchaux-de-camp continuer l'attaque de Saint-Lô, marcha vers Domfront, demeura vingt-quatre heures à cheval, de peur que Montgomméry ne lui échappât une seconde fois, et livra à la ville de Domfront deux assauts, dont il commanda le second en personne. Montgomméry, après avoir perdu presque tous ses soldats sur la brèche, où lui-même avait inutilement cherché la mort, se rendit à Matignon, qui prit ensuite d'assaut la ville de Saint-Lô, dont le roi lui

donna la propriété, en échange de la seigneurie de Moutiers, que Matignon céda à l'évêque de Coutances. Carentan capitula quelques jours après. A la mort de Charles IX, les calvinistes ayant remué de nouveau dans la Normandie, Matignon parvint à pacifier cette province, et reprit Alençon, la Ferté, Lassay, et le Mont-Saint-Michel. Il fut pourvu de la lieutenance-générale en Basse-Normandie, aux bailliages de Caen et de Cotentin, et au duché d'Alençon, par provisions données à Paris, le 26 mars 1575. Il reprit, la même année, le Mont-Saint-Michel que les calvinistes avaient surpris. Il fut créé maréchal de France, à la place du maréchal de Montmorency, par état donné à Paris, le 14 juillet 1579, registré à la connétablie, le 7 août, et reçut l'ordre du Saint-Esprit, le 31 décembre suivant. Commandant l'armée devant la Fère, par pouvoir donné à Paris, le 17 juin 1580, il reprit cette place sur les calvinistes, le 12 septembre suivant, et soumit ensuite tout ce qui s'était révolté contre le roi dans la Picardie. On lui donna la lieutenance-générale de Guienne, sous le roi de Navarre, qui en était gouverneur, par provisions du 26 novembre 1580. Il commanda l'armée de Guienne, par pouvoir du 1er octobre 1585, sous le duc de Montpensier, puis sous le duc de Mayenne, en 1586 et 1687. En 1585, il se saisit de Vaillac, gouverneur du Château-Trompette, le contraignit à lui remettre cette forteresse; et, par ce trait de prudence et de résolution, il enleva la ville de Bordeaux aux ligueurs, que Vaillac devait y conduire. Il assiégea ensuite Taillebourg, sans succès; sauva Brouages et ses salines, et tailla en pièces les troupes calvinistes que le prince de Condé avait laissées pour assiéger cette place. Il investit, en 1586, Castels, qui se rendit au duc de Mayenne, le 10 avril. Le maréchal, seul, prit Montségur, le 15 mai. Il assiégea ensuite Castillon, avec le duc de Mayenne, le 10 juillet : la place capitula, le 28 août; et Puynormand se soumit aussitôt après. En 1587, il s'avançait à grandes journées, pour joindre le duc de Joyeuse, et était déjà arrivé à une lieue du champ de bataille, lorsqu'il apprit que le duc avait été défait à Coutras, le 20 octobre.

Matignon recueillit les débris de l'armée, et se retira dans Bordeaux, qu'il conserva au roi. En 1588, il tua, près de Nérac, 800 hommes des troupes du roi de Navarre. Ce prince s'était jeté au plus fort de la mêlée, pour faciliter la retraite de son infanterie sous le canon de Nérac; Matignon ne perdit cependant à cette action que 60 hommes, et se tint posté sur le champ de bataille jusqu'à la nuit. Au milieu du soulèvement presque général du royaume en faveur de la ligue, Matignon maintint, en 1589, la ville de Bordeaux dans l'obéissance due au souverain. En 1593, le maréchal de Matignon prit Villelandrade. Pendant le siége de Blaye, qu'il fit ensuite, les Anglais lui fournirent quelques vaisseaux. Les Espagnols en ayant, de leur côté, envoyé aussi au secours des assiégés, Matignon coula à fond 4 de leurs galiotes, et mit les autres en désordre. Il avait résolu de se rendre maître de la place, et il poussait activement les travaux du siége, lorsque Henri IV lui manda d'abandonner ce siége, et de se rendre auprès de sa personne. Le 25 juillet de la même année, le maréchal de Matignon représenta le connétable à la cérémonie de l'abjuration de Henri IV. Il eut l'honneur de remplir les mêmes fonctions au sacre du roi, le 27 février 1594. Il entra dans Paris, à la tête des Suisses, lorsque cette capitale se soumit au roi, le 22 mars, et fut chargé d'en faire sortir les troupes espagnoles. En 1595, le maréchal de Matignon passa la Garonne, et joignit le duc de Ventadour, qui assiégeait Castanet : cette ville se rendit à discrétion. Il soumit ensuite la ville de Cordes, en Albigeois, et fit reconnaître l'autorité du roi dans Rodez. Le maréchal de Matignon se préparait, en 1597, à poursuivre les Espagnols au-delà de leurs frontières, lorsqu'il mourut d'une attaque d'apoplexie, le 27 juillet. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 345; *Vies des Hommes illustres, tom. XIII, pag.* 366; *Histoire militaire des Suisses, Histoire du Languedoc, le Pere Daniel, Dupleix, Mézeray, l'abbé le Gendre, Brantôme, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Mémoires de Sully, de Thou, Bauclas, Davila, Moréri, Mémoires de Castelnau.*

DE GOYON (Charles-Auguste), *comte de Matignon, maréchal de France*, naquit le 28 mai 1647, et fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Thorigny. Il entra au service comme cornette de la mestre-de-camp du régiment de cavalerie du Roi, le 26 août 1667, et fut réformé en 1668. Il passa alors dans l'île de Candie, avec le comte de Saint-Paul, et sous les ordres du duc de la Feuillade, et y fut blessé dans une sortie faite au mois de novembre. A son retour en France, il obtint, le 17 mars 1760, la compagnie de chevau-légers qu'avait le comte de Gacé, son frère. Cette compagnie ayant été incorporée dans le régiment du Roi cavalerie, le 9 août 1671, le chevalier de Thorigny servit en Hollande, avec ce régiment, en 1672, sous M. le prince de Condé, et se trouva au siége et à la prise de Wesel, le 4 juin; à la prise d'Emmerich, le 8, et au passage du Rhin, le 12. Employé sous le vicomte de Turenne, en 1673, il se trouva à la prise d'Unna, de Camen, d'Altena, de Ham et de Zoest, au mois de février. En 1674, il concourut à la défaite du prince de Lorraine, à Sintzheim, le 4 juin, et combattit à Ensheim, le 4 octobre. A la mort du comte de Gacé, son frère, il obtint, par commission du 1er novembre, le régiment d'infanterie de Vermandois, et prit alors le nom de comte de Gacé, qu'il porta jusqu'à sa promotion à la dignité de maréchal de France. En 1675, il se trouva, sous le vicomte de Turenne, à la prise de Turckheim, et au combat livré près de cette place, le 5 janvier. Il contribua à chasser les ennemis de la ville de Colmar, le 11, et servit au siége et à la prise de Limberg, au mois de juin. Le 11 août suivant, il se trouva à la défaite des Français à Consarbruck, et s'ouvrit un passage à travers les rangs ennemis, pour pouvoir se retirer. En 1676, il marcha aux siéges et à la prise de Condé et de Bouchain, et à la levée du siége de Maestricht par le prince d'Orange. Employé à l'armée d'Allemagne, en 1674, il combattit à Kokesberg, le 7 octobre, et se trouva à la prise de Fribourg, le 14 novembre. Il servit à l'armée de Flandre, en 1678, et y marcha, au mois de mars, à la prise de la ville et du château de Gaudat, et celle d'Ypres. En 1684, il se trouva au siége

de Luxembourg, que le maréchal de Créquy prit, le 4 juin. Il eut, par provisions données à Versailles, le 8 janvier 1688, le gouvernement-général de la Rochelle et du pays d'Aunis, vacant par la démission du comte de Gramont. On le créa brigadier, le 24 août de la même année, et il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 29 mars 1689. Il suivit, dans la même année, le roi d'Angleterre en Irlande, où il commanda les troupes de ce prince, en qualité de lieutenant-général, au siége de Londonderry, qui fut levé le 10 juin. Le comte de Gacé étant revenu en France, au commencement de 1690, il servit, sous le maréchal de Boufflers, à l'armée de Flandre, d'où il marcha à la bataille de Fleurus : les Français y défirent, le 1er juillet, l'armée hollandaise, commandée par le prince de Waldeck. Il se signala, en avril 1691, au siége et à la prise de Mons, et se rendit ensuite à l'armée de la Moselle, qui, sous les ordres du marquis de Boufflers, bombarda la ville de Liége, le 4 juin. Pendant l'hiver, il eut, en vertu d'un ordre du 25 octobre, le commandement sur la Meuse, depuis Charleroy jusqu'à Verdun; et on y ajouta le commandement sur la Semoy, par ordre du 12 novembre. Il servit à l'armée de la Moselle, en 1692, sous le marquis de Boufflers; se trouva au siége de Namur, et combattit à Steinkerque, le 3 août. Il commanda, pendant l'hiver, depuis Rocroy jusqu'à Verdun, par ordre du 30 octobre. Créé lieutenant-général des armées du roi, le 30 mars 1693, il servit à l'armée de la Moselle, sous Mgr. le dauphin et le maréchal de Boufflers, qui mirent à contribution le pays de Wurtemberg. Le comte de Gacé commanda, pendant l'hiver, sur la Meuse et la frontière de Champagne, par ordre du 29 octobre. Il fut encore employé, en 1694, sur la Moselle, sous les ordres du maréchal de Boufflers, qui se tint sur la défensive. En 1695, il servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, et combattit, le 14 juillet, le prince de Vaudemont, dont l'arrière-garde fut défaite, et qui perdit 4 bataillons que l'on tailla en pièces. Il fut employé, en 1696 et 1697, à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, qui se borna à observer les

ennemis, jusqu'à la paix de Riswick. Employé à l'armée de Flandre, d'abord sous le maréchal de Boufflers, par lettres du 30 juin 1701, puis sous le duc de Bourgogne et le même maréchal, par lettres du 21 avril 1702, il commandait l'infanterie, lorsque le duc de Bourgogne poussa, le 11 juin de cette dernière année, jusqu'aux portes de Nimègue l'armée hollandaise, commandée par le comte d'Athlone, qui perdit en cette occasion 1200 hommes. Il commanda, pendant l'hiver, à Anvers et à Malines, par ordre du 15 novembre. Il servit, en 1703, à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Boufflers et de Villeroy; se trouva au siége de la place de Tongres, qui fut forcée, le 10 mai, et contribua, le 30 juin, à la défaite des Hollandais, à Eckeren. Il fut employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1704 et 1705. Il resta, pendant cette dernière année, dans son commandement d'Anvers, avec un corps de troupes. Ayant été détaché pour former le siége de Huy, il passa la Meuse, le 27 mai, investit la place le même jour, et s'empara du faubourg de Star, où il posta quelques troupes. La tranchée fut ouverte, le 30, et la ville capitula le même jour: mais la garnison se retira dans le château et les 5 forts qui l'avoisinaient. Dans la nuit du 3 mai, le comte de Gacé attaqua en même temps 2 de ces forts, y pénétra après trois heures de combat, et passa tout ce qui s'y trouva au fil de l'épée. La brèche fut faite au château, et le gouverneur demanda à capituler; mais le comte de Gacé ayant exigé qu'il se rendît à discrétion, ce gouverneur fut fait prisonnier de guerre, avec sa garnison, forte de 1400 hommes. Les 3 autres forts eurent le même sort. On trouva dans ces forts et dans le château 32 pièces de canon, 2 mortiers, et une abondante provision de munitions de guerre. Le comte de Gacé eut, par ordre du 2 novembre 1706, le même commandement d'Anvers, et celui depuis la mer jusqu'à la Meuse. Il servit en Flandre, en 1707, sous le duc de Vendôme, qui se tint sur la défensive, et eut encore son même commandement, pendant l'hiver, par ordre du 18 octobre. Destiné à commander les troupes qui devaient s'embarquer, et partir de France avec le roi

d'Angleterre, par pouvoir du 18 février 1708, il eut, le même jour, un brevet de maréchal de France; et son état fut envoyé au roi d'Angleterre, qui le lui remit: il prit alors le nom de maréchal de Matignon. L'embarquement n'ayant point réussi, le maréchal de Matignon fut nommé, par pouvoir du 7 mai de la même année, pour commander l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme, et se trouva, le 11 juillet suivant, au combat d'Oudenarde. Il ne servit plus depuis cette époque. Ayant été créé chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724, il remercia S. M. de cet honneur, et l'obtint pour son fils. Il mourut à Paris, le 6 décembre 1729, à l'âge de 82 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 180; *mémoires du temps*, *Mémoires du Père d'Avrigny*, *Journal historique du Père Griffet*, *Histoire militaire*, *de M. de Quincy; le président Hénaut*, *Bauclas*, *Gazette de France*.)

DE GRAMONT (Antoine, IIIe du nom, *duc*), *pair et maréchal de France*, parut à la cour sous le nom de *comte de Guiche*. Il servit au siége de Saint-Antonin, en 1621, et à celui de Montpellier, qui se rendit, le 19 octobre 1622. Il se jeta dans Bréda, en 1624; et, après la prise de cette place, en 1625, il alla servir au siége de Vérue, en Piémont. Une affaire d'honneur l'obligea de passer en Allemagne, dans l'armée du comte de Tilly. Il offrit, en 1627, ses services au duc de Mantoue, qui le nomma son lieutenant-général dans le Montferrat, et capitaine de sa compagnie de gendarmes. Le comte de Guiche soutint alors un siége de 21 jours, dans Nice-de-la-Paille, et défendit, en 1630, la ville de Mantoue, assiégée par les Impériaux. Ayant été enveloppé dans une sortie, qu'il fit contre les assiégeants, il fut blessé de deux coups de feu, eut son cheval tué sous lui, et fut pris par les ennemis. Rendu à la liberté, par le traité de Querasque, le 31 mars 1631, il eut la permission de revenir en France, en 1633. On l'envoya à Calais, en 1634, pour veiller à la conservation de cette place contre les entreprises des Espagnols. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 17 avril 1635. Lors de la formation des com-

pagnies de cavalerie en régiments, il en obtint un, par commission du 16 mai suivant. Employé comme maréchal-de-camp, à l'armée d'Allemagne, sous le cardinal de la Vallette, il reçut, dans la même année, une mousquetade, en allant reconnaître la ville de Binghen. Il défendit un pont sur le Rhin, que les ennemis tentèrent de brûler ou de rompre. Harcelé pendant cinq heures par 4000 Croates, dans une course qu'il fit de Mayence à Oppenheim, il effectua sa retraite avec 2000 chevaux, sans se laisser entamer. Il se signala au siége de Bièvre, ravitailla Colmar et Schelestadt, introduisit un grand convoi dans Haguenau, et combattit à Vaudrevange, le 27 septembre. Employé, en 1636, comme maréchal-de-camp, dans l armée commandée par le cardinal de la Valette et le duc de Weymar, il commanda les troupes restées à Vergaville, pendant que ce prince assiégeait le fort de Saverne. Son régiment de cavalerie fut réduit, comme tous les autres, en compagnies séparées, par ordre du 30 juillet. Il défit, la même année, en Bourgogne, avec un seul régiment, deux régiments de cavalerie ennemie, près Mirabeau. Employé comme maréchal-de-camp, en 1637, dans l'armée de Flandre, commandée par le cardinal de la Valette et le duc de Candale, il couvrit, sous les ordres de ce dernier, le siége de la Capelle, entrepris par la Valette, repoussa l'attaque du Cardinal-Infant, emporta le pont de Vaux, s'y maintint, facilita ainsi la prise de la Capelle par le cardinal de la Valette, et occasiona la victoire que remportèrent les troupes du roi. On le fit lieutenant-général au gouvernement de Normandie, et gouverneur du château de Rouen, à la mort de Louis de Moy, marquis de la Meilleraye, par provisions du 20 janvier 1638. Les compagnies de cavalerie ayant été réorganisées en régiments, il en eut un, par commission du 24 du même mois. Il fut nommé capitaine d'une compagnie de gendarmes, par provisions du 20 mars. Employé comme maréchal-de-camp, le 7 avril, dans l'armée d'Italie, commandée par le cardinal de la Valette et le duc de Candale, il y commanda la cavalerie. Il se jeta dans Pont-de-Sture, menacé par Leganez. On le fit mestre-de-

camp du régiment des gardes-françaises, vacant par la mort du marquis de Rambures, par commission du 18 avril 1639. Nommé pour commander à Pignerol et aux environs, par ordre du 21 avril, il servit au siége et à la prise de Chivas. Rappelé presque aussitôt, il commanda les troupes qui devaient suivre le roi en Savoie. Il servit, comme maréchal-de-camp, en 1640, dans l'armée commandée par le maréchal de la Meilleraye, et y commanda un corps séparé, prit les châteaux de Gierges et d'Orgimont, et emporta une demi-lune au siége d'Arras. Au combat de Bapaume, il rompit un escadron espagnol; mais, ayant été entraîné par cet escadron, il usa de ruse vis-à-vis des Espagnols, feignit d'être un des leurs, et revint à la charge contre son propre régiment, qui le reconnut, le dégagea, et tailla en pièces les Espagnols. Nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 avril 1641, il fut employé, en cette qualité, dans l'armée de Flandre, sous le maréchal de la Meilleraye. Il commanda une des attaques au siége d'Aire; et, après la prise de cette place, il conduisit l'arrière-garde pendant la retraite de l'armée. Il investit la Bassée, qui fut prise en trois jours, et contribua à la prise de Bapaume, qui capitula, le 18 septembre. Créé maréchal de France, par état donné à Nesle, le 22 septembre, il prit le nom de maréchal de Guiche. Il eut, par pouvoir du même jour, le commandement de l'armée de Flandre, conjointement avec le maréchal de la Meilleraye. Il obtint, le 1er octobre, un régiment d'infanterie de son nom, vacant par la mort du sieur de Vallemont. Il commanda seul l'armée, dans le mois de novembre, après le départ du maréchal de la Meilleraye, et fortifia la Bassée. Il prêta serment pour sa charge de maréchal de France, le 4 janvier 1642. Il eut, par pouvoir du 24 du même mois, le commandement de l'armée de Champagne, qui se joignit à l'armée commandée par le comte de Harcourt, pour secourir la Bassée: en marchant sur cette ville, on apprit qu'elle s'était rendue, le 11 mai, et alors les deux armées se séparèrent. Celle du comte de Harcourt campa entre Calais et Ardres, pour couvrir cette frontière, et celle du maréchal de Guiche vint camper à

Honnecourt, où elle fut battue par le général Mello ; le 26 du même mois. Le maréchal de Guiche se retira alors avec 6 escadrons, se jeta dans Guise, et ensuite dans Rocroy, menacé d'un siége. Au commencement de 1643, il fut envoyé à Arras, pour défendre cette ville contre les entreprises des Espagnols. Il se démit, le 1er mars de cette année, de la lieutenance-générale de Normandie, et du gouvernement de Rouen. Il commanda l'armée de Champagne, sous M. le duc d'Enghien, par pouvoir du 22 avril 1644. Il eut un cheval tué sous lui à l'attaque des retranchements de Fribourg, les 3 et 5 août. Il commanda une attaque à la prise de Philisbourg, qui se rendit, le 9 septembre. Après la mort de son père, il lui succéda dans le gouvernement de la Navarre et du Béarn, et dans le gouvernement de Bayonne, par provisions du 4 octobre, et prit possession de ces gouvernements, au commencement de 1645. Il prit à cette époque le nom de maréchal de Gramont, que ses régiments reçurent aussi. Il commanda l'armée du Luxembourg, sous M. le duc d'Enghien, par pouvoir du 26 avril, et prit Wimpfen. Il reçut un coup de mousquet à la bataille de Nortlingen, le 3 août, et fut fait prisonnier, en soutenant l'aile droite qui pliait : on l'échangea 15 jours après, avec le général Gléen. Il commanda l'armée de Flandre, conjointement avec les maréchaux de Gassion et de Ranzau, sous MONSIEUR et sous M. le duc d'Enghien, par pouvoir du 24 avril 1646. Il eut part à la prise de Courtray, le 28 juin. On le nomma, par pouvoir du 24 juillet, pour commander un corps de 6000 hommes, destiné à joindre le prince d'Orange, qui voulait faire le siége d'Anvers. Il commanda l'armée de Catalogne, sous M. le prince de Condé, par pouvoir du 6 mars 1647, et conduisit une attaque au siége de Lérida, levé le 17 juin. Commandant l'armée de Flandre, sous le même prince, et sous les maréchaux de la Meilleraye et de Ranzau, par pouvoir du 18 mars 1648, il conduisit, le 20 août, l'aile gauche à la bataille de Lens. Il fut créé duc et pair de France, par lettres d'érection du comté de Gramont en duché-pairie, données à Paris, au mois de novembre. Il commanda l'armée devant Paris,

sous M. le prince de Condé, avec le maréchal du Plessis, par pouvoir du 30 janvier 1649. Il conserva Bayonne pendant les troubles de la Guienne, où il resta jusqu'en 1657. Il partit, au mois de juillet de cette même année, avec le caractère d'ambassadeur extraordinaire pour la diète de Francfort, où on devait élire un empereur. Il alla, au nom du roi, en 1659, demander l'infante Marie-Thérèse, et fit son entrée à Madrid, le 16 octobre. On licencia son régiment de cavalerie, le 18 avril 1661. A la mort du duc d'Épernon, il devint colonel des gardes-françaises, dont il était mestre-de-camp, par une nouvelle commission du 30 juillet. On le nomma chevalier des Ordres, le 31 décembre. Ses lettres de duc et pair furent enregistrées, le 15 décembre 1663, au parlement de Paris, où on le reçut le même jour. Il se démit, au mois d'octobre 1665, de son régiment d'infanterie, en faveur du comte de Louvigny, son fils. Il monta la tranchée, à son rang de colonel, aux siéges de Douay et de Courtray, en 1667. Il se démit, le 28 octobre 1671, de la charge de colonel-général du régiment des gardes-françaises, et se retira à Bayonne, où il mourut, le 12 juillet 1678, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 517; *Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet*; *Dupleix, l'abbé de Nœufville, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Histoire militaire, de M. de Quincy*; *Gazette de France.*)

DE GRAMONT (Antoine, *duc*), *pair et maréchal de France*, fut d'abord connu sous le nom de *comte de Guiche*. Il entra aux mousquetaires, en 1685, et eut, par commission du 20 février 1687, un régiment d'infanterie de son nom, sur la démission du duc de Gramont, son père. Nommé aide-de-camp de M. le dauphin, le 22 septembre 1688, il servit au siége de Philisbourg, qui se rendit le 29 octobre. Il y attaqua, à la tête des grenadiers, l'ouvrage à corne; et, étant de jour à l'attaque de l'ouvrage couronné, il y reçut les premières propositions que les assiégés firent de rendre la place. Il se trouva au siége et à la

prise de Mánheim; à la prise des villes de Spire, de Worms, d'Oppenheim et de Trèves, qui ouvrirent elles-mêmes leurs portes, et à celle de Franckenthal, qui se défendit jusqu'au 18 novembre. Il servit, en 1689, à l'armée commandée par le maréchal d'Humières, et se trouva à l'attaque de Walcourt, le 27 août. Il eut un cheval tué sous lui dans un fourrage qui fut poussé jusque sur les glacis de la place de Mons. Il combattit à Fleurus, le 1er juillet 1690. Il suivit le roi, en 1691, au siége de Mons, qui capitula le 9 avril, et y servit avec 7 compagnies de grenadiers, à l'attaque de l'ouvrage à corne. De là, il passa à l'armée de la Moselle, puis à celle de Flandre; se trouva, le 4 juin, au bombardement de Liége, et y commanda tous les grenadiers de l'armée pour l'attaque de la Chartreuse. Il combattit à Leuze, le 18 septembre suivant, et marcha, en 1692, au siége de la ville de Namur, que le roi prit le 5 juin. Il combattit le 6 juillet 1693, à Tongres, où le comte de Tilly fut battu; contribua à la prise de Huy, le 23; à la victoire de Neerwinde, le 29, et à la réduction de Charleroi, le 11 octobre. Créé brigadier, le 14 juin 1694, et employé pendant le reste de la campagne à l'armée de Flandre, il se trouva à la marche de M. le dauphin depuis Vignamont jusqu'au pont d'Espierres, le 22 août. Il fut créé duc, sur la démission de son père, et prit alors le nom de duc de Guiche. Il servit à l'armée de Flandre, en 1695; marcha, le 14 juillet, à l'attaque de l'arrière-garde du prince de Vaudemont, qui fut de suite sur les bords de la Lys, et se trouva ensuite au bombardement de Bruxelles, les 13, 14 et 15 août. Nommé mestre-de-camp-général des dragons, sur la démission du comte de Marley, par provisions du 11 mai 1696, il se démit de son régiment d'infanterie, et ne servit point cette année. Employé, en 1697, à l'armée de la Lys, sous le maréchal de Catinat, il commanda les dragons au siége d'Ath, qui fut pris le 5 juin, et les commanda encore pendant tout le reste de la campagne, jusqu'à la paix de Riswick. Il fut reçu au parlement de Paris, comme pair de France, le 16 août 1700. Employé comme brigadier de dragons à l'armée de Flan-

dre, sous le maréchal de Boufflers, par lettres du 6 juin 1701, cette armée ne fit aucune expédition. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 29 janvier 1702, il servit en cette qualité à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, et se trouva à l'attaque d'une partie de l'armée hollandaise, sous Nimègue, le 11 juin. Après la canonnade d'Hectel, le 23 août, il fit l'arrière-garde de l'armée avec tous les dragons; et, quoique poursuivi par le duc de Marlborough, il ne se laissa pas entamer. On le pourvut de la charge de colonel-général des dragons, sur la démission du comte de Tessé, par provisions du 25 mars 1703, et il reçut en même temps celle de mestre-de-camp général de la même arme. Il servit, la même année, à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Villeroi et de Boufflers, et en fut détaché, sous les ordres du maréchal de Boufflers, avec les grenadiers et les dragons, pour joindre, du côté d'Anvers, le corps commandé par le marquis de Bedmard. Il combattit à Eckeren, le 30 juin, s'empara pendant l'action du village d'Oderen, et contribua beaucoup par son courage et ses talents militaires au succès de cette journée. Il servit, en 1704, à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, qui se tint sur la défensive. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, le 26 octobre de la même année; obtint, sur la démission du maréchal de Boufflers, la charge de colonel du régiment des gardes-françaises, et remit celle de colonel-général des dragons. Il servit en Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1705, et se trouva au siége de Huy, qui se rendit le 10 juin. Il commanda le régiment des gardes-françaises, à la bataille de Ramillies, le 23 mai, et fut ensuite choisi pour commander à Lille, qui était menacé d'un siége. Il servit, en 1707, dans l'armée du duc de Vendôme, qui couvrit les frontières; en 1708, sous le duc de Bourgogne, et combattit à Oudenarde, le 11 juillet. Employé, en 1709, sous le maréchal de Villars, il fut dangereusement blessé à la bataille de Malplaquet, le 10 septembre. Il servit sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou, en 1710 et 1711; se trouva à la prise du

château d'Oisy, le 24 mai 1710, et à celle d'Arleux, le 23 juillet 1711. Il fut nommé lieutenant-général à Bayonne, au pays et bailliage de Labour, et gouverneur des ville, châteaux et citadelle de Bayonne, en survivance de son père, par provisions données à Versailles, le 24 mars 1712. Il fut aussi nommé gouverneur et lieutenant-général de la Navarre et du Béarn, et gouverneur particulier des villes de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Pau, également en survivance de son père, par provisions données à Versailles, le 1er avril : il prêta serment pour ces charges, le 2 du même mois. Il marcha à la prise de Douay, le 8 septembre, et à celle du Quesnoy, qui se rendit à discrétion le 4 octobre. Il servit, en 1713, au siége de Landau; y fit le logement de l'avant-chemin couvert et des lunettes. Après la prise de cette place, il se signala au siége de Fribourg et de ses châteaux, qui capitulèrent au mois de novembre. Il fut fait conseiller aux conseils de régence et de la guerre, en 1715, et prit le nom de duc de Gramont, le 25 octobre 1720, à la mort de son père. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 2 février 1724, il prêta serment en cette qualité, le 10 du même mois. Il mourut à Paris, le 16 septembre 1725, âgé de 53 ans et 8 mois. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 231; *Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire, par M. de Quincy; Bauclas, le président Hénaut, Gazette de France.*)

LE GRAND, *voyez* LEGRAND.

GRANDEAU D'ABAUCOURT (Louis-Joseph, *baron*), *lieutenant-général,* naquit le 5 décembre 1761. Il fit les premières campagnes de la révolution française, en qualité d'officier de l'état-major du général Lefebvre. Il fut nommé général de brigade, le 29 août 1803, et fit avec distinction les campagnes qui suivirent cette époque, et pendant le cours desquelles il reçut l'autorisation de porter la décoration de Maximilien-Joseph. Il s'était distingué, en 1806, dans un combat près du bois d'Eckartsberg, où, à la tête des troupes sous ses ordres, il avait soutenu vail-

lamment les attaques de l'ennemi. Employé, en 1812, à la grande-armée, il fit la campagne de Russie, et se signala à la bataille de Smolensk; sa conduite dans cette affaire lui valut le grade de général de division, qui lui fut conféré, le 24 août de la même année. Après la retraite de Moskow, le général d'Abaucourt se replia sur Stettin, y forma une garnison de 9000 hommes, et repoussa constamment les attaques dirigées contre cette place, en 1813. Il quitta le commandement, pour cause de maladie. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis. Il avait été nommé, par Napoléon, commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, et baron d'empire. Le roi lui donna le titre de grand-officier de la même légion, le 23 août 1814. Il a été employé dans l'inspection-générale de l'infanterie, en 1820. Il est maintenant classé parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

GRANDJEAN (Charles-Louis-Dieudonné, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Nancy, le 29 décembre 1768. Il entra de bonne heure au service militaire, fut fait sous-lieutenant au 105e régiment d'infanterie, le 8 août 1792, et servit, la même année, à l'armée du Rhin, commandée par le général Custine. Il fut nommé adjoint aux adjudants-généraux, le 21 mai 1793, et placé, en cette qualité, près de l'adjudant-général Desaix, avec lequel il fut employé à l'armée du Rhin. Il fut fait, le 23 septembre suivant, chef provisoire d'un bataillon de grenadiers, formé avec une portion de la levée de 300,000 hommes. Il commanda ce bataillon, à l'armée de la Moselle et à celle du Rhin, pendant la campagne de 1793. Nommé adjudant-général chef de bataillon provisoire, le 11 juin 1794, il continua de servir à l'armée du Rhin. Il fut fait adjudant-général chef de brigade, le 12 juin 1796, et employé, en cette qualité, en 1796, 1797, 1798 et 1799, d'abord à l'armée du Rhin, puis à l'armée d'Italie. Le 26 mai de cette dernière année, étant à la tête d'une brigade d'avant-garde, il s'empara du camp

retranché de Postringo; poussa les ennemis jusqu'au-delà des postes qu'ils avaient à Pola, sur l'Adige; s'établit et se maintint sur la rive gauche de cette rivière. Il eut 2 chevaux tués et 1 blessé sous lui dans cette journée, où il fit à l'ennemi 1,200 prisonniers. Il s'empara aussi de 4 pièces de canon et de 2 ponts de bateaux. Il fut nommé, le même jour, général de brigade, sur le champ de bataille, et cette promotion fut confirmée, le 4 juin suivant. Il combattit avec valeur, à la bataille de la Trebia, le 19 du même mois de juin, et y reçut deux blessures, l'une par une balle, et l'autre par un éclat d'obus qui le frappa à la tête. Il fut employé, en 1800, dans la division du général Bastoul, qui faisait partie de l'armée du Rhin. Il se trouva, le 3 mai, à la bataille d'Engen-Stockach, pendant laquelle il pénétra avec sa brigade, dans les bois qui couvraient les derrières d'un plateau, et mit dans la déroute la plus complète 88 bataillons ennemis, presque tous composés de grenadiers, qui défendaient cette position. Détaché par le général en chef Moreau, avec une des divisions de réserve, pour renforcer le corps d'armée du général Lecourbe, qui était chargé d'un expédition dans le Voralberg et le pays des Grisons, le général Grandjean combattit à Oberhausen, le 28 juin. Vers la fin de novembre, il reçut l'ordre de quitter, avec une des divisions du centre, placée sous son commandement, la position qu'il avait en arrière de Hag, et de se porter en avant sur la route de Mulhdorff, afin d'éloigner les Autrichiens du Tyrol. Il commanda sa division, le 3 décembre, à la bataille de Hohenlinden, et s'y distingua, en marchant à la tête de quelques bataillons, qui, par une attaque impétueuse, arrêtèrent celle d'un corps de troupes hongroises, qui fut culbuté et rejeté dans les bois. La brillante conduite qu'il tint dans cette journée, lui mérita d'être cité avec éloge, dans le rapport officiel du général en chef Moreau. Il continua d'être employé à l'armée du Rhin, en 1801, et eut successivement des commandements dans la 5e division militaire, en 1802, et dans la 4e division militaire, en 1803, 1804 et 1805. Il fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Promu au grade de

général de division, le 8 février de cette dernière année, il servit en cette qualité, dans le corps d'armée du maréchal Brune, qui coopérait à l'envahissement de la Poméranie suédoise. Le général Grandjean culbuta, en janvier 1807, un corps de troupes de cette nation, qui s'étaient retranchées sur les hauteurs de Rainkenhagen. Au commencement du mois d'avril suivant, le maréchal Mortier, se disposant à aller prendre le commandement du siége de Colberg, confia au général Grandjean celui des troupes qu'il laissait devant Stralsund; mais, quelques jours après, ces troupes ayant été attaquées par la garnison de Stralsund, Grandjean, eu égard à l'infériorité de leur nombre, et d'après les ordres du maréchal, fit sa retraite en bon ordre sur Grimmen, et vint ensuite prendre, avec le reste de l'armée, position à Anklam. Au mois d'août de la même année, le maréchal Brune ayant résolu d'investir Stralsund, la division du général Grandjean passa la Penne à Anklam, et culbuta les troupes suédoises qui voulaient s'opposer à son mouvement. Employé, en 1808, à l'armée d'Espagne, sous les maréchaux Moncey et Lannes, il concourut, le 25 octobre, à l'attaque et à la mise en déroute de 1200 insurgés, qui s'étaient enfermés dans Lérin. Il commanda une division d'infanterie au siége de Saragosse. Appelé à la grande-armée d'Allemagne, en 1809, il y eut un commandement dans le corps du général Oudinot. Il combattit, avec sa valeur accoutumée, à la bataille de Wagram, y fut légèrement blessé, et y eut 2 chevaux blessés sous lui. Il fit la campagne de 1812, à la grande-armée de Russie, et y commanda une division dans le 10ᵉ corps, sous les ordres du maréchal duc de Tarente. Il s'empara de Dunabourg, le 1ᵉʳ août. Après la retraite de Moscow, il fit partie de la garnison de Dantzick; se distingua en plusieurs occasions, pendant le siége qu'en firent les ennemis, et fut fait prisonnier, lors de la capitulation de cette place. Le général Rapp, gouverneur de Dantzick, le cita plusieurs fois, avec éloge, dans son rapport officiel sur la défense de cette forteresse. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, le général Grandjean fut créé chevalier de l'ordre royal et mili-

taire de Saint-Louis, le 13 août. En 1815, pendant les *cent jours*, il fut employé, sous les ordres du général Rapp, dans le 5ᵉ corps de la grande-armée de Buonaparte : ce corps composait l'armée du Rhin. Depuis la seconde rentrée du roi en France, en la même année 1815, le baron Grandjean figure dans le tableau des lieutenants généraux disponibles. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE LA GRANGE, *voyez* BERARD.

DE LA GRANGE-D'ARQUIEN-DE-MONTIGNY (François), *maréchal de France*, fut élevé près de la personne de Henri III, et devint successivement gentilhomme ordinaire de sa chambre, capitaine de 100 gentilshommes de sa maison, et son premier maître-d'hôtel. Il était gouverneur de la ville de Bourges, en 1575, et capitaine d'une compagnie de gendarmes. A la bataille de Coutras, le 20 octobre 1587, il enfonça l'escadron du vicomte de Turenne, et le mit en fuite. Le vicomte, abandonné des siens, se vit contraint de gagner l'escadron du prince de Condé; et la victoire se déclara bientôt après pour le roi de Navarre. Montigny se trouva du nombre des prisonniers; mais Henri le relâcha sans rançon, et lui rendit ses drapeaux. Il reçut une blessure à l'attaque du faubourg de Tours, le 7 mai 1589. Il fut établi gouverneur et lieutenant-général en Berry, à la place de la Châtre, qui avait pris le parti de la ligue. On le nomma commandant-lieutenant-général au pays Blaisois, en Berry et en Vendômois, par provisions et pouvoirs donnés à Blois, le 11 juin. Il combattit à Ivry, le 14 mars 1590. En 1591, il obligea la Châtre de lever le siége d'Ambigny. Il accompagna le roi au siége et à la prise de Chartres. Secondé par d'Entragues, il battit le régiment du Coudray, ainsi que 800 hommes sortis d'Orléans pour le secourir, et en tua 400. Il marcha au siége de Rouen, et se signala au combat d'Aumale. Il continua de servir au siége de Rouen, en 1592. Il se démit, le dernier jour de février 1594, du gouvernement de Berry, qu'on rendit à la Châtre. Il défit, près de la Fère, une escorte espagnole, qui conduisait un grand convoi à Laon. On le créa cheva-

lier des Ordres du roi, le 7 février 1595. Il suivit le roi au combat de Fontaine-Française, le 5 juin. Après la promotion du marquis de Vitry à la charge de capitaine d'une compagnie des gardes-du-corps, on fit Montigny mestre-de-camp-général de la cavalerie légère, par provisions du 28 juillet : il commanda cette arme au siége d'Amiens, en 1597. Il eut, le 20 juillet de la même année, le brevet de maréchal-de-camp : la paix se conclut, en 1598. Il obtint la lieutenance-générale du gouvernement de Paris, avec les honneurs de gouverneur, sur la démission d'Antoine d'Estrées, par provisions données à Paris, le 2 juin 1600, registrées au parlement, le 12. On lui donna la lieutenance-générale du gouvernement du pays Messin, sur la démission de M. de Liancourt, par provisions données à Fontainebleau, le 11 mai 1607, et il se démit alors, en faveur de M. de Liancourt, de la lieutenance de Paris. Il obtint aussi le gouvernement de Verdun, à la mort du baron d'Haussonville, par provisions données à Fontainebleau, le 29 juin suivant. Nommé, par lettres du 20 juin 1610, maréchal-de-camp et commandant la cavalerie dans l'armée envoyée au pays de Julliers, sous le maréchal de la Châtre, il tomba malade, et ne put joindre l'armée que deux jours avant la réduction de Julliers. Il se démit, le 30 décembre 1611, de la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie, en faveur du comte de St.-Aignan, son gendre, et, le 14 décembre 1613, de la lieutenance-générale du pays Messin, en faveur de son fils : on lui en conserva la survivance. Il fut employé, comme maréchal-de-camp, dans l'armée du duc de Guise, contre les princes mécontents, par lettres du 14 décembre 1615. Créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 1er septembre 1616, il prêta serment, le 7. Capitaine de 100 hommes d'armes, par commission donnée aussi à Paris, le 3 septembre, il eut le commandement de l'armée, en Berry, contraignit la grosse tour de Bourges de capituler, le 19, et soumit à l'obéissance du roi toutes les places qui tenaient pour M. le prince de Condé. Il commanda l'armée en Bourbonnais et en Nivernais, par pouvoir donné à Paris, le 16 décembre. Il prit,

en 1617, Coisy, Clamecy, Donzy et Autrain, et fit prisonnier le prince de Porcien, second fils du duc de Nevers. Il mourut le 9 septembre 1617, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 422; *d'Aubigné*, *Dupleix*, *Histoire de France*, *du Père Daniel*; *Mercure français*, *le Vassor*, *l'abbé le Gendre*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *les Mémoires de Sully*, *Bauclas*, *Moréri*.)

DE LA GRANGE (François Joseph LE LIÈVRE, *marquis*), *lieutenant-général*, avait commandé, en second, la 2e compagnie des mousquetaires, lorsqu'il fut fait brigadier de cavalerie, le 25 juillet 1762. On le créa maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770, et lieutenant-général, le 1er mars 1784. Il avait été nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 21 avril 1777. Il est mort, en 1808. (*États militaires*.)

DE LA GRANGE (Franç.-Adélaïde-Blaise LE LIÈVRE), *marquis de la Grange et de Fourilles*, *lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit à Paris, le 21 décembre 1766. Il entra dans la carrière des armes avant la révolution; servit avec beaucoup de distinction sous le gouvernement de Napoléon Buonaparte; s'éleva rapidement aux premiers grades militaires; fut créé général de division, le 29 juin 1809, et obtint la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Dans la campagne de Russie, en 1812, il commanda un régiment des gardes d'honneur. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le nomma capitaine-lieutenant de la compagnie des mousquetaires noirs. Il fut nommé inspecteur-général de la cavalerie, dans les 1re et 21e divisions militaires, au mois de juin de la même année, et créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 11 octobre suivant. Lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars 1815, le marquis de la Grange partit, avec les princes français, à la tête de la compagnie de mousquetaires qu'il commandait, et reçut, à Béthune, l'ordre de commander, au nom du roi et en l'absence du général Lauriston, toutes les troupes réunies dans cette ville, et qui n'avaient pu accompagner S. M.

Après le licenciement de la maison du roi, opéré à Béthune, vers le 26 mars, par le comte de Lauriston, le marquis de la Grange se rendit à Paris, et se retira ensuite dans le Bourbonnais, où il devint l'objet d'une rigoureuse surveillance de la part du gouvernement de Buonaparte. Étant parvenu à s'échapper, le 30 juin, avec ses deux fils, il arriva, le 6 juillet suivant, à Arnouville, où était alors S. M. Louis XVIII. Quelques désagréments qu'il éprouva alors (1) le firent rentrer en France. Après le second retour du roi, il fut rappelé au commandement de la compagnie des mousquetaires noirs, et nommé gouverneur de la 20ᵉ division militaire, le 7 septembre de la même année 1815. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE LA GRANGE (Charles-Louis-Armand LE LIÈVRE, *comte*), *lieutenant-général*, frère du précédent, s'engagea volontairement dans le 9ᵉ régiment de dragons, le 5 avril 1800. Il y fut fait brigadier, le 4 juillet; maréchal-des-logis, le 22 septembre; et sous-lieutenant, le 23 octobre de la même année. Il fit les campagnes de 1800 et 1801 à l'armée d'Italie; y fut blessé, au passage du Mincio, d'un coup de feu qui tua en même temps son cheval, et se trouva aux combats ou batailles de Castel-Franco, Montebello, la Piave, la Brim et Trévise. Le gouvernement français l'envoya en mission à Constantinople, en Égypte et en Syrie, pendant l'année 1802 et partie de 1803. Il fut nommé lieutenant, le 15 juillet de cette dernière année; passa aide-de-camp du général Sébastiani, le 9 février 1804, et aide-de-camp du maréchal Berthier, le 12 septembre 1805. Il fut fait capitaine au 23ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 20 janvier 1806. On le nomma membre de la Légion-d'Honneur, le 14 mars suivant, et il fut fait chevalier de l'ordre militaire de Bavière, le 14 du même mois. Il a fait la campagne d'Autriche, en 1805, s'est trouvé à la prise d'Ulm

---

(1) *Voyez*, pour les détails, *le Moniteur* du 12 juillet 1815, pag. 792, et la Biographie des hommes vivants, tom. IV, pag. 51.

et à la bataille d'Austerlitz. Il servit ensuite au siége de Gaëte. Nommé chef d'escadron au 9e régiment de hussards, le 27 janvier 1807, il fit, dans la même année, la campagne de Prusse et de Pologne, et se trouva aux batailles d'Iéna, Eylau, Heilsberg et Friedland, et au siége de Stralsund. Il obtint la croix de commandeur de l'ordre du Mérite de Bavière, le 30 juin, et le grade d'adjudant-commandant, qui lui fut conféré à Tilsitt, le 13 juillet. Employé à l'armée d'Espagne, en 1808, il combattit aux batailles de Sommo-Sierra et de Bennavente. Il fit la campagne de 1809 à la grande-armée d'Allemagne, et se trouva aux combats de Landshutt et de Ratisbonne, et aux batailles d'Eckmühl, d'Essling et de Wagram. Il fut blessé à cette dernière par un éclat d'obus qui le frappa au genou. On le créa officier de la Légion-d'Honneur, par décret donné à Schœnbrunn, le 11 juillet 1809, et il fut fait chevalier de l'ordre de Saint-Léopold d'Autriche, le 4 avril 1810. Promu au grade de général de brigade, le 31 janvier 1812, il fit en cette qualité la campagne de Russie; combattit à Mohilow, à Smolensk et à Valuntina. Pendant la retraite de Moscou, il combattit aussi à la bataille de Maloïaroslawetz; et après cette affaire, il soutint le mouvement rétrograde de l'armée jusqu'à Viazma. Il fit la campagne de Saxe, en 1813; eut un cheval tué sous lui au combat près de Wittemberg, et se trouva aux batailles de Léipsick, les 16 et 18 octobre, et à la bataille de Hanau. On le fit commandant de la Légion-d'Honneur, le 30 novembre suivant. En 1814, il fit la campagne de France contre les alliés; combattit à Fontainebleau, Craone, Laon, Fère-Champenoise, et sous les murs de Paris. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le nomma lieutenant-général, le 4 juin 1814, et le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 22 août de la même année. Il est classé, en 1822, parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires.*)

DE GRANDVILLE, *voyez* BIDÉ *et* LOQUET.

GRESIEUX-BOURDIN (N....), *général de brigade*, entra au service comme soldat dans le 29e régiment d'infanterie, en 1772. Après avoir passé par tous les grades, il fut fait adjudant-général chef de brigade, le 26 novembre 1793. On le nomma général de brigade, en 1795, et on l'employa en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Orientales. Ses services, depuis cette époque, ne nous sont pas connus. (*États militaires.*)

DE GREZ, *voyez* DE CORBEIL.

DE GRILLET DE BRISSAC (Albert), *lieutenant-général*, fut successivement cornette au régiment de cavalerie de Harcourt-Elbeuf, en 1645; lieutenant, en 1646, et capitaine, en 1650. Il servit, avec ce régiment, en Flandre, et se distingua particulièrement à la bataille de Rethel. Après la bataille des Dunes, où il avait commandé le régiment de Harcourt, il retournait au siége de Dunkerque, lorsqu'il rencontra, près de cette place, 3 escadrons, qu'il repoussa jusqu'à la barrière. S'étant trouvé enveloppé par les ennemis, il feignit d'être des leurs; et, en se retirant, il fit prisonnier le commandant de leur cavalerie. Il servit ensuite aux siéges de Menin et d'Ypres. Son régiment ayant été réformé, en 1660, il obtint une compagnie dans le régiment des cuirassiers, le 3 décembre 1665, et fut fait lieutenant de la compagnie des gardes-du-corps (depuis Beauvau). Il servit, la même année, au siége et à la prise de Tournay et de Douay. Il eut, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1667, la cuisse cassée d'un coup de fauconneau, en allant faire reconnaître un chemin, par lequel le roi devait passer. On lui donna, le 8, une commission, pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il se trouva, en 1668, à tous les siéges des villes de la Franche-Comté, que le roi fit en personne. En 1672, il marcha, avec le roi, à la conquête de la Hollande, et servit, en 1673, au siége de Maestricht. Il obtint, par provisions du 21 juin, le gouvernement du fort Pecquais; et, par brevet du 3 juillet, la charge de major des gardes-du-corps. Depuis qu'il eut cette charge, il ne quitta plus le roi, qu'il suivit, la même année, en Lorraine.

et en Alsace. Il fit toutes les campagnes depuis 1674 jusqu'en 1691; se trouva à la conquête de la Franche-Comté, aux combats, batailles, siéges et prises de villes, qui eurent lieu pendant ce temps, aux armées de Flandre et des Pays-Bas. Il fut créé brigadier, par brevet du 25 février 1677, et maréchal-de-camp, par autre brevet du 24 août 1688. On le nomma gouverneur de Guise, par provisions du 1er janvier 1691, sur la démission de M. de la Fitte, auquel il céda en échange le gouvernement du fort Pecquais. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1693, son grand âge l'obligea de se démettre de la majorité des gardes-du-corps, au mois d'avril 1708, et de se retirer. Le roi lui fit don de son portrait et le pourvut de la lieutenance-générale du gouvernement de Saintonge et d'Angoumois, vacante par la mort de M. de Ligondès, par provisions du 15 juillet 1709. Il conserva cette charge jusqu'à sa mort, qui arriva le 11 février 1713. Il était alors âgé de 86 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 358; *mémoires du temps*, *Histoire de la maison du Roi*, *de l'abbé de Nœufville*, *tom. I*, *pag.* 338, *où l'auteur a mis par erreur que M. de Brissac avait eu le gouvernement de Guise dès* 1688, *et qu'il était mort en* 1716.)

DE GRIMALDI (Marc), *seigneur d'Antibes*, *grand-maître des arbalétriers*, fut nommé pour exercer cette charge, par commission donnée à Vincennes, le 16 décembre 1373. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 471; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VIII*, *pag.*

DE GRIMALDI D'ANTIBES (Jean-Henri), *marquis de Corbons*, *maréchal-de-camp*, obtint l'érection de la terre de Corbons en marquisat, et celle de la terre de Cagnes en baronnie, en 1626. Il eut, le 8 juillet 1635, l'agrément du roi pour un régiment qu'il ne leva point. En 1641, il fut fait lieutenant de roi de Monaco, lorsque cette principauté se mit sous la protection de la France, qui y plaça alors garnison. Il leva, par commission du 5 février 1642, une compagnie franche de 150 hommes, pour tenir garnison à Monaco. Il fut créé maréchal-de-camp, le 21 juillet 1649, et résida à Monaco

jusqu'à sa mort. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 268; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV.*)

DE GRIMOARD DE BEAUVOIR DU ROURE (N...., *marquis*), *lieutenant-général*, passa successivement colonel des grenadiers de France, puis du régiment de Saintonge, en 1761, et enfin du régiment de Dauphin, en 1765. Il fut fait brigadier d'infanterie, le 25 juillet 1762; maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770, et lieutenant-général, le 1er mars 1784. (*Etats militaires.*)

LE GROING DE LA MOTHE (Hélion), fut établi *grand-maître et visiteur de toute l'artillerie de France*, à la mort de Gaspard Bureau, en 1469, et se démit de cette charge, la même année. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 477.)

DE GROMARD (Jean-Gaston, *chevalier*), *lieutenant-général*, naquit le 17 janvier 1731. Il entra au service comme surnuméraire dans l'arme de l'artillerie, le 15 décembre 1747, et passa cadet, le 26 du même mois. Il fut fait sous-lieutenant, le 1er mai 1748; lieutenant en second, le 21 juin 1755, et lieutenant en premier, le 15 janvier 1762. Il obtint le grade de capitaine, le 25 mars 1765, et celui d'aide-major, le 15 octobre suivant. Il passa capitaine de sapeurs, le 10 septembre 1769; capitaine de bombardiers, le 6 novembre 1771, et capitaine de canonniers, le 1er novembre 1774. On le nomma chef de brigade, le 14 septembre 1776; lieutenant-colonel titulaire, le 4 juillet 1781, et colonel, le 1er avril 1791. Il fut promu, le 7 septembre 1792, au grade de maréchal-de-camp, en considération des preuves qu'il avait données, de sa valeur, de son expérience, de son zèle et de sa bonne conduite. Il avait été créé chevalier de l'ordre de Saint-Louis, en avril 1771. Il fut nommé lieutenant-général, le 8 mars 1793. (*Etats militaires.*)

DE GROSMENIL, *voyez* DE BROSSART.

DE GROUCHY (Emmanuel, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Paris, le 23 octobre 1766. Il commença à servir dès l'âge de 14 ans, et fit ses premières armes dans l'artil-

lerie. Lorsqu'il eut acquis les notions élémentaires de cette arme, il passa dans les troupes à cheval, fut nommé capitaine de cavalerie, en 1784, et officier des gardes-du-corps du roi, en 1785. Il adopta, en 1789, les principes que proclamait l'assemblée constituante; se prononça pour la révolution, et quitta les gardes-du-corps. Il commanda successivement le 12ᵉ régiment des chasseurs à cheval, et le 2ᵉ régiment de dragons, avec lequel il fit la campagne de 1792. Promu, en septembre de cette même année, au grade de maréchal-de-camp, il fut placé à la tête de la cavalerie de l'armée des Alpes, et contribua à la conquête de la Savoie. L'hiver et les neiges ayant fermé les débouchés du Piémont, et suspendu les opérations militaires sur cette frontière, il reçut l'ordre de se rendre dans la Vendée, pour y servir à l'armée des côtes de Brest, dont il conduisit successivement l'avant-garde et l'aile gauche. Cette dernière, quoique la plus faible de celles qui agissaient dans l'Ouest, fut la seule qui obtint alors des succès : elle sauva Nantes, qu'était venu assiéger Charrette; prévint les progrès de l'insurrection, en environnant la Vendée de camps et de postes retranchés, et demeura constamment maîtresse de toutes les places et de tous les points accessibles des côtes du Poitou, malgré les attaques récidivées des Vendéens, qu'elle réussit à empêcher de communiquer utilement avec les Anglais. Dans toutes les affaires qu'il eut à soutenir contre les royalistes, Grouchy parvint à les battre, et se fit surtout remarquer au combat des Sorinières, où, sautant à bas de son cheval, qu'inutilisait un terrain marécageux et difficile, et se dépouillant de ses habits, il s'élança, à la tête de quelques compagnies de grenadiers, au milieu des Vendéens, et parvint, quoique blessé, à leur arracher une victoire long-temps incertaine. A la fin de 1793, le décret de la convention, qui excluait les nobles de tout commandement militaire, l'obligeant à quitter l'armée, ses soldats, instruits de son prochain départ, investirent son quartier-général, résolus à retenir à leur tête un chef qu'ils chérissaient. Mais il fit céder leur affectueux intérêt au devoir de l'obéissance, s'échappa

pendant la nuit de son camp, et se retira dans son département. Quelque temps après, l'armée vendéenne ayant passé la Loire, et s'approchant du canton où il résidait, il marcha, comme simple soldat, dans les rangs des gardes nationales requises pour être opposées aux royalistes (1). Après 8 mois d'inactivité, Grouchy fut rappelé aux fonctions qu'il avait déjà remplies; et, quelque regret qu'il témoignât de figurer encore sur un théâtre arrosé du sang français, il fut de nouveau employé dans la Vendée. Confirmé, le 11 juin 1795, dans le grade de général de division, que lui avaient conféré, un an auparavant, les représentants du peuple aux armées, il remplit alors les fonctions de chef d'état-major de celle de l'Ouest. Lors du débarquement des émigrés français à Quiberon, le général Grouchy accourut, du fond du Poitou, aux côtes du Morbihan; traversa, preque seul, le pays insurgé; et, ramassant toutes les troupes qui se trouvaient disséminées, il les conduisit au général en chef Hoche. La guerre s'étant rallumée sur la rive gauche de la Loire, Grouchy la poursuivit avec une vigueur mêlée de sagesse; ce qui détermina le gouvernement à le nommer général en chef de l'armée des côtes de Brest. Mais Grouchy, bien convaincu que de grandes opérations militaires ne sont couronnées d'un succès complet, qu'alors qu'une seule et même volonté en règle l'ensemble, refusa le commandement auquel il était appelé; et, sacrifiant l'ambition aux intérêts de son pays, il engagea le directoire à réunir en une seule les trois armées qui agissaient contre les royalistes. Cette nouvelle armée prit le nom d'armée des côtes de l'Océan, et le commandement en fut donné à Hoche. Grouchy, placé sous les ordres de ce dernier, comme son lieutenant, le seconda puissamment dans toutes ses opérations, soit en l'aidant des connaissances locales et individuelles qu'une longue

(1) « S'il ne m'est plus permis, dit-il à cette occasion, de conduire les » phalanges républicaines, il ne saurait m'être défendu de verser encore » mon sang pour la patrie. »

expérience de cette guerre lui avait fait acquérir, soit en dirigeant d'importantes expéditions. Il fit successivement enlever tous les postes des royalistes à Rosnay, au champ Saint-Père, à Saint-Vincent-de-Craon, aux Moutiers, et alla combattre Charrette jusque dans son quartier-général de Belleville. Un corps considérable d'émigrés ayant été amené par les Anglais à l'Ile-Dieu, et menaçant les côtes du Poitou, Grouchy parvint, avec quelques milliers d'hommes seulement, à en imposer aux ennemis par des démonstrations, et battit les Vendéens, qui, à dessein de favoriser le débarquement de ce corps, étaient venus attaquer le poste retranché de St.-Cyr : Charrette fut si complétement défait dans l'affaire qui eut lieu près du village de ce nom, qu'il lui fut impossible de former depuis aucun rassemblement; sa prise et celle de Stofflet suivirent de près ce glorieux combat, et terminèrent la guerre sur la rive gauche de la Loire. Grouchy fut alors nommé chef d'état-major de l'armée du Nord; et, à la fin de 1796, le directoire le chargea du commandement en second de l'armée destinée à faire une descente en Irlande. La flotte française sortit de Brest, le 16 décembre 1796, à l'entrée de la nuit; mais par une inexplicable fatalité, elle se trouva dispersée dès le lendemain; de sorte que Grouchy n'arriva à la baie de Bantry qu'avec quelques vaisseaux, et une faible partie des troupes de terre. Toutefois, il n'hésita point à ordonner le débarquement, résolu de tenter, avec la poignée de braves qui l'accompagnaient, et malgré l'absence du général en chef Hoche, qui était du nombre de ceux qui n'arrivèrent point jusqu'à cette baie, une invasion, dont le succès, n'eût-il été que momentané, eût porté à l'Angleterre un coup funeste. Cependant, contrarié par les éléments, et par la résistance que le contre-amiral Bouvet (1) opposa à l'exécution de ses ordres, Grouchy fut forcé d'abandonner son projet, et ramené, malgré lui,

(1) Cet officier, très-brave d'ailleurs, fut destitué à son retour en France.

dans le port de Brest, après avoir échappé aux dangers que les tempêtes et l'ennemi offraient de toutes parts. Au retour de cette infructueuse entreprise, Grouchy fut envoyé pour la troisième fois dans l'Ouest, comme gouverneur des 12ᵉ, 13ᵉ, 14ᵉ et 22ᵉ divisions militaires : l'esprit de modération et de justice qu'il déploya, lui concilièrent l'estime des habitants de ces contrées, et y firent régner la tranquillité aussi long-temps qu'il y commanda. Lors du départ de Napoléon Buonaparte pour l'expédition d'Égypte, Grouchy, avide de combats et de gloire, demanda à faire partie de l'armée d'Orient; mais Desaix lui fut préféré. Une nouvelle coalition contre la France s'étant organisée, en 1798, Grouchy reçut l'ordre de se rendre à l'armée d'Italie, que commandait Joubert. Ce général en chef, sentant combien sa position deviendrait difficile, si le roi de Sardaigne, dont l'attachement à la cause française était douteux, se réunissait aux coalisés, et tombait sur ses derrières, tandis que les Russes et les Autrichiens l'attaqueraient de front sur l'Adige, envoya Grouchy à Turin, en apparence pour y prendre le commandement de la citadelle, dont le directoire avait précédemment exigé la remise aux troupes françaises, mais avec la mission secrète de tout faire pour s'assurer du Piémont, soit en négociant avec la cour de Turin, soit en se rendant maître du pays, à l'aide des patriotes, si les intentions qu'on soupçonnait au gouvernement sarde venaient à se développer. Quoiqu'il n'eût reçu aucun ordre écrit, qui pût mettre sa responsabilité à couvert, Grouchy sentant le besoin de sauver l'armée, dont le salut se trouvait en quelque sorte entre les mains de la cour de Turin, se conduisit avec assez d'adresse et d'habileté pour déterminer le roi de Sardaigne à se retirer volontairement en Sardaigne, et à signer un traité par lequel il abdiquait sa couronne, remettait ses places fortes et ses trésors, et ordonnait à ses troupes de se réunir à l'armée française. Le gouvernement français, appréciant l'étendue d'un tel service, confia à Grouchy le commandement en chef et l'organisation du Piémont. Dans ce poste important, Grouchy fit respecter et aimer le nom

français, maintint la tranquillité en contenant les passions d'une population effervescente, fit respecter la religion, et par des mesures justement sévères, mit un terme aux assassinats, qui étaient journaliers sous le précédent gouvernement : les sciences et les arts reçurent de lui des encouragements spéciaux, et les universités furent rouvertes. En vain quelques mécontents essayèrent-ils de soulever les paysans des provinces d'Acqui et du Montferrat ; ces mouvements partiels furent à l'instant comprimés, et le village de Strevi, où un détachement de la 29ᵉ demi-brigade avait été traîtreusement assailli, et en partie massacré, ayant été livré aux flammes, aucun autre acte de rigueur ne fut nécessaire au maintien de la tranquillité. La santé de Joubert l'ayant obligé à quitter le commandement, Schérer le remplaça; mais les défaites essuyées par ce dernier, entraînèrent la perte du Milanais. Moreau fut alors chargé de rallier les débris de l'armée, et d'arrêter, s'il était possible, la marche victorieuse des Austro-Russes. Grouchy le joignit avec quelques troupes, et fit avec lui cette belle campagne du Piémont, pendant laquelle 25,000 Français manœuvrèrent pendant six semaines devant 90,000 Russes et Autrichiens, sans pouvoir être entamés; déjouèrent tous les projets de l'ennemi; l'empêchèrent de pénétrer sur aucun point de nos frontières; et, alors que le général russe Soworow les croyait retirés derrière les Alpes, reparurent sur les monts Liguriens, effectuèrent leur jonction avec l'armée qui évacuait le royaume de Naples, et se trouvèrent en mesure de disputer, près de Novi, la possession de l'Italie. Grouchy prit une part active aux opérations militaires de cette époque mémorable : il se distingua aux combats de Valence et de Saint-Juliano. Ayant été détaché, avec un corps d'armée, pour balayer le pays entre Tortone et Alexandrie, il battit, le 14 juin 1799, le général autrichien Bellegarde, lui enleva une partie de son artillerie, et le culbuta dans la Bormida. Pendant les journées qui précédèrent la bataille de Novi, il eut de vifs engagements avec ces mêmes Autrichiens, qu'il chassa des fortes positions qu'ils occupaient, et notamment de celle de Terzo. A la

bataille de Novi, le général Grouchy commanda, de concert avec le général Pérignon, l'aile gauche de l'armée : onze fois les troupes furent engagées avec l'ennemi, et Grouchy dirigea la plupart des charges : dans l'une d'elles, un boulet emporta le drapeau, qu'il avait pris à la main, pour ramener au combat une demi-brigade qui faiblissait. Élevant alors son chapeau au bout de son sabre, et ralliant une poignée de braves, il se précipite avec eux au milieu des Autrichiens, les enfonce, leur fait 1200 prisonniers, et les oblige à reculer d'une lieue; mais, la droite et le centre de l'armée française ayant été forcés et coupés, et ne pouvant faire leur retraite qu'en passant derrière l'aile gauche, ils attirent les Austro-Russes, et mettent ainsi entre deux feux cette aile jusque-là victorieuse. Grouchy, obligé de se reployer, le fit en bon ordre, et essaya même de sauver l'artillerie, que les divisions en retraite avaient abandonnée. Pour y parvenir, il résolut de tenir au village de Pastourana, où il arrêta en effet les Austro-Russes pendant quelques moments; mais, accablé par le nombre, entouré de toutes parts, et atteint de 14 blessures, il tombe au pouvoir de l'ennemi : toutefois, son dévouement, en donnant au général Moreau, qui avait pris le commandement après la mort de Joubert, le temps de rallier l'armée, contribua éminemment à atténuer les suites qu'aurait pu entraîner la perte de la bataille. La conduite que Grouchy avait tenue en Piémont, lui avait assuré l'estime des chefs des armées russes et autrichiennes; et le grand-duc de Russie, Constantin, s'empressa de lui en donner des preuves, en le faisant environner de tous les soins que réclamait sa position : il le fit panser en sa présence, et mit à sa disposition sa bourse, ses domestiques, son chirugien. Néanmoins la gravité des blessures reçues par Grouchy était telle, que, pendant plus de 4 mois, il lutta entre la vie et la mort. Après avoir été retenu prisonnier pendant près d'un an, il obtint enfin d'être échangé contre le général anglais Don, et rentra en France, où on lui confia presque immédiatement une des divisions de l'armée de réserve. Il pénétra, avec cette division, dans le pays des Grisons, et

occupa Coire. Chargé momentanément du commandement de l'armée, les dispositions qu'il prescrivit forcèrent les Autrichiens d'évacuer la Haute-Engadine, et facilitèrent le passage du Splugen. Un commandement plus important était réservé à Grouchy, par le général en chef Moreau, avec lequel la campagne de Piémont l'avait intimement lié. Ce dernier, qui commandait alors l'armée du Rhin, ayant demandé Grouchy pour l'un de ses lieutenants, le plaça à la tête de la plus belle de ses divisions, forte de près de 18,000 hommes. A la bataille de Hohenlinden, le 3 décembre 1800, Grouchy fut appelé à jouer un des principaux rôles. Le sort de la journée dépendait en grande partie de l'inébranlable fermeté de ses troupes, et de celle du général Ney, qui, placées à la tête d'un défilé, dans lequel était engagée l'armée ennemie, devaient résister seules à ses efforts, et l'empêcher de déboucher, pendant tout le temps nécessaire aux division Decaen et Richepanse pour opérer un mouvement, qui, en les portant sur le flanc et les derrières des Autrichiens, pût rendre décisive et victorieuse une attaque simultanée des 4 divisions françaises. Après avoir longtemps repoussé les attaques de l'archiduc Jean, Grouchy se trouva débordé et tourné par un corps d'élite autrichien, et en même temps réattaqué sur tout son front. Dans ce moment critique, il forme en colonne serrée la brave 46e demi-brigade, se met à sa tête, perce la ligne ennemie, force les grenadiers hongrois, qui l'avaient tourné, à mettre bas les armes, et repoussant, avec sa cavalerie, l'attaque sur son front, enlève 14 bouches à feu à l'ennemi, et le rejette dans le défilé. Presque au même moment, le canon des divisions Decaen et Richepanse, qui arrivaient à leur point d'attaque, s'étant fait entendre, Grouchy et Ney se précipitent sur les Autrichiens, les enfoncent de toutes parts, et les forcent à fuir en désordre, laissant sur le champ de bataille 103 pièces de canon, 15,000 prisonniers, et de nombreux trophées militaires. Chargé de poursuivre l'archiduc, Grouchy se distingua de nouveau, au passage de l'In et à celui de la Salza. Il pénétra à Steyer, y enlèva 20 bouches à feu et quelques bataillons, et obtint

ainsi l'honneur de terminer la campagne. La paix ayant été signée, il fut nommé inspecteur-général des troupes à cheval. Pendant la campagne de Prusse, en 1805, Grouchy fut placé à la tête d'un des corps de cavalerie de la grande-armée. Il se signala, par sa valeur et ses bonnes dispositions, au combat de Zidernitz, où, à la tête de ses dragons, il culbuta la cavalerie prussienne, la poursuivit pendant trois lieues, sans lui donner le temps de se rallier, et détruisit en totalité le régiment des dragons de la reine de Prusse. Deux jours après, il fit prisonniers, près du village de Wittmansdorff, tout le corps des gendarmes de la garde royale prussienne. A l'affaire de Prentzlow, le 28 octobre, Grouchy, s'élançant audacieusement à la tête de sa cavalerie, au milieu des colonnes du corps d'armée du prince de Hohenlohe, pénètre en même temps qu'elles dans la ville, fait mettre bas les armes à plusieurs bataillons, et imprime une telle épouvante au reste des troupes, que le prince consent à signer une capitulation, qui livre aux Français 18,000 hommes, 64 pièces de canon, et un parc de munitions très-considérable. Les débris des armées prussiennes s'étant ralliés près de Lubeck, Grouchy prit encore part à la bataille qui se livra sous les murs de cette ville. Sa cavalerie y pénétra la première, et fut au moment d'y faire prisonnier le général Blucker, qu'elle poursuivit pendant toute la nuit. Acculé au territoire danois, et sommé de se rendre, le général prussien capitula, avec son armée. Aux combats de Hoffe et de Landsberg, Grouchy mérita les éloges de ses compagnons d'armes, par son inébranlable fermeté à conserver, avec sa seule cavalerie (l'infanterie n'étant pas arrivée), une position importante, qui venait d'être enlevée, et que les Russes réattaquaient avec des forces considérables de toutes armes. A la bataille d'Eylau, en débouchant à temps utile de derrière cette ville, il arrêta l'effort de l'armée ennemie, qui avait forcé le faible corps d'Augereau à rétrograder, et qui lui faisait éprouver de grandes pertes : les charges faites par la cavalerie de Grouchy, et soutenues par celles de la garde impériale et des cuirassiers, donnèrent au corps du maréchal Davout

le temps de parvenir à ses points d'attaque, et contribuèrent puissamment au succès de cette journée, l'une des plus meurtrières de la guerre. Le corps que commandait Grouchy souffrit beaucoup; il se composait le matin de plus de 4000 chevaux, et comptait à peine 1200 hommes dans les rangs à la fin de la bataille. Grouchy eut son cheval tué sous lui, fut blessé, et ne dut la vie qu'au dévouement du jeune La Fayette, alors son aide-de-camp, qui l'arracha des mains des Russes. Le général Grouchy fut cité avec éloges dans le bulletin de la bataille gagnée à Friedland, le 16 juin 1807. Détaché la veille de cette bataille, en avant de l'armée, avec toute la cavalerie, dont le commandement lui avait été confié, en l'absence de Murat, qui s'était porté, avec Davout, sur Kœnigsberg, Grouchy attaqua les Russes dès le point du jour, battit leur cavalerie, s'empara du village de Schwanxendorff, y fit 3000 prisonniers, et y prit 10 bouches à feu. De fortes colonnes d'infanterie débouchent alors de Friedland, et menacent de faire payer chèrement à Grouchy ses premiers succès: mais ce général, par une retraite simulée, attire les Russes au-delà de ce même village, qu'il semble évacuer, et derrière lequel il tient cachée une partie de sa cavalerie; puis, faisant volte-face avec le reste, il fond sur un ennemi, que sa supériorité numérique a rendu trop confiant, et qui, attaqué inopinément en tête et en queue, fuit en désordre derrière la Pregel, trop heureux d'avoir à opposer cette barrière à l'impétuosité française. Toutefois, le gros de l'armée était encore en arrière, et le seul corps du maréchal Lannes avait pu joindre celui de Grouchy, qui, secondé par cet intrépide capitaine, parvint à tenir les Russes en échec jusqu'à une heure après midi, heure à laquelle arriva le reste des troupes françaises. Alors une attaque générale à lieu, et la victoire la plus complète couronne le brillant début de la journée : elle valut à Grouchy le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, comme celle d'Eylau l'avait fait décorer de la grand'croix de l'ordre de Maximilien-Joseph. La paix de Tilsitt ayant terminé la guerre dans le Nord, Grouchy fut envoyé en Espagne, au commencement

de 1808, et, peu après, nommé gouverneur de Madrid. Une insurrection, du caractère le plus grave, ayant éclaté dans cette capitale, le 2 mai, les insurgés, qui étaient parvenus à s'emparer de l'arsenal, et à occuper en forces les rues et les places publiques, firent main-basse sur tous les Français qu'ils purent saisir. Grouchy se hâta de les attaquer, reprit l'arsenal, et dispersa facilement les rebelles; mais, ne pouvant parvenir à faire cesser le feu meurtrier qui partait des maisons, et à empêcher le massacre des Français, qui continuait dans l'intérieur des habitations, il ordonne d'enfoncer les portes de quelques-unes, et de passer au fil de l'épée les Espagnols qu'on y trouverait égorgeant ses compatriotes. Par cet acte de juste rigueur, il mit un terme aux horreurs qui se commettaient, et prévint de plus grands malheurs (1). Grouchy allégua, quelque temps après, des motifs de santé, pour pouvoir quitter l'Espagne, et se retira dans ses terres. A peine y était-il arrivé, qu'il reçut ordre de se rendre en Italie, où les hostilités venaient de commencer. Il se distingua au passage de l'Izonso, le 2 mai 1809; battit la cavalerie autrichienne, le surlendemain, dans les plaines d'Udine, et se rendit maître de cette ville. Détaché ensuite sur la droite de l'armée, avec un corps considérable, il prit Mahrbourg, investit la Styrie et entra le premier dans Gratz, dont le château tomba plus tard au pouvoir du général français Macdonald, qui avait été laissé en arrière pour en faire le siége. Grouchy pénétra ensuite en Hongrie, avec le vice-roi, et coopéra à la defaite de la cavalerie de l'archiduc Jean, près de Papa. Il se montra, avec son courage ordinaire, à la bataille de Raab, et poursuivit les Autrichiens jusque sous Comorn. Napoléon ayant appelé à lui l'armée d'Italie, et concentré ses divers corps, afin d'effectuer de vive force le passage du Danube, Grouchy eut

(1) Une soixantaine de furieux, saisis le poignard à la main, furent les seuls qui payèrent de leur vie l'attentat horrible dont plus de 300 Français avaient été victimes.

ordre de prendre le commandement de toutes les troupes à cheval de l'aile droite, à la tête desquelles il franchit le fleuve. Le jour de la bataille de Wagram, il mit en fuite la cavalerie autrichienne qui lui était opposée, et tourna entièrement la position de l'archiduc Charles; puis, tombant sur les derrières de l'armée ennemie, au moment où, par des attaques vigoureuses, Macdonald et Marmont en perçaient le centre, il prit une glorieuse part à cette importante victoire. Deux jours après, il tailla en pièces une arrière-garde ennemie, commandée par le prince de Rosamberg : ce fait d'armes fut suivi d'un armistice et de la paix de Presbourg. En récompense de sa valeureuse conduite, Grouchy fut nommé commandeur de la Couronne-de-Fer, colonel-général des chasseurs, et grand-officier de l'empire. Il présida, en cette dernière qualité, le collége électoral du département de Vaucluse, au mois de janvier 1811. Pendant la campagne de Russie, en 1812, Grouchy fut chargé du commandement d'un des trois corps de cavalerie de la grande-armée. Après la prise de Wilna, quelques divisions d'infanterie ayant aussi été placées sous ses ordres, il fut détaché sur la droite, s'empara d'Orcha, passa le premier le Boristhène, et se distingua au combat de Krasnoï. Ayant forcé l'armée russe de se reployer dans Smolensk, il parvint, par des charges audacieuses, à l'y contenir, toutes les fois qu'elle essaya d'en déboucher; et facilitant ainsi l'occupation des positions environnantes par les corps d'infanterie de l'armée, à mesure qu'ils arrivaient, il mit Napoléon à même d'enlever, le surlendemain, cette place importante. Il contribua également au gain de la bataille de la Moskowa, le 7 septembre. Le glorieux fait d'armes qui couronna cette journée meurtrière, appartient en grande partie, au général Grouchy : ce fut lui qui, vers sept heures du soir, tourna, avec sa cavalerie, la grande redoute qui couvrait la droite des Russes. Cette redoute avait été un moment au pouvoir des Français, le matin; mais l'ennemi l'avait reprise de suite, et on l'avait inutilement réattaquée, pendant toute la journée. Bravant le feu de cette redoute, Grouchy alla fondre sur la ligne des Rus-

sés, qui s'étendait derrière, parvint à l'enfoncer, pendant que le général Caulaincourt, à la tête des cuirassiers, pénétra dans la redoute, et s'en rendit maître. Grouchy, qui avait eu son cheval tué sous lui, le matin, reçut alors un biscayen dans la poitrine : son fils fut aussi blessé à ses côtés dans cette même affaire, et presqu'au même moment. Le général Grouchy était à peine guéri de sa blessure, lorsque Napoléon quitta Moscou, pour se porter sur Kalouga. Grouchy reprit le commandement de ses troupes, et combattit à leur tête à la bataille de Maloïaroslawetz. Après cette affaire, Napoléon s'étant déterminé à changer de direction, et à marcher sur Smolensk, Grouchy, qui avait d'abord été envoyé à la poursuite de l'ennemi, fut chargé de couvrir la retraite, avec ses troupes à cheval, que l'on renforça de quelques brigades d'infanterie. Il s'acquitta de cette mission avec succès, et rendit d'utiles services au combat de Viasma, où il sauva une partie de l'artillerie française, qui se trouvait compromise. Au-delà de cette ville, le pays cessant d'être propre à la cavalerie, l'arrière-garde ne se composa plus que d'un corps d'infanterie, et celui de Davout fut chargé de ce service. Bientôt un froid de 28 degrés, des privations de tous genres, et les attaques journalières d'un ennemi nombreux, ayant fait périr presque tous les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie, l'armée fut réduite à un état de désorganisation qui pouvait faire craindre les plus grands revers. Napoléon crut devoir à sa sûreté d'organiser un corps, sur lequel il pût compter, pour faire, s'il était possible, une trouée au milieu de l'armée russe, et pour se garantir personnellement du risque de tomber au pouvoir de ses ennemis. Il forma à cet effet un corps de cavalerie, composé de généraux et d'officiers, le nomma l'*escadron sacré*, et en confia le commandement à Grouchy. Mais l'armée étant parvenue à passer la Bérézina, et Napoléon ayant quitté l'armée, pour se rendre à Paris, la formation de l'escadron sacré resta sans objet. Les débris des troupes françaises franchirent la Vistule et l'Oder, et prirent des quartiers d'hiver en Silésie et en Prusse. Grouchy ne fit point la

campagne de 1813. Il avait demandé, à la fin de celle de 1812, un corps d'armée d'infanterie : Napoléon le lui refusa, et lui donna l'ordre de se mettre de nouveau à la tête de la cavalerie, qui, à peine réorganisée, n'existait, pour ainsi dire, que sur les cadres. Blessé de ce refus, Grouchy renvoya au ministre de la guerre, Clarke, ses lettres de commandement, et se retira dans ses propriétés. Mais, lorsque après la perte de la bataille de Léipsick et la désastreuse retraite d'Allemagne, les ennemis furent en mesure de passer le Rhin et d'envahir le territoire français, il jugea qu'il ne lui était plus permis de demeurer oisif, et offrit de reprendre du service. Napoléon lui laissa alors le choix du commandement de l'armée qui s'organisait en Piémont, ou de la cavalerie; ne dissimulant cependant pas, que c'était à la tête de cette arme, dont Grouchy possédait toute la confiance, qu'il persistait à croire que cet officier servirait plus utilement son pays. Une telle considération détermina Grouchy à se mettre encore une fois à la tête des troupes à cheval. Les armées coalisées ayant passé le Rhin sur divers points, Grouchy les arrêta pendant quelques instants dans les plaines de Colmar. Forcé d'évacuer cette ville, il se réunit au maréchal Victor, au pied des montagnes des Vosges, dont il disputa le passage aux alliés, et fit sa jonction, près de Saint-Dizier, avec les troupes que Napoléon amenait de Paris. Aux batailles de Brienne, le 29 janvier 1814, et de la Nothière, le 1er février, Grouchy donna l'exemple aux plus braves, et le lendemain de ces affaires, il couvrit la retraite de l'armée, sans se laisser entamer. Les troupes françaises, qui avaient dû évacuer la Champagne, se portant de Nogent sur Troyes, Grouchy contribua à la reprise de cette dernière ville, en poussant vigoureusement la cavalerie autrichienne : il fut blessé dans une des charges qui eurent lieu dans cette occasion. Le 14 février, il se couvrit de gloire à l'affaire de Vauchamps, où, par une manœuvre hardie, il parvint à couper une partie du corps du général prussien Kleist, et fit prisonniers plusieurs de ses régiments. Longeant ensuite les colonnes ennemies qui se retiraient, il réussit à les de-

vancer avant qu'elles eussent pu se jeter dans le défilé d'Étoges; et, les prenant en front et en flanc, il en fit un horrible carnage. Il les eût même forcées à mettre bas les armes, si l'infanterie française eût pu arriver assez tôt pour appuyer ses charges victorieuses. Sa conduite brillante durant cette campagne, et notamment à Vauchamps, lui valut, de la part de Buonaparte, le grade de maréchal d'empire, dont le brevet ne lui fut cependant expédié qu'en 1815, pendant les *cent jours* (1). Le 7 mars 1814, Grouchy teignit de son sang les lauriers qu'il cueillit à la bataille de Craone : la blessure douloureuse qu'il y reçut l'obligea à quitter l'armée. Louis XVIII étant remonté sur le trône de ses ancêtres, le titre de colonel-général des chasseurs, que portait alors le général Grouchy, et une partie des honneurs et prérogatives qui y étaient attachés, furent conférés à S. A. R. Mgr. le duc de Berry. Grouchy, regardant cette mesure comme une infraction aux déclarations de S. M., par lesquelles elle avait promis de conserver aux membres de l'armée leurs titres, honneurs et prérogatives, adressa ses réclamations au roi. Sa lettre ayant déplu, il fut d'abord exilé, puis rappelé 4 jours après, et nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en janvier 1815. Toutefois, il ne put obtenir d'être employé pendant la durée de la première restauration. Buonaparte fit une invasion sur le territoire français, en mars de cette dernière année, et se ressaisit des rênes du gouvernement. Le roi sortit de France, et Grouchy accepta, le 1er avril, de la part de Buonaparte, le commandement en chef des 7e, 8e et 9e divisions militaires. Il se trouva bientôt en opposition avec Mgr. le duc d'Angoulême, qui s'avançait vers Lyon, à la tête d'une assez forte colonne, tandis qu'une autre se portait sur cette ville par la rive droite du Rhône, et qu'une troisième marchait sur Gre-

---

(1) Le brevet porte que cette récompense est décernée à Grouchy, en considération de ses belles manœuvres dans les plaines de la Champagne, en 1814.

noble. Les dispositions que fit Grouchy, et le léger engagement qui eut lieu près de Valence, ayant arrêté le mouvement des troupes royales, le duc d'Angoulême se retira vers le Pont-Saint-Esprit; mais, trouvant ce point occupé par le général Gilly, il capitula avec lui, et promit de quitter le territoire français, et de s'embarquer à Cette. Napoléon, qui se flattait de pouvoir échanger le duc d'Angoulême contre l'impératrice Marie Louise, son épouse, retenue à Vienne par l'empereur, son père, avait donné à Grouchy des instructions telles, que celui-ci ne crut pas pouvoir ratifier la capitulation, sans en référer préalablement au chef du gouvernement. Ce fut alors que Napoléon, revenant à son premier système de laisser librement s'éloigner tous les membres de la famille royale, prescrivit de faire exécuter la capitulation. Grouchy en laissa le soin au général Corbineau, aide-de-camp de Buonaparte, et qui servait alors auprès de lui. Il se hâta en même temps de quitter le Pont-Saint-Esprit, où il avait tout fait pour n'arriver qu'après le départ du duc d'Angoulême, et se porta sur Aix et Marseille, afin de dissiper les débris de l'armée royale, aux ordres des généraux Ernouf et Loverdo. Les troupes de ces deux généraux s'étant dispersées à l'approche de celles de Grouchy, le Midi se trouva pacifié sans effusion de sang, et sans que des recherches ou des vexations d'aucun genre marquassent la transition d'un gouvernement à un autre. Grouchy fut alors nommé, par Buonaparte, général en chef de l'armée des Alpes. Après l'avoir organisée et mise en état de défendre les frontières de France du côté de la Savoie, il fut rappelé par Napoléon, qui lui donna le commandement de toute la cavalerie de réserve de la grande-armée. Le comte Grouchy combattit, à la tête de ce corps, à la bataille de Ligny, le 16 juin 1815, et fut du nombre des officiers-généraux qui s'y distinguèrent d'une manière brillante. Après le gain de cette bataille, le comte Grouchy fut envoyé, avec le corps de cavalerie du général Excelmans, et les 3e et 4e corps d'infanterie, à la poursuite du général prussien Blucker, qui se retirait sur Wavres, pour l'em-

pêcher de faire sa jonction avec l'armée anglaise, aux ordres du général Wellington. Dans la journée du 18, et pendant la bataille de Waterloo, il eut avec les Prussiens quelques engagements; et, lorsqu'il apprit la perte de cette bataille, il effectua sa retraite sur Namur, et la continua ensuite, et toujours en bon ordre, par Rethel, Mézières et Reims. Dès le 26, il communiqua avec l'armée, entre les rivières d'Aisne et d'Oise. Il reçut, le même jour, du gouvernement provisoire (Napoléon avait alors abdiqué pour la seconde fois), l'ordre de conduire ses troupes à Soissons, d'y prendre le commandement de toute l'armée du Nord, et de s'approcher de Paris. Arrivé dans la capitale, le comte Grouchy se démit de ce commandement, qui fut confié au prince d'Eckmühl. Après la seconde rentrée du roi en France, le comte de Grouchy fut inscrit dans la première catégorie de l'ordonnance royale rendue, le 24 juillet : cette catégorie comprenait les officiers-généraux qui devaient être mis en jugement. Il quitta alors la France, s'embarqua à Guernesey, et se rendit dans les États-Unis d'Amérique, où il se fixa à Philadelphie. Deux fois il fut mis en jugement, devant le 2e conseil de guerre de la première division militaire, qui, chaque fois, se déclara incompétent. Enfin, par ordonnance spéciale de S. M. Louis XVIII, rendue le 24 novembre 1819, sur le rapport du garde-des-sceaux, ministre de la justice, le lieutenant-général comte Grouchy fut compris dans l'amnistie précédemment accordée par S. M., et rentra immédiatement dans tous les droits, titres, grades et honneurs, dont il était pourvu à l'époque du 19 mars 1815. Il rentra en France, en 1820; et, depuis ce moment, il a été classé parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

GRUNDLER (Louis-Sébastien, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Paris, le 29 juillet 1774. Il entra au service comme sous-lieutenant, le 27 septembre 1792, dans un bataillon du département de la Seine, et fit ses premières armes en Champagne contre les Prussiens. Après la bataille de Valmy, son corps rejoignit, sur le Rhin,

l'armée commandée par le général Custines, et fut enfermé dans Mayence, dont il fit partie de la garnison pendant le siége. Lorsque cette place eut capitulé, ce bataillon fut envoyé dans la Vendée, où Grundler fut fait lieutenant, le 21 décembre 1793. Nommé capitaine au 9ᵉ bataillon de sapeurs, il fit dans ce corps la campagne de 1794 à l'armée du Nord. Une nouvelle organisation le replaça dans l'infanterie, et il fit, dans les 163ᵉ et 8ᵉ demi-brigades de ligne, les cinq campagnes des années suivantes aux armées du Nord et du Danube. Il se distingua à l'affaire qui eut lieu le 24 mars 1799, à cette dernière armée, alors sous les ordres du général Jourdan, en chargeant avec beaucoup d'intrépidité, à la tête du 8ᵉ régiment de ligne, sur les hulans autrichiens de Meerfeld, auxquels il reprit 2 pièces de canon. Il dégagea, en même temps, une compagnie de grenadiers de son régiment qui avait été faite prisonnière. A la bataille du lendemain, il fut blessé d'un coup de feu, qui lui fractura la mâchoire inférieure du côté droit. Il commandait en cette occasion un bataillon de sa demi-brigade, qui se couvrit de gloire, en résistant pendant plusieurs heures à un corps de 10,000 Autrichiens. Le 18 février 1800, il fut nommé adjoint de l'adjudant général Rambouillet, attaché à l'état-major de la 17ᵉ division militaire. Il fit en cette qualité la campagne de 1801 à l'état-major-général de l'armée du Midi et de l'Italie. Devenu aide-de-camp du général Bonnet, en 1802, il fut promu au grade de chef de bataillon, le 30 juillet 1804, et nommé membre de la Légion d'Honneur, le 17 janvier de l'année suivante. Il fut attaché à l'état-major-général de la grande-armée, sous le maréchal Berthier, pendant la campagne d'Austerlitz, en 1805. Il se fit remarquer à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806. Lors de l'entrée de l'armée française dans Berlin, il fut nommé chef d'état-major du général de division Clarke, appelé au gouvernement-général de la Prusse. Étant entré un des premiers dans Weimar après la bataille d'Iéna, il avait sauvé généreusement plusieurs familles de cette ville du pillage dont elles étaient menacées, et, à cette occasion, il reçut

quelque temps après du grand-duc la décoration de commandeur de son ordre du Faucon-Blanc. Le grand-duc écrivit même au chef d'état-major Grundler une lettre dans laquelle, après l'avoir félicité de sa noble conduite dans cette circonstance, il ajoutait : « Vous avez mérité »de vos concitoyens, comme des habitants de Weimar, les »justes éloges qui seront toujours le partage de ceux qui »cherchent à adoucir les malheurs inséparables de la guer»re. » Le 12 avril 1807, un décret daté de Finkeinstein, nomma Grundler adjudant-commandant. Il reçut, le 31 juillet suivant, des lettres de service pour être employé au corps d'armée commandé par le maréchal Brune, qui faisait alors le siége de Stralsund. Aussitôt après son arrivée sous les murs de cette place, le maréchal lui confia le commandement d'une brigade de réserve, et lui fit faire le service de la tranchée avec les généraux de brigade. Rentré en France après la paix de Tilsitt, on lui donna, en avril 1818, le commandement du département de la Manche, dans la 14e division militaire. Le désir de servir activement lui fit bientôt solliciter d'être employé à l'armée d'Espagne, qu'il reçut l'ordre de rejoindre, le 15 juin de la même année. Il y fut fait, d'abord chef d'état-major du corps d'armée qui fit le premier siége de Sarragosse. Après cette opération, il fut rappelé à l'état-major du prince Berthier, et nommé officier de la Légion-d'Honneur, à la suite de la bataille de Burgos, où il s'était distingué. Il suivit ensuite l'armée devant Madrid, et assista au siége et à la prise de cette capitale. Le mauvais état de sa santé l'ayant forcé de quitter l'Espagne, il revint à Paris, et fut employé quelque temps après comme sous-chef de l'état-major du corps d'armée du prince de Ponte-Corvo, alors réuni sous Anvers, pour agir contre les Anglais, qui avaient fait une descente dans l'île de Valcheren. Le 10 juin 1810, il fut envoyé en Hollande comme chef de l'état-major du corps d'observation commandé par le maréchal duc de Reggio. Après avoir commandé le département du Simplon pendant une partie de l'année 1811, il partit, en 1812, pour la campagne de Russie, et fut attaché à l'état-major du 2e corps de la

grande-armée. Il se trouva aux différentes affaires qui euren lieu dans cette mémorable campagne, et eut un cheval tué sous lui, à l'attaque de Dunaburg, le 12 juillet. Il fut nommé général de brigade, à Moscou, le 10 septembre de la même année. Il se conduisit avec beaucoup de distinction aux combats des 18 et 19 novembre suivant, sous Polostk, repoussa vigoureusement, avec sa brigade, le général russe Steinheel, et lui fit 400 prisonniers, au nombre desquels se trouva le capitaine de vaisseau Vihouby, commissaire anglais près l'armée de Finlande. Au passage de la Bérésina, le général Grundler fut blessé d'un coup de feu à la cuisse droite, en combattant à la tête du 47ᵉ régiment de ligne. Les fonctions de chef d'état-major du 11ᵉ corps de la grande-armée, commandé par le maréchal Macdonald, lui furent confiées, le 17 février 1813, et il se trouva en cette qualité aux batailles de Lutzen et de Bautzen. Il fut nommé baron, le 4 mai 1813, et commandant de la Légion-d'Honneur, le 7 novembre suivant. Lorsque les événements d'avril eurent fixé le sort de Buonaparte, le général Grundler vint offrir ses services au roi, et fut désigné, le 30 du même mois, par S. A. R. MONSIEUR, lieutenant-général du royaume, pour commander un des détachements de troupes de ligne qui devaient se trouver à l'entrée du roi dans sa capitale, sous le commandement supérieur de S. A. R. Mgr. le duc de Berry, et sous les ordres du maréchal duc de Reggio. Le 1ᵉʳ juillet suivant, Sa Majesté Louis XVIII le nomma commandant du département de la Seine et de la ville de Paris, et le créa chevalier de l'ordre de Saint-Louis. Ce commandement ayant été supprimé, S. M. donna un témoignage de sa satisfaction au général Grundler, en lui conférant le titre de comte, et en le nommant commandant du département de Seine-et-Marne. Le duc de Feltre, ministre de la guerre, nomma le général Grundler secrétaire-général de ce ministère, le 13 mars 1815. Au second retour du roi, le comte Grundler fut envoyé comme commissaire à Soissons pour traiter avec l'armée russe. Il obtint, peu de temps après, le commandement du département de l'Aisne. Au mois d'octobre de la même année, cet officier-général fut nommé

par le maréchal Jourdan, pour remplir les fonctions de rapporteur du conseil de guerre chargé de juger le maréchal Ney; le rapport qu'il fit en cette occasion sur la question neuve et délicate de la compétence de ce tribunal, attaquée par les avocats et les conseils du maréchal, se faisait remarquer par l'ordre, la clarté et une grande impartialité. Le 2 décembre 1815, il fut appelé au commandement de la subdivision de l'Aube (18ᵉ division militaire), qu'il conserva jusqu'au mois de juin 1818. A cette époque, il fut un des 16 maréchaux-de-camp nommés pour faire partie du corps royal d'état-major, organisé en vertu de l'ordonnance du roi, du 6 mai 1818. Il a repris depuis le commandement de la 2ᵉ subdivision de la 18ᵉ division militaire, où il se trouve en ce moment. S. M. le roi de Bavière l'a décoré de la croix du Mérite militaire, et S. A. I. et R. l'archiduc, grand-duc de Toscane, l'a nommé commandeur de son ordre de Saint-Joseph. Il a été autorisé par le roi, à porter ces deux décorations. (*Etats militaires*, *Moniteur, annales du temps.*)

DU GUA, *voyez* DE BÉRENGER.

GUDIN (Étienne), *lieutenant-général*, naquit à Ouroux, en Nivernais, le 15 octobre 1734. Il entra au service, comme volontaire, au 48ᵉ régiment d'infanterie, en octobre 1752, et y devint successivement lieutenant, le 6 mars 1757; sous-aide-major, le 1ᵉʳ février 1765, et aide-major, le 16 juin 1765. Il avait fait précédemment les campagnes de 1762 et 1763, en Portugal. Il eut rang de capitaine, le 20 avril 1768, et fut fait capitaine commandant le dépôt des recrues, en 1776. Il passa capitaine de la compagnie colonelle, en mai 1778, et fut créé chevalier de Saint-Louis, en 1779. Il devint capitaine des chasseurs, le 20 août 1780; s'embarqua, le 13 décembre 1782, avec le 3ᵉ bataillon de son régiment, et rentra en France, le 25 mai 1783. Il fut fait capitaine des grenadiers dans son régiment, le 14 juin 1786, et obtint le grade de major au régiment des grenadiers royaux de Normandie, le 3 février 1788. Au commencement de la révolution française, il fut nommé chef du 1ᵉʳ

bataillon du département du Loiret, le 9 octobre 1790. Promu au grade de général de brigade, le 27 mai 1793, il fut élevé à celui de général de division, le 22 juillet suivant, et eut, en cette qualité, le commandement de la place de Maubeuge Il fut employé à l'armée des côtes de Cherbourg, en 1795. Il a fait les premières campagnes de la révolution, depuis 1791 jusqu'en 1795 inclusivement. On le créa membre de la Légion d'Honneur, en 1805. Il a été admis à la retraite du grade de lieutenant-général, après 50 ans de service effectifs. (*Etats militaires, tableau des pensions.*)

GUDIN (G., *comte*), *général de division*, neveu du précédent, naquit à Montargis, le 13 février 1768. Après avoir été élevé à l'école militaire de Brienne, il entra dans les gendarmes de la garde du roi, le 28 octobre 1782; passa sous-lieutenant au régiment d'Artois, le 8 septembre 1784, et y fut fait lieutenant, le 1er janvier 1791. Il s'embarqua, pour Saint-Domingue, avec le 2e bataillon de son régiment, en janvier de la même année, et débarqua, en juillet 1792. Au mois de janvier 1793, il servit comme aide-de-camp du général Gudin, son oncle, et devint ensuite chef de bataillon, aide-de-camp du général Ferrand, qui commandait en chef l'armée des Ardennes, et provisoirement celle du Nord. Gudin fit, avec distinction, la campagne de 1793 et 1794, aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Ses services et ses talents militaires lui valurent le grade d'adjudant-général chef de brigade, qui lui fut conféré le 6 avril 1795. On l'employa en cette qualité à l'armée du Rhin. En 1796, il servit à l'armée de Rhin-et-Moselle, et y mérita plusieurs fois des éloges de la part du général en chef Moreau. Il se distingua particulièrement à l'affaire du 14 juillet, où l'armée marcha, pour chasser les Autrichiens de la vallée de la Kintzig. Il commanda, sous le général Duhesme, l'aile droite de la colonne qui fut chargée de l'attaque du camp de Freudenthal, attaqua Wolfach, en chassa l'ennemi, et fit un bon nombre de prisonniers. Vers le milieu de la campagne de 1796, il fut fait chef de l'état-major du corps d'armée aux ordres du général Saint-Cyr.

Il se trouva, en cette qualité, à toutes les affaires qui eurent lieu pendant la retraite de la Bavière. Il passa ensuite chef de l'état-major de la division chargée de la défense de Kehl, et se trouva au bombardement de ce fort, par les ennemis, pendant vingt quatre jours. En 1797, après le traité de Léoben, Gudin fut envoyé à l'armée d'expédition destinée contre l'Angleterre, et revint servir, en 1798, à l'armee du Rhin, dans le corps d'armée commandé par le général Lefebvre. Créé général de brigade, le 6 février 1799, il fut employé, en cette qualité, à l'armée d'observation sous Manheim, jusqu'au mois de mai suivant, époque à laquelle le général Masséna lui confia le commandement de la brigade de droite de la division Lecourbe, chargée alors d'agir dans l'Oberland. Ayant reçu, dans les premiers jours d'août suivant, l'ordre d'attaquer la position importante du Grimsel, et de s'emparer des passages du Valais et du Furca, il fit remonter sa colonne par la vallée de l'Aar; et, après avoir vaincu des obstacles sans nombre, il attaqua, le 14 du même mois, le poste de Grimsel, défendu par plus de 2000 hommes, et l'enleva au pas de charge et à la baïonnette, malgré la résistance opiniâtre des ennemis. Continuant sa marche par le Saint-Gothard et Urseren, il joignit, le 16 au matin, la division Lecourbe (1), qui, se trouvant alors toute réunie, engagea sur les hauteurs de l'Ober-Alp un combat terrible, dans lequel les Autrichiens furent complétement mis en déroute. L'armée russe d'Italie, conduite par le maréchal Sovorow, s'étant avancée par Bellinzona, le général Gudin fut chargé de reprendre les positions du Saint-Gothard, de la vallée d'Urseren et de l'entrée du pays des Grisons. A cet effet, il traversa de nouveau le Grimsel et le Furca, avec la 109ᵉ demi-brigade de ligne, et fit, dans cette expédition, 1 général et 4000 Russes prisonniers de guerre. Après ces

(1) La colonne du général Gudin fut accueillie par les acclamations de tout le corps d'armée; et le général Lecourbe fut tellement satisfait de la précision des mouvements de Gudin, qu'il l'embrassa, à la tête de sa brigade.

glorieuses opérations, dans lesquelles Gudin déploya de grands talents militaires; ce général quitta l'armée du Danube, pour être chef de l'état-major-général de celle du Rhin, en remplacement du général Baraguay-d'Hilliers: cette dernière armée était alors sous le commandement du général Lecourbe. Il se trouva à la bataille qui eut lieu pour attaquer de nouveau Philisbourg. A l'époque de la réunion des armées du Danube et du Rhin, sous les ordres du général en chef Moreau, le général Gudin resta auprès du général Lecourbe, comme chef de l'état-major de l'aile droite de cette nouvelle armée. Il se trouva au passage du Rhin, près de Stein, le 1er mai 1800; à la bataille d'Engen-Hockach, le 3; à celle de Moeskirch, le 5, et au combat de Memmingen, le 10 du même mois. Le 23, il prit le commandement de l'une des divisions du corps d'armée de Lecourbe, et s'acquitta, avec le plus grand succès, de la mission qu'il avait reçue, d'effectuer le passage du Lech à Landsberg, Kauffeingen et Friedberg, en avant d'Augsbourg. Au mois de juin de la même année le général en chef ayant résolu de marcher sur le Bas-Danube, et de couper la communication de l'ennemi avec ses magasins de Donawerth, les divisions Gudin et Montrichard se portèrent en arrière des bois de Blentheim. Gudin, chargé de la première attaque, força la position des Autrichiens; et les nageurs de son corps d'armée s'étant jetés dans le Danube, abordèrent sur la rive gauche, se précipitèrent sur l'ennemi, le culbutèrent, et lui enlevèrent 2 pièces de canon. Les 2 divisions, débouchant alors de Bleintheim, forcèrent les Autrichiens de se retirer sur Dillingen. Après le passage audacieux du Danube, le directoire-exécutif récompensa la bravoure et les talents du général Gudin, en le nommant général de division, le 6 juillet 1800. Gudin se distingua de nouveau au combat de Neubourg. Chargé de marcher, avec 8 bataillons, sur les débouchés du Lech, pour attaquer Fuessen et Renti, il eut, le 10 juillet, quelques escarmouches avec l'ennemi. Il se porta, le 11, sur Fuessen; et, après avoir gravi des montagnes escarpées et défendues par de l'artillerie, il parvint à emporter les retranchements

des Autrichiens. Il livra encore différents combats avec une intelligence et une habileté qui le rendirent vainqueur, et qui lui firent le plus grand honneur Le passage de l'Inn ayant été résolu, au mois de décembre suivant, le général Gudin repoussa, le 8, les avant-postes de l'ennemi sur la rive gauche de cette rivière, dans la vallée jusqu'à Kuffstein, qu'il fit bloquer par 3 compagnies. Il concourut, le 9, au passage de l'Inn, et marcha ensuite sur Feldkirch, sur la Saal, afin de forcer l'ennemi à passer sur la droite de cette dernière rivière. Dans un combat qui eut lieu à cette occasion, entre le corps de Lecourbe et les Autrichiens, le général Gudin, qui avait pénétré à travers les bois jusqu'à Salzburghoffen, coupa la retraite de l'aile droite des Autrichiens, et les força d'abandonner 600 prisonniers et 6 pièces de canon. La paix ayant été signée avec l'Autriche, le général Gudin fut envoyé à Toulouse, pour y commander la 10ᵉ division militaire. Vers la fin de 1804, il fut appelé au commandement de la 3ᵉ division du corps d'armée du maréchal Davout, alors campé sous les murs de Dunkerque. Il suivit ce corps d'armée, en 1805, dans la guerre contre les Autrichiens. Après cette campagne, la division Gudin fut cantonnée dans la Basse-Autriche, où elle resta jusqu'au 12 octobre 1806, époque à laquelle éclata la guerre entre la France et la Prusse. Le général Gudin mit alors sa division en mouvement, et arriva à Nauembourg, le 13 octobre suivant. Le lendemain, 14, jour du combat d'Auerstaedt, il passa la Saal sur le pont de Kosen; et, ayant rencontré les Prussiens à la hauteur de Hoffenhausen, il engage aavec eux un combat terrible, qui dura plus de quatre heures, et pendant lequel sa division et lui firent des prodiges de valeur, qui seuls purent tirer cette division de la position extrêmement critique où elle s'était trouvée. Après cette glorieuse affaire, le général Gudin suivit, avec sa division, les mouvements du corps d'armée du maréchal Davout, sur Léipsick et sur Berlin. Le 29 octobre, le général Gudin se dirigea sur la forteresse de Custrin, qu'il força de capituler, le 1ᵉʳ novembre, et dans laquelle il se saisit de 140 bouches à feu, et d'une

quantité considérable de munitions et de subsistances. Il y fit aussi prisonnière de guerre la garnison, forte de 4000 hommes. Le corps d'armée du maréchal Davout ayant ensuite marché en Pologne, la division Gudin entra à Varsovie, le 29 novembre, passa la Vistule, et se porta, le 6 décembre, sur la Narrew, qu'elle traversa de même en présence des Russes. Le général Gudin se retrancha en avant d'Ocunin, et prit une part très-distinguée aux combats de Nasielsk et de Pultusk. Napoléon ayant donné quelque repos à son armée, la division Gudin fut appelée à Varsovie. Elle quitta cette capitale de la Pologne, le 29 octobre 1806, et se porta sur Pultusk, et de là sur Lansberg. Elle arriva sur le champ de bataille d'Eylau, le 8 février 1807, à quatre heures du matin, y combattit d'une manière distinguée, et s'empara pendant l'action du village d'Aklapen. Le général Gudin contribua ensuite à la prise de Friedberg. En juin de la même année, sa division passa la Pregel, à Labiau, et suivit le mouvement de l'armée jusqu'à Tilsitt, où elle campa jusqu'à la paix, qui fut signée le 9 juillet. Le général Gudin fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 7 du même mois de juillet, et obtint la croix de l'ordre de commandeur de Saint-Henri de Saxe, en 1808. Dans cette dernière année, il fut nommé candidat au sénat-conservateur par le département du Loiret. Il prêta serment, entre les mains de Napoléon, le 5 février 1809, pour la charge de gouverneur du palais de Fontainebleau. Employé, la même année, à la grande-armée d'Allemagne, il y fit la campagne contre l'Autriche, à la tête de l'une des divisions du corps d'armée du maréchal Davout. Il commanda la droite de ce corps d'armée, à la bataille de Tann, le 19 avril. Il combattit, les 20 et 21 du même mois, à la bataille d'Abensberg et à la prise de Landshutt : sa division avait alors été placée provisoirement sous les ordres du maréchal Lannes. A la première de ces affaires, il attaqua le front de l'armée de l'archiduc Charles. Il se trouva à la bataille d'Eckmühl et à la prise de Ratisbonne, les 22 et 23. Il dirigea, avec la plus grande habileté, le 26, l'attaque d'une des îles du Danube, vis-à-

vis de Presbourg : cette île fut enlevée, et on y fit bon nombre de prisonniers. Sa division et lui se couvrirent de gloire à la bataille de Wagram, le 6 juillet. Dans le courant de cette campagne brillante pour les armées françaises, le général Gudin fut souvent cité avec les plus grands éloges dans les rapports officiels des opérations de la grande-armée. Après la paix faite avec l'Autriche, la division Gudin vint cantonner en Westphalie, dans l'année 1810. Le général Gudin fut employé, en 1812, à la grande-armée d'expédition de Russie, et y commanda une division du 1er corps, sous les ordres du maréchal Davout. Il combattit avec une grande intrépidité à la bataille de Smolensk, et contribua puissamment à la prise de cette ville, le 17 août. Le lendemain 18, sa division joignit le corps du maréchal Ney, qui faisait ses dispositions d'attaque contre la forte position de Voluntina-Gora, occupée par les Russes (1). A six heures du soir, la division Gudin marcha sur le centre des ennemis, sans que rien pût l'arrêter, et renversa tout ce qu'elle trouva devant elle : mais, aux premiers coups de canon tirés par les Russes, le général Gudin fut atteint par un boulet, qui lui emporta la cuisse. Il mourut glorieusement des suites de cette blessure. Le général Gudin était un des meilleurs officiers de l'armée française, et il emporta dans sa tombe les justes regrets du chef de cette armée, et ceux de tous ses compagnons d'armes. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

GUDIN (Pierre-César, *baron*), *lieutenant-général*, frère du précédent, naquit le 8 décembre 1774. Après avoir passé par différents grades, tous acquis par ses talents militaires et sa bravoure, il fut nommé chef de bataillon au 108e régiment de ligne, par décret de Napoléon Buonaparte, en date du 4 mars 1807. En 1811, il était employé à l'armée d'Espagne, comme colonel du 16e régiment d'in-

---

(1) Les Russes nommaient cette position *le Champ sacré*, et la regardaient comme inexpugnable.

fanterie de ligne. Il se trouva au siége de Sagonte, sous les ordres du maréchal Suchet, et dans une escalade tentée, au mois d'octobre, contre cette place, mais qui ne réussit point, il reçut un coup de feu, qui lui cassa la mâchoire. A la bataille de Sagonte, gagnée sur le général espagnol Blacke, le 25 du même mois, le brave colonel Gudin, non encore guéri de sa blessure, excita par sa présence la résistance énergique que son régiment opposa aux ennemis, et qui déjoua leur tentative pour déboucher du village de Puzal. Sa conduite dans ces deux affaires fut citée avec éloges par le maréchal Suchet. Il fut fait officier de la Légion-d'Honneur, le 7 mai 1811. Nommé général de brigade, le 11 janvier 1812, il continua d'être employé à l'armée d'Espagne. Il marcha, dans le courant du mois d'avril suivant, à la tête de 10 compagnies du 16ᵉ de ligne et du 117ᵉ de la même arme, et s'avança par le chemin de Majamiel, pour concourir à reconnaître ce qui se passait dans les troupes espagnoles, rassemblées sous les murs d'Alicante. La difficulté des chemins ayant retardé l'arrivée du général de division Harispe, qui se portait sur le même point, le général Gudin eut à soutenir, pendant quatre heures, tous les efforts d'une nombreuse garnison, qui manœuvrait pour lui couper la retraite; mais les dispositions qu'il fit, bien secondées par le 24ᵉ de dragons, parvinrent à le dégager, et l'ennemi fut mis en fuite. Le général Gudin servit en Espagne jusqu'à l'évacuation de ce royaume. Au commencement de 1814, il commandait, en France, une des brigades de la division du général Musnier, faisant partie du corps d'armée aux ordres du maréchal Augereau. Attaqué à Poligny, par la tête de colonne du général ennemi Wimpfen, il la repoussa, lui mit 300 hommes hors de combat, et lui fit 100 prisonniers. Après le combat de Mâcon, le 11 mars, sa brigade fit partie d'une réserve placée par le maréchal Augereau à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeau. La restauration du trône des Bourbons amena la paix avec les puissances alliées, et le général Gudin fut créé, par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19

juillet de la même année 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, il fut employé par Buonaparte, dans le 5ᵉ corps formant l'armée du Rhin, sous les ordres du général Lecourbe. Il se trouva à l'affaire de Sarrebourg, où les Autrichiens furent battus, et y ajouta à la belle réputation que déjà il s'était acquise. Il seconda un mouvement du général Fririon, en manœuvrant sur Binhwalter, et contribua à forcer les ennemis à la retraite. En 1816, le roi lui donna le commandement du département de la Meurthe, et il passa, en 1816, à celui des Basses-Pyrénées. En 1819, il accompagna la nouvelle reine d'Espagne jusqu'à Irun. On lui donna, en 1820, le commandement de la 2ᵉ subdivision de la 11ᵉ division militaire (Bayonne). Il fut créé lieutenant-général, le 25 avril 1821, à l'occasion du baptême de Mgr. le duc de Bordeaux. Il fut remplacé, le 25 juillet suivant, dans son commandement, par le général Saint-Hilaire. Il commande maintenant la 7ᵉ division militaire (Grenoble). (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE GUÉMENÉE, *voyez* DE ROHAN.

GUÉRIN (François), *vicomte d'Etoquigny*, *lieutenant-général*, naquit à Dieppe, en Normandie, en 1762. Dès le moment de sa sortie du collége d'Eu, où il avait fait son cours complet d'humanités, il entra au service, dans les régiments provinciaux, et en même temps à l'école royale du génie des ponts-et-chaussées, dont il suivit, pendant l'espace de 9 à 10 ans, les divers cours d'instruction. Après avoir été attaché, en qualité de sous-lieutenant, au régiment royal-cravatte cavalerie, il passa comme lieutenant en pied, dans celui de Penthièvre dragons. Il était devenu lieutenant dans ce régiment, lorsque, en 1792, il entra dans l'état-major de l'armée du Midi, commandée par le marquis de Montesquiou. Il fit, avec cette armée, la campagne qui fut terminée par l'invasion totale de la Savoie. Dans la campagne suivante, il servit en qualité de chef de l'état-major de la position d'avant-garde du camp de Tournoux, sur la frontière du Piémont. Pendant ces 2 campagnes, il prit part à toutes les affaires d'avant-poste qui eurent lieu

de ce côté. En 1794, il était employé, en la même qualité, dans la vallée d'Oulx, en Piémont, lorsqu'il fut nommé chef d'escadron, et chargé, de concert avec le général Walther, de l'organisation de l'un des grands dépôts de cavalerie (celui de Vienne, en Dauphiné), établis pour la réception de la réquisition des hommes et des chevaux qui devaient former la levée extraordinaire de 30,000 hommes, destinés à compléter et remonter la cavalerie des armées. Il fut fait colonel d'un régiment de cavalerie légère, sous le nom de hussards des Alpes, fort de 6 escadrons, et avec lequel il marcha l'année suivante, à l'armée d'Italie. Cette campagne finit par l'affaire de Cairo, qui rendit les Français maîtres des principaux débouchés dans le Piémont, et d'une grande partie de la rivière du Ponant de Gènes. A la fin de février 1795, il fut destitué comme suspect de professer des principes royalistes, et remplacé à son régiment. Il rentra alors en France, d'où il fut cependant renvoyé bientôt après, à l'armée d'Italie, pour y prendre le commandement du 10ᵉ régiment de chasseurs à cheval. Étant passé au 25ᵉ régiment de la même arme, par ordre du général en chef de l'armée, il fit à la tête de ce corps la brillante campagne de 1796 à 1797, suspendue par les préliminaires de Léoben, et terminée par le traité de Campo-Formio. Ce fut alors que rentré en Italie avec son régiment, il fit observer dans ce corps une sévère discipline, de manière à l'empêcher de participer à l'insurrection qui éclata dans l'armée, où l'on vit la presque totalité des régiments, sourds à la voix des généraux et de leurs chefs, exiger avec violence la solde qui était arriérée. La belle conduite que tint alors le régiment commandé par le colonel d'Étoquigny eut une grande influence sur les autres régiments de la division à laquelle il appartenait; et ils renoncèrent au projet déjà formé de suivre le mouvement insurrectionnel de l'armée. Le directoire-exécutif, auquel le général en chef avait fait connaître la conduite du 25ᵉ de chasseurs, prit un arrêté par lequel il donna des éloges à ce corps, et lui conserva son numéro dans la nouvelle organisation de l'armée. L'année suivante, le 25ᵉ de

chasseurs passa à l'armée de Rome, où il eut, ainsi que son colonel, Guérin d'Étoquigny, une part très-active aux succès que l'on remporta, notamment à l'attaque près de Naples. Il prit à l'ennemi, dans différentes charges, 10 pièces de canon. Il participa également à la plupart des faits d'armes glorieux qui signalèrent la retraite de l'armée de Naples, sous les ordres du maréchal Macdonald. A l'affaire de Modène, où l'avant-garde seule fut engagée, le colonel d'Étoquigny fit avec son régiment beaucoup de prisonniers sur les Autrichiens, auxquels il prit également un bon nombre de chevaux. Il se distingua à la journée de la Trebia, où la victoire resta si long-temps indécise, malgré l'infériorité numérique de l'armée française, qui, par des prodiges de valeur, avait renversé la première ligne des ennemis, et lui avait pris tous les canons qu'elle avait mis en batterie. Le colonel d'Étoquigny fut le seul qui, malgré le désavantage éprouvé par l'armée française vers la fin de la journée, conserva les 2 pièces de canon qu'il avait prises à la tête de son régiment. Nommé officier-général sur le champ de bataille, il fut chargé de l'extrême arrière-garde, pendant la retraite que l'on fit depuis la Trebia jusque sur la Toscane, et remplit cette tâche difficile, à la grande satisfaction du général en chef, qui lui en donna des éloges verbalement et par écrit. Après la jonction des armées d'Italie et de Naples, le général d'Étoquigny eut le commandement de la réserve de cavalerie, avec laquelle il combattit à Novi, sous les ordres du général en chef Moreau, qui le mentionna très-honorablement dans son rapport officiel sur cette bataille. Rentré en France, à la fin de 1799, le général d'Étoquigny fut chargé de réunir les débris de la cavalerie des armées d'Italie, que l'on voulait réorganiser en tout point pour la campagne suivante. Immédiatement après la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), il fut rappelé avec cette cavalerie, et employé, d'abord à Paris, puis dans la 15[e] division militaire alors réunie, ainsi que la 14[e], sous les ordres du général qui commandait celle dont Paris était le chef-lieu. Après avoir eu pendant quelques mois le com-

mandement du département de la Seine-Inférieure, le général d'Étoquigny fut appelé à l'armée de réserve, qui prit ensuite le nom d'armée des Grisons. Il y eut le commandement de la cavalerie de l'avant-garde, et fit encore cette campagne de manière à mériter les nouveaux éloges que lui donna le général en chef Macdonald. Le général d'Étoquigny rentra en France, à la fin de 1801; eut, en 1803, le commandement, par *intérim*, de la 2ᵉ division militaire, puis celui du département de la Marne (même division). Il le quitta en 1802, pour aller prendre le commandement de la cavalerie de l'armée expéditionnaire de Hollande, laquelle, après avoir campé pendant 2 mois dans la plaine de Zeist, fut embarquée au Texel, à la fin de 1805. Lors du débarquement de cette armée, qui marcha, la même année, en Allemagne, la cavalerie ayant été répartie dans les différentes divisions, le général d'Étoquigny fut chargé du commandement du corps de troupes gallo-bataves laissé au camp de Zeist, et disséminé sur les différents points de la Hollande, pour en défendre les côtes contre les débarquements qu'auraient pu tenter les Anglais. Après la campagne de 1805, le général d'Étoquigny fut rappelé en France, et envoyé presqu'aussitôt en Italie. Il fut employé, sur la fin de 1806 et partie de 1807, dans les 27ᵉ et 28ᵉ divisions militaires. Appelé à l'armée d'Italie, il y eut le commandement de la 1ʳᵉ division de dragons, à la tête de laquelle il combattit aux différentes batailles qui illustrèrent les armées françaises d'Allemagne et d'Italie, pendant la mémorable campagne de 1809. Nommé successivement gouverneur des provinces de Styrie et de Carinthie, il s'y concilia, par son équité, sa sagesse et son désintéressement, l'estime des habitants; et, après avoir fait, en janvier 1810, la remise de la partie de cette dernière province qui rentrait sous la domination autrichienne, le général d'Étoquigny revint en Italie, où il reprit le commandement de la division de dragons qu'il avait eue pendant la campagne précédente. Ayant eu l'ordre de repasser en France, à la fin de 1810, il fut placé sur la liste des officiers-généraux disponibles pour les inspections de la cavalerie. Il

passa en Espagne, vers la fin de 1811, pour aller prendre le commandement de la cavalerie de l'armée de Portugal. Le maréchal duc de Raguse, qui commandait en chef cette armée, dont la cavalerie était disséminée, nomma le général d'Étoquigny gouverneur de Valladolid, où se trouvait le grand quartier-général. Ce point était le plus essentiel à conserver, dans le cas où, par suite de quelqu'échec, on serait forcé à la retraite. L'événement fâcheux de la bataille des Aropyles, justifia cette mesure ; l'armée se retira sur Valladolid, et y prit une position momentanée sur la Puiserga, d'où elle continua facilement son mouvement sur Burgos. Le général d'Étoquigny fut nommé commandant des troupes qui, par le val d'Esquiba et Torma, devaient assurer la retraite du grand quartier-général, des convois et d'une partie du matériel de l'armée. Il remplit cette nouvelle tâche, à la satisfaction du général en chef, et sans éprouver la moindre perte. Après avoir exercé les fonctions de chef de l'état-major du maréchal duc de Raguse, qu'une blessure grave retint long-temps à Burgos, le général d'Étoquigny, qui, malgré les nouveaux droits qu'il s'était acquis à l'avancement demandé sans cesse pour lui s'en trouva encore écarté, sollicita la cessation de ses services, et se retira dans ses foyers. Depuis quatre ans, il avait à plusieurs reprises donné sa démission, que l'on avait toujours refusé d'accepter. En 1814, lors de l'arrivé en France de S. A. R. MONSIEUR, lieutenant-général du royaume, le général d'Étoquigny fut rappelé au service, et S. A. R. ordonna qu'on lui payât ses appointements depuis l'époque où ayant cessé de servir et n'ayant reçu aucun traitement, on pouvait le considérer comme étant resté disponible. Peu de temps après l'arrivée du roi, le général d'Étoquigny présenta à S. M. un mémoire apostillé par les maréchaux prince de Wagram et ducs de Tarente et de Raguse, tendant à réclamer l'avancement auquel il avait de justes prétentions. Ce mémoire fut renvoyé au ministre de la guerre, qui n'y fit point droit. Cependant le général d'Étoquigny n'en continua pas moins à faire preuve de son dévouement à la famille des Bourbons. Appelé au cabinet du

roi, le 9 mars 1815, il en reçut, le 10, par les mains de M. le baron de Vitrolles, alors secrétaire intime du cabinet et des conseils du roi, une lettre de service, avec des instructions et une mission qu'il a honorablement remplie pendant toute la durée des *cent jours*. Rentré, le 8 juillet, à Paris, à la suite de S. M., le général d'Étoquigny se vit encore une fois privé, par une ordonnance, du grade dont il avait si long-temps rempli les fonctions, et remis en disponibilité. Aussitôt après l'avénement du duc de Feltre au ministère de la guerre, le général d'Étoquigny fut employé dans la 1re division militaire, où il eut le commandement du département du Loiret. Bientôt après, on lui donna le commandement de la 14e division militaire, qu'il ne quitta qu'en 1819, pour prendre successivement celui des départements de la Manche et du Calvados. Dans ces divers commandements, il ne cessa de donner des preuves de zèle et de dévouement au roi. Il fut mis à la tête de la liste des promotions des lieutenants-généraux créés par le roi, à l'époque du baptême de S. A. R. Mgr. le duc de Bordeaux, et placé presque immédiatement au nombre des inspecteurs-généraux de la gendarmerie, où il se trouve encore aujourd'hui. Le général d'Étoquigny a été nommé commandant de la Légion-d'Honneur, à la création de l'ordre. S. M. Louis XVIII lui a acordé la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 22 août 1814. (*Brevets militaires*, *Moniteur*, *mémoires du temps*.)

DU GUESCLIN (Bertrand), *connétable de France*, naquit au château de la Motte-Broon, près de Rennes en Bretagne, vers 1314. Sa famille était, par son ancienneté et par ses alliances, une des plus illustres de cette province. Dès sa première jeunesse, on aperçut en lui un goût naturel pour la guerre : son feu, son activité, sa force et son adresse, annoncèrent dès-lors ce qu'il deviendrait un jour (1). Il se

(1) Du Guesclin était difforme; il avait la taille épaisse, les épaules

distingua, en 1338, dans un tournoi, auquel il se rendit à l'insu de son père, qui y assistait, et où il rompit jusqu'à quinze lances. Il se disposait à en rompre une seizième, lorsque le chevalier avec lequel il combattait lui ayant enlevé son casque, le fit reconnaître. Le jeune du Guesclin fut porté en triomphe, et reçut le prix destiné aux vainqueurs. Depuis ce moment, on lui donna un cheval et des armes, et dès-lors il ne connut plus les dangers, qu'il semblait au contraire se faire un jeu d'affronter. Il prit pour cri de guerre : NOTRE DAME GUESCLIN! Il fit ses premières armes sous Charles de Blois (1), au siége de Rennes, en 1342, et servit ensuite à celui de Vannes, où, à la tête de quelques volontaires, il défit un corps de 2 à 3000 Anglais, envoyés par la comtesse de Montfort, pour surpendre le camp pendant la nuit. Il passa en Angleterre, en 1351, avec quelques seigneurs bretons, pour traiter de la rançon de Charles de Blois. Revenu en Bretagne, en 1352, il fut fait chevalier au combat de Montmuran, où les Anglais furent battus. Il leva alors une troupe, qui marcha toujours sous ses ordres. En 1353, il défendit le château de la Noë, et défit la garnison de Bécherel, qui ravageait les pays de Dol et de Saint-Malo. Continuant ses courses, il fit deux prisonniers anglais, et fut lui-même pris deux fois. Il résolut, en 1356, de s'emparer du château de Fougeray : ce château servait alors de magasin aux Anglais, qui assiégeaient Rennes. A la faveur d'un stratagème et d'un combat opiniâtre qu'il soutint d'abord, lui quatrième, il se rendit maître de cette place « qui aurait, disent les historiens, dû tenir un mois contre une armée de 10,000 hommes (2). » Du Guesclin eût estimé sa victoire imparfaite,

larges, la tête monstrueuse, les yeux petits, mais pleins de feu. « Je suis fort laid, disait-il; jamais je ne serai bien venu des dames : mais je saurai me faire craindre des ennemis de mon roi. »

(1) Du Guesclin avait embrassé le parti de Charles de Blois, qui disputait le duché de Bretagne contre Jean de Montfort.

(2) Déguisé en bûcheron, Duguesclin s'était avancé, lui quatrième,

si le gouverneur, nommé Bembro, sorti de la place pour aller en course, ne fût tombé sous ses coups : il l'attendit donc à son retour, défit son escorte, et le tua. Il alla ensuite au secours de Rennes, à la tête de 100 hommes bien déterminés; et, marchant le fer et le feu à la main, il surprend la garde avancée du camp des Anglais, l'égorge, pénètre dans le camp, tue tout ce qui se présente, incendie les tentes, s'empare d'un convoi de 200 chariots, et le conduit dans Rennes. Le duc de Lancastre, général des Anglais, et l'un des plus grands capitaines de son temps, faisait alors le siége de Rennes. Il voulut voir du Guesclin, et envoya un héraut pour l'inviter à le venir trouver. Du Guesclin se rendit à cette invitation, et le duc, après avoir fait l'éloge de sa valeur, le pressa de quitter le parti de Charles de Blois; mais du Guesclin opposa aux promesses du duc, l'honneur, la fidélité, et ses engagements. Un parent du gouverneur de Fougeray, tué précédemment par du Guesclin, proposa à ce dernier un combat singulier : à la quatrième course, du Guesclin renverse Bembro, et le fait expirer à ses pieds. Le duc de Lancastre avait fait construire une tour en bois, élevée de plusieurs étages, pour battre la ville de Rennes, et cette machine énorme inquiétait les assiégés. Quoiqu'elle fût défendue par 800 hommes, du Guesclin n'hésita point à l'attaquer, à la tête de 500 arbalétriers chargés de fascines imbibées de soufre. Ayant attaqué les Anglais, il les dissipe, et brûle la tour. Enveloppé dans sa retraite, par 1000 hommes de troupes fraîches, du Guesclin les met encore en fuite. Le duc de Lancastre s'avance alors avec 1200 hommes choisis, rallie les fuyards, et fond sur du Guesclin; mais celui-ci le contraint d'abandonner le champ de bataille, et remporte ainsi trois victoires en deux heures. En 1357, le siége de Rennes étant levé, Charles de Blois donna à du Guesclin

---

sur le pont de Fougeray, portant, ainsi que ses compagnons, une charge de bois. La porte du château ayant été ouverte, il fond avec ses amis sur la garnison, et la force de se rendre.

la propriété de la terre de la Roche-de-Rien, et l'arma chevalier. En 1359, du Guesclin rendit inutiles tous les efforts du duc de Lancastre, qui assiégeait Dinant; et, dans l'intervalle d'une trève, il eut tout l'honneur d'un combat singulier qu'il soutint contre Thomas de Cantorbéry, chevalier anglais, aussi distingué par son courage que par sa naissance. L'année suivante, le roi le fit capitaine-gouverneur de Pontorson, et capitaine de 100 lances. Avec cette troupe, du Guesclin parcourt la Normandie, attaque 1200 chevaux qui la ravageaient, les défait, leur prend tout leur butin, et le distribue à ses soldats. Il attaque ensuite une autre troupe d'Anglais, commandée par Felton, qui l'avait insulté, bat la troupe, et fait le chef prisonnier. Du Guesclin oublia, dès qu'il le vit malheureux, que Felton avait été insolent avant le combat : il le relâcha pour une rançon médiocre. A peine remis des fatigues de ce combat, du Guesclin fit le siége du château d'Essay, dans le Bas-Poitou. En plantant son enseigne sur la muraille, il tombe dans la cour du château, et se casse la jambe; mais, armé de sa hache, appuyé contre le mur et tout couvert du sang qu'il perd, il se défend, seul, contre 5 Anglais, en tue deux, éloigne les autres, et donne le temps à un gentilhomme breton, puis à ses gens, de le venir secourir : on le transporta à Nantes. Guéri de sa blessure, il eut une conférence avec Charles de Blois, pour l'empêcher de rompre la trève qu'il avait faite avec les Anglais; mais n'ayant pu l'y déterminer, il se retira dans son gouvernement de Pontorson, d'où il fit des courses continuelles contre les ennemis. Surpris, un jour, par un capitaine anglais, nommé Grevacques, du Guesclin suppléa par son courage à ce qu'un tel événement lui ôtait de moyens de défense; et Grevacques, après avoir vu périr son fils et s'être battu lui-même en désespéré, fut fait prisonnier. En 1363, du Guesclin assiégea le château de la Roche-Tessou, en Normandie, et le prit en peu de jours : le roi de France le lui donna en propriété. Il eut, la même année, le commandement de l'armée de Charles de Blois, et fit aussitôt le siége de Bécherel. Le comte de Montfort,

marchant alors au secours de cette place, faisait tout plier devant lui; mais du Guesclin accourut à sa rencontre, et porta la terreur dans l'armée ennemie, qu'il obligea à la retraite. Une bataille allait être livrée, dans les landes d'Évran, pour décider du sort des deux prétendants au duché de Bretagne, lorsque, le 12 juillet, une trève fut conclue entre Charles de Blois et le comte de Montfort. A cette occasion, du Guesclin fut donné pour otage; mais Jeanne de Penthièvre, femme de Charles de Blois, ayant refusé de signer cette trève, on rendit de part et d'autre les otages; à l'exception de du Guesclin, qu'on retint contre le droit des gens, et qui bientôt après parvint à s'échapper. Charles V, régent du royaume, l'appela auprès de lui, en 1364. Ce prince assiégeant Melun, du Guesclin montait à l'assaut, lorsqu'une pierre énorme le précipita dans le fossé, qui était plein d'eau. On crut d'abord que ce guerrier était mort; mais un moment après on le vit, revenu de son évanouissement, s'avancer, lui vingtième, vers les barrières de la ville, y tuer quelques ennemis, et forcer les assiégés de capituler. Après la prise de Melun, du Guesclin reçut du régent le commandement d'une armée, avec laquelle il surprit Mantes, et s'empara de Roleboise et de Meulan. De là, il marcha contre le Captal de Buch, général de Charles le Mauvais, roi de Navarre, le défit, le 6 mai, près de Cocherel en Normandie, et le fit prisonnier de sa propre main (1). Le roi Charles V créa du Guesclin maré-

(1) Plusieurs historiens ont donné différentes dates à la bataille de Cocherel. Le Père Daniel la fixe au 25 mai; le Père Anselme au 23; et le Gendre, ainsi que le Dictionnaire des maréchaussées, au 28. Nous avons adopté la version du président Hénaut, qui, en datant cette bataille du 6, s'est appuyé sur le compte de l'épargne, dans lequel on trouve des dons et récompenses *pour la bataille gagnée, le 6 mai, en Normandie.* A cette époque, Charles V venait de succéder au roi Jean; et ce fut pour ce motif que du Guesclin adressa cette allocution à ses troupes, au moment de livrer la bataille de Cocherel : « Or, avant, mes amis, la » journée est à nous. Pour Dieu, souviegne-vous que nous avons un nou» veau roi en France. Qu'aujourd'hui sa couronne soit étrennée par » nous. »

chal de Normandie, et lui donna le comté de Longueville, par lettres du 27 mai. Du Guesclin prit ensuite Valogne, Carentan et le Pont-de-Douves. Rappelé en Bretagne, il eut, sous Charles de Blois, le principal commandement à la journée d'Auray, le 29 septembre de cette même année. L'armée de Charles de Blois et celle de Jean de Montfort ayant engagé un combat qui devint terrible, Charles de Blois y fut tué, et son armée entièrement dissipée. Du Guesclin, après avoir fait des prodiges de valeur, se trouvant seul avec quelques chevaliers, tint long-temps contre de nombreux ennemis; mais, après avoir tué 20 hommes à coups de hache ou d'épée, étant épuisé, hors d'haleine, et n'ayant pour armes que ses mains armées de gantelets, il se rendit à Jean Chandos, lieutenant-général du roi d'Angleterre dans les parties de France. La paix générale, qui suivit la mort de Charles de Blois, amena le licenciement des troupes de chaque parti; mais, comme la guerre servait à l'entretien d'un grand nombre de gentilshommes de diverses nations, auxquels la paix enlevait cette ressource, ils se réunirent sous différents chefs, et, sous le nom de *grandes compagnies*, se répandirent en France, et y commirent les désordres les plus affreux. Charles V voyait le mal, sans pouvoir y remédier, lorsque du Guesclin, qui venait de payer sa rançon, arriva à la cour (1). Le roi, persuadé que ce grand capitaine pouvait seul délivrer le royaume de ces compagnies, lui en proposa le projet, et mit à sa disposition ses trésors et son armée. Du Guesclin part aussitôt, s'abouche avec les chefs des grandes compagnies; et, avec une éloquence militaire, que soutenaient mille actions héroïques et généreuses, il parvient à s'attacher cette multitude d'hommes farouches, accoutumés au sang et au carnage, et les conduit en Espagne, où il arrive, le 1er janvier 1366. Don Pèdre, surnommé *le Cruel*, régnait

(1) Cette rançon avait été fixée à 100,000 liv. Le roi en paya 40,000 liv. Du Guesclin se désista pour ces 40,000 liv. du comté de Longueville, par lettres datées de la Roche-Tesson, le 22 août 1365; mais il conserva le titre de ce comté.

alors en Espagne; mais les cruautés exercées par ce prince, qui les avait poussées jusqu'au point de faire mourir Blanche de Bourbon, sa femme, avaient irrité contre lui les grands du royaume et les peuples de ses états; et tous se réunissaient pour porter sur le trône Henri de Transtamare, frère naturel du roi. Ce fut dans ces circonstances que du Guesclin arriva en Espagne, avec ses compagnies, composées de 30,000 aventuriers. Son premier exploit fut le siége de Magalon, ville moins difficile à réduire, à cause de sa situation, de la hauteur et de la solidité de ses murailles, et de sa nombreuse garnison, qu'à cause de l'expérience et de la bravoure de son gouverneur. Cependant du Guesclin lui livra de si fréquents assauts, que la ville fut obligée de se rendre en peu de temps. Il partait pour assiéger Burgos, lorsque le gouverneur de Bibiesca l'invita à lui *faire l'honneur* d'attaquer cette dernière place. Du Guesclin accepta le défi; et, dès le lendemain, il fit donner trois assauts à la place. Le gouverneur espagnol, armé de toutes pièces, se battait comme un lion, et terrassait tout ce qui osait approcher de la brèche. Du Guesclin descend de cheval, prend sa hache, monte à la brèche, ranime les fuyards par sa présence, désarme le gouverneur, et met la ville au pillage. Quelques jours après, il fit proclamer roi de Castille Henri de Transtamare, le conduisit à Burgos, dont il avait ménagé la réduction, et l'y fit couronner. Le nouveau roi, très-reconnaissant des services que lui avait rendus du Guesclin, partageait avec lui ce qu'ils avaient conquis ensemble, et du Guesclin, de son côté, répandait sur ses troupes une partie des bienfaits qu'il recevait du prince. La reine, qui fut couronnée en même temps, donna à du Guesclin le comté de Transtamare; et Henri y ajouta le comté de Soria, le duché de Molines, et la charge de connétable des royaumes de Castille et de Léon. Les villes de Tolède et de Cordoue suivirent l'exemple de Burgos, et se soumirent à Henri. De Cordoue, du Guesclin marcha à Séville, dont il commença le siége par un de ces traits uniques qui distinguaient son caractère. S'étant avancé, avec 6 hommes seulement,

sur le bord des fossés, pour examiner la contenance des assiégés, 100 soldats sortent de la ville par une porte secrète, et se jettent sur lui. Du Guesclin, lui sixième, soutient l'attaque des 100 Espagnols, jusqu'à ce que, secouru par les siens, il les fait tous prisonniers, et les amène au camp. Après deux assauts, que les assiéges soutinrent avec une ardeur incroyable, du Guesclin emporta, en deux jours, la place de Séville, défendue par 20,000 hommes : le château ne tint aussi que deux jours, et se rendit. Après ces conquêtes, don Pèdre étant dépouillé d'une partie de ses états et fugitif, et Henri paraissant paisible possesseur de la Castille, du Guesclin repassa en France. Après son départ, don Pèdre intéressa dans sa querelle Édouard, roi d'Angleterre; et le prince de Galles, à la tête de 8000 hommes, passa en Espagne, en 1367, dans le dessein de rétablir don Pèdre. Du Guesclin, instruit des desseins du prince anglais, lève 10,000 hommes en France, force les passages de la Navarre, arrive au secours d'Henri, et apprend son retour aux Anglais par une victoire. Le 3 avril de la même année, Henri livra, contre l'avis de du Guesclin, la bataille de Navarrette : il y fut entraîné par l'aveugle impétuosité de quelques jeunes seigneurs espagnols, qui cependant prirent la fuite dès le commencement de l'action. Cette bataille fut complétement perdue par Henri, auquel du Guesclin l'avait prédit; et ce dernier, après avoir combattu avec un courage poussé jusqu'à la fureur, se rendit prisonnier du prince de Galles, auquel il remit son épée. On le transféra à Bordeaux, où il fut étroitement gardé. Les craintes de don Pèdre, le ressentiment d'Édouard et l'interêt du prince de Galles, concouraient pour rendre la prison de du Guesclin fort longue; mais, sur un bruit qui se répandit que le prince de Galles ne le retenait que parce qu'il le craignait, ce prince lui donna la liberté. Du Guesclin ayant fixé sa rançon à 100,000 florins, la princesse de Galles lui fit présent de 30,000, qu'il employa à payer la rançon de plus de 4000 braves, mais pauvres, chevaliers ou écuyers, qui l'avaient suivi en Espagne. Il ne tarda pas à se rendre en Castille, où il arriva, après avoir

essuyé mille dangers en Navarre, par la perfidie de Charles le Mauvais. En 1368, du Guesclin se rendit à Montpellier, le 7 février, avec le maréchal d'Andeneham, pour faire la guerre en Provence, en faveur du duc d'Anjou. Il rassembla 2000 hommes d'armes, se mit en marche, le 26 du même mois, et joignit le duc d'Anjou à Nîmes. Ils entreprirent le siége de Tarascon, le 4 mars, et s'en rendirent maîtres par intelligence. Ils assiégèrent, le 11 avril suivant, la ville d'Arles : le duc d'Anjou laissa la continuation de ce siége à du Guesclin, qui le leva, le 1er mai, en exécution de l'ordre de ce prince, qui venait de conclure une trève avec Jeanne, reine de Naples et comtesse de Provence. Du Guesclin retourna bientôt en Espagne. Henri assiégeait Tolède ; et, don Pèdre lui ayant livré bataille, du Guesclin assura la victoire à Henri. Don Pèdre fut contraint à chercher un asile chez les rois maures, qui régnaient en Afrique. Bientôt après, 12,000 Maures, armés pour sa cause, viennent rattaquer du Guesclin, près de Cadix : mais celui-ci les tailla en pièces dans l'espace de deux heures. Peu de temps après, don Pèdre reparaît en personne à la tête de 30,000 Maures et de 30,000 Espagnols : les deux rivaux se rencontrent à six lieues de Tolède. Du Guesclin laisse au siége de cette place 50,000 hommes, marche à la tête de 30 autres mille, et joint le roi Henri, qui lui donne l'autorité suprême, en déclarant qu'on recevrait les ordres de ce général, et qu'il s'y soumettait lui même. Les deux armées s'étant approchées, le 13 août, il se fit un carnage horrible : don Pèdre fut vaincu, mis en fuite, et arrêté le lendemain au château de Montiel (1). Sa mort ayant pacifié l'Espagne, du Guesclin fut rappelé en France par Charles V. Dans sa route, à la prière du duc de Berry, il prit le commandement de l'armée, avec laquelle il s'empara de Limoges, en 1370. Il passa ensuite en Guienne, sous le duc

---

(1) Du Guesclin alla, avec don Henri, visiter don Pèdre, leur prisonnier. Celui-ci, furieux, se saisit de la dague d'un chevalier, et attaque son rival qui se défend, et qui le renverse, expirant, à ses pieds.

d'Anjou, et se trouva à la soumission de Moissac, en juillet. Il vint à Paris, où il fut reçu aux acclamations de tout le peuple. Il eut l'honneur de dîner avec le roi, qui le combla d'honneurs. Le 2 octobre 1370, il fut fait connétable de France, sur la démission de Robert de Fiennes, et chargé de donner la chasse aux Anglais, qui paraissaient en armes aux portes mêmes de Paris. Ayant reçu du roi des fonds pour lever 1500 hommes seulement, il en leva près de 4000, et leur distribua la vaisselle d'or qu'il tenait de la libéralité du roi de Castille. Il passa en Normandie, et y défit, auprès de Vire, les troupes anglaises commandées par Grandson, qu'il obligea de se rendre. Il surprit Pont-Vaillant, battit encore les Anglais à Saint-Maur, sur la Loire, et à Bressuire; de là, il gagna Saumur, où le roi lui ordonna de licencier ses troupes. Du Guesclin se trouvant sans argent, par l'infidélité des administrateurs des finances, donna à ses soldats tout l'or monnayé que don Henri de Castille venait de lui envoyer, et les licencia. Pendant l'hiver de 1370 à 1371, du Guesclin entreprit une expédition en Auvergne et en Rouergue, avec les ducs de Berry et de Bourbon, et plusieurs autres seigneurs. Il y remporta divers avantages sur les Anglais. Il manqua d'abord le château d'Usson; mais il le soumit bientôt après. En 1371, il fut un des parrains de Louis de France, duc d'Orléans, second fils du roi. S'étant rendu dans le Poitou, il assiégea et prit les villes que les Anglais y possédaient, et battit leurs troupes. Il mit le siége devant la ville de Saint-Sever, forteresse, dans le Limosin, qui était regardée comme imprenable, s'empara par escalade, et revint à Paris. L'année suivante, il continua la guerre en Poitou, emporta d'assaut Montreuil-Bonin, assiéga Chisay, et défit, le 20 mai, les Anglais qui venaient au secours de cette place, dont il s'empara. Il surprit Niort, Lusignan, et soumit Poitiers, ainsi que la Rochelle. Il fit enfin la conquête de tout le Poitou, de l'Aunis et de la Saintonge. Le roi lui fit don de Fontenay-le-Comte et de Montreuil-Bonin. En 1373, Jean de Montfort, duc de Bretagne, ayant appelé les Anglais dans son duché, le roi ordonna au connétable d'entrer

dans cette province. Du Guesclin s'y rendit, à la tête d'une armée, et prit Fougères, Saint-Aubin-du-Cormier, Rennes, Dinant, Ploermel et Vannes. Il enleva d'assaut Hennebon, Quimperlay et Concarneau, mit le siége devant Bren, et le leva, lorsqu'il apprit que les ducs de Bretagne et de Lancastre arrivaient avec 60,000 hommes. Ayant marché à leur rencontre, il les poussa jusqu'en Guienne, les harcelant toujours à un tel point, qu'à leur arrivée à Bordeaux, ils n'étaient plus que 6000 hommes. Le roi lui fit don du comté de Montfort (1). En 1374, le connétable du Guesclin commanda l'armée de Guienne, sous Louis, duc d'Anjou. Ils chassèrent entièrement les bandes qui infestaient la province. Le connétable remit ensuite sous l'obéissance du roi la Réole, Langon, Saint-Macaire, et plusieurs autres châteaux qu'il enleva aux Anglais. Il prit le château de Lourdes, assiégea la ville de Marsiac, au diocèse d'Auch, finit la campagne sous le même prince, et se retira en Normandie. De retour à son gouvernement de Pontorson, il prit Saint-Sauveur-le-Vicomte, que le roi lui donna. S. M. lui confirma, la même année, le don du comté de Longueville, par lettres du 27 mai. En 1375, quelques jalousies l'ayant éloigné de la cour, où les ennemis le représentaient comme un homme vendu aux intérêts du duc de Bretagne, il demeura dans son gouvernement de Pontorson. Le 16 décembre 1376, le roi lui fit don de la vicomté de Pontorson, et, le 17, de la châtellenie de Tuin, et de la forêt de Cinglas. En 1377, du Guesclin prit Pont-Audemer, après plusieurs assauts, s'empara de Mortain, assiégea Cherbourg, dont il leva le siége, et obligea le duc de Lancastre de lever celui de Saint-Malo. Il passa ensuite en Guienne, joignit le duc d'Anjou, et prit, avec ce prince, Bergerac, Castillon, Saint-Macaire et Duras. Le roi lui accorda le droit de deux foires à Brooue et à Sens, en Bretagne, dont il était seigneur. En 1378 et 1379, le connétable commanda une armée en Bretagne; mais ces deux campagnes

---

(1) Ce comté lui fut retiré, le 16 février 1376.

se passèrent en pourparlers. Il fut nommé, par lettres du mois d'avril 1380, gouverneur et lieutenant-général en Languedoc, au lieu du duc d'Anjou. Il partit, au mois de juin, pour s'y rendre; et, passant par l'Auvergne, il se joignit au duc de Berry, qui y commandait. Ils soumirent ensemble, au commencement de juillet, le château de Challiers, qui capitula, après un siége de quelques jours (1). S'étant rendu dans le Gévaudan, du Guesclin concourut au siége de Châteauneuf-Randon, et le poussa vivement. Après plusieurs assauts donnés à cette place, le gouverneur demanda à capituler, et promit de se rendre au bout de quinze jours, s'il n'était pas secouru. Dans cet intervalle, du Guesclin tombe malade; et bientôt tous les secours de l'art paraissent impuissants. Du Guesclin, qui connaît le danger où il se trouve, se fait apporter l'épée de connétable, la considère en silence, et, les larmes aux yeux: « Elle m'a aidé, dit-il, à vaincre les ennemis de mon roi; » mais elle m'en a donné de cruels auprès de lui. Je vous » la remets, ajouta-t-il en s'adressant au maréchal de » Sancerre, protestant que je n'ai jamais trahi l'honneur » que le roi m'avait fait en me la confiant. » Découvrant alors sa tête, il baisa avec respect cette épée, embrassa les vieux capitaines qui l'entouraient, et leur dit un dernier adieu.

(1) Du Guesclin, parvenu à un grand âge, et tout couvert de gloire, se voyait alors, par les intrigues de ses envieux, l'objet des soupçons de la cour, et même de ses parents et de ses amis, qui s'éloignaient de lui, et le regardaient comme l'ennemi de son pays et l'oppresseur de la liberté. En quittant son armée, qu'il ne pouvait plus conduire, parce qu'on ne lui envoyait ni l'argent ni les secours nécessaires, il laissa l'épée de connétable, jura de ne plus la reprendre, et se rendit à Pontorton, avec le dessein de passer en Espagne, et d'y finir ses jours auprès du roi don Henri. Il voulut cependant se justifier auprès du roi de France; et bientôt ce monarque reconnut son innocence, et lui envoya les ducs de Bourbon et d'Anjou, qui vinrent à Pontorson le prier de la part du roi de reprendre l'épée de connétable qu'ils lui rapportaient. Du Guesclin fut inflexible. Décidé à quitter la France, il voulut illustrer sa sortie par un dernier exploit; et ce fut alors qu'il alla joindre le maréchal de Sancerre, son ami, qui faisait le siége de Châteauneuf-Randon.

Il mourut le 13 juillet 1380, à l'âge de 66 ans, en recommandant à Dieu son âme, son roi et sa patrie. A la nouvelle de sa mort, l'armée fit éclater des cris de désespoir, et chaque soldat crut avoir perdu son père. Le lendemain, le maréchal de Sancerre somma le gouverneur de Châteauneuf-Randon de remettre la place. Celui-ci répondit qu'il n'avait donné sa parole qu'à du Guesclin, et qu'il ne se rendrait qu'à lui. Alors Sancerre avoua que le connétable n'existait plus (1). « Eh bien, reprit le gouverneur, je por» terai les clefs de la ville sur son tombeau. » Effectivement, cette cérémonie extraordinaire eut lieu; et le gouverneur de Châteauneuf-Randon vint déposer les clefs de la place sur le cercueil du grand homme, à la mémoire seule duquel il déclara qu'il se rendait. Charles V voulut que le corps de du Guesclin fût inhumé à Saint-Denis, dans la sépulture des rois, faveur jusqu'alors sans exemple; et le héros fut enterré près du tombeau que Charles V avait fait préparer pour lui-même (2) (3) (4). (*Chronologie militaire*,

(1) L'historien du Languedoc prétend que du Guesclin n'était pas encore mort, lorsque le gouverneur de Châteauneuf-Randon apporta les clefs de la place dans sa tente.

(2) Du Guesclin était terrible dans les combats; mais il était humain et généreux après la victoire. Il était modeste au comble de la gloire, et forçait ses ennemis même à l'aimer. Il fut un des plus grands capitaines de son temps; et, ayant trouvé l'art de la guerre dans un état d'enfance, il dut toute sa gloire à son génie. Avant lui, on ne savait que fondre avec impétuosité sur l'ennemi, sans observer aucun ordre; il conçut le premier l'avantage des marches savantes, des manœuvres et des campements.

(3) Julienne du Guesclin, religieuse à Pontorson, se montra la digne sœur du connétable. Le capitaine anglais Felleton ayant voulu surprendre cette place pendant la nuit, en l'absence de du Guesclin, Julienne, agitée par un songe pénible, se réveille en sursaut, s'arme d'une épée, vole à la fenêtre de sa chambre, et renverse 3 Anglais, qui se tuent en tombant. Aux cris qu'elle jette, l'alarme se répand dans la ville; on accourt, et les ennemis se retirent.

(4) Par ordonnance royale de S. M. Louis XVIII, rendue en janvier 1816, il a été arrêté que la statue de Duguesclin serait l'une des 12 à

tom. I, pag. 90; Hommes illustres de l'abbé Perreau, tom. VIII, pag. 1; Histoire de du Guesclin, par Guyard de Berville; Histoire du Languedoc, le Père Daniel, le président Hénault, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XII, pag. 169.)

GUICHARD (Dauphin), *seigneur de Joligny, grand-maître des arbalétriers*, fut nommé pour exercer cette charge, en 1379, et le fit jusqu'en 1382, époque à laquelle on rétablit le comte de Dampierre dans l'exercice de cette même charge. Joligny en fut pourvu de nouveau, en 1388, après la mort du comte de Dampierre. (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 471; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VIII.*)

DE LA **GUICHE** (Philibert), fut institué *grand-maître et capitaine-général de l'artillerie de France,* sur la démission du maréchal de Biron, par provisions du 6 juillet 1558. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 juillet suivant. Nommé, le 22 avril 1589, colonel des Suisses, que Sancy devait conduire en France, il fut envoyé en Bourgogne pour en prendre le commandement; mais Sancy ne voulut point le lui céder. Il commanda l'artillerie à la bataille d'Ivry, le 14 mars 1590, et la fit si bien servir, qu'elle mit en désordre les escadrons et les bataillons ennemis. Il servit au siége de Rouen, en 1591 et 1592. A la mort de M. de Nemours, il fut commis pour commander en Lyonnais, Forez et Beaujolais, avec les honneurs et les appointements de gouverneur, jusqu'à ce que César-Monsieur, fils du roi, eût atteint l'âge de 20 ans : la commission pour cette charge lui fut donnée à Lyon, le 21 septembre 1595. En 1600, le comte de la Guiche conduisit un corps de troupes au roi, qui faisait alors le siége de Montmélian :

---

placer sur le pont *dit* de Louis XVI, à Paris; et le sieur Beaumier, peintre, a été choisi par le ministre de l'intérieur pour traiter un des sujets de la vie du connétable.

cette place capitula, le 14 octobre, et ouvrit ses portes, le 9 novembre. Après l'expédition de Savoie, le comte de la Guiche retourna dans son gouvernement, et mourut à Lyon, le 10 juin 1607. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 486; *Dupleix, Histoire de France du Père Daniel; Mémoires de Sully, de Thou.*)

DE LA GUICHE (Jean-François), *comte de Saint-Geran, maréchal de France*, fit sa première campagne sous le maréchal d'Aumont, et servit au siége de la citadelle d'Orléans, en 1588. Il servit sous Henri IV, en 1589, 1590, 1591 et 1592; se trouva, pendant ce laps de temps, à différents siéges et combats, et fut blessé à l'assaut donné à la ville de Rouen, en 1592. Il seconda le roi au combat d'Aumale, et au siége de Dreux. Il fut fait cornette des chevau-légers de la garde du roi, par brevet du 2 février 1593, et se signala au siége de Laon, en 1594; au combat de Fontaine-Française, en 1595, et au siége de la Fère, en 1596. A la prise d'Amiens, en 1597, il reçut une blessure et eut 4 chevaux tués sous lui. Il leva un régiment d'infanterie de 100 hommes, par commission donnée au camp devant Amiens, le 20 juillet. Créé maréchal-de-camp, par brevet du même jour, il quitta les chevau-légers de la garde. La paix ayant été conclue, le 2 mai 1598, on licencia, le 6, son régiment. Il fut pourvu de la lieutenance-générale aux gouvernements du Bourbonnais et du Nivernais, par provisions du 6 avril 1600. On le nomma capitaine de 30 lances, du titre de 50, par commission du 20 juillet. Il fut fait sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes de monseigneur le dauphin, à la création de cette compagnie, par brevet du 14 décembre 1602, et devint capitaine-lieutenant de la même compagnie, à la place du marquis de Souvré, par provisions du 13 mars 1615: il conserva cette compagnie jusqu'à sa mort. Employé, par lettres du 5 décembre, en qualité de maréchal-de-camp, dans l'armée du Poitou, commandée par le duc de Guise, il marcha, à la tête de la compagnie de la garde, sur Nanteuil, près Lamprou, et s'y trouvait,

lorsqu'on y battit, le 7 janvier 1616, 3 régiments qui servaient sous les ordres de M. le prince de Condé. On le fit gouverneur-général du Bourbonnais, à la mort de la duchesse d'Angoulême, au mois de janvier 1619. Il fut créé maréchal de France, par état donné au Plessis-les-Tours, le 24 août, et nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Il eut ordre, au mois de juillet 1620, d'aller en Poitou, et d'y prévenir les mouvements que les agents de la reine-mère pourraient y faire naître. Il se démit, au mois de décembre, du gouvernement et de la lieutenance-générale du Bourbonnais, en faveur de M. le prince de Condé. Il commanda les armées, sous le roi et le connétable de Luynes, en 1621 et 1622. Au siége de Cognac, étant à la tête de 1500 chevaux, il soutint, le 22 juillet 1621, les attaques des *enfants-perdus*, et repoussa les assiégés sortis de la place : Cognac se rendit, le 4 août. Il investit Montauban, le 17, et attaqua, le 27, la contrescarpe du bastion, qu'on lui disputa pendant trois heures, et qu'il emporta. Il eut part à la défaite des troupes qui venaient au secours des assiégés, le 28 septembre : on leva ce siége, le 2 novembre. Il marcha, en 1622, contre Saint-Antonin, que le roi prit à discrétion, le 22 juin, et ensuite contre Montpellier, qui se soumit, le 19 octobre. Après la paix, il se retira en son château de la Palice, en Bourbonnais, où il mourut le 2 décembre 1632, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 433; *Journal de Bassompierre, Dupleix, Histoire du Languedoc, Histoire de France, du Père Daniel*; *Mémoires du Père d'Avrigny, le Vassor, Histoire de Louis XIII, Mémoires de Sully, l'abbé le Gendre, Mercure français, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Moréri.*)

DE LA GUICHE, *voyez* DE GRAMONT.

DES GUILLAUMANCHES (Gabriel-Pierre-Isidore), *marquis du Boscage, lieutenant-général*, entra au service, en 1784. Il était officier supérieur dans les gardes-du-corps du roi, lorsqu'il émigra au commencement de la révolution française. Il fit la campagne de 1792, dans l'armée des

princes français. Il passa, en 1795, au service de la Russie, avec le grade de lieutenant-colonel, et devint un des aides-de-camp du maréchal Soworow, qu'il suivit dans ses campagnes. Le marquis du Boscage revint en France sous le gouvernement impérial, et donna, en 1808, un *Précis historique sur le célèbre Soworow*. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, il rentra dans les gardes-du-corps. Il fut nommé commandant à Rodès, en 1816. On le créa lieutenant-général, le 6 octobre 1819. On l'avait nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 7 septembre précédent. Il est chevalier de l'ordre de Saint-Louis et de celui de Malte. (*Etats militaires*, *Moniteur*.)

DE GUINES, *voyez* DE BONNIÈRES *et* DE BRIENNE.

DE GUIRY (Louis), *colonel-général* de l'infanterie italienne, fut créé lieutenant-général en Toscane et en Siennois, par lettres de François, duc de Guise, données à Rome, le 5 septembre 1557. Le roi lui donna, par lettres datée de St.-Germain-en-Laye, le 27 octobre suivant, l'ordre de prendre soin des affaires du Siennois et de la Toscane, en vertu des lettres du duc de Guise, jusqu'à ce que S. M. y eût pourvu. Guiry fut fait colonel-général des Italiens qui servaient dans ce pays, par commission du 22 juin 1558. Il y servit jusqu'à la paix. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 584.)

DE GUISCARD (Georges), *comte de la Bourlie*, *lieutenant-général*, naquit le 9 août 1616. Dès l'année 1637, il servit, comme volontaire, à la reprise des îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat, et y eut une jambe cassée. Il obtint, le 10 janvier 1639, une compagnie de cavalerie au régiment de Coislin. Il servit sans interruption, avec ce régiment, jusqu'en 1646; fit toutes les campagnes qui eurent lieu pendant ce laps de temps; se trouva à différents combats, siéges et batailles, et reçut trois blessures. Il fut fait sergent de bataille, le 5 janvier 1647, et lieutenant de roi de Courtray, le 6 du même mois. Nommé sous-gouverneur du roi, le 28 février 1648, il sortit de Courtray,

après la prise de cette place, combattit à Lens, et se rendit ensuite auprès du roi. On le nomma conseiller-d'état, le 24 janvier 1649, et maréchal-de-camp, le 3 juin 1651. Lorsqu'on donna le gouvernement de Sédan au fils du maréchal Fabert, le comte de la Bourlie fut nommé pour commander dans cette place, par commission du 25 juillet 1662. Il fut fait grand-bailli de Sédan, par provisions du 30 novembre 1669, et obtint le gouvernement de cette place, vacant depuis la mort du marquis de Fabert, par provisions du 7 août 1661. Créé lieutenant-général des armées du roi, le 15 avril 1672, on le nomma, par commission du même jour, commandant de Dunkerque et de ses dépendances : ce commandement lui fut continué par différents ordres, donnés en 1673 et 1674, et il le conserva jusqu'au 1er avril 1675, époque à laquelle il s'en démit. Il ne servit plus depuis lors. Il se démit aussi du gouvernement de Sédan, en faveur de son fils, au mois de mai 1692. Il mourut le 9 décembre 1693. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 251 ; *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE GUISCARD (Louis, *comte*), *lieutenant-général*, frère du précédent, naquit le 27 septembre 1651. Il leva une compagnie dans le régiment Royal-des-Vaisseaux, par commission du 20 août 1671, et servit, en 1672, à tous les siéges que le roi fit en personne. Il passa, au mois d'août, sous M. de Turenne, dans l'électorat de Cologne; contribua, au mois de février 1673, à la prise des places que ce général enleva à l'électeur de Brandebourg; servit ensuite au siége de Maestricht; repassa en Allemagne, sous le maréchal de Turenne, et y finit la campagne. Devenu colonel du régiment de Normandie, par commission du 27 mars 1674, il l'alla joindre à Graves; se trouva à la défense de cette place, qui ne se rendit qu'après 93 jours de siége, et eut part à toutes les sorties et à la défense des postes, où il marcha, soit à la tête de son régiment, soit comme volontaire. Il servit, en 1675, aux siéges et à la prise de Dinant, de Huy et de Limbourg. Il fut employé, en 1676, à l'armée du Roussillon, sous M. de Navailles, et servit, en 1677

et 1678, en Allemagne, sous le maréchal de Créquy. Il se trouva, sous le même général, au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684; aux siéges et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Frankendal, sous Mgr. le dauphin, en 1688; et eut part à la course du marquis de Feuquières dans l'Allemagne, au mois de janvier 1689. Créé brigadier d'infanterie, par brevet du 15 février, il fut fait inspecteur-général de l'infanterie, par commission du 16, et en remplit les fonctions dans le département du Hainaut, sur la frontière de Picardie et dans le Soissonnais. Employé à l'armée de Flandre, sous M. d'Humières, par lettres du 20 mars, on le chargea du commandement de Dinant et des environs, par ordre du 19 juillet. Il y fit des courses continuelles, et tira des contributions immenses de toutes les frontières de Namur et du Brabant. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 19 octobre 1690, il se démit du régiment de Normandie, en faveur de son frère, au mois de mars 1691. Il eut, le 12 juillet, un ordre pour se jeter dans Philippeville, si cette place était attaquée par les ennemis. Au mois d'août suivant, avec un détachement de la garnison de Dinant, il alla brûler un magasin considérable de fourrages, entre Namur et Saint-Gérard, ainsi que 12 bateaux de provisions destinées pour Namur. On joignit à son commandement celui de Charlemont, par ordre du 20 octobre. Il obtint le gouvernement-général de la principauté de Sédan, sur la démission de son père, par provisions du 5 mai 1692. Il servit au siége et à la prise de Namur et de ses châteaux : on lui en donna le gouvernement, par provisions du 2 juillet. Il servit au siége de Charleroy, et eut le commandement dans le comté de Namur, à Dinant, Philippeville et Charlemont, par ordre du 29 octobre. Dans la nuit du 11 au 12 novembre, avec 300 grenadiers qu'il avait fait embarquer, et 600 chevaux, qu'il conduisit par terre, il pilla le faubourg de Huy, y fit prisonniers 1 capitaine de dragons, 5 autres officiers, et 70 cavaliers, et enleva 60 chevaux. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1693, il resta à Namur, et commanda entre la Sambre et la Meuse, par

ordre du 26 mai. Il alla, au mois de juillet, au-devant d'un convoi qu'on lui faisait passer de Mons, battit un corps supérieur au sien, tua plus de 800 hommes des ennemis, n'en perdit pas 200, et fit entrer son convoi dans Namur. Il marcha ensuite contre Huy, qu'il investit. Après la prise de cette place, il investit Charleroy, et servit au siége et à la prise de cette place. Il resta à Namur, pendant la campagne de 1694. Assiégé dans Namur, par le prince d'Orange, en 1695, il défendit cette place avec la plus grande valeur, sous les ordres du maréchal de Boufflers, qui s'y était enfermé : la ville ne se rendit que le 4 août, après 26 jours de tranchée ouverte, et ne remit son château que le 2 septembre. Le prince d'Orange avait battu cette place, avec plus de 150 pièces de canon et 55 mortiers. Le comte de Guiscard avait obtenu, pendant ce siége, une commission du 22 août, pour lever sur la frontière un régiment de fusiliers de son nom. Il eut, par ordre du 5 septembre, le commandement de Dinant et de Philippeville. Nommé chevalier des Ordres du roi, il fut reçu le 1er janvier 1696. Il se démit, dans le même mois, de son régiment de fusiliers, en faveur de son fils. Il commanda dans le duché de Luxembourg, en l'absence du marquis de Harcourt, par commission du 15 mars, et sur la Meuse, pendant l'hiver, par ordre du 26 octobre. Il servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1697. Il fut nommé, le 2 août 1698, ambassadeur extraordinaire en Suède, d'où il revint, au mois de septembre 1701. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Catinat, qui favorisa le passage en Bavière du corps commandé par le marquis de Villars. Il servit à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Villeroy et de Boufflers, et combattit à Eckeren, en 1703. Il fut employé, en 1704, 1705 et 1706, sous le maréchal de Villeroy, et combattit à Ramillies. Il ne servit pas depuis, et mourut le 10 décembre 1720. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 391; *le dépot de la guerre, les mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE GUISE, *voyez* DE LORRAINE.

GUY (N....), *connétable de France*, était pourvu de cette charge, en 1115. Le détail de ses services militaires ne nous est pas connu. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 66.)

GUYE (Nicolas-Philippe), *maréchal-de-camp*, naquit à Lons-le-Saulnier, en Franche-Comté, le 1er mai 1773. Il entra au service, comme soldat au 35e régiment d'infanterie de ligne, le 8 mai 1792. Il fut fait lieutenant au 2e bataillon des côtes maritimes, en 1793; devint capitaine adjudant-major au 7e bataillon des Landes (depuis 4e régiment de ligne), le 7 janvier 1794, et fut nommé chef de bataillon au 4e de ligne, le 12 novembre 1803. Il passa au service du royaume de Naples, le 26 août 1806, et devint major de la Légion corse, dans la même année. Il obtint la charge d'adjudant du palais du roi de Naples, aussi en 1806, et fut fait colonel, avec le même emploi, en 1807. Il fut nommé, en cette même année, aide-de-camp du roi de Naples, qui le fit colonel du 1er régiment d'infanterie napolitaine, en juin 1808, et le chargea en même temps de l'organisation de ce corps. Le colonel Guye passa aide-de-camp du roi d'Espagne (Joseph-Buonaparte), le 11 du même mois de juin, et fut nommé colonel du 1er régiment de ligne espagnol, par commission délivrée en mars 1809. Il devint colonel des voltigeurs de la garde royale d'Espagne, le 20 août suivant, et fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 12 janvier 1810. On le nomma gouverneur de Séville, en 1810, et gouverneur de la province de Guadalaxara, en 1811. Il rentra au service de France, en 1814, avec le grade de maréchal-de-camp. Il se fit remarquer, la même année, pendant la campagne de France, et notamment au combat de Montsaigle, près de Ville-Parisis, le 28 mars: il y commandait 3 bataillons de la jeune garde, 400 cuirassiers et autant de lanciers polonais, envoyés en toute hâte de Paris, et placés dans la division du général Compans. Il commanda, en juin 1815, une division de la jeune garde dans l'armée de Buonaparte, et se trouva aux dif-

férents combats qui eurent lieu à la grande-armée pendant les *cent jours*. Il est officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats militaires*, *Moniteur, annales du temps*.)

GUYOT-DURPAIRE (N...., *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Altone, arrondissement de Confolens, le 10 septembre 1755. Il entra au service comme volontaire dans le régiment d'Auvergne, en 1773; y obtint, en 1774, le grade de sous-lieutenant, et fut successivement aide-de-camp du général Voyer, et capitaine dans les canonniers gardes-côtes. Au moment où éclata la révolution française, il parvint au grade d'adjudant général. Nommé général de brigade, il fut employé en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Occidentales. Il y reçut une blessure qui l'obligea de prendre sa retraite. Il fut cependant créé général de division, et employé dans ce grade près des troupes composant l'armée de l'Océan. Le 4 septembre 1802, il fut pourvu du commandement de la place de Brest, qu'il conserva jusqu'en 1815, époque à laquelle il fut définitivement admis à la retraite. (*Etats militaires*.)

H

HABERT (Pierre-Joseph, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Avallon, en Bourgogne, le 22 décembre 1773. Il termina ses études à 16 ans et demi; et, peu de temps après, il s'enrôla volontairement dans le 4e bataillon de l'Yonne, le 1er septembre 1792, et fut nommé capitaine le même jour, et lieutenant-colonel en second, le 3 du même mois. Il servit successivement, comme chef de bataillon, dans la 107e demi brigade, puis dans le cadre d'une brigade étrangère destinée pour l'Irlande. Il fut employé comme adjoint à la 17e division militaire, et servit comme aide-de-camp du général en chef de l'armée d'Orient, jusqu'à ce qu'il

fut nommé colonel sur le champ de bataille d'Alexandrie, en Égypte, le 21 mars 1801. Revenu en France, après l'évacuation de l'Égypte, le premier consul Buonaparte le nomma colonel du 105e régiment de ligne, le 8 juin 1802. Dans les grades ci-dessus désignés, il avait fait les campagnes de l'armée du Nord, en 1792, 1793, 1794 et 1795. Il s'était embarqué à Brest, pour la première expédition d'Irlande, sur le vaisseau *l'Eole*, le 19 novembre 1796. L'expédition n'ayant pas réussi, il était revenu à Brest. S'étant rembarqué de nouveau, pour la deuxième expédition d'Irlande, sur la frégate *la Coquille*. le 15 juillet 1798, il fut fait prisonnier sur cette frégate, à la suite d'un combat naval qu'elle soutint aux attérages d'Irlande, le 12 octobre suivant. Après avoir été renvoyé en France sur sa parole, et échangé, le 15 mars 1800, il partit pour porter des dépêches en Égypte au général en chef de l'armée d'Orient. Il toucha d'abord à Alger, où il avait à conférer avec le consul de France ; et en longeant les côtes de la Barbarie, il arriva, en quatorze jours de traversée, à Alexandrie, après avoir échappé à toutes les croisières ennemies. Nommé aide-de-camp du général en chef, le 23 octobre de la même année, il fit la campagne de cette année en Égypte. Revenu en France avec l'armée, et nommé titulaire du 105e, il servit avec ce régiment, en 1803 et 1804, aux camps de Bayonne et de Saintes; et en 1805, au camp de Brest. Il fit les campagnes de 1806 et 1807, à la grande-armée, aux 7e et 4e corps. Il se trouva aux différentes affaires qui eurent lieu dans ces campagnes. A la bataille d'Iéna, marchant à la tête de son régiment, il prit 6 pièces de canon et un drapeau, et rompit les lignes prussiennes qui lui étaient opposées. A la bataille d'Eylau, le maréchal Augereau et les autres généraux du corps d'armée ayant été tués ou blessés, Habert, quoique n'étant que colonel, et après avoir eu 2 chevaux blessés, rallia les débris du corps d'armée, et en prit momentanément le commandement, jusqu'à l'arrivée du général Compans, que Buonaparte y envoya. Il resta sur le champ de bataille pendant vingt-quatre heures, et conserva le commandement de la 1re division, réduite à

1500 hommes, jusqu'à la dislocation et répartition des différents régiments dans les autres corps de la grande-armée. Il entra, avec le régiment qu'il commandait, dans le 4e corps, commandé par le maréchal Soult. La campagne s'étant rouverte de nouveau, au mois de juin 1807, il se trouva, le 10 de ce mois, à la bataille d'Heilsberg, où, avec un carré qu'il fit former à son régiment, il repoussa la charge d'une grande partie de la cavalerie russe, qui, après avoir enfoncé nos lignes de cavalerie et d'infanterie, ne put entamer le carré du 105e. A cette affaire, le colonel Habert eut un cheval tué sous lui, par un obus qui éclata sous son ventre, et il reçut lui-même deux coups de feu, un à la tête et l'autre à l'épaule. Après l'action, dont il ne s'éloigna point malgré ses blessures, les maréchaux et généraux présens le félicitèrent, sur le champ de bataille, pour le courage et la valeur qu'il y avait déployés. Le colonel Habert avait été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 11 décembre 1803, et officier de la même Légion, le 14 juin 1804. Après la paix de Tilsitt, il fut créé commandant du même ordre, le 11 juillet 1807. Promu au grade de général de brigade, par décret du 18 février 1808, avec ordre de se rendre en Espagne, il y fit toutes les campagnes, pendant six années, dans le 3e corps, et dans l'armée d'Arragon et de Catalogne, où il commanda presque toujours une division. Il se trouva aux affaires et siéges qui eurent lieu en Catalogne, en Arragon, et dans le royaume de Valence. Très-souvent livré à lui-même, il fit, bien des fois, payer cher aux Espagnols qu'il surprit, et aux guérillas qu'il attaquait de nuit, les fatigues qu'il fallait essuyer, et les dangers qu'il fallait courir dans un pays difficile, où chaque habitant était un ennemi, et souvent même un assassin. A la bataille de Tudella, il commandait l'avant-garde, sous les ordres du général Maurice-Matthieu; ce furent ses troupes qui enfoncèrent l'aile droite des Espagnols, et qui entrèrent dans Tudella, où elles prirent 8 pièces de canon. Aux siéges de Sarragosse, il commanda plusieurs assauts avec succès, et lors de l'investissement de cette ville, il s'empara du Monte-Torredo, par une ma-

nœuvre audacieuse, en passant sous un aquéduc, qu'il fit désencombrer pendant la nuit, et en se portant entre la ville et les redoutes, qu'il attaqua par les gorges : 3 pièces de canon restèrent en son pouvoir. A la bataille de Maria, avec l'infanterie de réserve qu'il commandait, il culbuta 6000 Espagnols, qui n'avaient pas été entamés par les belles charges du 4ᵉ de hussards et du 13ᵉ de cuirassiers, et finit ainsi la journée : dans sa déroute, l'ennemi abandonna une vingtaine de pièces de canon, dont on s'empara. Il commanda l'assaut de Lérida, assaut brillant qui coûta peu aux Français, mais beaucoup à l'ennemi : la ville fut emportée en moins de deux heures, et les troupes, ainsi qu'une partie des habitants, furent rejetés dans le château, qui se rendit le lendemain. Au combat de Salces, avec environ 1800 hommes et un escadron de hussards, il battit 4000 Espagnols retranchés, s'empara de leur camp, de leurs bagages, fit plusieurs centaines de soldats prisonniers et plusieurs officiers, parmi lesquels se trouvait le brigadier-général Garcia-Navarro. Au siége de Tortose, après avoir contribué puissamment à l'investissement de cette place, sur la rive gauche de l'Èbre, en attaquant le col de l'Alba, et rejetant sur ce point les troupes dans la place, il repoussa avec succès une sortie de la garnison, qui avait pour but de tourner les ouvrages des Français par leur droite, et de les détruire. A la tête des 5ᵉ léger et 116ᵉ de ligne, il refoula l'ennemi jusque dans la place. Pendant l'action, les carabiniers et les grenadiers se trouvèrent pêle-mêle avec les Espagnols, qu'ils conduisirent ainsi jusqu'aux palissades du chemin couvert. Après la reddition de Tortose, le général Habert fut chargé, par le maréchal Suchet, de s'emparer du fort Saint-Philippe, au col de Balaguer. Ce fort, d'un difficile accès par sa position sur une montagne près de la mer, dominait la grande route de Tarragone, qu'il commande, et était d'une importance extrême pour le succès du siége, puisque c'était par-là seulement que les convois, et surtout la grosse artillerie, pouvaient arriver. Le général Habert n'ayant à sa disposition que 4 obusiers de six pouces, qui ne pouvaient tirer que du bas en haut, il fallut em-

ployer la ruse et l'audace : on parlementa. Pendant ce temps, les obusiers se placèrent, et l'infanterie s'approcha dans les défilés, et par le bord de la mer, sous les murs du fort. Sur le refus que fit le commandant de se rendre, les obusiers tirèrent, l'escalade fut ordonnée, et le fort emporté une heure après. On y trouva 12 pièces de canon, beaucoup de munitions de guerre et de bouche : le général Habert ne perdit que 3 hommes pour faire cette conquête. Il commanda l'assaut de Tarragone, et eut l'honneur de doubler sa tranchée, faveur qu'il sollicita pour avoir ce commandement. L'ennemi avait dans la ville 15,000 hommes de troupes de ligne. A la tête de 18 compagnies d'élite, Habert franchit la brèche, pénètre dans la ville malgré le feu des maisons crénelées de la Rembla (grande rue transversale), et passe au fil de l'épée 5000 hommes : le reste se sauva par-dessus les remparts. Il fut nommé général de division, par brevet du 25 juin 1811. Après la prise de Tarragone, on le nomma gouverneur de Tortose et de la province, en attendant l'ouverture de la campagne de Valence. Quelques jours après son installation dans ce poste, le général espagnol Andriani partit de Muwiedro (Sagonte), avec 3000 hommes, pour surprendre le poste retranché d'Amposta, tenir la campagne sur la rive droite de l'Èbre, et gêner les communications de ce côté : 4 compagnies d'élite et 25 cuirassiers furent envoyés au secours de ce poste, qui résista. Le général Habert n'ayant que 800 hommes disponibles, prit, avec ce peu de monde, la route d'Uldecona, pour couper la retraite à l'ennemi. Pendant ce temps, le détachement d'Amposta chargea et tua beaucoup de monde aux ennemis, et Andriani fit sa retraite sur le village de Frequinales, où il trouva le général Habert. Poursuivis vivement en queue, et acculés à une montagne escarpée, les Espagnols jetèrent leurs armes, et se sauvèrent à la débandade à travers les rochers. On leur prit 200 hommes, 5 officiers et un drapeau. A la bataille de Sagonte, le général Habert commanda la gauche qui se trouvait à cheval sur la grande route : c'était nécessairement sur ce point que l'ennemi devait faire les plus grands efforts, pour aller dé-

bloquer le fort de Sagonte, que la division avait à dos. Le général Habert arrêta les grands efforts de l'ennemi dans le village de Pouzal, où celui-ci avait jeté sa meilleure infanterie, et fit tourner le village, dans lequel il fit 600 prisonniers. Une charge du 24e de dragons, sur la grande route, compléta la déroute; et les hauteurs d'Elpuch, ayant été emportées, assurèrent le gain de la bataille, dans laquelle la division Habert prit 8 pièces de canon. Lors de l'investissement de Valence, il reçut l'ordre de passer à gué la Guadalaviar à son embouchure, de chasser l'ennemi du lazaret, où il était retranché, de pousser des partis sur les rives du lac d'Albuféra, et de faire sa jonction avec la division Harispe. Quoique incommodé par des bâtiments anglais, et par le feu de front et de flanc des retranchements ennemis, le passage s'effectua sans beaucoup de perte, parce qu'il fut rapide, et le général Habert se lia par sa gauche à la 2e division. L'armée espagnole du général Blacke, renfermée dans Valence, ayant mis bas les armes, et la ville s'étant rendue, le général Habert reçut l'ordre d'aller soumettre le corrigemento de Denia. Il remplit sa mission avec zèle et intégrité : pas un coup de fusil ne fut tiré; Gaudia et autres petites villes ouvrirent leurs portes, et Denia, capitale de la province, et port marchand, fit comme elles. Le général Habert prit, sur les remparts de cette place, 25 pièces de canon. On trouva aussi dans la ville des magasins pleins de marchandises anglaises, qui furent saisies pour le comte du gouvernement. Il y maintint l'ordre et la discipline, et n'y permit aucune vexation, en sorte que les habitants n'eurent qu'à se louer de la conduite des officiers et des troupes qu'il commandait. La reddition de Valence, et la défaite de l'armée de Blacke, conduite en France prisonnière de guerre, ayant donné une espèce de paix à ces contrées, le général Habert eut un congé de trois mois, après l'expiration duquel il alla reprendre le commandement de sa division. A cette époque, les armées avaient été malheureuses dans la Péninsule, et la perte de la bataille de Salamanque avait tout compromis. L'armée d'Arragon était débordée par sa droite; le général anglais lord Murray

avait fait un débarquement sur ses derrières, à Tarragone. Dans cet état de choses, on dut évacuer une partie du royaume de Valence, et venir prendre une nouvelle ligne sur le Xucar. Le maréchal Suchet partit avec une division d'infanterie et la cavalerie, marcha sur lord Murray, et laissa sur la nouvelle ligne la division du général Habert, et celle du général Harispe. Le général Habert établit son quartier-général à Alzira; 2 régiments d'infanterie (le 14e et le 16e) furent campés en avant de la ville, ayant un bataillon d'avant-garde sur la grande route de Saint-Philippe, et un piquet de hussards en avant de Carxagente : l'artillerie, le reste de sa cavalerie et le 117e régiment d'infanterie furent placés en réserve. Le duc del Parque vint alors attaquer le général Habert, avec 2 divisions espagnoles, fortes à peu près de 12,000 hommes. Pendant que la division du prince d'Anglona arrivait par la grande route, et que celle de Roche, longeant le Xucar, devait attaquer la gauche, et se jeter dans Alzira, une autre division ennemie, commandée par Ellio, devait en même temps tenir en échec la division Harispe. Une reconnaissance, faite le matin, et dans laquelle on avait pris 2 officiers et une quarantaine d'hommes, avait prévenu positivement de l'arrivée de l'ennemi. Peu de temps après la rentrée de la reconnaissance, le bataillon d'avant-poste fut obligé de se replier. Le général Habert, après avoir donné ordre à la réserve de se porter en avant d'Alzira, et au 16e régiment de se diriger sur la gauche, pour s'opposer à Roche, se met à la tête d'un escadron du 4e de hussards et du 14e de ligne, charge avec impétuosité sur la grande route, qui, dans cet endroit, et pendant une demi-lieue, est encaissée par des murs de jardin, rejette dans Carxagente tout ce qu'il rencontre, et entre dans cette ville pêle-mêle avec les ennemis. Les rues furent bientôt encombrées de morts, de blessés et de fuyards; et la mêlée devint d'autant plus affreuse, que l'ennemi, ne pouvant dans sa déroute s'écarter à droite et à gauche, à cause des rivières qui étaient débordées, et par conséquent ne pouvant se sauver assez vite, était obligé de combattre. Dans cette affaire, le général Habert eut un

cheval blessé à la tête. Ce combat glorieux, puisque les Français étaient un contre dix, coûta aux Espagnolts 800 hommes tués ou blessés, 700 prisonniers, dont 32 officiers, et un drapeau. Le maréchal Suchet ayant forcé lord Murray de lever le siége de Tarragone, où celui-ci avait abandonné son artillerie, cette circonstance, jointe au succès de l'affaire de Carxagente, donnait encore à l'armée d'Arragon la possession paisible des pays qu'elle avait si difficilement conquis; mais la marche de l'ennemi sur la frontière de France, par la grande route de Madrid à Bayonne, obligea le maréchal de rentrer en Catalogne, de repasser l'Èbre, et par suite le Lobrégat, en laissant toutefois des garnisons dans les places fortes. Le général Habert fit l'arrière-garde, sans avoir le moindre engagement. Il fut alors nommé, par lettres de service du 21 novembre 1813, commandant de la Basse-Catalogne, et commandant supérieur de Barcelonne. Il était en possession de ce commandement, lorsqu'il fut nommé, par décret du 25 novembre 1813, commandeur de l'ordre de la Réunion. Après le départ du maréchal Suchet pour la France, le général Habert fut bloqué dans Barcelonne par 30,000 hommes, par terre, et par plusieurs vaisseaux anglais, par mer : il fit plusieurs sorties avec succès, et jamais l'ennemi ne put l'empêcher de faire manœuvrer une partie de ses troupes dans la plaine. Enfin, après la rentrée en France de S. M. Louis XVIII, et d'après les ordres de S. A. R. Monsieur, lieutenant-général du royaume, ainsi que sur ceux du maréchal Suchet, donnés en exécution des conventions conclues à Paris, le 23 avril 1814, et à Toulouse, le 20 du même mois, le général Habert fit la remise de la Basse-Catalogne et de Barcelonne au général en chef Copons, et rentra en France, dans les premiers jours de juin, avec sa division bien habillée, bien équipée, bien payée et nombreuse. En analysant les services du général Habert en Espagne, nous n'avons pas parlé d'une multitude de petits combats, de surprises, de prises de ville, de passages de rivière, qui tous lui ont réussi, excepté celui de la Cinca, où il ne put porter de secours à son avant-garde, que la crue subite et extraordinaire du torrent avait séparée

du gros de la division, et qui se trouva sans moyens de passage. Étant rentré dans ses foyers, il fut mis en non activité. Le roi le nomma grand-officier de la Légion-d'Honneur, pour prendre rang à compter du 29 juillet 1814, par brevet du 17 février 1817, et le créa chevalier de Saint-Louis, par ordonnance du 14 août 1814. Par lettres de service du 22 mars 1815, Buonaparte lui donna le commandement de la 2e division militaire, et par d'autres lettres de service du 6 avril, celui de la 10e division active. A la bataille de Ligny, le 16 juin, le général Habert prit deux fois le village de Saint-Amand, et fut blessé grièvement au bas-ventre, le 18, dans la ville de Wavres. Depuis ce temps, il a toujours été en non activité, et il se trouve maintenant en disponibilité. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DU HALLAY, *voyez* D'ANDIGNÉ.

DE LA HAMELINAYE, *voyez* JAN.

DE HANGEST (Rogues), *maréchal de France*, obtint de Philippe de Valois, au mois de juin 1328, la terre de Jouy-sur-Morin. Il servit contre les Anglais, sous le duc de Normandie, en 1337, 1338 et 1340. Il fut pourvu de la charge de pannetier de France, le 11 février 1345. Il succéda, au mois d'août 1352, au sieur d'Ossmont, dans la charge de maréchal de France. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 130*; l'abbé le Gendre*, *Dictionnaire des maréchaussées*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri.*)

D'HARAMBURE (N...., *vicomte*), *maréchal-de-camp*, fut fait colonel de la Légion de Lorraine, en 1761, et de celle de Flandre, en 1776. Il obtint le grade de brigadier des armées du roi, le 3 janvier 1770, et celui de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

D'HARAMBURE (Louis-François-Alexandre, *baron*), *lieutenant-général*, et frère puîné du précédent, naquit à Preuilly, le 13 février 1742. Il entra au service, en 1757, comme cornette, au régiment de dragons de Bauffremont,

et passa capitaine de cavalerie au régiment de Noé, division Bourbon, en 1760. Il fit, avec ces deux régiments, les six dernières campagnes de la guerre de 1757, jusqu'à la paix, qui eut lieu, en 1763. Il devint major du régiment Royal-Roussillon cavalerie, en 1768; obtint le grade de colonel, en 1770, et fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1771. Il fut fait colonel en second du régiment Royal-Roussillon cavalerie, en 1775, et obtint le grade de brigadier des armées du roi, le 5 décembre 1781. Nommé, en 1786, colonel-commandant du régiment du mestre-de-camp-général de la cavalerie, une lettre du roi le fit passer, avec le même grade, au régiment du commissaire-général de la cavalerie. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788, il fut employé, la même année, et en cette qualité, au camp de Saint-Omer, sous les ordres de M. le prince de Condé, et y commanda la brigade de la Reine dragons, composée du régiment de la Reine et de celui de Penthièvre. Au retour de ce camp, le comte de Puységur, qui y avait assisté avant de devenir ministre de la guerre, fit connaître au baron d'Harambure que le 4e des 16 cordons-rouges, alors à donner, avait été demandé pour lui au roi, par une note très-honorable; mais la convocation des états-généraux, qui eut lieu quelque temps après, décida Louis XVI à suspendre les promotions de ce genre. Le baron d'Harambure fut élu, en 1789, premier député de la noblesse de Touraine aux états-généraux, qui devinrent assemblée constituante, et resta, par ce motif, éloigné pendant trois mois de son activité militaire. A la fin de la session de cette assemblée, il fut envoyé, par le roi, servir, comme maréchal-de-camp, dans une division de l'intérieur, depuis Poitiers jusqu'à Moulins. Six mois après, en 1791, il reçut l'ordre de se rendre à Paris, et fut élevé, par S. M. Louis XVI, au grade de lieutenant-général, le 20 mars 1792. On l'envoya servir, dans ce grade, à l'armée du Rhin, où il eut le commandement des troupes qui se trouvaient dans le Haut-Rhin et le Porentrui. Ce corps de troupes prit, environ un mois après, le nom d'armée du Haut-Rhin, et le baron d'Ha-

rambure la commanda pendant 18 mois consécutifs. Il mérita et obtint alors des témoignages de satisfaction de la part des troupes et des habitants. Le maréchal Luckner ayant été appelé, en 1792, au conseil du roi, laissa le commandement des deux armées du Haut et du Bas-Rhin, au baron d'Harambure, auquel il donna l'ordre de faire armer et approvisionner, dans le plus court délai, et pour six mois, les 8 places ou forts qui défendaient la province d'Alsace, alors menacée par les Autrichiens : cet armement et ces approvisionnements furent complétés en six semaines, et fort à propos, pour conserver intactes toutes les places confiées aux soins du baron d'Harambure. Ayant transmis aux commissaires de la convention nationale, dans le département du Rhin, des lettres-patentes et une déclaclaration que S. A. R. MONSIEUR, alors régent du royaume de France, lui avait fait remettre, il fut dénoncé, destitué, et décrété d'accusation (1). Il comparut, le 22 avril 1793, devant le tribunal révolutionnaire de Paris, qui l'acquitta sur la question intentionnelle (2). Il prit, devant ce tribunal, l'engagement de continuer à servir dans les armées de la république ; mais il fut mis à la retraite par le ministre de la guerre. Il se trouva ainsi arrêté, par la force des circonstances de la révolution, dans sa carrière militaire, et ne reparut sur la scène politique qu'en 1814, après la restauration du trône des Bourbons. S. M. Louis XVIII le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de St-Louis, le 23 août de la même année. Un des fils du baron d'Harambure, qui avait été son aide-de-camp, fut tué en Allemagne, en servant dans l'armée de M. le prince de Condé. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE HARCOURT (Jean), surnommé *le Preux*, *maréchal de France*, fut pourvu de cette charge, dès l'an 1283. Il accompagna, en 1285, Philippe le Hardi, dans son expédition contre le roi d'Arragon. Pendant que Philippe fai-

(1) Biographie des hommes vivants, tom. III, pag. 363.

(2) Moniteur.

sait le siége de la ville de Roses, qu'il avait investie, le 28 juin, il ne pouvait arriver à son camp aucun convoi, sans qu'il y eût un combat. On en attendait cependant un, lorsqu'on fut averti que le roi d'Arragon voulait l'enlever, et qu'à cet effet, il s'était mis, le 14 août, en embuscade entre Bagnols et Gironne, avec 400 chevaux et 2000 hommes de pied, l'élite de ses troupes. Philippe chargea le maréchal de Harcourt de soutenir et protéger ce convoi. Le maréchal étant parti, vers la fin de la nuit, avec le connétable Raoul de Neste et 500 cavaliers, ils arrivèrent, le 15 août, à la pointe du jour, vers l'endroit où le roi d'Arragon s'était embusqué. Celui-ci commença alors une charge, que les Français reçurent avec beaucoup de bravoure et d'intrépidité. Ils chargèrent à leur tour avec le plus grand succès, et mirent les Espagnols dans une déroute complète. Le roi d'Arragon fut blessé dans cette action, et la ville de Gironne capitula, le 7 septembre. En 1296, le roi porta la guerre en Angleterre, et mit son armée sous la conduite de Jean de Harcourt. La flotte française descendit auprès de la ville de Douvres, dont le maréchal s'empara et qu'il brûla en partie. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 112; *Histoire de France, par le Père Daniel.*)

DE HARCOURT (Henri, *duc*), *pair et maréchal de France*, l'un des descendants du précédent, naquit le 2 avril 1654, et fut connu d'abord sous le nom de marquis de Beuvron. Il entra au service, comme cornette de la compagnie mestre-de-camp du régiment de cavalerie de Thury, par brevet du 2 août 1673. Il servit, comme aide-de-camp du maréchal de Turenne, au siége d'Unna, pris le 5 février 1674. Il combattit, le 16 juin, à Sinzheim, entre Heidelberg et Heilbron, sous le même maréchal, qui y défit le duc de Lorraine et le comte Caprara. Il se trouva à la bataille d'Ensheim, près de Strasbourg, le 4 octobre; au combat de Mulhausen, le 29 décembre, et à celui de Turckeim, le 5 janvier 1675. Nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, sur la démission du marquis de Sourches, par commission du 20 février, il alla joindre ce

régiment en Flandre, y finit la campagne, servit en Allemagne, en 1676, et se trouva au siége de Valenciennes, pris le 17 mars 1677. On lui donna le régiment de Picardie, à la mort du marquis de Bourlemont, par commission du même jour 17 mars. Il servit, avec ce régiment, au siége de Cambray, et à celui de la citadelle, où il fut blessé. Il joignit ensuite l'armée d'Allemagne, commandée par le maréchal de Créquy, et marcha au siége de Fribourg. On le fit lieutenant-général au gouvernement de Normandie, sur la démission de François de Harcourt, son père, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 10 mai 1678. Il combattit avec distinction, le 6 juillet, sous le maréchal de Créquy, à Rheinfeld, où le comte de Stahremberg fut défait. Il se signala au passage de la Kintzig, et au siége de Kehl, qu'on emporta l'épée à la main. On le nomma inspecteur-général de l'infanterie, par ordre du 20 décembre 1682. Créé brigadier d'infanterie, par brevet du 30 mars 1683, on l'employa, en cette qualité, à l'armée de Flandre, sous Monsieur et sous le maréchal de Schomberg, en 1684 : cette armée couvrit le siége de Luxembourg. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 24 août 1688, le marquis de Beuvron fut employé à l'armée de Mgr. le dauphin, en Allemagne; servit au siége et à la prise de Philisbourg, et s'y signala à la prise de l'ouvrage à corne. Il se démit de son inspection, en février 1689. Commandant dans la province de Luxembourg et dans le comté de Chiny, à la place du marquis d'Huxelles, par pouvoir du 15 avril 1690, il mit à contribution les pays de Julliers et de Cologne. Il se démit du régiment de Picardie, au mois de février 1691, et l'on étendit son commandement jusque sur la Moselle, par pouvoir du 20 octobre. Il servit, en 1692, sous le maréchal de Boufflers, à l'armée de la Moselle, d'où il retourna, au mois d'août, dans son commandement. Ayant appris que les ennemis, au nombre de 18,000 hommes des troupes de Neufbourg et de Cologne, avaient détaché 4000 hommes sans bagages, pour le surprendre, il marcha contr'eux. Les deux corps n'étant séparés que par un ruisseau, les ennemis formèrent 30 escadrons, et

leurs dragons mirent pied à terre pour profiter de l'avantage des haies en escarmouchant. Le marquis de Beuvron, à la tête d'un corps de cavalerie, les chargea avec tant de succès, qu'il les rompit. La majeure partie des dragons ennemis abandonna ses chevaux, et prit la fuite : on en fit cependant 800 prisonniers ; et, dans la longue poursuite qu'ils essuyèrent, ils eurent plus de 300 hommes tués, du nombre desquels furent le commandant et 2 mestres-de-camp. Le comte de Welen, qui commandait les troupes de Neufbourg, fut pris, avec 150 de ses soldats ou de ses officiers : cette action se passa à Ourteville, le 8 septembre. Le comte de Tallart, chargé de faire le siége de Rheinfeld et de Saint-Ghenner, ayant été blessé, le marquis de Beuvron prit le commandement, par ordre du 26 décembre. Il fit la retraite de l'armée qui avait assiégé Rheinfeld, sans que les ennemis osassent la troubler, quoiqu'ils eussent une armée beaucoup plus forte, commandée par le landgrave de Hesse-Cassel. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1690. Il obtint le gouvernement de Tournay, à la mort du marquis de Maulevrier, par provisions du 4 juin. Il investit, le 19 juillet, la ville de Huy, qui capitula, le 22 : le gouverneur du château battit la chamade, le 23. Le marquis de Beuvron ayant conduit les troupes qu'il commandait au maréchal de Luxembourg, contribua beaucoup à la victoire remportée sur les ennemis à Neerwinde, le 29 du même mois. Il commanda l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Boufflers, par ordre du 28 avril 1694, et observa les ennemis. Il eut le même commandement, par pouvoir du 20 avril 1695, et se tint sur la défensive. Il fut nommé pour commander l'armée qui devait passer en Angleterre, pour le rétablissement du roi Jacques II, par pouvoir du 15 mars 1696; mais ce projet étant resté sans exécution, il vint commander sur la Moselle, par pouvoir du 17 avril, puis à Luxembourg, pendant l'hiver. Il commanda encore l'armée de la Moselle, par pouvoir du 7 mai 1697. La paix ayant été faite, le 20 septembre, il fut nommé ambassadeur en Espagne, où il resta pendant 3 ans. A son retour, il eut le commandement

de l'armée qui devait s'assembler en Guienne, par pouvoir du 13 octobre 1700; et on lui donna le commandement dans cette province, au pays de Foix, en Navarre et en Béarn, par commission du 15. Il retourna, comme ambassadeur extraordinaire, en Espagne auprès de Philippe V. On le créa duc de Harcourt, par lettres données à Versailles, au mois de novembre, enregistrées au parlement de Paris, le 19 mars 1701, et au parlement de Rouen, le 30 juillet. Le mauvais état de sa santé l'obligea de revenir en France, au mois d'octobre 1701. Élevé à la dignité de maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 janvier 1703, il prêta serment, le 28. On le pourvut, par provisions du 26 février, de la compagnie des gardes-du-corps du roi, vacante par la mort du maréchal de Lorges. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1705. Commandant l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 14 juin 1709, il mit en sûreté les lignes de Weissembourg, menacées par le duc d'Hanovre, et chargea un détachement de veiller à la garde du Rhin, dans la Haute-Alsace. Il détacha, le 20 août, le comte du Bourg, avec ordre d'attaquer le général Mercy, qui fut battu à Rumersheim, le 26. On le créa pair de France, par lettres données à Versailles, au mois de novembre, enregistrées au parlement de Paris, le 28 février 1710. Il commanda l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 24 avril de cette dernière année. Il obtint, par provisions du 16 juillet suivant, la lieutenance-générale au gouvernement de la Franche-Comté, vacante par la mort du marquis de Renty. Il commanda l'armée de Flandre, par pouvoir du 29 septembre, et ne fit aucune expédition. Commandant l'armée du Rhin, avec le maréchal de Besons, par pouvoir du 8 mai 1711, il tira des contributions des bailliages de Spire, de Landau et de Germersheim. Il commanda la même armée, conjointement avec le même maréchal, par pouvoir du 30 avril 1712: ils observèrent les ennemis. Il se démit, au mois de juillet, de la lieutenance-générale de la Franche-Comté, en faveur de son fils. Il fut fait conseiller au conseil de régence, le 7 septembre 1715. Il avait été désigné par Louis XIV pour être gouverneur de Louis XV, mais

il mourut, le 19 octobre 1718, sans avoir eu cet honneur. Il était alors dans la 64e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 161; *Mémoires du Père d'Avrigny, Journal du Père Griffet, Histoire militaire de M. de Quincy, l'abbé le Pipre de Nœufville, Bauclas, le président Hénaut, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII.*)

DE HARCOURT (François, *duc*), *maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 6 novembre 1689. Il était encore au collége, lorsqu'il leva, sous le nom de marquis de Harcourt, un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 23 novembre 1705. Il servit dans les mousquetaires, en 1706, et se trouva, la même année, à la bataille de Ramillies. Il fut employé, en 1707, à l'armée de Flandre, qui ne fit aucune expédition. Il prit, en 1708, le commandement de son régiment, qu'il conduisit au combat d'Oudenarde, le 11 juillet. Il marcha, avec son régiment, à l'armée du Rhin, en 1709, sous les ordres du maréchal de Harcourt, son père, et se trouva à l'attaque du moulin de Besval, où il soutint, avec des piquets de cavalerie, l'attaque des gardes avancées de l'ennemi. Il servit, en 1710 et 1711, à la même armée; et, ayant obtenu, le 15 juillet 1710, un ancien régiment de cavalerie, vacant par la mort du marquis de Lessart, il se démit du régiment qu'il avait. Il obtint du roi, par commission du 9 avril 1712, le régiment Dauphin cavalerie, et se démit de celui dont il était pourvu. Il servit, la même année, à l'armée du Rhin, toujours sous les ordres de son père. Il obtint la lieutenance-générale du gouvernement de la Franche-Comté, sur la démission de ce dernier, par provisions données à Fontainebleau, le 21 juillet, et prêta serment, en cette qualité, le 4 février 1713. Il se trouva, la même année, à la prise de Spire, de Worms et de Kayserslautern, qui ouvrirent leurs portes; à la défaite du général Vaubonne dans ses retranchements, le 20 septembre, et à la prise de Fribourg et de ses châteaux. Il se démit du régiment Dauphin, en 1716; fut pourvu de la 3e compagnie

française des gardes-du-corps du roi, sur la démission de son père, par provisions du 26 juin 1718, et prêta serment le même jour. On le fit brigadier, par brevet du 1er octobre suivant. Devenu duc de Harcourt, à la mort de son père, le 19 du même mois, il en prit alors le nom, et fut reçu au parlement de Paris, le 19 janvier 1719. Il fut créé maréchal-de-camp, le 24 avril 1727, et chevalier des Ordres du roi, le 16 mai 1728. Il se démit de la lieutenance-générale de la Franche Comté, le 10 mai 1730. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il investit Pizzighitone, qui capitula, le 29 novembre. Il servit à la prise du château de Milan, qui se rendit, le 29 décembre; au siége de Novarre, qui capitula, le 7 janvier 1734, et combattit à Colorno et à Parme. Détaché, le 12 juillet, avec 8 escadrons, il s'empara, le 13, de Reggio et de Rubiera. Promu au grade de lieutenant-général, le 1er août, il servit, en cette qualité, à la bataille de Guastalla, le 13 septembre. Pendant cette affaire, les ennemis, dont le projet était d'attaquer les Français par la gauche, et de pénétrer jusqu'aux retranchements de la tête des ponts, firent avancer la plus grande partie de leur cavalerie dans la plaine entre le Pô et la chaussée; mais le duc de Harcourt, secondé par le comte de Châtillon, marcha à la tête de la cavalerie de la gauche, chargea les cuirassiers impériaux, qui s'étaient avancés en bon ordre, et qui ne purent soutenir cette attaque, et les repoussa jusqu'à l'entrée d'un bois, au-delà d'une petite plaine où commença l'action générale. La cavalerie française s'étant alors remise en bataille, celle des ennemis reparut aussi dans la plaine, sur une colonne de 2 escadrons de front : le duc de Harcourt la repoussa encore, et reçut alors un coup de fusil dans le bras. A peine fut-il guéri de sa blessure, qu'il rejoignit l'armée, sous Crémone. On le chargea, pendant l'hiver, de la défense des états de Parme et de Guastalla. Il concourut, en 1735, aux siéges et à la prise des châteaux de Gonzague, de Reggiolo et de Réveré. Il obtint, par provisions du 26 janvier 1739, le gouvernement-général de la principauté de Sédan et de ses dépendances, sur la démission du maréchal

de Coigny, qui passait au gouvernement d'Alsace. Employé, par lettres du 26 février 1742, à l'armée de Bavière, il la commanda jusqu'à sa jonction avec celle du marquis de Ravignan. Dans cet intervalle de temps, il chassa, le 26 mars, les ennemis des débouchés qu'ils occupaient dans les montagnes de Souabe, ainsi que des postes d'Ouprengen, de Languenau et de Lavingen; poussa jusqu'à l'Iser les troupes autrichiennes qui étaient cantonnées près d'Ulm; les éloigna d'Ingolstadt, et les chassa enfin de Kellen, où il se joignit au marquis de Ravignan. Ils firent, de concert, lever le siége de Straubing par les ennemis, le 9 avril. Le marquis de Ravignan étant mort, le duc de Harcourt eut seul le commandement des troupes, s'empara de Kindorff, facilita aux Bavarois le rétablissement de leurs ponts sur l'Iser, et occupa ensuite le camp de Niéder-Altack, où il se maintint pendant 5 mois entiers, à la vue des ennemis, qui, quoique supérieurs en forces, ne tentèrent même point de l'attaquer. Le comte de Saxe ayant été nommé pour prendre le commandement des troupes, le duc de Harcourt joignit alors l'armée aux ordres du maréchal de Maillebois. Il en fut détaché, le 21 septembre, pour aller s'emparer de la ville de Plan, et y fit 400 hommes prisonniers de guerre. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er mai 1743, il en commanda la droite au combat d'Ettingen, le 27 juin. Dans cette journée, il marcha à la tête de la maison du roi, enfonça trois fois l'infanterie et la cavalerie des ennemis, et fut blessé d'un coup de fusil à l'épaule. Commandant l'armée de la Moselle, par lettres du 1er avril 1744, il la conduisit sous Valenciennes, au mois de mai, et revint sur la Meuse, au mois de juillet. Lorsque le prince Charles de Lorraine eut repassé le Rhin, le duc de Harcourt s'avança en Alsace, où il favorisa la retraite de la garnison de Saverne, et empêcha les ennemis de pénétrer dans la Lorraine. Il entreprit, le 13 août, de chasser 12,000 hommes, qui étaient campés à Saverne, sous les ordres du comte de Nadasti; et à cet effet il attaqua de front et par les revers les retranchements élevés sur la hauteur de Sa-

verne, et qui étaient gardés par des Pandours et des Croates. Les ayant emportés, l'épée à la main, il poursuivit les fuyards jusqu'à Saverne, où il entra en même temps qu'eux. Les ennemis furent obligés d'abandonner ce poste, et le duc de Harcourt les ayant encore poussés jusqu'à une demi-lieue de là, fit alte, et se remit en bataille. Toute l'aile droite de l'armée du prince Charles se détacha alors pour secourir le comte de Nadasti; mais, à l'approche des troupes ennemies, très-supérieures en nombre, le duc de Harcourt, qui avait pris de justes mesures pour n'être point entamé, ramena ses soldats dans son camp, qui n'avait pas même été détendu : les Autrichiens perdirent dans cette affaire environ 1200 hommes, et les Français 71. Dans la nuit du 15 au 16 août, le prince Charles repassa la rivière de Sorn, et abandonna Saverne, que le duc de Harcourt fit occuper de suite. Après cette expédition, il joignit l'armée du Rhin, et y servit au siége de Fribourg et de ses châteaux, qui capitulèrent, les 6 et 25 novembre. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du 1er avril 1745, il investit Tournay, le 26 du même mois, et y ouvrit la tranchée, le 30. Les ennemis, voulant secourir cette place, attaquèrent les Français, à Fontenoy, le 11 mai; et, dans cette journée, le duc de Harcourt commanda la droite de l'armée française. Il investit Dendermonde, le 7 août; s'empara, le 8, des maisons à portée de la redoute la plus avancée, sur la chaussée de Malines; attaqua, le 9, cette redoute, l'emporta, et y fit 1300 soldats prisonniers de guerre : Dendermonde capitula, le 12; et l'un des articles de la capitulation porta que la garnison ne ferait aucune sorte de service militaire pendant 18 mois. On trouva dans la place 50 milliers de plomb, 70 milliers de poudre, 20,000 bombes et boulets, 8 mortiers en fer, et 40 pièces de canon. Le duc de Harcourt fut employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1746, et combattit celle des alliés, à Raucoux, le 11 octobre. Il fut créé maréchal de France, par état donné à Fontainebleau, le 19 du même mois, prêta serment, le 20 novembre, et fit enregistrer son état à la connétablie, le 12 avril 1749. Il mourut à Saint-

Germain-en-Laye, le 10 juillet 1750, à l'âge de 61 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 363; *mémoires du temps*, *Gazette de France*;)

DE HARCOURT-BEUVRON (François-Henri), *comte de Lillebonne*, *lieutenant-général*, et arrière-petit-fils du précédent, naquit, le 11 janvier 1726. Il entra au service comme cornette au régiment Royal cavalerie, le 27 mars 1739, et fut fait capitaine au régiment de dragons de Harcourt, le 2 mars 1741. Il commanda sa compagnie à l'armée qu'on envoya en Bavière, au mois de mars 1742, sous les ordres du duc de Harcourt; y servit ensuite sous ceux du maréchal de Saxe, et joignit avec cette armée celle que commandait le maréchal de Maillebois, sur les frontières de Bohême. Il s'y trouva à la prise d'Ellenbogen et de Caden, et au ravitaillement de Braunau et d'Égra. Il obtint le régiment dans lequel il était capitaine, par commission du 7 juin 1743, et rentra en France avec l'armée de Bavière, au mois de juillet. En 1744, il se trouva à la défaite du général Nadasti sur les hauteurs de Saverne. Ayant ensuite marché avec l'armée de la Moselle, il joignit celle du Rhin, y servit sous les ordres du chevalier de Belle-Isle, et se trouva à l'attaque des retranchements et du village de Suffelsheim, à la réduction du comté de Nullembourg et de l'Autriche antérieure entre le Haut-Danube et le lac de Constance, ainsi qu'aux siéges et à la prise de plusieurs places. Il passa l'hiver en Souabe, sous les ordres du maréchal de Coigny. L'année suivante, il fit la campagne sur le Bas-Rhin, sous les ordres de M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive. En 1746, servant dans l'armée commandée par le même prince, il fit partie du détachement qui marcha, sous les ordres du comte d'Estrées, du camp de Maubeuge jusqu'à Herentals, et revint avec le même détachement pour l'investissement de Mons, qui eut lieu le 7 juin. Il servit ensuite au siége de cette place, à ceux de Saint-Guilain, de Charleroi, de Namur et de ses châteaux, et finit la campagne à Namur, où il entra avec son régiment le 5 octobre. En 1747, il cam-

pa, pendant les mois de juin et de juillet, sous les ordres du comte de Saint-Germain, avec un corps de troupes qui devait favoriser la retraite de l'armée, si la bataille de Lawfeld eût été perdue. Il servit ensuite au siége de Berg-op-Zoom, jusqu'à la prise de cette place. Créé brigadier de dragons, par brevet du 1er janvier 1784, il servit pendant la campagne de cette année sur les côtes de Normandie, et au camp de Sarre-Louis, en 1753. On lui accorda, par provisions du 1er février 1755, la lieutenance-générale du gouvernement de Normandie, et le gouvernement du vieux palais de Rouen, en survivance du duc de Harcourt, son père. Il servit au camp du Havre, en 1755. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il y concourut à la conquête de l'Oostfrise et à la prise d'Embden, sous les ordres du marquis Dauvet. Il obtint, le 12 novembre de cette année, un brevet pour jouir des honneurs de duc. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai 1758, il se démit de son régiment, et continua de servir en Allemagne, où il se trouva à la bataille de Crewelt, en 1758; à celle de Minden, en 1759, et à plusieurs actions, en 1760 et 1761. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juillet 1762. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 45; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE HARCOURT, *voyez* DE LORRAINE.

D'HARDOUINEAU (Philippe-Louis-César, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Orléans, le 12 octobre 1750. Il fut d'abord reçu garde-du-corps du roi, dans la compagnie de Luxembourg, et y obtint, le 31 décembre 1785, une commission de capitaine de cavalerie. Il se trouvait de service, auprès de la personne de S. M. Louis XVI, dans les journées des 5 et 6 octobre 1789. Ayant émigré, le 15 août 1791, il alla servir avec son corps à l'armée des princes, frères du roi, et y fit la campagne de 1792. Il alla joindre, en 1795, l'armée de Condé, avec laquelle il servit dans le 2e régiment de cavalerie noble, pendant toutes les campagnes auxquelles cette armée prit part jusqu'à son licencie-

ment. Lorsque S. M. Louis XVIII vint se réunir à cette armée, dont le quartier-général se trouvait alors à Riegel, sur le Rhin, M. d'Hardouineau fut appelé près de la personne du roi, au service de laquelle on l'attacha particulièrement. Il se rendit à ce poste honorable, le 25 mai 1796, et obtint, le 31 du même mois, la faveur spéciale d'être reçu chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis par S. M. elle-même (1). Par brevet expédié à Blankenbourg, le 5 février 1798, il fut fait lieutenant-colonel de cavalerie, pour prendre rang du 1er juillet 1797. Il fut nommé colonel de cavalerie, par brevet donné à Mittau, le 20 janvier 1801. Après avoir reçu les ordres du roi, qui daigna le charger de missions importantes, il prit congé de S. M. à Varsovie, le 8 septembre 1802, et rentra en France. Après la restauration du trône des Bourbons, il fut nommé, le 1er juin 1814, sous-lieutenant des gardes-du-corps du roi, compagnie de Luxembourg, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 27 du même mois. S. M. lui conféra dans le même temps le titre de vicomte. Quoique le général d'Hardouineau eût été admis à la retraite, il reprit son activité, au mois de mars 1815, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, et eut alors le commandement de la division des volontaires royaux, organisés dans les cantonnements d'Orléans et des environs, sous les ordres du marquis de Puyvert. Il rejoignit ensuite le roi à Gand, et fut classé dans le corps de MM. les officiers sans troupes, commandé par le vicomte du Bouzet. Après la seconde restauration, il prit de nouveau sa retraite, et fixa son domicile à Orléans. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

---

(1) Le certificat de réception, délivré par M. le duc de Guiche, le 1er juin 1796, sur un ordre exprès du roi, énonce que la faveur distinguée accordée à M. d'Hardouineau est une marque particulière de la satisfaction que S. M. éprouve des services, de la pureté de principes et des preuves inviolables d'attachement que M. d'Hardouineau a données à la famille royale, notamment dans les journees des 5 et 6 octobre 1789.

D'HARGICOURT, *voyez* BARRY.

DE HARLAY (Nicolas), *baron de Sancy*, *commandant d'armée* (1). Il signa, le 8 mai 1579, en qualité d'ambassadeur du roi Henri III, un traité perpétuel avec les villes de Berne, Soleure et Genève. En 1589, après la mort des Guises, Henri III, justement alarmé des progrès que faisait la ligue, assembla son conseil pour délibérer sur les moyens de maintenir l'état contre cette puissante faction. Le baron de Sancy opina pour la levée d'une armée de Suisses; mais le conseil regarda cette proposition comme chimérique et inexécutable, à cause de l'épuisement du trésor royal. Cependant Sancy, qui trouvait dans son génie et dans son amour pour le roi des ressources inconnues à ses collègues, persista et offrit d'aller faire lui-même cette levée. Il fut en conséquence député près des cantons helvétiques, et eut Sillery pour collègue dans ses négociations, qui réussirent. Ses pouvoirs étaient datés de Blois, le 2 février 1589. Il traita avec le canton de Berne et la république de Genève. Cette dernière conclut une ligue offensive et défensive contre le duc de Savoie, et Berne s'engagea à fournir au roi 100,000 écus d'or. A la même époque, le duc de Mayenne, chef de la ligue, travaillait de son côté à aliéner les cantons suisses contre le roi, et à les empêcher de le servir ; mais Sancy réussit à fixer leur résolution en faveur de Henri III. Animé du zèle le plus noble et le plus ardent pour la cause de son souverain, Sancy dépensa la valeur d'une partie de ses biens, mit en gage ses

(1) L'histoire des Grands-Officiers de la Couronne le fait gouverneur de Châlons-sur-Saône, lieutenant-général en Bourgogne et maître des requêtes. Le baron de Sancy ne se trouve point porté dans la liste de ces derniers, depuis la création de cette charge. C'était le baron de Senecey, de la maison de Bauffremont, qui, à l'époque dont parle le Père Anselme, était gouverneur de Châlons-sur-Saône et lieutenant-général en Bourgogne. C'est sans doute sur la foi de l'historien des Grands-Officiers de la Couronne que le baron de Zurlauben s'est aussi trompé, en donnant au baron de Sancy ces deux charges, qu'il n'a jamais possédées.

pierreries, et notamment un diamant de grand prix, qu'il avait acheté d'Antoine de Portugal, et qui depuis fit partie des joyaux de la couronne. Avec les sommes qu'il parvint à se procurer par tous ces moyens, il leva 12,000 Suisses, 1000 lansquenets, 3000 hommes d'infanterie française, et quelque cavalerie allemande. Le rendez-vous de toutes ces troupes fut assigné aux environs de Genève, pour le 15 avril. Elles entrèrent dans la Savoie, le 22, et les Suisses prêtèrent serment de fidélité entre les mains de Sancy, à Sacconé. Le roi fit expédier à Tours, le 22 avril, un pouvoir qui nommait Sancy lieutenant-général commandant l'armée d'Allemagne, composée de ces différentes troupes. Le 23 du même mois, Sancy marcha contre la ville de Thonon, qui se rendit après trois jours de siège. Il brûla ensuite la tour de Fléchière. La tranchée ayant été ouverte, devant Ripaille, les Savoyards tombèrent sur les troupes du roi, obligèrent la cavalerie genevoise de se retirer au centre de l'armée, et pénétrèrent jusqu'aux tranchées, d'où ils furent repoussés par les Suisses. Ripaille ouvrit ses portes à Sancy, le 1er mai, et on en démolit les fortifications. Sancy, qui avait le projet d'amener au roi des troupes auxiliaires, engagea les capitaines suisses à passer en France, et les cantons à y consentir. Ayant rassemblé à Strasbourg un autre corps de troupes, il rejoignit les Suisses, et entra avec eux en Franche-Comté. Il chassa les ennemis de Château-Villain, et passa la Seine à Poissy, le 25 juillet. Le roi fit la revue de ses troupes, le 26; et ce prince, qui sentait tout le prix du service que Sancy venait de lui rendre, l'embrassa en présence des troupes, et en versant des larmes de reconnaissance. Henri IV ayant succédé par le droit de naissance à Henri III, en 1589, l'esprit de faction qui divisait depuis long-temps le royaume donnait au nouveau monarque de justes inquiétudes. D'un côté, les grands du royaume refusaient de le reconnaître, et de l'autre, les protestants étaient trop faibles pour le soutenir. Dans cette position critique, s'assurer des Suisses était un coup décisif. Tandis qu'on délibérait dans le conseil du roi sur le choix des moyens à employer

pour les déterminer à reconnaître le roi et à combattre pour lui, Sancy les avait déjà attachés à ce prince, et il était en marche pour présenter 40 de leurs capitaines. Le roi déclara publiquement qu'il leur devait sa couronne et le salut de son royaume. Dans cette journée, qui était plus glorieuse pour Sancy que le gain de dix batailles, ce sujet fidèle et dévoué ne fut point oublié par son roi. Il eut ordre, par pouvoir donné au camp de Poissy, le 8 août 1589, de lever des troupes en Allemagne. Il envoya au roi, en 1590, 1200 reitres. Chargé de défendre Genève contre le duc de Savoie, il fut cependant obligé d'en sortir, avec 2000 combattants, le 31 décembre. Il assiégea, le 1er janvier 1591, le château de Buringe, qui capitula le lendemain. Sa petite armée avait, pendant ce siége, battu un détachement de Savoyards venus au secours de la place : l'officier espagnol qui commandait ce détachement avait été tué ainsi que 60 lanciers, et on avait pris 40 chevaux et un butin considérable. Sancy fit démolir le château, et quitta le Faucigny, le 9 janvier. Le 1er février, il se joignit au commandant des nouvelles troupes que le roi avait envoyées au secours de Genève; et, de concert, ils sommèrent la ville de Thonon, dans le Chablais, de se rendre. Cette place, ayant été emportée d'assaut, fut saccagée, et une partie de la garnison fut taillée en pièces. Le château de Thonon battit la chamade, le 6. Sancy prit Évian, par le moyen du pétard, et força le château de capituler. Il s'empara de Polinges. La prise de cette dernière place fut suivie d'un combat où les Savoyards perdirent 300 hommes, et le champ de bataille demeura aux Français, qui revinrent en France par la Franche-Comté. En 1594, le roi assiégeant Laon, le duc de Mayenne y envoya de la Fère un convoi considérable, escorté par 1700 hommes. Sancy commanda 800 Suisses dans le détachement qui enleva ce convoi. Il fut fait conseiller-d'état, premier maître-d'hôtel du roi, et surintendant des bâtiments. On le nomma aussi conseiller au conseil des finances, à la création de ce conseil. Il eut, le 24 juillet 1595, un pouvoir pour faire des levées en Suisse et en Allemagne. Le roi lui fit expédier, le 12 avril 1596, les provisions de la

charge de colonel-général des Suisses et Grisons, vacante par la démission du duc de Damville : elles furent registrées à la chambre des comptes, le 29 mars 1597, et au parlement de Paris, le 24 mars 1598. Il prêta serment, le 12 avril. Le 20 de ce même mois, il arriva à Londres; et, comme l'un des ambassadeurs du roi, il signa, le 26 mai, avec Élisabeth, reine d'Angleterre, une ligue offensive et défensive. Il se retira du conseil des finances, et commanda les Suisses au siége d'Amiens, en 1597. Il fut encore ambassadeur en Angleterre, et se démit de la surintendance des bâtiments, en 1599. En 1600, il suivit le roi dans son expédition contre la Savoie. Nommé chevalier des Ordres du roi, dès 1604, il ne fut pas reçu. Il se démit de la charge de colonel-général des Suisses, au mois de mars 1605. Il mourut le 17 octobre 1629. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 343; *Dupleix, Davila, d'Aubigné, de Thou, le Père Daniel, Mémoires de Sully, Histoire militaire des Suisses, Histoire de France, par Anquetil.*)

HARLET (Louis, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Troyes, en Champagne, le 15 août 1772. Il entra au service, et fut fait lieutenant au 3ᵉ bataillon du département de la Marne, le 4 septembre 1791. Il passa, le 21 mai 1793, avec le même grade, dans le 8ᵉ bataillon de la formation d'Orléans (qui fit ensuite partie du 64ᵉ régiment d'infanterie de ligne), et y fut nommé capitaine, le 1ᵉʳ juin 1793. Il devint chef de bataillon aux grenadiers à pied de la garde impériale de Napoléon Buonaparte, le 30 août 1805; passa avec le même grade dans le régiment des fusiliers grenadiers de la même garde, le 16 février 1807, et fut nommé chef de bataillon au 1ᵉʳ régiment de grenadiers à pied de cette garde, le 6 juillet 1809. Il reçut le grade de major au 2ᵉ régiment de grenadiers à pied de la vieille-garde, le 24 juin 1811. Il fut promu à celui de général de brigade dans la ligne, le 13 avril 1813. On le nomma major au 4ᵉ régiment de grenadiers à pied de la vieille-garde, le 19 mai 1815, et il passa avec le même grade dans le 3ᵉ régiment de chasseurs à pied de la vieille-garde, par ordre du maréchal prince

d'Eckmulh, ministre de la guerre, en date du 1er août de la même année. Il fut compris dans le licenciement général de l'armée, le 1er octobre suivant. Le baron Harlet a fait dans les diverses qualités ci-dessus indiquées les campagnes de 1792 à l'armée de Hollande; de 1793, 1794, 1795 et 1796 à l'armée des côtes de l'Océan; de 1797 et 1798 en Italie; de 1799 dans le royaume de Naples; de 1804 et 1805 en Italie et sur les côtes de l'Océan; de 1806 et 1807 à la grande-armée d'Allemagne; de 1808 en Espagne; de 1809 en Allemagne; de 1812 en Russie; de 1813 en Saxe; de 1814 en France, et de 1815 en Belgique. Il a été blessé d'un coup de feu à la jambe gauche, à l'affaire de Savenay, le 22 décembre 1793, et a reçu un coup de feu au bras gauche, le 27 novembre 1798, au combat de Terni, où il se distingua. Parmi les actions d'éclat qu'il fit pendant la durée de sa carrière militaire, nous citerons les suivantes. Il se fit remarquer à la prise de Naples, où, à la tête de 2 compagnies de grenadiers qu'il commandait, il repoussa deux fois une colonne ennemie, et s'empara de 2 pièces de canon. Étant enfermé dans Capoue pendant le blocus de cette place, il commanda une des sorties que la garnison française fit sur la route de Rome; repoussa les assiégeants et enleva de vive force une redoute dans laquelle il prit 7 pièces de canon. En 1813, à la bataille de Léipsick, le 16 octobre, au moment où il débouchait du village de Lieber-Wolkowitz, avec sa brigade, pour poursuivre une colonne d'infanterie russe, qui se retirait en désordre sur Stönmthal, il fut atteint d'un biscaïen qui lui fit une très-forte contusion à la poitrine. Le 18 du même mois, il entra de vive force dans le village de Probsteyde, point extrêmement important, et dont le roi de Naples (Joachim Murat) lui avait ordonné de s'emparer, quelque résistance qu'on lui opposât. Dans cette action brillante, le général Harlet fut grièvement blessé au pied droit par un boulet. Le lendemain 19, son cheval ayant eu la jambe cassée par une balle, dans les rues de Léipsick, le général Harlet, que sa blessure empêchait de marcher, ne put passer l'Elster, et fut fait prisonnier de guerre. On

l'envoya en Livonie, sur les bords du lac Peypus. Il rentra en France après la paix, qui fut la suite de la restauration du trône des Bourbons. En 1815, pendant les *cent jours*, il servit dans la grande-armée de Buonaparte. Il combattit avec beaucoup de valeur à la bataille de Waterloo (ou du Mont-Saint-Jean), le 18 juin, et y reçut un coup de mitraille à la cuisse gauche, en marchant au pas de charge avec le 4ᵉ régiment de grenadiers de la garde, qu'il commandait, et d'autres corps de la vieille-garde, pour tâcher de s'emparer des formidables batteries de l'armée anglaise : on n'était plus qu'à une très-petite distance de ces batteries, lorsque le général Harlet reçut cette blessure. Ce général a été nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 6 août 1804, et officier de la même légion, le 4 septembre 1808. Il a été créé baron d'empire, le 15 mars 1810, et est devenu commandant de la Légion d'Honneur, le 28 décembre 1813. M. Louis XVIII l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 août 1814. On le trouve compris dans le tableau des maréchaux-de-camp disponibles en 1822. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'HAUGERANVILLE, *voyez* D'AVRANGES.

D'HAUSSONVILLE, *voyez* DE NETTANCOURT.

DE HAUTEFORT (Jacques-François, *marquis*), *comte de Montignac et de Beaufort, maréchal-de-camp* (1), servit pendant plusieurs campagnes, en qualité de volontaire, et

---

(1) Il était fils de Charles, marquis de Hautefort, comte de Montignac, maréchal-des-camps et armées du roi, capitaine de 50 hommes d'armes, mort en 1616, et frère de Gilles, marquis de Hautefort, lieutenant-général, premier écuyer de la reine, mort le 31 décembre 1693, et qui fut père de François-Marie de Hautefort, dont l'article suit. Les services de Charles et de Gilles de Hautefort sont rapportés dans le tome II de l'Histoire généalogique et héraldique des pairs de France et des grands-dignitaires de la couronne, publiée, en 1822, par M. le chevalier de Courcelles. (*V. dans cet ouvrage la généalogie de la maison de Hautefort, pag.* 93 *à* 95.)

rendit de grands services en Limosin, en Guienne, et dans l'étendue de ses terres, qu'il maintint toujours dans l'obéissance due au roi. Il obtint, en cette considération, la confirmation de l'érection du marquisat de Hautefort, par lettres du mois de décembre 1643, qui furent enregistrées au parlement de Bordeaux, le 30 mai 1663. Il se distingua à la bataille d'Avein, en 1635, et à celle du Tésin, en 1636. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 4 juin 1650, il eut, le 7 juillet suivant, un ordre pour assembler la noblesse de ses terres, en Limosin et en Guienne, et la commander en cette qualité de maréchal-de-camp. Il leva, par commission du 4 août de la même année, un régiment d'infanterie de son nom, pour agir, de concert avec la noblesse placée sous son commandement, contre les partisans de M. le prince de Condé : ce régiment fut licencié l'année suivante. Le marquis de Hautefort fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661 : il avait eu l'assurance de cette place, par brevet du 4 mars 1651. Il a été, depuis, conseiller-d'état et premier écuyer de la reine. Il avait été capitaine de 100 hommes d'armes des ordonnances. Il mourut à Paris, le 3 octobre 1680 (1). (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 278 ; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *mémoires du temps.*)

DE HAUTEFORT (François Marie, *comte*), *lieutenant-général*, neveu du précédent, naquit le 16 août 1654. Il entra au service, comme cadet, dans les gardes-du-corps, et se trouva au siége de Maestricht, en 1673. Nommé aide-de-camp des armées du roi, par brevet du 2 janvier 1674, il servit d'abord auprès de M. de Fourilles, puis auprès de M. le prince de Condé ; marcha à la conquête de la Franche-Comté, et combattit à Seneff, où il fut blessé au bras et à la jambe. Il se trouva, en 1675, 1676, 1677 et 1678, aux

---

(1) Le Père Anselme, dans son *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, tom. VII, pag. 336, donne mal à propos au marquis de Hautefort le grade de lieutenant-général.

siéges et à la prise de plusieurs places de guerre de la Flandre et du Brabant. On lui donna, par commission du 25 avril 1681, la charge de colonel-lieutenant du régiment d'infanterie d'Anjou, vacante par la démission du comte de Saint-Géran (1). Il servit, à la tête de ce régiment, au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684; au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim, de Franckendal, en 1688. Il contribua à la défense de Mayence, sous le marquis d'Huxelles, en 1689, et y reçut une blessure. Il servit à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges; à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, en 1692, et à l'armée de Flandre, en 1693. Il combattit à Neerwinde, se trouva au siége de Charleroy, fut employé à l'armée d'Allemagne, sous les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, en 1694, et à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1695. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 3 janvier 1696, il fut employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Choiseul. Il se démit du régiment d'Anjou, au mois de janvier 1697, et servit, la même année, au siége et à la prise d'Ath, sous le maréchal de Catinat. Il fut employé à l'armée de Flandre, en 1701 et 1702; et contribua à la défaite des Hollandais. Il commanda à Nancy, pendant l'hiver de cette dernière année. Promu au grade de lieutenant-général, par pouvoir du 23 décembre 1702, et employé, en cette qualité, à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Tallart, en 1703, il monta plusieurs tranchées au siége de Brisack, et à celui de Landau. Il chassa les ennemis d'Hagenback, et les força d'abandonner deux redoutes et leur pont. Il commanda l'attaque de la gauche des contrescarpes de Landau, les emporta, et se distingua à la bataille de Spire. Employé à la même armée, sous le maréchal de Tallart, en 1704, il fit en chef le siége de Villingen, et combattit à

---

(1) On lit dans l'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, tome VII, pag. 537, que de Hautefort eut un régiment d'infanterie, sur la démission du comte de Saint-Géran, en 1681, et celui d'Anjou, en 1685 : c'est une erreur.

Hochstedt. Il servit à l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Villars, en 1705, et à l'armée du Rhin, sous le même général, en 1706. Après avoir commandé toute l'infanterie au camp de Lanckandel, il se rendit à Alstatt, pour favoriser ensuite la prise de l'île de Marquisat. Il servit encore, sous le même général, en 1707, et sous le maréchal de Berwick, en 1708. Il alla commander en Artois, à la place du comte de la Mothe, par ordre du 26 juillet, et s'empara, au mois de décembre, de Saint-Guilain. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villars, en 1709, il se trouva à la bataille de Malplaquet. Il servit à la même armée, en 1710, 1711, 1712 et 1713, et s'y trouva aux siéges et à la prise de plusieurs villes de guerre. On lui donna le gouvernement des ville et château de Guise, par provisions du 3 avril 1717, et on le reçut chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Il mourut à Paris, le 8 juillet 1727, dans la 73ᵉ année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 478; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE HAUTEFORT (Gabriel, *chevalier*), *lieutenant-général,* et frère du précédent (1), fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Montignac. Il entra, comme lieutenant, au régiment d'infanterie d'Anjou, en 1685, et y obtint une compagnie, le 7 juin 1688. Il marcha, avec ce régiment, au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal; à la conquête du Palatinat, en 1689; à l'armée d'Allemagne, en 1690 et 1691; à l'armée de la Moselle,

(1) Gabriel de Hautefort, et François-Marie de Hautefort qui précèdent, ont eu pour frère Louis-Charles de Hautefort, marquis de Surville, lieutenant-général des armées du roi, connu par sa belle défense de Tournay, en 1709, mort le 19 décembre 1721, lequel fut père d'Emmanuel-Dieudonné, marquis de Hautefort, de Surville et de Sarcelles, chevalier de l'ordre du roi, maréchal des camps et armées du roi, qui eut pour fils Abraham-Frédéric, vicomte de Hautefort, maréchal-de-camp, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, le 7 juillet 1794. (*Voyez, pour les services militaires de ces trois officiers-généraux, la généalogie de la maison de Hautefort, pag.* 97, *à* 102, *tom. II de l'Histoire généalogique des pairs de France, etc., par M. de Courcelles.*)

en 1692. Il passa, dans cette dernière année, à l'armée de Flandre, combattit à Steinkerque, et se trouva au bombardement de Charleroy. Il obtint, par commission du 4 octobre, le régiment d'infanterie de Charolais, lors de sa formation. Il servit, d'abord sur la Moselle, puis en Flandre, et combattit à Neerwinde, en 1693. Il se trouva à l'armée d'Allemagne, en 1694 et 1695, et prit, cette dernière année, le nom de chevalier de Hautefort. Devenu mestre de-camp d'un régiment de dragons de son nom, par commission du 14 janvier 1696, il se démit du régiment de Charolais, servit à l'armée de Flandre cette année et la suivante, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Il entra, avec son régiment, dans Gueldres, le 27 février, et se rendit, au mois d'avril suivant, à l'armée de Flandre, où il finit la campagne. Il servit, à la même armée, en 1702; contribua à la défaite des Hollandais, sous Nimègue, et fut créé brigadier de dragons, par brevet du 23 décembre. Employé, en cette qualité, à l'armée d'Allemagne, en 1703, il se trouva au siége et à la prise de Brisack, au siége de Landau, à la bataille de Spire, et à la prise de Landau. Employé à l'armée de la frontière du Dauphiné, sous le duc de la Feuillade, en 1704, il concourut à empêcher les ennemis d'entreprendre le siége de Chambéri; contribua à la prise de Suze, à la soumission des Vaudois, et à la prise des retranchements de la vallée d'Aost, et de la ville de ce nom. Il marcha, sous le même général, à la réduction du comté de Nice, au siége et à la prise de Chivas, au blocus de Turin, et au combat sous cette place, en 1706. Il commença la campagne sur le Rhin, en 1707. Étant passé à l'armée de la frontière du Dauphiné, sous le maréchal de Tessé, par lettres du 1er mai, il y contribua à la levée du siége de Toulon par les ennemis. Il servit, en 1708, à l'armée du Roussillon, qui canonna les ennemis au Pont-Major, couvrit le siége de Tortose, et conserva la ville de Roses. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars 1709, il se démit de son régiment, et fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Harcourt, jusqu'à la paix. Il fut choisi, en 1711,

pour être premier écuyer de madame la duchesse de Berry. Il se trouva aux siéges et à la prise de Landau et de Fribourg, en 1713. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718. Il mourut, le 22 février 1743, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 22; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE HAUTEFORT (Henri), *comte de Bruzac, lieutenant-général*, issu d'une branche puînée de la famille des précédents, entra aux mousquetaires, en 1677. Il se distingua à l'assaut de Valenciennes, et au siége et à la prise de Gand et d'Ypres, en 1678. Il leva une compagnie dans le régiment de cavalerie de Dugas, par commission du 20 octobre 1683, et servit à l'armée de Flandre, qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684. Sa compagnie ayant été réformée, par ordre du 26 septembre de la même année, il en leva une nouvelle, dans le régiment de cavalerie de Bissy, par lettres du 20 août 1688. On le choisit pour être capitaine de la compagnie des carabiniers de ce régiment, à la formation de ces compagnies, le 29 octobre 1690. Il marcha, en cette qualité, au siége de Mons et au combat de Leuse, en 1691; au siége de Namur, au combat de Steinkerque, et au bombardement de Charleroy, en 1692; au siége de Huy, à la bataille de Neerwinde, et au siége de Charleroy, en 1693. Il fut créé major de la brigade de Courcelles, à la formation du régiment royal des carabiniers, par brevet du 1er novembre de la même année. Étant passé, avec cette brigade, à l'armée de Catalogne, sous le maréchal de Noailles, en 1694, il se distingua à la bataille du Ter, concourut aux siéges et à la prise de Palamos, de Gironne, d'Ostalric, de Castelfollit, et au secours d'Ostalric, que les Espagnols voulaient reprendre. Employé, dans la même armée, en 1695, il marcha, sous le maréchal de Noailles, au secours d'Ostalric et de Castelfollit, dont on fit lever le siége. Il servit, sous le duc de Vendôme, qui prit le commandement de cette armée, au mois de juin, et marcha au secours de Palamos, dont les Espagnols levèrent le siége. Nommé maréchal-général-des-logis de la cavale-

rie de l'armée de Catalogne, sous le même duc, par ordre du 17 avril 1696, il contribua à la défaite du corps de cavalerie que commandait le prince de Darmstadt, près d'Ostalric, au mois de juin. Il servit, en la même qualité, au siége de Barcelonne, et à la défaite du général Velasco, à Saint-Felin, l'année suivante. Il fut employé au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698, et à l'armée de Flandre, en 1701. Il obtint le rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du 4 mars 1702; fut créé 2e aide-major-général des gardes-du-corps, par brevet du 14, et eut le rang d'enseigne, par un autre brevet du même jour. Il marcha, la même année, en Flandre, et y contribua à la défaite des ennemis sous Nimègue. Il combattit à Eckeren, en 1703. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1704, il fut employé, par lettres du 1er avril, à l'armée de Flandre, qui se tint sur la défensive. On lui donna le gouvernement de Obernheim, Roseim et Kaisersberg, par provisions du 8 février 1705. Il combattit à Ramillies, en 1706. Nommé premier aide-major-général des gardes-du-corps, le 9 avril 1708, il obtint le rang de lieutenant dans les mêmes gardes, par brevet du 1er mai, et se trouva, la même année, à la bataille d'Oudenarde. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars 1709, il fut employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, en 1710 et 1712; et se trouva, cette dernière année, aux siéges de Douay et du Quesnoy. On le créa major-général des gardes-du-corps, par brevet du 15 juillet 1716. Il fut fait lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er octobre 1718, et grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par expectative, le 1er janvier 1720. Il eut une place de grand'croix de Saint-Louis, à la mort de M. Desalleurs, par provisions du 20 avril 1725. Il se démit de la majorité des gardes-du-corps, le 16 avril 1729. Il mourut le 24 août 1751, âgé de 94 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 58; *mémoires du temps, Histoire de la maison du roi, de l'abbé de Nœufville, tom. I, pag.* 342 (1); *Gazette de France.*)

---

(1) L'abbé de Nœufville s'est trompé, 1°, en nommant Bussy le régi-

DE HAUTEFORT-BAUZENS (Jean-Louis, *comte*), *lieutenant-général*, et cousin-germain du précédent (1), entra au service, comme lieutenant de la compagnie colonelle du régiment d'infanterie de Toulouse, à la formation de ce corps, le 21 février 1684. Il y obtint une compagnie, par commission du 18 septembre 1689; combattit à Fleurus, en 1690, et se trouva au siége de Mons, en 1691. Nommé capitaine de grenadiers au même régiment, le 15 janvier 1692, il servit au siége et à la prise des ville et château de Namur, combattit à Steinkerque, et se trouva au bombardement de Charleroy. Il servit au siége de Huy, combattit à Neerwinde, et se trouva au siége et à la prise de Charleroy, en 1693. Il fut de la marche de Vignamont au pont d'Espierres, en 1694, et se trouva au bombardement de Bruxelles, en 1695. On lui donna, par commission du 8 novembre de cette dernière année, un régiment d'infanterie de son nom, que l'on forma, par ordre du 23 décembre, avec un bataillon du régiment d'infanterie d'Anjou. En 1697, il commanda, à l'armée de Flandre, son régiment, qui fut réformé par ordre du 23 décembre 1698, et fondu dans le régiment de la Couronne. Le comte de Hautefort fut employé au camp de Coudun, près Compiégne, en 1698, et à l'armée de Flandre, en 1701 et 1702. Nommé colonel-lieutenant du régiment d'infanterie de Toulouse, le 8 mai 1703, il le joignit à l'armée de Bavière, et combattit à Munder-Kingen et à Hochstedt. Employé à la même armée, sous le maréchal de Marchin, en 1704,

---

ment de Bissy; 2°, en datant du mois d'octobre 1704 le brevet de brigadier de M. de Bruzac; 3°, en avançant qu'il fut major des gardes, en 1717; 4°, enfin en datant son pouvoir de lieutenant-général du 30 septembre 1718.

(1) La branche de Saint-Chamans, puînée de toutes celles de la maison de Hautefort, comptait aussi un officier-général dans la personne de Charles-Nicolas, comte de Hautefort, marquis de Saint-Chamans, maréchal-de-camp, mort le 2 février 1712, et dont les services sont rapportés à la page 112 de la généalogie de la maison de Hautefort, dans l'Histoire généalogique des pairs de France, etc., par M. de Courcelles.

il combattit à la seconde bataille d'Hochstedt, et obtint le grade de brigadier, par brevet du 26 octobre. Il fut employé, en cette qualité, à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Marchin, en 1705, et sous le maréchal de Villars, en 1706 et 1707. Il contribua au secours donné au Fort-Louis, ainsi qu'à la prise de Drusenheim, de Lauterbourg, d'Haguenau et de l'île de Marquisat, en 1706. Il se trouva à la prise des lignes de Stolhoffen, et à toutes les expéditions du maréchal de Villars, en 1707. Il servit à l'armée du Rhin, en 1708, 1709, 1710, 1711, 1712 et 1713, sous les maréchaux de Berwick et de Harcourt, sous l'électeur de Bavière, et sous les maréchaux de Besons et de Villars. Il se trouva, en 1713, aux siéges de Landau et de Fribourg, et à la défaite du général Vaubonne : ce fut sa dernière campagne. Créé maréchal-de-camp, le 8 mars 1718, il se démit alors du régiment de Toulouse. Il fut fait premier écuyer de M. le comte de Toulouse, en 1727. On le fit gouverneur des ville et château de Saint-Malo, par provisions du 28 juillet de la même année. Il fut créé lieutenant-général, par pouvoir du 20 février 1734. Il mourut à Saint-Malo, le 10 mars 1743. (*Chronologie militaire, t. V, pag.* 118; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE HAUTEMER (Guillaume), *comte de Fervacques*, puis *duc de Grancey, pair et maréchal de France*, se trouva aux batailles de Renty, le 13 août 1554; de Saint-Quentin, le 10 août 1557; de Gravelines, le 13 juillet 1558; de Dreux, le 19 décembre 1562, et de Saint-Denis, le 10 novembre 1567. Il mérita, à cette dernière journée, et obtint le collier de l'Ordre du roi, et une compagnie d'ordonnance. Il défendit Poitiers, dont l'amiral de Coligny leva le siége, le 7 septembre 1569. Dans une première sortie, qu'il commanda, il rompit un pont qui facilitait l'approche des ennemis. Dans une seconde sortie, il repoussa loin du faubourg l'amiral de Coligny, qui en avait déjà forcé les barrières et les retranchements. Le 3 octobre suivant, il combattit, sous le duc d'Anjou, à Montcontour. Il marcha,

en 1574, sous le maréchal de Matignon, au siége de Saint-Lô, à celui de Domfront, où il fut blessé, et à celui de Carentan. Il défit quelques Reîtres, près de Dormans, en 1575. Instruit qu'une conjuration avait été formée contre la personne du roi, il en empêcha l'effet, en la découvrant à ce prince, qui le créa maréchal de-camp, la même année. Il fut un des confidents de François, duc d'Anjou; devint premier gentilhomme de sa chambre, chef de ses finances et de son conseil, grand-maître de sa maison, et lieutenant-général de ses armées aux Pays-Bas. Ce prince l'envoya, en 1581, au secours de Cambray, que le duc de Parme bloquait. Fervacques, avec 4000 hommes, vint d'abord camper auprès du Catelet, et détacha 1000 fantassins, qui entrèrent dans Cambray : il décampa ensuite du Catelet, repassa la Somme, joignit le duc d'Anjou, et s'assura de Cambray. Sous les ordres du même prince, il prit Aleux, le fort l'Écluse, Cateau-Cambresis, et chassa les Espagnols de tout le Cambresis. Il assista, le 19 février 1582, à la cérémonie du couronnement du duc d'Anjou, que les députés des provinces reconnurent, à Anvers, duc de Brabant. Le duc d'Anjou, peu content du titre de duc de Brabant dont il n'avait point l'autorité, entreprit, au mois de janvier 1583, de surprendre la ville d'Anvers, et fit marcher 300 cavaliers, suivis de 3000 hommes de pied, sous le commandement de Fervacques. Celui-ci se rendit maître de 2 portes et d'une partie des remparts, et braqua le canon contre la place. Au premier bruit que fit cette attaque, le prince d'Orange rassemble la noblesse et ce qu'il peut trouver de soldats, pendant que, de son côté, le peuple anversois tend les chaînes. On charge alors et on accable les Français, dont il périt environ 2000 : Fervacques est fait prisonnier. Après la mort du duc d'Anjou, Fervacques s'attacha au roi de Navarre, et le suivit dans toutes ses expéditions. A l'assaut que Henri IV donna aux faubourgs de Paris, Fervacques s'empara du faubourg Saint-Denis, et s'y retrancha. En 1592, il fut fait lieutenant de roi aux bailliages d'Évreux et de Caen, et ensuite à ceux de Rouen, du pays de Caux et de Gisors. Il con-

duisit 1200 chevaux et 1500 hommes de pied au secours de Quillebeuf, dont le duc de Mayenne leva le siége avant l'arrivée de ce secours. Fervacques commanda en Normandie jusqu'en 1608. Le roi l'avait reçu chevalier du Saint-Esprit, le 7 janvier 1595. Au siége d'Amiens, en 1597, Fervacques repoussa, après un sanglant combat, le comte de Buquoy, qui avait forcé un corps-de-garde de l'armée française, et contraignit les Espagnols de repasser la Somme. Élevé à la dignité de maréchal de France, par état donné au camp devant Amiens, le 26 septembre 1597, il prêta serment au roi, le 2 septembre 1598, et fit enregistrer son état au parlement de Paris, le 16 avril 1601. Il fut nommé gouverneur de Henri-Carville, sur la démission du sieur de Bellegarde, par provisions données à Paris, le 11 janvier 1607. On le fit lieutenant-général au gouvernement de Normandie, où il commandait en chef, par provisions du 3 mai 1608, enregistrées au parlement de Rouen, le 28. Il fut créé duc de Grancey, par lettres d'érection de cette terre en duché-pairie, données à Paris, au mois de décembre 1611 : ces lettres n'ont point été enregistrées. Il mourut au mois de novembre 1613, âgé de 75 ans (1). (*Chronol. militaire*, *tom. II*, *pag.* 398; *Mémoires de Castelnau*, *Mézerai*, *d'Aubigné*, *d'Avila*, *la Popelinière*, *le Père Daniel*, *de Thou*, *le président Hénaut*, *Godefroi*, *Bauclas.*)

D'HAUTPOULT-SALETTE (Jean-Joseph-Ange), *général de division*, naquit à Salette, en Languedoc, dans l'année 1754. Après avoir servi, comme volontaire, dans le régiment Corse, dès 1771, il fut fait capitaine au régiment des chasseurs à cheval de Languedoc, et il y servait, avec ce grade, lorsque la révolution française éclata. Sa belle con-

(1) Godefroi et Bauclas se sont trompés, lorsqu'ils ont assuré que le maréchal de Fervacques était mort en 1615. Cette erreur est démontrée par l'état de maréchal de France, donné en faveur de Concino-Concini, sous la date du 18 novembre 1613, et où il est dit que cette charge était *vacante par la mort du maréchal de Fervacques.*

duite, ainsi que les talents militaires qu'il déploya pendant les campagnes de 1792 et 1793, et surtout au déblocus de Maubeuge, lui obtinrent le grade de colonel du même régiment, qui portait alors le n° 6 dans l'arme des chasseurs à cheval. Après avoir concouru au siége et à la prise de Nimègue, en 1794, il obtint le grade de général de brigade, et fut employé, en cette qualité, sous les ordres du général en chef Pichegru. Il passa ensuite à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Jourdan, et se distingua, le 2 octobre, à la bataille d'Aldenhoven et à la prise de Julliers, en chargeant, à la tête de 2 escadrons de chasseurs, contre 4 escadrons ennemis, qu'il culbuta et força de se précipiter dans la Roër. Lorsque l'armée française effectua sa retraite des bords du Mein, d'Hautpoult commanda la cavalerie de l'avant-garde, aux ordres du général Lefèvre. Cette avant-garde, qui avait pris position en avant de Limbourg, sur la Lahn, ayant été attaquée par un parti de 15 à 1800 chevaux ennemis et 4 pièces de canon, d'Hautpoult attaqua cette troupe ennemie, et lui prit 3 pièces de canon et 200 chevaux. En 1796, d'Hautpoult servit à la même armée, dans la division du général Kléber. Sa brigade fut composée des 1er, 6e et 9e régiments de chasseurs à cheval. Par un trait d'audace et de présence d'esprit, qui lui fit beaucoup d'honneur, il empêcha que les généraux Kléber et Lefèvre ne tombassent, le 1er juin, au pouvoir des hussards autrichiens de Barco, qui se trouvaient embusqués dans une position où l'on n'avait pu d'abord les apercevoir. Les ennemis perdirent en cette occasion, par les charges que fit exécuter d'Hautpoult, un assez grand nombre d'hommes et de chevaux, et 2 pièces de canon. Le 3 du même mois, il commanda une forte reconnaissance, qu'il poussa jusqu'en arrière du camp que les Autrichiens avaient établi à Waillebruck, sur la Sieg; et, par ce mouvement hardi, il força 20,000 ennemis à lever ce camp. A la bataille d'Altenkirchen, le 4, il se distingua, en faisant exécuter, contre plusieurs escadrons autrichiens, une charge brillante qui produisit l'effet le plus avantageux, et pendant laquelle il fut blessé à l'épau-

le ; ce qui ne l'empêcha pas de gagner de vitesse, avec sa brigade, un corps d'infanterie ennemie qui cherchait à se retirer, et qu'il contraignit de mettre bas les armes. Ce corps ennemi était le régiment d'infanterie de Jordis, dont d'Hautpoult fit le colonel prisonnier de sa propre main, et qui, en cette occasion, laissa au pouvoir des Français ses drapeaux et 11 pièces de canon. A peine d'Hautpoult fut-il guéri de sa blessure, qu'il réjoignit l'armée de Sambre-et Meuse, et reprit le commandement de la cavalerie de l'avant-garde. Il fut promu au grade de général de division, le 18 octobre de la même année. En 1797, le général d'Hautpoult commanda, sous les ordres du général en chef Hoche, la grosse cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se trouva au passage du Rhin, à Neuwied, le 18 avril. Il remplit, en 1798, les fonctions d'inspecteur-général de la cavalerie, et fut chargé d'organiser et d'instruire les troupes de cette arme, sur les deux rives du Rhin. En 1799, il commanda la cavalerie de réserve de l'armée du Danube, sous les ordres du général en chef Jourdan; et, dès l'ouverture de la campagne, il alla prendre position, avec sa troupe, dans les environs de Pfullendorff, d'où il devait se porter sur les divers points que l'ennemi pourrait attaquer, et fournir de la cavalerie aux divisions qui en auraient besoin. Le 25 mars, le combat s'étant engagé sur toute la ligne, d'Hautpoult fut chargé de réunir toute la cavalerie de réserve dans les plaines de Pfullendorf, pour protéger la retraite de l'avant-garde. Il eut le même ordre, le jour de l'affaire d'Ostrach. Il chargea, avec sa cavalerie, à la bataille de Stockach; mais cette charge ne produisit pas l'effet qu'on en attendait. A la suite de cette affaire, il soutint vigoureusement la retraite de l'armée française, sous le feu de l'ennemi, qui tirait continuellement à mitraille. Après la retraite de l'armée du Danube, le général en chef Jourdan, mécontent de la charge faite par la réserve de cavalerie à la bataille de Stockach, suspendit le général d'Hautpoult de ses fonctions. Ce dernier s'étant rendu à Strasbourg, pour y faire juger sa conduite par un conseil de guerre, fut honorablement acquitté et rendu à

ses fonctions. En 1800, il fut employé à l'armée du Rhin, sous le général en chef Moreau, et y eut le commandement de la réserve de cavalerie. Il combattit à Hohenlinden, le 3 décembre, et, pendant l'action, entra, avec sa troupe, dans le village de ce nom. Après la paix avec l'Autriche, le général d'Hautpoult fut nommé inspecteur-général de la cavalerie. Il eut, en 1804, le commandement en chef de la cavalerie du camp de Saint-Omer, et fut nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin de la même année. Il présida aussi, en 1804, le collége électoral du département du Tarn, et la députation que ce collége envoya au premier consul Buonaparte. La guerre ayant éclaté de nouveau contre l'Autriche, en 1805, le général d'Hautpoult eut le commandement d'une division de cuirassiers, faisant partie de la réserve de cavalerie de la grande-armée, et se distingua en plusieurs occasions, particulièrement à la bataille d'Austerlitz Il eut le même commandement, pendant la campagne de 1806 contre les Prussiens, et se signala au combat de Hoff, et à la bataille d'Iéna. Il avait été créé grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 8 février de la même année. Il fit, à la tête de sa division de cuirassiers, la campagne de Pologne contre les Russes, en 1807, et fut blessé dans les combats qui eurent lieu sur les bords de la Passarge. Il se couvrit de gloire à la bataille d'Eylau, le 7 février, et y fut blessé par un coup de biscaïen, dont il mourut quelques jours après. Le général d'Hautpoult était un des meilleurs officiers de cavalerie de l'armée française, et sa perte fut justement regrettée par tous ses compagnons d'armes. Napoléon, voulant honorer la mémoire de ce guerrier, fit transporter son corps à Paris, et ordonna, par décret daté du camp d'Osterode, le 6 mars 1807, que les 24 canons pris sur l'ennemi à Eylau seraient fondus, et qu'il en serait fait une statue équestre, représentant le général d'Hautpoult dans son costume de commandant des cuirassiers. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'HAVRÉ, *voyez* DE CROY.

D'HAVRINCOURT, *voyez* DE CARDEVAQUE.

DE LA HAYE, *voyez* ACHARD *et* BLANQUET.

DES HAYES (François-Rodrigue), *marquis d'Espinay, lieutenant-général*, entra dans les pages du roi, en 1688; passa aux mousquetaires, en 1690, et fit la campagne de cette dernière année, en Allemagne, sous M. le dauphin. Il obtint une cornette dans le régiment de dragons de Quelus, en 1692, et fut fait capitaine au régiment de cavalerie de Bourgogne, le 19 avril 1693. Il servit aux armées de la Moselle, de Flandre et d'Allemagne, depuis 1692 jusqu'en 1705; s'y trouva aux siéges, aux bombardements et à la prise de plusieurs villes et châteaux forts, et combattit aux batailles de Steinkerque, Neerwinde, Spire et Hoschtedt. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de dragons de son nom, qu'il leva, par commission du 26 novembre 1705, il le commanda à la bataille de Ramillies, en 1706; à l'armée de Flandre, en 1707, et aux batailles d'Oudenarde et de Malplaquet, en 1708 et 1709. On lui donna, par commission du 31 mai 1710, un régiment de dragons, en se démettant de celui qu'il avait levé. Il continua de servir à l'armée de Flandre, en 1710, 1711 et 1712, et contribua, en cette dernière année, à la victoire remportée à Denain, ainsi qu'à la prise de Douai, du Quesnoy et de Bouchain. Il concourut à la défaite du général Vaubonne, et au siége de Fribourg, en 1713. Créé brigadier, par brevet du 1er février 1719, il servit aux siéges et à la prise de Fontarabie, des ville et châteaux d'Urgel et de Roses. Nommé inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, par commission du 20 juin 1732, il en exerça les fonctions jusqu'à sa mort. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il se trouva à tous les siéges qu'on y entreprit. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1734; se démit alors de son régiment, et combattit la même année à Parme et à Guastalla. Promu au grade de lieutenant-général, le 18 octobre 1734, il fut employé à la même armée d'Italie, par pouvoir du 1er avril 1735, et concourut à la prise du châ-

teau de Gonzague, de Reggiolo et de Révéré. La paix ayant été faite, au mois d'octobre. le marquis d'Espinay revint en France. Employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il partit de Sédan, le 18 août, avec la première division, et la conduisit en Westphalie. Il commanda à Andernack et aux environs, pendant l'hiver. Lorsque l'armée passa de la Westphalie en Bohême, au mois d'août 1742, le marquis d'Espinay revint en France. Nommé, le 19 juillet 1743, pour commander à Strasbourg, sous le maréchal de Coigny et le comte de Balincourt, il résida dans cette place jusqu'au 29 août 1744, époque à laquelle il passa le Rhin, avec une division des troupes, pour aller servir au siége de Fribourg. Après la prise de cette ville, il retourna à Strasbourg, où il mourut, le 7 juillet 1745, à l'âge de 70 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 185; *mémoires du temps.*

DES HAYES-D'ESPINAY (François), *marquis de Saint-Luc, grand-maître de l'artillerie*, issu d'une branche puînée de la famille du précédent, servit à la défense de Metz, en 1552. Il s'y distingua, le 1er décembre, dans une sortie qu'il commanda, et pendant laquelle il attaqua un grand convoi, au moment où ce convoi allait entrer dans le quartier du marquis Albert de Brandebourg. Après l'avoir envoyé dans Metz, Saint-Luc poussa jusqu'au camp des ennemis : ceux-ci détachèrent sur lui un bataillon, qui fut mis en déroute. Seize enseignes des assiégeants ayant paru bientôt après ce combat, Saint-Luc chargea leur droite avec tant d'impétuosité, qu'il la chassa jusqu'au gros du détachement, et lui fit éprouver une perte de 80 hommes tués, et de 10 faits prisonniers. Nommé gouverneur de Brouage, il défendit cette place assiégée, en 1585, par le roi de Navarre et le prince de Condé. Ce dernier prince ayant laissé le commandement du siége au baron de Saint-Mesmes, celui-ci le leva à l'approche d'un secours conduit par le maréchal de Matignon; et Saint-Luc, à la tête de sa garnison, tomba sur l'arrière-garde des assiégeants, qu'il

tailla en pièces. Il échoua dans son entreprise contre l'île d'Oléron, en 1586. A la bataille de Coutras, le 20 octobre 1587, le prince de Condé s'étant mis à la poursuite des fuyards, Saint-Luc courut à lui la lance en arrêt, et le renversa de son cheval : sautant en même temps en bas du sien, Saint-Luc présenta la main au prince pour le relever, et se rendit son prisonnier. Il servit, en 1590, au siége de Paris, et, en 1591, aux siéges de Noyon et de Rouen. Créé maréchal-de-camp, en cette dernière année, il fut employé en cette qualité à l'armée de Bretagne, par lettres du 22 août 1592, sous le maréchal d'Aumont. On le fit lieutenant-général au gouvernement de la Bretagne, à la mort du sieur de la Hunaudaye, par provisions données au camp de Sezanne le même jour. Il servit au siége et à la prise de Mayenne, et au siége de Rochefort, que le duc de Mercœur fit lever. Il négocia, en 1594, la soumission de Paris à l'obéissance du roi Henri IV, et concourut à la prise de Laon. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 7 janvier 1595. Il fut nommé lieutenant-général de Picardie, en l'absence du duc de Longueville, par provisions du 20 avril suivant. Il servit, la même année, à l'armée de Picardie, où il commanda, sous le duc de Longueville, puis sous le duc de Nevers, qui mirent cette province à l'abri des insultes des Espagnols. Il marcha ensuite en Bretagne, prit la Melletière, près de Rennes, et se rendit maître de Fougères. Il assiégea Comper, sous les ordres du maréchal d'Aumont; mais la mort de ce maréchal fit lever le siége. Saint-Luc reprit la Prévotière et la Mothe-Monbouchet, parcourut la Basse-Bretagne, et y réprima la licence du soldat. Il servit au blocus et à la prise de la Fère, en 1596. Il se démit, au mois de septembre, de la lieutenance-générale du gouvernement de Bretagne, et fut pourvu de la charge de grand-maître de l'artillerie de France, sur la démission du comte de la Guiche, par provisions données à Monceaux, le 5 du même mois. Il alla servir, en 1597, au siége d'Amiens, où il fut tué, le 8 septembre (1). (*Chrono-*

(1) Henri IV l'aimait beaucoup, et ne l'appelait que *le brave Saint-*

logie militaire, t. III, pag. 487; Histoire de France, du Père Daniel; le président de Thou, Dupleix, Mémoires de Sully, Histoire de France, par Anquetil.)

DE HÉDOUVILLE (Gabriel-Marie-Joseph-Théodore, *comte*), *pair de France et lieutenant-général*, naquit à Laon, le 27 juillet 1755. Après avoir fait ses études au collége royal de la Flèche, il devint page de la reine. Il entra à l'école Militaire en 1769, et fut fait sous-lieutenant au 16e régiment de dragons (Languedoc), le 6 juillet 1773. Il devint lieutenant au même régiment, en 1788. Il fut nommé capitaine-adjoint aux adjudants-généraux, au commencement de 1792, puis adjudant-général-lieutenant-colonel, le 2 juin de cette même année. S'étant distingué à la bataille de Valmy, le 19 septembre, il fut fait adjudant-général-colonel, sur la proposition du général Kellermann. Nommé général de brigade, le 8 mars 1793, il fut employé, par lettres de service du même jour, comme chef de l'état-major de l'armée de la Moselle. A la tête de 10,000 hommes formant l'avant-garde de l'armée, il s'empara de Poperingue, le 6 septembre, et chassa, le même jour, les Autrichiens de Wlæmertingue. A la bataille de Kayserslautern, les 28 et 29 octobre suivant, le général Hoche, qui commandait l'armée de la Moselle, ayant été obligé de quitter le champ de bataille, faute de munitions de guerre, et faisant sa retraite sur Bliscastel, le général Hédouville chargea, à la tête de 3 régiments de cavalerie, contre les cavaliers prussiens, au moment où ces derniers venaient de culbuter leur propre infanterie pour tomber sur les débris de 6 bataillons français, qui avaient été fort maltraités à l'attaque d'une redoute qui flanquait la gauche de l'armée prussienne. Cette charge, faite avec vigueur

Luo. C'était un des plus beaux hommes de son temps; grand, noble, généreux, véritablement attaché à son roi. Il refusa le bâton de maréchal de France, et pria Henri IV de l'accorder à Charles de Cossé-Brissac, son beau-frère, avec lequel il avait négocié la reddition de Paris.

et bien exécutée, obligea la cavalerie ennemie de rétrograder, et permit au général Hoche de rallier ce qui restait des 6 bataillons. Après cette affaire, le général Hédouville fut destitué par les représentants du peuple Levasseur et Bentabolle, sous le prétexte qu'il n'avait pas exécuté un plan d'attaque, concerté par eux, mais en effet parce qu'il appartenait à la caste noble, que l'on éloignait alors des armées. Arrêté à Bliscastel, il fut conduit à Paris, et enfermé à l'Abbaye, d'où il sortit au bout de 9 mois de détention, et par suite de la révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), qui entraîna la chute de Robespierre. Il fut nommé, le 12 juin 1795, chef de l'état-major-général de l'armée des côtes de Cherbourg, commandée par Aubert du Bayet. Promu au grade de général de division, il eut le commandement en chef de l'armée des côtes de Brest, par lettres du 25 décembre de la même année. Il remplaça le général Cherin dans l'emploi de chef de l'état-major des trois armées dites des côtes de Brest, de Cherbourg et de l'Ouest, réunies sous le commandement du général en chef Hoche, et remplit cette fonction depuis le mois de février 1796 jusqu'à la pacification de la Vendée, à laquelle il eut une part aussi active que glorieuse. En reconnaissance des services rendus par Hédouville, dans cette occasion, le directoire-exécutif lui fit don d'une carabine et d'une paire de pistolets d'honneur, tirés de la manufacture de Versailles, ainsi que de 3 chevaux. Il eut, en 1797, le commandement supérieur des 12e, 13e et 14e divisions militaires. Il fut nommé, le 4 juillet de la même année, agent civil et militaire du gouvernement de Saint-Domingue, en remplacement de Santhonax. Il partit de Brest pour se rendre à cette destination, avec 200 hommes d'infanterie et 25 chasseurs non montés, et emportant 120,000 francs, au moyen desquels il fit toutes les dépenses de son administration, sans rien puiser dans les caisses de la colonie pendant les 7 mois qu'il y passa. Avec le peu de moyens mis à la disposition d'Hédouville, ce général ne put balancer l'influence qu'exerçait à Saint-Domingue le chef noir Toussaint-Louverture; et ce dernier ayant, malgré ses

professtations réitérées de soumission, marché sur le Cap, à la tête de 20,000 Nègres, le général Hédouville se détermina à quitter l'île, où d'ailleurs sa résistance eût exposé tous les Blancs à être massacrés. Il rentra en France, en janvier 1799, et fut nommé commandant supérieur des 1re, 15e et 16e divisions militaires, le 21 août suivant (1). Le général Hédouville fut envoyé, dans la même année, par Buonaparte, dans les départements de l'Ouest, pour y commander les troupes destinées à agir contre les Vendéens, qui avaient repris les armes. S'étant rendu à Angers, il adressa une proclamation à tous les habitants des départements de l'Ouest, et la fit parvenir jusque dans les bois où les insurgés s'étaient retirés. Il négocia successivement avec les différents chefs des chouans, parvint à traiter d'un armistice, et montra dans cette occasion autant d'énergie que de modération. Le général Brune étant venu prendre le commandement en chef de l'armée de l'Ouest, Hédouville en fut nommé chef de l'état-major-général; et, en cette qualité, il seconda les mesures du général Brune avec un zèle sincère et dégagé de tout ressentiment de l'espèce de passe-droit qu'on lui avait fait, en lui donnant un successeur. Par suite de ce concours, le désarmement de tous les pays insurgés s'opéra presque sans difficulté, et surtout sans effusion de sang. Hédouville annonça au ministre de la guerre, par sa lettre du 19 janvier 1800, que la paix avait été acceptée par tous les chefs vendéens, à Montfaucon, le 18 du même mois (2). Il continua de donner tous ses soins, et de prendre les mesures les plus efficaces, pour

(1) Étant en tournée dans les villes sous son commandement, et passant au Hâvre, le général Hédouville prit sur lui de suspendre l'exécution de deux hommes arrêtés sur les côtes et condamnés à être fusillés. Son ordre à cet égard fut approuvé par le gouvernement; et les deux individus, ayant subi un nouveau jugement, furent acquittés et mis en liberté.

(2) Le général Hédouville reçut, au théâtre d'Angers, une couronne, qui lui fut donnée comme marque de la reconnaissance publique pour son zèle à ramener la paix dans ces malheureuses contrées.

assurer la tranquillité dans le pays, et y réussit complétement. Il fut fait inspecteur-général d'infanterie, le 24 juillet 1801. Par arrêté du premier consul Buonaparte, en date du 19 décembre suivant, le général Hédouville fut nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. l'empereur de Russie. Il arriva à Saint-Pétersbourg, le 8 mars 1802, et eut, dès le 11, une audience du monarque russe. Il obtint un congé, en juillet 1804, et revint en France. Il avait été nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin précédent. Napoléon l'éleva à la dignité de sénateur, le 1er février 1805, et le nomma, dans le même temps, l'un de ses chambellans. Par décret impérial du 6 juin 1805, le général Hédouville fut nommé ambassadeur extraordinaire près du prince de Lucques et de Piombino, et chargé d'assister, de la part de Napoléon, à l'installation de ce prince. Il accompagna ensuite l'impératrice Josephine à Strasbourg et à Munich, et reçut, en qualité de ministre plénipotentiaire, sa première audience de l'électeur archi-chancelier de l'empire germanique. Il fit la campagne de cette année 1805, contre l'Autriche, en qualité de général de division, et fut pendant quelque temps gouverneur de la ville de Lintz, capitale de la Haute-Autriche. En mars 1806, il fut désigné pour accompagner, comme chambellan de Napoléon, le prince héréditaire de Bade, qui s'était rendu à Paris. Dans les campagnes de 1806 et 1807, contre les Prussiens, il servit en qualité de chef de l'état-major du corps d'armée sous les ordres de Jérôme Buonaparte. Ce corps d'armée fit le siége de 8 places fortes de la Silésie, et le général Hédouville signa la capitulation de celles de Breslaw et de Schweidnitz. Il fut autorisé à porter la décoration de l'ordre du Lion de Bavière. Déjà il était chevalier de l'ordre de la Fidélité de Bade. Il eut le commandement de Bayonne pendant 14 mois, dans les années 1808 et 1809. Après la paix de 1809, entre la France et l'Autriche, le général Hédouville retourna à Francfort, en qualité de ministre plénipotentiaire près du grand-duc de ce nom. En 1814, il vota, le 1er avril, dans le sénat, la déchéance de Buonaparte, et la création

d'un gouvernement provisoire. S. M. Louis XVIII le créa pair de France, le 4 juin de la même année, et le nomma chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 27 du même mois. On entérina, le 2 mai 1818, à la cour royale de Paris, les lettres-patentes qui accordaient au général Hédouville le titre de comte. Ayant été nommé, dans la même année, commissaire du roi pour le règlement des prétentions réciproques entre la France et le grand-duché de Varsovie, il se rendit en Pologne et arriva à Varsovie, au mois d'août. Il revint en France, en 1819. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE HEIDESCH (Jean, *baron*), *colonel-général des lansquenets, ou de l'infanterie allemande*, fut nommé colonel-général et capitaine-général de 18 bandes de lansquenets, levées le 1er août 1542, pour le siége de Perpignan. Ses provisions sont du même jour. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 589.)

D'HENNEZEL (Charles-Nicolas), *baron, maréchal-de-camp*, naquit à Attigneville, en Lorraine, le 11 mai 1747. Il entra dans le corps royal de l'artillerie, en 1763; fut nommé lieutenant, en 1764, et capitaine, en 1774. On le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1789. Il devint directeur d'arsenal, en 1791, fut fait chef de brigade du 8e régiment d'artillerie à pied, en 1793, et obtint le grade de général de brigade, en 1797. Pendant la durée de ses services militaires, il a commandé l'artillerie attachée à un corps de troupes chargé de repousser une expédition tentée, en 1778, sur les côtes de l'Océan. Depuis l'époque de la révolution française, il a été successivement chef des états-majors de l'artillerie, d'abord de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Desprez-Crassier, puis de l'armée des côtes de l'Ouest, sous ceux du général Canclaux. Après avoir été employé à Paris au comité militaire, il fit partie de l'armée d'expédition d'Égypte, fut laissé à Malte pour y commander l'artillerie et le génie, et se signala par son zèle et son activité pendant le blocus de cette place, qu'il ne quitta qu'au moment de sa reddi-

tion aux Anglais, en vertu de la capitulation signée, le 5 septembre 1800. A son retour en France, il fut nommé inspecteur-général d'artillerie, et en remplit les fonctions jusqu'à ce que, ayant reçu l'ordre d'aller prendre le commandement en chef de l'artillerie de l'armée de Naples, aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr, le mauvais état de sa santé l'obligea de demander sa retraite. Elle lui fut accordée, le 20 décembre 1803, après 49 ans 2 mois et 13 jours de service. (*Etats militaires*, *annales du temps*, *tableau des pensions.*)

HENRION (Christophe, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Ville-Claye, près de Montmédy, le 4 novembre 1772. Il entra au service, le 25 janvier 1790, dans le 17e bataillon de la Meuse, devenu successivement 13e, puis 25e demi-brigade, et enfin 25e régiment d'infanterie légère. Il y fut fait sergent-major, le 1er mars suivant; adjudant, avec rang de sous-lieutenant, le 21 février 1794; sous-lieutenant, le 15 août de la même année; lieutenant, le........, et capitaine, le 7 mai 1800. Il fit, en ces diverses qualités, les campagnes de 1793 et 1794, à l'armée des Ardennes; de 1795 et 1796, à l'armée de la Moselle; de 1797, 1798, 1799, 1800 et 1801, aux armées de Sambre-et-Meuse, d'Allemagne, de Mayence, et du Danube; et de 1804, à l'armée d'Italie. Parmi les actions d'éclat qui le firent remarquer, nous citerons les deux suivantes, qui ont été consignées dans les états de service du général Henrion. A Lermette, en Ligurie, le 11 avril 1800, l'ennemi, profitant de la nuit, vint placer un piquet de troupes qui gênait beaucoup les avant-postes français. Le capitaine Henrion, ayant reçu l'ordre d'aller égorger ce poste, sans laisser échapper personne, partit avec 15 hommes, et tua l'officier, et les 25 soldats autrichiens qui le composaient. A Saint-Pierre-d'Arena, près de Gènes, le 23 avril 1800, il fit, lui cinquième, 400 prisonniers du régiment hongrois de Nadasty, en entrant dans un jardin où ils s'étaient réfugiés, et où il les força de mettre bas les armes. Il fut fait capitaine aux chasseurs à pied de la garde impériale, en

1805, et devint chef de bataillon aide-de-camp du prince Borghèse, le 12 mars 1808. On le nomma colonel du 2ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 23 février 1813. Il passa major au 9ᵉ régiment de voltigeurs de l'ex-garde, le 5 juillet suivant, et fut promu au grade de général de brigade, le 21 décembre de la même année. De 1805 à 1814 inclusivement, il servit au camp de Montreuil et à la grande-armée, en Allemagne, en Prusse, en Saxe, etc. Il se trouva à la bataille de Lutzen, le 2 mai 1813, et y reçut un coup de boulet à l'épaule gauche, en commandant le 25ᵉ régiment provisoire, qui faisait partie du 6ᵉ corps d'armée commandé par le duc de Raguse. Il reçut une blessure dans le côté à la bataille de Dresde, le 26 août de la même année. Il fut fait commandant de la Légion-d'Honneur, par Napoléon Buonaparte, le 14 septembre 1813. Dans la campagne de France, en 1814, il commanda 1500 hommes de la jeune garde, et se distingua aux affaires d'Arcis-sur-Aube, les 20 et 21 mars. Il obtint de S. M. Louis XVIII la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 17 septembre 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, le général Henrion reçut de Buonaparte le commandement du 3ᵉ régiment de chasseurs à pied de la vieille garde, fut employé, avec ce corps, à l'armée du Nord, et se trouva aux différentes affaires qui eurent lieu pendant cette courte campagne. Depuis cette époque, il a été classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'HERCULAÏS, *voyez* ALLOIS DE THEYS.

L'HERMITE, *voyez* TRISTAN.

DE HESDIGNEUL, *voyez* DE BÉTHUNE.

HEUDELET (Étienne, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Dijon, le 12 novembre 1770. Il fut fait lieutenant au 3ᵉ bataillon des volontaires nationaux du département de la Côte-d'Or, le 3 août 1792, et passa, le 8 décembre de la même année, adjoint aux adjudants-généraux. Il

devint, le 1er septembre 1793, aide-de-camp du général de cavalerie Dubois, près duquel il servit pendant quelques mois. Il passa, en la même qualité, près du général Michaud, commandant en chef de l'armée du Rhin. Ayant donné des preuves de connaissances dans l'art de la guerre, lors du déblocus de Landau par les armées combinées de la Moselle et du Rhin, il fut nommé adjudant-général chef de bataillon, le 30 décembre 1793, et fut employé, en cette qualité, à l'état-major-général de l'armée du Rhin, pendant la campagne de 1794. Dans la même année, il fut fait chef de l'état-major du corps d'armée employé à la réduction du fort du Rhin, dépendant de la place de Manheim. On le chargea de différentes négociations qui amenèrent la reddition de ce fort, et il fut récompensé des services qu'il avait rendus en cette occasion, par le grade d'adjudant-général chef de brigade, qui lui fut conféré, le 30 décembre 1794. En 1795, il était chef de l'état-major du général Gouvion-Saint-Cyr, commandant le centre de l'armée devant Mayence. En 1796, il servit dans la division Delmas, dont il commanda l'avant-garde. En 1797, il fut employé à l'armée de Rhin-et-Moselle; et, lors du mémorable passage du Rhin à Diersheim, le 20 avril, le général en chef Moreau lui confia le commandement de l'avant-garde de l'armée : il se distingua à ce passage de manière à être cité avec les plus grands éloges par le général en chef (1). Par lettres de service, du 12 février 1798, il fut employé à l'armée d'Angleterre, et passa, par autres lettres du 18 août suivant, à l'armée de Mayence. Promu au grade de général de brigade, le 5 février 1799, il servit, en cette qualité, à l'ar-

(1) A l'occasion de cette brillante action militaire, le directoire-exécutif adressa à l'adjudant-général Heudelet une lettre conçue en ces termes : « Vous avez fixé, citoyen adjudant-général, l'attention du directoire-exécutif, en vous précipitant à la tête de l'avant-garde, sur la rive droite du Rhin, au passage mémorable de ce fleuve. Plus la paix, dont les préliminaires sont signés, sera douce et prospère, et plus sa conquête sera glorieuse pour l'armée. Le directoire vous félicite de l'empressement avec lequel vous avez saisi l'occasion de vous distinguer à ses yeux. »

mée d'observation, et y fut chargé, par le général en chef Bernadotte, d'une mission diplomatique et secrète près du prince électeur de Hesse-Darmstadt. Il passa ensuite dans la 5ᵉ division de l'armée du Danube; et ce fut avec cette division, qu'il commandait alors par *interim*, qu'il fit échouer le passage de l'Aar, tenté, près de Dettingen, par l'armée autrichienne, sous les ordres de l'archiduc Charles. En 1800, le général Heudelet servit à l'armée du Rhin, dans le corps aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr. Il se trouva au combat de Fribourg, par lequel la campagne fut ouverte; passa ensuite dans la division du général Leclerc, et commanda la brigade qui eut avec l'ennemi la brillante affaire de Landshutt. Il servait dans la division du général Ney, à la bataille de Hohenlinden, le 3 décembre 1800. Après la paix, signée en 1801, le général Heudelet rentra en France, et fut appelé, en avril 1803, au commandement du département de l'Aube. Dans la même année, et lors de la formation des camps sur les côtes de l'Océan, il fut employé à celui de Bruges. On le créa membre de la Légion-d'Honneur, le 12 décembre 1803, et commandant du même ordre, le 15 juin 1804. Il servit, en 1805, dans le 3ᵉ corps de la grande-armée, sous les ordres du maréchal Davout, qui lui confia le commandement de son avant-garde. Le général Heudelet se signala d'abord par le passage de l'Enns à Steyer, puis par le brillant combat de Marienzell, le 8 novembre. Dans cette dernière affaire, il battit complétement la division autrichienne du général Meerfeldt, forte de 10 bataillons, et dont la perte fut de 1500 hommes tués, 4000 prisonniers (parmi lesquels se trouvaient 2 colonels, 5 majors, et 63 officiers), 16 bouches à feu et leurs caissons, 6 drapeaux et plus de 100 voitures d'équipages. Le général Heudelet se distingua encore, le 2 décembre, à la bataille d'Austerlitz, où il eut un cheval tué sous lui. En récompense des services qu'il avait rendus dans cette campagne, il fut élevé au grade de général de division, le 25 du même mois. On lui donna, le 9 mai 1806, le commandement de la deuxième division du 7ᵉ corps de la grande-armée. Il commanda cette division à la

bataille d'Iéna, le 14 octobre, et aux différents combats qui furent livrés pendant cette campagne. Il combattit à Eylau, le 8 février 1807, et y fut dangereusement blessé d'un coup de feu au travers du corps. Il reçut, le 15 novembre 1808, le commandement de la troisième division du 8ᵉ corps de l'armée d'Espagne, avec laquelle il fit la campagne de cette année. En 1809, il servit à l'armée de Portugal; et, après la prise de Porto, il fut chargé par le maréchal Soult, duc de Dalmatie, de soumettre le nord de ce royaume. Il battit les insurgés à Ponte de Lima, leur prit 2 bouches à feu, força le passage de cette ville, marcha sur Valencia, s'en fit ouvrir les portes, et en fit sauter les fortifications. Après avoir rempli sa mission, il revint sur le Duero, et rentra en Espagne avec le corps d'armée. A la fin du mois d'octobre 1809, le duc de Dalmatie lui confia le commandement en chef du 2ᵉ corps d'armée. Le général Heudelet conserva ce commandement jusqu'au mois de mars 1810, époque à laquelle il fut placé sous les ordres du général Reynier. Il continua d'y être employé, et fit la troisième campagne de Portugal. Il se trouva aux affaires de Bussaco, Santarem, Alfayata, etc., où la division à laquelle il était attaché rendit des services importants. Étant tombé malade par suite des fatigues de cette campagne, il rentra en France, le 24 juin 1811. On le chargea, le 29 février 1812, de l'inspection et de la formation des corps de troupes qui se rendaient à la grande-armée de Russie, en passant par Mayence. Le 12 mai suivant, on lui donna le commandement de la deuxième division de réserve, composée de 18,000 hommes d'infanterie, 2000 chevaux et 30 bouches à feu, et on le chargea de s'opposer, avec ces troupes, aux débarquements et aux mouvements que les ennemis pourraient tenter depuis l'Escaut jusqu'à la Baltique. Son quartier-général fut successivement établi à Munster, Hambourg, Lubeck et Rostock. De cette dernière ville, il se porta à Dantzick, le 29 novembre 1812; et, ayant appris, par le gouvernement de cette ville, que depuis un mois on n'avait aucunes nouvelles de la grande-armée d'expédition de Russie, il se mit de son propre

mouvement en marche sur Kœnigsberg, où il arriva en même temps que le prince major-général Berthier. Il prit ensuite sa direction vers le Niémen, et recueillit chemin faisant une partie des débris de la grande-armée. Ayant été placé sous les ordres du maréchal Macdonald, commandant en chef du 10ᵉ corps, il rentra à Dantzick, le 17 janvier 1813, pour faire partie de la garnison de cette place, qui fut presque aussitôt investie par les ennemis. Pendant le mémorable siége de Dantzick, le général Heudelet commanda la seule division française qui se trouvait dans la place, et qui fut, dans toutes les occasions, opposée aux principaux efforts des assiégeants. La conduite distinguée qu'il tint alors lui valut la décoration de grand-officier de la Légion-d'Honneur, que Napoléon Buonaparte lui accorda, le 26 juin 1813. Après que la brave garnison de Dantzick eut épuisé ses vivres, ses munitions et tous ses moyens de défenses, le général Heudelet fut chargé de traiter de sa capitulation avec le duc de Wirtemberg, commandant en chef les forces russes sur ce point. La convention fut rédigée et conclue dans les termes les plus honorables, et avec les avantages les plus distingués pour la garnison; mais la capitulation ayant été entièrement violée au moment où elle devait être mise à exécution, les troupes qui allaient rentrer en France furent conduites comme prisonnières de guerre sur le Dniéper, à Kiow et aux environs, où elles arrivèrent, le 14 mars 1814, après 72 jours de marche. Le général Heudelet fut rendu à la liberté, le 15 juin 1814, et rentra en France, le 5 septembre suivant. S. M. Louis XVIII l'avait créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 août précédent. Nommé d'abord au commandement de la subdivision militaire composée des départements de l'Aube et de l'Yonne, il passa, le 1ᵉʳ janvier 1815, au commandement de la dix-huitième division militaire (Dijon). Il se trouvait dans cette ville lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en mars de la même année, et son premier mouvement fut de faire des dispositions pour résister à cette invasion. Mais, après l'entrée de Buonaparte dans

la capitale, le 20 mars, le général Heudelet se retira à Châtillon-sur-Seine, avec le préfet de la Côte-d'Or. Pendant les *cent jours*, il reçut du ministre de la guerre de Buonaparte l'ordre de prendre le commandement de la 15ᵉ division d'infanterie, faisant partie du 5ᵉ corps, ou armée du Rhin. Le 17 juin suivant, une dépêche télégraphique l'ayant appelé à Paris, il quitta l'armée du Rhin, le 19, avant que les hostilités y eussent commencé; et, ayant appris en route les événements de la guerre en Belgique, il rentra dans ses foyers. Après la seconde restauration, le général Heudelet fut pourvu du commandement de la 4ᵉ division militaire (Nanci). Il fut appelé à Paris, le 24 novembre 1815, par une dépêche télégraphique, pour déposer dans le procès du maréchal Ney, qui l'avait fait appeler comme témoin à décharge : sa déposition fut favorable au maréchal. Le général Heudelet ayant sollicité son admission à la non-activité, l'obtint, le 8 janvier 1816, et se fixa alors dans sa terre de Bierre, près de Sémur (Côte-d'Or.) Depuis 1819, il figure dans le cadre des lieutenants-généraux disponibles (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE HEUQUEVILLE, *voyez* DE RONCHEROLLES.

D'HILLIERS, *voyez* BARAGUEY.

D'HOFFELIZE (Charles-Georges, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit en 1728. Il avait d'abord été destiné à l'état ecclésiastique; mais une querelle qu'il eut avec un de ses professeurs au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, le jeta dans la carrière des armes, et il alla servir en Autriche, où il eut un avancement rapide. Dans un de ces combats sanglants qui signalèrent la guerre dite de *sept ans*, entre l'Autriche et la Prusse, M. d'Hoffelize, commandant un escadron de cuirassiers du régiment de Palfy, placé sous les ordres du général Laudon, culbuta successivement, à la tête de sa troupe, 3 escadrons prussiens de l'armée du grand Frédéric. A la prise de Berlin, par le général autrichien de Haddeck, ce fut M. d'Hoffelize qui, à la tête de

3 escadrons du même régiment de Palfy, et secondé par 100 hussards seulement, défit entièrement les 2 bataillons prussiens qui, seuls, opposèrent quelque résistance. Cette action brillante le fit nommer major de son régiment, par l'impératrice Marie-Thérèse. La mort du frère aîné de M. de Hoffelize ayant obligé ce dernier de revenir en France, pendant l'hiver de 1760 à 1761, il y prit du service, et fit les deux dernières campagnes de la guerre de *sept ans*, comme aide-de camp, avec le grade de colonel, sous les ordres du comte de Choiseul. A la paix de 1763, on lui donna un régiment de grenadiers royaux; et il devint, en 1778, colonel du régiment d'Austrasie infanterie, avec lequel il passa à l'île de France, en 1780. Il suivit, avec son régiment, en 1781, le Bailly de Suffren dans son expédition à la côte de Coromandel, d'où il alla joindre les nababs Hyder-Ali-Khan et Tippoo-Saïb. Il prit, en 1782, le commandement en chef de l'armée française dans ces parages de l'Inde, et manœuvra toujours de concert, tant avec l'amiral français qu'avec les princes indiens, jusqu'à l'arrivée du marquis de Bussy, en 1783. A la bataille de Gondelour, le 13 juin de cette dernière année, les dispositions faites par M. d'Hoffelize, qui commandait en second toute l'armée, eurent une grande part à la résistance héroïque que la brigage d'Austrasie, à peine composée de 2000 hommes, opposa aux forces plus que quadruples du général anglais Stuart: cette brigade, commandée par le baron d'Albignac, et dirigée par le chevalier de Boissieu, son major, fit perdre aux Anglais plus de 2500 hommes de leurs meilleures troupes. M. d'Hoffelize revint en France, en 1784, avec le Bailli de Suffren, et eut part aux faveurs dont la cour combla cet amiral. Il fut nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et bientôt après, employé comme maréchal-de-camp. Il commandait à Stenay, sous les ordres du marquis de Bouillé, lors de l'évasion de la famille royale et de l'arrestation de LL. MM. à Varennes, le 22 juin 1791. L'inutilité de ses efforts, dans cette journée malheureuse, où il n'était employé que secondairement, les fatigues qu'il essuya, et le chagrin qu'il éprouva de n'avoir pu

réussir à sauver ses souverains, lui causèrent une maladie qui le mina lentement, et dont il mourut à Aschaffembourg, le 22 juin 1795. (*Etats militaires, annales du temps.*)

D'HOFFELIZE (Joseph-Gaspard, *comte*), *maréchal-de-camp*, et fils de Charles-Georges d'Hoffelize, qui précède, naquit à Nanci, le 5 janvier 1765. Il partit pour l'île de France, en 1780, avec son père, qui était alors colonel du régiment d'Austrasie; et de là ils passèrent ensemble aux Indes-Orientales, avec le Bailli de Suffren. Ils se trouvèrent au combat de Sadrass; et bientôt après, le comte d'Hoffelize, père, ayant pris le commandement de l'armée, employa son fils comme aide-de-camp, dans ses campagnes avec Hyder-Ali-Khan et Tippoo-Saïb, et plus tard, sous les ordres du marquis de Bussy. Ce dernier nomma le jeune d'Hoffelize capitaine, en 1783, après la bataille de Gondelour, dans laquelle le régiment d'Austrasie s'était couvert de gloire. M. d'Hoffelize revint en France, en 1784, avec l'expédition du Bailli de Suffren; et le roi, voulant alors témoigner au comte d'Hoffelize, père, sa satisfaction des services que cet officier avait rendus pendant la guerre dans l'Inde, le nomma commandeur de Saint-Louis, et donna en même temps au jeune d'Hoffelize une pension, ainsi que l'assurance d'un avancement rapide. Celui-ci eut alors l'honneur de monter dans les carrosses du roi, et de chasser avec lui, en 1788. Il était major en second du régiment de Neustrie, lors des premiers troubles de la révolution française, et il parvint à y réprimer une violente insurrection, par un trait de fermeté qui fut applaudi par les généraux de Vaubecourt, Haymann et de Casteja. Ayant été réformé, en 1791, il suivit, avec son frère, le comte d'Hoffelize, leur père, qui était employé comme maréchal-de-camp sous le marquis de Bouillé. Tous trois étaient à Stenay, lorsque le roi Louis XVI fut arrêté à Varennes. Ils se mirent à la tête du régiment Royal-Allemand, et marchèrent au secours de S. M.; mais, n'ayant pu réussir dans cette entreprise, ils sortirent de France le même jour, malgré les efforts des paysans armés, qui tentaient de les ar-

rêter aussi. Le comte d'Hoffelize, étant passé dans la cavalerie noble du corps du prince de Condé, se trouva, avec ce corps, au combat de Bersthein, le 2 décembre 1793. Il y commanda un peloton de 40 gentilshommes, parmi lesquels se trouvaient plusieurs de ses parents, et qui, dans ce choc valeureux, dirigé par S. A. S. le duc de Bourbon, concourut à culbuter la cavalerie républicaine, et à lui enlever ses batteries. En 1795, le comte d'Hoffelize passa à l'état-major-général, comme deuxième aide-major-général de l'infanterie, et fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Promu au grade de colonel, le 5 janvier 1797, il continua son service d'aide-major, se trouva à toutes les affaires que le corps d'infanterie noble eut à soutenir, et fut souvent chargé d'en diriger les mouvements. Il se trouva à la malheureuse affaire d'Ober-Kamlack, en 1796. A la bataille de Biberach, ce fut sur sa proposition que le prince de Condé lui donna l'ordre de placer une batterie et un corps de troupes, qui arrêtèrent les progrès du général Moreau. Au combat de Constance, il se trouvait, avec le prince Amédée de Broglie, à la tête de 50 grenadiers du régiment de Bourbon, qui reprirent, l'épée à la main, la porte de la ville, déjà occupée par l'ennemi. Dans cette action, le comte d'Hoffelize fut un instant prisonnier des ennemis; mais il parvint à leur échapper. Il ne quitta le corps de Condé qu'après son dernier licenciement général. Il rentra en France, en 1801, s'y maria, et se fixa dans le département de la Moselle. Il fut nommé membre du conseil-général de ce département, et ne prit aucune autre part aux affaires publiques. En 1814, lors de l'arrivée à Nancy de S. A. R. MONSIEUR, frère du roi, le comte d'Hoffelize pénétra dans Metz, avec le colonel Mouzey, pour y porter les premiers cette nouvelle au général Durutte, qui se détermina à reconnaître le gouvernement des Bourbons. Après la rentrée du roi en France, le comte d'Hoffelize offrit ses services à son souverain, et sollicita de l'emploi dans l'armée. Lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815, il s'inscrivit parmi les volontaires royaux, et prit, sous les ordres du comte de Viomes-

nil, le commandement de celui de leurs bataillons qui s'organisait à Vincennes, mais qui ne put être mis en activité. Après l'entrée de Buonaparte à Paris, le 20 mars, le comte d'Hoffelize et son frère revinrent en Lorraine, d'où ils comptaient rejoindre le roi; mais ils apprirent alors le licenciement des troupes royales, fait à Béthune. Après la seconde rentrée de S. M., le comte d'Hoffelize obtint le commandement d'une subdivision de la 13ᵉ division militaire, d'abord sous les ordres du maréchal comte de Viomesnil, puis sous ceux du général Coutard. Il remplissait encore les fonctions de ce commandement, en octobre 1819, lorsqu'il éclata à Brest des troubles, à l'occasion d'une installation de missionnaires faite par l'évêque de Quimper. La fermeté que déploya alors le comte d'Hoffelize, et la bonne contenance des troupes sous son commandement, secondèrent puissamment les mesures que prit l'autorité civile; et, lorsque les mêmes troubles se renouvelèrent, au mois de juin 1820, la conduite que tint le comte d'Hoffelize eut encore le même résultat, et lui valut des témoignages de la satisfaction et de l'approbation, tant de la part de ses chefs, que de celle du ministre de la guerre, qui en rendit au roi un compte très-favorable. Le comte d'Hoffelize, qui avait été créé officier de la Légion-d'Honneur, fut nommé, par le roi, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, à l'occasion du baptême de S. A. R. Mgr. le duc de Bordeaux. Des affaires de famille l'ayant obligé de quitter son commandement, il fut classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'HOFFELIZE (Théobald-Christophe), *maréchal-de-camp*, et frère puîné du précédent, fut d'abord page du roi en la grande écurie, et passa ensuite officier dans les carabiniers de MONSIEUR. Il fit une partie de la guerre de *sept ans*, et se trouva à la bataille de Minden, ainsi qu'à plusieurs autres affaires. En 1785, il fut nommé colonel du régiment Royal-Picardie cavalerie. Il commanda, en 1788, un détachement de son régiment, qui fut envoyé en

Bretagne, lors des troubles parlementaires. Il avait obtenu sa retraite, en 1789; mais il émigra, lors de l'arrestation du roi, en 1791; joignit le corps du prince de Condé, fit la campagne de 1792, comme volontaire, et celle de 1793, comme officier dans le corps de cavalerie noble. A Berstheim, le 2 décembre de cette dernière année, le peloton d'aile droite qu'il commandait fut presque entièrement culbuté par la cavalerie républicaine, qui le prenait en flanc, et M. d'Hoffelize fut lui-même blessé d'un coup de sabre à la tête. En 1794, il obtint, sur la demande du prince de Condé, le brevet de colonel, et fut employé, l'année suivante, par le même prince, comme lieutenant-colonel du régiment d'Astorg chasseurs. En 1796, à l'affaire d'Ober-Kamlack, il fut encore blessé de deux coups de feu, en soutenant une batterie de canons dont les républicains voulaient s'emparer, et qu'il parvint à sauver. En 1797, S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp. M. d'Hoffelize resta au corps de Condé jusqu'à son dernier licenciement, et rentra quelques années après en France, où il termina sa carrière à Nanci, en 1803. (*Etats militaires.*)

DE HOHENLOHE (Wolfgang-Jules), *comte de Hohenlohe-Neuenstein, maréchal-de-camp*, naquit le 3 août 1622. Il servit long-temps sous le prince de Condé, et se distingua dans beaucoup de rencontres, et notamment à la bataille du faubourg Saint-Antoine. Le 2 juillet 1652, la paix ayant été faite après le renvoi du cardinal Mazarin, il fut créé maréchal-de-camp, le 30 octobre de la même année. Cependant son attachement au prince de Condé lui fit abandonner le parti de la cour, et il rejoignit ce prince en Espagne, à la tête du régiment d'Erlach cavalerie, dont il avait été nommé colonel dès le 12 février 1652. Rentré en France, après le traité des Pyrénées, en 1659, on licencia son régiment, le 20 juillet 1660 (1). Passé ensuite au service de

(1) Mademoiselle de Montpensier, qui joua un si grand rôle dans les troubles de ce temps, en parle dans ses mémoires sous le nom du comte de Holach.

l'empereur, il fut reçu feld-maréchal, et contribua à la défaite des Turcs, à Saint Gothard. Il mourut sans postérité, le 26 décembre 1698. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 385; *mémoires du temps.*)

DE HOHENLOHE (Louis-Aloys-Joachim), *prince de Hohenlohe-Waldenbourg-Bartenstein, lieutenant-général,* parent du précédent, naquit le 18 août 1765. Il entra au service palatin, en 1798, comme colonel d'infanterie; et depuis, il fut nommé colonel des chevau-légers de Linange. Il quitta ce service pour prendre, en qualité de second colonel-propriétaire, le commandement du régiment des chasseurs de Hohenlohe, au service de France. Il fit, en cette qualité, à l'avant-garde de l'armée de Condé, les campagnes de 1792 à 1794. Au mois d'octobre 1793, il concourut à la prise des lignes de Weissembourg, chargea vigoureusement les républicains qui défendaient le camp retranché de Bodenthal, et leur enleva 5 pièces d'artillerie. Cette journée fut meurtrière pour les deux régiments de Hohenlohe, qui perdirent la plus grande partie de leurs soldats et de leurs officiers. Ces deux régiments ayant été réunis en un seul, le prince Louis de Hohenlohe en prit le commandement; et, avec l'agrément des princes français, il passa au service de Hollande. Il combattit à la défense de l'île de Bommel, au mois de décembre 1794, et fit, sur la glace, une très-belle retraite, quoiqu'il fût harcelé de toutes parts, dans un espace de 14 lieues, par les troupes légères et l'artillerie volante des Français. Le prince Louis de Hohenlohe fut nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1795. Il leva un nouveau corps dans ses états, et le commanda à l'armée de Clairfait. Il fut aussi nommé colonel-commandant du régiment de Kerpen, au service d'Autriche, et fit, en cette qualité, les campagnes de 1796 1797, 1798 et 1799. Il se trouva dans toutes les actions importantes, et notamment à Caldiero, en novembre 1796, et à Stokach, au mois de mars 1799. Cette dernière année, il fut nommé général-major au service du cercle de Franconie, et, en cette qualité, employé sous l'archiduc Char-

les, en Italie. Promu au grade de lieutenant-général, en 1806, l'empereur d'Autriche le nomma, l'année suivante, gouverneur des deux Gallicies, et il fut successivement décoré de la grand'croix des ordres de Sainte-Anne de Russie, de Saint-Hubert de Bavière, et du Lion de Hesse. Il combattit à Léipsick, en 1813; fit la campagne de France, en 1814, et fit arborer le drapeau blanc, à Troyes, lorsque les souverains alliés en furent maîtres, et lui en eurent donné le commandement. En 1815, le prince Louis de Hohenlohe entra au service de S. M. Louis XVIII, en qualité de lieutenant-général des armées, à prendre rang du 28 février 1806, et d'inspecteur d'infanterie. Il est aussi colonel supérieur de la légion de Hohenlohe, au service de France. Le roi, par son ordonnance du 9 juin 1816, l'a nommé commandeur des ordres de Saint-Michel et du Saint Esprit, et a affecté à sa résidence et à celle de sa famille, le château de Lunéville. Le prince Louis-Aloys-Joachim de Hohenlohe est *senior* et grand-maître de l'ordre du Phénix de Hohenlohe. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE HOHENLOHE (Charles-Joseph-Justin-Ernest), *prince de Hohenlohe-Bartenstein-Jaxtberg, lieutenant-général des armées du roi*, et issu d'une autre branche de la famille du précédent naquit le 12 décembre 1767. Il fut, jusqu'à l'âge de 18 ans, grand-comte de la cathédrale de Strasbourg, chanoine de la métropole de Cologne et du chapitre d'Ellwang. Ayant quitté l'état ecclésiastique, il fut mis, en 1788, en possession de la seigneurie d'Oberbronn, en Alsace, que la révolution française lui enleva. Il fut nommé colonel au service du cercle de Franconie, et obtint une compagnie de dragons, de sa maison, qu'il quitta, en 1792, pour prendre le commandement du régiment d'infanterie de Hohenlohe-Schillingsfürst, au service de France, régiment dont il obtint la propriété, en 1793. Il fit, à l'armée du prince de Condé, les campagnes de 1792 et 1793, et en 1794, celle de Hollande, où il partagea les périls de la défense de l'île de Bommel, et la gloire de la retraite du Zuyderzée. Lorsque le prince Louis-Alois-Joachim passa au service

d'Autriche, le prince Charles conduisit la légion de Hohenlohe à l'armée du prince de Condé, qui par un noble mouvement de reconnaissance et de courtoisie, mit à la disposition du prince Charles, les 5 pièces de canon que le régiment de Hohenlohe avait enlevées à l'affaire de Bodenthal. S. M. Louis XVIII le nomma chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1796; et l'année suivante, maréchal de ses camps et armées. Lorsque l'armée de Condé passa en Russie, en 1797, le prince Charles de Hohenlohe fut nommé lieutenant-général par l'empereur Paul Ier. Le roi de Wurtemberg lui conféra le même grade dans ses armées; mais il refusa constamment de servir sous les drapeaux de la confédération du Rhin, tant qu'elle resta sous le joug de Buonaparte. Après la restauration, il fut nommé, par le roi, lieutenant-général au service de France, en 1815. En 1803, le prince Charles de Hohenlohe a obtenu, en indemnité de ses pertes, en Alsace, les bailliages wurzbourgeois de Haltenbergsletten, Jaxtberg, Lauterbach, Braunspach, et une partie de Neuenkirchen. Le prince Charles de Hohenlohe est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et des ordres de l'Aigle-Blanc de Pologne, et de la Couronne de Wurtemberg. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

D'HONNIÈRES, *voyez* BONNET.

DE L'HOPITAL (Nicolas), *marquis*, puis *duc de Vitry*, *maréchal de France*, fut fait guidon de la compagnie des gendarmes de M. le dauphin (depuis gendarmes de la garde), par brevet du 14 décembre 1602. Devenu enseigne de la même compagnie, par brevet du 1er avril 1605, il fut nommé capitaine de la 2e compagnie française des gardes-du-corps du roi, sur la démission de Louis de l'Hopital, par provisions du 16 janvier 1611, et quitta à cette dernière époque la compagnie des gendarmes. On le fit gouverneur de Meaux et lieutenant-général du gouvernement de Champagne, au département de Brie, sur la démission de M. de l'Hopital, son père, par provisions du même jour. Il fut chargé d'arrêter le maréchal d'Ancre, que les gardes tuè-

rent. Il obtint la dignité de maréchal de France, par état donné à Paris, le 24 avril 1617, et se démit alors de la compagnie des gardes-du-corps, en faveur de son frère. Il eut, le 29 du même mois, des lettres d'abolition pour la mort du maréchal d'Ancre. Il fut nommé capitaine de 60 lances, par commission donnée à Paris, le 13 mars. Le marquis de Vitry, craignant qu'on ne lui fît un jour un crime du meurtre du maréchal d'Ancre, on créa pour lui une charge de conseiller de robe courte, afin que, si l'on venait à le poursuivre dans la suite, il ne fût jugé que par les chambres assemblées. Il prêta serment pour cette charge, au parlement de Paris, le 23 mai 1617 (1). On l'institua gouverneur et lieutenant-général du Berry à la place du prince de Condé, par provisions données à Paris, le 11 novembre de la même année 1617. Il se démit, le 23 octobre 1619, de ce gouvernement, qu'on rendit au prince de Condé. Il reçut le collier des ordres du roi, le 31 décembre. Le roi lui ordonna, en 1620, d'agir contre le marquis de la Valette, et d'empêcher que les troupes, levées pour la reine-mère dans le pays de Liége, n'entrassent en Champagne. Il leva, par commission du 20 juillet, un régiment d'infanterie, qu'on licencia, le 14 février 1623. Il conduisit, en 1621, un renfort au comte de Saint-Pol, qui assiégeait et qui prit Fargeau. Il commanda, en 1622, l'aile droite de l'armée du roi, qui défit Soubise dans l'île de Riez, le 16 avril : 1500 des rebelles périrent dans cette affaire, et on en prit un beaucoup plus grand nombre, en sorte que, de 7500 hommes qu'avait Soubise, à peine en ramena-t-il 400 à la Rochelle. Vitry marcha au siége de Royan, dont il

(1) L'auteur du Dictionnaire des maréchaussées, tom. II, pag. 242, ne peut croire que le marquis de Vitry ait été conseiller de robe courte; et, selon cet auteur, Mézerai aurait confondu ce maréchal avec François de l'Hopital, qui, n'ayant été créé maréchal de France qu'en 1643, fut fait conseiller d'honneur au parlement. Ce doute est mal fondé. De ce que François de l'Hopital a été conseiller d'honneur, en 1648, on n'est point fondé à conclure que Nicolas de Vitry n'a point été conseiller de robe courte en 1617.

eut la direction : cette place se rendit au roi, le 11 mai. Il commanda, comme lieutenant-général, l'armée d'Aunis, sous le comte de Soissons, par pouvoir du 14 mai. Il bloqua la Rochelle, avec 10,000 hommes de pied et 600 chevaux, jusqu'au mois d'octobre, époque à laquelle cette ville se soumit. Il commanda en Provence, pendant l'absence du duc de Guise, par commission donnée à Monceaux, le 7 août 1631. Il leva, par autre commission du 11 février 1632, un nouveau régiment d'infanterie, qu'on licencia à la fin de la campagne. Il fut fait gouverneur et lieutenant-général de Provence, après la destitution du duc de Guise, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 18 avril 1632, et prêta serment, le 29 septembre. Il conserva au roi la ville de Beaucaire, dont le duc de Montpensier voulait s'emparer, au mois d'août. Il arma 5 frégates qui fermaient aux ennemis le passage du Rhône. Il entreprit le siége du château que le duc d'Elbeuf tenta inutilement de ravitailler, et qui se rendit à Vitry, le 6 septembre. Il commanda en Provence, depuis 1635 jusqu'en 1637. M. de Sourdis, archevêque de Bordeaux, ayant reproché, en 1636, au maréchal que l'expédition contre les îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat avait échoué par sa faute, le maréchal s'emporta encore plus que l'archevêque, et le traita très-durement. Le roi punit l'emportement de Vitry, en le faisant arrêter, et conduire à la Bastille, le 27 octobre 1637. Il n'en sortit que le 19 janvier 1743, avec ordre de se retirer à Châteauvillain. Il eut, l'année suivante, un brevet de duc et pair, dont il ne jouit pas long-temps, étant mort dans sa maison de Nanci, près Melun, le 28 septembre 1644, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 426, *Mercure français*, *Journal de Bassompierre*, *Histoire de France du Père Daniel*; *le Vassor*, *Dupleix*, *l'abbé le Gendre*, *Dictionnaire des maréchaussées*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Histoire de la maison du roi*, *par l'abbé de Nœufville*; *Gazette de France*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tomes VI et VII*.)

DE L'HOPITAL (François), *comte du Hallier, maréchal de France,* et frère du précédent, fut d'abord abbé de Ste.-Geneviève, puis nommé à l'évêché de Meaux. Il renonça à l'état ecclésiastique, et prit le nom de du Hallier, qu'il a conservé jusqu'à sa promotion à l'état de maréchal de France. Il entra au service comme enseigne des gendarmes de la garde, par brevet du 11 janvier 1611, et devint sous-lieutenant, par autre brevet du 13 mars 1615. Il arrêta le maréchal d'Ancre, le 24 avril 1617, de concert avec le marquis de Vitry, son frère, qui fut fait maréchal de France, le même jour. On pourvut en même temps le comte du Hallier de la seconde compagnie française des gardes-du-corps, dont son frère se démit en sa faveur, le 26 du même mois. Le comte du Hallier conserva cependant la sous-lieutenance des gendarmes. Il fut créé chevalier des ordres du roi, le 31 décembre 1619, et maréchal-de-camp, par brevet du 3 mars 1622. Il servit aux siéges de Royan, de Negrepelisse, de Saint-Antoine et de Montpellier. Il fut employé, comme maréchal-de-camp, au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628. Les assiégés ayant fait une sortie, le 7 décembre 1627, le comte du Hallier les repoussa, en prit et en tua plusieurs. Il repoussa encore, le 11 avril 1628, 1200 hommes sortis de la Rochelle : dans cette affaire, la perte fut égale des deux côtés. Il signa, le 28 octobre, les articles de la capitulation de la Rochelle, à laquelle le roi n'avait pas voulu apposer sa signature. Employé comme maréchal-de-camp à l'armée de Bresse, sous le maréchal de la Force, par lettres du 25 septembre 1629, il suivit ce maréchal en Italie, en 1630, et s'y trouva à la réduction de plusieurs places. Il concourut à la défaite des Espagnols à Carignan, le 6 août. Il se démit, le 2 octobre 1631, de la compagnie des gardes-du-corps. Il marcha, avec le maréchal de la Force, en Lorraine, y servit à la prise de plusieurs villes et au siége de Marsal, qui fut levé par suite du traité conclu entre le roi et le duc de Lorraine. Nommé lieutenant des gendarmes de la garde du roi, à la mort du maréchal de Saint-Géran, par provisions du 4 décembre, il servit sous le maréchal de Laforce, en

Languedoc, et eut part à la défaite de l'arrière-garde du duc d'Elbeuf, près Remoulins, le 5 septembre. Employé dans l'armée de Lorraine, en 1633, il se trouva au siége et à la prise de Nanci. Nommé maréchal-de-camp, en 1635, il servit dans l'armée de Champagne, commandée par le comte de Soissons, et marcha au siége de Saint-Michel, qui se rendit, le 2 octobre, au moment où on allait monter à l'assaut. Il fit la campagne de 1636, dans l'armée de Champagne, commandée par le même prince, et combattit à Yvoy, le 30 mai, contre les Polonais, qui furent battus. Il marcha avec cette même armée au siége de Corbie. Promu au grade de lieutenant général des armées du roi, par pouvoir du 6 avril 1637, il commanda en cette qualité l'armée d'Allemagne, sous le duc de Weimar, et accompagna ce général en Franche-Comté : le duc de Lorraine gardait alors les passages de la Saône. Ils battirent près de la Ferrière, le 13 juin, le général Mercy, qui commandait la cavalerie, et prirent le château de Lure à discrétion. Employé comme lieutenant-général dans l'armée de Flandre par lettres du 25 avril 1638, du Hallier fut blessé au siége de St.-Omer, que les Français levèrent le 15 juillet. Après avoir marché contre Fruges, Lisbourg et Renty, qui se rendirent, il investit le Catelet, et en fit les approches, le 18. Le jeu des mines effraya les habitants, qui quittèrent leurs postes, et les Français emportèrent la place, le 14 septembre. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général de Lorraine, et eut le commandement de l'armée dans cette province, par pouvoir du 26 avril 1639. A la tête de 700 chevaux, il attaqua près de Morange 8000 cavaliers et 400 fantassins du duc de Lorraine, qui se trouvaient protégés par le canon de la place, les rompit, entra avec les fuyards dans la ville, tua tout ce qu'il trouva armé dans les rues, fit le reste prisonnier, et s'empara de l'équipage des vaincus et de 600 chevaux. Il réduisit peu après le château de Moyen, situé sur un roc, flanqué de 8 tours, de 4 bastions et d'une épaisse muraille, et défendu par une nombreuse garnison. Il commanda l'armée sur la frontière de Champagne, par pouvoir du 22 avril 1640, la

mena en Picardie, et conduisit à Arras un grand convoi et 17,000 hommes, le 1er août. Le général ennemi Lamboy ayant attaqué dès le lendemain les lignes d'Arras, fut repoussé avec perte. Il tenta, le 8, une nouvelle attaque; mais le retour imprévu de du Hallier l'obligea de se retirer à Douai : Arras capitula le 10. Le comte du Hallier continua de commander l'armée de Lorraine, par pouvoir du 26 avril 1641. Il signa les articles de la capitulation de Mirecourt, prit Épinal et son château, et donna ses ordres pour le siége de Chaté, qu'on emporta, le 29 août. Il entra en Franche-Comté, au mois de septembre, et prit la ville de Jonvelle et son château. Il commanda la même armée, par pouvoir du 26 janvier 1642, se rendit maître du château de Viviers, en Franche-Comté, et en rasa les fortifications. Dieuse capitula le 16 juillet. Il se présenta ensuite devant la ville de la Mothe en Lorraine, ravagea les environs, et battit plusieurs forts qui bloquaient la place. Ayant reçu ordre d'envoyer son infanterie en Roussillon, il leva le siége de la Mothe, le 30 août. Poursuivi par le duc de Lorraine, il abandonna son bagage, mit en fuite 500 chevaux, qui le harcelaient, et continua sa retraite sans être inquiété. Il fut pourvu du gouvernement de Champagne et de Brie, vacant par la mort du comte de Soissons, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 16 mars 1643. Il commanda l'armée de Flandre et de la frontière du Luxembourg, sous M. le duc d'Enghien, par pouvoir du 21. Il prêta serment, le 22, pour le gouvernement de Champagne, et le parlement enregistra ses provisions, le 26. Créé maréchal de France, par état donné à Saint-Germain-en-Laye, le 23 avril, il prit alors le nom de maréchal de l'Hôpital. Il fut fait conseiller d'honneur, avec voix et séance au parlement, par brevet daté de Saint-Germain-en-Laye, le 8 mai. Il commanda l'aile gauche de l'armée à la bataille de Rocroy, sous M. le duc d'Enghien, le 19 mai. Sa cavalerie s'étant avancée avec trop de vitesse contre l'aile droite des Espagnols, fut rompue par ces derniers : le maréchal eut le bras cassé dans cette charge. Il

se démit, le 16 mai 1644, du gouvernement de Champagne, en faveur de M. le duc d'Enghien, et fut confirmé dans la dignité de conseiller d'honneur, avec séance et voix délibérative au parlement, par brevet daté de Compiègne, le 23 mai 1646, registré au parlement de Paris, le 30 décembre 1649. Il se démit, le 21 février 1647, de la compagnie des gendarmes de la garde, et obtint le gouvernement de Paris, sur la démission du duc de Montbazon, par provisions du 28 décembre 1649. Il fut établi gouverneur-général de la Champagne, sur la démission du prince de Conti, par provisions du 8 janvier 1655. Il se démit du gouvernement de Paris, au mois de janvier 1657, et de celui de Champagne, au mois de janvier 1660. Il mourut le 20 avril suivant, âgé de 77 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 536; *Dupleix, Mémoires du Père d'Avrigny, Journal de Bassompierre, Histoire de Louis XIII et Journal de Louis XIV, du Père Griffet; l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Larrey, Histoire militaire, de M. de Quincy; Moréri, Gazette de France.*)

D'HOSTUN (Antoine), *baron de la Baume, maréchal-de-camp*, naquit le 13 septembre 1558. Après avoir servi long-temps dans les guerres de la religion, il embrassa le parti de la ligue. Il contribua beaucoup à la soumission de la ville de Lyon à Henri IV, en 1593, et s'attacha à ce prince aussitôt après son abjuration. Il obtint, le 19 septembre 1595, un brevet de maréchal-de-camp (1); un de conseiller-d'état, le 2 juin 1611, et un de nomination à l'ordre du Saint-Esprit, le 5 novembre 1612. Il fut confirmé maréchal-de-camp, par un nouveau brevet du 26 juin 1614. Il mourut, en 1616, sans avoir servi en cette qualité,

(1) L'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, tom. V, pag. 266, le dit fait maréchal-de-camp, par brevet du 26 juin 1614 (qui n'est qu'un brevet de confirmation), et ne parle point du premier brevet qui lui avait été expédié, en 1595, et dont on trouve la minute au dépôt de la maison du roi.

et sans avoir été reçu chevalier des Ordres du roi. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 43; mémoires du temps.*)

D'HOSTUN (Camille), *duc de Tallart, pair et maréchal de France*, issu de la même famille que le précédent, fut baptisé le 4 février 1652, et connu d'abord sous le nom de comte de Tallart. Il fut fait guidon des gendarmes anglais, par brevet du 29 novembre 1667; servit, en 1668, à la conquête de la Franche-Comté, et se trouva à la prise de Besançon, de Dôle et de Gray. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du régiment royal des Cravates, sur la démission du comte de Vivonne, par commission du 13 janvier 1669, il servit en Hollande, sous MONSIEUR et le vicomte de Turenne, en 1672, et s'y trouva aux siéges et à la prise de plusieurs places. Employé en Flandre, sous MONSIEUR, en 1673, il marcha au siége et à la prise de Maestricht, le 29 juin, et au secours de Woerden, où il eut le pied percé par un cheval de frise, en entrant dans la redoute, où les ennemis furent forcés. En 1674, il servit en Flandre, sous M. le prince de Condé, et combattit, le 11 août, à Seneff, où il eut un cheval tué sous lui, et un autre blessé. Il commanda le corps de bataille au combat de Mulhausen, le 29 décembre. Il eut le même commandement au combat de Turckeim, le 5 janvier 1675. Il fut pourvu de la lieutenance-générale au gouvernement du Dauphiné, à la mort du marquis de Ragny, par provisions du 10 avril. Il servit en Flandre, la même année, et en 1676 et 1677. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 25 février 1678, et employé à la même armée, il se trouva à l'attaque du pont de Rhinsfeld, le 6 juillet 1678, et y reçut un coup de mousquet. Il se démit du régiment des Cravates, en septembre 1679. Il leva une compagnie de cavalerie au régiment de Bligny, par commission du 8 mars 1682, et un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 1er octobre suivant. Il se signala au siége de la ville de Courtray, qui se rendit le 5 novembre 1683, et à ceux de Dixmude et de Luxembourg, dont on se rendit maître, en 1684. Il fut employé au camp de Saône, sous le marquis de la Trousse, en 1685.

Promu au grade de maréchal-de-camp, le 24 août 1688, on l'employa en Flandre, sous le comte de Broglie, par lettres du 20 septembre. Il se démit de son régiment au mois de décembre. Il servit, en Allemagne, sous le maréchal de Lorges, en 1689; et sous Mgr. le dauphin et le maréchal de Lorges, en 1690. Il couvrit la frontière d'Alsace, et passa le Rhin, sur la glace, pour mettre à contribution le Bergstrass et le Rhingaw. En 1691, après avoir servi à l'armée d'Allemagne, il commanda sur la Sarre, pendant l'hiver, par ordre du 20 octobre. En 1692, il eut part à la défaite des Allemands, près de Pfortzheim, le 17 septembre, et à la levée du siége d'Ebernbourg par le landgrave de Hesse-Cassel, le 8 octobre. Il commanda sur la Sarre, pendant l'hiver, par ordre du 29. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1693, il servit, sous Mgr. le dauphin, à la prise d'Heidelberg, le 21 mai, et à celle du château, le 23. Il continua de commander sur la Sarre, pendant l'hiver. Il commanda aussi dans le Palatinat, par ordre du 29 octobre. En 1694, il servit en Allemagne, sous les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, qui ne firent aucunes hostilités. Il commanda sur la Sarre, pendant l'hiver, par ordre du 2 novembre. Il fut employé en Allemagne, en 1695. Il eut, pendant l'hiver, le même commandement sur la Sarre, par ordre du 1er. novembre. Il servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, par lettres du 17 avril 1696, et commanda, pendant l'hiver, sur la Sarre, par ordre du 26 octobre. Après la paix de Riswick, il fut nommé ambassadeur extraordinaire en Angleterre, en 1698. On le fit gouverneur et lieutenant-général des comté et pays de Foix, et sénéchal de Carcassonne, à la mort du marquis de Mirepoix, par provisions données à Versailles, le 25 avril 1701. Il fut nommé chevalier des Ordres du roi, à son retour d'Angleterre, le 15 mai de la même année. Il servit à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, par lettres du 21 juin. Il se démit, au mois de février 1702, du gouvernement de Foix; servit en Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, et commanda ensuite un corps séparé, par lettres du 21 avril. Il

jeta un secours dans Kaiserswert, contribua à chasser les Hollandais de leur camp de Mulheim, et prit la ville et le château de Traerback, le 6 novembre. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 janvier 1703, il prêta serment le même jour. Il fit lever le siége de Traerback, le 25 février. Commandant l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, par pouvoir du 24 mai, il assiégea Brisack, qui capitula après 13 jours de tranchée, le 6 septembre. Il fit le siége de Landau; sortit de ses lignes, le 14 novembre; alla au-devant du prince de Hesse-Cassel, qui marchait au secours de la place; le joignit à Spire; rompit la cavalerie de son aile gauche, et tailla en pièces son infanterie. Le prince perdit dans cette affaire 4000 hommes tués, et 3000 faits prisonniers; et on lui prit, en outre, 30 piecès de canon, beaucoup d'étendards, et une partie de son bagage : la perte du maréchal de Tallart fut peu considérable (1). Le maréchal rentra aussitôt dans ses lignes, et somma le gouverneur de Landau de se rendre : la place capitula le lendemain. Commandant l'armée du Rhin, par pouvoir du 28 mars 1704, il envoya, au mois de mai, un secours considérable au duc de Bavière, et en conduisit lui-même un second. Malgré la vigilance et les précautions prises par les ennemis, et quoique les chemins fussent très-difficiles, il parvint à son but, après avoir vaincu des obstacles que l'on croyait insurmontables. Il attaqua, sans succès, la ville de Wilingen, le 13 août, et fut battu à Hochstedt, par le duc de Marlborough et le prince Eugène. En voulant rallier ses escadrons, le maréchal de Tallart, dont la vue était très-faible, prit un corps ennemi pour un corps français, et fut fait prisonnier de guerre : il fut blessé dans cette journée, et conduit en Angleterre. On lui donna, par provisions du 14 octobre, le gouvernement de la Franche-Comté, et celui de Besançon, vacant par la mort du maréchal de Duras. Il sortit des prisons d'Angle-

(1) « Nous avons pris plus de drapeaux et d'étendards, écrivit le ma»réchal à Louis XIV, que Votre Majesté n'a perdu de soldats. »

terre, au mois de novembre 1711, avec un passe-port de la reine d'Angleterre. On le créa duc d'Hostun, par lettres d'érection du marquisat de la Baume-d'Hostun en duché, données à Versailles au mois de mars 1712, et registrées au parlement, le 14 avril. Son duché fut érigé en pairie, par lettres données à Versailles au mois de mars 1714, registrées au parlement de Paris, le 25 juillet 1715. Il fut nommé conseiller au conseil de régence, et conseiller au conseil royal, et devint membre honoraire de l'académie des sciences, en 1723. Il s'était démis, en 1719, de la lieutenance-générale du Dauphiné. Il fut fait ministre-d'état, le 25 septembre 1726. Il mourut à Paris, le 30 mars 1728, dans la 77ᵉ année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 151; *Mémoires d'Avrigny, Journal historique du Père Griffet, Histoire militaire, de M. de Quincy; le président Hénaut, Bauclas, Gazette de France, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XVI, pag.* 528; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII.*)

DE HOUDETOT (Robert, *sire*), fut pourvu de la charge de grand-maître de l'artillerie de France, le 15 mai 1350. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VIII, pag.* 15.)

LA HOUSSAYE, *voyez* LE BRUN.

DU HOUX (Antoine-Louis), *chevalier de Vioménil, maréchal-de-camp*, naquit à Fauconcourt, en Lorraine, le 6 janvier 1745. Il entra au service, comme cornette, dans le régiment de Bauffremont dragons, le 10 avril 1761; passa dans les volontaires de Dauphiné, en mars 1762, et fut incorporé dans les volontaires de Flandre, en 1763. Il fut fait sous-lieutenant, avec commission de capitaine, dans la légion de Lorraine, le 18 juin 1771. Étant passé en Pologne, dans la même année, avec le grade de capitaine, il se trouva au siége de Cracovie, assiégé par les Russes, fut fait prisonnier de guerre et conduit en Russie, d'où il ne revint en France qu'au bout de 18 mois. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 10

février 1772. Il eut, le 28 décembre 1778, une commission de lieutenant-colonel, et fut attaché, en cette qualité, au 3e régiment de chasseurs, le 8 avril 1779. Il servit, comme premier aide-de-camp du baron de Vioménil, dans l'armée envoyée en Amérique, sous les ordres du général Rochambeau. Après avoir obtenu les grades de mestre-de-camp du 3e régiment de chasseurs à cheval, et de brigadier de cavalerie, il fut créé maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires*, *Tableau historique de la noblesse*, *par Waroquier*, *pag.* 428.)

DU HOUX (Antoine-Charles), *baron de Vioménil*, *lieutenant-général*, et cousin du précédent, naquit au château de Fauconcourt, en Lorraine, le 30 novembre 1728. Il entra au service, en 1740, comme sous-lieutenant au régiment de Limosin. Il fut fait enseigne, en 1743; capitaine, en 1747, et reçut une blessure au siége de Berg-op-zoom, en cette dernière année. On le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1758. Il devint, en mars 1759, colonel du régiment des volontaires du Dauphiné, qui fut incorporé, en 1761, dans le régiment de Namant, dont le baron de Vioménil demeura colonel. Il fut créé brigadier, le 25 juillet 1762, et passa colonel de la légion du Hainaut, en juin 1765. On l'éleva au grade de maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770, et à celui de lieutenant-général, le 13 juin 1783, pour prendre rang du 1er mars 1784. Depuis son entrée au service, le baron de Vioménil avait fait toutes les campagnes, qui se terminèrent par les traités de paix d'Aix-la-Chapelle et de Versailles. Il avait servi en Corse et en Pologne, et avait commandé en second, pour le roi, en Amérique, en 1781 et 1782. Il avait été fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, en 1771, et grand'croix du même ordre, le 25 août 1782. Il mourut le 9 novembre 1792, des suites de blessures qu'il avait reçues pour la défense du roi Louis XVI, à la funeste journée du 10 août de la même année. (*Etats militaires*, *Nobiliaire universel de France*.)

DU HOUX (Charles-Gabriel), *baron de Vioménil*, *maréchal-de-camp*, et fils du précédent, naquit le 26 février 1767. Il entra au service, en 1779, et fit les campagnes de l'armée d'Amérique, en 1781 et 1782, en qualité d'aide-de-camp du baron de Vioménil, son père, commandant en second de cette armée. Il fut nommé capitaine de hussards, en 1786. Il émigra au commencement de la révolution française, et joignit l'armée de Condé, avec laquelle il fit les campagnes de 1792 et 1793, en qualité d'aide-de-camp du comte de Vioménil, son oncle, qui en commandait l'avant-garde. Il fut nommé, par les princes frères du roi Louis XVI, colonel de dragons, en juillet 1792, et créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en février 1794. Il a fait les campagnes de 1794 et 1795, comme aide-major du régiment de Vioménil, à cocardes blanches, et à la solde anglaise. Rentré depuis à l'armée de Condé, il y obtint ensuite un congé, et fit une campagne en Italie, à l'état-major des princes de Rohan. Il passa au service du Portugal, comme colonel de cavalerie, avec promesse d'une légion. Les Français s'étant emparés de ce royaume, en février 1808, le baron de Vioménil fut confirmé dans son grade par Napoléon Buonaparte, et fit les campagnes d'Espagne dans les armées françaises. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, il a été promu au grade de maréchal-de-camp, par S. M. Louis XVIII, le 18 novembre. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *Nobiliaire universel de France.*)

DU HOUX (Charles-Joseph-Hyacinthe), *comte de Vioménil, pair et maréchal de France*, et frère d'Antoine-Charles, qui précède, naquit en 1734. Il entra au service dès 1747, fit la campagne de 1757, en qualité d'aide-de-camp de M. de Chevert, et obtint, en 1760, pour actions militaires, à l'âge de 26 ans, la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il fut nommé, en 1761, colonel en second des volontaires de Dauphiné; et ses exploits pendant la guerre de Corse, où il commanda l'avant-garde, en 1769, lui valurent le grade de brigadier

des armées du roi. Il fut nommé colonel de la légion de Lorraine, en 1771, puis colonel du 3e régiment de chasseurs à cheval, en 1779. Créé maréchal-de-camp, en 1780, il fut employé, en cette qualité, pendant la guerre d'Amérique, et y servit avec la plus grande distinction, sous les ordres du maréchal de Rochambeau. A son retour en France, le roi lui accorda une pension de 5000 livres, en attendant qu'il le pourvût d'un gouvernement. Il obtint, en 1789, celui de la Martinique et des Iles-du-Vent, et parvint à y arrêter, par sa grande fermeté et sa justice, les troubles occasionés par la révolution française. Lorsqu'il revint en France, il fut décoré du cordon-rouge. Il émigra en 1791, se rendit à l'armée de Condé, et y fit, de la manière la plus distinguée, les campagnes de 1792 et 1793, en qualité de commandant et d'inspecteur de l'avant-garde. Pour reconnaître ses brillants services, les princes, frères du roi Louis XVI, le nommèrent alors grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il obtint, en 1794, un régiment de son nom, à cocardes blanches et à la solde anglaise. Ce régiment ayant été réformé, en 1795, le comte de Vioménil rejoignit l'armée de Condé, et y commanda, en 1796 et 1797, une brigade de cavalerie. Lors du licenciement de cette armée, l'impératrice de Russie, Catherine II, le reçut comme lieutenant-général dans ses armées. En 1798, il fut promu au grade de général de cavalerie, par l'empereur Paul Ier, qui le nomma successivement inspecteur de l'armée du maréchal Lascy, commandant et inspecteur de celle de Samogitie, forte de 42,000 hommes; puis de celle que l'on envoya en Suisse, et qui était composée de 47,000 hommes. Le comte de Vioménil eut ensuite l'ordre d'aller commander les 17,000 Russes cantonnés dans les îles de Jersey et de Guernesey. Il fut nommé, en 1801, lieutenant-général des armées du roi de France, et devint, la même année, maréchal-général des troupes du royaume de Portugal. Il conserva ce dernier emploi jusqu'en 1814, époque à laquelle il rentra en France, après la restauration du trône des Bourbons, et à la suite de S. M. Louis XVIII. Il fut créé pair de France,

le 4 juin de la même année. En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le comte de Vioménil donna de nouvelles preuves de sa courageuse fidélité et de son dévouement à la famille des Bourbons. Chargé du commandement des volontaires royaux qui s'organisaient à Vincennes, il apporta, malgré son grand âge, la plus grande activité dans cette opération. Le roi ayant quitté la capitale, le comte de Vioménil suivit S. M à Gand; et, lors du second retour du roi, il fut un des premiers à pénétrer dans Paris, décoré de son grand-cordon et de la cocarde blanche, malgré les dangers que cette démarche pouvait attirer sur lui. Nommé presque aussitôt commandant de la 22e division militaire (Bordeaux), il contribua à préserver le Béarn de l'invasion des Espagnols. Il passa, le 10 janvier 1816, au gouvernement de la 13e division militaire (Rennes). Il fut créé maréchal de France, le 3 juillet de la même année. S. M. l'a décoré de la croix de commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre 1820. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *Nobiliaire général de France*, *annales du temps*.)

DU HOUX DE GORHEY (Charles, *comte*), *maréchal-de-camp*, issu d'une branche puînée de la famille des précédents, naquit le 10 octobre 1756. Il entra au service, dans la légion de Lorraine, en 1773; fut nommé sous-lieutenant à la suite de cette légion, le 15 mai 1776, et fut réformé, avec ce corps, le 5 décembre de la même année. Il passa, en cette qualité de sous-lieutenant, dans un escadron de chasseurs, qui fut incorporé, à la même époque, dans le régiment de Bourbon dragons. En 1779, il fut détaché de ce même corps, avec son escadron, qui contribua à former le 5e régiment de chasseurs à cheval. Il fut nommé, le 12 mai 1782, lieutenant dans ce dernier corps, devenu à cette époque chasseurs des Vosges. Il passa, le 15 mai 1788, capitaine de remplacement dans le même corps, qui avait pris le nom de chasseurs de Lorraine. Il émigra, en 1791; alla joindre, à Worms, l'armée du prince de Condé, avec laquelle il fit les campagnes de 1792 et 1793, en qualité

d'aide-de-camp du comte de Vioménil, son cousin (maintenant maréchal de France), qui commandait l'avant-garde de cette armée. Il eut un cheval tué sous lui, au combat de Berstheim, le 2 décembre 1793. Il fut nommé, en 1794, capitaine au régiment de Vioménil, à la solde anglaise et à cocarde blanche. Ce corps ayant été réformé à la fin de 1795, le comte du Houx rejoignit de nouveau l'armée de Condé, avec laquelle il fit les campagnes de 1796 et 1797, soit comme brigadier dans le 3ᵉ régiment de cavalerie noble, compagnie de Montmorency, soit comme aide-de-camp du comte de Vioménil. Sur la demande du prince de Condé, S. A. R. MONSIEUR, régent du royaume de France (aujourd'hui S. M. Louis XVIII), lui avait accordé, le 8 octobre 1793, le brevet de lieutenant-colonel de cavalerie, et S. A. R. Mgr. le comte d'Artois l'avait nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 février 1794. Après le licenciement général de l'armée de Condé, le comte du Houx rentra en France, avec l'agrément de ce dernier prince (alors MONSIEUR). Ce fut pour récompenser le comte du Houx du zèle constant avec lequel il avait servi la cause royale, soit aux armées, soit depuis sa rentrée en France, que S. M. Louis XVIII lui conféra le grade de colonel de cavalerie, à prendre rang du 20 janvier 1801. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, le même monarque nomma le comte du Houx maréchal-de-camp, pour prendre rang du 13 août de la même année. Le comte du Houx avait, sur sa demande, reçu la promesse d'être employé dans ce grade, lorsqu'il fut mis à la retraite, en 1815, en vertu de l'ordonnance royale qui excluait de toute activité de service les officiers-généraux ayant atteint leur 55ᵉ année d'âge. Il a été créé chevalier de l'ordre noble du Phénix de Hohenlohe, le 25 septembre 1816, pour y prendre rang du 1ᵉʳ mars 1801. (*Etats militaires, mémoires du temps.*)

HUAULT DE BUSSY DE VAIR (Pierre), *maréchal-de-camp*, naquit en juillet 1602. Il commença à servir en 1619, et se trouva en qualité de volontaire à l'attaque du pont de Cé,

en 1620; aux siéges et à la prise de plusieurs places et forts, jusqu'en 1629, et à la conquête de la Savoie, en 1630. Il obtint, en cette dernière année, une place de gentilhomme ordinaire de la chambre du roi. Il suivit ce prince au siége de Nanci, en 1633. Devenu capitaine d'une compagnie de 100 chevau-légers, en 1635, il combattit à Avein, et servit au siége de Louvain, la même année; à la reprise de Corbie, en 1636, et au siége de Landrecies, en 1637. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, qu'il leva, par commission du 14 août 1638, il le commanda, en 1639, 1640 et 1641, à différents combats et siéges. En 1641, pendant le siége de Tarragone, il attaqua un convoi que les ennemis voulaient faire entrer dans la place, et y fut blessé. Il reçut, peu de jours après, trois coups de mousquet à l'attaque d'un ouvrage. Il se trouva, en 1642 et 1643, à diverses actions militaires. On licencia son régiment, par lettres du 30 août de cette dernière année, et il fut quelques années sans servir. Il leva un nouveau régiment de cavalerie de son nom, par commission du 25 février 1652, et obtint, par brevet du même jour, le grade de maréchal-de-camp. Il commanda ce régiment contre les troupes du prince de Condé, jusqu'à la pacification des troubles. Son régiment ayant été licencié de nouveau, il ne servit plus. Il mourut le 14 février 1662 (1). (*Chronologie militaire, tome VI, pag. 443; Moréri, mémoires du temps.*)

HUGO (Joseph-Léopold-Sigisbert), *maréchal-de-camp*, naquit à Nanci, le 15 novembre 1773. Il entra au service, le 16 octobre 1788, comme soldat dans le régiment de Beauvoisis, et se trouva à l'affaire de Nanci, en 1791. Il fut fait fourrier-marqueur de l'armée du Rhin, le 1er décembre 1792, et devint adjudant-major-capitaine au 8e bataillon du Bas-Rhin, le 21 mai 1793: ce bataillon forma

(1) Moréri dit par erreur, que M. Bussy de Vair fut créé maréchal-de-camp, en 1645, et qu'il fut promu au grade de lieutenant-général, en 1652.

postérieurement le noyau du 8e régiment d'infanterie de ligne. Hugo avait été blessé à l'armée du Rhin, le 6 janvier 1793, d'une balle qui lui avait traversé le col. Il eut le pied droit fracassé par une balle, à l'armée des côtes de la Rochelle, le 18 juillet 1793. A la bataille de Vihiers, étant à la tête de 50 hommes, il arrêta pendant une heure un corps ennemi de plusieurs mille Vendéens. Dans une affaire qui eut lieu au Coudray, il tua de sa propre main un des chefs des chouans. Son régiment ayant été appelé à Paris, en 1796, il l'y suivit, y tint garnison pendant cette année et en 1797, et fut employé comme adjudant divisionnaire du camp de Grenelle, en 1796. Il fut attaché à l'état-major-général de l'armée du Rhin, pendant les campagnes de 1798, 1799, 1800 et 1801, et obtint, le 19 juin 1799, le grade de chef de bataillon, en récompense de la conduite distinguée qu'il avait tenue la veille au passage du Danube. Il servit avec son régiment dans la place de Besançon, en 1802. Il suivit ce régiment en Corse et à l'île d'Elbe, pendant les années 1803, 1804 et 1805. Il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Employé à l'armée d'Italie, en 1805, il se trouva à l'affaire de Caldiero, le 30 octobre. Dans cette journée, l'armée française se trouvant momentanément repoussée, le chef de bataillon Hugo enleva le village de Caldiero, et s'y maintint pendant quatre heures, malgré les vigoureux efforts tentés par l'ennemi pour l'en débusquer. Cette belle contenance, sans laquelle les Français auraient été obligés de repasser l'Adige, changea les chances du combat; et l'armée étant revenue à la charge, resta maîtresse du champ de bataille. Le chef de bataillon Hugo passa au service de Joseph Buonaparte, roi de Naples, d'après l'invitation de ce prince et l'autorisation de Napoléon, datée du 23 septembre 1806. Il fut blessé d'une balle à la jambe droite, le 24 novembre suivant, au combat de Boyau. Il obtint le grade de major du régiment Royal-Corse, le 30 du même mois. Il détruisit, dans la même année, le corps des insurgés napolitains, aux ordres de Fra-Diavolo. Il fut fait colonel du régiment Royal-Corse, le 23 février 1808. Pendant

cette année et la précédente, il eut le gouvernement de la province d'Avelino, alors en état de siége, et parvint à y rétablir la tranquillité. Il fut nommé maréchal-des-logis du palais du roi de Naples et des Deux-Siciles, et obtint la croix de commandeur du même ordre. Joseph Buonaparte, étant passé du trône de Naples à celui d'Espagne, appela auprès de sa personne le colonel Hugo, qui, par décret de Napoléon, en date du 26 décembre 1808, fut chargé de la formation et du commandement du régiment Royal-Étranger. Le colonel Hugo fut nommé maréchal-de-camp au service d'Espagne, le 20 août 1809, et sous-inspecteur-général (unique) de tous les corps formés et à former dans ce royaume, le 27 septembre suivant. Il eut, dans la même année, le gouvernement de la province d'Avila, et la pacifia. Il fut créé chevalier de l'ordre royal d'Espagne, au commencement de 1809, et commandeur du même ordre, le 27 décembre de la même année. En 1810, il fut fait gouverneur des provinces d'Avila, de Ségovia et de Soria, ainsi que de tout le cours du Tage jusqu'aux frontières du Portugal. On lui donna, en 1811, le gouvernement des provinces de Guadalaxara et Siguenza et de la seigneurie royale de Molina-d'Arragon. Le 1er octobre de cette année, le général Hugo fut nommé sous-chef de l'état-major général des armées françaises en Espagne. Pendant les années 1809, 1810 et 1811, le général Hugo enleva aux insurgés ou aux ennemis une grande quantité de convois estimés valoir ensemble 30 millions de reaux. Il parvint à faire communiquer entr'elles les armées françaises, à travers celles des Anglais, des Portugais et des Espagnols, à l'époque critique de la bataille de Talaveyra. Lors de la bataille d'Ocana, il se maintint à Avila, arrêta le corps espagnol des Balesteros, et fit des diversions importantes pour l'armée française. Il battit, en trente-deux rencontres, le chef espagnol l'Empecinado, qui souvent avait réuni à ses forces celles de Mina, Montijo et Villa-Campa. Il s'empara, en 1810, de la ville et du fort de Siguenza, et fut blessé d'un coup de lance à la main, au combat livré sous cette ville, en juillet 1811. Il

obtint le commandement de la place de Madrid, le 3 mars 1812, et fut fait aide-de-camp du roi d'Espagne, le 24 juin 1813. Pendant les deux dernières années, il conduisit très-heureusement des convois très-considérables aux troupes françaises, en traversant les armées ennemies. Il commanda les troupes françaises et espagnoles, lors des deux dernières évacuations de Madrid, qui furent effectuées sous ses ordres et dans le plus grand ordre, malgré la présence de l'ennemi. Le 21 juin 1813, jour de la bataille de Vittoria, il arrêta les colonnes anglaises à la hauteur d'Alegria, et, en les forçant de prendre position, il sauva plusieurs milliers de Français, qui, sans cela, eussent été faits prisonniers. Le général Hugo rentra en France, le 11 septembre 1813, et y fut admis avec le grade de général de brigade. Il fut fait commandant-supérieur de la place de Thionville, alors en état de siége, le 9 janvier 1814. Quoique cette ville fût dépourvue de munitions de guerre et d'armements, qu'elle fût ouverte de toutes parts et qu'elle n'eût qu'une faible garnison, le général Hugo la défendit pendant 88 jours d'un blocus très-serré, et battit l'ennemi dans de nombreuses sorties. Le blocus de Thionville fut levé à l'instant où le général Hugo et sa troupe donnèrent leur adhésion à la déchéance de Buonaparte et aux actes du gouvernement provisoire. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII confirma le général Hugo, par ordonnance du 21 novembre 1814, dans le grade de maréchal-de-camp, pour prendre rang du 11 septembre 1813, et le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 29 du même mois. Il fut fait officier de la Légion-d'Honneur, le 14 février 1815. Dans la même année, pendant les *cent jours*, il commanda de nouveau la place de Thionville, résista d'abord vigoureusement aux attaques des Prussiens; mais ensuite il sauva cette ville d'une entière destruction, en contenant la garnison, lorsque celle-ci voulait se défendre jusqu'à la dernière extrémité, malgré les ordres du roi. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

D'HUGUES (David), *baron de Beaujeu*, *maréchal-de-camp*, fut d'abord capitaine d'une compagnie de 100 hommes d'infanterie, pour la garnison de Guillestre, où il commandait, par commission du 1er novembre 1621. Il servit toujours en Provence. On lui donna le gouvernement de Lauret, par provisions du 13 juin 1630, et le commandement du Bourg et de la vallée d'Alos, par commission du 29 août suivant. Il y résida jusqu'à sa mort, qui arriva en 1670. Il avait été élu viguier de Marseille, le 24 mars 1649, et avait obtenu, par brevet du 21 juillet suivant, le grade de maréchal-de-camp. (*Chronologie militaire*, *tome VI*, *pag.* 267; *Histoire de la noblesse du comtat Vénaissin*.)

D'HUMIÈRES (Jean), *commandant d'armée*, fut successivement nommé chevalier de l'ordre du roi, puis chambellan de S. M., le 23 août 1517. On lui donna le gouvernement de Péronne, Montdidier et Roye, le 16 décembre 1519. Il fut envoyé, le 30 septembre 1527, ambassadeur en Angleterre, pour le renouvellement des alliances entre les deux couronnes. Il fut fait capitaine de 50 lances, en 1530, et l'un des gouverneurs du dauphin, en 1535. On le nomma lieutenant-général aux pays d'Italie, duché de Savoie et principauté de Piémont, par provisions données à Compiègne, le 18 février 1537, lesquelles portaient en même temps pouvoir d'y commander l'armée. Il entra dans le Piémont avec un corps de lansquenets; mais cette troupe indocile lui fit manquer la prise d'Ast, dont il se dédommagea, en s'emparant d'Albe. Il eut, en 1538, une compagnie de 100 hommes d'armes des ordonnances du roi. Il servit au siége de Perpignan, en 1542. On le nomma, le 1er octobre 1546, chambellan du dauphin et gouverneur des enfants de ce prince. Il mourut, au mois de juillet 1550, dans l'exercice de ces deux fonctions. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 187; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VIII*, *pag.* 279, *le président Hénaut*, *le Père Daniel*.)

D'HUMIÈRES, *voyez* DE CREVANT.

I

D'ILLES, *voyez* D'ARDENNES.

D'ILLIERS DE BALZAC (Jacques, *marquis*), *maréchal-de-camp*, entra aux mousquetaires en 1685, et fut fait guidon de la compagnie des gendarmes de Flandre, le 30 janvier 1689. On lui donna la charge d'enseigne de la compagnie des gendarmes de Bretagne, le 1er octobre 1690, et il fut fait sous-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berry, le 1er novembre 1693. Il obtint, le 1er avril 1695, une commission, pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, et devint capitaine-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berry, le 12 juin 1703. Il fut créé brigadier, par brevet du 10 février 1704, et maréchal-de-camp, le 20 mars 1709. Depuis 1688 jusqu'au 20 mars 1709, il fit toutes les campagnes, soit en Flandre, soit en Italie, et se trouva à de nombreux combats ou batailles, ainsi qu'aux siéges et à la prise de plusieurs places de guerre. A la bataille de Fleurus, en 1690, ayant perdu son étendard, il parvint à le reprendre, en se jetant, accompagné seulement de 2 chevau-légers, au milieu des escadrons ennemis. En 1693, à l'affaire de la Marsaille, il reçut un coup de mousquet à l'épaule, un autre à la hanche, et eut un cheval tué sous lui. Il combattit avec la plus grande valeur à la bataille d'Oudenarde, en 1707, et y fut fait prisonnier de guerre. N'ayant pu être échangé, il ne servit point comme maréchal-de-camp, et quitta le service, en 1715. Il se retira, en 1730, à Notre-Dame-des-Vertus, dans la maison des Pères de l'Oratoire, et y mourut, au mois d'août 1733, à l'âge de 65 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 604; *mémoires du temps.*)

D'IMÉCOURT, *voyez* VASSINHAC.

D'INVILLIERS, *voyez* BALLART.

DE L'ISLE-ROUET, *voyez* DE LA BÉRAUDIÈRE.

D'ISTRIE, *voyez* BESSIÈRES.

J

DE JALOIGNES, *voyez* DE CULANT.

JAMIN (Jean-Baptiste, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Villers-Claye, en Lorraine, le 20 mai 1772. Il entra au service, le 14 septembre 1792, comme chasseur au 17ᵉ régiment d'infanterie légère, où il fut fait lieutenant, le 21 janvier 1793, et capitaine, le 1ᵉʳ mai suivant. Il passa, en cette dernière qualité, dans la 13ᵉ demi-brigade (devenue 25ᵉ léger), le 20 avril 1794. Il fit les campagnes de 1792 et 1793, aux armées des Ardennes et de la Meuse; celles de 1794, 1795 et 1796, aux armées de Sambre-et-Meuse et de Mayence; celles de 1797 et 1798, à l'armée du Danube, et enfin celle de 1799, à l'armée de Suisse. Dans cette dernière campagne, il se distingua à la bataille de Liebtingen, en Souabe. Étant alors capitaine, il fut chargé de marcher à la tête de 4 compagnies, et de faire une attaque sur le centre de l'avant-garde ennemie, qu'il culbuta. Il poussa ensuite jusque sur les hauteurs en avant de Stockach, où le gros de l'armée autrichienne, commandée par l'archiduc Charles, se trouvait en position. La supériorité des forces ennemies, et le défaut de cartouches ayant forcé le capitaine Jamin de faire un mouvement rétrograde jusqu'à la position de Shon-Frantz, là il grossit son détachement par un assez grand nombre de militaires de différents corps, et en forma 2 bataillons, avec lesquels il reprit l'offensive, et se porta sur la gauche des Autrichiens, qui débouchaient alors de la forêt. Cette manœuvre arrêta l'ennemi et l'empêcha d'inquiéter la droite de l'armée française, et de couper la retraite par la route de Fribourg. Le 25 août de la même année, le capitaine Jamin, avec 4 compagnies sous ses ordres, tourna la position de St-

Gothard, en franchissant le Grimsel, après dix-huit heures d'une marche très-pénible. Chemin faisant, il s'empara d'un poste important, défendu par 10 officiers et 250 soldats autrichiens, qu'il fit tous prisonniers de guerre. Il coupa la retraite aux troupes postées à l'hospice, et alla rapidement prendre position aux sources du Rhône, dans le Haut-Valais. Également, en 1799, sa compagnie, après avoir acculé l'ennemi en avant du pont du Rhin, près de Coire, se trouva exténuée de fatigues et manquait de cartouches. Le général Soult donna des troupes fraîches au capitaine Jamin, qui enleva la position, et opéra sa jonction avec le général Lecourbe. Jamin se trouva ensuite à la bataille de Zurich, et marcha, avec son régiment, contre le général Hotze, qui fut tué à l'abbaye de Schonis, en voulant repousser les efforts des Français au-delà de la Limath. En 1800 et 1801, Jamin fut employé à Gènes et à l'armée d'Italie. Il obtint le grade de chef de bataillon, au 25ᵉ léger, le 17 août 1800, pour avoir, pendant le fameux siége de Gènes, en 1800, sous le maréchal Masséna, enlevé, à la tête de 2 compagnies, le 7 avril, une redoute non fermée, sur le Monte-Facio. Il fut blessé dans cette action, par une balle qui lui traversa la cuisse droite. En 1801, il commanda son bataillon au passage du Mincio, et marcha en tête de la colonne qui tourna les redoutes établies pour défendre le passage de cette rivière. Il reçut, à cette affaire, une légère blessure à la jambe droite. Il commanda ensuite son régiment (le 25ᵉ d'infanterie légère) en avant de la Piave; et, malgré la fusillade et la mitraille de l'ennemi, il manœuvra avec tant d'habileté, que les Autrichiens furent repoussés au-delà de la rivière, avec une perte considérable. On le nomma major au 12ᵉ régiment d'infanterie légère, le 12 novembre 1803, et il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1804. Il fut nommé commandant du 2ᵉ régiment de dragons à pied, le 22 septembre 1806; passa au commandement du 1ᵉʳ régiment des grenadiers-réunis, par suite d'un décret du 12 novembre de la même année, et obtint le grade de colonel du 24ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 28 juin 1807. Il avait été fait officier

de la Légion-d'Honneur, le 14 mai précédent. Ce fut à la grande-armée d'Allemagne qu'il fit les campagnes de 1806, 1807 et 1808. Le 9 février 1807, dans une découverte contre l'armée russe, en avant d'Ostrolenka, il fut atteint d'un coup de sabre, qui lui traversa le pied droit. Quelques jours après, et malgré cette blessure, étant à la tête du 1er régiment de grenadiers réunis, et d'une compagnie de sapeurs du génie, le tout faisant partie du corps du général Oudinot, non-seulement il repoussa les efforts que firent les Russes pour marcher en avant de la position qu'ils avaient prise près d'Ostrolenka, mais encore, voyant que les ennemis avaient mis le désordre dans l'aile gauche des troupes françaises, et notamment dans le 2e régiment de grenadiers, il fondit avec impétuosité sur les Russes, les força à la retraite, sauva une brigade du corps du général Savary, ainsi que le parc d'artillerie, et ne quitta le champ de bataille qu'à la fin de l'action (1). Il fut employé, avec son régiment, à l'armée d'Espagne, en 1809, 1810, 1811 et 1812. A l'affaire d'Uclès, le 16 janvier 1809, ce régiment prit à l'ennemi 21 drapeaux; et le colonel Jamin fut cité, dans le bulletin officiel, parmi les officiers qui s'étaient distingués à cette affaire : « Tous officiers, dit le bulletin, » dont la bravoure a été éprouvée dans cent combats. » A la bataille de Chiclana, devant Cadix, le 5 mars 1811, le colonel Jamin reçut un coup de feu, qui lui traversa et fracassa l'épaule droite : ce qui ne l'empêcha pas de repousser, avec 2 bataillons de son régiment, les attaques vigoureuses que faisait le général Graham, commandant les Anglais, les Espagnols et les Portugais réunis, pour enlever aux Français la position de Barossa. Malgré la supériorité numérique des ennemis, le colonel Jamin ne quitta le champ de bataille que lorsque la faible partie du

---

(1) Lorsque le colonel Jamin quitta la division des grenadiers réunis, pour passer colonel du 24e régiment de ligne, le général Oudinot lui écrivit une lettre, dans laquelle il fit les plus grands éloges *des moyens et de la bravoure la mieux calculée*, dont le colonel Jamin lui avait donné des preuves.

corps d'armée du duc de Bellune, qui avait pris part à cette affaire, eut assuré sa retraite sur les lignes devant Cadix. Ce brillant fait d'armes valut au colonel Jamin la croix de commandant de la Légion-d'Honneur, qui lui fut accordée, le 23 juin de la même année. Jamin commanda ensuite à Ronda; et, lorsqu'il dut quitter cette place pour se rendre en France, avec un congé de six mois, qu'il avait sollicité pour le rétablissement de sa santé, il reçut, sous la date du 12 février 1812, une lettre du maréchal Soult, qui lui témoignait ses regrets de lui voir quitter ce poste important, « où, dit le maréchal, il faut un homme » de votre mérite. » En partant d'Espagne pour se rendre en France, le colonel Jamin fut chargé de commander l'arrière-garde d'un convoi considérable, qui fut attaqué vigoureusement avant d'arriver à Pancorvo et à Madrid. Cependant, malgré la supériorité des forces ennemies, ce convoi, bien défendu, resta intact. Les événements militaires ayant forcé ce convoi de rester pendant quinze jours à Valladolid, le colonel Jamin, malgré la blessure qui lui faisait quitter momentanément l'armée, et quoiqu'il y eût des officiers-généraux ou supérieurs disponibles, défendit cette place, et la ravitailla par de fréquentes sorties, faites pendant la nuit, malgré la présence des troupes régulières espagnoles, et des guérillas, qui chaque jour faisaient, avec des forces supérieures, des attaques contre la ville. Promu au grade de général de brigade, par décret rendu à Erfurt, le 27 avril 1813, Jamin fut employé, en cette qualité, à la grande-armée d'Allemagne, et fut placé dans la division du général Bonnet, faisant partie du 6e corps aux ordres du maréchal duc de Raguse. Il fut blessé d'un éclat d'obus à la cuisse gauche, à la bataile de Lutzen, le 2 mai 1813, et, quoique cette blessure fût assez grave, il n'en continua pas moins à commander sa brigade, avec laquelle il combattit à Bautzen, les 20 et 21 du même mois. Il termina la première des deux journées, pendant lesquelles dura cette mémorable bataille, en enlevant le plateau qui formait le centre de la position ennemie : il réunit alors à ses troupes celles de la brigade du gé-

néral Cohorn, qui venait d'être blessé. Après la perte de la bataille de Léipsick et la retraite de l'armée française sur la rive gauche du Rhin, le général Jamin commanda, pendant quelque temps, le 2ᵉ corps d'armée, sous les ordres du maréchal duc de Bellune, qui témoigna ses regrets de voir éloigner cet officier, lorsque celui ci reçut, le 1ᵉʳ février 1814, l'ordre de se rendre à Brienne, pour y prendre le commandement de la 2ᵉ division de la jeune garde impériale. A la suite de cette mutation, sa brigade reprit la ville de Brienne et en conserva le château, malgré les efforts réitérés des Russes. Au combat de Fère-Champenoise, le 25 mars de la même année, le général Jamin fut fait prisonnier de guerre, en protégeant la retraite des ducs de Raguse et de Trévise, qu'il concourut à sauver malgré l'immense majorité des troupes ennemies. Après la restauration du trône des Bourbons, le général Jamin fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814. On lui donna le commandement du département du Lot, le 8 juillet 1816; et il passa de cet emploi à celui d'inspecteur-général d'infanterie, le 21 janvier 1818. Il fut nommé, le 21 avril 1820, commandant de la 3ᵉ subdivision de la 4ᵉ division militaire, emploi qu'il occupe encore, en 1822. S. M. lui a conféré le titre de vicomte, par ordonnance du 17 août de cette dernière année. (*Etats militaires, Moniteur*, *annales du temps*.)

JAMIN DE BERMUY (Jean-Baptiste-Auguste-Marie), *maréchal-de-camp*, naquit à Louvigné-du-Désert, en Bretagne, le 17 mai 1773. Il entra au service, le 16 juin 1792, en qualité de sous-lieutenant, dans le 9ᵉ régiment de cavalerie, passa successivement par tous les grades, et était, en 1802, chef d'escadron au 8ᵉ régiment de cuirassiers. Après avoir fait les guerres d'Allemagne, il suivit en Italie le maréchal Masséna, en qualité d'aide-de-camp, et fit avec lui la campagne de Naples, en 1806. Nommé colonel des chevau-légers de la garde royale de Naples, le 30 octobre 1807, il passa en Espagne, à la tête de ce corps, vers la fin de 1808, et s'y distingua particulièrement à la bataille d'O-

cana, en 1809, par une charge brillante de cavalerie, qui décida en partie de la victoire. Créé maréchal-de-camp, le 19 novembre 1810, il donna de nouvelles preuves de bravoure à la bataille de Vittoria, où, à la tête des mêmes chevau-légers, il exécuta, à propos, une charge hardie, et se retira toujours en bon ordre aux derniers rangs. Il rentra en France, en 1813. Lorsque l'armée française fut concentrée vers Bayonne, et après que la cavalerie, devenue inutile, eût été renvoyée sur les derrières, l'officier-général qui commandait les grenadiers et les voltigeurs de la garde royale d'Espagne ayant été mis hors de combat, le général Jamin, jaloux de se rapprocher des périls, réclama et obtint du maréchal Soult l'honneur d'être mis à la tête de ces corps d'élite. Dans le peu de temps qu'il y resta, il ajouta à la réputation qu'il s'était faite, comme officier de cavalerie, celle d'un excellent général d'infanterie. Après la dissolution de ces régiments, il fut nommé au commandement d'une brigade de cavalerie légère, avec laquelle il commença la campagne de 1814. Il fut appelé, le 16 mars de cette même année, à remplacer, comme major des grenadiers à cheval de la garde, le général Laferrière, blessé à Craone; et se montra digne à tous égards d'un honneur qu'il n'avait dû qu'à son mérite. Ce fut à la tête de cette vaillante troupe qu'il combattit à Waterloo, et qu'il fut tué sur le champ de bataille (1). Le général Jamin, estimé comme un de nos meilleurs généraux de cavalerie, se faisait remarquer par une bravoure froide et tranquille, un coup d'œil rapide et sûr dans l'action, et une grande fermeté d'âme. Il avait été nommé officier de la Légion-d'Honneur, le 14 mai 1807, et chevalier de l'ordre de Saint-Louis, le 27 décembre 1814. Il avait reçu, en France, le titre de baron; et celui de marquis de Bermuy lui avait été conféré, en Espagne, en récompense de ses nombreux services. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

(1) Le jeune René Miot de Mélito, son beau-frère et son aide-de-camp, qui, à peine âgé de vingt ans, donnait par ses brillantes qualités les plus belles espérances, fut tué à ses côtés.

JAN DE LA HAMELINAYE (Jacques-Félix, *baron*), *lieutenant-général*, entra au service, en 1791, en qualité de sous-lieutenant dans le 36ᵉ régiment d'infanterie, et fit avec ce régiment la campagne de 1792 à l'armée du Rhin, sous les ordres du général Custine. Il eut, au mois de janvier 1793, le commandement d'un détachement chargé de protéger un fourrage à Rhinbulern, près de Baccarach, sur le Rhin. Il fut attaqué par un corps de cavalerie prussienne beaucoup plus nombreux que son détachement; mais il avait placé sa petite troupe avec tant d'avantage, qu'il ne put être entamé. L'ennemi se retira après avoir perdu quelques hommes, et le convoi de fourrages fut sauvé et conduit à Bingen. Cette action fit distinguer Hamelinaye par M. Isambert, colonel du régiment, qui, ayant été nommé, peu de temps après, général de brigade, le choisit pour son aide-de-camp. Il servit avec cet officier-général à la même armée, jusqu'après la prise des lignes de Weissembourg, où il eut un cheval tué sous lui, le 26 octobre. Le général Isambert ayant péri, à la même époque, victime des fureurs de la révolution, Hamelinaye, alors lieutenant, depuis le 21 octobre 1793, quitta l'armée du Rhin et rejoignit le 36ᵉ régiment, près de Maubeuge. Il fut nommé capitaine, le 7 février 1794; servit en cette qualité dans le même corps, devenu 71ᵉ et depuis 92ᵉ demi-brigade, et fit les campagnes de l'armée de Sambre-et-Meuse. Le 20 octobre de la même année, le général Jourdan ayant ordonné le passage de la Roër, la 71ᵉ demi-brigade fut chargée de passer la rivière au-dessous de Juliers; mais le pont qui avait été disposé s'étant trouvé trop court, fut entraîné par le courant, et l'opération n'aurait pas réussi sur ce point, si le capitaine Hamelinaye et quelques braves officiers du même corps, suivis d'une cinquantaine de soldats, ne s'étaient jetés dans la rivière qu'ils traversèrent sous le feu de l'ennemi, auquel cette action hardie fit abandonner une redoute qui défendait le passage, et dont Hamelinaye et ses braves camarades s'emparèrent. Le général Bernadotte, qui commandait la division dont le 71ᵉ faisait partie, fit un rapport particulier sur ce passage de

rivière, qui est cité au recueil des actions héroïques, au dépôt général de la guerre. Le capitaine Hamelinaye fut distingué par les généraux Championnet et Damas, dans les campagnes de 1795 et 1796, et ils l'employèrent souvent à leur état-major. Il fut nommé adjoint aux adjudants-généraux, dans la campagne de 1798. Il servit à l'armée du Danube, sous le général Masséna, pendant la campagne de 1799, et fut nommé chef de bataillon d'état-major, le 26 juillet de la même année. Il fut employé, au mois de septembre, dans une division commandée par le général Decaen, en avant de Manheim. Il mérita les éloges de cet officier-général, dans un mouvement rétrograde, où il fut chargé de couvrir le village de Wisloch, avec un bataillon du 29e de ligne. Il commença la campagne de 1800 comme chef d'état-major de la division Souham, au corps du général Sainte-Suzanne, aile gauche de l'armée du Rhin, et fut nommé adjudant-général ayant rang de colonel, le 5 juin, par le général en chef Moreau, pour la bravoure qu'il avait montrée et les services qu'il avait rendus dans toutes les affaires, depuis le commencement de la campagne. Il continua de servir dans la même armée jusqu'à la paix de Lunéville. Il fut employé, en 1802 et 1803, comme chef d'état major de la 14e division militaire, à Caen. Il fut appelé au camp de Montreuil, au commencement de 1804; y remplit les fonctions de chef d'état-major d'une division d'infanterie jusqu'au départ des troupes pour l'Allemagne; suivit cette division, passa le Rhin avec elle, et eut un cheval tué sous lui au combat d'Elchingen, le 14 octobre 1805. Il passa, en 1806, au 1er corps de la grande-armée, sous les ordres du maréchal Bernadotte, et y fut employé comme sous-chef de l'état-major-général. Il assista au combat de Halle; à la prise de Lubeck; aux combats de Morungen et de Spanden, et fut cité honorablement dans les rapports du maréchal sur ces différentes affaires. Le maréchal Bernadotte l'ayant choisi pour son premier aide-de-camp, le 1er février 1807, il suivit ce maréchal dans son gouvernement général des villes anséatiques, et fit avec lui la campagne de 1809. Il se distingua au combat de Lintz, le 17 mai de la même

année; et, sur le rapport que le maréchal fit de cette affaire, Hamelinaye fut nommé général de brigade, le 12 juin suivant. Il se trouva à la bataille de Wagram; et, le 5 juillet au soir, il fut chargé d'attaquer le village de ce nom, avec 3 bataillons saxons. Cette attaque réussit parfaitement, et déjà 3 pièces de canon et plusieurs centaines d'Autrichiens étaient pris dans le village de Wagram, à neuf heures du soir, lorsqu'une seconde brigade saxonne, envoyée au soutien de la première, se méprit de la manière la plus malheureuse, et l'attaqua par-derrière, au moment où les Autrichiens revenaient sur Wagram pour le reprendre. Le général Hamelinaye, secondé par plusieurs officiers d'état-major saxons, arrêta, autant que possible, les suites du désordre qui résultait de cette méprise. Il rallia les troupes saxonnes sous le feu le plus meurtrier, et parvint à les faire retirer avec ordre : il eut un cheval tué sous lui dans cette affaire. Le maréchal Bernadotte étant arrivé à l'instant de cette retraite, dont il connaissait déjà les causes, donna des éloges au général Hamelinaye, et le chargea de la garde de ses avant-postes pendant la nuit qui précéda la retraite du 6 juillet. Le général Hamelinaye eut ensuite le commandement d'une brigade du 3ᵉ corps de la grande-armée, sous le prince d'Eckmuhl. Au mois de mai 1810, il reçut l'ordre de se rendre à Naples, et de là en Calabre, où il commanda une brigade dans la division du général Lamarque. L'expédition projetée en Sicile n'eut pas lieu; mais le général Hamelinaye resta en Calabre, et commanda le littoral depuis Scilla jusqu'à Reggio, pendant l'hiver de 1810 à 1811. Attaqué sans cesse dans ses cantonnements par les flottilles anglaises qui sortaient du port de Messine, il sut si bien tirer parti de deux batteries de 4 pièces de 36, qui, sur sa demande, furent établies près du village de Villa-San-Giovanni, que la marine anglaise, et particulièrement la marine marchande, n'eurent plus aucune sûreté dans le canal de Messine. Les Anglais, fatigués des pertes journalières qu'ils faisaient à bord de leurs bâtiments, employèrent d'abord les menaces; et, voyant que ce moyen leur réussissait mal, ils proposèrent de ne plus inquiéter

les cantonnements français, si leurs batteries cessaient de tirer sur leurs bâtiments, qui, en entrant dans le canal, rangeraient la côte de Sicile, en s'éloignant de la portée ordinaire, ce qui fut accordé. Le général Hamelinaye fut envoyé, dans le courant de 1811, à l'armée de Catalogne, où il arriva au mois de septembre, et où il eut le commandement d'une brigade d'avant-garde. Il se distingua aux affaires de la Garriga et d'Altafulla. Nommé chef de l'état-major-général de cette armée, au mois de mars 1812, il remplit ces fonctions jusqu'à la réunion de l'armée de Catalogne à l'armée d'Arragon, à la fin de 1813. Appelé à Paris, il fut nommé général de division, le 15 janvier 1814, et partit immédiatement après pour Troyes, où devait se réunir la 2ᵉ division de la réserve de Paris, dont le commandement lui était confié. Il ne trouva d'abord à Troyes qu'un seul bataillon et quelques dépôts de cavalerie. Les avant-postes autrichiens étaient déjà arrivés à Bar-sur-Seine. Le général Hamelinaye, secondé par le général de brigade Bourmont et le colonel Thalhouet, tira parti du peu de ressources qu'il avait à sa disposition, pour donner des inquiétudes à l'ennemi et rassurer les habitants de Troyes. Il porta des reconnaissances jusqu'à Saint-Parre, et réussit si bien à tromper les Autrichiens sur ses forces, que ces derniers, ne se croyant pas en sûreté à Bar-sur-Seine, se retirèrent à Chatillon, ce qui sauva la position importante de Troyes, et donna le temps d'y faire arriver les forces nécessaires pour la défendre. Après la perte de la bataille de Brienne, l'armée française se rallia à Troyes. Le général Hamelinaye fit l'arrière-garde du corps aux ordres du général Gérard, pendant la retraite jusqu'à Nogent; mais, étant attaqué d'une maladie aiguë, il fut obligé de quitter l'armée, et se retira à Charenton, où il fut opéré de la fistule, le 30 mars. Il était à peine convalescent, à Paris, lorsque le duc de Feltre, ministre de la guerre, lui donna l'ordre de le suivre sur la Loire, et lui confia le commandement supérieur d'Orléans, où ce ministre avait réuni 4000 hommes de vieilles troupes et un parc de 100 pièces de canon. Le général Hamelinaye eut

besoin de prudence et de fermeté pour maintenir l'ordre à Orléans, au moment de la révolution qui s'opérait à Paris. Il fit en même temps des dispositions de défense qui empêchèrent les Russes de s'emparer d'Orléans et de s'y établir. Ayant reçu, le 11 avril, l'avis de l'abdication de Napoléon à Fontainebleau, il envoya, le même jour, à Paris, en son nom et au nom des troupes sous ses ordres, son adhésion aux actes du gouvernement provisoire, et exprima son désir du retour de la maison de Bourbon. Au mois de juin il fut nommé, sur sa demande, au commandement du département de la Mayenne. Il s'y trouvait sous les ordres de Mgr. le duc de Bourbon, à l'époque de l'invasion de Napoléon sur le territoire français, en mars 1815, et il servit avec chaleur la cause royale. Le 21 du même mois, il fut prévenu par M. le marquis de Montmorency, aide-de-camp de MONSIEUR, du départ du roi et de l'arrivée de Napoléon à Paris. MONSIEUR ayant ordonné d'arrêter la marche des troupes appelées de la Bretagne à Paris, le général Hamelinaye n'hésita point à exécuter cet ordre, et employa tous les moyens d'autorité et de persuasion nécessaires pour faire rester à Laval le 66ᵉ régiment, et à Mayenne le 1ᵉʳ bataillon du 15ᵉ de ligne. Le départ de Mgr. le duc de Bourbon, qui quitta Angers, le 23, changea toutes ces dispositions. Le général Hamelinaye n'ayant plus de point d'appui, laissa les troupes continuer leur marche sur la capitale, et fut obligé de se soumettre lui-même, le 24, avec les autres autorités du département de la Mayenne. Mandé à Paris, il y resta sans emploi, jusqu'au 26 mai; mais, à cette époque, il fut appelé chez le ministre de la guerre, qui lui donna l'ordre de se rendre à Tours, pour y prendre le commandement de la 22ᵉ division militaire. Il refusa d'abord ce commandement; mais forcé d'obéir, il se conduisit, dans cette position fâcheuse, de manière à mériter l'estime de tous les honnêtes gens. Ayant été instruit officiellement, le 12 juillet, de l'entrée du roi à Paris, il fit reprendre la cocarde blanche. Le lendemain, 13, l'arrivée de 9 dépôts d'infanterie, à la suite desquels se trouvait un très-grand nombre d'officiers non em-

ployés, causa du désordre dans la ville de Tours. L'autorité du général fut méconnue, et il courut des risques pour sa vie, à l'hôtel-de-ville, où il s'était porté pour arrêter les excès des révoltés. Il se disposait à employer la garde nationale, pour les contraindre par la force à rentrer dans l'obéissance, lorsque l'autorité municipale le supplia de ne point agir, afin de sauver la ville du pillage, qui était déjà commencé sur plusieurs points, et de la préserver de la vengeance que les troupes qui marchaient sur Tours par Blois et par Angers n'auraient pas manqué d'exercer, si un seul soldat eût été tué à Tours. Le général dut céder à ces considérations; il se retira chez lui, au milieu d'une grêle de pierres dont il fut assailli. Il appela le maréchal-de-camp Nicolas, et l'autorisa à reprendre momentanément la cocarde tricolore que portaient encore les troupes, afin d'arrêter le pillage et de réprimer le désordre. Il partit de Tours le lendemain, et se rendit auprès du ministre de la guerre. Une députation de cette ville ayant été admise auprès du roi, et ayant rendu compte de la conduite du général Hamelinaye, S. M. fit écrire à cet officier par le ministre de la guerre, qu'elle était contente de lui, et lui fit donner l'ordre de retourner à Tours, et de reprendre le commandement de la division. Il y resta jusqu'au 10 novembre de la même année, et y licencia 9 régiments d'infanterie. Nommé, le 15 mai 1816, au commandement de la 18ᵉ division militaire à Dijon, il a conservé ce commandement jusqu'à ce moment. Le général Hamelinaye a été nommé membre de la Légion-d'Honneur à sa création, en 1804, et, bientôt après, officier de cette même Légion. Il a été créé baron d'empire, en 1810. S. M. Louis XVIII lui a accordé la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814; celle de commandeur de la Légion-d'Honneur, le 3 août suivant; celle de grand-officier de la même Légion, le 20 septembre 1820, et enfin celle de commandeur de Saint-Louis, le 1ᵉʳ mai 1821. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

JANSON, *voyez* DE FORBIN.

JEANNE d'Arc, *voyez* du Lys.

JEANNOT de Bartillat (Nicolas), *lieutenant-général*, obtint une compagnie au régiment de Dauphin infanterie, lors de la création de ce corps, le 15 juin 1667. On lui donna, le 10 janvier 1668, un régiment de cavalerie, qui fut licencié, après la conquête de la Franche-Comté, le 24 mai de la même année. A cette dernière époque, M. de Bartillat fut placé capitaine en second dans la compagnie de Genlis. Il rétablit son régiment, par lettres de service du 9 août 1671. On le créa brigadier, par brevet du 24 février 1676; et il fut nommé inspecteur-général de la cavalerie, le 22 octobre 1681. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 24 août 1688, et celui de lieutenant-général, le 30 mars 1693. On lui donna, par provisions du 6 mai 1697, le gouvernement de Rocroi, et il le conserva jusqu'à sa mort, qui eut lieu, le 28 septembre 1718. Depuis son entrée au service, M. de Bartillat avait fait les campagnes en Franche-Comté, en Hollande, en Flandre et dans l'électorat de Cologne. Il s'était trouvé à de nombreux combats ou batailles, aux siéges et à la prise de plusieurs places, et avait eu des commandements de cavalerie. Il s'était distingué dans plusieurs occasions. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 353, *mémoires du temps.*)

ADDITIONS,

RENVOIS ET CORRECTIONS.

TOME Ier.

ABATUCCI, *général de division*. Page 3, ligne 6, *au lieu de:* 1000 prisonniers, *lisez :* 500 prisonniers. Depuis l'impression de l'article *Abatucci*, nous avons acquis la certitude qu'à l'affaire de Kamlach, dont il est question en cet article, le corps des chasseurs nobles n'avait perdu que 600 hommes tués ou faits prisonniers, et qu'il avait lui-même fait éprouver une perte assez considérable aux républicains. Déjà nous avions rectifié l'erreur signalée ici, dans l'article biographique du prince de Condé, en disant, *pag.* 31 *du IIIe volume, ligne* 23, que le corps des émigrés perdit en cette occasion *près de* 500 *gentilshommes;* mais nous croyons devoir ajouter la présente rectification à celle déjà faite.

TOME II.

BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE (Raimond), *baron de la Luminade* (1), *maréchal des camps et armées du roi,* et l'un des ancêtres des précédents, servit avec distinction dans les guerres de son temps, et se trouva successivement

(1) Cet article a été omis lors de l'impression du tome II du présent ouvrage, et devait y être placé, à la page 28 du même volume, entre l'article de Cosme-Joseph et celui de Jean-Yriex de Beaupoil de Saint-Aulaire.

aux siéges de la Mothe, de Philisbourg et de Heidelberg; à la bataille d'Avein, et aux siéges de Saverne et de Saint-Omer. Il commandait alors le régiment d'infanterie de la Saludie, et étant aide-de-camp. Le 26 août 1650, il fut nommé sergent de bataille ès-armées du roi, en considération des longs et fidèles services qu'il avait rendus en plusieurs charges et emplois importants qui lui avaient été confiés. Il est qualifié maréchal de bataille dans un ordre qu'il reçut du seigneur de Sauvebœuf, le 2 décembre 1651. Il était capitaine d'une compagnie de cavalerie franche, suivant un certificat que lui donna, le 27 du même mois, Guillaume le Sens, chevalier, seigneur de Folleville, maréchal-de-camp, portant que le baron de la Luminade s'étant trouvé avec sa compagnie dans le poste de Saint-Astier, il avait été attaqué par les ennemis, et s'y était défendu en homme d'honneur, jusqu'à ce qu'ayant été forcé par eux, il avait été fait prisonnier avec tous les cavaliers de sa compagnie. Il reçut, le 3 avril 1652, du comte de Bessoy, maréchal-de-camp, et commandant en Périgord, l'ordre d'aller dans le marquisat d'Exideuil pour assembler 50 chevaux, tant des gentilhommes et autres qu'il lui plairait de mettre à cheval, pour faire partie et courre sur les ennemis pour le service du roi. Le 14 novembre suivant, le marquis de Montausier, gouverneur de l'Angoumois, lui écrivit pour l'engager à faire rentrer la province de Périgord sous l'obéissance du roi. Le 5 décembre de la même année, il eut ordre de S. M. d'aller avec sa compagnie de chevau-légers joindre le régiment du sieur de Folleville, qu'on lui enjoignit de reconnaître pour son mestre-de-camp; et, le 29 du même mois, le marquis de Montausier lui donna un certificat portant qu'il avait bien et fidèlement servi le roi sans avoir discontinué depuis 15 mois, et donné des preuves de sa valeur et de son courage dans toutes les occasions qui s'étaient présentées en Périgord, et particulièrement au château d'Agonnat, qu'il avait conservé dans l'obéissance de S. M., l'ayant secouru à la vue des ennemis qui l'assiégeaient, et les ayant battus et contraints de se retirer. Le même certificat faisait aussi

mention que depuis lors, le baron de la Luminade avait été fait prisonnier, et conduit à Périgueux, où il avait été traité indignement par la populace, ayant perdu tout son équipage, et ayant eu sa maison pillée par les ennemis. Depuis, ayant reçu ordre de réorganiser sa compagnie de chevau-légers, le roi écrivit, le 30 avril 1653, au duc de Caudale, son lieutenant-général en l'armée de Guienne, pour lui faire donner une somme de 7500 liv., tant pour la levée de cette compagnie, que pour l'indemniser des pertes qu'il avait souffertes. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 15 mai suivant, dans lequel il est qualifié capitaine d'une compagnie de cavalerie franche de 100 maîtres. Il fut en outre pourvu, la même année, de la charge de capitaine des chasses du pays de Périgord, et obtint l'érection des terres et seigneuries de la Luminade, de Valeux, de la Garde et des Bretoux, en baronnie de la Luminade, par lettres-patentes du mois de mai 1655. Il mourut avant le 5 février 1679. (*Brevets et états militaires, mémoires du temps.*)

BERNARD, *comte de Rully, lieutenant-général et pair de France.* Page 181, ligne 3 de l'article, *après la date* 1803, *ajoutez :* Il était premier gentilhomme de la chambre de S. A. S. Mgr. le duc de Bourbon, lorsqu'il émigra, en 1789, avec ce prince, qu'il suivit à l'armée de Condé, et près duquel il combattit, le 2 septembre 1793, à l'affaire de Berstheim, où le duc de Bourbon fut blessé. Lignes 3 et 4 du même article, *après ces mots :* Devenu aide-de-camp, *supprimez ceux-ci :* De S. A. S. le duc de Bourbon, et *remplacez-les par :* du même prince.

DE BÉTHISY (Eugène-Eustache, *comte*), *lieutenant-général.* Page 241, *supprimez le paragraphe qui commence à la ligne* 31 *par ce mot :* Il, *et qui finit à la ligne* 35 *par la date du :* 17 octobre 1792. *Remplacez cette phrase par ce qui suit :* Il se distingua, le 13 septembre 1793, au combat de Bodenthal, où il joignit l'intrépidité du grenadier aux talents du général. Dans ce combat, il chargea, à la tête de 500 hommes de la brigade allemande qu'il commandait,

contre 2000 républicains, qu'il culbuta. Il se distingua aussi à l'attaque des lignes de Weissembourg, le 13 octobre suivant. Page 242, ligne 9, *après la date :* 1796, *placez* un point. *Supprimez ensuite ces mots :* Dans lesquelles il reçut quelques blessures légères, et *remplacez-les par cette phrase :* Le comte de Béthisy avait été blessé trois fois, en commandant l'avant-garde de l'armée de Condé, pendant les campagnes de 1793 et 1796.

DE BROGLIE (1) (Ferdinand-François, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Paris, le 30 janvier 1768. Il entra comme élève pensionnaire à l'école royale militaire de Paris, le 30 janvier 1781, et eut rang de sous-lieutenant d'infanterie, le 30 janvier 1783. Il fut admis élève d'artillerie, le 1er septembre 1784, après les examens exigés alors pour cette arme, dans laquelle il devint lieutenant en second, après avoir également subi les examens en usage pour l'admission dans ce grade. Il fut employé en cette qualité dans le régiment de Toul artillerie, par lettres de service du 1er septembre 1785. On le nomma capitaine dans le régiment de Noailles dragons, le 26 avril 1788. Ayant obtenu du roi Louis XVI la permission d'aller s'occuper des sciences, dans les universités d'Allemagne (Gœttingue et Léipsick), il s'y trouvait lorsque la révolution éclata, et il fut des premiers à se réunir sous les ordres des princes français, qui avaient émigré. Il fit dans leur

---

(1) Le *comte* de Broglie est neveu de Victor-François, *duc* de Broglie, maréchal de France, qui mourut en émigration, le 30 mars 1804. Il est deuxième fils de Charles-François, *comte* de Broglie, lieutenant-général des armées du roi, et chevalier des Ordres de S. M., devenu chef de sa branche, par la mort de Joseph, comte de Broglie, colonel de chasseurs, l'une des victimes fusillées dans la Vendée, après la prise de Quiberon. (*Voyez les articles de Victor-François et de Charles-François de Broglie, tom. II du présent ouvrage, pag.* 230 *et* 237.) A défaut de renseignements suffisants sur les services du comte Ferdinand-François de Broglie, nous n'avions traité qu'imparfaitement l'article biographique de cet officier-général, à la page 242 du même volume. Cet article doit être supprimé, et remplacé par celui-ci.

armée une partie de la campagne de 1792, en qualité de capitaine d'état major. Il obtint de LL. AA. RR., le 11 septembre de la même année, le brevet de colonel et acheva la campagne dans ce nouveau grade. Au moment du licenciement de cette armée, et d'après la volonté des princes, le maréchal de Broglie, son oncle, qui dirigeait alors leur ministère de la guerre, donna au colonel de Broglie l'ordre de rester près de lui, pour y être employé à différentes missions importantes. Le comte de Broglie resta dans cette position jusqu'au moment où, sur la demande du maréchal de Broglie, S. M. Louis XVIII lui accorda l'autorisation de passer au service de Catherine II, impératrice de toutes les Russies. Cette princesse admit le comte de Broglie dans ses troupes, avec le grade de colonel de cavalerie, le 21 avril 1795. Il commanda d'abord, sous les ordres du maréchal Soworow, le régiment de Sophie carabiniers, qu'on employa en Pologne lors des soulèvements qui eurent lieu dans ce royaume. Le comte de Broglie passa ensuite sous les ordres du maréchal Repnin, qui lui obtint, quelque temps après, de S. M. l'impératrice Catherine, la permission d'aller faire la guerre en Perse, en qualité de volontaire. Il commanda, pendant cette guerre, le régiment de dragons de Kinbourn, et combattit à la prise de Derbend et de Bacou. Lorsque l'empereur Paul Ier monta sur le trône de Russie, et que la guerre avec la Perse fut terminée, le comte de Broglie rentra en Russie avec son régiment. Il fut promu, le 12 janvier 1798, au grade de général-major, et fut fait chef du régiment de cuirassiers d'Iambourg, qu'il commanda pendant long-temps dans la Pologne : cette cavalerie faisait partie de l'inspection de M. le lieutenant-général marquis d'Autichamp, qui, à cette époque était au service de Russie, et inspecteur de l'Ukraine. Le comte de Broglie servit ensuite dans le corps d'armée qui gardait les frontières de la Géorgie (1). En 1814, après la restauration,

(1) Général de cavalerie depuis le 12 janvier 1798, il refusa constam-

du trône des Bourbons, le comte de Broglie passa, le 4 juin, du service de Russie à celui de France, avec le grade de maréchal-de-camp, correspondant à celui de général-major qu'il avait dans l'armée russe (1). Sa Majesté Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 septembre 1815. Il fut nommé commandant du département de la Charente, le 25 octobre 1815, et créé chevalier de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le 21 février 1816. Il continua de commander le département de la Charente jusqu'au 21 avril 1820, époque à laquelle on lui donna, dans la 20e division militaire, le commandement de la 2e subdivision, formée des départements du Lot et de Lot-et-Garonne. Il fut fait officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 18 mai 1820, et commandeur du même ordre, le 1er mai 1821. Il passa, par ordre du 5 juillet 1821, dans la 18e division militaire, pour y prendre le commandement de la 2e subdivision, formée du département de l'Aube, et conserva ce commandement jusqu'au mois de juin 1822. Il a été désigné, le 2 octobre suivant, pour commander la 3e subdivision de la 7e division militaire, formée du département des Hautes-Alpes. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

TOME III.

DE BOURBON (Louis-Joseph), *prince de Condé*. Page 88, ligne 11, *après ces mots :* Le prince de Condé y organisa, *lisez :* dès le mois d'octobre 1791.

---

ment de servir dans les armées russes qui combattirent contre les Français. Ce refus nuisit nécessairement beaucoup à son avancement militaire.

(1) Il conserva cependant de la munificence de l'empereur Alexandre la jouissance d'une pension, en récompense de son dévouement et de ses honorables services.

TOME V.

VAN DEDEN, page 198, *lisez :* Van Dedem au commencement et dans tout le cours de l'article biographique.

DE DURFORT (Étienne-Narcisse, *comte*), *pair de France et lieutenant-général*, page 381, lignes 3 et 4 de l'article, *supprimez la phrase qui commence par ces mots :* Il était, *et qui finit par cette date :* 1777 ; et *remplacez-la par ce qui suit :* Il fut fait sous-lieutenant au régiment de Chartres cavalerie, en 1769, et capitaine dans celui de Condé, aussi cavalerie, en 1770. Il devint guidon de gendarmerie, et obtint le grade de lieutenant-colonel, en 1771; fut fait enseigne de gendarmerie, et eut le grade de colonel, en 1776. Il passa colonel en second au régiment Royal-Dragons, en 1777, puis colonel-commandant du régiment de dragons de Durfort, en 1782 : ce régiment devint chasseurs de Franche-Comté, en 1788. Le comte de Durfort fut créé maréchal-de-camp, en 1791. Il était alors chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. A la page 382, 7e ligne du même article, *après le mot :* Suivant, *ajoutez :* En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le comte Étienne-Narcisse de Durfort eut l'honneur d'escorter S. M. Louis XVIII, qui se rendait à Gand, et marcha alors à la tête de la compagnie des gendarmes de la garde, dont il était commandant. Il fit le même service quand Sa Majesté rentra en France.

TOME VI.

FARINE, pag. 28, ligne 30, *au lieu de ces mots :* Commandement qu'il exerce encore en 1822, *lisez :* Commandement qu'il a exercé jusqu'au commencement de 1822, époque à laquelle il a été appelé de nouveau à l'emploi d'inspecteur-général de cavalerie.

FERRIER, pag. 40, à la fin de l'article, *ajoutez ces mots :* Il a été créé commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 17 août 1822.

FIN DU TOME SIXIÈME.

